

CHECK-LIST REGLEMENTAIRE
Instruments de dette subordonnés émis par Cleantech Infrastruktur GmbH (la « Société »)
(CTI D SP, CTI 1 D, CTI 2 D)

VEHICULES D'INVESTISSEMENT DE DROIT ETRANGER

Merci de nous transmettre les documents de présentation, promotionnels et le cas échéant, réglementaires dans le cadre du montage proposé.

Vous trouverez ci-joint :

- En annexe 1: une traduction en français du prospectus relatif aux instruments de dette subordonnés émis par la Société pour les besoins de l'offre au public des instruments de dette subordonnés aux investisseurs situés en Allemagne.
- En annexe 2: une traduction en français du certificate d'approbation par la BaFin de la publication du prospectus et des suppléments associés relatifs aux instruments de dette subordonnés pour les besoins de l'offre au public des instruments de dette subordonnés aux investisseurs situés en Allemagne.
- En annexe 3: des documents d'information sur les instruments de dette subordonnés émis par la Société.
- En annexe 4: les formulaires de souscription des instruments de dette subordonnés émis par la Société.
- En annexe 5: impression d'une simulation de calcul en ligne du rendement des instruments de dette subordonnée.

1/ Vous êtes/gérez :

- ☐ Un véhicule d'investissement type FIA/OPCVM soumis aux dispositions des directives AIFM/OPCVM
- ☒ Un véhicule d'investissement ne pouvant être qualifié de FIA/OPCVM soumis aux dispositions des directives AIFM/OPCVM

Vous êtes/gérez un véhicule d'investissement type FIA/OPCVM soumis aux dispositions des directives AIFM/OPCVM :

2/ Votre statut :

- ☐ Vous êtes un FIA de pays tiers (hors UE) ou géré par un gestionnaire de pays tiers (hors UE)

Si vous êtes un FIA de pays tiers (hors UE) ou géré par un gestionnaire de pays tiers (hors UE), merci de bien vouloir nous transmettre les documents justifiant de votre autorisation de commercialisation par l'AMF sur le territoire français.

- ☐ Vous êtes un FIA de droit européen et géré par une SGP agréée dans un pays membre de l'UE

Si vous êtes un FIA de droit européen, et géré par une SGP agréée UE, merci de nous transmettre les documents justifiant de votre notification à l'AMF (investisseurs professionnels) ou de l'autorisation de commercialisation par l'AMF sur le territoire français (investisseurs non professionnels)

☐ Vous êtes un OPCVM de droit européen soumis aux dispositions de la directive OPCVM

Si vous êtes un OPCVM de droit européen soumis aux dispositions de la directive OPCVM, merci de nous transmettre les documents justifiant de votre notification à l'AMF et de votre présence sur la base GECO du site internet de l'AMF.

Vous êtes un véhicule d'investissement ne pouvant être qualifié de FIA/OPCVM soumis aux dispositions des directives AIFM/OPCVM :

3/ Pourriez-vous nous exposer les raisons pour lesquelles votre véhicule d'investissement ne pourrait être qualifié de FIA/OPCVM ?

La Société est une filiale de financement dédiée au sein du groupe ThomasLloyd et non un organisme de placement collectif. Elle a pour seul objet de financer sa société mère à 100%, la société ThomasLloyd Group Ltd, qui est la société holding du groupe ThomasLloyd.

Elle ne remplit ainsi pas les critères requis pour être qualifiée de FIA conformément aux orientations émises par l'ESMA relatives aux notions essentielles contenues dans la directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ESMA/2013/611).

En particulier, elle ne lève pas des capitaux auprès des investisseurs au moyen des instruments de dette subordonnés aux fins d'un investissement réalisé en vue de générer un rendement collectif pour lesdits investisseurs.

Elle lève des capitaux pour financer les investissements et besoins généraux de la société holding du groupe, qui ne sont pas déterminés à la date de levée des capitaux. Le but de la levée de capitaux n'est donc pas la réalisation d'un investissement déterminé en vue de générer un rendement collectif pour les investisseurs.

Par ailleurs, dans la mesure où la Société est un véhicule de financement dédié détenu à 100% par la société holding du groupe ThomasLloyd qui désigne les organes de direction de la Société, le porteur de parts dispose d'un pouvoir discrétionnaire sur les opérations courantes de la Société.

Enfin, la Société ne dispose pas d'une politique d'investissement définie au sens des orientations de l'ESMA.

Merci de nous transmettre tout document justifiant de votre analyse.

Cf. Prospectus fourni en annexe 1.

4/ Vous êtes* :

☐ Une entité ouverte (vous rachetez les droits représentatifs du placement financier à la demande des détenteurs de ces droits)

Si vous êtes une entité ouverte (ne pouvant être qualifié de FIA/OPCVM), merci de bien vouloir nous transmettre les documents justifiant de votre autorisation de commercialisation par l'AMF sur le territoire français.

☒ Une entité fermée

Si vous êtes une entité fermée (ne pouvant être qualifié de FIA/OPCVM) relevant de l'UE et procédant à une offre au public, merci de nous transmettre le prospectus approuvé par l'autorité de contrôle du pays d'origine, le certificat d'approbation émise par cette autorité de contrôle ainsi que le résumé en français du prospectus.

L'opération consiste en l'émission de trois catégories d'instruments de dettes subordonnés non négociables émis par une société commerciale à responsabilité limitée de droit allemand (GmbH), pour un montant total, par catégorie, de 100.000.000 euros.

L'émission des instruments est réalisée en plusieurs fois, à compter du jour de la publication du prospectus, soit le 26 février 2016, jusqu'au 31 décembre 2018.

Les instruments de dette subordonnés ne sont pas des instruments financiers émis sur le fondement du droit français.

Il s'agit d'instruments de dette subordonnés émis sur le fondement du droit allemand. Ces instruments ne constituent pas des instruments financiers tels que définis par les réglementations de l'Union Européenne régissant l'offre d'instruments financiers (directives et règlements prospectus et MIFID), dans la mesure où il ne sont pas négociables et ne constituent pas des titres émis par un organisme de placement collectif.

Il est incertain si les instruments de dette subordonnés peuvent néanmoins être assimilés à des titres financiers conformément à l'article L. 211-41 du code monétaire et financier en tant que « *droits représentatifs d'un placement financier dans une entité émis sur le fondement d'un droit étranger* ».

Afin d'éviter le risque d'un éventuel manquement par la Société à la réglementation française sur les offres au public de titres financiers, les instruments de dettes subordonnés seront détenus par moins de 150 investisseurs en France (et dans chacun des autres Etats membres concernés).

Dans la mesure où les titres ne sont pas négociables et font l'objet d'une inscription dans un registre au nom de l'investisseur tenu par la Société, la Société contrôle à tout moment le nombre d'investisseurs existants. Par ailleurs, la souscription se fait directement auprès de la Société qui peut ainsi vérifier le nombre d'investisseurs à l'occasion de toute demande de souscription qui lui est transmise.

Par ailleurs, il convient de noter que les instruments de dette subordonnée sont offerts au public en Allemagne et qu'un prospectus a été approuvé par l'autorité de supervision allemande compétente (la BaFin) à cette fin. Dans la mesure où les instruments de dette subordonnée ne sont pas des titres financiers régies par les réglementations de l'UE sur les prospectus de titres financiers (directives 2003/71/CE et 2010/73/CE et règlement (CE) n° 809/2004), le prospectus approuvé par la BaFin ne peut être passeporté en France conformément à ces réglementations.

En l'absence de régime juridique clair concernant la commercialisation en France des instruments de dette subordonnée qui ne constituent pas des titres financiers, nous pensons qu'ils ne doivent pas être commercialisés en France, directement ou indirectement par des intermédiaires agissant au nom et/ou pour le compte de la Société, afin d'éviter le risque de manquement aux règles françaises relatives à la commercialisation de titres financiers.

Cependant, les instruments de dette subordonnée peuvent être souscrits par des investisseurs situés en France à la suite d'une demande spécifique d'information de ces investisseurs adressée à des intermédiaires français, dans la mesure où une telle pratique ne peut être qualifiée de commercialisation des instruments de dette subordonnée en France conformément aux règles de l'AMF.

La commercialisation d'instruments financiers est définie par l'AMF dans sa position 2010-05 comme « *la présentation d'un instrument financier par différentes voies (publicité, démarchage, conseil...) par un prestataire de service d'investissement, un conseiller en investissements financiers ou un démarcheur bancaire ou financier en vue d'inciter un client à le souscrire ou l'acheter* (souligné par nous). L'AMF précise ensuite que ne constitue pas une commercialisation d'instruments financiers « *la souscription ou l'achat d'instruments financiers répondant à une demande d'un client, ne faisant pas suite à une sollicitation, portant sur un instrument financier précisément désigné* » (souligné par nous).

Afin de se conformer aux règles de l'AMF, un intermédiaire ne doit donc pas approcher ni démarcher aucun investisseur potentiel français ni ne fournir aucun conseil personnel à des investisseurs potentiels français ayant pour but de les inciter à souscrire les instruments de dette subordonnée. Il ne doit fournir aucune information ni aucun document de souscription concernant les instruments de dette subordonnée à des investisseurs potentiels français, à moins que de telles informations ou documents de souscription aient été spécifiquement requis par écrit par lesdits investisseurs (sans aucun démarchage ni aucun conseil préalable par l'intermédiaire).

Dans les conditions décrites ci-dessus, des intermédiaires situés en France peuvent ainsi fournir aux investisseurs potentiels français les informations et documents spécifiques relatifs aux instruments de dette subordonnée requis par eux et leur permettant de souscrire les instruments de dette subordonnée directement auprès de la Société.

Si vous êtes une entité fermée (ne pouvant être qualifié de FIA/OPCVM) relevant d'un pays tiers et procédant à une offre au public, merci de nous transmettre le prospectus visé par l'AMF.

** Merci de nous transmettre tout document justifiant de votre analyse.*

Annexe 1
Prospectus

CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D

Cleantech Infrastruktur GmbH

PROSPECTUS D'OFFRE PUBLIQUE

Remarque :

L'exactitude du contenu des indications délivrées dans le prospectus ne fait pas l'objet d'un examen du prospectus de la part de l'Office fédéral allemand de surveillance des marchés financiers.

Avertissement : Le présent document en langue française est une traduction libre du document original en langue allemande (ci-joint) et est fourni à titre d'information seulement. Bien que les meilleurs efforts aient été faits pour s'assurer que cette traduction soit fidèle à tous égards, au cas où il existerait une quelconque différence entre le document original en langue allemande et la traduction en langue française, le document original en langue allemande est le document de référence et prévaut. Les investisseurs potentiels résidents sur le territoire de la République française et tout intermédiaire financier participant à l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent prospectus sur le territoire de la République française sont avertis et reconnaissent que (i) l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent prospectus sur le territoire de la République française est adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs conformément aux articles L. 411-2 II 2° et D. 411-4 du code monétaire et financiers, (ii) l'offre des titres financiers décrits dans le présent prospectus sur le territoire de la République française ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF, (iii) les personnes ou entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier ne peuvent participer à cette offre sur le territoire de la République française que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier et (iii) la diffusion, directe ou indirecte, dans le public sur le territoire de la République française des instruments financiers ainsi acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du code monétaire et financier.

Prospectus d'offre publique du 10 juin 2011 dans la version de l'avenant n° 1 du 22 décembre 2011 et de l'avenant n° 2 du 14 septembre 2012 et de l'avenant n° 3 du 23 octobre 2013 et de l'avenant n° 4 du 29 février 2016 conformément au § 11 de la loi sur les placements de fonds

En ce qui concerne la Cleantech Infrastruktur GmbH (anciennement dénommée ThomasLloyd Capital Markets GmbH), des modifications sont intervenues au 29 février 2016 quant au prospectus d'offre publique, déjà publié, du 10 juin 2011 dans la version de l'avenant n° 1 du 22 décembre 2011, de l'avenant n° 2 du 14 septembre 2012 et de l'avenant n° 4 du 29 février 2016. Dans le cadre de l'avenant n°3 et de l'avenant n°4, les changements ont été introduits dans le prospectus d'offre publique et sont indiqués dans les pages concernées par des passages soulignés et/ou par des notes en bas de page.

1. SYNTHÈSE DE L'OFFRE

Vue d'ensemble des emprunts publics

Société émettrice	Cleantech Infrastruktur GmbH Hanauer Landstraße 291b, D-60314 Francfort-sur-le-Main.		
Organe	Gérant : Matthias Klein		
Associés	ThomasLloyd Group Ltd		
Capital initial	25 000,- EUR		
Société-mère	ThomasLloyd Group Ltd 2 Eaton Gate, GB-Londres SW1W 9BJ		
Organe	Conseil d'administration : T.U. Michael Sieg (Président), Anthony M. Coveney, Klaus-Peter Kirschbaum, Simon J. Cox		
Capital action souscrit :	92 774.953,- EUR (Dernière mise à jour : 31.12.2014)		
Commissaires aux comptes	PKF Littlejohn LLP, 1 Westferry Circus, Canary Wharf, London E14 4HD		
Forme de patronage	Une lettre d'intention de la société-mère ferme dans le sens d'un véritable contrat en faveur d'un tiers (§ 328 al. 1 du code civil allemand, BGB). Obligation sans restriction, inconditionnelle, illimitée et irrévocable de mettre à disposition de la société émettrice en permanence des moyens financiers de sorte que sa solvabilité reste conservée et qu'elle soit à tout moment en mesure de répondre à ses obligations issues de l'émission quant au paiement du principal et des intérêts conformément aux conditions d'emprunt.		
Émission	CTI 1 D SP	CTI 1 D	CTI 2 D
Durée minimale	6 mois	12 mois	24 mois
Préavis de résiliation	30 jours	60 jours	90 jours
Taux d'intérêt	3,75% par an	4,15% par an	4,85% par an
Valeur nominale	500,- EUR	500,- EUR	500,- EUR
Prix d'émission	100% de la valeur nominale	100% de la valeur nominale	100% de la valeur nominale
Souscription initiale minimale	1 000 000,- EUR	10 000,- EUR	5 000,- EUR
Droit d'émission (commission de souscription)	Pas de droit d'émission (commission de souscription)	Pas de droit d'émission (commission de souscription)	Pas de droit d'émission (commission de souscription)
Montant	100.000.000,- EUR (200 000 titres)	100.000.000,- EUR (200 000 titres)	100.000.000,- EUR (200 000 titres)
Délai de souscription	A compter du jour de la publication du prospectus d'offre publique jusqu'au placement intégral, et au plus tard, le 31 décembre 2018. La société émettrice est habilitée, par le biais d'une décision de la direction sans indiquer de motif et sans autorisation de la part des investisseurs, à clore prématurément la souscription ou à prolonger le délai de souscription.		
Forme de participation	Obligations nominatives subordonnées à taux fixe.		
Forme des	Émission de certificats globaux matérialisés.		
Échéance des intérêts	Les intérêts sont dus à terme échu tous les mois, et au troisième jour ouvré bancaire de chaque mois.		
Rang	Dettes conditionnelles, directes, de rang inférieur et non garanties par une sûreté réelle.		
Remboursement du principal	Au troisième jour suivant la date de la résiliation à 100 % de la valeur nominale (simultanément sur présentation du certificat global).		
Réserve de paiement	Le paiement d'intérêts et le remboursement du principal ne doivent pas provoquer un motif d'ouverture d'une procédure de faillite pour la société émettrice.		
Calcul des intérêts/ Droit relatif au calcul des intérêts	30/360 à compter du jour d'encaissement.		
Fongibilité	Le transfert est effectué par cession et peut être réalisé en valeurs nominales à hauteur de 500,- EUR ou en multiples.		
Imposition	Les paiements des intérêts comptent parmi les revenus du capital.		
Responsabilité	Limitée à hauteur du capital souscrit.		

2. RISQUES INHÉRENTS AU PLACEMENT DE FONDS

2.1. Considérations de principe relatives aux risques

La présente offre de participation est une participation d'entreprise à long terme dans la Cleantech Infrastrukturgesellschaft GmbH qui comporte des risques. Même si les obligations nominatives proposées sont à taux fixe, un investisseur du présent placement de fonds effectue un investissement dont l'évolution future est imprévisible. Il n'y pas de garantie des apports de fonds légale ou autre. Il est ainsi recommandé que l'investisseur de capitaux prenne connaissance attentivement des risques indiqués ci-après à la lumière des autres indications contenues dans le présent prospectus et en tienne compte en conséquence lors de sa décision. En particulier, il convient que la participation de l'investisseur soit adaptée à sa situation économique et que le montant de ses apports ne constitue qu'une partie insignifiante du reste de son patrimoine.

Seront exposés ci-après les risques juridiques et réels essentiels qui sont clés pour la valorisation du placement de fonds, qui peuvent freiner la capacité de la Cleantech Infrastruktur GmbH, à réaliser les résultats calculés et à distribuer les intérêts calculés. L'ordre des risques mentionnés ne permet pas de tirer des conclusions sur les éventuelles probabilités de survenance ou sur l'ampleur d'un éventuel préjudice.

Il ne peut être exclu que des risques supplémentaires puissent résulter aussi de la situation personnelle de l'investisseur. C'est pourquoi il convient que l'investisseur examine tous les risques en tenant compte de ses paramètres personnels et recueille, le cas échéant, un avis autorisé personnalisé.

La survenance de différents risques spécifiques ou l'effet concomitant cumulatif de différents risques peut avoir des effets néfastes considérables sur la situation en termes de patrimoine, de finances et de résultats de la Cleantech Infrastruktur GmbH, avec pour conséquence le fait qu'elle ne soit pas, ou ne le soit que de manière limitée, en mesure d'atteindre les intérêts ainsi que le remboursement du capital envisagés.

2.2. Risque maximum

Le principal risque du placement proposé ici réside dans le développement économique de la société émettrice. Par conséquent, un **risque de perte partielle voire totale du capital investi et des intérêts qui ne sont pas (encore) distribués est lié à ce placement**. Ce risque survient essentiellement dans le cas d'une évolution négative des investissements ou de faillite de la société émettrice.

Les risques, ne découlant pas uniquement d'une perte de la totalité du montant du placement mais pouvant aussi mettre en péril les autres biens de l'investisseur et l'exposant ainsi au risque maximal, surviennent si celui-ci finance son placement de fonds par des capitaux extérieurs et s'il n'est économiquement pas en mesure de payer les dettes issues de capitaux extérieurs, indépendamment de l'évolution de son placement et si, le cas échéant, il est insolvable.

2.3. Risques mettant en péril les prévisions et le placement

Dans les paragraphes suivants seront indiqués les risques mettant en péril les prévisions de résultats de la société émettrice et réduisant les prévisions de résultats de l'investisseur. Dans l'hypothèse la plus négative, l'un des risques ou plusieurs risques explicités ci-après pourraient entraîner la perte partielle ou totale de l'apport de capitaux de l'investisseur.

2.3.1 Notation

Pour la société émettrice, aucune notation relative à l'évaluation de sa solvabilité et aucune notation d'émission portant sur les obligations nominatives proposées n'ont été exécutées, et ce jusqu'à la date de l'élaboration du prospectus. Une appréciation de la participation proposée n'est possible qu'à l'aide du présent prospectus et des autres informations, publiquement accessibles, sur la société émettrice. À ce sujet, il existe le risque que ces informations et la compétence de l'investisseur individuel ne suffisent pas pour prendre une décision individuelle en matière de placement et axée sur les objectifs personnels.

2.3.2. Conseils qualifiés

Les explications du présent prospectus ne remplacent pas des conseils qualifiés de la part d'un expert, qui s'avèreraient, le cas échéant, nécessaires. Une décision en matière de placement ne devrait pas être prise sur la seule base des explications indiquées dans le présent paragraphe ou dans le présent prospectus car les informations, qui y sont contenues, ne peuvent remplacer des conseils et des éclaircissements adaptés aux besoins, objectifs, expériences ou connaissances et paramètres de l'investisseur individuel. Au cas où un investisseur renoncerait à des conseils qualifiés correspondants, il y a un risque que sa propre compétence, relative à l'évaluation des obligations nominatives proposées, ne suffise pas pour prendre une décision individuelle en matière de placement et axée sur les objectifs personnels.

2.3.3 Société à but spécial

En ce qui concerne la société émettrice, il s'agit de ce que l'on appelle une société à but spécial qui est exposée exclusivement dans à la ThomasLloyd Group Ltd par le biais d'obligations nominatives. La société émettrice ne développe ainsi aucune branche d'activité opérationnelle qui lui est propre. Par conséquent, en cas de blocage des recettes issues des obligations nominatives, les résultats de la société émettrice seront susceptibles d'être inférieurs aux prévisions. Ceci impacterait l'investisseur puisque les intérêts seraient réduits ou il se peut que, pour cette raison, le capital investi subisse des pertes également.

2.3.4 Personnes clés

Du fait de la perte de compétences clé dans la société émettrice, il existe le risque que le savoir-faire ne soit plus disponible et, par conséquent, qu'une gestion qualifiée des investissements et des risques ne soit plus garantie dans son intégralité. La perte de telles personnes, qui soutiennent l'entreprise, pourrait avoir un effet néfaste sur l'évolution économique de la société émettrice. Il y a un risque de voir la société émettrice réaliser des bénéfices plus faibles et ainsi de réduire les intérêts en faveur de l'investisseur ou même enregistrer des pertes auxquelles l'investisseur contribuerait.

2.3.5 Conflits d'intérêts

À cause de l'identité des personnes (existant en partie) des intervenants concernés, il existe des faits d'interdépendance au regard de la société émettrice du point de vue juridique, économique et / ou personnel. C'est pourquoi il n'est pas à exclure, par principe, que les intéressés ne parviennent pas, lorsqu'ils soupèsent les différents intérêts, opposés le cas échéant, à prendre les décisions qu'ils prendraient s'il n'existait pas de fait d'interdépendance. Dans la même mesure, les recettes de la société émettrice, et de ce fait celles des investisseurs, pourraient être concernées aussi par cette difficulté.

Il existe en effet des faits d'interdépendance soumis à l'obligation d'information du point de vue juridique, économique et / ou personnel, dans la société émettrice, dans le sens où Monsieur Klaus-Peter Kirschbaum était gérant de la société émettrice jusqu'au 6 janvier 2016 et occupe les fonctions de responsable du Corporate Center et de membre du Conseil d'administration de la ThomasLloyd Group Ltd. Enfin, il est directeur commercial dans d'autres sociétés filiales de la ThomasLloyd Holdings Ltd. et de la ThomasLloyd Group Ltd, qui sont et / ou étaient aussi en partie émettrices de placements de fonds et / ou de valeurs mobilières et / ou étaient et / ou sont en charge de la commercialisation du placement de fonds. Monsieur Matthias Klein occupe, depuis le 16 décembre 2015, le poste de gérant de la société émettrice et directeur dans d'autres sociétés filiales de la ThomasLloyd Holding Ltd. et de la ThomasLloyd Group Ltd., qui sont et / ou étaient émetteurs de placements de fonds et / ou de valeurs mobilières et / ou sont en charge de la distribution du placement de fonds. En outre, Monsieur Michael Sieg est Directeur général du groupe ThomasLloyd et Président du Conseil d'administration de la ThomasLloyd Group Ltd, la société-mère de la société émettrice et le seul actionnaire actuel qui prend part au vote de la ThomasLloyd Holdings Ltd ainsi que de la ThomasLloyd Holdings Ltd.

Par ailleurs, la société de projet et la société-mère ThomasLloyd Group Ltd, est le seul actionnaire de la société émettrice.

2.3.6 Distribution

Pour le placement des obligations nominatives proposées dans le présent prospectus, il n'y a aucune garantie de placement. Pour activer la distribution, la société émettrice serait, dans la mesure du possible, chargée de convenir de commissions de distributions élevées, de prendre des mesures marketing complémentaires ou de développer des variantes de produits supplémentaires ou modifiées. Les mesures à cet égard sont associées, habituellement, à des coûts partiellement importants, dans le sens où les frais accessoires, liés à la participation notamment, augmenteraient et les paiements des intérêts calculés de la ThomasLloyd Group Ltd et ainsi, indirectement, de la société émettrice, seraient notamment susceptibles de diminuer.

Par ailleurs, une offre complète de produits alternatifs existe sur le marché des actions de gré à gré de sorte qu'il n'est pas à exclure de voir la société émettrice échouer quant à l'acquisition de capacités de distribution suffisantes. Ceci aurait un impact sur l'afflux fortement réduit de fonds, le cas échéant, par rapport aux prévisions, entraînant la non réalisation des rendements calculés pour l'investisseur et / ou l'incapacité de remboursement du capital investi en faveur de l'investisseur.

2.3.7 Incertitudes en matière de planification

Les calculs concernant la société émettrice tiennent compte des attentes de la société émettrice à la date de l'élaboration du prospectus sur le fondement des rapports de branches et / ou des analyses de marchés. C'est pourquoi il existe des impondérabilités, d'une ampleur qu'il n'est pas possible d'évaluer avec précision, qui ne manqueront pas de surgir concernant l'évolution planifiée de la situation en matière de patrimoine, de finances et de recettes. Ceci aurait un impact sur l'afflux fortement réduit de fonds, le cas échéant, par rapport aux prévisions, entraînant la non réalisation des rendements calculés pour l'investisseur et / ou l'incapacité de remboursement du capital investi en faveur de l'investisseur.

2.3.8 Liquidité

La réalisation des objectifs de bénéfices, ainsi que les indications relatives au remboursement du capital, ont par ailleurs pour

condition préalable le maintien d'une liquidité suffisante ainsi que l'obtention du patronage par la ThomasLloyd Group Ltd. Il existe par conséquent le risque que la situation de la liquidité de la société ne permette éventuellement que partiellement, voire provisoirement pas du tout, de versement. En outre, il n'y a aucune certitude quant aux attentes en matière de recettes établies, de sorte qu'il y a lieu de mettre en lumière les risques décrits découlant des activités commerciales de la société émettrice, lesdits risques pouvant générer pour les investisseurs les conséquences négatives qui y sont dépeintes.

Compte tenu du fait que le capital payé par l'investisseur est injecté dans le patrimoine de la société émettrice et est engagé, de ce fait, tant à des fins d'investissement que pour le financement des dépenses courantes de la société émettrice, le capital en commandite n'est pas investi immédiatement en totalité pour créer de la valeur, mais est utilisé pour financer (aussi) les frais de gestion. Au cas où il n'est apporté à la société émettrice que peu de capital provenant de cette émission et l'obligation de prise en charge des coûts par la ThomasLloyd Group Ltd n'est pas satisfaite, il y a risque que celui-ci soit largement ou complètement utilisé pour les frais liés à l'émission et ne soit pas disponible pour les investissements. Cela a pour conséquence le fait que la société émettrice ne puisse pas procéder le cas échéant aux investissements, décrits dans ce prospectus et ne puisse pas concrétiser ses objectifs économiques, de sorte que les rendements calculés pour l'investisseur ne puissent pas être atteints.

2.3.9 Possibilité de réduction et de clôture

La société émettrice est habilitée à réduire à tout moment et sans indiquer de motifs, les souscriptions, ou les participations dans le placement. La société émettrice est en outre habilitée, par le biais d'une décision de la direction sans indiquer de motif et sans autorisation de la part des investisseurs, à réduire le délai de souscription. À cet égard, il existe le risque que le nombre souscrit d'obligations nominatives ne soit pas distribué à l'investisseur et que le placement présente un rendement plus faible que celui qui était attendu lors de la souscription.

Si la société émettrice cesse le placement de la participation proposée avant la souscription de l'ensemble de la tranche, elle n'a pas à sa disposition le capital pris pour base des calculs pour les investissements. Ceci peut aboutir au fait que les résultats escomptés pour la société émettrice et de ce fait aussi pour l'investisseur, ne puissent être atteints.

2.3.10 Délai d'engagement du capital et résiliation

Après la délivrance de la déclaration de souscription, un retrait du contrat ou une révocation de la déclaration, sauf prescription contraignante contraire d'ordre légal, n'est pas possible.

Une cessation de la participation dans le placement est possible pour une souscription en 2016, au plus tôt après l'échéance de la durée minimale obligatoire du placement, en respectant un préavis de 30, 60 ou 90 jours. La valeur nominale versée par l'investisseur est soumise en conséquence à une durée d'engagement d'au moins six, douze ou 24 mois, de sorte que l'investisseur ne peut disposer prématurément du capital qu'il a engagé.

Le titulaire des obligations nominatives peut résilier sa participation dans le placement après échéance de la durée minimale. Au cas où la société émettrice exerce son droit de résiliation anticipé, et ce même si l'investisseur souhaite conserver sa participation au-delà de la durée minimale, il encourt le risque de voir son investissement enregistrer un rendement plus faible qu'il ne l'avait prévu.

2.3.11 Ordre des priorités

Les investisseurs ne peuvent pas exiger de la société émettrice que leurs droits relatifs aux paiements des intérêts et des remboursements soient considérés comme prioritaires par rapport à d'autres droits dans la mesure où ces autres droits se situent au même rang que les droits de ces obligations nominatives, et pas non plus vis-à-vis des investisseurs pour d'autres obligations nominatives émises par la société émettrice.

En cas de faillite ou de liquidation de la société émettrice, il n'est fait droit aux prétentions des investisseurs qu'après la satisfaction éventuelle de droits garantis par une sûreté réelle d'autres créanciers (par exemple des institutions de crédit) ainsi que d'autres créanciers non subordonnés (par exemple les fournisseurs). En cas de faillite ou de liquidation de la société émettrice, il y a un risque que la masse de biens restante de la société émettrice ne suffise pas pour satisfaire (intégralement) aussi les droits subordonnés des investisseurs portant sur le remboursement des obligations nominatives et, le cas échéant, sur le paiement des intérêts restant dûs.

2.3.12 Droits de coopération et droits patrimoniaux

Les obligations nominatives créent exclusivement des droits de créances à l'égard de la société émettrice. Les obligations nominatives ne garantissent pas les droits de participation, de coopération, de vote ou les droits patrimoniaux en rapport avec la société émettrice de sorte que l'investisseur ne peut pas influencer les mesures de gestion. Dans ce cadre, il existe le risque de voir la direction prendre des décisions à l'encontre des intérêts de l'investisseur individuel.

Aucun droit de coopération n'est attribué aux investisseurs en matière de modification des fondements du contrat de société de la société émettrice (statuts) de sorte qu'une modification des statuts, notamment une réorientation éventuelle des activités commerciales, est possible sans avoir nécessairement besoin de l'accord des investisseurs.

L'investisseur ne détient, en principe, pas de participations dans les réserves occultes. A cet égard, les réserves occultes établies par la société émettrice n'augmentent pas le niveau des intérêts de l'investisseur.

2.3.13 Dilution

La société émettrice est autorisée à lever du capital supplémentaire qui est à rang égal par rapport aux obligations nominatives ou est à un rang supérieure vis-à-vis des obligations nominatives. Dans ce cas précis, les investisseurs ne disposent pas de droit de souscription de sorte qu'il existe un risque de voir apparaître, du fait de la levée du capital supplémentaire, le niveau des intérêts plus faible que celui établi par les prévisions.

2.3.14 Impôts

Les changements futurs des lois fiscales, ainsi que des interprétations divergentes de la loi par les administrations des finances et les tribunaux statuant en matière fiscale ne peuvent être exclus. À cet égard, des changements désavantageux en matière de droit fiscal peuvent avoir, pour la société émettrice, des conséquences négatives sur l'activité commerciale et / ou l'évolution des recettes de la société émettrice et engendrer ainsi une baisse des intérêts.

Il n'y a encore eu aucun contrôle fiscal d'entreprise pour la société à la date de l'élaboration du prospectus (février 2016). Il ne peut être exclu qu'en raison d'une appréciation divergente de la situation de fait et de droit par les autorités fiscales, la société émettrice ait à payer des compléments d'impôts, ce qui pourrait impacter négativement la situation en matière de recettes de la société émettrice et les intérêts des investisseurs également.

2.3.15 Loi

La législation est soumise à un changement constant. C'est ainsi que des mesures prises par le législateur et l'autorité réglementaire sur le plan fédéral et / ou régional jusqu'au niveau communal peuvent peser sur les données du Marché et de la concurrence et avoir des conséquences négatives sur l'activité commerciale et / ou la situation économique de la société émettrice. Il existe en principe la possibilité qu'en raison de telles mesures législatives, notamment dans le secteur de la surveillance des banques, l'entreprise soit contrainte à une réorganisation, une réduction ou même à l'arrêt de ses différentes activités commerciales. C'est pourquoi il y a un risque de voir la société émettrice réaliser moins de bénéfices et ainsi de réduire les intérêts en faveur de l'investisseur ou même enregistrer des pertes auxquelles l'investisseur contribuerait.

2.3.16 Prévisions

Ce prospectus contient des déclarations se référant à l'avenir, sous forme de prévisions, qui vont de pair avec des incertitudes. Ces dernières reposent sur les appréciations, hypothèses, observations du marché et attentes actuelles de la société émettrice. En ce qui concerne les prévisions, il s'agit d'appréciations subjectives de la société émettrice et non d'hypothèses et de prédictions scientifiquement prouvées ou de faits acquis. Les prédictions peuvent ainsi se montrer inexactes.

Il est souligné qu'une multiplicité de facteurs peut conduire au fait que l'évolution effective future de la participation s'écarte considérablement des prévisions représentées.

2.3.17 Activités commerciales

Dans les paragraphes suivants, seront indiqués les risques impactant les activités entrepreneuriales de la société émettrice.

2.3.17.1 Risque relatif à la solvabilité / à la société émettrice

Le remboursement du capital souscrit, en plus des intérêts, dépend du succès économique de la société émettrice. Ce résultat est tributaire, à son tour, du succès économique de la société de projet ou d'autres projets dans lesquels la société émettrice est éventuellement impliquée. L'absence de réussite économique au niveau d'une ou plusieurs sociétés de projet et ainsi au niveau de la société émettrice aurait alors des conséquences négatives sur les droits de l'investisseur en termes de remboursement du capital et de paiement des intérêts. Une évolution économique négative peut notamment entraîner aussi la faillite de la société émettrice et ainsi l'absence totale ou partielle des droits au remboursement pour les investisseurs. Par ailleurs, il se peut donc que l'administrateur judiciaire exige des investisseurs le remboursement des versements effectués par la société émettrice.

2.3.17.2 Risques de l'objet de placement

La société émettrice envisage d'investir le produit de l'émission dans la ThomasLloyd Group Ltd (société de projet) par le biais d'emprunts subordonnés. Par conséquent, la société émettrice est également exposée aux risques propres liés aux emprunts (cf. Point 2.3.18) au regard de la ThomasLloyd Group Ltd.

2.3.17.3 Risques liés aux activités commerciales de la société émettrice

La société émettrice gère exclusivement son propre patrimoine et fournit les moyens indispensables à cet effet à l'aide d'offres publiques des présents placements de fonds. Dans ce cadre, le succès économique de la société émettrice dépend seulement de la réussite économique portant sur les placements financiers qui sont encore à réaliser. Des éventuelles évolutions négatives de ces placements financiers peuvent être contrebalancées par les recettes issues d'autres branches d'activités. En outre, il existe un risque de voir apparaître, en raison de la levée du capital supplémentaire et de l'augmentation du nombre d'investisseurs liés en conséquence, des effets de dilution, au regard des créances d'intérêts de chaque investisseur, c'est-à-dire de voir le niveau des créances d'intérêts baisser proportionnellement, voire même totalement disparaître.

2.3.17.4 Risques liés aux activités commerciales de la société de projet

La société émettrice envisage d'investir la valeur nominale versée relative à la souscription d'emprunts (que l'on appelle objets de placement) dans la ThomasLloyd Group Ltd, dont le siège est en Grande-Bretagne. La société de projet est ainsi la société-mère. D'autres investissements ne sont pas prévus à l'heure actuelle si bien que les risques énumérés ci-après issus des activités commerciales de la société de projet sont en même temps les risques qui peuvent impacter la situation en matière de finances, recettes et patrimoine de la société émettrice.

2.3.17.4.1 Risques provenant de la fonction de holding

La société de projet détient des participations dans des entreprises spécialisées dans le secteur bancaire et de prestations financières, dans le secteur de la technologie environnementale et des énergies renouvelables et investira dans ces participations ou projets des moyens supplémentaires dans le cadre des financements généraux entrepreneuriaux / mezzanine et, le cas échéant, fera l'acquisition de participations d'entreprises issues des secteurs indiqués ou d'autres domaines. Ces types d'investissements et de participations d'entreprises comportent un risque, en cas d'évolution imprévue, de voir les recettes des participations provenant des intérêts, des participations aux bénéfices, des augmentations de valeurs des participations et des bénéfices de ventes ne pas apparaître à la hauteur des prévisions, durablement voire même de ne pas se réaliser du tout. Par ailleurs, il y a risque que les moyens investis dans les entreprises en commandite ou les projets subissent un ajustement de valeur, en partie ou intégralement, comme conséquence des évolutions négatives commerciales ou de faillites. Ceci pourrait aboutir au fait qu'aucune recette financière ne soit réalisée sur l'emprunt souscrit par la société émettrice entraînant ainsi intégralement un risque de perte.

2.3.17.4.2 Risques issues des activités commerciales des entreprises en commandite de la société de projet (secteur bancaire)

Les entreprises en commandite de la société de projet sont notamment opérationnelles dans le secteur bancaire et des prestations financières. Dans ces branches d'activités, les entreprises en commandite encourent notamment les risques :

- qu'elles soient tenues responsables par leurs clients d'erreurs présumées ou réelles en matière de conseils et / ou d'erreurs en matière de prospection et / ou en termes d'apports de prestations financières et / ou de pratique en matière d'opérations bancaires. Par conséquent, il n'est pas exclu qu'apparaissent des risques imprévisibles et inévitables ou des risques non identifiés par le passé de sorte qu'une revendication des entreprises en commandite ne peut être exclue de la part des clients. Le risque encouru est renforcé en conséquence par une revendication croissante ou de masse et peut susciter la réalisation des risques susmentionnées dans les « risques provenant de la fonction de holding »;
- que l'autorisation de la part des autorités nécessaires pour la distribution de certaines classes d'actifs en faveur d'entreprises appartenant au groupe / d'entreprises en commandite ne soit pas délivrée ou que des autorisations déjà délivrées aient déjà été retirées et que la distribution des différentes classes d'actifs doive cesser en partie ou intégralement. Il en va de même par analogie pour la pratique des opérations bancaires ou la délivrance d'autorisation de produits de certaines classes d'actifs. Ces types d'événements peuvent conduire à une réalisation des risques présentées dans le point précédent « Risques provenant de la fonction de holding »;
- que les membres de la direction ou les actionnaires des entreprises en commandite ne disposent pas, d'après les autorités de surveillance, des qualifications ou des compétences d'expertise nécessaires pour procéder aux opérations bancaires et / ou apporter des prestations financières et qui peuvent ainsi provoquer la réalisation des risques exposés sous le point « Risques des personnes clés »;
- que le maintien des activités opérationnelles des entreprises en commandite ou l'atteinte des objectifs stratégiques fixés des entreprises en commandites présuppose des moyens financiers d'investissement, et ce dans une mesure suffisante. Dans la mesure où la liquidité nécessaire à cet égard ne peut être représentée via la vente de placements de fonds et/ou d'autres possibilités de refinancement de la société de projet et des entreprises en commandite, il se peut que des risques susmentionnés au point « Risques provenant de la fonction de holding » apparaissent;
- que, en raison des évolutions négatives durables sur les marchés des capitaux, au cas par cas, ou dans des cas extrêmes, toutes les entreprises en commandite doivent adapter ou réorganiser leurs activités commerciales de sorte que les « risques provenant de la fonction de holding » peuvent être réalisés.

2.3.17.4.3 Risques issues des activités commerciales des entreprises en commandite de la société de projet (technologie environnementale / Énergies renouvelables)

La société de projet exerce en outre des activités dans le secteur de la technologie environnementale et des énergies renouvelables et investit dans ce cadre dans des projets de développement et / ou des participations de et / ou dans sa/ses sociétés filiales et afférentes, lesquelles sont opérationnelles dans le secteur de la technologie environnementale. La société émettrice dépend également indirectement des conditions générales et de l'évolution du marché de la technologie environnementale et est soumise aux risques liés à la branche d'activité de la technologie environnementale de sorte que peuvent apparaître, outre les risques déjà indiqués liés à la fonction de holding, les risques propres à la branche d'activité mentionnés ci-après, susceptibles de menacer notamment la situation en matière de finances, patrimoine et recettes et, indirectement, donc, la société émettrice.

En cas d'apparition d'un ou de plusieurs des risques ci-après et d'une évolution négative qui, de ce fait, y est liée, il existe donc le risque de voir la société de projet obtenir des résultats plus faibles, auxquels la société émettrice prendrait part. Pareil scénario pourrait avoir à son tour des conséquences négatives sur les recettes escomptées de l'investisseur de la société émettrice, dans le sens que des résultats plus faibles, voire des pertes, seraient obtenus, auquel(les) l'investisseur prendrait part.

2.3.17.4.3.1 Risques liés aux coûts (coûts de diligence raisonnable, identification des projets)

Si, au niveau de la société de projet ou des placements, des projets, des brevets, des licences ou des participations dans des entreprises, dans lequel(les) la société de projet a investi, il échoit des coûts plus élevés (par ex. des coûts d'établissement et des coûts énergétiques) que ce qui était budgétisé, cela peut entraîner une minoration des distributions par la société de projet et, de ce fait, une diminution des recettes de l'emprunt. Dans la mesure où la société de projet participe, et est soumise, à des appels d'offres, il se peut, le cas échéant, que la société de projet doive supporter les coûts qui apparaissent dans une telle procédure, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur ses résultats et, de ce fait, sur les recettes des emprunts. Par conséquent, cela peut entraîner des conséquences négatives sur le niveau des recettes pour la société émettrice et, de ce fait, pour ses investisseurs.

2.3.17.4.3.2 Risque inhérent à l'exécution du contrat

Le résultat entrepreneurial des participations de la société de projet dépend, entre autre, du fait que les partenaires contractuels des participations, détenues éventuellement par la société de projet, respectent ou non leurs obligations telles qu'elles découlent des contrats conclus avec eux. Les cas d'inobservation contractuelle par les partenaires contractuels, y compris en matière de faillite, peuvent aboutir à la résiliation de contrats. Ceci peut avoir des conséquences négatives sur les recettes de la participation. Une faillite des partenaires contractuels des participations détenues par la société de projet peut avoir des conséquences négatives sur les recettes de la société de projet et ainsi sur l'objectif du placement de la société émettrice et sur le niveau des recettes de ses investisseurs.

2.3.17.4.3.3 Risque inhérent au changement de taux d'intérêt et au financement extérieur

Les projets et les entreprises opérant dans le secteur de la technologie environnementale sont souvent financés, dans une large mesure, par des capitaux extérieurs et sont plus sensibles, pour cette raison, aux variations désavantageuses des taux d'intérêt, à une conjoncture en recul, et à un service du capital supérieur, que les projets et les entreprises qui ne sont pas financé(e)s ou dans une moindre mesure par des capitaux extérieurs. Cela peut aboutir au fait que les participations, détenues par la société de projet, ne soient plus en mesure de financer l'exploitation et les besoins de capitaux futurs. Cela peut entraîner à son tour, à titre de conséquence, des contraintes financières et opérationnelles restrictives de la part des banques qui assurent le financement, comme par exemple l'exigence consistant à ne plus effectuer de distribution. Cela peut avoir des conséquences négatives sur les distributions aux investisseurs. Si les participations, détenues par la société de projet, ne sont plus en mesure d'obtenir suffisamment de liquidités pour payer le remboursement et les intérêts ou effectuer des distributions régulières, la valeur des participations, détenues par la société de projet et de ce fait aussi la valeur de la société de projet elle-même et ainsi l'investissement de la société émettrice, pourraient être considérablement minorés, voire anéantis. Par ailleurs, il ne peut être exclu que les changements des taux d'intérêt aient des conséquences négatives sur les distributions projetées et ainsi aussi sur les résultats projetés de la société émettrice car il est possible que les recettes, qui sont obtenues par les participations, détenues par la société de projet, ne soient couplées que partiellement aux changements de taux d'intérêt. Par conséquent, même en présence de clauses d'ajustement du taux d'intérêt, les périodes entre les réajustements peuvent être trop longues pour garantir une couverture efficace de risques. Il se peut aussi qu'un ajustement du taux d'intérêt ne puisse pas être exécuté dans les proportions nécessaires.

Par ailleurs, des modifications des taux d'intérêt pèsent aussi éventuellement sur le taux d'escompte correspondant, auquel il y a lieu de faire appel pour évaluer les projets et les entreprises. C'est pourquoi cette évaluation est exposée à des fluctuations. Cela peut avoir une influence négative sur les prix que l'on peut obtenir en cas de vente des participations, détenues par la société de projet. En outre, l'autorité de régulation s'oriente fréquemment, en ce qui concerne les projets et les entreprises qui sont soumises au contrôle des pouvoirs publics lors de la fixation des prix qui recueillent son approbation, vers les taux d'intérêt concernés du marché. Cela peut générer des chiffres d'affaires plus faibles que ce qui a été pris pour base dans les prévisions. De ce fait, il y a risque de voir la société émettrice ne pas pouvoir obtenir les résultats prévus pour ses investisseurs.

2.3.17.4.3.4 Moyens de financement insuffisants

Pour réaliser l'objectif d'une structure optimisée du capital, cela dépend avant tout, en cas d'acquisition ou de refinancement de projets et d'entreprises dans le secteur de la technologie environnementale, outre de la disponibilité de capital propre, de la question qui est de savoir si des capitaux extérieurs peuvent être levés sur le marché dans une mesure suffisante et à des conditions appropriées. En ce qui concerne la disponibilité de capitaux extérieurs, les goulots d'étranglement peuvent générer un enchérissement du financement et susciter des conséquences négatives sur les recettes pour les investisseurs. Si les capitaux extérieurs sont disponibles, la restriction peut en outre conduire au fait que la société de projet, tout en tenant compte des résultats escomptés, ne puisse effectuer les investissements comme prévu. En ce qui concerne la disponibilité de capitaux extérieurs, étant donné en particulier les rejets actuels sur les marchés des capitaux et la crise bancaire, allant de pair avec la raréfaction des capitaux extérieurs, voire avec la moindre disponibilité des banques à mettre à disposition des capitaux extérieurs d'une manière générale ou à des conditions appropriées, les goulots d'étranglement peuvent susciter un enchérissement du financement des investissements dans des projets et dans des entreprises et avoir des conséquences négatives sur les résultats de la société de projet et, de ce fait, indirectement, sur la société émettrice, ainsi que sur ses investisseurs.

2.3.17.4.3.5 Risques juridiques et politiques

L'appréciation des risques juridiques et politiques de pays n'est en principe pas totalement possible, à l'heure actuelle, pour l'ensemble de la durée de la participation. Les changements dans les systèmes juridiques correspondants peuvent produire différentes conséquences sur les projets et les entreprises, ainsi que sur l'ensemble des autres entreprises et personnes intéressées. En particulier, des changements dans les systèmes juridiques, y compris la limitation de la circulation de capitaux avec d'autres pays, peuvent susciter des conséquences négatives pour les participations à acquérir de la société de projet et, de ce fait, indirectement pour les résultats de la société émettrice et pour les recettes pour ses investisseurs. Du fait des intérêts publics, en partie considérables, qui existent dans les prestations de services et projets et d'entreprises dans le secteur de la technologie environnementale, il n'est pas à exclure que des motifs politiques puissent peser sur les relations des concédants, des donneurs de licence ou des crédit-bailleurs, voire des bailleurs de droit public, intervenant dans ces projets et ces entreprises. Ces intérêts politiques ne se chevauchent pas nécessairement avec ceux des projets et des entreprises de la société de projet et peuvent avoir ainsi des conséquences négatives sur la stabilité des distributions aux investisseurs et sur leur montant. On compte aussi, parmi ces risques politiques, des conflits avec des syndicats, des représentations d'intérêts et des organismes publics ou privés, qui peuvent générer potentiellement des grèves, des blocus ou autres actions. Ceci peut avoir des impacts négatifs pour la société de projet et pour les recettes de ses investisseurs, ainsi que de la société émettrice et de ses propres investisseurs.

2.3.17.4.3.6 Aide financière accordée à d'autres technologies

Il ne peut être exclu que des technologies, autres que celles qui ont été favorisées par la société de projet, soient soutenues par des organismes gouvernementaux ou autres. Dans ces cas, l'exploitation d'installations technologiques environnementales peut s'avérer non rentable, ce qui peut avoir des conséquences désavantageuses sur la situation des recettes de la société de projet. Cela peut avoir des effets négatifs sur les résultats de la société de projet et ainsi, de même, indirectement, de la société émettrice, ainsi que de ses investisseurs.

2.3.17.4.3.7 Mise en service – Retards en matière d'investissements dans des projets de constructions nouvelles

L'achèvement des travaux dans les projets correspondants de participations est aussi fonction des conditions météorologiques. Lorsque le mauvais temps persiste longtemps, l'achèvement peut prendre du retard, de sorte que l'on peut aboutir à une mise en service tardive des installations correspondantes. D'autre part, il est aussi possible que des fournisseurs mandatés ne fournissent pas leurs prestations dans les délais ou conformément aux spécifications, pour des motifs imprévisibles. Des chiffres d'affaires prévus pourraient ne pas être réalisés du fait de la mise en service tardive, de sorte que les recettes des participations seront de ce fait moindres que ce qui était prévu. Cela peut avoir des effets négatifs sur les résultats de la société de projet et ainsi, de même, indirectement, de la société émettrice, ainsi que de ses investisseurs.

2.3.17.4.3.8 Indications et déclarations émanant de tiers

Concernant les participations à acquérir par la société de projet, il est fait appel à des consultants extérieurs. Font partie desdits consultants, entre autre, des conseillers financiers, juridiques, fiscaux et techniques, de même que des experts en environnement. Dans cette mesure, il y a lieu de tenir compte du fait que les appréciations et les choix desdits consultants extérieurs peuvent être affectés par l'état effectif, voire par l'évolution future des participations. La société de projet n'était éventuellement pas en mesure de vérifier si ces sources étaient bonnes et complètes et si elles n'ont pas par exemple été restituées tronquées de manière dénaturée. Dans cette mesure, il y a lieu aussi de tenir compte du fait qu'il peut s'agir à ce sujet exclusivement d'appréciations et de conclusions subjectives.

2.3.17.4.3.9 Investissements dans des projets entièrement nouveaux

Dans la mesure où la société de projet investit dans des projets qui en sont à la phase de mise au point et / ou de construction (ce qu'il est convenu d'appeler des « Projets entièrement nouveaux »), la société de projet supporte le risque que le projet ne soit pas

achevé dans les limites prévues par le budget, en respectant le calendrier convenu ou conformément aux spécifications convenues. Ce risque ne peut pas être complètement désamorcé par le biais de réglementations stipulées dans le contrat de construction imposant à l'entrepreneur le paiement d'une pénalité contractuelle. C'est pourquoi la société de projet et la société émettrice sont exposées indirectement au risque d'apparition de frais supplémentaires ou de pertes, qui ne sont pas couverts par de telles réglementations. Parallèlement, il existe le cas échéant un risque de solvabilité insuffisante eu égard aux partenaires contractuels ou aux autres parties en relation avec lesdits projets. Les projets entièrement nouveaux seront acquis habituellement sur la base d'hypothèses déterminées quant à une demande potentielle, au contexte du Marché, à la rentabilité, etc. En ce qui concerne la longue phase préliminaire entre le début du projet et son achèvement, il est possible qu'un projet classé, à l'origine, intéressant sur le plan économique, au vu du résultat des fluctuations sur le marché, comme par exemple, en matière de comportement des investisseurs, des marchés financiers ou de demande de prestations de services, devienne un investissement économiquement non attractif. Les risques exposés peuvent peser négativement sur les recettes de la société de projet et de ce fait aussi, indirectement, sur la société émettrice et sur ses investisseurs.

2.3.17.4.3.10 Diversification de faible niveau

Contrairement à la stratégie poursuivie par la société de projet, consistant à acquérir un portefeuille diversifié de projets et d'entreprises, il existe le risque qu'éventuellement, seul un nombre limité d'investissement soit réalisé. Des mauvais résultats de quelques investissements pourraient davantage porter atteinte aux recettes de la société de projet que ce qui serait le cas dans un portefeuille, qui se compose d'un nombre plus important et plus largement diversifié de projets et d'entreprises. Indirectement, la survenance de ce risque pourrait donc aussi générer des résultats plus modestes de la société émettrice et de ce fait de ses investisseurs.

2.3.17.4.3.11 Acquisition de matières premières

Pour l'exploitation d'installations de production d'énergie, des contrats portant sur la livraison des produits de base indispensables pour cela sont nécessaires. Il peut arriver que des fournisseurs soient en rupture de contrat ou que, pour une autre raison, l'installation ne puisse pas être suffisamment alimentée en produits de base. Cela peut aboutir dans certains cas à une réduction de la production (courant et chaleur), ce qui peut peser à son tour négativement sur les résultats de la société de projet et ainsi aussi de la société émettrice. Par ailleurs, il n'existe pas de livraisons de combustible à long terme, fixées par contrat, en termes de quantité, qualité et prix. Il n'est pas exclu que les taux de progression des prix d'achat puissent monter à un niveau qui ne peut être contrebalancé par des hausses correspondantes des prix de vente.

2.3.17.4.4 Contrôles des mouvements de capitaux

Dans la mesure où la société de projet investit dans des pays, dans lesquels il existe, ou dans lesquels on introduit des contrôles des mouvements de capitaux (par ex. dans des pays politiquement instables), il ne peut être exclu qu'en raison de l'existence ou de l'introduction de contrôles des mouvements de capitaux, un rapatriement des investissements ou de la distribution des revenus vers l'Allemagne ne soit pas possible pour la société de projet. Cela peut avoir des effets négatifs sur les résultats de la société de projet et ainsi, de même, indirectement, de la société émettrice, ainsi que de ses investisseurs.

2.3.17.4.5 Risques liés aux activités d'investissement de la société de projet

L'utilisation du capital à verser par la société émettrice dans le cadre de la souscription de l'emprunt de la société de projet n'est pas déterminée dans des projets d'investissement concret. La société émettrice n'a pas non plus d'influence sur les activités d'investissement de la société de projet. En raison de la libre utilisation du capital dans le cadre des fondements d'investissement ainsi que des activités entrepreneuriales de la société de projet stipulées dans les statuts, la souscription de l'emprunt de la société de projet présente un caractère de fonds d'investissement sans droit de regard (blind pool). C'est par conséquent une forme d'emprunt qui se comprend dans le sens où les objectifs d'investissement individuels ou leurs conditions, ou le motif de la participation ne sont pas encore définitivement fixés en date de l'élaboration du prospectus d'offre publique. Il ne peut être ainsi exclu que les distributions calculées portant sur l'emprunt ne puissent pas être réalisées et / ou le remboursement du capital de l'emprunt ne puisse pas être effectué puisque aucun investissement approprié de la part de la ThomasLloyd Group Ltd et de ses entreprises en commandite ne peut être réalisé ou les investissements / projets ne correspondent pas aux bénéfices calculés.

2.3.17.4.6 Absence de projets d'investissement

Compte tenu du fait que la société de projet impose un profil d'exigence élevé (conditions préalables au placement) aux projets à investir, il se peut qu'au moment de l'investissement, il n'y ait pas suffisamment d'objets de placement appropriés, dans lesquels la société de projet puisse investir. Dans ce cas et en raison, de ce fait, du manque de recettes provenant des investissements, cela implique le risque que les bénéfices ou les pertes auxquels l'investisseur prendrait part soient plus faibles.

2.3.17.4.7 Monnaie

La société de projet est exposée, en raison de l'orientation internationale de sa politique d'investissement, à un risque monétaire, dans la mesure où les investissements et les flux des paiements se font en devises étrangères. Un rendement positif, que l'entreprise comptabilise dans une devise étrangère, peut être minoré par des pertes sur les cours des devises étrangères par rapport à l'euro ou

même se transformer en perte, ce qui aurait des conséquences négatives sur les résultats de la société émettrice et ainsi sur le niveau des intérêts des obligations nominatives aussi.

2.3.17.4.8 Risques liés à la gestion de la liquidité de la société de projet

La société de projet envisage d'investir les moyens non injectés pour le financement des entreprises opérationnelles, dans le cadre de la gestion de la liquidité, dans les classes d'actifs suivantes : emprunts, actions, instruments dérivés, immeubles, fonds spéculatifs, matières premières, devises, actifs capital-investissements (investissements). A cet égard, seront énumérés ci-après les risques liés à la gestion de la liquidité :

- Les instruments de la gestion de la liquidité ouvrent une large marge de manœuvre et un pouvoir d'appréciation au regard des décisions à exécuter concrètement, notamment pour le choix des investissements. La société de projet peut redistribuer ses actifs dans des investissements, vendre un ou plusieurs investissements ou redonner des parts ou sélectionner des investissements supplémentaires. Chaque nouvelle redistribution de ce type pourrait influencer négativement l'évolution économique de la société de projet et constituer un frein au succès attendu en matière de gestion de la liquidité ;
- Les cours des emprunts, actions, instruments dérivés, fonds spéculatifs, matières premières et devises peuvent chuter par rapport aux prix d'acquisition. Cette fluctuation dépend notamment de l'évolution des marchés des devises et des capitaux ou d'autres évolutions particulières provenant de chaque émetteur. Le risque relatif à la solvabilité lié à chaque placement ne peut pas être totalement exclu. Les courtes échéances des titres n'évitent pas le risque de l'émetteur lié à chaque placement ;
- La société de projet reçoit les recettes, les remboursements et les produits provenant des instruments de la gestion de la liquidité dans la devise de chaque investissement. En cas d'acquisition d'investissements qui sont enregistrés dans des devises étrangères, les fluctuations négatives des cours des devises, mais aussi les modifications des dispositions légales relatives au transfert de devises peuvent aussi avoir des effets néfastes sur le résultat du placement de la société de projet. Les cours de change entre les devises sont fixés selon différents facteurs, en fonction de l'offre et de la demande sur les marchés des devises internationaux, qui sont influencés notamment par des facteurs économiques, des spéculations et des interventions de la Banque centrale européenne et des autorités gouvernementales (y compris les contrôles et les restrictions portant sur les devises). Les fluctuations monétaires peuvent constituer un frein quant aux résultats escomptés en matière de gestion de la liquidité ;
- La société de projet sera régulièrement dans l'impossibilité d'appréhender chaque décision de placement individuel en matière de gestion des investissements et de les examiner en respectant une stratégie de placement déterminée ou au regard des risques inhérents à celle-ci. Les investissements étrangers ne sont pas souvent soumis à une surveillance de l'État. Il n'y a pas non plus de garantie des apports.

2.3.17.4.9 Risques liés aux personnes clés

Le succès économique de la société de projet dépend dans une large mesure des compétences des dirigeants des sociétés filiales et afférentes (entreprises en commandite) ainsi que des gestionnaires d'investissement. Le retrait de telles personnes dans les entreprises concernées pourrait avoir un effet néfaste sur l'évolution économique de la société de projet, des entreprises en commandite et des investissements de la société de projet et / ou des placements de fonds de la société émettrice. Dans la mesure où ces personnes ou investisseurs ne disposent pas des éventuelles qualifications nécessaires ou des compétences pour apporter et / ou fournir les prestations financières / activités bancaires et / ou pour gérer les participations du point de vue du droit prudentiel, cela pourrait, en raison de contraintes des autorités, entraîner l'arrêt de ses différentes activités commerciales et/ou des blocages en termes d'achats / des obligations de vente pour les entreprises en commandite; Cette situation pourrait freiner les possibilités d'influence de l'objet de placement envers les entreprises en commandite et / ou susciter des pertes en termes de vente en cas d'obligations de vente.

2.3.17.4.10 Risque en dépit de la diversification des investissements

Pour atteindre une diversification des investissements, la société de projet investit dans de nombreuses catégories d'investissement. Cette diversification ne garantit pas que le placement dans différents investissements ne conduisent pas, dans son ensemble, à des pertes générées par quelques investissements. Par ailleurs, il se peut que les différents investissements soient en concurrence sur les mêmes positions des marchés. A l'inverse, la société de projet pourrait en même temps gérer des positions opposées des mêmes titres ou des mêmes marchandises dans différents dépôts administrés par des investissements différents. Une telle position générerait des frais de transaction pour la société de projet, mais n'entraînerait éventuellement aucun enregistrement de pertes ou de bénéfices. Enfin, il n'est pas garanti que le choix de plusieurs investissements soit plus fructueux que le serait le choix d'un seul investissement.

2.3.17.4.11 Réussite relative aux placements liée aux décisions subjectives des gérants

Le succès en matière de politique d'investissement de la société de projet dépend de la mise en œuvre fructueuse des stratégies de placement ainsi que du niveau des investissements individuels / ciblés mais aussi du niveau de la société de projet gérés par le biais des gérants du portefeuille concernés. Il n'est en aucune manière garanti que les gérants du portefeuille soient finalement en mesure d'y parvenir. Les décisions à caractère subjectif et non systématique des gérants du portefeuille peuvent entraîner des pertes ou empêcher la réalisation de bénéfices, ce qui aurait probablement pu être évité par des décisions moins subjectives.

2.3.18 Risques liés aux emprunts

2.3.18.1 Droits liés aux obligations

Les obligations créent exclusivement des droits de créance à l'égard du débiteur (société émettrice) et ne garantissent pas de droits de participation, de coopération et de vote dans leur assemblée générale. Par conséquent, les investisseurs ne peuvent pas exercer d'influence sur les activités commerciales du débiteur.

2.3.18.2 Aucune garantie des apports et aucun contrôle de l'État

Les obligations ne sont pas soumises à une garantie des apports. En cas d'évolution négative inattendue des affaires et / ou de faillite de la société émettrice, il n'existe ainsi aucune garantie de voir les intérêts et remboursements convenus contractuellement versés aux investisseurs pour les obligations. Les obligations ne sont soumises à aucun contrôle de l'État en cours. Par conséquent, aucune autorité de l'État ne surveille les activités commerciales et l'utilisation des fonds de la société émettrice.

2.3.18.3 Cessibilité des obligations nominatives

En raison de leur forme juridique, les obligations nominatives ne sont pas fongibles et ne sont, par conséquent, pas librement négociables. Un marché boursier dans le sens d'un marché organisé ainsi qu'un marché annexe n'existent pas dans ce cas précis. Le développement d'un tel marché destiné aux obligations nominatives présentées ici n'est actuellement pas envisageable et non prévu. Cet aspect a pour conséquence le fait que l'investisseur ne peut pas vendre les obligations nominatives détenues par lui-même pendant l'échéance ou ne peut le faire très probablement que par transfert de pertes (fongibilité insuffisante). L'investisseur doit ainsi en déduire qu'il est tenu de conserver son placement pour l'ensemble de l'échéance.

2.3.18.4 Risque lié au placement

Il est question d'un placement d'un volume de 300 millions d'euros au total. Si l'ensemble du volume n'était pas en mesure d'être placé, des déficits de financement pourraient apparaître. Ceci peut avoir des effets négatifs sur la situation en termes de patrimoine, finances et recettes de la société émettrice et l'empêcher de pouvoir rembourser le capital, de payer les intérêts ou les dettes à échéance.

2.3.18.5 Risque suite à la subordination / réserve d'échéance

Les obligations nominatives se situent, par le biais de la déclaration de postposition, à un rang inférieur par rapport à toutes les créances non subordonnées à l'égard de la société émettrice. Par ailleurs, les droits issus des obligations nominatives ne sont pas exigibles si et dans la mesure où un motif d'ouverture de la procédure en faillite est provoqué par le paiement des intérêts et du remboursement pour la société émettrice. Ainsi, en cas de faillite, de crise d'entreprise ou de liquidation, les bailleurs de fond sont ainsi satisfaits en priorité, puis, arrivent les bailleurs de fond subordonnés. Ce n'est que lorsque les créances non subordonnées sont intégralement payées que les créances des obligations nominatives seront exécutées. Par conséquent, la créance de l'investisseur dispose d'un risque de défaillance plus élevé que s'il n'y avait pas de lien de subordination. Les prévisions en termes de rendement des investisseurs ne pourraient donc pas être remplies dans ce cas précis.

2.3.18.6 Risque d'intensification

La Cleantech Infrastruktur GmbH se réserve le droit d'émettre d'autres obligations. Ceci peut aboutir au fait que les obligations émises, indépendamment du fait qu'il n'y ait pas en principe de marché annexe de liquidité, aient ainsi une valeur vénale plus faible en raison d'une offre plus importante.

2.3.18.7 Risque lié à l'inflation

Il existe un risque partiel lié à l'inflation au regard des paiements des intérêts. Pour une obligation nominative à taux fixe, le rendement sur les paiements des intérêts ajusté au taux d'inflation baisse avec une hausse de l'inflation.

2.3.18.8 Délai d'engagement / Cessibilité / Risque du cours des placements

Le capital injecté pour l'acquisition des obligations nominatives des trois placements proposés est soumis, en raison de l'échéance illimité de la participation, en principe, à une durée d'engagement à long terme. Une vente prématurée des obligations nominatives est en principe possible. Elle est toutefois fortement limitée compte tenu du fait que le placement n'est pas coté sur un marché réglementé. Une telle cotation n'est pas non plus prévue. En outre, l'émettrice n'est pas obligée d'acquiescer les obligations nominatives proposées à l'acquisition ou de transmettre ou de démontrer aux investisseurs des possibilités de vente ou de promouvoir d'une façon quelconque la vente. Pour les investisseurs d'obligations qui souhaitent vendre des obligations nominatives pendant l'échéance de l'emprunt, il existe ainsi le risque de voir les obligations nominatives être vendues seulement de leur propre initiative, et de ne pas les vendre du tout ou de les vendre à un prix très faible sur le marché du point de vue de l'investisseur. En outre, le prix du marché pourrait dépendre du niveau général des intérêts sur le marché des capitaux pour une vente de gré à gré. L'investisseur pourrait ainsi viser un prix du marché plus faible que la valeur nominale.

2.3.18.9 Remboursement anticipé

La société émettrice est en droit, en vertu des conditions d'emprunt relatives aux trois obligations nominatives proposées, de résilier

les obligations nominatives individuellement et de manière anticipée, tout en respectant un préavis d'au moins 90 jours par an, et ce à compter, néanmoins, de l'échéance d'intérêt due en décembre 2013 (droit de résiliation ordinaire). Dans la mesure où la société émettrice fait usage de son droit de résiliation et de remboursement anticipé des obligations nominatives, l'investisseur encourt le risque de voir les obligations nominatives enregistrer un rendement plus faible que celui attendu pour une échéance qui aurait dépassé le moment de résiliation. Par conséquent, en cas de résiliation recevable, aucun autre paiement d'intérêts ne sera effectué. En outre, en cas de résiliation anticipée par la société émettrice, un montant de rachat pourrait s'avérer plus faible que pour une cession des obligations nominatives dans le sens d'une revente privée ce qui pourrait entraîner une minoration du gain de la cession.

2.3.18.10 Assemblée des créanciers

Dans les cas réglementés par des dispositions légales (loi sur les obligations), une assemblée des créanciers peut être convoquée (assemblée des créanciers). L'assemblée des créanciers est habilitée à modifier les conditions d'emprunt applicables au cas par cas par une résolution prise à la majorité. Par conséquent, il n'est pas exclu de voir les titulaires individuels d'obligations nominatives être en minorité et des décisions prises qui ne répondent pas à leur intérêt. Il en va de même si les investisseurs ne participent pas à ces assemblées ou n'y sont pas représentés. Dans la mesure où la société émettrice exerce son droit relatif à l'augmentation ultérieure du montant d'offre, il se pourrait que cela entraîne une dilution du droit de vote de l'investisseur au sein de l'assemblée des créanciers.

2.3.18.11 Retrait de la souscription

Il n'est en principe pas prévu que les investisseurs puissent se retirer de leurs demandes de souscription. Par conséquent, la société émettrice se réserve le droit de faire valoir des indemnités du dommage qui en découle en cas de non respect et / ou de retard concernant l'obligation de versement ou de retard

2.4. Risques relatifs à l'investisseur

Sont explicités ci-après les risques qui, non seulement peuvent conduire à une perte du capital de participation de l'investisseur mais peuvent aussi par ailleurs mettre en péril les autres biens de l'investisseur.

2.4.1 Financement extérieur

L'investisseur a la faculté de financer l'acquisition des obligations nominatives en totalité ou en partie par des fonds d'emprunt étrangers. Néanmoins, il convient de signaler que la structure du risque des obligations nominatives augmente à cet égard. Le rapatriement des fonds d'emprunt étrangers et les paiements d'intérêts liés à un tel financement incombent à l'investisseur, indépendamment du remboursement du capital de placement à la valeur nominale ainsi que des paiements d'intérêts par la société émettrice. Il est préférable que l'investisseur n'opte pour un financement extérieur qu'à partir du moment où il peut supporter économiquement ces obligations de paiement en dehors de l'évolution des obligations nominatives.

2.4.2 Impôts et dispositions légales

En dépit de la non-rétroactivité généralement donnée, il ne peut être exclu que les obligations nominatives ne soient affectées à l'avenir par des changements liés aux impôts, aux sociétés ou d'autres modifications législatives, tels que si une réduction ajustée des distributions s'avère nécessaire, ce qui ne permettrait pas (plus) d'obtenir les rendements calculés.

2.4.3 Négociabilité

Étant donné que le titulaire de l'obligation nominative peut vendre sa participation, elle est également négociable. En ce qui concerne la commercialisation des obligations nominatives, aucun marché public dédié n'existe jusqu'ici, comme notamment une bourse d'actions. Il ne peut donc pas être exclu qu'aucun acheteur ne se présente, de sorte que l'investisseur ne pourra se retirer qu'après résiliation de la participation, et après échéance de la durée minimale souscrite.

2.5. Remarque finale sur les risques

Les risques clés liés au placement de fonds existant au moment de l'élaboration du prospectus du point de vue du fournisseur seront intégralement présentés dans le chapitre « Risques inhérents au placement de fonds ».

3. CONDITIONS D'EMPRUNT DE LA CLEANTECH INFRASTRUKTUR GMBH

3.1. Conditions d'emprunt de l'obligation nominative CTI 1 D SP

§ 1 Valeur nominale et valeur unitaire, forme des titres, registre, émission d'autres placements et titres de financement

1. Valeur nominale et valeur unitaire L'obligation nominative de la Cleantech Infrastruktur GmbH, dont le siège est à Francfort-sur-le-Main (« débiteur »), d'une valeur nominale totale allant jusqu'à 100 000 000,- EUR (cent millions d'euros) est répartie en 200 000 obligations fractionnées dont la valeur nominale est de 500,- EUR par obligation (ci-après désigné « obligation fractionnée »). Les obligations fractionnées sont au nom du titulaire et sont au même rang entre elles.

2. Forme des titres Les obligations fractionnées de la série CTI 1 D SP seront garanties pour toute l'échéance et inscrites au nom du titulaire (ci-après désigné « débiteur ») sur des certificats globaux ainsi que délivrées après paiement du montant de souscription au créancier concerné. Les certificats globaux portent la signature manuscrite ou fac-similé de la ou des personne(s) compétente(s) de la représentation légale de la société émettrice.

3. Registre Le créancier sera inscrit dans un registre dans lequel sont saisies les données relatives à la déclaration de l'identité du créancier conformément aux dispositions de la loi sur le blanchiment des capitaux et de ses coordonnées bancaires pour les paiements, ce qui sera géré par le débiteur lui-même. Seul le créancier inscrit au registre concerné dispose de droits et d'obligations résultant des obligations fractionnées par rapport au débiteur. Le débiteur est en droit de satisfaire à ses obligations avec effet libératoire envers le créancier inscrit au registre. § 407 du code civil allemand s'applique

4. Émission d'autres emprunts dotés de la même structure. Le débiteur se réserve le droit d'émettre, à tout moment, sans autorisation de la part du titulaire des obligations fractionnées dotées de la même structure de façon à ce que celles-ci soient rassemblées avec d'autres obligations fractionnées, forment avec les autres une seule et unique obligation et augmentent leur valeur nominale totale. Le terme « obligation fractionnée » comprend, dans le cas d'une augmentation de ce type, également celles émises en sus.

5. Émission d'autres titres de financement. L'émission d'autres emprunts ne forme pas d'unité avec cette obligation fractionnée et ne disposant pas d'éléments structurels (par exemple dans le cadre de la garantie du paiement des intérêts ou de la valeur unitaire) ou l'émission d'autres titres de financement et / ou de créances (prioritaires / à rang égal / subordonnés) peut être établie librement par le débiteur.

§ 2 Définitions

Dans le cadre des obligations fractionnées, les définitions indiquées ci-après s'appliquent :

- a) **Jour ouvrable bancaire** désigne un jour qui est un jour ouvrable TARGET2 pendant lequel la Clearstream Banking AG traite les paiements et les banques de Francfort-sur-le-Main sont ouvertes pour les opérations commerciales générales ;
- b) **Point de base** désigne dans le secteur bancaire une unité relative à la représentation des taux d'intérêt, la centième part d'un point de pourcentage;
- c) **Point d'émission** désigne le moment de la première matérialisation des obligation(s) fractionnée(s) dans un certificat global.
- d) **Agent de calcul** dans le sens du § 3 point 3b des présentes conditions désigne le débiteur agissant en son propre nom. Le débiteur est en droit de désigner à tout moment un autre agent de calcul, tel qu'une banque de rang international. Un tel agent de calcul intervient exclusivement comme support pour le débiteur et n'a aucun rapport de droit vis-à-vis des créanciers. Il n'est en aucun cas responsable envers les créanciers;
- e) **Date de calcul** est définie dans le § 5 point 2 a ;
- f) **Créance sur le marché des capitaux** désigne toute créance future sous forme d'obligations avec une échéance initiale de plus d'un an qui doivent être convenues habituellement en raison d'une offre publique sur une bourse de titres ou sur un autre marché de titres réglementé ou conformément à une annonce publique. Les créances sur le marché des capitaux n'incluent pas les crédits et / ou les emprunts envers les instituts de crédit;
- g) **Jour ouvrable TARGET2** désigne un jour (en dehors du samedi et du dimanche) de traitement des paiements par le Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer System (« TARGET2 ») ;
- h) **Valeur nominale totale** désigne la valeur nominale versée jusqu'à la fin du mois concerné du mois qui précède l'échéance d'intérêt ;
- i) **Loi sur les obligations** désigne la loi relative aux obligations issues des émissions globales du 31.07.2009 ;
- j) **Organisme payeur** occupe la fonction indiquée dans le § 4 des conditions ;
- k) **Échéance d'intérêt** est définie dans le § 3 point 3b ;
- l) **Méthode 30/360** représente l'une des nombreuses méthodes de calcul d'intérêts ; on entend par cette notion les différentes formules mathématiques financières relatives au calcul des intérêts. Toutes les méthodes se basent sur des formules d'intérêts classiques, elles se différencient individuellement par le calcul en fonction du nombre de jours. La méthode 30/360 est calculée sur une base mensuelle de 30 jours. Les autres jours d'un mois ne sont pas pris en compte ;
- m) **Méthode act/360** : Méthode de calcul d'intérêts qui prend en compte les jours réels calendaires pour le calcul des jours pour la période d'intérêts (act). Le nombre des jours d'une année est arrêté à 360.

§ 3 Intérêts

1. Garantie du paiement des intérêts. Les obligations fractionnées seront rémunérées en fonction de la valeur nominale totale versée, en prenant en compte les réglementations prévues au § 7 point 1 page 3. Les intérêts courus des obligations fractionnées commencent au 1er de chaque mois (inclus) et se termine au dernier jour du mois du même mois (inclus). Les premiers intérêts courus commencent au 01.07.2011 et les derniers intérêts courus prennent fin au terme de l'échéance définie par la résiliation même si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire. En ce qui concerne l'émission d'obligations fractionnées après le 01.07.2011, les intérêts courus commencent au premier jour du mois de la souscription. Les derniers intérêts courus restent inchangés.

2. Échéance. Les intérêts pour tous les intérêts courus sont dûs par la suite tous les mois, et au troisième jour ouvrable bancaire de chaque mois (« date d'échéance »), commençant au 03.08.2011. Pour les derniers intérêts courus, le paiement des intérêts est dû en même temps que le remboursement (« dernière date d'échéance »).

3. Intérêts payables.

- a) Les intérêts sont calculés en principe selon la méthode de calcul des intérêts 30/360, soit le nombre de jours d'un mois sera basé sur 30 jours. Le calcul des intérêts à cet égard est effectué une fois par mois ;
- b) L'agent de calcul calcule mensuellement, à la fin du mois, et au 31.07.2011 pour la première fois, ensuite au 31.08, 30.09 etc.. de chaque année (pour chacun, une « échéance d'intérêt ») le taux d'intérêt applicable sur les obligations fractionnées et les intérêts payables concernés. Le taux d'intérêt applicable individuellement est de **3,75% par an** et s'élève à 3,75%/12 par mois.
- 4. Retard.** Dans la mesure où le débiteur ne paye pas les intérêts pour une échéance d'intérêts à la date d'échéance, le paiement des intérêts se prolongent jusqu'au jour du paiement effectif. Les intérêts générés entre la date d'échéance et le jour où le paiement est effectué sont calculés sur la base du taux d'intérêt conformément au § 3 selon la méthode act/360, au jour près.

§ 4 Organisme payeur

1. Organisme payeur. Le débiteur est l'organisme payeur agissant en son propre nom et prend en charge les paiements dûs selon ces conditions conformément au § 6.

2. Désignation d'autres organismes payeurs. La société émettrice est habilitée à désigner un autre organisme payeur. En cas de survenue d'événements entraînant, selon l'autre organisme payeur, l'incapacité d'exercer son rôle d'organisme payeur, celui-ci est alors habilité à désigner une banque de rang internationale en qualité d'autre organisme payeur. Si l'autre organisme payeur était hors d'état dans un tel cas d'assurer le transfert de la position en tant qu'organisme payeur, la société émettrice serait par conséquent habilitée et contrainte à le faire. En cas de résiliation du contrat des organismes payeurs avec un autre organisme payeur par une partie, le débiteur est habilité lui-même à faire office d'organisme payeur ou à désigner un autre nouvel organisme payeur.

3. Notification de la désignation d'un autre organisme payeur Le débiteur est tenu de notifier publiquement la désignation d'un autre organisme payeur dans les plus brefs délais conformément au § 11, ou en cas d'impossibilité, de façon appropriée à la situation.

§ 5 Maturité, résiliation, remboursement, échéance, rachat, transfert, perte des certificats

1. Échéance. La maturité des obligations fractionnées est indéterminée et prend fin par la résiliation conformément au § 9 ou au § 10. Le débiteur est tenue de rembourser au créancier les obligations fractionnées à la valeur nominale au troisième jour bancaire ouvrable après expiration de la maturité (« dernière date d'échéance »), en vertu des réglementations du § 7 point 1 page 3 simultanément contre présentation des certificats globaux pour leur dévalorisation.

2. Retard. Dans la mesure où le débiteur ne rembourse pas les obligations fractionnées résiliées valablement à la dernière date d'échéance, et ce en dépit de l'échéance, après présentation des certificats globaux pour leur dévalorisation, les obligations seront rémunérées à compter de la dernière date d'échéance jusqu'au jour du remboursement réel effectué, sur la base de la valeur nominale du taux d'intérêt conformément au § 3 point 3, selon la méthode de calcul des intérêts act/360 multipliée par 12, au jour réel.

3. Transfert. Le transfert des droits du débiteur issus des obligations fractionnées est réalisé par cession et peut être réalisé en valeurs nominales à hauteur de 500,- EUR ou en multiples. Les transferts d'obligations fractionnées sont tenus d'être communiqués par écrit au débiteur par l'ancien créancier à l'adresse indiquée dans le certificat dans les plus brefs délais, à savoir sans retard fautif sous trois jours ouvrables. Sont exclus tout transfert en blanc ou tout ordre en blanc. Le débiteur inscrit ensuite les nouveaux créanciers dans le registre et délivre au nouveau créancier ainsi qu'à l'ancien débiteur, en cas de transfert partiel, un nouveau certificat ou certificat global. Le créancier ne peut pas exiger l'inscription du transfert des obligations fractionnées pendant une période de 15 jours qui prend fin à la date d'échéance pour un paiement sur capital ou intérêts.

4. Rachat de ses propres obligations fractionnées Le débiteur est habilité à acquérir ou à vendre les obligations fractionnées décrites dans les présentes conditions d'emprunt sur le marché ou d'une autre façon. Il en va de même pour les sociétés filiales et les entreprises liées du débiteur.

5. Perte de certificats. En cas de perte, de vol, de dommage, d'illisibilité ou de destruction du certificat ou du certificat global, celui-ci peut être remplacé, dont les éventuels frais et débours qui en découlent sont à la charge du créancier, et toutes les conditions appropriées du débiteur au regard de l'apport de preuve et d'exemption sont tenues d'être respectées. Un certificat global endommagé ou illisible devra être fourni avant que puisse être délivré un certificat de remplacement.

§ 6 Paiements, dépôt

1. Paiement et devise. Le débiteur est tenu de procéder au virement en euro de toutes les sommes à payer (à échéance) conformément

au § 3 et § 5 à l'attention des créanciers inscrits au registre et sur le compte bancaire indiqués par leurs soins. La délivrance d'une déclaration spéciale ou l'exécution d'une autre formalité quelconque, dans la mesure où les conditions d'emprunt sont respectés, ne doit pas être exigée par les créanciers, sauf en cas de dispositions contraires légales en vigueur (normes fiscales, réglementations sur les devises ou autres normes).

2. Responsabilité de l'organisme payeur. Dans la mesure où un autre organisme payeur que le débiteur exerce en qualité d'organisme payeur, celui-ci intervient dans de telle fonction exclusivement comme support du débiteur et n'a aucun rapport de droit vis-à-vis des créanciers. Il n'est en aucun cas responsable envers les créanciers. L'organisme payeur est libéré des restrictions du § 181 du code civil allemand.

3. Paiements au jour ouvrable bancaire. Dans le cas où la date d'échéance pour le paiement des intérêts et / ou du capital n'est pas un jour ouvrable bancaire, le paiement en question sera effectué le lendemain, si c'est un jour ouvrable bancaire sans que des intérêts supplémentaires ne soient à payer pour un tel retard de paiement.

4. Dépôt. Le débiteur peut, aux frais et risques des créanciers, déposer auprès du Tribunal de Francfort-sur-le-Main des montants pour le paiement des intérêts et le remboursement du capital d'emprunt si et dans la mesure où ceux-ci n'ont pas été exigés par les créanciers dans les douze prochains mois suivant la date d'échéance même si les créanciers concernés ne sont pas en retard d'acceptation. Le dépôt peut être effectué en incluant ou en excluant le droit relatif au retrait du montant déposé. En cas de dépôt et d'exclusion du droit relatif au retrait du montant déposé, toutes les créances des créanciers concernés envers le débiteur s'éteignent.

§ 7 Subordination qualifiée et obligation négative

1. Subordination qualifiée, statut Les obligations fractionnées, y compris les paiements des intérêts créent, selon la page 3, des dettes conditionnelles, directes, de rang inférieur et non garanties par une sûreté réelle de la part du débiteur, lesquelles sont au même rang entre elles et avec d'autres obligations de rang inférieur et non garanties par une sûreté réelle dans la mesure où celles-ci ne sont pas prioritaires en vertu de la loi. Les créances issues des obligations fractionnées se placent ainsi à un rang inférieur par rapport à tous les autres droits des créanciers à l'égard du débiteur. L'échéance du paiement des intérêts et du remboursement est accordée sous réserve que, pour le débiteur, aucun motif d'ouverture de la procédure en faillite ne soit provoqué par le paiement des intérêts et du remboursement. Le paiement des intérêts et du capital n'est effectué, en cas d'ouverture de la procédure en faillite, par le biais du patrimoine du débiteur ou sa liquidation, qu'une fois les créanciers de rang supérieur satisfaits. Les obligations fractionnées ne créent aucun droit relatif à la participation au produit de la liquidation en cas de dissolution du débiteur.

2. Obligation négative du débiteur. Le débiteur est tenu de s'assurer pour la maturité des obligations fractionnées que, à l'avenir, les obligations issues des obligations fractionnées soient également considérées au même rang que toutes les autres dettes subordonnées non garanties par une sûreté réelle du débiteur. En outre, il est tenu de s'assurer ou de faire assurer, pour la maturité des obligations fractionnées, de l'inexistence de toute créance actuelle ou future à l'encontre du débiteur sur le marché des capitaux et de toute garantie dans le cadre de toute créance sur le marché des capitaux consentie à des tiers par le biais de gages mobiliers et immobiliers ou d'un autre nantissement particulier de son propre patrimoine dans la mesure où les obligations fractionnées ne bénéficient pas en même temps et au même rang proportionnellement de cette sûreté.

§ 8 Impôts

1. Prélèvement fiscal. Tous les paiements, notamment les remboursements de capital et les paiements des intérêts, sont effectués après déduction et retenue des impôts, taxes et autres frais dans la mesure où le débiteur ou l'organisme payeur est légalement soumis à la déduction et / ou la retenue des impôts. Ni le débiteur ni l'organisme payeur ne sont tenus de payer aux créanciers des montants supplémentaires comme compensation pour les montants déduits ou retenus de cette nature.

2. Obligation fiscale des créanciers. Dans la mesure où le débiteur ou l'autre organisme payeur n'est pas soumis légalement à une déduction et / ou retenue des impôts, taxes ou autres frais, celui-ci n'est en aucun cas tenu de répondre aux obligations fiscales des créanciers.

§ 9 Droits de résiliation ordinaires

1. Droit de résiliation ordinaire. Un droit à résiliation ordinaire du créancier est possible au terme du sixième cycle de calcul des intérêts et, ensuite, quotidiennement, tout en respectant à chaque fois un préavis de 30 jours. Il n'est ainsi pas dérogé au droit à résiliation extraordinaire du contrat si un motif de résiliation s'applique conformément au § 10 de ces conditions ou si la poursuite du rapport contractuel d'une partie contractuelle n'est plus raisonnable pour des motifs graves en la personne de l'autre partie contractuelle.

2. Forme de résiliation par des créanciers La résiliation de la part des créanciers exige la forme écrite (signature manuscrite) et doit être établie de façon à ce que le créancier envoie le certificat global effectif avec la déclaration de résiliation au débiteur.

3. Droit de résiliation anticipée du débiteur. Le débiteur est habilité à résilier de façon anticipée toutes les obligations fractionnées non remboursées dans son intégralité conformément au préavis d'au moins 90 jours par an. Une telle résiliation n'est possible qu'à partir de l'échéance d'intérêt courue au mois de décembre 2013. Le montant du remboursement correspond à la valeur nominale conformément au § 5 numéro 1. Si, dans une période de quatre semaines, plus de 20 % du capital d'emprunt souscrit et payé de la société émettrice venait à être résilié, le débiteur sera habilité, mais n'y sera pas tenu, à effectuer les remboursements du capital concernant cette résiliation, et ce par dérogation au § 5 numéro 1 de ces conditions en six mensualités égales après expiration de la maturité, et dans le respect des dispositions du § 7.

4. Forme de résiliation. La résiliation de la part du débiteur doit être effectuée par notification au registre d'entreprise.

§ 10 Motifs de résiliation importants pour les créanciers

1. Résiliation pour un motif important. Chaque créancier est habilité à résilier ses obligations fractionnées dans les plus brefs délais et d'exiger son remboursement à la hauteur de la valeur nominale, et ce outre les éventuels intérêts courus (exclusivement) jusqu'au jour du remboursement en cas de motif grave. On entend par motif grave si :

- a) le débiteur ne paye pas le capital ou les intérêts dans les 30 jours, malgré une mise en demeure écrite (avec signature manuscrite), qui suivent la date d'échéance concernée, ou
- b) le débiteur fait part de son insolvabilité, ou
- c) une procédure de faillite relative au patrimoine du débiteur est ouverte ou requise par le débiteur ou l'ouverture d'une procédure de faillite est refusée pour cause d'insuffisance d'actif ou
- d) le débiteur ne remplit pas ou ne respecte pas une obligation, condition ou convention importante au regard de l'obligation fractionnée (« violation d'une obligation ») et que cette inexécution ou cette inobservation dure plus de 30 jours après réception d'une notification de la part du créancier concerné par cette violation d'obligation, transmise au débiteur à cet égard, par laquelle le créancier demande au débiteur d'exécuter ou de respecter l'obligation, la condition ou la convention, ou
- e) le débiteur entre en liquidation sauf si celle-ci concerne les mesures dans le cadre du contrat de société (par exemple une fusion ou une autre forme de fusion-acquisition avec une autre société) dans la mesure où cette autre société reprend toutes les obligations pour lesquelles le débiteur est tenu au regard de cette obligation fractionnée. Le droit de résiliation s'éteint dans le cas où le motif de résiliation a été résolu avant l'exercice du droit.

2. Forme de résiliation. La résiliation de la part des créanciers exige la forme écrite et doit être établie de façon à ce que le créancier envoie le certificat global effectif avec la déclaration de résiliation au débiteur.

§ 11 Notifications

Des notifications et publications relatives aux obligations fractionnées sont enregistrées au registre d'entreprise en vertu du code de commerce allemand.

§ 12 Modifications des conditions d'emprunt

1. Modifications unilatérales. Le débiteur n'est habilité à modifier ou adapter les conditions d'emprunt par le biais d'une déclaration de volonté unilatérale que dans les cas suivants :

- a) Modification de la version, notamment les termes et chapitres ;
- b) Modifications nécessaires pour une autorisation de commercialisation des obligations fractionnées sur un marché organisé ou un marché organisé dans le cadre du droit privé, comme par exemple la répartition des obligations fractionnées en fonction du nombre et de la valeur nominale des obligations fractionnées;
- c) Modification de la valeur nominale totale et la répartition de l'obligation, dans la mesure où l'habilitation du § 1 point 4 est prise en compte. Cette modification est effectuée, dans ces cas précis, raisonnablement en prenant compte des intérêts du débiteur, des associés du débiteur et des créanciers.

2. Modifications par acte juridique. Les modifications des dispositions des conditions d'emprunt ne peuvent être effectuées par acte juridique que par le biais d'un contrat correspondant conclu avec l'ensemble des créanciers.

3. Assemblée des créanciers. Les modifications des conditions d'emprunt sont en outre possibles avec l'approbation de l'assemblée des créanciers par une résolution prise à la majorité conformément à la loi sur les obligations.

§ 13 Assemblée des créanciers

Pour la participation à l'assemblée des créanciers, l'inscription au préalable des créanciers est nécessaire. Avec cette inscription, une attestation de dépôt doit être transmise pour le certificat global auprès d'un notaire allemand. En ce qui concerne l'assemblée des créanciers, les dispositions régies par la loi sur les obligations font foi.

§ 14 Divers

1. Droit applicable. La forme et le contenu des obligations et tous les droits et obligations qui en découlent pour les créanciers, le débiteur et l'organisme payeur sont soumis au droit de la République fédérale d'Allemagne, sans recours aux règles sur les conflits de la loi du droit international privé allemand.

2. Lieu d'exécution. Le lieu d'exécution est le siège du débiteur.

3. Juridiction compétente. La juridiction compétente pour tous les litiges découlant du rapport de droit entre les créanciers et le débiteur est le siège du débiteur. Cette clause d'attribution de compétence ne limite pas le droit d'un créancier d'intenter une action devant un autre tribunal compétent. Pareillement, l'engagement d'une action devant un ou plusieurs autres tribunaux compétents n'exclut pas non plus l'engagement d'une procédure devant un autre tribunal compétent, si et dans la mesure où cela est légalement permis.

4. Langue à utiliser. Les présentes conditions d'emprunt sont rédigées en langue allemande. Seul le texte allemand a un caractère contraignant et déterminant.

5. Faculté de changement Si certaines dispositions des présentes conditions d'emprunt sont partiellement ou totalement nulles, caduques ou non applicables, la validité et le caractère exécutoire de toutes les autres dispositions des présentes conditions d'emprunt restent inchangées. La disposition nulle, caduque ou non applicable sera remplacée raisonnablement, conformément aux dispositions légales en vigueur concernées, par la disposition valide et applicable la plus proche de l'objectif économique poursuivi par la disposition nulle, caduque ou non applicable, et ce en fonction du niveau, du temps, du lieu ou du domaine d'application. Un tel changement doit être notifié par le débiteur dans les plus brefs délais conformément au § 11.

Francfort-sur-le-Main, le 29 février 2016

Gérant

Cleantech Infrastruktur GmbH

3.2. Conditions d'emprunt de l'obligation nominative CTI 1 D

§ 1 Valeur nominale et valeur unitaire, forme des titres, registre, émission d'autres placements et titres de financement

1. Valeur nominale et valeur unitaire L'obligation nominative de la Cleantech Infrastruktur GmbH, dont le siège est à Francfort-sur-le-Main (« débiteur »), d'une valeur nominale totale allant jusqu'à 100 000 000,- EUR (cent millions d'euros) est répartie en 200 000 obligations fractionnées dont la valeur nominale est de 500,- EUR par obligation (ci-après désigné « obligation fractionnée »). Les obligations fractionnées sont au nom du titulaire et sont au même rang entre elles.

2. Forme des titres Les obligations fractionnées de la série CTI 1 D seront garanties pour toute la durée et inscrites au nom du titulaire (ci-après désigné « débiteur ») sur des certificats globaux ainsi que délivrées après paiement du montant de souscription au créancier concerné. Les certificats globaux portent la signature manuscrite ou fac-similé de la ou des personne(s) compétente(s) de la représentation légale de la société émettrice.

3. Registre Le créancier sera inscrit dans un registre dans lequel sont saisies les données relatives à la déclaration de l'identité du créancier conformément aux dispositions de la loi sur le blanchiment des capitaux et de ses coordonnées bancaires pour les paiements, ce qui sera géré par le débiteur lui-même. Seul le créancier inscrit au registre concerné dispose de droits et d'obligations résultant des obligations fractionnées par rapport au débiteur. Le débiteur est en droit de satisfaire à ses obligations avec effet libératoire envers le créancier inscrit au registre. § 407 du code civil allemand s'applique

4. Émission d'autres emprunts dotées de la même structure. Le débiteur se réserve le droit d'émettre, à tout moment, sans autorisation de la part du titulaire des obligations fractionnées dotées de la même structure de façon à ce que celles-ci soient rassemblées avec d'autres obligations fractionnées, forment avec les autres une seule et unique obligation et augmentent leur valeur nominale totale. Le terme « obligation fractionnée » comprend, dans le cas d'une augmentation de ce type, également celles émises en sus.

5. Émission d'autres titres L'émission d'autres emprunts ne formant pas d'unité avec cette obligation fractionnée ou ne disposant pas d'éléments structurels (par exemple dans le cadre de la garantie du paiement des intérêts ou de la valeur unitaire) ou l'émission d'autres titres de financement et / ou de créances (prioritaires / à rang égal / subordonnés) peut être établie librement par le débiteur.

§ 2 Définitions

Dans le cadre des obligations fractionnées, les définitions indiquées ci-après s'appliquent :

- a) Jour ouvrable bancaire** désigne un jour qui est un jour ouvrable TARGET2 pendant lequel la Clearstream Banking AG traite les paiements et les banques de Francfort-sur-le-Main sont ouvertes pour les opérations commerciales générales ;
- b) Point de base** désigne dans le secteur bancaire une unité relative à la représentation des taux d'intérêt, la centième part d'un point de pourcentage;
- c) Point d'émission** désigne le moment de la première matérialisation des obligation(s) fractionnée(s) dans un certificat global.
- d) Agent de calcul** dans le sens du § 3 point 3b des présentes conditions désigne le débiteur agissant en son propre nom. Le débiteur est en droit de désigner à tout moment un autre agent de calcul, tel qu'une banque de rang international. Un tel agent de calcul intervient exclusivement comme support pour le débiteur et n'a aucun rapport de droit vis-à-vis des créanciers. Il n'est en aucun cas responsable envers les créanciers;
- e) Date de calcul** est définie dans le § 5 point 2 a ;
- f) Créance sur le marché des capitaux** désigne toute créance future sous forme d'obligations avec une durée initiale de plus d'un an qui doivent être convenues habituellement en raison d'une offre publique sur une bourse de titres ou sur un autre marché de titres réglementé ou conformément à une annonce publique. Les créances sur le marché des capitaux n'incluent pas les crédits et les emprunts envers les instituts de crédit;
- g) Jour ouvrable TARGET2** désigne un jour (en dehors du samedi et du dimanche) de traitement des paiements par le Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer System (« TARGET2 ») ;
- h) Valeur nominale totale** désigne la valeur nominale versée jusqu'à la fin du mois concerné du mois qui précède l'échéance d'intérêt ;
- i) Loi sur les obligations** désigne la loi relative aux obligations issues des émissions globales du 31.07.2009 ;
- j) Organisme payeur** occupe la fonction indiquée dans le § 4 des conditions ;
- k) Échéance d'intérêt** est définie dans le § 3 point 3b ;
- l) Méthode 30/360** représente l'une des nombreuses méthodes de calcul d'intérêts ; on entend par cette notion les différentes formules

mathématiques financières relatives au calcul des intérêts. Toutes les méthodes se basent sur des formules d'intérêts classiques, elles se différencient individuellement par le calcul en fonction du nombre de jours. La méthode 30/360 est calculée sur une base mensuelle de 30 jours. Les autres jours d'un mois ne sont pas pris en compte ;

m) Méthode act/360 : Méthode de calcul d'intérêts qui prend en compte les jours réels calendaires pour le calcul des jours pour la période d'intérêts (act). Le nombre des jours d'une année est arrêté à 360.

§ 3 Intérêts

1. Garantie du paiement des intérêts. Les obligations fractionnées seront rémunérées en fonction de la valeur nominale totale versée, en prenant en compte les réglementations prévues au § 7 point 1 page 3. Les intérêts courus des obligations fractionnées commencent au 1er de chaque mois (inclus) et se termine au dernier jour du mois du même mois (inclus). Les premiers intérêts courus commencent au 01.07.2011 et les derniers intérêts courus se terminent au terme de la durée définie par la résiliation même si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire. En ce qui concerne l'émission d'obligations fractionnées après le 01.07.2011, les intérêts courus commencent au premier jour du mois de la souscription. Les derniers intérêts courus restent inchangés.

2. Échéance. Les intérêts pour tous les intérêts courus sont dûs par la suite tous les mois, et au troisième jour ouvrable bancaire de chaque mois (« date d'échéance »), commençant au 03.08.2011. Pour les derniers intérêts courus, le paiement des intérêts est dû en même temps que le remboursement (« dernière date d'échéance »).

3. Intérêts payables.

a) Les intérêts sont calculés en principe selon la méthode de calcul des intérêts 30/360, soit le nombre de jours d'un mois sera basé sur 30 jours. Le calcul des intérêts à cet égard est effectué une fois par mois ;

b) L'agent de calcul calcule mensuellement, à la fin du mois, et au 31.07.2011 pour la première fois, ensuite au 31.08, 30.09 etc.. de chaque année (pour chacun, une « échéance d'intérêt » le taux d'intérêt applicable sur les obligations fractionnées et les intérêts payables concernés. Le taux d'intérêt applicable individuellement est de **4,15% par an** et s'élève à 4,15%/12 par mois.

4. Retard. Dans la mesure où le débiteur ne paye pas les intérêts pour une échéance d'intérêts à la date d'échéance, le paiement des intérêts se prolongent jusqu'au jour du paiement effectif. Les intérêts générés entre la date d'échéance et le jour où le paiement est effectué sont calculés sur la base du taux d'intérêt conformément au § 3 selon la méthode act/360, au jour près.

§ 4 Organisme payeur

1. Organisme payeur. Le débiteur est l'organisme payeur agissant en son propre nom et prend en charge les paiements dûs selon ces conditions conformément au § 6.

2. Désignation d'autres organismes payeurs. La société émettrice est habilitée à désigner un autre organisme payeur. En cas de survenue d'événements entraînant, selon l'autre organisme payeur, l'incapacité d'exercer son rôle d'organisme payeur, il est alors habilité à désigner une banque de rang internationale en qualité d'autre organisme payeur. Si l'autre organisme payeur était hors d'état dans un tel cas d'assurer le transfert de la position en tant qu'organisme payeur, la société émettrice serait par conséquent habilitée et contrainte à le faire. En cas de résiliation du contrat des organismes payeurs avec un autre organisme payeur par une partie, le débiteur est habilité lui-même à faire office d'organisme payeur ou à désigner un autre nouvel organisme payeur.

3. Notification de la désignation d'un autre organisme payeur Le débiteur est tenu de notifier publiquement la désignation d'un autre organisme payeur dans les plus brefs délais conformément au § 11, ou en cas d'impossibilité, de façon appropriée à la situation.

§ 5 Durée, résiliation, remboursement, échéance, rachat, transfert, perte des certificats

1. Échéance. La durée des obligations fractionnées est indéterminée et prend fin par la résiliation conformément au § 9 ou au § 10. Le débiteur est tenue de rembourser au créancier les obligations fractionnées à la valeur nominale au troisième jour bancaire ouvrable après expiration de la maturité (« dernière date d'échéance »), en vertu des réglementations du § 7 point 1 page 3 simultanément contre présentation des certificats globaux pour leur dévalorisation.

2. Retard. Dans la mesure où le débiteur ne rembourse pas les obligations fractionnées résiliées valablement à la dernière date d'échéance, et ce en dépit de l'échéance, après présentation des certificats globaux pour leur dévalorisation, les obligations seront rémunérées à compter de la dernière date d'échéance jusqu'au jour du remboursement réel effectué, sur la base de la valeur nominale du taux d'intérêt conformément au § 3 point 3, selon la méthode de calcul des intérêts act/360 multipliée par 12, au jour réel.

3. Transfert. Le transfert des droits du débiteur issus des obligations fractionnées est réalisé par cession et peut être réalisé en valeurs nominales à hauteur de 500,- EUR ou en multiples. Les transferts d'obligations fractionnées sont tenus d'être communiqués par écrit au débiteur par l'ancien créancier à l'adresse indiquée dans le certificat dans les plus brefs délais, à savoir sans retard fautif sous trois jours ouvrables. Sont exclus tout transfert en blanc ou tout ordre en blanc. Le débiteur inscrit ensuite les nouveaux créanciers dans le registre et délivre au nouveau créancier ainsi qu'à l'ancien débiteur, en cas de transfert partiel, un nouveau certificat ou certificat global. Le créancier ne peut pas exiger l'inscription du transfert des obligations fractionnées pendant une période de 15 jours qui prend fin à la date d'échéance pour un paiement sur capital ou intérêts.

4. Rachat de ses propres obligations fractionnées Le débiteur est habilité à acquérir ou à vendre les obligations fractionnées décrites dans ces conditions de placement sur le marché ou d'une autre façon. Il en va de même pour les sociétés filiales et les entreprises liées du débiteur.

5. Perte de certificats. En cas de perte, de vol, de dommage, d'illisibilité ou de destruction du certificat ou du certificat global, celui-ci peut être remplacé, dont les éventuels frais et débours qui en découlent sont à la charge du créancier, et toutes les conditions appropriées du débiteur au regard de l'apport de preuve et d'exemption sont tenues d'être respectées. Un certificat global endommagé ou illisible devra être fourni avant que puisse être délivré un certificat de remplacement.

§ 6 Paiements, dépôt

1. Paiement et devise. Le débiteur est tenu de procéder au virement en euro de toutes les sommes à payer (à échéance) conformément au § 3 et § 5 à l'attention des créanciers inscrits au registre et sur le compte bancaire indiqués par leurs soins. La délivrance d'une déclaration spéciale ou l'exécution d'une autre formalité quelconque, dans la mesure où les conditions de placement sont respectées, ne doit pas être exigée par les créanciers, sauf en cas de dispositions contraires légales en vigueur (normes fiscales, réglementations sur les devises ou autres normes).

2. Responsabilité de l'organisme payeur. Dans la mesure où un autre organisme payeur que le débiteur exerce en qualité d'organisme payeur, celui-ci intervient dans de telle fonction exclusivement comme support du débiteur et n'a aucun rapport de droit vis-à-vis des créanciers. Il n'est en aucun cas responsable envers les créanciers. L'organisme payeur est libéré des restrictions du § 181 du code civil allemand.

3. Paiements au jour ouvrable bancaire. Dans le cas où la date d'échéance pour le paiement des intérêts et / ou du capital n'est pas un jour ouvrable bancaire, le paiement en question sera effectué le lendemain, si c'est un jour ouvrable bancaire sans que des intérêts supplémentaires ne soient à payer pour un tel retard de paiement.

4. Dépôt. Le débiteur peut, aux frais et risques des créanciers, déposer auprès du Tribunal de Francfort-sur-le-Main des sommes pour le paiement des intérêts et le remboursement du capital d'emprunt si et dans la mesure où ceux-ci n'ont pas été exigés par les créanciers dans les douze prochains mois suivant la date d'échéance même si les créanciers concernés ne sont pas en retard d'acceptation. Le dépôt peut être effectué en incluant ou en excluant le droit relatif au retrait du montant déposé. En cas de dépôt et d'exclusion du droit relatif au retrait du montant déposé, toutes les créances des créanciers concernés envers le débiteur s'éteignent.

§ 7 Subordination qualifiée et obligation négative

1. Subordination qualifiée, statut. Les obligations fractionnées, y compris les paiements des intérêts créent, selon le § 3, des dettes conditionnelles, directes, de rang inférieur et non garanties par une sûreté réelle de la part du débiteur, lesquelles sont au même rang entre elles et avec d'autres obligations de rang inférieur et non garanties par une sûreté réelle dans la mesure où celles-ci ne sont pas prioritaires en vertu de la loi. Les créances issues des obligations fractionnées se placent ainsi à un rang inférieur par rapport à tous les autres droits des créanciers à l'égard du débiteur. L'échéance du paiement des intérêts et du remboursement est accordée sous réserve que, pour le débiteur, aucun motif d'ouverture de la procédure en faillite ne soit provoqué par le paiement des intérêts et du remboursement. Le paiement des intérêts et du capital n'est effectué, en cas d'ouverture de la procédure en faillite, par le biais du patrimoine du débiteur ou sa liquidation, qu'une fois les créanciers de rang supérieur satisfaits. Les obligations fractionnées ne créent aucun droit relatif à la participation au produit de la liquidation en cas de dissolution du débiteur.

2. Obligation négative du débiteur. Le débiteur est tenu de s'assurer pour la durée des obligations fractionnées que, à l'avenir, les obligations issues des obligations fractionnées soient également considérées au même rang que toutes les autres dettes subordonnées non garanties par une sûreté réelle du débiteur. En outre, il est tenu de s'assurer ou de faire assurer, pour la maturité des obligations fractionnées, de l'inexistence de toute créance actuelle ou future à l'encontre du débiteur sur le marché des capitaux et de toute garantie dans le cadre de toute créance sur le marché des capitaux consentie à des tiers par le biais de gages mobiliers et immobiliers ou d'un autre nantissement particulier de son propre patrimoine dans la mesure où les obligations fractionnées ne bénéficient pas en même temps et au même rang proportionnellement de cette sûreté.

§ 8 Impôts

1. Prélèvement fiscal. Tous les paiements, notamment les remboursements de capital et les paiements des intérêts, sont effectués après déduction et retenue des impôts, taxes et autres frais dans la mesure où le débiteur ou l'organisme payeur est légalement soumis à la déduction et / ou la retenue des impôts. Ni le débiteur ni l'organisme payeur ne sont tenus de payer aux créanciers des montants supplémentaires comme compensation pour les montants déduits ou retenus de cette nature.

2. Obligation fiscale des créanciers. Dans la mesure où le débiteur ou l'autre organisme payeur n'est pas soumis légalement à une déduction et / ou retenue des impôts, taxes ou autres frais, celui-ci n'est en aucun cas tenu de répondre aux obligations fiscales des créanciers.

§ 9 Droits de résiliation ordinaires

1. Droit de résiliation ordinaire. Un droit de résiliation ordinaire du créancier est possible au terme du sixième cycle de calcul des intérêts et, ensuite, quotidiennement, tout en respectant à chaque fois un préavis de 60 jours. Il n'est ainsi pas dérogé au droit à résiliation extraordinaire du contrat si un motif de résiliation s'applique conformément au § 10 de ces conditions ou si la poursuite du rapport contractuel d'une partie contractuelle n'est plus raisonnable pour des motifs graves en la personne de l'autre partie contractuelle.

2. Forme de résiliation par des créanciers La résiliation de la part des créanciers exige la forme écrite (signature manuscrite) et doit être établie de façon à ce que le créancier envoie le certificat global effectif avec la déclaration de résiliation au débiteur.

3. Droit de résiliation anticipée du débiteur. Le débiteur est habilité à résilier de façon anticipée toutes les obligations fractionnées non remboursées dans son intégralité conformément au préavis d'au moins 90 jours par an. Une telle résiliation n'est possible qu'à partir de l'échéance d'intérêt courue au mois de décembre 2013. Le montant du remboursement correspond à la valeur nominale conformément au § 5 numéro 1. Si, dans une période de quatre semaines, plus de 20 % du capital d'emprunt souscrit et payé de la société émettrice venait à être résilié, le débiteur sera habilité, mais n'y sera pas tenu, à effectuer les remboursements du capital concernant ces résiliations, et ce par dérogation au § 5 numéro 1 de ces conditions en six mensualités égales après expiration de la maturité, et dans le respect des dispositions du § 7.

4. Forme de résiliation. La résiliation de la part du débiteur doit être effectuée par notification au registre d'entreprise.

§ 10 Motifs de résiliation importants pour les créanciers

1. Résiliation pour un motif important. Chaque créancier est habilité à résilier ses obligations fractionnées dans les plus brefs délais et d'exiger son remboursement à la hauteur de la valeur nominale, et ce outre les éventuels intérêts courus (exclusivement) jusqu'au jour du remboursement pour motif grave. On entend par motif grave si :

- a) le débiteur ne paye pas le capital ou les intérêts dans les 30 jours, malgré une mise en demeure écrite (avec signature manuscrite), qui suivent la date d'échéance concernée, ou
- b) le débiteur fait part de son insolvabilité, ou
- c) une procédure de faillite relative au patrimoine du débiteur est ouverte ou requise par le débiteur ou l'ouverture d'une procédure de faillite est refusée pour cause d'insuffisance d'actif ou
- d) le débiteur ne remplit pas ou ne respecte pas une obligation, condition ou convention importante au regard de l'obligation fractionnée (« violation d'une obligation ») et que cette inexécution ou cette inobservation dure plus de 30 jours après réception d'une notification de la part du créancier concerné par cette violation d'obligation, transmise au débiteur à cet égard, par laquelle le créancier demande au débiteur d'exécuter ou de respecter l'obligation, la condition ou la convention, ou
- e) le débiteur entre en liquidation sauf si celle-ci concerne les mesures dans le cadre du contrat de société (par exemple une fusion ou une autre forme de fusion-acquisition avec une autre société) dans la mesure où cette autre société reprend toutes les obligations pour lesquelles le débiteur est tenu au regard de cette obligation fractionnée. Le droit de résiliation s'éteint dans le cas où le motif de résiliation a été résolu avant l'exercice du droit.

2. Forme de résiliation. La résiliation de la part des créanciers exige la forme écrite et doit être établie de façon à ce que le créancier envoie le certificat global effectif avec la déclaration de résiliation au débiteur.

§ 11 Notifications

Des notifications et publications relatives aux obligations fractionnées sont enregistrées au registre d'entreprise en vertu du code de commerce allemand.

§ 12 Modifications des conditions de placement

1. Modifications unilatérales. Le débiteur n'est habilité à modifier ou adapter les conditions de placement par le biais d'une déclaration de volonté unilatérale que dans les cas suivants :

- a) Modification de la version, notamment les termes et chapitres ;
- b) Modifications nécessaires pour une autorisation de commercialisation des obligations fractionnées sur un marché organisé ou un marché organisé dans le cadre du droit privé, comme par exemple la répartition des obligations fractionnées en fonction du nombre et de la valeur nominale des obligations fractionnées;
- c) Modification de la valeur nominale totale et la répartition de l'obligation, dans la mesure où l'habilitation du § 1 point 4 est prise en compte. Cette modification est effectuée, dans ces cas précis, raisonnablement en prenant compte des intérêts du débiteur, des associés du débiteur et des créanciers.

2. Modifications par acte juridique. Les modifications des dispositions des conditions de placement ne peuvent être effectuées par acte juridique que par le biais d'un contrat correspondant conclu avec l'ensemble des créanciers.

3. Assemblée des créanciers. Les modifications des conditions de placement sont en outre possible avec l'approbation de l'assemblée des créanciers par une résolution prise à la majorité conformément à la loi sur les obligations.

§ 13 Assemblée des créanciers

Pour la participation à l'assemblée des créanciers, l'inscription au préalable des créanciers est nécessaire. Avec cette inscription, une attestation de dépôt doit être transmise pour le certificat global auprès d'un notaire allemand. En ce qui concerne l'assemblée des créanciers, les dispositions régies par la loi allemande sur les obligations font foi.

§ 14 Divers

1. Droit applicable. La forme et le contenu des obligations et tous les droits et obligations qui en découlent pour les créanciers, le

débiteur et l'organisme payeur sont soumis au droit de la République fédérale d'Allemagne, sans recours aux règles sur les conflits de la loi du droit international privé allemand.

2. Lieu d'exécution. Le lieu d'exécution est le siège du débiteur.

3. Juridiction compétente. La juridiction compétente pour tous les litiges découlant du rapport de droit entre les créanciers et le débiteur est le siège du débiteur. Cette clause d'attribution de compétence ne limite pas le droit d'un créancier d'intenter une action devant un autre tribunal compétent. Pareillement, l'engagement d'une action devant un ou plusieurs autres tribunaux compétents n'exclut pas non plus l'engagement d'une procédure devant un autre tribunal compétent, si et dans la mesure où cela est légalement permis.

4. Langue à utiliser. Ces conditions de placement sont rédigées en langue allemande. Seul le texte allemand a un caractère contraignant et déterminant.

5. Faculté de changement Si certaines dispositions des présentes conditions d'emprunt sont partiellement ou totalement nulles, caduques ou non applicables, la validité et le caractère exécutoire de toutes les autres dispositions des présentes conditions d'emprunt restent inchangées. La disposition nulle, caduque ou non applicable sera remplacée raisonnablement, conformément aux dispositions légales en vigueur concernées, par la disposition valide et applicable la plus proche de l'objectif économique poursuivi par la disposition nulle, caduque ou non applicable, et ce en fonction du niveau, du temps, du lieu ou du domaine d'application. Un tel changement doit être notifié par le débiteur dans les plus brefs délais conformément au § 11.

Francfort-sur-le-Main, le 11 septembre 2012

Gérant

Cleantech Infrastruktur GmbH

3.3. conditions d'emprunt de l'obligation nominative CTI 2 D

§ 1 Valeur nominale et valeur unitaire, forme des titres, registre, émission d'autres placements et titres de financement

1. Valeur nominale et valeur unitaire L'obligation nominative de la Cleantech Infrastruktur GmbH, dont le siège est à Francfort-sur-le-Main (« débiteur »), d'une valeur nominale totale allant jusqu'à 100 000 000,- EUR (cent millions d'euros) est répartie en 200 000 obligations fractionnées dont la valeur nominale est de 500,- EUR par obligation (ci-après désigné « obligation fractionnée »). Les obligations fractionnées sont au nom du titulaire et sont au même rang entre elles.

2. Forme des titres Les obligations fractionnées de la série CTI 2 D seront garanties pour toute la durée et inscrites au nom du titulaire (ci-après désigné « débiteur ») sur des certificats globaux ainsi que délivrées après paiement du montant de souscription au créancier concerné. Les certificats globaux portent la signature manuscrite ou fac-similé de la ou des personne(s) compétente(s) de la représentation légale de la société émettrice.

3. Registre Le débiteur sera inscrit dans un registre dans lequel sont saisies les données relatives à la déclaration de l'identité du créancier conformément aux dispositions de la loi sur le blanchiment des capitaux et de ses coordonnées bancaires pour les paiements, ce qui sera géré par le débiteur lui-même. Seul le créancier inscrit au registre concerné dispose de droits et d'obligations résultant des obligations fractionnées par rapport au débiteur. Le débiteur est en droit de satisfaire à ses obligations avec effet libératoire envers le créancier inscrit au registre. § 407 du code civil allemand s'applique

4. Émission d'autres emprunts dotées de la même structure. Le débiteur se réserve le droit d'émettre, à tout moment, sans autorisation de la part du titulaire des obligations fractionnées dotées de la même structure de façon à ce que celles-ci soient rassemblées avec d'autres obligations fractionnées, forment avec les autres une seule et unique obligation et augmentent leur valeur nominale totale. Le terme « obligation fractionnée » comprend, dans le cas d'une augmentation de ce type, également celles émises en sus.

5. Émission d'autres titres L'émission d'autres emprunts ne formant pas d'unité avec cette obligation fractionnée ou ne disposant pas d'éléments structurels (par exemple dans le cadre de la garantie du paiement des intérêts ou de la valeur unitaire) ou l'émission d'autres titres de financement et / ou de créances (prioritaires / à rang égal / subordonnés) peut être établie librement par le débiteur.

§ 2 Définitions

Dans le cadre des obligations fractionnées, les définitions indiquées ci-après s'appliquent :

- a) Jour ouvrable bancaire** désigne un jour qui est un jour ouvrable TARGET2 pendant lequel la Clearstream Banking AG traite les paiements et les banques de Francfort-sur-le-Main sont ouvertes pour les opérations commerciales générales;
- b) Point de base** désigne dans le secteur bancaire une unité relative à la représentation des taux d'intérêt, la centième part d'un point de pourcentage;
- c) Point d'émission** désigne le moment de la première matérialisation des obligation(s) fractionnée(s) dans un certificat global.
- d) Agent de calcul** dans le sens du § 3 point 3b des présentes conditions désigne le débiteur agissant en son propre nom. Le débiteur est en droit de désigner à tout moment un autre agent de calcul, tel qu'une banque de rang international. Un tel agent de calcul intervient exclusivement comme support pour le débiteur et n'a aucun rapport de droit vis-à-vis des créanciers. Il n'est en aucun cas responsable envers les créanciers;
- e) Date de calcul** est définie dans le § 5 point 2 a ;
- f) Créance sur le marché des capitaux** désigne toute créance future sous forme d'obligations avec une durée initiale de plus d'un an

qui doivent être convenues habituellement en raison d'une offre publique sur une bourse de titres ou sur un autre marché de titres réglementé ou conformément à une annonce publique. Les créances sur le marché des capitaux n'incluent pas les crédits et les emprunts envers les instituts de crédit;

- g) **Jour ouvrable TARGET2** désigne un jour (en dehors du samedi et du dimanche) de traitement des paiements par le Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer System (« TARGET2 ») ;
- h) **Valeur nominale totale** désigne la valeur nominale versée jusqu'à la fin du mois concerné du mois qui précède l'échéance d'intérêt ;
- i) **Loi sur les obligations** désigne la loi relative aux obligations issues des émissions globales du 31.07.2009 ;
- j) **Organisme payeur** occupe la fonction indiquée dans le § 4 des conditions ;
- k) **Échéance d'intérêt** est définie dans le § 3 point 3b ;
- l) **Méthode 30/360** représente l'une des nombreuses méthodes de calcul d'intérêts ; on entend par cette notion les différentes formules mathématiques financières relatives au calcul des intérêts. Toutes les méthodes se basent sur des formules d'intérêts classiques, elles se différencient individuellement par le calcul en fonction du nombre de jours. La méthode 30/360 est calculée sur une base mensuelle de 30 jours. Les autres jours d'un mois ne sont pas pris en compte ;
- m) **Méthode act/360** : Méthode de calcul d'intérêts qui prend en compte les jours réels calendaires pour le calcul des jours pour la période d'intérêts (act). Le nombre des jours d'une année est arrêté à 360.

§ 3 Intérêts

1. Garantie du paiement des intérêts. Les obligations fractionnées seront rémunérées en fonction de la valeur nominale totale versée, en prenant en compte les réglementations prévues au § 7 point 1 page 3. Les intérêts courus des obligations fractionnées commencent au 1er de chaque mois (inclus) et se terminent au dernier jour du mois du même mois (inclus). Les premiers intérêts courus commencent au 01.07.2011 et les derniers intérêts courus se terminent au terme de la durée définie par la résiliation même si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire. En ce qui concerne l'émission d'obligations fractionnées après le 01.07.2011, les intérêts courus commencent au premier jour du mois de la souscription. Les derniers intérêts courus restent inchangés.

2. Échéance. Les intérêts pour tous les intérêts courus sont dus par la suite tous les mois, et au troisième jour ouvrable bancaire de chaque mois (« date d'échéance »), commençant au 03.08.2011. Pour les derniers intérêts courus, le paiement des intérêts est dû en même temps que le remboursement (« dernière date d'échéance »).

3. Intérêts payables.

- a) Les intérêts sont calculés en principe selon la méthode de calcul des intérêts 30/360, soit le nombre de jours d'un mois sera basé sur 30 jours. Le calcul des intérêts à cet égard est effectué une fois par mois ;
 - b) L'agent de calcul calcule mensuellement, à la fin du mois, et au 31.07.2011 pour la première fois, ensuite au 31.08, 30.09 etc. de chaque année (pour chacun, une « échéance d'intérêt » le taux d'intérêt applicable sur les obligations fractionnées et les intérêts payables concernés. Le taux d'intérêt applicable individuellement est de **4,85% par an** et s'élève à 4,85%/12 par mois.
- 4. Retard.** Dans la mesure où le débiteur ne paye pas les intérêts pour une échéance d'intérêts à la date d'échéance, le paiement des intérêts se prolonge jusqu'au jour du paiement effectif. Les intérêts générés entre la date d'échéance et le jour où le paiement est effectué sont calculés sur la base du taux d'intérêt conformément au § 3 selon la méthode act/360, au jour près.

§ 4 Organisme payeur

1. Organisme payeur. Le débiteur est l'organisme payeur agissant en son propre nom et prend en charge les paiements dus selon ces conditions conformément au § 6.

2. Désignation d'autres organismes payeur. La société émettrice est habilitée à désigner un autre organisme payeur. En cas de survenue d'événements entraînant, selon l'autre organisme payeur, l'incapacité d'exercer son rôle d'organisme payeur, il est alors habilité à désigner une banque de rang internationale en qualité d'autre organisme payeur. Si l'autre organisme payeur était hors d'état dans un tel cas d'assurer le transfert de la position en tant qu'organisme payeur, la société émettrice serait par conséquent habilitée et contrainte à le faire. En cas de résiliation du contrat des organismes payeurs avec un autre organisme payeur par une partie, le débiteur est habilité lui-même à faire office d'organisme payeur ou à désigner un autre nouvel organisme payeur.

3. Notification de la désignation d'un autre organisme payeur Le débiteur est tenu de notifier publiquement la désignation d'un autre organisme payeur dans les plus brefs délais conformément au § 11, ou en cas d'impossibilité, de façon appropriée à la situation.

§ 5 Durée, résiliation, remboursement, échéance, rachat, transfert, perte des certificats

1. Échéance. La durée des obligations fractionnées est indéterminée et prend fin par la résiliation conformément au § 9 ou au § 10. Le débiteur est tenu de rembourser au créancier les obligations fractionnées à la valeur nominale au troisième jour bancaire ouvrable après expiration de la maturité (« dernière date d'échéance »), en vertu des réglementations du § 7 point 1 page 3 simultanément contre présentation des certificats globaux pour leur dévalorisation.

2. Retard. Dans la mesure où le débiteur ne rembourse pas les obligations fractionnées résiliées valablement à la dernière date d'échéance, et ce en dépit de l'échéance, après présentation des certificats globaux pour leur dévalorisation, les obligations seront rémunérées à compter de la dernière date d'échéance jusqu'au jour du remboursement réel effectué, sur la base de la valeur nominale du taux d'intérêt conformément au § 3 point 3, selon la méthode de calcul des intérêts act/360 multipliée par 12, au jour réel.

3. Transfert. Le transfert des droits du débiteur issus des obligations fractionnées est réalisé par cession et peut être réalisé en valeurs nominales à hauteur de 500,- EUR ou en multiples. Les transferts d'obligations fractionnées sont tenus d'être communiqués par écrit au débiteur par l'ancien créancier à l'adresse indiquée dans le certificat dans les plus brefs délais, à savoir sans retard fautif sous trois jours ouvrables. Sont exclus tout transfert en blanc ou tout ordre en blanc. Le débiteur inscrit ensuite les nouveaux créanciers dans le registre et délivre au nouveau créancier ainsi qu'à l'ancien débiteur, en cas de transfert partiel, un nouveau certificat ou certificat global. Le créancier ne peut pas exiger l'inscription du transfert des obligations fractionnées pendant une période de 15 jours qui prend fin à la date d'échéance pour un paiement sur capital ou intérêts.

4. Rachat de ses propres obligations fractionnées Le débiteur est habilité à acquérir ou à vendre les obligations fractionnées décrites dans ces conditions de placement sur le marché ou d'une autre façon. Il en va de même pour les sociétés filiales et les entreprises liées du débiteur.

5. Perte de certificats. En cas de perte, de vol, de dommage, d'illisibilité ou de destruction du certificat ou du certificat global, celui-ci peut être remplacé, dont les éventuels frais et débours qui en découlent sont à la charge du créancier, et toutes les conditions appropriées du débiteur au regard de l'apport de preuve et d'exemption sont tenues d'être respectées. Un certificat global endommagé ou illisible devra être fourni avant que puisse être délivré un certificat de remplacement.

§ 6 Paiements, dépôt

1. Paiement et devise. Le débiteur est tenu de procéder au virement en euro de toutes les sommes à payer (à échéance) conformément au § 3 et § 5 à l'attention des créanciers inscrits au registre et sur le compte bancaire indiqués par leurs soins. La délivrance d'une déclaration spéciale ou l'exécution d'une autre formalité quelconque, dans la mesure où les conditions de placement sont respectées, ne doit pas être exigée par les créanciers, sauf en cas de dispositions contraires légales en vigueur (normes fiscales, réglementations sur les devises ou autres normes).

2. Responsabilité de l'organisme payeur. Dans la mesure où un autre organisme payeur que le débiteur exerce en qualité d'organisme payeur, celui-ci intervient dans de telle fonction exclusivement comme support du débiteur et n'a aucun rapport de droit vis-à-vis des créanciers. Il n'est en aucun cas responsable envers les créanciers. L'organisme payeur est libéré des restrictions du § 181 du code civil allemand.

3. Paiements au jour ouvrable bancaire. Dans le cas où la date d'échéance pour le paiement des intérêts et / ou du capital n'est pas un jour ouvrable bancaire, le paiement en question sera effectué le lendemain, si c'est un jour ouvrable bancaire sans que des intérêts suppléments ne soient à payer pour un tel retard de paiement.

4. Dépôt. Le débiteur peut, aux frais et risques des créanciers, déposer auprès du Tribunal de Francfort-sur-le-Main des montants pour le paiement des intérêts et le remboursement du capital d'emprunt si et dans la mesure où ceux-ci n'ont pas été exigés par les créanciers dans les douze prochains mois suivant la date d'échéance même si les créanciers concernés ne sont pas en retard d'acceptation. Le dépôt peut être effectué en incluant ou en excluant le droit relatif au retrait du montant déposé. En cas de dépôt et d'exclusion du droit relatif au retrait du montant déposé, toutes les créances des créanciers concernés envers le débiteur s'éteignent.

§ 7 Subordination qualifiée et obligation négative

1. Subordination qualifiée, statut Les obligations fractionnées, y compris les paiements des intérêts créent, selon le § 3, des dettes conditionnelles, directes, de rang inférieur et non garanties sur une sûreté réelle de la part du débiteur, lesquelles sont au même rang entre elles et avec d'autres obligations de rang inférieur et non garanties par une sûreté réelle dans la mesure où celles-ci ne sont pas prioritaires en vertu de la loi. Les créances issues des obligations fractionnées se placent ainsi à un rang inférieur par rapport à tous les autres droits des créanciers à l'égard du débiteur. L'échéance du paiement des intérêts et du remboursement est accordée sous réserve que, pour le débiteur, aucun motif d'ouverture de la procédure en faillite ne soit provoqué par le paiement des intérêts et du remboursement. Le paiement des intérêts et du capital n'est effectué, en cas d'ouverture de la procédure en faillite, par le biais du patrimoine du débiteur ou sa liquidation, qu'une fois les créanciers de rang supérieur satisfaits. Les obligations fractionnées créent aucun droit relatif à la participation au produit de la liquidation en cas de dissolution du débiteur.

2. Obligation négative du débiteur. Le débiteur est tenu de s'assurer pour la durée des obligations fractionnées que, à l'avenir, les obligations issues des obligations fractionnées soient également considérées au même rang que toutes les autres dettes subordonnées non garanties sur une sûreté réelle du débiteur. En outre, il est tenu de s'assurer ou de faire assurer, pour la maturité des obligations fractionnées, de l'inexistence de toute créance actuelle ou future à l'encontre du débiteur sur le marché des capitaux et de toute garantie dans le cadre de toute créance sur le marché des capitaux consentie à des tiers par le biais de gages mobiliers et immobiliers ou d'un autre nantissement particulier de son propre patrimoine dans la mesure où les obligations fractionnées ne bénéficient pas en même temps et au même rang proportionnellement de cette sûreté.

§ 8 Impôts

1. Prélèvement fiscal. Tous les paiements, notamment les remboursements de capital et les paiements des intérêts, sont effectués après déduction et retenue des impôts, taxes et autres frais dans la mesure où le débiteur ou l'organisme payeur est légalement soumis à la déduction et / ou la retenue des impôts. Ni le débiteur ni l'organisme payeur ne sont tenus de payer aux créanciers des montants supplémentaires comme compensation pour les montants déduits ou retenus de cette nature.

2. Obligation fiscale des créanciers. Dans la mesure où le débiteur ou l'autre organisme payeur n'est pas soumis légalement à une

déduction et / ou retenue des impôts, taxes ou autres frais, celui-ci n'est en aucun cas tenu de répondre aux obligations fiscales des créanciers.

§ 9 Droits de résiliation ordinaires

1. Droit de résiliation ordinaire. Un droit de résiliation ordinaire du créancier est possible au terme du 24ème cycle de calcul des intérêts et, ensuite, quotidiennement, tout en respectant à chaque fois un préavis de 90 jours. Il n'est ainsi pas dérogé au droit à résiliation extraordinaire du contrat si un motif de résiliation s'applique conformément au § 10 de ces conditions ou si la poursuite du rapport contractuel d'une partie contractuelle n'est plus raisonnable pour des motifs graves en la personne de l'autre partie contractuelle.

2. Forme de résiliation par des créanciers La résiliation de la part des créanciers exige la forme écrite (signature manuscrite) et doit être établie de façon à ce que le créancier envoie le certificat global effectif avec la déclaration de résiliation au débiteur.

3. Droit de résiliation anticipée du débiteur. Le débiteur est habilité à résilier de façon anticipée toutes les obligations fractionnées non remboursées dans son intégralité conformément au préavis d'au moins 90 jours par an. Une telle résiliation n'est possible qu'à partir de l'échéance d'intérêt courue au mois de décembre 2013. Le montant du remboursement correspond à la valeur nominale conformément au § 5 numéro 1. Si, dans une période de quatre semaines, plus de 20 % du capital d'emprunt souscrit et payé de la société émettrice venait à être résilié, le débiteur sera habilité, mais n'y sera pas tenu, à effectuer les remboursements du capital concernant ces résiliations, et ce par dérogation au § 5 numéro 1 de ces conditions en six mensualités égales après expiration de la maturité, et dans le respect des dispositions du § 7.

4. Forme de résiliation. La résiliation de la part du débiteur doit être effectuée par notification au registre d'entreprise.

§ 10 Motifs de résiliation importants pour les créanciers

1. Résiliation pour un motif important. Chaque créancier est habilité à résilier ses obligations fractionnées dans les plus brefs délais et d'exiger son remboursement à la hauteur de la valeur nominale, et ce outre les éventuels intérêts courus (exclusivement) jusqu'au jour du remboursement pour motif grave. On entend par motif grave si :

- a) le débiteur ne paye pas le capital ou les intérêts dans les 30 jours, malgré une mise en demeure écrite (avec signature manuscrite), qui suivent la date d'échéance concernée, ou
- b) le débiteur fait part de son insolvabilité, ou
- c) une procédure de faillite relative au patrimoine du débiteur est ouverte ou requise par le débiteur ou l'ouverture d'une procédure de faillite est refusée pour cause d'insuffisance d'actif ou
- d) le débiteur ne remplit pas ou ne respecte pas une obligation, condition ou convention importante au regard de l'obligation fractionnée (« violation d'une obligation ») et que cette inexécution ou cette inobservation dure plus de 30 jours après réception d'une notification de la part du créancier concerné par cette violation d'obligation, transmise au débiteur à cet égard, par laquelle le créancier demande au débiteur d'exécuter ou de respecter l'obligation, la condition ou la convention, ou
- e) le débiteur entre en liquidation sauf si celle-ci concerne les mesures dans le cadre du contrat de société (par exemple une fusion ou une autre forme de fusion-acquisition avec une autre société) dans la mesure où cette autre société reprend toutes les obligations pour lesquelles le débiteur est tenu au regard de cette obligation fractionnée. Le droit de résiliation s'éteint dans le cas où le motif de résiliation a été résolu avant l'exercice du droit.

2. Forme de résiliation. La résiliation de la part des créanciers exige la forme écrite et doit être établie de façon à ce que le créancier envoie le certificat global effectif avec la déclaration de résiliation au débiteur.

§ 11 Notifications

Des notifications et publications relatives aux obligations fractionnées sont enregistrées au registre d'entreprise en vertu du code de commerce allemand.

§ 12 Modifications des conditions de placement

1. Modifications unilatérales. Le débiteur n'est habilité à modifier ou adapter les conditions de placement par le biais d'une déclaration de volonté unilatérale que dans les cas suivants :

- a) Modification de la version, notamment les termes et chapitres ;
- b) Modifications nécessaires pour une autorisation de commercialisation des obligations fractionnées sur un marché organisé ou un marché organisé dans le cadre du droit privé, comme par exemple la répartition des obligations fractionnées en fonction du nombre et de la valeur nominale des obligations fractionnées;
- c) Modification de la valeur nominale totale et la répartition de l'obligation, dans la mesure où l'habilitation du § 1 point 4 est prise en compte. Cette modification est effectuée, dans ces cas précis, raisonnablement en prenant compte des intérêts du débiteur, des associés du débiteur et des créanciers.

2. Modifications par acte juridique. Les modifications des dispositions des conditions de placement ne peuvent être effectuées par acte juridique que par le biais d'un contrat correspondant conclu avec l'ensemble des créanciers.

3. Assemblée des créanciers. Les modifications des conditions de placement sont en outre possible avec l'approbation de l'assemblée des créanciers par une résolution prise à la majorité conformément à la loi sur les obligations.

§ 13 Assemblée des créanciers

Pour la participation à l'assemblée des créanciers, l'inscription au préalable des créanciers est nécessaire. Avec cette inscription, une attestation de dépôt doit être transmise pour le certificat global auprès d'un notaire allemand. En ce qui concerne l'assemblée des créanciers, les dispositions régies par la loi allemande sur les obligations font foi.

§ 14 Divers

1. Droit applicable. La forme et le contenu des obligations et tous les droits et obligations qui en découlent pour les créanciers, le débiteur et l'organisme payeur sont soumis au droit de la République fédérale d'Allemagne, sans recours aux règles sur les conflits de la loi du droit international privé allemand.

2. Lieu d'exécution. Le lieu d'exécution est le siège du débiteur.

3. Juridiction compétente. La juridiction compétente pour tous les litiges découlant du rapport de droit entre les créanciers et le débiteur est le siège du débiteur. Cette clause d'attribution de compétence ne limite pas le droit d'un créancier d'intenter une action devant un autre tribunal compétent. Pareillement, l'engagement d'une action devant un ou plusieurs autres tribunaux compétents n'exclut pas non plus l'engagement d'une procédure devant un autre tribunal compétent, si et dans la mesure où cela est légalement permis.

4. Langue à utiliser. Ces conditions de placement sont rédigées en langue allemande. Seul le texte allemand a un caractère contraignant et déterminant.

5. Faculté de changement Si certaines dispositions des présentes conditions d'emprunt sont partiellement ou totalement nulles, caduques ou non applicables, la validité et le caractère exécutoire de toutes les autres dispositions des présentes conditions d'emprunt restent inchangées. La disposition nulle, caduque ou non applicable sera remplacée raisonnablement, conformément aux dispositions légales en vigueur concernées, par la disposition valide et applicable la plus proche de l'objectif économique poursuivi par la disposition nulle, caduque ou non applicable, et ce en fonction du niveau, du temps, du lieu ou du domaine d'application. Un tel changement doit être notifié par le débiteur dans les plus brefs délais conformément au § 11.

Francfort-sur-le-Main, le 29 février 2016

Gérant

Cleantech Infrastruktur GmbH



CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D

Cleantech Infrastruktur GmbH

VERKAUFSPROSPEKT

Hinweis:

Die inhaltliche Richtigkeit der im Prospekt gemachten Angaben ist nicht Gegenstand der Prüfung des Prospektes durch die Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht.

Verkaufsprospekt vom 10. Juni 2011 in der Fassung des Nachtrags Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 sowie des Nachtrags Nr. 2 vom 14. September 2012 und des Nachtrags Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 und des Nachtrags Nr. 4 vom 29. Februar 2016 gemäß § 11 Verkaufsprospektgesetz

Bei der Cleantech Infrastruktur GmbH (vormals firmierend als ThomasLloyd Capital Markets GmbH) sind zum 29. Februar 2016^{1a} Veränderungen im Hinblick auf den bereits veröffentlichten Verkaufsprospekt vom 10. Juni 2011 in der Fassung des Nachtrags Nr. 1 vom 22. Dezember 2011, des Nachtrags Nr. 2 vom 14. September 2012 und des Nachtrags Nr. 4 vom 29. Februar 2016 eingetreten. Im Zuge des Nachtrags Nr. 3 und des Nachtrags Nr. 4^{1b} wurden die Änderungen im Verkaufsprospekt eingearbeitet und sind auf den entsprechenden Seiten durch Unterstreichungen und/oder Fußnoten gekennzeichnet.

^{1a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich „23. Oktober 2013“).

^{1b} Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016.

INHALT¹

1. Verantwortung für den Prospekt.....	12
2. Zusammenfassung des Angebotes	13
2.1. Die Anleihen im Überblick	13
2.1.1 Beteiligungsangebot	14
2.1.2 Struktur der Beteiligung	14
2.1.3 Verzinsung	14
2.1.4 Zinslauf, Fälligkeit.....	15
2.1.5 Rückzahlung.....	15
2.1.6 Nachrangigkeit, Fälligkeitsvorbehalt	15
2.1.7 Nachzahlungsanspruch.....	15
2.1.8 Übertragbarkeit.....	15
2.2. Die Geschäftstätigkeit und Emittentin im Überblick	15
2.2.1 Geschäftsbereich(e)	16
2.2.2 Know-how	16
2.3. Anlageziele, Anlageobjekte im Überblick.....	16
2.4. Emissionskosten	16
2.5. Stand des Prospektes und Dauer des Angebotes	16
3. Risiken der Vermögensanlage.....	17
3.1. Grundsätzliche Risikoerwägungen	17
3.2. Maximalrisiko	17
3.3. Prognose- und Anlagegefährdende Risiken	17
3.3.1 Rating.....	17
3.3.2 Qualifizierte Beratung.....	17
3.3.3 Zweckgesellschaft	18
3.3.4 Schlüsselpersonen	18
3.3.5 Interessenkonflikte	18
3.3.6 Vertrieb	18
3.3.7 Planungsunsicherheiten	19
3.3.8 Liquidität.....	19
3.3.9 Kürzungs- und Schließungsmöglichkeit.....	19
3.3.10 Bindungsfrist des Kapitals und Kündigung.....	19
3.3.11 Rangstellung	19
3.3.12 Mitwirkungs- und Vermögensrechte	20
3.3.13 Verwässerung	20
3.3.14 Steuern	20
3.3.15 Gesetz.....	20
3.3.16 Prognosen.....	20
3.3.17 Geschäftstätigkeit	20
3.3.17.1 Bonitäts-/Emittentinrisiko	20
3.3.17.2 Risiken des Anlageobjekts	21
3.3.17.3 Risiko der Geschäftstätigkeit der Emittentin	21
3.3.17.4 Risiken aus der Geschäftstätigkeit der Zielgesellschaft	21
3.3.17.4.1 Risiken aus der Holdingfunktion.....	21
3.3.17.4.2 Risiken aus der Geschäftstätigkeit der Beteiligungsunternehmen der Zielgesellschaft (Bankenbereich)...	21

¹ Aufgrund der im Rahmen des Nachtrags Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 sowie des Nachtrags Nr. 2 vom 14. September 2012, des Nachtrags Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 und des Nachtrags Nr. 4 vom 29. Februar 2016 vorgenommenen Änderungen hat sich das Inhaltsverzeichnis gegenüber dem Stand zum Zeitpunkt der Prospekt-aufstellung geändert.

3.3.17.4.3 Risiken aus der Geschäftstätigkeit der Beteiligungsunternehmen der Zielgesellschaft (Cleantech/Erneuerbare Energien)	22
3.3.17.4.3.1 Kostenrisiko (Due Diligence Kosten, Projektidentifizierung)	22
3.3.17.4.3.2 Vertragserfüllungsrisiko	22
3.3.17.4.3.3 Zinsänderungsrisiko und Fremdfinanzierungsrisiko	22
3.3.17.4.3.4 Nicht ausreichende Finanzierungsmittel	23
3.3.17.4.3.5 Rechtliche und politische Risiken	23
3.3.17.4.3.6 Subvention anderer Technologien	23
3.3.17.4.3.7 Inbetriebnahme – Verzögerungen bei Investitionen in Neubauprojekte	23
3.3.17.4.3.8 Angaben und Aussagen Dritter	23
3.3.17.4.3.9 Investitionen in Greenfield-Projekte	23
3.3.17.4.3.10 Niedrige Diversifikation	24
3.3.17.4.3.11 Rohstoffbeschaffung	24
3.3.17.4.4 Kapitalverkehrskontrollen	24
3.3.17.4.5 Risiken aus der Investitionstätigkeit der Zielgesellschaft	24
3.3.17.4.6 Fehlende Investitionsprojekte	24
3.3.17.4.7 Währung	24
3.3.17.4.8 Risiken aus dem Liquiditätsmanagement der Zielgesellschaft	24
3.3.17.4.9 Schlüsselpersonenrisiko	25
3.3.17.4.10 Risiko trotz Diversifikation bei Investments	25
3.3.17.4.11 Abhängigkeit des Anlageerfolges von den subjektiven Entscheidungen des Managements	25
3.3.18 Anleihespezifische Risiken	25
3.3.18.1 Rechte aus Schuldverschreibungen	25
3.3.18.2 Keine Einlagensicherung und keine staatliche Kontrolle	25
3.3.18.3 Veräußerbarkeit der Namensschuldverschreibungen	26
3.3.18.4 Platzierungsrisiko	26
3.3.18.5 Risiko infolge der Nachrangabrede/Fälligkeitsvorbehalt	26
3.3.18.6 Aufstockungsrisiko	26
3.3.18.7 Inflationsrisiko	26
3.3.18.8 Bindungsfrist/Veräußerbarkeit/Kursrisiko der Anleihen	26
3.3.18.9 Vorzeitige Rückzahlung	26
3.3.18.10 Gläubigerversammlung	27
3.3.18.11 Abstandnahme von der Zeichnung	27
3.4. Anlegerbezogene Risiken	27
3.4.1 Fremdfinanzierung	27
3.4.2 Steuern und Gesetz	27
3.4.3 Handelbarkeit	27
3.5. Abschließender Risikohinweis	27
4. Die Geschäftstätigkeit der Cleantech Infrastruktur GmbH	28
4.1. Unternehmenshistorie	28
4.2. Geschäftstätigkeit	28
4.3. Abhängigkeit der Emittentin von Patenten, Lizenzen, Verträgen oder neuen Herstellungsverfahren	28
4.4. Laufende Investitionen	29
4.5. Geschäftsgang 2016 und Aussichten	29
5. Anlageziele, Anlagepolitik und Anlageobjekt	30
5.1. Anlageziele, Geplante Anlageobjekte	30
5.2. Beschreibung der Tätigkeiten der Zielgesellschaft	30

5.3. Investitionsgrundsätze.....	31
5.4. Realisierungsgrad, Verträge über die Anlageobjekte.....	31
5.5. Konkrete Investitionsplanung	31
5.5.1 Einleitung.....	31
5.5.2 Erläuterung der Investitionsplanung (2016 bis einschließlich 2018).....	32
5.5.2.1 Mittelherkunft	32
5.5.2.1.1 Anleihekaptal.....	32
5.5.2.1.2 Agio	32
5.5.2.1.3 Stammkapital.....	32
5.5.2.1.4 Fremdmittel	32
5.5.2.1.5 Zinserträge.....	33
5.5.2.1.6 Abgänge Finanzanlagen	33
5.5.2.1.7 Sonstige Erträge.....	33
5.5.2.2 Mittelverwendung	33
5.5.2.2.1 Aufwand für den Erwerb/die Herstellung des Anlageobjektes einschließlich Nebenkosten	33
5.5.2.2.2 Strukturierungs-, Marketing- und Vertriebsaufwand (Provisionen).....	33
5.5.2.2.3 Zinsen Anleihen.....	33
5.5.2.2.4 Tilgung Anleihen	33
5.5.2.2.5 Sonstige Aufwendungen.....	33
5.5.2.2.6 Liquidität abzgl. Rückstellungen zzgl. Steuern.....	33
6. Die Beteiligung.....	34
6.1. Art, Anzahl und Gesamtbetrag der angebotenen Vermögensanlage	34
6.2. Rechtliche Grundlagen des Angebotes	34
6.3. Rechte der Anleger	34
6.3.1 Verzinsung.....	34
6.3.2 Zinslauf, Fälligkeit	34
6.3.3 Rückzahlung.....	35
6.3.4 Auszahlungen, Zahlstelle	35
6.3.5 Übertragbarkeit	35
6.3.6 Nachrangigkeit, Fälligkeitsvorbehalt	35
6.3.7 Liquidationserlös	35
6.3.8 Nachzahlungsanspruch	35
6.3.9 Verzug	36
6.3.10 Laufzeit und Kündigungsrechte	36
6.3.10.1 Ordentliche Kündigung	36
6.3.10.2 Kündigung aus wichtigem Grund.....	36
6.3.10.3 Form der Kündigung	37
6.3.11 Mitgliedschaftsrechte	37
6.3.12 Gläubigerversammlung	37
6.3.13 Mitwirkungspflicht	37
6.4. Haftung des Anlegers.....	37
6.5. Übertrag- und Handelbarkeit der Vermögensanlage.....	38
6.5.1 Vererbung	38
6.5.2 Handelbarkeit der Beteiligung	38
6.5.3 Rückerwerb.....	38
6.6. Ausgabebedingungen und Zeichnung.....	38
6.6.1 Ausgabekurs	38

6.6.2 Mindestzeichnung, Erwerbspreis.....	38
6.6.3 Erwerbsvoraussetzungen	38
6.6.3.1 Zeichnungsschein	38
6.6.3.2 Einzahlungen, Zahlungsweise	39
6.6.4 Zeichnungsfrist, Schließungsmöglichkeit	39
6.6.5 Anlegerkreise	39
6.7. Kosten des Anlegers	39
6.8. Bekanntmachungen	39
6.9. Anzuwendendes Recht und Gerichtsstand.....	39
6.10. Änderungen der Anleihebedingungen	39
6.10.1 Änderung der Fassung, der Einteilung und des Gesamtnennbetrages	39
6.11. Prospekt und Nachträge	40
6.11.1 Prospektdatum	40
6.11.2 Prospektausgabestelle	40
6.11.3 Nachtrag	40
7. Die wesentlichen Grundlagen der steuerlichen Konzeption	41
7.1. Allgemeiner Hinweis	41
7.2. Einkommensteuer	41
7.2.1 Einkunftsart	41
7.2.2 Abgeltungssteuer	41
7.2.3 Besteuerung von Veräußerungsgewinnen	41
7.2.4 Sparer-Pauschbetrag	41
7.3. Sonstige Steuern	42
8. Unternehmensdaten der Cleantech Infrastruktur GmbH	43
8.1. Firma, Sitz, Geschäftsanschrift.....	43
8.2. Gründung, Rechtsform, Rechtsordnung, Dauer.....	43
8.3. Unternehmensgegenstand	43
8.4. Geschäftsjahr, Bekanntmachungen.....	43
8.5. Konzernstruktur	44
8.6. Beteiligungen.....	44
8.7. Kapitalausstattung	44
8.7.1 Stammkapital	44
8.7.2 Beschluss zu Kapitalmaßnahmen	44
8.7.3 Angaben über durchgeführte Vermögensanlagen	45
8.7.4 Bezugsrechte, Übernahmegarantien	45
8.8. Gründungsgesellschafter.....	45
8.9. Organe der Cleantech Infrastruktur GmbH.....	45
8.9.1 Allgemeines	45
8.9.2 Geschäftsführer	45
8.9.2.1 Aufgaben.....	45
8.9.2.2 Gesellschaftsvertragsregelung	45
8.9.2.3 Mitglieder der Geschäftsführung	45
8.9.3 Gesellschafterversammlung.....	45
8.9.3.1 Aufgaben.....	45
8.9.3.2 Gesellschafter	46
8.9.4 Abschlussprüfer	46

9. Jahresbericht (Jahresabschluss, Lagebericht und Bestätigungsvermerk) der Cleantech Infrastruktur GmbH zum 31. Dezember 2014	47
9.1. Bilanz zum 31.12.2014	47
9.2. Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr 2014	48
9.3. Geänderter Anhang der Cleantech Infrastruktur GmbH, Frankfurt am Main, für das Geschäftsjahr 2014	48
9.4. Kapitalflussrechnung für das Geschäftsjahr 2014	50
9.5. Lagebericht für das Geschäftsjahr 2014	50
9.6. Bestätigungsvermerk	55
10. Zwischenübersicht	57
10.1. Bilanz zum 31. Dezember 2015	57
10.2. Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr 2015	58
11. Ergänzende Angaben nach der Vermögensanlagen-Verkaufsprospektverordnung – VermVerkProspV	59
11.1. § 4 Nr. 2 VermVerkProspV	59
11.2. § 4 Satz 2 Var. 1 VermVerkProspV	59
11.3. § 4 Satz 2 Var. 2 VermVerkProspV	59
11.4. § 7 Absatz 1 Satz 1 Nr. 3 VermVerkProspV	59
11.5. § 7 Absatz 2 VermVerkProspV	59
11.6. § 8 Absatz 1 Nr. 3 VermVerkProspV	59
11.7. § 9 Absatz 1 VermVerkProspV	59
11.8. § 9 Absatz 2 Nr. 2 VermVerkProspV	59
11.9. § 9 Absatz 2 Nr. 3 VermVerkProspV	59
11.10. § 9 Absatz 2 Nr. 4 VermVerkProspV	59
11.11. § 9 Absatz 2 Nr. 5 VermVerkProspV	59
11.12. § 9 Absatz 2 Nr. 7 VermVerkProspV	59
11.13. § 9 Absatz 2 Nr. 8 VermVerkProspV	59
11.14. § 12 Absatz 1 VermVerkProspV	60
11.15. § 12 Absatz 1 Nr. 2 VermVerkProspV	60
11.16. § 12 Absatz 2 VermVerkProspV	60
11.17. § 12 Absatz 3 VermVerkProspV	60
11.18. § 12 Absatz 4 VermVerkProspV	60
11.19. § 15 Absatz 1 Nr. 2 VermVerkProspV	60
12. Die ThomasLloyd Group Ltd	61
12.1. Firma, Sitz, Geschäftsanschrift, Geschäftstätigkeit	61
12.2. Gründung, Rechtsform, Rechtsordnung, Dauer	61
12.3. Unternehmensgegenstand	61
12.4. Kapitalausstattung	61
12.4.1 Aktienkapital	61
12.4.2 Laufende Kapitalmaßnahmen	61
12.4.3 Bezugsrechte, Übernahmegarantien	62
12.4.4 Angaben über durchgeführte Vermögensanlagen	62
12.5. Aktionäre	62
12.6. Geschäftsjahr	62
12.7. Konzern- und Beteiligungsstruktur	62
12.8. Gründungsgesellschafter	62
12.9. Vorstand (Board of Directors)	62
12.10. Abschlussprüfer	62
12.11. Bedeutsame Verträge	63

12.12. Laufende Investitionen	63
12.13. Geschäftsgang 2015/2016 und Aussichten.....	63
12.14. Anlageziele.....	63
12.15. Ergänzende Angaben nach der Vermögensanlagen-Verkaufsprospektverordnung – VermVerkProspV	63
12.15.1 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 8 Absatz 1 Nr. 2 VermVerkProspV	63
12.15.2 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 8 Absatz 1 Nr. 3 VermVerkProspV	63
12.15.3 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 9 Absatz 2 Nr. 2 VermVerkProspV	63
12.15.4 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 9 Absatz 2 Nr. 3 VermVerkProspV	64
12.15.5 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 9 Absatz 2 Nr. 4 VermVerkProspV	64
12.15.6 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 9 Absatz 2 Nr. 5 VermVerkProspV	64
12.15.7 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 9 Absatz 2 Nr. 6 VermVerkProspV	64
12.15.8 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 9 Absatz 2 Nr. 7 VermVerkProspV	64
12.15.9 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 9 Absatz 2 Nr. 8 VermVerkProspV	64
12.15.10 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 10 Absatz 2 Satz 2 VermVerkProspV	64
12.15.11 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 10 Absatz 1 Satz 1 Nr. 3 VermVerkProspV	64
12.15.12 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 10 Absatz 3 VermVerkProspV	64
12.15.13 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 12 Absatz 1 VermVerkProspV	64
12.15.14 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 12 Absatz 1 Nr. 2 VermVerkProspV	64
12.15.15 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 12 Absatz 2 VermVerkProspV	64
12.15.16 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 12 Absatz 3 VermVerkProspV	64
12.15.17 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 12 Absatz 4 VermVerkProspV	65
12.16. Geprüfter Konzernabschluss der ThomasLloyd Group plc zum 31. Dezember 2014	65
12.16.1 Gewinn- und Verlustrechnung des Konzerns	65
12.16.2 Gesamtergebnisrechnung des Konzerns	66
12.16.3 Bilanz des Konzerns	66
12.16.3 Bilanz des Muttergesellschaft	67
12.16.4 Eigenkapitalveränderungsrechnung des Konzerns.....	68
12.16.5 Eigenkapitalveränderungsrechnung der Muttergesellschaft	68
12.16.6 Kapitalflussrechnung des Konzerns.....	69
12.16.7 Kapitalflussrechnung der Muttergesellschaft.....	70
12.16.8 Anhang zum Konzernabschluss 2014	70
12.16.9 Bericht des Verwaltungsrates zum Konzernabschluss 2014	89
12.16.10 Strategischer Bericht zum Konzernabschluss 2014	90
12.16.11 Bestätigungsvermerk des Abschlussprüfers	92
13. Patronatserklärung	94
14. Abschließende Hinweise.....	95
14.1. Grundlage für Prospektangaben.....	95
14.2. Einsichtnahme in Unterlagen	95
15. Anleihebedingungen der Cleantech Infrastruktur GmbH	96
15.1. Anleihebedingungen der CTI 1 D SP Namensschuldverschreibung.....	96
15.2. Anleihebedingungen der CTI 1 D Namensschuldverschreibung.....	100
15.3. Anleihebedingungen der CTI 2 D Namensschuldverschreibung.....	105
16. Fernabsatzrechtliche Informationen für den Verbraucher	110
16.1. Allgemeine Unternehmensinformationen über die Emittentin/Anbieterin.....	110
16.2. Informationen über die Beteiligung	110
16.2.1 Wesentliche Merkmale der Beteiligung und Zustandekommen des Vertrages	110
16.2.2 Spezielle Risiken der Beteiligung.....	110

16.2.3 Mindestlaufzeit, vertragliche Kündigungsbedingungen, Vertragsstrafen/Abgangsschädigung	110
16.2.4 Gesamtpreis inkl. aller verbundenen Preisbestandteile	110
16.2.5 Zusätzliche Liefer- und Versandkosten.....	111
16.2.6 Zusätzliche Kosten, die durch Benutzung von Fernkommunikationsmittel entstehen und vom Unternehmen in Rechnung gestellt werden	111
16.2.7 Steuern	111
16.2.8 Einzelheiten der Zahlung und Lieferung/Erfüllung.....	111
16.2.9 Leistungsvorbehalte	111
16.2.10 Anwendbares Recht, Gerichtsstand	111
16.2.11 Frist für Informationen bzw. das Angebot	111
16.2.12 Vertragssprache	111
16.2.13 Außergerichtliche Beschwerde- und Rechtsbehelfsverfahren.....	111
16.2.14 Bestehen eines Garantiefonds bzw. anderer Entschädigungsregelungen.....	112
16.2.15 Widerrufsbelehrung.....	112
17. Glossar.....	113
18. Anhang.....	115
18.1. Die Anleihen im Überblick.....	116
18.2. Emissionskosten	117
18.3. Abhängigkeit von Schlüsselpersonlichkeiten	117
18.4. Mittelherkunft und Mittelverwendung (PROGNOSE), Erläuterung	118
18.5. Erläuterung der Investitionsplanung (2011 bis einschließlich 2014)	119
18.6. Art, Anzahl und Gesamtbetrag der angebotenen Vermögensanlagen	122
18.7. Verzinsung.....	122
18.8. Rückzahlung	123
18.9. Ordentliche Kündigung	124
18.10. Ausgabekurs, Agio.....	124
18.11. Mindestzeichnung, Erwerbspreis.....	125
18.12. Kosten des Anlegers	125
18.13. Konzernstruktur.....	126
18.14. Eröffnungsbilanz der Cleantech Infrastruktur GmbH zum 13. Mai 2011	128
18.15. Voraussichtliche Vermögens-, Finanz- und Ertragslage	128
18.16. Plan-Bilanz der Cleantech Infrastruktur GmbH (PROGNOSE)	130
18.17. Erläuterungen der Plan-Bilanzen der Cleantech Infrastruktur GmbH	132
18.18. Plan-Gewinn- und Verlustrechnung der Cleantech Infrastruktur GmbH (PROGNOSE)	134
18.19. Erläuterungen der Plan-Gewinn- und Verlustrechnung der Cleantech Infrastruktur GmbH.....	135
18.20. Plan-Liquiditätsrechnung der Cleantech Infrastruktur GmbH (PROGNOSE).....	137
18.21. Erläuterungen der Plan-Liquiditätsrechnung der Cleantech Infrastruktur GmbH	138
18.22. Planzahlen der Cleantech Infrastruktur GmbH nach der Vermögensanlagen-Verkaufsprospektverordnung (VermVerkProspV).....	140
18.23. Jahresabschluss der Cleantech Infrastruktur GmbH zum 31. Dezember 2011	142
18.24. Jahresabschluss der Cleantech Infrastruktur GmbH zum 31. Dezember 2012.....	147
18.25. Zwischenübersicht zum 30. Juni 2012.....	153
18.26. Geprüfter Jahresabschluss der ThomasLloyd Group plc zum 31.12.2009	156
18.27. Übersetzung des geprüften Jahresabschlusses der ThomasLloyd Group plc zum 31.12.2009.....	174
18.28. Geprüfter Jahresabschluss der ThomasLloyd Group plc zum 31.12.2010	193
18.29. Übersetzung des geprüften Jahresabschlusses der ThomasLloyd Group plc zum 31.12.2010	206
18.30. Geprüfter Jahresabschluss der ThomasLloyd Group Ltd zum 31.12.2012.....	221

18.31. Übersetzung des geprüften Jahresabschlusses der ThomasLloyd Group Ltd zum 31.12.2012	250
18.31. Anleihebedingungen der Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2 Namensschuldverschreibung	272
18.32. Anleihebedingungen der Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4 Namensschuldverschreibung	272
18.33. Anleihebedingungen der Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8 Namensschuldverschreibung	273

HINWEIS:

Die inhaltliche Richtigkeit der im Prospekt gemachten Angaben ist nicht Gegenstand der Prüfung des Prospektes durch die Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht.

1. VERANTWORTUNG FÜR DEN PROSPEKT

Anbieterin und Emittentin der mit diesem Prospekt angebotenen Vermögensanlagen ist ausschließlich die

Cleantech Infrastruktur GmbH¹

Sitz:

Frankfurt am Main

Geschäftsanschrift:

Hanauer Landstraße 291b

D-60314 Frankfurt a.M.

Die Emittentin, vertreten durch ihren Geschäftsführer Herrn Matthias Klein^{1a}, übernimmt für den Inhalt dieses Verkaufsprospektes die Verantwortung und erklärt, dass die im Prospekt genannten Angaben ihres Wissens nach richtig und keine wesentlichen Umstände ausgelassen sind.

Frankfurt a. M., den 10. Juni 2011 (Datum der Prospektaufstellung) in der durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 sowie den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 und dem Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 und dem Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 geänderten Fassung.



Matthias Klein^{1b}

Geschäftsführer der Cleantech Infrastruktur GmbH²

¹⁻² Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

^{1a, 1b} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Klaus-Peter Kirschbaum“).

2. ZUSAMMENFASSUNG DES ANGEBOTES

2.1. Die Anleihen im Überblick¹

Emittentin	Cleantech Infrastruktur GmbH Hanauer Landstraße 291B, D-60314 Frankfurt am Main		
Organe	Geschäftsführer: Matthias Klein ^{1a}		
Gesellschafter	ThomasLloyd Group Ltd ²		
Stammkapital	Euro 25.000,-		
Patronin	ThomasLloyd Group Ltd³ 2 Eaton Gate, London SW1W 9BJ, Großbritannien⁴		
Organe	Board of Directors: T.U. Michael Sieg (Chairman), Anthony M. Coveney, Klaus-Peter Kirschbaum, Simon J. Cox ^{4a}		
Gezeichnetes Aktienkapital ⁵	Euro 92.774.953,- ⁶ (Stand: 31.12.2014) ⁷		
Abschlussprüfer ^{7a}	PKF Littlejohn LLP ⁸ , 1 Westferry Circus, Canary Wharf, London E14 4HD		
Patronatsform	Harte Patronatserklärung im Wege eines echten Vertrages zugunsten Dritter (§ 328 Absatz 1 BGB). Uneingeschränkte, unbedingte, unbefristete und unwiderrufliche Verpflichtung die Emittentin stets finanziell so auszustatten, dass ihre Bonität erhalten bleibt und sie jederzeit in der Lage ist, ihre Verpflichtungen aus der Emission auf Zahlung von Kapital und Zinsen nach Maßgabe der Anleihebedingungen zu erfüllen.		
Emission	CTI 1 D SP^{8a}	CTI 1 D^{8b}	CTI 2 D^{8c}
Mindestlaufzeit	6 Monate	12 Monate	24 Monate
Kündigungsfrist	30 Tage	60 Tage	90 Tage
Zinssatz	3,75% p.a.	4,15% p.a.	4,85% p.a.
Nennbetrag	Euro 500,-	Euro 500,-	Euro 500,-
Ausgabekurs	100% des Nennbetrags	100% des Nennbetrags	100% des Nennbetrags
Mindestzeichnung	Euro 1.000.000,- ^{8d}	Euro 10.000,- ^{8e}	Euro 5.000,- ^{8f}
Ausgabeaufschlag (Agio)	Kein Ausgabeaufschlag (Agio)	Kein Ausgabeaufschlag (Agio)	Kein Ausgabeaufschlag (Agio)
Gesamtemissionsvolumen	Euro 100.000.000,- (200.000 Stück)	Euro 100.000.000,- (200.000 Stück)	Euro 100.000.000,- (200.000 Stück)
Zeichnungsfrist	Ab dem Tag der Veröffentlichung des Verkaufsprospektes bis zur Vollplatzierung, spätestens dem 31. Dezember 2018. ⁹ Die Emittentin ist durch Beschluss der Geschäftsführung ohne Angabe von Gründen und ohne Zustimmung der Anleger berechtigt, die Zeichnung vorzeitig zu schließen bzw. Zeichnungsfrist zu verlängern.		
Beteiligungsform	Nachrangige Namens-Teilschuldverschreibungen mit fester Verzinsung.		
Verbriefung	Ausgabe effektiver Sammelurkunden		
Fälligkeit der Zinsen	Zinsen sind monatlich nachträglich am dritten Bankarbeitstag eines jeden Monats zur Zahlung fällig.		
Rang	Bedingte, unmittelbare, nachrangige und nicht dinglich besicherte Verbindlichkeiten.		
Kapitalrückzahlung	Am dritten Bankarbeitstag nach Kündigungszeitpunkt zu 100% des Nennbetrags (Zug-um-Zug gegen Vorlage der Sammelurkunde).		
Zahlungsvorbehalt	Durch Zahlung von Zinsen und Kapitalrückzahlung darf bei der Emittentin kein Insolvenzeröffnungsgrund herbeigeführt werden.		
Zinsberechnung/-anspruch	30/360 ab dem Tag der Einzahlung.		
Fungibilität	Übertragung erfolgt durch Abtretung und ist in Nennbeträgen von Euro 500,- oder einem Vielfachen davon möglich.		
Besteuerung	Zinszahlungen zählen zu den Einkünften aus Kapitalvermögen.		
Haftung	Beschränkt auf das gezeichnete Kapital.		

¹ Die Tabelle, die die angebotenen drei Anleihen im Überblick darstellt, wurde in diversen Punkten durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 geändert. Der Hintergrund des Nachtrags Nr. 2 ist der Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 über die Änderung der Anleihebedingungen u.a. hinsichtlich der Bezeichnung der Anleihen, Laufzeit, Zinssatz, Nennbetrag, Mindestzeichnung, Rückzahlung. Die zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011) gültige Fassung sowie der Wortlaut zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung (10. Juni 2011) sind im Abschnitt „18. Anhang“ auf Seite 116 abgedruckt.

^{1a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Klaus-Peter Kirschbaum“).

^{2,3} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: „3 More London Riverside, London SE 1 2AQ, Großbritannien“) und den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „1 King Street, London EC2V 8 AU“).

^{4a} Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016.

⁵ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: „Grundkapital“).

⁶ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: „82.839.612,-“) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „90.191.953,-“).

⁷ Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „31.12.2012“).

^{7a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Wirtschaftsprüfer“).

⁸ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: „Littlejohn LLP, Chartered Accountants“).

^{8a-8f} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: Fn 8a – „ThomasLloyd Festzins 6“; Fn 8b – „ThomasLloyd Festzins 12“; Fn 8c – „ThomasLloyd Festzins 24“; Fn 8d – „5.000,-“; Fn 8e – „2.500,-“; Fn 8f – „2.500,-“).

⁹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: „2013“) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „31. Dezember 2015“).

2.1.1 Beteiligungsangebot

Der Gesamtbetrag der angebotenen Vermögensanlagen beträgt insgesamt 600.000¹ auf den Namen lautende Namensschuldverschreibungen mit einem Nennbetrag von jeweils Euro 500.-² (Euro 300.000.000,-). Es werden drei Anleihen, namentlich die CTI 1 D SP³, die CTI 1 D⁴ und die CTI 2 D⁵ angeboten. Davon stehen hinsichtlich CTI 1 D SP Euro 82,58 Mio., hinsichtlich CTI 1 D Euro 85,75 Mio. und hinsichtlich CTI 2 D Euro 85,46 Mio. zur Zeichnung aus.^{5a}

Die **Mindestzeichnungssumme** beträgt

- Euro 1.000.000,- bei der Serie CTI 1 D SP,
- Euro 10.000,- bei der Serie CTI 1 D und
- Euro 5.000,- bei der Serie CTI 2 D⁶

Die Ausgabe erfolgt für alle drei Anleihen zum jeweiligen⁷ Nennbetrag (100%) der Namensschuldverschreibungen. Es fällt kein Ausgabeaufschlag (Agio) an.⁸

Entsprechend der Mindestzeichnungssumme beträgt der Erwerbspreis Euro 1.000.000,- bei der Serie CTI 1 D SP, Euro 10.000,- bei der Serie CTI 1 D sowie Euro 5.000,- bei der Serie CTI 2 D.⁹

2.1.2 Struktur der Beteiligung

Die Anleger haben die Möglichkeit, Namensschuldverschreibungen, die von der Emittentin Cleantech Infrastruktur GmbH¹⁰ mit Sitz in Frankfurt am Main (im Folgenden auch „**Emittentin**“ und „**Anleiheschuldnerin**“ genannt) ausgegeben werden, zu erwerben. Der Anleger beteiligt sich durch die Zeichnung von Namensschuldverschreibungen direkt bei der Cleantech Infrastruktur GmbH¹¹ und nicht über einen Treuhänder.

Die Einzelheiten der Beteiligung richten sich nach den jeweiligen Anleihebedingungen, in denen die Modalitäten wie die Höhe der Zinsen, Zahlungsvoraussetzungen, Laufzeit etc. geregelt sind. Die Vermögensanlagen sind festverzinslich.¹²

Die Anleger erzielen mit ihrer Beteiligung an der Cleantech Infrastruktur GmbH¹³ Einkünfte aus Kapitalvermögen.

Das vorliegende Angebot richtet sich ausschließlich an Anleger, die ihren Wohnsitz bzw. Gesellschaftssitz in der Bundesrepublik Deutschland haben. Ein gleichzeitiges Angebot in anderen Staaten erfolgt nicht und ist auch nicht vorgesehen.

2.1.3 Verzinsung

Die Namensschuldverschreibungen sind ab dem 01. Juli 2011, frühestens jedoch ab dem Tag des Geldeinganges auf dem Konto der Anleiheschuldnerin mit einem festen Zinssatz zu verzinsen. Der monatliche Zinssatz ist abhängig von der jeweiligen Anleihe und beträgt von 3,75%/12 bis 4,85%/12 des Nennbetrages.¹⁴

¹⁻² Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurde die Änderung des Nennbetrags in Euro 500,- beschlossen. Zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung sowie der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 betrug der Nennbetrag bei allen drei Namensanleihen/Serien Euro 1.000,-.

³⁻⁵ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 sowie den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: die Bezeichnung der angebotenen Anleihen lautete zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/2“, ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4“ und „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/8“ und zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 „Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2“, „Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4“ und „Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8“ und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: Fn 3 – „ThomasLloyd Festzins 6“, Fn 4 – „ThomasLloyd Festzins 12“, Fn 5 – „ThomasLloyd Festzins 24“).

^{5a} Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016.

⁶ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurde die Änderung der Mindestzeichnungssumme beschlossen. Zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung sowie der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 betrug die Mindestzeichnungssumme insoweit bei allen drei Namensanleihen/Serien je Euro 3.000,- zzgl. Ausgabeaufschlag (Agio). Durch Beschluss der Emittentin vom 29. Februar 2016 wurde die Mindestzeichnungssumme geändert (ursprünglich: „Euro 5.000,- bei der Serie ThomasLloyd Festzins 6, Euro 2.500,- bei der Serie ThomasLloyd Festzins 12 und Euro 2.500,- bei der Serie ThomasLloyd Festzins 24“).

⁷ Ergänzt durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012.

⁸ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurde der Wegfall des Agios beschlossen. Zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung sowie der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 betrug der Ausgabeaufschlag insoweit bei allen drei Namensanleihen/Serien 100% zzgl. Ausgabeaufschlag (Agio). Bedingt dadurch ist zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 2 folgende Passage weggefallen: „Als einmaliger Ausgabeaufschlag fällt ein Agio an. Die Höhe des Agios ist abhängig von der jeweils gezeichneten Anleihe und beträgt von bis 3,75% bis zu 7,5% des Nennbetrages.“

⁹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurde der Wegfall des Agios beschlossen. Bedingt dadurch ist zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 2 folgende Passage weggefallen: „Entsprechend der Mindestzeichnungssumme beträgt der Erwerbspreis Euro 3.000,-, wobei mit dem Erwerb weitere anleiheabhängige Kosten (Agio) in Höhe von bis zu 7,5% des Erwerbspreises verbunden sind.“ Weitere Änderung durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Entsprechend der Mindestzeichnungssumme beträgt der Erwerbspreis Euro 5.000,- bei der Serie ThomasLloyd Festzins 6, Euro 2.500,- bei der Serie ThomasLloyd Festzins 12 sowie Euro 2.500,- bei der Serie ThomasLloyd Festzins 24“).

^{10, 11, 13} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

¹² Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurde die Änderung des Zinssatzes beschlossen. Der bisherige Zusatzzins ist weggefallen. Bedingt dadurch ist zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 2 folgende Passage weggefallen: „Die Vermögensanlagen sind festverzinslich, wobei neben einem Mindestzins ein Zusatzzins gewährt wird.“

¹⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurde die Änderung des Zinssatzes beschlossen. Der bisherige Zinssatz hat sich der Höhe nach verändert und der Zusatzzins ist weggefallen. Bedingt dadurch wurde durch den Nachtrag Nr. 2 folgende Passage geändert bzw. ist weggefallen: „Die Namensschuldverschreibungen sind ab dem 01. Juli 2011, frühestens jedoch ab dem Tag des Geldeinganges auf dem Konto der Anleiheschuldnerin mit einem Mindestzins zu verzinsen. Der monatliche Mindestzinssatz ist abhängig von der jeweiligen Anleihe und beträgt von 2,75%/12 bis 5%/12 des Nennbetrages. Zudem wird ein monatlicher Zusatzzinssatz gewährt, welcher dem zwölften Teil vom Hauptrefinanzierungszinssatz der EZB und – je nach Anleihe – 0,5% bis 1,75% des Nennbetrages abzüglich des jeweiligen Mindestzinssatzes jedoch mindestens 0% entspricht.“

2.1.4 Zinslauf, Fälligkeit

Der Zinslauf der Namensschuldverschreibungen beginnt (einschließlich) am 1. eines jeden Monats und endet (einschließlich) am Monatsultimo desselben Monats. Der erste Zinslauf beginnt am 01. Juli 2011 und der letzte Zinslauf endet mit Ablauf der Laufzeit durch wirksame Kündigung, auch wenn dieser Tag kein Bankarbeitstag ist. Bei Ausgabe von Namensschuldverschreibungen nach dem 01. Juli 2011 beginnt der Zinslauf – vorbehaltlich der Einzahlung des Nennbetrags – mit dem ersten Tag des Monats der Zeichnung. Der letzte Zinslauf bleibt unverändert.

Die Zinsen für jeden Zinslauf sind monatlich nachträglich am dritten Bankarbeitstag eines jeden Monats zur Zahlung fällig („Fälligkeitstag“), beginnend am 03. August 2011. Für den letzten Zinslauf ist die Zahlung der Zinsen zusammen mit der Rückzahlung fällig („letzter Fälligkeitstag“).

2.1.5 Rückzahlung

Die Anleiheschuldnerin ist verpflichtet, die Namensschuldverschreibungen nach Ablauf der Laufzeit durch wirksame Kündigung zurückzuzahlen. Die Laufzeit ist bei allen drei Anleihen unbestimmt und endet grundsätzlich nach Ablauf der jeweiligen Mindestlaufzeit durch wirksame Kündigung.

2.1.6 Nachrangigkeit, Fälligkeitsvorbehalt

Die Teilschuldverschreibungen samt Zinszahlungen begründen bedingte, unmittelbare, nachrangige und nicht dinglich besicherte Verbindlichkeiten der Anleiheschuldnerin, die untereinander und mit allen anderen nachrangigen und nicht dinglich besicherten Verpflichtungen in gleichem Rang stehen, sofern diese nicht kraft Gesetzes Vorrang haben. Die Forderungen aus den Teilschuldverschreibungen treten deshalb gegenüber allen anderen Ansprüchen von Gläubigern gegen die Anleiheschuldnerin im Rang zurück.

Die Fälligkeit der Zahlung von Zins und Tilgung steht unter dem Vorbehalt, dass bei der Anleiheschuldnerin durch die Zahlung von Zins und Tilgung ein Insolvenzeröffnungsgrund nicht herbeigeführt wird. Zahlung von Zins und Kapital erfolgt im Fall der Eröffnung des Insolvenzverfahrens über das Vermögen der Anleiheschuldnerin oder ihrer Liquidation erst nach Befriedigung aller nicht nachrangigen Gläubiger.

Die Teilschuldverschreibungen begründen keinen Anspruch auf Teilnahme am Liquidationserlös im Falle der Auflösung der Anleiheschuldnerin.

2.1.7 Nachzahlungsanspruch

Es besteht ein Nachzahlungsanspruch der Anleger aufgrund des Fälligkeitsvorbehaltes nicht gezahlter Zinsen.

2.1.8 Übertragbarkeit

Die Übertragung der Rechte des Anleihegläubigers aus den Teilschuldverschreibungen erfolgt durch Abtretung und ist in einem Vielfachen des Nennbetrages von Euro 500,- – mindestens Euro 1.000.000,- bei CTI 1 D SP und Euro 10.000,- bei CTI 1 D und Euro 5.000,- bei CTI 2 D – möglich.¹

2.2. Die Geschäftstätigkeit und Emittentin im Überblick

Emittentin	Cleantech Infrastruktur GmbH ² /Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht mit Sitz in Frankfurt am Main
Operative Tätigkeit	Keine; ausschließlich Zweckgesellschaft zur Begebung von Anleihen und Erwerb von Finanzanlagen der ThomasLloyd Group Ltd ³
Organe	Geschäftsführer, Gesellschafterversammlung
Geschäftsführer	Matthias Klein ^{3a}
Stammkapital	Euro 25.000,-
Geschäftsfelder	Verwaltung eigenen Vermögens ausschließlich durch den Erwerb, das Halten und die Veräußerung von Finanzanlagen an verbundenen Unternehmen, insbesondere der ThomasLloyd Group Ltd ⁴ mit Sitz in London, UK; wobei die ThomasLloyd Group Ltd ⁵ alle operativen Kosten der Emittentin übernimmt und eine Patronatserklärung gegenüber der Emittentin abgegeben hat

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 aufgrund der Änderung der bisherigen Mindestzeichnungssumme von je Euro 3.000,- und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Die Übertragung der Rechte des Anleihegläubigers aus den Teilschuldverschreibungen erfolgt durch Abtretung und ist in einem Vielfachen des Nennbetrages – mindestens Euro 5.000,- bei ThomasLloyd Festzins 6 und Euro 2.500,- davon bei ThomasLloyd Festzins 12 und 24 davon – möglich.“).

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

^{3,5} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

^{3a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Klaus-Peter Kirschbaum“).

2.2.1 Geschäftsbereich(e)

Der Geschäftsbereich der Emittentin ist die Verwaltung eigenen Vermögens ausschließlich durch den Erwerb, das Halten und die Veräußerung von Finanzanlagen an verbundenen Unternehmen, insbesondere der ThomasLloyd Group Ltd¹ (im Folgenden auch „Zielgesellschaft“ genannt) mit Sitz in London, UK. Die Emittentin verwaltet somit ausschließlich ihr eigenes Vermögen und bringt die hierfür erforderlichen Mittel mittels des vorliegenden öffentlichen Angebots von Vermögensanlagen auf.

Die Emittentin plant ausschließlich in den Erwerb von Anleihen der Zielgesellschaft zu investieren.

2.2.2 Know-how

Die ThomasLloyd Group, welcher die Emittentin angehört (siehe Punkt 8.5. Konzernstruktur, Seite 44), ist eine global tätige Investment- und Beratungsgesellschaft, die sich ausschließlich auf den Infrastruktur Sektor in Asien spezialisiert hat, welche^{1a} Dienstleistungen und Produkte entlang der gesamten Wertschöpfungskette des Sektors für Marktteilnehmer wie Privatkunden, Unternehmen und Projektentwickler bis hin zu institutionellen Investoren anbietet.

2.3. Anlageziele, Anlageobjekte im Überblick

Die Cleantech Infrastruktur GmbH² beabsichtigt, das Anleihekaptal (das den Nettoeinnahmen entspricht) aus dem Angebot entsprechend ihrem Gesellschaftszweck in Finanzanlagen, insbesondere in die^{2a} ThomasLloyd Group Ltd³ (Anlageobjekt) zu investieren.

Hierbei sollen entsprechend dem Mittelzufluss aus dem vorliegenden Angebot die Erlöse dieser Emissionen ausschließlich in drei im Wesentlichen inhaltsgleich ausgestaltete Anleihen der ThomasLloyd Group Ltd⁴ investiert werden. Die der Emittentin zustehende Forderung gegenüber der Zielgesellschaft beinhaltet plangemäß aus den drei Anleihen resultierende Zinsforderungen gegenüber der Zielgesellschaft.

Die zukünftige Geschäftsentwicklung der Emittentin wird maßgeblich von dem Erfolg ihrer Investitionstätigkeit und somit vom Erfolg der Zielgesellschaft abhängen.

Die Zielgesellschaft investiert ihrerseits gemäß Entscheidung ihres Board of Directors sowohl in operativ tätige Unternehmen der ThomasLloyd Group, die hauptsächlich im Bank- und Finanzdienstleistungsbereich, dem Cleantech-Sektor und den Bereich erneuerbarer Energien tätig sind, als auch in den Erwerb solcher. Dies geschieht im Rahmen allgemeiner Unternehmens-/Mezzanine-Finanzierungen (z.B. Kapitalerhöhungen, Eigenkapital- und Fremdkapitalinstrumente, Umfinanzierungen⁵). Überschüssige Liquidität veranlagt die Zielgesellschaft direkt an den internationalen Kapitalmärkten im Rahmen eines Risiko- und Liquiditätsmanagements.

2.4. Emissionskosten⁶

Es entstehen bei der Emittentin keine vom Platzierungserfolg abhängigen Emissionskosten. Für die Vermittlung der Vermögensanlage werden keine Vergütungen (Abschlussprovisionen) gewährt.

2.5. Stand des Prospektes und Dauer des Angebotes

Datum der Aufstellung des Verkaufsprospektes der Cleantech Infrastruktur GmbH⁷ ist der 10. Juni 2011 (in der Fassung des Nachtrags Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 sowie des Nachtrags Nr. 2 vom 14. September 2012 und des Nachtrags Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 und des Nachtrags Nr. 4 vom 29. Februar 2016).

Das öffentliche Angebot der Namensschuldverschreibungen beginnt gemäß § 9 Abs. 1 VerkProspG einen Werktag nach Veröffentlichung dieses Verkaufsprospektes und endet mit Vollplatzierung, spätestens am 31. Dezember 2018⁸. Die Emittentin ist durch Beschluss der Geschäftsführung ohne Angabe von Gründen und ohne Zustimmung der Anleger berechtigt, die Zeichnung vorzeitig zu schließen bzw. die Zeichnungsfrist zu verlängern.

Soweit während der Zeichnungsfrist Veränderungen eintreten, die für die Beurteilung der Emittentin oder der Vermögensanlage von wesentlicher Bedeutung sind, werden diese unverzüglich in einem Nachtrag zu diesem Verkaufsprospekt veröffentlicht.

^{1,3,4} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

^{1a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „... ist ein auf den Bereich Erneuerbare Energien und den Cleantech Sektor spezialisiertes globale Investment Banking und Investment Management Unternehmen, welches...“).

^{2,7} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

^{2a} Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016.

⁵ Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013.

⁶ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012. Die zum Zeitpunkt der Prospekterstellung sowie der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 gültige Fassung des gesamten Abschnitts „2.4. Emissionskosten“ ist im Abschnitt „18. Anhang“ auf Seite 117 abgedruckt.

⁸ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: „2013“) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „2015“).

3. RISIKEN DER VERMÖGENSANLAGE

3.1. Grundsätzliche Risikoerwägungen

Bei dem vorliegenden Beteiligungsangebot handelt es sich um eine langfristige unternehmerische Beteiligung an der Cleantech Infrastruktur GmbH¹, welche mit Risiken verbunden ist. Auch wenn die angebotenen Namensschuldverschreibungen festverzinslich sind, tätigt ein Anleger der vorliegenden Vermögensanlage eine Investition, deren zukünftige Entwicklung nicht vorhersehbar ist. Eine gesetzliche oder anderweitige Einlagensicherung besteht nicht. Der Kapitalanleger sollte daher die nachfolgenden Risikobelehrungen vor dem Hintergrund der übrigen Angaben in diesem Prospekt aufmerksam lesen und bei seiner Entscheidung entsprechend berücksichtigen. Insbesondere sollte die Beteiligung des Anlegers seinen wirtschaftlichen Verhältnissen entsprechen und seine Einlagenhöhe nur einen unwesentlichen Teil seines übrigen Vermögens ausmachen.

Im Folgenden werden die wesentlichen rechtlichen und tatsächlichen Risiken dargestellt, die für die Bewertung der Vermögensanlage von wesentlicher Bedeutung sind sowie die Risikofaktoren, die die Fähigkeit der Cleantech Infrastruktur GmbH² beeinträchtigen können, die kalkulierten Ergebnisse zu erwirtschaften und die kalkulierten Zinsen auszuschütten. Die Reihenfolge der aufgeführten Risiken lässt keine Rückschlüsse auf mögliche Eintrittswahrscheinlichkeiten oder das Ausmaß einer potenziellen Beeinträchtigung zu.

Es kann nicht ausgeschlossen werden, dass zusätzliche Risiken sich auch aus der individuellen Situation des Anlegers ergeben können. Daher sollte der Anleger alle Risiken unter Berücksichtigung seiner persönlichen Verhältnisse prüfen und gegebenenfalls individuellen fachlichen Rat einholen.

Der Eintritt einzelner oder das kumulative Zusammenwirken verschiedener Risiken kann erhebliche nachteilige Auswirkungen auf die Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Cleantech Infrastruktur GmbH³ haben, mit der Folge, dass sie nicht oder nur eingeschränkt in der Lage ist, die in Aussicht gestellten Zinsen sowie die Rückzahlung des Kapitals zu erwirtschaften.

3.2. Maximalrisiko

Das Hauptrisiko der hier angebotenen Kapitalanlage liegt in der wirtschaftlichen Entwicklung der Emittentin. Deshalb verbindet sich mit dieser Kapitalanlage das **Risiko des Teil- oder sogar des Totalverlustes des eingesetzten Kapitals und (noch) nicht ausgeschütteter Zinsen**. Dieses Risiko besteht vornehmlich bei einem negativen Verlauf der Investitionen bzw. einer Insolvenz der Emittentin.

Risiken, die nicht nur zu einem Verlust des gesamten Anlagebetrages führen, sondern auch das weitere Vermögen des Anlegers gefährden und damit das maximale Risiko für einen Anleger darstellen, können eintreten, wenn der Anleger seine Vermögensanlage fremdfinanziert und er wirtschaftlich nicht in der Lage ist, die sich aus der Fremdfinanzierung ergebenden Verbindlichkeiten unabhängig von der Entwicklung seiner Vermögensanlage zu bedienen und ggf. zahlungsunfähig wird.

3.3. Prognose- und Anlagegefährdende Risiken

Im Folgenden werden die Risiken dargestellt, durch deren Realisierung die prognostizierten Ergebnisse durch die Emittentin nicht erzielt werden und dadurch die prognostizierten Ergebnisse des Anlegers geringer ausfallen könnten. Im ungünstigsten Fall könnte die Realisierung eines oder mehrerer der nachfolgend dargestellten Risiken zu einem teilweisen oder vollständigen Verlust der Kapitaleinlage des Anlegers führen.

3.3.1 Rating

Für die Emittentin wurden bis zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung kein Rating zur Bewertung ihrer Zahlungsfähigkeit und kein Emissionsrating in Bezug auf die angebotenen Namensschuldverschreibungen durchgeführt. Eine Beurteilung der angebotenen Beteiligung ist ausschließlich anhand dieses Prospektes und sonstiger öffentlich zugänglicher Informationen über die Emittentin möglich. Es besteht insoweit das Risiko, dass diese Informationen und die Sachkunde des einzelnen Anlegers nicht ausreichen, um eine an den persönlichen Zielen ausgerichtete individuelle Anlageentscheidung zu treffen.

3.3.2 Qualifizierte Beratung

Die Ausführungen in diesem Prospekt ersetzen nicht eine gegebenenfalls notwendige qualifizierte Beratung durch einen Fachmann. Eine Anlageentscheidung sollte nicht alleine aufgrund der Ausführungen in diesem Abschnitt bzw. Prospekt getroffen werden, da die hierin enthaltenen Informationen eine auf die Bedürfnisse, Ziele, Erfahrungen bzw. Kenntnisse und Verhältnisse des individuellen Anlegers zugeschnittene Beratung und Aufklärung nicht ersetzen können. Sollte ein Anleger auf eine entsprechende qualifizierte Beratung verzichten, besteht das Risiko, dass seine eigene Sachkunde zur Einschätzung der angebotenen Namensschuldverschreibungen nicht ausreicht, um eine an den persönlichen Zielen ausgerichtete individuelle Anlageentscheidung zu treffen.

¹⁻³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

3.3.3 Zweckgesellschaft¹

Bei der Emittentin handelt es sich um eine sog. Zweckgesellschaft, die sich ausschließlich über Namensanleihen an der ThomasLloyd Group Ltd. beteiligt. Die Emittentin entfaltet deshalb keine eigene operative Tätigkeit. Dies kann bei Ausbleiben von Erträgen aus den Namensanleihen dazu führen, dass die Geschäftsergebnisse der Emittentin hinter den Prognosen zurück blieben. Dies hätte für den Anleger geringere Zinsen zur Folge bzw. kann auch zum Verlust des eingesetzten Kapitals führen.

3.3.4 Schlüsselpersonen

Durch den Verlust von Kompetenzträgern der Emittentin besteht das Risiko, dass Fachwissen nicht mehr zur Verfügung steht und somit ein qualifiziertes Investitions- und Risikomanagement nicht mehr in vollem Umfang gewährleistet ist. Der Verlust solcher unternehmenstragenden Personen könnte einen nachteiligen Effekt auf die wirtschaftliche Entwicklung der Emittentin haben. Es besteht das Risiko, dass die Emittentin weniger Gewinne und daher geringere Zinsen für den Anleger oder Verluste erwirtschaften würde, an denen der Anleger teilnehmen würde.

3.3.5 Interessenkonflikte

Wegen der (teilweise bestehenden) Personenidentität der jeweiligen Funktionsträger bestehen im Hinblick auf die Emittentin Verflechtungstatbestände in rechtlicher, wirtschaftlicher und/oder personeller Art. Es ist daher grundsätzlich nicht auszuschließen, dass die Beteiligten bei der Abwägung der unterschiedlichen, ggf. gegenläufigen Interessen nicht zu den Entscheidungen gelangen, die sie treffen würden, wenn ein Verflechtungstatbestand nicht bestünde. Im gleichen Maße könnten hierdurch auch die Erträge der Emittentin – und damit die Zinsen der Anleger – betroffen sein.

Angabepflichtige Verflechtungstatbestände in rechtlicher, wirtschaftlicher und/oder personeller Hinsicht bestehen bei der Emittentin dahingehend, dass Herr Klaus-Peter Kirschbaum bis zum 06. Januar 2016 Geschäftsführer der Emittentin war und als Head of Corporate Center und als Mitglied des Board of Directors der ThomasLloyd Group Ltd tätig ist. Schließlich ist er Geschäftsleiter bei weiteren Tochtergesellschaften der ThomasLloyd Holdings Ltd. und der ThomasLloyd Group Ltd, die teilweise auch Emittenten von Vermögensanlagen und/oder Wertpapieren sind und/oder waren und/oder mit der Vertrieb der Vermögensanlage betraut sind. Herr Matthias Klein ist seit dem 16. Dezember 2015 Geschäftsführer der Emittentin und Geschäftsleiter bei weiteren Tochtergesellschaften der ThomasLloyd Holding Ltd. und der ThomasLloyd Group Ltd., die Emittenten von Vermögensanlagen und/oder Wertpapieren sind und/oder waren und/oder mit dem Vertrieb der Vermögensanlage betraut sind.⁵ Ferner ist Herr T.U. Michael Sieg Chief Executive Officer der ThomasLloyd Gruppe und Chairman des Board of Directors der ThomasLloyd Group Ltd⁶, der Patronin der Emittentin und derzeitiger alleiniger stimmberechtigter^{6a} Anteilseigner der ThomasLloyd Group Ltd⁷ sowie der ThomasLloyd Holdings Ltd.

Weiterhin ist die Zielgesellschaft und die Patronin, die ThomasLloyd Group Ltd⁸, alleinige Anteilseignerin der Emittentin.

3.3.6 Vertrieb

Für die Platzierung der mit diesem Prospekt angebotenen Namensschuldverschreibungen besteht keine Platzierungsgarantie. Zur Aktivierung des Vertriebs wäre die Emittentin möglicherweise angewiesen, höhere Vertriebsprovisionen zu vereinbaren, weitere Marketingmaßnahmen zu ergreifen bzw. zusätzliche oder abgeänderte Produktvarianten zu entwickeln.⁹ Derartige Maßnahmen sind üblicherweise mit z.T. erheblichen Kosten verbunden, wodurch vor allem die beteiligungstypischen Nebenkosten ansteigen würden und sich insbesondere die kalkulierten Zinszahlungen der ThomasLloyd Group Ltd und somit mittelbar der Emittentin¹⁰ vermindern könnten.

Außerdem besteht am außerbörslichen Kapitalmarkt ein umfassendes Angebot an alternativen Produkten, so dass nicht auszuschließen ist, dass es der Emittentin nicht gelingt, ausreichende Vertriebskapazitäten zu akquirieren. Dies hätte einen gegenüber der Prognose ggf. stark verminderten Zufluss von Anlegergeldern zur Folge, so dass die kalkulierten Renditen für den Anleger nicht erwirtschaftet werden könnten und/oder die Rückzahlung des platzierten Kapitals an den Anleger nicht möglich wäre.

¹ Absatz geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Die Aufnahme der operativen Geschäftstätigkeit erfolgte im Mai 2011 mit der wirtschaftlichen Neugründung des Unternehmens. Es handelt sich bei der Gesellschaft also um ein junges Unternehmen. Die Erfolgsaussichten der Cleantech Infrastruktur GmbH1 können nur unter Berücksichtigung der Risiken, Aufwendungen und Schwierigkeiten beurteilt werden, die bei Unternehmen, die in neuen und innovativen Märkten tätig sind, auftreten. Den bisher erzielten Geschäftsergebnissen kommt somit nur ein begrenzter Aussagegehalt zu und sie können nicht als Indikator künftiger Ergebnisse gewertet werden. Werden diese Risiken aus dem kurzen Bestehen der Emittentin von der Geschäftsführung nicht gemeistert, kann dies zu Geschäftsergebnissen führen, die hinter den Prognosen zurückbleiben. Dies hätte für den Anleger geringere Zinsen zur Folge bzw. kann auch zum Verlust des eingesetzten Kapitals führen.“).

² Geändert durch Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich „Investment Management“).

^{3,4,6,7,8} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

⁵ Eingefügt durch Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „dass der Geschäftsführer der Emittentin, Herr Klaus-Peter Kirschbaum, zugleich innerhalb der ThomasLloyd-Gruppe als Head of Corporate Center2 tätig ist und Mitglied des Board of Directors der ThomasLloyd Group Ltd3, der Patronin der Emittentin, sowie Mitglied des Verwaltungsrates und Vorsitzender der Geschäftsleitung der ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG, Zürich, ist. Schließlich ist er Geschäftsführer oder Vorstand bei allen Tochtergesellschaften der ThomasLloyd Holdings Ltd., einer Schwestergesellschaft der ThomasLloyd Group Ltd4., die teilweise auch Emittentin von Vermögensanlagen und Wertpapieren sind und/oder waren und/oder dem Vertrieb von Vermögensanlagen betraut sind.“).

^{6a} Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016.

⁹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „Zur Aktivierung des Vertriebs wäre die Emittentin ursprünglicherweise angewiesen, höhere als die kalkulierten Vertriebsprovisionen zu vereinbaren, ...“).

¹⁰ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „Ausschüttungen“).

3.3.7 Planungsunsicherheiten

Die Kalkulationen der Emittentin berücksichtigen die Erwartungen der Emittentin zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung auf der Grundlage von Branchenberichten und/oder Marktanalysen. Daher bestehen hinsichtlich des zukünftigen Eintritts der kalkulierten Entwicklung der Vermögens-, Finanz- und Ertragslage Unwägbarkeiten in einem nicht genau bezifferbaren Umfang. Dies hätte einen gegenüber der Prognose ggf. stark verminderten Zufluss von Anlegergeldern zur Folge, so dass die kalkulierten Renditen für den Anleger nicht erwirtschaftet werden könnten und/oder die Rückzahlung des platzierten Kapitals an den Anleger nicht möglich wäre.

3.3.8 Liquidität

Das Erreichen der Gewinnziele sowie die Angaben zu der Kapitalrückzahlung haben darüber hinaus die Aufrechterhaltung einer ausreichenden Liquidität sowie die Erhaltung des Patronats durch die ThomasLloyd Group Ltd¹. zur Voraussetzung. Es besteht folglich das Risiko, dass die Liquiditätslage der Gesellschaft möglicherweise die Auszahlung nur teilweise oder auf Zeit nicht zulässt. Des Weiteren besteht keine Sicherheit hinsichtlich der angenommenen Ertragsersparungen, so dass auf die unten beschriebenen Risiken aus der Geschäftstätigkeit der Emittentin hinzuweisen ist, die für Anleger zu den dort beschriebenen negativen Folgen führen können.

Da das von den Anlegern eingezahlte Kapital in das Vermögen der Emittentin fließt und damit sowohl für investive Zwecke als auch zur Finanzierung laufender Kosten der Emittentin eingesetzt wird, kann das Beteiligungskapital nicht in der Gesamtheit sofort wertbildend investiert werden, sondern wird (auch) zur Finanzierung von Verwaltungskosten² verwendet. Soweit der Emittentin nur wenig Kapital aus dieser Emission zufließt und die Kostenübernahmeverpflichtung durch die ThomasLloyd Group Ltd³ nicht erfüllt wird, besteht das Risiko, dass dieses weitgehend oder vollständig für die mit der Emission verbundenen Kosten verbraucht wird und für Investitionen nicht zur Verfügung steht. Dies hat zur Folge, dass die Emittentin die in diesem Prospekt dargestellten Investitionen ggf. nicht vornehmen und ihre wirtschaftlichen Ziele nicht realisieren kann, so dass die kalkulierten Renditen für den Anleger nicht erwirtschaftet werden könnten.

3.3.9 Kürzungs- und Schließungsmöglichkeit

Die Emittentin ist berechtigt jederzeit und ohne die Angabe von Gründen, Zeichnungen, Anteile oder Beteiligungen zu kürzen. Des Weiteren ist die Emittentin durch Beschluss des Geschäftsführers ohne Angabe von Gründen und ohne Zustimmung der Anleger berechtigt, die Zeichnungsfrist zu verkürzen. Insoweit besteht das Risiko, dass dem Anleger nicht die gezeichnete Anzahl von Namensschuldverschreibungen zugeteilt wird und die Anlage eine geringere als die bei der Zeichnung erwartete Rendite aufweist.

Stellt die Emittentin die Platzierung der angebotenen Beteiligung vor der Zeichnung der gesamten Tranche ein, steht ihr nicht das den Kalkulationen zu Grunde gelegte Kapital für Investitionen zur Verfügung. Dies kann dazu führen, dass nicht die angestrebten Erträge für die Emittentin und damit auch für den Anleger erwirtschaftet werden können.

3.3.10 Bindungsfrist des Kapitals und Kündigung

Nach der Abgabe der Zeichnungserklärung ist ein Rücktritt vom Vertrag bzw. Widerruf der Erklärung – soweit nicht gesetzlich zwingend vorgeschrieben – nicht möglich.

Eine Beendigung der Beteiligung ist bei Zeichnung im Jahr 2016⁴ frühestens nach Ablauf der anleiheabhängigen Mindestlaufzeiten unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von 30, 60 oder 90 Tagen⁵ möglich. Der von dem Anleger eingezahlte Nennbetrag unterliegt demnach einer Bindungsdauer von mindestens sechs, zwölf oder 24 Monaten⁶, so dass der Anleger nicht vorzeitig über sein eingesetztes Kapital verfügen kann.

Der Namensschuldverschreibungs-Inhaber kann die Beteiligung nach Ablauf der Mindestlaufzeit kündigen. Sofern die Emittentin ihr vorzeitiges Kündigungsrecht ausübt, obwohl der Anleger seine Beteiligung über die Mindestlaufzeit beibehalten möchte, besteht für ihn das Risiko, dass seine Anlage eine geringere als die von ihm erwartete Rendite aufweist.

3.3.11 Rangstellung

Die Anleger können nicht von der Emittentin verlangen, dass ihre Zinsen- und Rückzahlungsansprüche gegenüber anderen Ansprüchen vorrangig ausgezahlt werden, soweit diese anderen Ansprüche im gleichen Rang mit den Ansprüchen dieser Namensschuldverschreibungen stehen, auch nicht gegenüber Anlegern aus weiteren, von der Emittentin begebenen Namensschuldverschreibungen.

Im Falle der Insolvenz oder Liquidation der Emittentin sind die Ansprüche der Anleger erst nach einer etwaigen Befriedigung dinglich gesicherter Ansprüche anderer Gläubiger (z.B. Kreditinstitute) sowie anderer nicht nachrangiger Gläubiger (z.B. Lieferanten) zu bedienen. Es besteht für Anleger im Falle der Insolvenz oder Liquidation der Emittentin das Risiko, dass die verbleibende Vermö-

^{1,3} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 aufgrund des Wegfalls von Provisionskosten (ursprünglich: „Emissions-, Vertriebs- und Verwaltungskosten“).

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 und den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 aufgrund des Nachtragsdatums (ursprünglich „2011 und vorher 2012“) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „2013“).

^{5,6} Geändert aufgrund der Änderung der Mindestlaufzeiten und Kündigungsfristen (ursprünglich: „Kündigungsfrist von sechs bis zwölf Monaten“ und „einer langfristigen Bindungsdauer von mindestens zwei, vier oder acht Jahren“).

gensmasse der Emittentin nicht ausreicht, um auch die nachrangigen Ansprüche der Anleger auf Rückzahlung der Namensschuldverschreibungen und gegebenenfalls Zahlung ausstehender Zinsen (vollständig) zu bedienen.

3.3.12 Mitwirkungs- und Vermögensrechte

Die Namensschuldverschreibungen begründen ausschließlich schuldrechtliche Ansprüche gegenüber der Emittentin. Die Namensschuldverschreibungen gewähren keine Teilnahme-, Mitwirkungs- und Stimmrechte oder Vermögensrechte in Bezug auf die Emittentin, so dass der Anleger Geschäftsführungsmaßnahmen nicht beeinflussen kann. Insoweit besteht das Risiko, dass von der Geschäftsführung Entscheidungen getroffen werden, die dem Interesse des einzelnen Anlegers entgegenstehen.

Den Anlegern stehen keine Mitwirkungsrechte in Bezug auf die Änderung der gesellschaftsrechtlichen Grundlagen der Emittentin (Satzung) zu, so dass eine Änderung der Satzung, insbesondere eine etwaige Neuausrichtung bei der Geschäftstätigkeit, nicht der Zustimmung der Anleger bedarf.

Der Anleger ist grundsätzlich nicht an den stillen Reserven beteiligt. Damit erhöhen von der Emittentin gebildete stille Reserven nicht die Höhe der Zinsen der Anleger.

3.3.13 Verwässerung

Die Emittentin ist berechtigt, weiteres Kapital aufzunehmen, das im gleichen Rang mit den Namensschuldverschreibungen steht oder im Rang den Namensschuldverschreibungen vorgeht. Ein Bezugsrecht besteht in diesem Fall für die Anleger nicht, so dass das Risiko besteht, dass die Höhe der Zinsen durch die Aufnahme weiteren Kapitals geringer als kalkuliert ausfallen.

3.3.14 Steuern

Zukünftige Änderungen der Steuergesetze sowie abweichende Gesetzesauslegungen durch Finanzbehörden und -gerichte können nicht ausgeschlossen werden. Insoweit können für die Emittentin nachteilige Änderungen des Steuerrechts negative Auswirkungen auf die Geschäftstätigkeit und/oder Ertragslage der Emittentin haben und somit zu einer Verringerung der Zinsen führen.

Für die Gesellschaft hat bis zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung (Februar 2016)¹ noch keine steuerliche Betriebsprüfung stattgefunden. Es kann nicht ausgeschlossen werden, dass auf Grund abweichender Beurteilung der Sach- und Rechtslage durch die Steuerbehörden die Emittentin Steuernachzahlungen zu leisten hat, was sich negativ auf die Ertragslage der Emittentin und damit auch auf die Zinsen der Anleger auswirken könnte.

3.3.15 Gesetz

Die Gesetzgebung unterliegt einem ständigen Wandel. So können Maßnahmen der Gesetz- und Verordnungsgeber auf Bundes- und/oder Landes- bis hin zur Kommunalebene die Markt- und Wettbewerbsverhältnisse beeinflussen und sich negativ auf die Geschäftstätigkeit und/oder wirtschaftliche Situation der Emittentin auswirken. Es besteht grundsätzlich die Möglichkeit, dass auf Grund derartiger gesetzgeberischer Maßnahmen insbesondere im Bankaufsichtsbereich das Unternehmen zur Umstellung, Reduzierung oder auch der Einstellung einzelner geschäftlicher Aktivitäten gezwungen ist. Aufgrund dessen besteht das Risiko, dass die Emittentin weniger Gewinne und daher geringere Zinsen für den Anleger oder Verluste erwirtschaften würde, an denen der Anleger teilnehmen würde.

3.3.16 Prognosen

Dieser Prospekt enthält zukunftsgerichtete Aussagen in Form von Prognosen, die mit Unsicherheiten verbunden sind. Diese beruhen auf den gegenwärtigen Einschätzungen, Annahmen, Marktbeobachtungen und Erwartungen der Emittentin. Es handelt sich bei den Prognosen um subjektive Einschätzungen der Emittentin und nicht um wissenschaftlich gesicherte Annahmen und Vorhersagen oder feststehende Tatsachen. Die Prognosen können sich somit als unzutreffend erweisen.

Es wird darauf hingewiesen, dass eine Vielzahl von Faktoren dazu führen kann, dass die tatsächliche, künftige Entwicklung der Beteiligung erheblich von den abgebildeten Prognosen abweicht.

3.3.17 Geschäftstätigkeit

Im Folgenden werden die Risiken dargestellt, welche sich speziell aus der unternehmerischen Tätigkeit der Emittentin ergeben.

3.3.17.1 Bonitäts-/Emittentinrisiko

Die Rückzahlung des gezeichneten Kapitals nebst Zinsen hängt vom wirtschaftlichen Erfolg der Emittentin ab. Diese steht wiederum in Abhängigkeit vom wirtschaftlichen Erfolg der Zielgesellschaft oder anderer Projekte, an denen die Emittentin sich möglicherweise beteiligt. Sollte der wirtschaftliche Erfolg auf Ebene einer oder mehrerer Zielgesellschaften und hierdurch auf der Ebene der Emittentin ausbleiben, kann dies daher negative Auswirkungen auf die Ansprüche des Anlegers auf Rückzahlung des Kapitals und

¹ Geändert um den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 und den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 aufgrund des Nachtragsdatums (ursprünglich: „Juni 2011“ und vorher: „14. September 2012“) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Oktober 2013“).

der Bezahlung von Zinsen haben. Eine wirtschaftlich negative Entwicklung kann insbesondere auch die Insolvenz der Emittentin und damit den ganzen oder teilweisen Ausfall der Anleger mit ihren Rückzahlungsansprüchen zur Folge haben. Darüber hinaus ist es dann möglich, dass der Insolvenzverwalter durch die Emittentin geleistete Zinszahlungen von den Anlegern zurückfordert.

3.3.17.2 Risiken des Anlageobjekts

Die Emittentin beabsichtigt den Emissionserlös in die ThomasLloyd Group Ltd¹ (Zielgesellschaft) über nachrangige Anleihen zu investieren. Demnach ist die Emittentin im Verhältnis zur ThomasLloyd Group Ltd² ebenfalls den anleihespezifischen Risiken (siehe Punkt 3.3.18) ausgesetzt.

3.3.17.3 Risiko der Geschäftstätigkeit der Emittentin

Die Emittentin verwaltet ausschließlich ihr eigenes Vermögen und bringt die hierfür erforderlichen Mittel mittels öffentlicher Angebote der vorliegenden Vermögensanlagen auf. Insoweit hängt der wirtschaftliche Erfolg der Emittentin allein von dem wirtschaftlichen Erfolg der noch vorzunehmenden Finanzanlagen ab. Etwaige negative Entwicklungen bei diesen Finanzanlagen können nicht durch Erträge aus anderen Geschäftszweigen ausgeglichen werden. Darüber hinaus besteht das Risiko, dass durch die Aufnahme weiteren Kapitals und die damit einhergehende Steigerung der Anlegerzahl Verwässerungseffekte hinsichtlich der Zinsansprüche einzelner Anleger entstehen können, d.h. die Höhe des Zinsanspruchs anteilig gemindert werden oder ganz ausfallen könnte.

3.3.17.4 Risiken aus der Geschäftstätigkeit der Zielgesellschaft

Die Emittentin beabsichtigt, den eingezahlten Nennbetrag über die Zeichnung von Anleihen (sog. Anlageobjekt) in die ThomasLloyd Group Ltd³ mit Sitz in Großbritannien zu investieren. Zielgesellschaft ist somit die Muttergesellschaft. Weitere Investitionen sind derzeit nicht geplant, so dass die nachfolgend dargestellten Risiken aus der Geschäftstätigkeit der Zielgesellschaft gleichzeitig die Risiken sind, die sich auf die Finanz-, Ertrags- und Vermögenslage der Emittentin auswirken könnten.

3.3.17.4.1 Risiken aus der Holdingfunktion

Die Zielgesellschaft hält Beteiligungen an Unternehmen, die im Bank- und Finanzdienstleistungsbereich, im Cleantech-Sektor und im Bereich der erneuerbaren Energien tätig sind und wird in diese Beteiligungen oder Projekte weitere Mittel im Rahmen allgemeiner Unternehmens-/Mezzanine-Finanzierungen investieren und gegebenenfalls auch weitere Unternehmensbeteiligungen in den genannten bzw. weiteren Geschäftsbereichen erwerben. Solche Investitionen und Unternehmensbeteiligungen beinhalten bei deren außerplanmäßiger Entwicklung das Risiko, dass Beteiligungserträge aus Verzinsungen, Gewinnbeteiligungen, Beteiligungswerterhöhungen und Veräußerungsgewinnen nicht in der geplanten Höhe, nicht dauerhaft oder überhaupt nicht realisiert werden können. Darüber hinaus besteht das Risiko, dass die in die Beteiligungsunternehmen oder Projekte investierten Mittel teilweise oder vollständig als Folge von negativen Geschäftsentwicklungen bzw. Insolvenzen wertberichtigt werden müssen. Dies könnte dazu führen, dass auf die von der Emittentin gezeichnete Anleihe keine Finanzerträge erzielt werden, so dass sich vollumfänglich das Verlust- und Zahlungsrisiko realisiert.

3.3.17.4.2 Risiken aus der Geschäftstätigkeit der Beteiligungsunternehmen der Zielgesellschaft (Bankenbereich)

Die Beteiligungsunternehmen der Zielgesellschaft sind u.a. im Bank- und Finanzdienstleistungsbereich tätig. In diesen Geschäftsbereichen sind die Beteiligungsunternehmen insbesondere den Risiken ausgesetzt,

- dass sie von ihren Kunden wegen vermeintlicher oder tatsächlicher Beratungsfehler und/oder Prospektmängel und/oder fehlerhaften Erbringens von Finanzdienstleistungen und/oder fehlerhaften Betreibens von Bankgeschäften haftbar gemacht werden. Insoweit ist nicht auszuschließen, dass unvorhersehbare und unabwendbare Risiken oder in der Vergangenheit nicht erkannte Risiken eintreten, so dass eine Inanspruchnahme der Beteiligungsunternehmen durch Kunden nicht ausgeschlossen werden kann. Durch eine vermehrte bzw. großvolumige Inanspruchnahme potenziert sich das Risiko entsprechend und kann zu einer Realisierung der vorstehend unter „Risiken aus der Holdingfunktion“ dargestellten Risiken führen;
- dass die für den Vertrieb bestimmter Assetklassen erforderliche behördliche Genehmigung für gruppenangehörige Unternehmen/Beteiligungsunternehmen nicht erteilt wird oder bereits erteilte Genehmigungen wieder en zogen werden und der Vertrieb einzelner Assetklassen ganz oder teilweise eingestellt werden muss. Gleiches gilt sinngemäß für das Betreiben von Bankgeschäften bzw. der Genehmigung von Produkten bestimmter Assetklassen. Solche Ereignisse können zu einer Realisierung der vorstehend unter „Risiken aus der Holdingfunktion“ dargestellten Risiken führen;
- dass die Mitglieder des Managements oder Anteilseigner der Beteiligungsunternehmen nach Ansicht der Aufsichtsbehörden nicht über die notwendigen fachlichen Qualifikationen bzw. Zuverlässigkeit verfügen, die für das Betreiben von Bankgeschäften und/oder Erbringen von Finanzdienstleistungen erforderlich sind und insoweit die sich unter dem Punkt „Schlüsselpersonenrisiko“ dargestellten Risiken verwirklichen könnten;
- dass die Aufrechterhaltung des operativen Geschäfts der Beteiligungsunternehmen bzw. die Erreichung der strategischen Zielsetzungen der Beteiligungsunternehmen in ausreichendem Maß investitive Finanzmittel voraussetzen. Soweit die hierfür erforderliche Liquidität nicht über die Platzierung der vorliegenden Vermögensanlagen und/oder andere Refinanzierungsmöglichkeiten der Ziel-

^{1,2} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

gesellschaft und Beteiligungsunternehmen dargestellt werden kann, könnte dies zu einer Realisierung der vorstehend unter „Risiken aus der Holdingfunktion“ dargestellten Risiken führen;

- dass aufgrund nachhaltiger negativer Entwicklungen an den Kapitalmärkten einzelne oder im Extremfall alle Beteiligungsunternehmen ihre Geschäftstätigkeit ein- oder umstellen müssen, so dass sich die „Risiken aus der Holdingfunktion“ realisieren könnten.

3.3.17.4.3 Risiken aus der Geschäftstätigkeit der Beteiligungsunternehmen der Zielgesellschaft (Cleantech/Erneuerbare Energien)

Die Zielgesellschaft ist außerdem im Bereich Cleantech und Erneuerbare Energien tätig und investiert hierbei in Projektentwicklungen und/oder Beteiligungen von und/oder an ihrer/-n Tochter- und Enkelgesellschaften, welche ihrerseits im Bereich Cleantech tätig sind, ist die Emittentin mittelbar auch von den Rahmenbedingungen und der Marktentwicklung des Cleantech-Marktes abhängig und somit den Risiken des Geschäftsbereichs Cleantech ausgesetzt, so dass neben den bereits beschriebenen Risiken aus der Holdingfunktion die nachfolgend aufgeführten, branchenspezifischen Risiken, die die Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Beteiligungen der Zielgesellschaft und dadurch mittelbar der Emittentin beeinträchtigen können, eintreten können.

Bei Eintritt eines oder mehrerer der nachstehenden Risiken und einer damit verbundenen negativen Entwicklung der Zielgesellschaft besteht daher das Risiko, dass die Zielgesellschaft geringere Ergebnisse erwirtschaftet, an denen die Emittentin teilhaben würde. Dies könnte sich wiederum negativ auf die angestrebten Erträge des Anlegers der Emittentin auswirken, indem geringere Ergebnisse oder gar Verluste erwirtschaftet würden, an denen der Anleger teilnehmen würde.

3.3.17.4.3.1 Kostenrisiko (Due Diligence Kosten, Projektidentifizierung)

Sollten auf Ebene der Zielgesellschaft oder Anlagen, Projekten, Patenten, Lizenzen bzw. Beteiligungen an Unternehmen, in die die Zielgesellschaft investiert hat, höhere Kosten (z.B. Erstellungs- und Energiekosten) als budgetiert anfallen, kann dies zu einer Reduzierung der Ausschüttungen durch die Zielgesellschaft und damit zu einer Verringerung der Erträge der Anleihe führen. Soweit sich die Zielgesellschaft an Ausschreibungen beteiligt und unterliegt, können unter Umständen die mit einem solchen Verfahren entstehenden Kosten von der Zielgesellschaft zu tragen sein, was sich negativ auf ihre Ergebnisse und damit die Erträge der Anleihen auswirken könnte. Dies kann folglich zu negativen Auswirkungen auf die Höhe der Erträge für die Emittentin und damit ihrer Anleger führen.

3.3.17.4.3.2 Vertragserfüllungsrisiko

Der unternehmerische Erfolg der Beteiligungen der Zielgesellschaft ist unter anderem davon abhängig, dass die Vertragspartner der von der Zielgesellschaft etwaig gehaltenen Beteiligungen ihre Verpflichtungen aus den mit ihnen eingegangenen Verträgen einhalten. Vertragsverletzungen der Vertragspartner einschließlich deren Insolvenz können zur Kündigung von Verträgen führen. Dies kann negative Auswirkungen auf die Erträge der Beteiligung haben. Eine Insolvenz der Vertragspartner der von der Zielgesellschaft gehaltenen Beteiligungen kann sich negativ auf die Erträge der Zielgesellschaft und somit auf das Anlageziel der Emittentin und damit auch auf die Höhe der Erträge ihrer Anleger auswirken.

3.3.17.4.3.3 Zinsänderungsrisiko und Fremdfinanzierungsrisiko

Projekte und Unternehmen im Bereich Cleantech sind oft in hohem Umfang fremdfinanziert und aus diesem Grund für nachteilige Zinsänderungen, eine rückläufige Konjunktur und einen höheren Kapitaldienst anfälliger als Projekte und Unternehmen, die nicht oder nur in geringem Ausmaß mit Fremdkapital finanziert sind. Dies kann dazu führen, dass die von der Zielgesellschaft gehaltenen Beteiligungen nicht mehr in der Lage sind, den zukünftigen Betrieb und Kapitalbedarf zu finanzieren. Als Folge kann es wiederum zu restriktiven finanziellen und betrieblichen Auflagen der finanzierenden Banken kommen, wie z.B. die Forderung, keine Ausschüttungen mehr zu tätigen. Dies kann sich negativ auf die Ausschüttungen an die Anleger auswirken. Wenn die von der Zielgesellschaft gehaltenen Beteiligungen nicht mehr in der Lage sind, ausreichende Liquidität zu erwirtschaften, um Tilgung und Zinsen zu leisten oder reguläre Ausschüttungen zu tätigen, könnte der Wert der von der Zielgesellschaft gehaltenen Beteiligungen und damit auch der Wert der Zielgesellschaft selbst und somit die Investition der Emittentin beträchtlich reduziert oder ganz vernichtet werden. Darüber hinaus kann nicht ausgeschlossen werden, dass sich Zinsänderungen negativ auf die geplanten Ausschüttungen und somit auch auf die geplanten Ergebnisse der Emittentin auswirken, da es möglich ist, dass die Erträge, die von den von der Zielgesellschaft gehaltenen Beteiligungen erwirtschaftet werden, nur teilweise an Zinsänderungen gekoppelt sind. So können selbst bei Vorliegen von Zinsanpassungsklauseln die Perioden zwischen den Anpassungszeitpunkten zu lange sein, um eine effektive Risikoabsicherung zu gewährleisten. Auch kann es sein, dass eine Anpassung an Zinsänderungen nicht in dem erforderlichen Ausmaß durchgeführt werden kann.

Veränderungen der Zinssätze wirken sich darüber hinaus unter Umständen auch auf den jeweiligen Diskontierungssatz aus, der zur Bewertung der Projekte und Unternehmen heranzuziehen ist. Deshalb kann diese Bewertung Schwankungen ausgesetzt sein. Dies kann sich negativ auf die Preise auswirken, die sich bei einer Veräußerung der von der Zielgesellschaft gehaltenen Beteiligungen erzielen lassen. Weiterhin orientiert sich die Regulierungsbehörde bei Projekten und Unternehmen, die der staatlichen Aufsicht unterliegen, bei der Ermittlung der von ihr genehmigten Preise häufig an den jeweiligen Marktzinssätzen. Dies kann zu geringeren Umsätzen führen als in der Prognose zugrunde gelegt wurde. Es besteht dadurch das Risiko, dass die Emittentin die kalkulierten Erträge für ihre Anleger nicht erwirtschaften könnte.

3.3.17.4.3.4 Nicht ausreichende Finanzierungsmittel

Um das Ziel einer optimierten Kapitalstruktur zu erreichen, kommt es beim Erwerb beziehungsweise der Refinanzierung von Projekten und Unternehmen im Bereich Cleantech neben der Verfügbarkeit von Eigenkapital vor allem darauf an, dass in ausreichendem Umfang und zu angemessenen Konditionen Fremdkapital am Markt aufgenommen werden kann. Engpässe bei der Verfügbarkeit von Fremdkapital können zu einer Verteuerung der Finanzierung führen und sich negativ auf die Erträge für die Anleger auswirken. Die Einschränkung bei der Verfügbarkeit von Fremdkapital kann ferner dazu führen, dass die Zielgesellschaft – bei Beachtung der angestrebten Ergebnisse – Investitionen nicht im geplanten Umfang durchführen kann. Engpässe bei der Verfügbarkeit von Fremdkapital, insbesondere angesichts der aktuellen Verwerfungen an den Kapitalmärkten und der Bankenkrise und der damit einhergehenden Verknappung von Fremdkapital bzw. der eingeschränkten Bereitschaft der Banken, Fremdmittel überhaupt oder zu angemessenen Konditionen zur Verfügung zu stellen, können zu einer Verteuerung der Finanzierung der Investitionen in Projekte und Unternehmen führen und sich negativ auf die Ergebnisse der Zielgesellschaft und damit mittelbar der Emittentin sowie ihrer Anleger auswirken.

3.3.17.4.3.5 Rechtliche und politische Risiken

Die Einschätzung der rechtlichen und politischen Risiken von Ländern ist zum heutigen Zeitpunkt für die gesamte Laufzeit der Beteiligung grundsätzlich nicht vollständig möglich. Änderungen in den jeweiligen Rechtsordnungen können zu unterschiedlichen Auswirkungen auf die Projekte und Unternehmen sowie auf sämtliche sonstige beteiligten Unternehmen und Personen führen. Insbesondere können Änderungen in den Rechtsordnungen, einschließlich der Beschränkung des Kapitalverkehrs mit anderen Ländern, negative Folgen für die zu erwerbenden Beteiligungen der Zielgesellschaft und damit indirekt für die Ergebnisse der Emittentin und die Erträge für deren Anleger haben. Durch die teils erheblichen öffentlichen Interessen, die an den Dienstleistungen von Projekten und Unternehmen im Bereich Cleantech bestehen, ist nicht auszuschließen, dass politische Motive die Beziehungen der öffentlich-rechtlichen Konzessions-, Lizenz- oder Leasinggeber oder Verpächter zu diesen Projekten und Unternehmen beeinflussen können. Diese politischen Interessen decken sich nicht notwendigerweise mit jenen der Projekte und Unternehmen der Zielgesellschaft und können so negative Auswirkungen auf die Stabilität der Ausschüttungen an die Anleger und deren Höhe haben. Zu diesen politischen Risiken zählen auch Konflikte mit Gewerkschaften, Interessenvertretungen und öffentlichen oder privaten Organisationen, die potentiell zu Streiks, Blockaden oder anderen Aktionen führen können. Dies kann negative Folgen für die Zielgesellschaft und die Erträge ihrer Anleger, somit also der Emittentin sowie deren Anleger, haben.

3.3.17.4.3.6 Subvention anderer Technologien

Es kann nicht ausgeschlossen werden, dass durch staatliche oder andere Organisationen andere Technologien als die von der Zielgesellschaft favorisierten gefördert werden. In diesen Fällen kann der Betrieb von Cleantech-Anlagen unwirtschaftlich werden, was zu nachteiligen Auswirkungen auf die Ertragslage der Zielgesellschaft führen kann. Dies kann negative Auswirkungen auf die Ergebnisse der Zielgesellschaft und somit auch mittelbar der Emittentin sowie deren Anleger haben.

3.3.17.4.3.7 Inbetriebnahme – Verzögerungen bei Investitionen in Neubauprojekte

Die bauliche Fertigstellung der jeweiligen Projekte der Beteiligungen ist auch abhängig von den Witterungsbedingungen. Bei lang anhaltender schlechter Witterungslage kann sich die Fertigstellung verzögern, so dass es zu einer verspäteten Inbetriebnahme der jeweiligen Anlagen kommen kann. Andererseits besteht auch die Möglichkeit, dass beauftragte Lieferanten ihre Leistungen aus nicht vorhersehbaren Gründen nicht termingerecht oder nicht spezifikationskonform erbringen. Durch die verspätete Inbetriebnahme könnten geplante Umsätze nicht erreicht werden, so dass dadurch die Erträge der Beteiligungen geringer als geplant ausfallen. Dies kann negative Auswirkungen auf die Ergebnisse der Zielgesellschaft und somit auch mittelbar der Emittentin sowie deren Anleger haben.

3.3.17.4.3.8 Angaben und Aussagen Dritter

Im Zusammenhang mit den von der Zielgesellschaft zu erwerbenden Beteiligungen werden externe Berater hinzugezogen. Zu diesen Beratern gehören unter anderem Finanz-, Rechts- und Steuer- sowie technische Berater und Umweltexperten. Insoweit ist zu berücksichtigen, dass die Einschätzungen und Wertungen dieser externen Berater vom tatsächlichen Zustand beziehungsweise von der zukünftigen Entwicklung der Beteiligungen abweichen können. Die Zielgesellschaft war unter Umständen nicht in der Lage zu prüfen, ob diese Quellen richtig und vollständig und nicht etwa in sinnentstellender Weise verkürzt wiedergegeben wurden. Insoweit ist auch zu berücksichtigen, dass es sich dabei ausschließlich um subjektive Einschätzungen und Schlussfolgerungen handeln kann.

3.3.17.4.3.9 Investitionen in Greenfield-Projekte

Soweit die Zielgesellschaft in Projekte investiert, die in der Entwicklungs- und/oder Konstruktionsphase sind („Greenfield-Projekte“), trägt der die Zielgesellschaft das Risiko, dass das Projekt nicht innerhalb des geplanten Budgets, innerhalb des vereinbarten Zeitplans oder gemäß den vereinbarten Spezifikationen fertig gestellt wird. Dieses Risiko kann auch durch im Bauvertrag enthaltene Regelungen, die dem Bauunternehmer die Zahlung einer Vertragsstrafe auferlegen, nicht völlig entschärft werden. Deshalb sind die Zielgesellschaft und die Emittentin indirekt dem Risiko zusätzlicher Kosten oder Verluste ausgesetzt, die durch solche Regelungen nicht abgedeckt sind. Daneben besteht gegebenenfalls ein Bonitätsrisiko hinsichtlich der Vertragspartner oder sonstiger Parteien im Zusammenhang mit diesen Projekten. Greenfield-Projekte werden üblicherweise auf Basis bestimmter Annahmen im Hinblick auf potentielle Nachfrage, Marktumfeld, Profitabilität etc. erworben. Im Hinblick auf die lange Vorlaufphase zwischen Beginn des Projekts und seiner

Fertigstellung kann ein ursprünglich als wirtschaftlich interessant eingestuftes Projekt als Ergebnis von Veränderungen im Markt wie z.B. beim Anlegerverhalten, den Finanzmärkten oder bei der Nachfrage nach der Dienstleistung eine wirtschaftlich unattraktive Investition werden. Die dargestellten Risiken können sich negativ auf die Erträge der Zielgesellschaft und damit auch mittelbar der Emittentin und ihrer Anleger auswirken.

3.3.17.4.3.10 Niedrige Diversifikation

Entgegen der von der Zielgesellschaft verfolgten Strategie, ein diversifiziertes Portfolio von Projekten und Unternehmen zu erwerben, besteht das Risiko, dass möglicherweise nur eine begrenzte Anzahl von Investitionen getätigt wird. Schlechte Ergebnisse von wenigen Investitionen könnten die Erträge der Zielgesellschaft mehr beeinträchtigen, als dies bei einem Portfolio der Fall wäre, das sich aus einer größeren und breiter gestreuten Anzahl von Projekten und Unternehmen zusammensetzt. Mittelbar könnte der Eintritt dieses Risikos also auch zu geringeren Ergebnissen der Emittentin und damit ihrer Anleger führen.

3.3.17.4.3.11 Rohstoffbeschaffung

Für das Betreiben von Energieerzeugungsanlagen sind Verträge über die Lieferung der hierfür erforderlichen Ausgangsstoffe nötig. Es kann vorkommen, dass Lieferanten vertragsbrüchig werden oder der Anlage aus einem anderen Grund nicht genug Ausgangsstoffe zugeführt werden können. Dies kann in bestimmten Fällen zu einer Verringerung der Produktion (Strom und Wärme) führen, was sich wiederum negativ auf die Ergebnisse der Zielgesellschaft und somit auch der Emittentin auswirken kann. Darüber hinaus bestehen keine langfristigen vertraglich fixierten Brennstofflieferungen in Menge, Qualität und Preis. Es ist nicht auszuschließen, dass die Steigerungsraten der Einkaufspreise auf eine Höhe steigen können, die nicht durch entsprechende Steigerungen der Verkaufspreise kompensiert werden können.

3.3.17.4.4 Kapitalverkehrskontrollen

Soweit die Zielgesellschaft in Ländern investiert, in denen Kapitalverkehrskontrollen bestehen oder eingeführt werden (z. B. in politisch instabilen Ländern), kann nicht ausgeschlossen werden, dass der Zielgesellschaft aufgrund des Bestehens oder der Einführung von Kapitalverkehrskontrollen eine Rückführung der Investitionen oder der Ausschüttung der Erträge nach Deutschland nicht möglich ist. Dies kann negative Auswirkungen auf die Ergebnisse der Zielgesellschaft und somit auch mittelbar der Emittentin sowie deren Anleger haben.

3.3.17.4.5 Risiken aus der Investitionstätigkeit der Zielgesellschaft

Die Verwendung des von der Emittentin im Rahmen der Zeichnung der Anleihe der Zielgesellschaft zu leistenden Kapitals ist nicht in konkrete Investitionsprojekte festgelegt. Auch hat die Emittentin keinen Einfluss auf die Investitionstätigkeit der Zielgesellschaft. Aufgrund der freien Verwendbarkeit des Kapitals im Rahmen der Investitionsgrundsätze sowie der in der Satzung festgeschriebenen Unternehmenstätigkeit der Zielgesellschaft hat die Zeichnung der Anleihe der Zielgesellschaft Blind-Pool-Charakter. Darunter ist eine Anlageform zu verstehen, bei der einzelne Investitionsvorhaben bzw. deren Bedingungen zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung bzw. Begründung der Beteiligung noch nicht endgültig feststehen. Deshalb ist nicht auszuschließen, dass die kalkulierten Ausschüttungen auf die Anleihe nicht erwirtschaftet werden können und/oder die Rückzahlung des Anleihekaptals an die Emittentin nicht erfolgen kann, weil von der ThomasLloyd Group Ltd¹ und deren Beteiligungsunternehmen keine geeigneten Investitionen realisiert werden können bzw. die Investitionen/Projekte nicht die kalkulierten Gewinne erwirtschaften.

3.3.17.4.6 Fehlende Investitionsprojekte

Da die Zielgesellschaft ein hohes Anforderungsprofil (Anlagevoraussetzungen) an die zu investierenden Projekte stellt, kann es sein, dass zum Zeitpunkt der Investition nicht genügend geeignete Anlageobjekte vorhanden sind, in die die Zielgesellschaft investieren kann. Für diesen Fall besteht aufgrund fehlender Erlöse aus Investitionen das Risiko, dass weniger Gewinne oder Verluste erwirtschaftet würden, an denen der Anleger teilnehmen würde.

3.3.17.4.7 Währung

Die Zielgesellschaft ist aufgrund der internationalen Ausrichtung ihrer Geschäftsbereiche einem Währungsrisiko ausgesetzt, sofern Investitionen sowie Zahlungsströme in Fremdwährungen erfolgen. Ein positiver Ertrag, den das Unternehmen in einer Fremdwährung verbucht, kann durch Kursverluste der Fremdwährung zum Euro verringert werden oder sogar in einen Verlust übergehen, was negative Auswirkungen auf die Geschäftsergebnisse der Emittentin und damit auch auf die Höhe der Zinsen der Namensschuldverschreibungen hätte.

3.3.17.4.8 Risiken aus dem Liquiditätsmanagement der Zielgesellschaft

Die Zielgesellschaft beabsichtigt, die nicht zur Finanzierung der operativ tätigen Unternehmen verwendeten Mittel im Rahmen eines Liquiditätsmanagements direkt an den internationalen Kapitalmärkten in folgenden Asset-Klasse anzulegen: Anleihen, Aktien, Derivate, Immobilien, Hedge-Fonds, Rohstoffe, Devisen und Private Equity (Investments). Insoweit sind mit dem Liquiditätsmanagement insbesondere folgende Risiken verbunden:

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

- Die Instrumente des Liquiditätsmanagements eröffnen einen weiten Beurteilungs- und Ermessensspielraum in Bezug auf die konkret zu tätigen Entscheidungen, insbesondere bei der Auswahl der Investments. Die Zielgesellschaft kann ihre Vermögenswerte unter den Investments umverteilen, eines oder mehrere Investments veräußern bzw. Anteile zurückgeben oder zusätzliche Investments auswählen. Jede solche Neuzuteilung könnte die wirtschaftliche Entwicklung der Zielgesellschaft nachteilig beeinflussen und den beabsichtigten Erfolg des Liquiditätsmanagements vereiteln;
- Die Kurse von Anleihen, Aktien, Derivaten, Hedge-Fonds, Rohstoffen und Devisen können gegenüber dem Einstandspreis fallen. Dies hängt insbesondere von der Entwicklung der Geld- und Kapitalmärkte ab oder von besonderen Entwicklungen der jeweiligen Aussteller. Das mit jeder Anlage verbundene Bonitätsrisiko kann nicht völlig ausgeschlossen werden. Kurze Laufzeiten der Titel beseitigen das mit jeder Anlage verbundene Ausstellerrisiko nicht;
- Erträge, Rückzahlungen und Erlöse aus den Instrumenten der Liquiditätssteuerung erhält die Zielgesellschaft in der Währung des jeweiligen Investments. Werden Investments erworben, die in Fremdwährung notieren, so können negative Veränderungen der Devisenkurse, aber auch Gesetzesänderungen hinsichtlich des Devisentransfers das Anlageergebnis der Zielgesellschaft zusätzlich beeinträchtigen. Wechselkurse zwischen Währungen werden durch verschiedene Faktoren von Angebot und Nachfrage an den internationalen Devisenmärkten bestimmt, die unter anderem durch volkswirtschaftliche Faktoren, Spekulationen und Eingriffe durch Zentralbanken und Regierungsstellen (einschließlich Devisenkontrollen und -beschränkungen) beeinflusst werden. Währungsänderungen können den angestrebten Erfolg des Liquiditätsmanagements vereiteln;
- Der Zielgesellschaft wird es regelmäßig nicht möglich sein, jede einzelne Anlageentscheidung des Managements der Investments nachzuvollziehen und sie auf ihre Vereinbarkeit mit einer bestimmten Anlagestrategie oder im Hinblick auf die mit ihr verbundenen Risiken zu überprüfen. Ausländische Investments unterliegen oft keiner staatlichen Aufsicht. Ebenso wenig besteht eine Einlagensicherung.

3.3.17.4.9 Schlüsselpersonenrisiko

Der wirtschaftliche Erfolg der Zielgesellschaft hängt in erheblichem Maße von den Fähigkeiten der Manager der Tochter- und Enkelgesellschaften (Beteiligungsunternehmen) sowie der Investmentmanager ab. Scheiden diese Personen aus den jeweiligen Unternehmen aus, könnte dies einen nachteiligen Effekt auf die wirtschaftliche Entwicklung der Zielgesellschaft, der Beteiligungsunternehmen und der Investments der Zielgesellschaft und/oder der Vermögensanlagen der Emittentin haben. Soweit diese Personen oder Anteilseigner nicht über etwaige erforderliche Qualifikationen bzw. die Zuverlässigkeit für das Erbringen und/oder Betreiben von Finanzdienstleistungen/Bankgeschäften und/oder das Halten von Beteiligungen aus bankaufsichtsrechtlicher Sicht verfügen, könnte dies aufgrund behördlicher Auflagen eine Einstellung einzelner Geschäftstätigkeiten und/oder Erwerbssperren/Veräußerungspflichten für Beteiligungsunternehmen nach sich ziehen. Dies könnte zu beschränkten Einflussnahmemöglichkeiten des Anlageobjektes auf die Beteiligungsunternehmen und/oder im Falle von Veräußerungspflichten zu Veräußerungsverlusten führen.

3.3.17.4.10 Risiko trotz Diversifikation bei Investments

Um eine Diversifizierung der Investitionen zu erreichen, legt die Zielgesellschaft in eine Mehrzahl von Investments an. Durch diese Diversifikation, ist nicht gewährleistet, dass die Anlage in die verschiedenen Investments nicht insgesamt zu Verlusten führt, die durch einige Investments erzeugt werden. Ferner kann es vorkommen, dass die verschiedenen Investments um dieselben Positionen in Märkten konkurrieren. Umgekehrt könnte die Zielgesellschaft gleichzeitig entgegen gesetzte Positionen desselben Wertpapiers oder derselben Waren in verschiedenen durch verschiedene Investments verwalteten Depots halten. Jede solche Position würde für die Zielgesellschaft Transaktionskosten verursachen, aber möglicherweise keinerlei verbuchten Gewinn oder Verlust erzeugen. Schließlich ist nicht gewährleistet, dass die Auswahl mehrerer Investments erfolgreicher ist als die Auswahl eines einzigen es wäre.

3.3.17.4.11 Abhängigkeit des Anlageerfolges von den subjektiven Entscheidungen des Managements

Der Erfolg der Investitionspolitik der Zielgesellschaft hängt von der erfolgreichen Umsetzung der Anlagestrategien sowohl auf der Ebene der einzelnen Single-/Zielinvestments als auch auf der Ebene der Zielgesellschaft durch die jeweiligen Portfoliomanager ab. Es kann keine Gewähr dafür übernommen werden, dass die Portfoliomanager letztlich hierzu in der Lage sind. Subjektive anstelle von systematischen Entscheidungen der Portfoliomanager können Verluste bewirken oder Gewinne verhindern, was durch weniger subjektive Entscheidungen möglicherweise hätte vermieden werden können.¹

3.3.18 Anleihe-spezifische Risiken

3.3.18.1 Rechte aus Schuldverschreibungen

Schuldverschreibungen begründen ausschließlich schuldrechtliche Ansprüche gegenüber der Anleiheschuldnerin und gewähren keine Teilnahme-, Mitwirkungs- und Stimmrechte in ihrer Hauptversammlung. Insoweit können Anleger keinen Einfluss auf die Geschäftstätigkeit der Anleiheschuldnerin ausüben.

3.3.18.2 Keine Einlagensicherung und keine staatliche Kontrolle

Schuldverschreibungen unterliegen keiner Einlagensicherung. Im Falle einer unerwartet negativen Geschäftsentwicklung und/oder Insolvenz der Emittentin besteht somit keine Gewähr, dass die vertraglich vereinbarten Zins- und Tilgungsansprüche der Anleger aus

¹ Das Kapitel 3.3.17.5 „Abhängigkeit von Schlüsselpersonlichkeiten“ wurde durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 ersatzlos gestrichen. Die zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 2 vom 14. September 2012 gültige Fassung ist im Abschnitt „18. Anhang“ auf Seite 117 abgedruckt.

den Schuldverschreibungen bedient werden. Schuldverschreibungen unterliegen keiner laufenden staatlichen Kontrolle. Insoweit überwacht keine staatliche Behörde die Geschäftstätigkeit und Mittelverwendung der Emittentin.

3.3.18.3 Veräußerbarkeit der Namensschuldverschreibungen

Die Namensschuldverschreibungen sind aufgrund ihrer rechtlichen Ausgestaltung nicht fungibel und daher nicht frei handelbar. Ein Börsenhandel im Sinne eines organisierten Marktes sowie ein sonstiger Zweitmarkt bestehen nicht. Die Entwicklung eines solchen Marktes für Namensschuldverschreibungen der vorliegenden Art ist derzeit nicht absehbar und nicht zu erwarten. Dies hat zur Folge, dass der Anleger die von ihm gehaltenen Namensschuldverschreibungen während der Laufzeit nicht oder sehr wahrscheinlich nur unter Hinnahme von Verlusten verkaufen kann (mangelnde Fungibilität). Der Anleger muss daher davon ausgehen, dass er seine Anlage über die gesamte Laufzeit zu halten hat.

3.3.18.4 Platzierungsrisiko

Es ist die Platzierung eines Volumens von insgesamt Euro 300 Mio. Sollte nicht das gesamte Volumen platziert werden können, könnten Finanzierungslücken entstehen.¹ Dies kann nachteilige Auswirkungen auf die Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Emittentin haben und deren Fähigkeit beeinträchtigen, das Kapital zurückzuzahlen, die Zinsen zu zahlen oder die Fälligkeitstermine einzuhalten.

3.3.18.5 Risiko infolge der Nachrangabrede/Fälligkeitsvorbehalt

Die Namensschuldverschreibungen stehen durch die Rangrücktrittserklärung im Rang hinter allen nicht nachrangigen Gläubigerforderungen gegen die Emittentin. Im Übrigen werden die Ansprüche aus den Namensschuldverschreibungen nicht fällig, wenn und soweit durch die Zahlung von Zins und Tilgung bei der Emittentin ein Insolvenzeröffnungsgrund herbeigeführt wird. Im Fall der Insolvenz, der Unternehmenskrise oder der Liquidation werden daher zunächst die Fremdkapitalgeber befriedigt, dann erst die nachrangigen Fremdkapitalgeber. Erst, wenn die nicht nachrangigen Forderungen vollständig beglichen werden, werden die Forderungen aus den Namensschuldverschreibungen bedient. Daher besitzt die Forderung des Anlegers ein höheres Ausfallrisiko, als wenn kein Nachrang erklärt worden wäre. Die Renditeerwartungen der Anleger könnten in diesem Fall nicht erfüllt werden.

3.3.18.6 Aufstockungsrisiko

Die Cleantech Infrastruktur GmbH² behält sich vor, weitere Schuldverschreibungen zu emittieren. Dies kann dazu führen, dass die hiernach begebenen Namensschuldverschreibungen – losgelöst davon, dass es grundsätzlich keinen liquiden Zweitmarkt gibt – aufgrund des höheren Angebots dann einen geringeren Marktwert haben.

3.3.18.7 Inflationsrisiko

Für den Anleger besteht ein teilweises Inflationsrisiko hinsichtlich der Zinszahlungen. Bei einer teilweise fest verzinslichen Namensschuldverschreibung sinkt die inflationsbereinigte Rendite auf die Zinszahlungen mit steigender Inflation.

3.3.18.8 Bindungsfrist/Veräußerbarkeit/Kursrisiko der Anleihen

Das eingesetzte Kapital für den Erwerb der Namensschuldverschreibungen der drei angebotenen Anleihen unterliegt aufgrund der unbegrenzten Laufzeit der Beteiligung grundsätzlich einer langfristigen Bindungsdauer. Eine vorzeitige Veräußerung der Namensschuldverschreibungen ist grundsätzlich möglich. Diese ist jedoch stark eingeschränkt, da die Anleihe nicht an einem geregelten Markt notiert ist. Eine solche Notierung ist auch nicht vorgesehen. Ferner ist die Emittentin nicht verpflichtet, die ihr zum Erwerb angebotenen Namensschuldverschreibungen zu erwerben oder Anlegern Veräußerungsmöglichkeiten zu vermitteln oder nachzuweisen oder in sonstiger Weise die Veräußerung zu fördern. Bei Anleiheinvestoren, die während der Laufzeit der Anleihe Namensschuldverschreibungen verkaufen möchten, besteht daher das Risiko, dass die Namensschuldverschreibungen nur in Eigeninitiative und nicht oder zu einem aus Sicht des Anlegers geringen Marktpreis verkauft werden können. Darüber hinaus könnte der Marktpreis bei einem freihändigen Verkauf auch von dem allgemeinen Kapitalmarktzinsniveau abhängig sein. Als Folge könnte der Anleger einen geringeren Marktpreis als den Nennwert erzielen.³

3.3.18.9 Vorzeitige Rückzahlung

Der Emittentin wird in den Anleihebedingungen der drei angebotenen Namensschuldverschreibungen das Recht eingeräumt, die Namensschuldverschreibungen jeweils vorzeitig unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von wenigstens 90 Tagen jährlich – erstmalig jedoch zu dem in den Dezember 2013 fallenden Zinstermin - zu kündigen (ordentliches Kündigungsrecht). Sofern die Emittentin von ihrem Recht zur Kündigung und vorzeitigen Rückzahlung der Schuldverschreibungen Gebrauch macht, besteht für den Anleger das Risiko, dass die Namensschuldverschreibungen eine geringere Rendite ausweisen als die bei einer über den Kündigungszeitpunkt

¹ Geändert durch Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: „Da ein erheblicher Teil der für die Konzipierung und Vermarktung der vorliegenden Vermögensanlage sowie der im Rahmen der Investitionsprojekte anfallenden Kosten nicht variabel sind, steigt der Anteil der Kosten im Verhältnis zu dem Kapital, das gewinnbringend eingesetzt werden kann.“).

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „Als Folge konnte der Anleger einen geringeren Marktpreis als den Nennwert oder den voraussichtlichen Rückzahlungsbetrag erzielen.“).

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „Insoweit würden im Falle der Kündigung und deren Wirksamkeit keine weiteren Zinszahlungen erfolgen und der Rückzahlungsbetrag unter Umständen geringer ausfallen.“).

hinausgehenden Laufzeit erwartete. Insoweit würden im Falle der Kündigung nach deren Wirksamkeit keine weiteren Zinszahlungen erfolgen.¹ Weiterhin könnte im Falle einer vorzeitigen Kündigung durch die Emittentin ein geringerer Rücknahmebetrag realisiert werden als bei einer Veräußerung der Namensschuldverschreibungen im Wege der privaten Weiterveräußerung, und dies könnte zu einer Minderung des Veräußerungserlöses führen.

3.3.18.10 Gläubigerversammlung

In den gesetzlich geregelten Fällen (Schuldverschreibungsgesetz) kann eine Versammlung der Gläubiger einer Schuldverschreibung (Gläubigerversammlung) einberufen werden. Die Gläubigerversammlung ist berechtigt, die jeweils geltenden Anleihebedingungen durch Mehrheitsbeschluss zu ändern. Insoweit ist nicht ausgeschlossen, dass einzelne Inhaber von Namensschuldverschreibungen überstimmt werden und Beschlüsse gefasst werden, die nicht in ihrem Interesse sind. Gleiches gilt auch, wenn Anleger nicht an derartigen Versammlungen teilnehmen oder sich nicht vertreten lassen. Soweit die Emittentin ihr Recht zur nachträglichen Erhöhung des Angebotsvolumens ausübt, könnte dies zu einer Verwässerung des Stimmrechts des Anlegers in der Gläubigerversammlung führen.

3.3.18.11 Abstandnahme von der Zeichnung

Es ist grundsätzlich nicht vorgesehen, dass Anleger ihre Zeichnungsanträge zurückziehen können. Insoweit behält sich die Emittentin das Recht vor, im Falle der Nicht- und/oder nicht fristgerechten Erfüllung der Einzahlungspflicht des Anlegers den Ausgleich des hierdurch entstandenen Schadens geltend zu machen.

3.4. Anlegerbezogene Risiken

Die nachfolgenden Abschnitte stellen die Risiken dar, die nicht nur zu einem Verlust des Beteiligungskapitals des Anlegers führen können, sondern darüber hinaus auch das weitere Vermögen des Anlegers gefährden können.

3.4.1 Fremdfinanzierung

Den Anlegern steht es frei, den Erwerb der Namensschuldverschreibungen ganz oder teilweise durch Fremdmittel zu finanzieren. Doch wird darauf hingewiesen, dass sich hierdurch die Risikostruktur der Namensschuldverschreibungen erhöht. Die Rückführung der Fremdmittel und die mit einer solchen Finanzierung verbundenen Zinszahlungen sind vom Anleger zu bedienen, unabhängig von der Rückzahlung des Anleihekaptals zum Nennbetrag sowie etwaiger Zinszahlungen durch die Emittentin. Der Anleger sollte sich nur zu einer Fremdfinanzierung entschließen, wenn er diese von der Entwicklung der Namensschuldverschreibungen unabhängigen Zahlungsverpflichtungen wirtschaftlich verkraften kann.

3.4.2 Steuern und Gesetz

Trotz des grundsätzlich bestehenden sog. Rückwirkungsverbotes kann nicht ausgeschlossen werden, dass die Namensschuldverschreibungen von künftigen Steuer-, Gesellschafts- oder anderen Rechtsänderungen derart betroffen sind, dass auf die Ausschüttungen ein entsprechender Abschlag vorgenommen werden muss und somit die kalkulierten Renditen nicht (mehr) erzielt werden können.

3.4.3 Handelbarkeit

Da der Namensschuldverschreibungs-Inhaber seine Beteiligung veräußern kann, ist sie auch handelbar. Für den Handel mit Namensschuldverschreibungen gibt es bislang keinen öffentlichen Markt, wie z.B. eine Börse für Aktien. Es kann insoweit nicht ausgeschlossen werden, dass sich kein Käufer findet, so dass der Anleger erst nach Kündigung der Beteiligung nach Ablauf der jeweiligen Mindestlaufzeit ausscheiden kann.

3.5. Abschließender Risikohinweis

In dem Kapitel „Risiken der Vermögensanlage“ werden die aus Sicht der Anbieterin zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung bestehenden wesentlichen Risiken der Vermögensanlage vollständig dargestellt.

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „Insoweit würden im Falle der Kündigung und deren Wirksamkeit keine weiteren Zinszahlungen erfolgen und der Rückzahlungsbetrag unter Umständen geringer ausfallen.“)

4. DIE GESCHÄFTSTÄTIGKEIT DER CLEANTECH INFRASTRUKTUR GMBH¹

4.1. Unternehmenshistorie

Die Emittentin wurde zunächst unter der Firma STG Dreihundertdreißigste Vermögensverwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft mbH am 28. Juli 2010 auf unbestimmte Dauer gegründet. Die Gesellschaft ist eine gemäß deutschem Gesetz betreffend die Gesellschaften mit beschränkter Haftung gegründete Gesellschaft mit beschränkter Haftung. Die Gesellschafterversammlung vom 13. Mai 2011 hat die Neufassung des Gesellschaftsvertrages, insbesondere die Änderung in § 1 Abs. 1 (Firma, bisher: STG Vermögensverwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft mbH), § 1 Abs. 2 (Sitz) und mit ihr die Sitzverlegung von Osnabrück (bisher Amtsgericht Osnabrück HRB-Nr. 204817) nach Frankfurt am Main und § 2 (Gegenstand des Unternehmens) beschlossen. Die bisherigen Geschäftsführer, Dr. Manuela Hechler sowie Prof. Heiko Hellwege, wurden abbestellt; zum neuen Geschäftsführer wurde Klaus-Peter Kirschbaum bestellt. Er schied nach Bestellung des neuen Geschäftsführers Matthias Klein am 13. Januar 2016 aus der Geschäftsführung aus.^{1a}

Die Gesellschaft firmiert nunmehr unter Cleantech Infrastruktur GmbH² und ist im Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt am Main unter der HRB-Nr. 91059 eingetragen. Die Aufnahme der operativen Geschäftstätigkeit erfolgte mit der Eintragung ins Handelsregister.

Die Emittentin wurde mit einem Stammkapital von EUR 25.000,- gegründet, welches vollständig eingezahlt worden ist. Am Stammkapital der Emittentin ist zur Gänze die ThomasLloyd Group Ltd³, 2 Eaton Gate, London SW1W 9BJ, Großbritannien⁴, beteiligt.

Das Geschäftsjahr der Emittentin ist das Kalenderjahr. Bekanntmachungen der Emittentin, die die Emittentin selbst betreffen, erfolgen ausschließlich im elektronischen Bundesanzeiger.

4.2. Geschäftstätigkeit

Der Gegenstand des Unternehmens ist die Verwaltung eigenen Vermögens ausschließlich durch den Erwerb, das Halten und die Veräußerung von Finanzanlagen an verbundenen Unternehmen, insbesondere der ThomasLloyd Group Ltd⁵ mit Sitz in London, UK. Der Haupttätigkeitsbereich der Emittentin besteht somit darin, ihr Vermögen im eigenen Namen und für eigene Rechnung zu investieren.

4.3. Abhängigkeit der Emittentin von Patenten, Lizenzen, Verträgen oder neuen Herstellungsverfahren

Mit Datum vom 09. Juni 2011 hat die ThomasLloyd Group Ltd⁶ eine Patronatserklärung für die Emittentin abgegeben.

Danach übernimmt die ThomasLloyd Group Ltd⁷ gegenüber den Anleihegläubigern im Wege eines echten Vertrages zugunsten Dritter (§ 328 Absatz 1 BGB) die uneingeschränkte, unbedingte, unbefristete und unwiderrufliche Verpflichtung, dafür zu sorgen, dass die Cleantech Infrastruktur GmbH⁸ stets so geleitet und finanziell so ausgestattet wird, dass ihre Bonität erhalten bleibt und sie jederzeit in der Lage ist, ihre Verpflichtungen aus den Namensschuldverschreibungen auf Zahlung von Kapital und Zinsen nach Maßgabe der jeweiligen Anleihebedingungen zu erfüllen.

Bis zur vollständigen Erfüllung der Verpflichtungen der Cleantech Infrastruktur GmbH⁹ aus den Namensschuldverschreibungen auf Zahlung von Kapital und Zinsen wird die ThomasLloyd Group Ltd¹⁰ einen beherrschenden Einfluss auf die Cleantech Infrastruktur GmbH¹¹ gewährleisten. Die Einstandspflicht besteht unabhängig von dem Bestehen oder Fortbestehen einer etwaigen gesellschaftsrechtlichen Verpflichtung.

Die Patronatserklärung ist auf Seite 93 des Verkaufsprospekts abgebildet.

Zwischen der Emittentin und der Zielgesellschaft wurde am 09. Juni 2011 ein Kostenübernahmevertrag geschlossen, wonach die ThomasLloyd Group Ltd¹² die gesamten betrieblichen Kosten der Emittentin übernimmt.

Darüber hinaus wurden zwischen der Emittentin und der Zielgesellschaft am 09. Juni 2011 Zeichnungs- und Anleiheübernahmeverträge in Bezug auf die Anlageobjekte geschlossen. Diese wurden am 14. September 2012 aufgrund der Änderung der Anleihebedingungen der prospektgegenständlichen Vermögensanlagen entsprechend angepasst.¹³

^{1, 2, 9, 11} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

^{1a} Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016.

^{3, 5, 6, 7, 8, 10, 12} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: 3 More London Riverside, London SE 1 2AQ, Großbritannien) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „1 King Street, London EC2V 8AU“).

¹³ Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 wegen der Anpassung der Zeichnungs- und Anleiheübernahmeverträge.

Abhängigkeiten der Emittentin von Patenten, Lizenzen, Verträgen oder neuen Herstellungsverfahren, die von wesentlicher Bedeutung für die Geschäftstätigkeit oder Ertragslage der Emittentin sind, bestehen dahingehend, dass die Emittentin Vertragspartei des Patrons-, Kostenübernahme- sowie der Zeichnungs- und Anleiheübernahmeverträge mit der Zielgesellschaft ist und von der Erfüllung dieser Verträge abhängig ist. Darüber hinaus bestehen Abhängigkeiten der Emittentin von Patenten, Lizenzen, Verträgen oder neuen Herstellungsverfahren, die von wesentlicher Bedeutung für die Geschäftstätigkeit oder Ertragslage der Emittentin sind, zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung nicht.

4.4. Laufende Investitionen

Mit Ausnahme der Finanzanlagen hat die Emittentin zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung keine laufenden Investitionen getätigt.

4.5. Geschäftsgang 2016¹ und Aussichten

Die Tätigkeit der Cleantech Infrastruktur GmbH² ist nicht durch außergewöhnliche Ereignisse beeinflusst worden.

Die Emittenten kalkuliert im Geschäftsjahr 2016³ mit einem Mittelzufluss aus dem prospektgegenständlichen Angebot von ca. Euro 32,40 Mio.⁴ und einem Jahresüberschuss von ca. TEuro 95⁵.

Zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 2 beträgt der Platzierungsstand bei ThomasLloyd Festzins 6 (vormals: Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2): Euro 497.000,-, ThomasLloyd Festzins 12 (vormals: Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4): Euro 815.000,- sowie ThomasLloyd Festzins 24 (vormals Cleantech Infrastruktur 2011/8): Euro 1.955.000,-. Eingezahlt wurden hiervon bei ThomasLloyd Festzins 6 (vormals Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2) Euro 494.000,-, ThomasLloyd Festzins 12 (vormals Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4): Euro 757.000,- sowie ThomasLloyd Festzins 24 (vormals Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8) Euro 1.367.604,65.⁶

Zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 3 beträgt der Platzierungsstand bei ThomasLloyd Festzins 6: Euro 4.867.500,-, bei ThomasLloyd Festzins 12: Euro 6.375.000,-, bei ThomasLloyd Festzins 24: Euro 4.928.500,-. Eingezahlt wurden hiervon bei ThomasLloyd Festzins 6: Euro 4.776.500,-, bei ThomasLloyd Festzins 12: Euro 6.288.500,-, bei ThomasLloyd Festzins 24: Euro 4.830.000,-.⁷

Zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 4 beträgt der Platzierungsstand bei CTI 1 D SP (vormals: ThomasLloyd Festzins 6) Euro 17.532.000,-, bei CTI 1 D (vormals: ThomasLloyd Festzins 12) Euro 14.528.500,- und bei CTI 2 D (vormals: ThomasLloyd Festzins 24) Euro 15.456.500,-. Eingezahlt wurden hiervon bei CTI 1 D SP Euro 17.421.767,-, bei CTI 1 D Euro 14.252.092,- und bei CTI 2 D Euro 14.536.500,-. Bis zum 29. Februar 2016 wurden insgesamt Euro 17,51 Mio. bereits wieder getilgt.⁸

^{1,3} Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „2011“) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „2013“).

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 und den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: „Euro 30 Mio.“, vorher „EUR 10,2“) und den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Euro 18,75 Mio.“).

⁵ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 und den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: „ca. TEuro 22,4“, vorher „TEuro 18,9“) und den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Euro 43,95 Mio.“).

⁶ Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012.

⁷ Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013.

⁸ Absatz eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016.

5. ANLAGEZIELE, ANLAGEPOLITIK UND ANLAGEOBJEKT

5.1. Anlageziele, Geplante Anlageobjekte

Die Cleantech Infrastruktur GmbH¹ beabsichtigt, die Nettoeinnahmen aus dem Angebot entsprechend ihrem Gesellschaftszweck in Finanzanlagen der ThomasLloyd Group Ltd² zu investieren.

Hierbei sollen die Erlöse dieser Emission entsprechend dem Mittelzufluss an Anleihkapital aus dem vorliegenden Angebot ausschließlich in drei Anleihen der ThomasLloyd Group Ltd³ (Anlageobjekte) investiert werden. Die der Emittentin zustehende Forderung gegenüber der Zielgesellschaft beinhaltet plangemäß aus den Anleihen resultierende Zinsforderungen gegenüber der Zielgesellschaft.

Im Rahmen dieser Anlageobjekte hat die Emittentin, ihre eigenen geplanten Zinszahlungen an die Anleger in der Art abgesichert, dass die Anleihen so ausgestaltet sind, dass mindestens die mit dem vorliegenden Angebot von Vermögensanlagen in Aussicht gestellten Zinsen erwirtschaftet werden können. Dies bedeutet, dass in Bezug auf die Anleihen des vorliegenden Angebotes, die Anleihen hinsichtlich der Zinsforderungen der Emittentin bei der Zielgesellschaft besser ausgestaltet sind.⁴ Im Wesentlichen sehen die Anleihebedingungen Folgendes vor:

- jeweils unbestimmte Laufzeiten mit sechs-, zwölf- oder 24-monatigen⁵ Mindestlaufzeiten;
- ordentliches Kündigungsrecht erstmalig nach Ablauf der jeweiligen Mindestlaufzeiten sowie nachfolgend täglich⁶ unter Einhaltung der Kündigungsfrist von 30, 60 oder 90 Tagen⁷;
- der Zinssatz beträgt je nach Anleihe 4,15% p.a., 4,55% p.a. oder 5,25% p.a.⁸ des Nennbetrages und liegt damit jeweils 0,4% p.a. über den prospektgegenständlichen Anleihen;
- die Valutierung des Anleihkapitals erfolgt entsprechend dem Mittelzufluss aus den prospektgegenständlichen Vermögensanlagen.

Ziel ist es somit, das Kapital der Emittentin der Zielgesellschaft für Investitionen in ihr operatives Geschäft zur Verfügung zu stellen und im Gegenzug an dessen wirtschaftlichen Erfolg sowie dem Unternehmenswachstum der Zielgesellschaft teilzunehmen. Die genaue Höhe des Anleihkapitals ist somit auch abhängig vom Platzierungserfolg und kann im Zeitpunkt der Prospektaufstellung nicht prognostiziert werden.

Die zukünftige Geschäftsentwicklung der Emittentin wird somit von dem Erfolg ihrer Investitionstätigkeit und somit maßgeblich vom Erfolg dieser Zielgesellschaft abhängen.

5.2. Beschreibung der Tätigkeiten der Zielgesellschaft

Die Zielgesellschaft, an der sich die Emittentin über drei im Wesentlichen inhaltsgleiche Anleihen beteiligt, ist die Muttergesellschaft der Emittentin, die ThomasLloyd Group Ltd⁹ mit Sitz in London, Großbritannien. Hinsichtlich der derzeitigen Struktur der ThomasLloyd Group wird auf den Punkt 12. verwiesen. Bei der Zielgesellschaft handelt es sich um eine Konzernholding, die über eine Reihe von operativ tätigen Tochter-/Enkelunternehmen verfügt. Diese Unternehmen sind zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung u.a. im Bank- und Finanzdienstleistungsbereich, im Cleantech-Sektor und im Bereich der Erneuerbaren Energien tätig.

Die Zielgesellschaft selbst unterliegt nicht der Kapitalmarktaufsicht. Jedoch wird die ThomasLloyd Group Ltd¹⁰ bei der Beurteilung der Frage, ob die gruppenangehörigen Unternehmen für die Erbringung ihrer Finanzdienstleistungen bzw. dem Betreiben von Bankgeschäften jeweils über die erforderlichen Eigenmittel verfügen, in den bankaufsichtsrechtlichen Konsolidierungskreis sowie die Aufsicht mit einbezogen.

Die ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG ist Mitglied des VQF – Verein für Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen, einer offiziellen Selbstverwaltungsorganisation im Sinne des Geldwäschegesetzes (GWG) und anerkannt durch die Federal Finance Administration (FFA). Hugh Johnson Advisors LLC ist als registrierter Investmentberater von der United States Securities and Exchange Commission (SEC) zugelassen und erfüllt die Anforderungen der aktuellen Fassung des Investment Advisers Act von 1940. ThomasLloyd Capital LLC ist als registrierter Broker-Dealer von der SEC (US Börsen- und Wertpapieraufsicht) zugelassen sowie Mitglied der FINRA (Finanzmarktregulierungsbehörde) und der SIPC (Einlagensicherungseinrichtung).

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

^{2,3,9,10} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „Die Zinsforderung ist somit auch teilweise an den Hauptrefinanzierungssitz der Europäischen Zentralbank gekoppelt“).

⁵ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „zwei-, vier- oder achtjährigen“).

⁶ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „zum Ende eines jeden Kalenderquartals“).

⁷ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „fünf-, acht- oder elfmonatiger“).

⁸ Geändert durch den Nachtrag vom 14. September 2012 (ursprünglich: „der Mindestzinssatz beträgt je nach Anleihe 3,15% p.a., 4,15% p.a. oder 5,40% p.a.“).

Die Zielgesellschaft selbst investiert vornehmlich in den Ausbau der Geschäftstätigkeit ihrer Tochter- und Enkelgesellschaften sowie den Erwerb von Unternehmen und Projekten. Die für solche Investitionen nicht benötigte Liquidität veranlagt die Zielgesellschaft im Rahmen eines Risiko- und Liquiditätsmanagements an den internationalen Kapitalmärkten.

Die Verwendung der Mittel, die der Zielgesellschaft von der Emittentin zur Verfügung gestellt werden sollen, ist noch nicht festgelegt.

Vielmehr unterliegen diese Mittel der freien Verfügung der Geschäftsleitung der Zielgesellschaft. Langfristiges unternehmerisches Ziel der ThomasLloyd Group Ltd¹ ist es, durch Investitionen in Unternehmens- und Projektbeteiligungen Beteiligungserträge aus Verzinsungen, Gewinnbeteiligungen, Beteiligungswerterhöhungen und Veräußerungsgewinne sowie im Rahmen des Risiko- und Liquiditätsmanagements überdurchschnittliche Gewinne zu erzielen.

5.3. Investitionsgrundsätze

Gemäß ihrer **Investitionspolitik** wird die Emittentin sich über Anleihen an der ThomasLloyd Group Ltd² als Zielgesellschaft beteiligen. Die Investitionen sollen dabei sukzessive entsprechend dem Mittelzufluss aus dieser Emission erfolgen.

Bei allen Investitionen hat der Geschäftsführer der Emittentin auch den Ablauf der Namensschuldverschreibungen und die sich anschließende Rückzahlung des Anleihekaptals zu beachten. Daher wird die Emittentin bei ihrer Investitionspolitik darauf achten, ausreichend liquide Mittel zum Fälligkeitstermin des Anleihekaptals vorzuhalten.

5.4. Realisierungsgrad, Verträge über die Anlageobjekte

Die Cleantech Infrastruktur GmbH³ hat sich folglich auf die dargestellten Anlageobjekte festgelegt. Bis zum Stichtag 31. Dezember 2015 wurden liquide Investitionen in Höhe von ca. Euro 27,82 Mio. vorgenommen.⁴

Entsprechende Zeichnungs- und Anleiheübernahmeverträge wurden am 09. Juni 2011 geschlossen und am 14. September 2012 aufgrund der Änderung der Anleihebedingungen der prospektgegenständlichen Vermögensanlagen angepasst.⁵

Da es sich bei den Zielanleihen um kein öffentliches Angebot handelt, wurde weder ein Verkaufsprospekt veröffentlicht, noch eine WKN vergeben.

5.5. Konkrete Investitionsplanung

5.5.1 Einleitung

Die nachfolgende Übersicht stellt in Bezug auf die geplanten Investitionen die Herkunft der einzusetzenden Mittel sowie deren Einsatz in Verbindung mit den Emissionskosten dar.

Abgebildet wird hierbei die Investitionsphase, die mit der Herausgabe des Verkaufsprospektes beginnt und dem vollständigen Mittelzufluss aus den Namensschuldverschreibungen endet. Die Darstellung der Mittelherkunft berücksichtigt neben der Platzierung der Namensschuldverschreibungen auch die Mittelzuflüsse aus der vermögensverwaltenden Tätigkeit der Emittentin, die ebenfalls zum Erreichen der Anlageziele eingesetzt werden sollen.

Aus Vereinfachungsgründen wurden dabei die Aufwendungen bis zum Datum 31. Dezember 2015 nicht berücksichtigt, da diese von der Muttergesellschaft ersetzt werden. Auch wurden die Erträge bis zum 31. Dezember 2015 nicht berücksichtigt.^{5a}

Bei der Darstellung der Mittelherkunft und Mittelverwendung handelt es sich um kalkulierte Planzahlen der Emittentin, die in Form einer Prognose für den Investitionszeitraum aufgestellt wurden. Die Investitionsplanung beruht im Wesentlichen auf dem plangemäßen Zufluss des Beteiligungskapitals.

^{1,2} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (Fassung des Nachtrags Nr. 2 vom 14. September 2012 „Bis zum Stichtag 30. Juni 2012 wurden liquide Investitionen in Höhe von ca. Euro 1,77 Mio. vorgenommen“, ursprünglich: „Zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung wurden jedoch noch keine liquiden Investitionen vorgenommen, da die Valutierung der Anleihe sukzessive entsprechend dem Mittelzufluss aus dieser Emission erfolgen sollen.“) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Bis zum Stichtag 30. Juni 2013 wurden liquide Investitionen in Höhe von ca. Euro 14,84 Mio. vorgenommen.“).

⁵ Ergänzt durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012.

^{5a} Absatz eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016.

Mittelherkunft bis einschließlich 2018 (PROGNOSE) ¹		
	absolut in Euro	in %
1. Anleihekaptal	300.000.000	65,87
2. Agio	0	0,00
3. Stammkapital	25.000	0,01
4. Fremdmittel	0	0,00
5. Zinserträge	8.254.640	1,81
6. Abgänge Finanzanlagen	147.000.000	32,27
7. Sonstige Erträge	183.000	0,04
Gesamtmittel	455.462.640	100,00

Mittelverwendung bis einschließlich 2018 (PROGNOSE)		
	absolut in Euro	in % Gesamtmittel
8. Aufwand für den Erwerb/die Herstellung des Anlageobjektes einschließlich Nebenkosten	300.000.000	65,87
9. Zinsen Anleihen	7.549.484	1,66
10. Tilgung Anleihen	147.000.000	32,27
11. Sonstige Aufwendungen	183.000	0,04
12. Liquidität abzgl. Rückstellungen zzgl. Steuern	730.448	0,16
Gesamtaufwand	455.462.640	100,00

5.5.2 Erläuterung der Investitionsplanung (2016 bis einschließlich 2018)²

5.5.2.1 Mittelherkunft

5.5.2.1.1 Anleihekaptal

Das Angebot der Emittentin sieht vor, dass Anleihekaptal in Höhe von Euro 300.000.000,- platziert wird. Anders als bei in sich geschlossenen Gesamtfinanzierungsmodellen für Einzelprojekte bzw. -objekte ist die Emittentin jedoch nicht auf den einmaligen und vollständigen Zufluss des Anleihekaptals angewiesen.

Als vermögensverwaltendes Unternehmen ist es der Emittentin vielmehr möglich, den vorgesehenen Erwerb von Finanzanlagen auch abgestuft und zeitlich versetzt vorzunehmen. Für einen dynamischen Geschäftsverlauf wäre zwar eine kurzfristige Platzierung der Emission von Vorteil, aus heutiger Sicht ist jedoch für den Aufbau der Emittentin eine Vollplatzierung der Emission nicht erforderlich.

Die angebotenen Namensschuldverschreibungen im Gesamtnennbetrag von Euro 300.000.000,- sollen bis zum Jahresende 2018^{2a} vollständig platziert werden. Unter Berücksichtigung der Planzahlen wird der Cleantech Infrastruktur GmbH im Jahr 2016 Kapital in Höhe von Euro 32,40 Mio. und im Jahr 2017 in Höhe von etwa weiteren Euro 46,5 Mio. und im Jahr 2016 174,89 Mio. zufließen.^{2b}

5.5.2.1.2 Agio

Mit dem Erwerb der Namensschuldverschreibungen haben die Anleger neben dem Nennbetrag kein Agio als Ausgabeaufschlag zu leisten.

5.5.2.1.3 Stammkapital

Hier wurde das vollständig eingezahlte Stammkapital der Gesellschaft ausgewiesen.

5.5.2.1.4 Fremdmittel

Für die Realisierung der geplanten Investitionen sind nach Planungen der Cleantech Infrastruktur GmbH die Nettoeinnahmen aus dieser Emission allein ausreichend. Der geplante Erwerb von Finanzanlagen soll durch das Anleihekaptal finanziert werden.

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016. Die zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung und der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 und des Nachtrags Nr. 2 und des Nachtrags Nr. 3 prognostizierten Zahlen (Mittelherkunft und Mittelverwendung) sind im Abschnitt „18. Anhang“ auf Seite 118 f. abgedruckt. Die folgenden Darstellungen enthalten Rundungsdifferenzen.

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016. Die zum Zeitpunkt der Prospekterstellung und der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 und des Nachtrags Nr. 2 und des Nachtrags Nr. 3 gültige Fassung des gesamten Abschnitts 5.5.2 ist im Abschnitt „18. Anhang“ auf Seite 119 f. abgedruckt.

^{2a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „2015“).

^{2b} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Unter Berücksichtigung der Planzahlen wird der Cleantech Infrastruktur GmbH im Jahr 2013 und Kapital in Höhe von Euro 18,75 Mio. und im Jahr 2014 in Höhe von etwa weiteren Euro 46,5 Mio. und im Jahr 2015 229,5 Mio. zufließen.“).

Andere Fremdmittel – mit Ausnahme des Anleihekaptals – sind weder als Zwischenfinanzierungs- noch als Endfinanzierungsmittel vereinbart noch verbindlich zugesagt worden.

5.5.2.1.5 Zinserträge

Die Emittentin plant bis einschließlich 2018^a Zinserträge aus den von der ThomasLloyd Group Ltd¹ begebenen Anleihen in Höhe von Euro 8,25 Mio.^{1a} zu erzielen.

5.5.2.1.6 Abgänge Finanzanlagen

Ausgewiesen sind die bis einschließlich 2018^{1b} kalkulierten Mittelzuflüsse aus der Verringerung der von der Emittentin gehaltenen Finanzanlagen.

5.5.2.1.7 Sonstige Erträge

Die sonstigen Erträge erfassen die geplanten Zuflüsse aus dem Kostenübernahmevertrag mit der ThomasLloyd Group Ltd².

5.5.2.2 Mittelverwendung

5.5.2.2.1 Aufwand für den Erwerb/die Herstellung des Anlageobjektes einschließlich Nebenkosten

Die Emittentin plant die Realisierung der im vorherigen Kapitel beschriebenen Anlageobjekte.

Dabei werden für den Erwerb der Finanzanlagen Euro 300.000.000,- kalkuliert. Nebenkosten fallen dabei nicht an.

5.5.2.2.2 Strukturierungs-, Marketing- und Vertriebsaufwand (Provisionen)

Für das Angebot fallen bei der Emittentin^{2a} keine vom Platzierungserfolg abhängigen Strukturierungs-, Marketing und Vertriebskosten an. Die Gesamthöhe der Provisionen, insbesondere Vermittlungsprovisionen und vergleichbare Vergütungen, beträgt Euro 0,-.³

5.5.2.2.3 Zinsen Anleihen

Unter Position Zinsen sind die bis einschließlich 2018^{3a} von der Emittentin kalkulierten Zinszahlungen auf die drei Namensanleihen sowie die bei Tilgung zu zahlenden Mindestrückzahlungsbeträge die über den Nennbetrag der drei Namensanleihen liegen, berücksichtigt.

5.5.2.2.4 Tilgung Anleihen

Hier wird der für Tilgungen der drei Namensanleihen prognostizierte Betrag im Betrachtungszeitraum ausgewiesen. Maßgeblich ist insoweit der Nennbetrag.

5.5.2.2.5 Sonstige Aufwendungen

Zu den sonstigen Aufwendungen zählen hauptsächlich die fixen Emissionskosten sowie die Personalkosten.⁴

5.5.2.2.6 Liquidität abzgl. Rückstellungen zzgl. Steuern

Ausgewiesen ist die für Ende 2018^{4a} geplante Liquiditätsreserve der Emittentin, die sich aus dem Bestand an liquiden Mittel zusammensetzt.⁵ Ebenfalls erfasst sind hier die von der Emittentin zu zahlenden Steuern von Einkommen und Ertrag.⁶

^{a, 1b, 3a, 4a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „2015“).

^{1,2} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

^{1a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „19.530.766“).

^{2a} Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016.

³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „Die Strukturierungs-, Marketing- und Vertriebskosten betragen nach der Kalkulation der Emittentin bei Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2¹: 8,5% (entspricht EUR 4,25 Mio.), bei Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4²: 13%³ (entspricht EUR 13 Mio.) und bei Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8⁴: 14,5% (entspricht EUR 21,75 Mio.) des eingezahlten Nennbetrages. Dabei kalkuliert die Emittentin mit Kapitalbeschaffungskosten (Provisionen) für die Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2⁵ in Höhe von EUR 2,75 Mio. (5,5% des platzierten Anleihekaptals), für die Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4⁶ in Höhe von EUR 9 Mio. (9% des platzierten Anleihekaptals) und für die Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8⁷ in Höhe von EUR 15 Mio. (10% des platzierten Anleihekaptals)“).

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „Zu den sonstigen Aufwendungen zählen neben den fixen Emissionskosten hauptsächlich die von der Emittentin bis einschließlich 2014.“).

⁵ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich „abzüglich der gebildeten Rückstellungen“).

⁶ Ergänzt durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012.

6. DIE BETEILIGUNG

6.1. Art, Anzahl und Gesamtbetrag der angebotenen Vermögensanlage¹

Mit diesem Verkaufsprospekt werden Vermögensanlagen und zwar auf den Namen des Inhabers lautende nachrangige Namensschuldverschreibungen zum Erwerb angeboten.

Der Gesamtbetrag der angebotenen Vermögensanlagen beträgt Euro 300.000.000,-. Die Gesamtanzahl der angebotenen Vermögensanlagen umfasst 600.000 auf den Namen lautende nachrangige Namensschuldverschreibungen mit einem Nennbetrag von jeweils Euro 500,-. Es werden drei verschiedene Anleihen angeboten:

- CTI 1 D SP^{1a} (hiervon insgesamt 200.000² auf den Namen lautende Namensschuldverschreibungen)
- CTI 1 D^{1b} (hiervon insgesamt 200.000³ auf den Namen lautende Namensschuldverschreibungen) und
- CTI 2 D^{1c} (hiervon insgesamt 200.000⁴ auf den Namen lautende Namensschuldverschreibungen). Davon stehen hinsichtlich CTI 1 D SP Euro 82,58 Mio., hinsichtlich CTI 1 D Euro 85,75 Mio. und hinsichtlich CTI 2 D Euro 85,46 Mio. zur Zeichnung aus.^{4a}

Jede Namensschuldverschreibung der gleichen Serie beinhaltet die gleichen Rechte und Pflichten für die Namensschuldverschreibungs-Inhaber sowie die gleichen Rechte und Pflichten der Emittentin gegenüber den Namensschuldverschreibungs-Inhabern.

6.2. Rechtliche Grundlagen des Angebotes

Die Namensschuldverschreibungen verbriefen das Recht auf Rückzahlung des jeweiligen Nennwerts am Ende der Laufzeit sowie auf eine feste Verzinsung des Nennwerts während der Laufzeit. Die Ausgabe der Namensschuldverschreibungen erfolgt in effektiven Stücken. Die Namensschuldverschreibungen der Emittentin im Gesamtnennbetrag von Euro 300.000.000,- sind untereinander gleichberechtigte und fortlaufend nummerierte Namensschuldverschreibungen. Hierbei handelt es sich um Gläubigerrechte, die in den sog. Anleihebedingungen geregelt sind. Gesellschaftliche Mitwirkungsrechte wie Teilnahme an der Gesellschafterversammlung und Stimmrecht gewähren die Namensschuldverschreibungen nicht.

Die Rechte und Pflichten der Anleger gegenüber der Emittentin ergeben sich ausschließlich aus den auf Seite 96 dieses Prospektes abgedruckten Anleihebedingungen, in denen Einzelheiten wie die Höhe der Zinsen, Ausschüttungsvoraussetzungen, Laufzeit etc. geregelt sind. Zudem gilt das Schuldverschreibungsgesetz (Gesetz über Schuldverschreibungen aus Gesamtemissionen) vom 31. Juli 2009.

Die Beteiligung des Anlegers erfolgt unmittelbar bei der Emittentin und nicht über einen Treuhänder.

6.3. Rechte der Anleger

6.3.1 Verzinsung⁵

Die Namensschuldverschreibungen beinhalten einen Anspruch auf Zahlung eines festen Zinssatzes über die gesamte Laufzeit. Die Namensschuldverschreibungen sind ab dem 01. Juli 2011, frühestens jedoch ab dem Tag des Geldeinganges auf dem Konto der Anleiheschuldnerin mit folgendem monatlichen **festen Zinssatz** zu verzinsen:

- CTI 1 D SP^{5a}: 3,75%/12 des Nennbetrages,
- CTI 1 D^{5b}: 4,15%/12 des Nennbetrages und
- CTI 2 D^{5c}: 4,85%/12 des Nennbetrages.

6.3.2 Zinslauf, Fälligkeit

Der Zinslauf der Namensschuldverschreibungen beginnt (einschließlich) am 1. eines jeden Monats und endet (einschließlich) am Monatsultimo desselben Monats. Der erste Zinslauf beginnt am 01. Juli 2011 und der letzte Zinslauf endet mit Ablauf der Laufzeit durch wirksame Kündigung, auch wenn dieser Tag kein Bankarbeitstag ist. Bei Ausgabe von Namensschuldverschreibungen nach dem 01. Juli 2011 beginnt der Zinslauf mit dem ersten Tag des Monats der Zeichnung. Der letzte Zinslauf bleibt unverändert.

Die Zinsen für jeden Zinslauf sind monatlich nachträglich am dritten Bankarbeitstag eines jeden Monats zur Zahlung fällig („Fälligkeitstag“), beginnend am 03. August 2011. Für den letzten Zinslauf ist die Zahlung der Zinsen zusammen mit der Rückzahlung fällig („letzter Fälligkeitstag“). Ist ein Fälligkeitstag für die Zahlung von Zinsen kein Bankarbeitstag, so wird die betreffende Zahlung am nächsten Tag geleistet, der ein Bankarbeitstag ist, ohne dass wegen dieser Zahlungsverzögerung zusätzliche Zinsen zu zahlen sind.

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012. Die zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung sowie der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 gültige Fassung des Abschnitts 6.1. ist im Abschnitt „18. Anhang“ auf Seite 122 f. abgedruckt.

^{1a, 2a, 3a, 5a-c} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: Fn 1a und Fn 5a – „ThomasLloyd Festzins 6“; Fn 2a und Fn 5b – „ThomasLloyd Festzins 12“; Fn 3a und Fn 5c – „ThomasLloyd Festzins 24“).

^{1d} Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016

²⁻⁴ Berichtigt durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (vorher „100.000“).

^{4a} Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016.

⁵ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012. Die zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung sowie der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 gültige Fassung des Abschnitts 6.3.1 ist im Abschnitt „18. Anhang“ auf Seite 122 abgedruckt.

Die Berechnungsstelle berechnet monatlich zum Monatsultimo, erstmals am 31. August 2011, anschließend jeweils am 31. August, 30. September usw. eines jeden Jahres (jeweils ein „Zinstermin“) den auf die Namensschuldverschreibungen jeweils anzuwendenden Zinssatz und die jeweils zahlbaren Zinsen.

Die jeweils zahlbaren Zinsen werden ermittelt durch Multiplikation des nominalen Gesamtnennbetrags der begebenen Namensschuldverschreibungen mit dem anzuwendenden Zinssatz. Der Wert der zahlbaren Zinsen wird erforderlichenfalls auf die dritte Dezimalstelle gekürzt und auf die nächste zweite Dezimalstelle gerundet.

6.3.3 Rückzahlung¹

Der Anleger hat gegen die Emittentin einen Anspruch auf Rückzahlung des Anleihekaptals zu 100% des Nennbetrages.

Die Rückzahlung der Namensschuldverschreibungen erfolgt bei allen drei Anleihen am dritten Bankarbeitstag nach Ablauf der Laufzeit („**letzter Fälligkeitstag**“) durch wirksame Kündigung.

Die Rückzahlung erfolgt zum Nennbetrag jeweils Zug um Zug gegen Vorlage der Sammelurkunde zur Entwertung. Ist ein Fälligkeitstag für die Zahlung von Kapital kein Bankarbeitstag, so wird die betreffende Zahlung am nächsten Tag geleistet, der ein Bankarbeitstag ist, ohne dass wegen dieser Zahlungsverzögerung zusätzliche Zinsen zu zahlen sind.

6.3.4 Auszahlungen, Zahlstelle

Die Auszahlung der Zinsen sowie die Rückzahlung des Nennwertes der Namensschuldverschreibungen erfolgt durch die Zahlstelle Cleantech Infrastruktur GmbH² (Geschäftsanschrift: Hanauer Landstraße 291 b, 60314 Frankfurt am Main) in eigener Durchführung. Die Emittentin ist berechtigt, weitere Zahlstellen zu benennen und die Benennung einzelner Zahlstellen zu widerrufen.

6.3.5 Übertragbarkeit

Die Übertragung der Rechte des Anleihegläubigers aus den Teilschuldverschreibungen ist durch Abtretung und ist ab Nennbeträgen von Euro 1.000.000,- bei CTI 1 D SP und Euro 10.000,- bei CTI 1 D und Euro 5.000,- bei CTI 2 D³ und im Übrigen einem Vielfachen von 500⁴ möglich. Übertragungen der Teilschuldverschreibungen sind der Anleiheschuldnerin von dem bisherigen Anleihegläubiger unter der in der Urkunde genannten Anschrift unverzüglich, d.h. ohne schuldhaftes Zögern innerhalb von drei Werktagen, schriftlich anzuzeigen. Blankoabtretungen oder Blankoorder sind ausgeschlossen. Die Anleiheschuldnerin trägt daraufhin den neuen Anleihegläubiger in das Register ein und händigt dem neuen Anleihegläubiger sowie, im Falle der teilweisen Übertragung, auch dem bisherigen Anleiheschuldner eine neue Urkunde oder Sammelurkunde aus. Der Anleihegläubiger kann die Eintragung der Übertragung von Teilschuldverschreibungen nicht während eines Zeitraums von 15 Tagen, der an dem Fälligkeitstag für eine Zahlung auf Kapital oder Zinsen endet, verlangen.

6.3.6 Nachrangigkeit, Fälligkeitsvorbehalt

Die Namensschuldverschreibungen samt Zinszahlungen begründen bedingte, unmittelbare, nachrangige und nicht dinglich besicherte Verbindlichkeiten der Anleiheschuldnerin, die untereinander und mit allen anderen nachrangigen und nicht dinglich besicherten Verpflichtungen in gleichem Rang stehen, sofern diese nicht kraft Gesetzes Vorrang haben. Die Forderungen aus den Teilschuldverschreibungen treten deshalb gegenüber allen anderen Ansprüchen von Gläubigern gegen die Anleiheschuldnerin im Rang zurück.

Die Fälligkeit der Zahlung von Zins und Tilgung steht unter dem Vorbehalt, dass bei der Anleiheschuldnerin durch die Zahlung von Zins und Tilgung ein Insolvenzeröffnungsgrund nicht herbeigeführt wird. Zahlung von Zins und Kapital erfolgt im Fall der Eröffnung des Insolvenzverfahrens über das Vermögen der Anleiheschuldnerin oder ihrer Liquidation erst nach Befriedigung aller nicht nachrangigen Gläubiger.

6.3.7 Liquidationserlös

Die Anleger haben keine Rechte an den Vermögensgegenständen und Rechten der Emittentin und sind auch nicht am Liquidationserlös der Emittentin beteiligt.

6.3.8 Nachzahlungsanspruch

Es besteht während der Laufzeit der Namensschuldverschreibungen ein Nachzahlungsanspruch der Anleger für nicht oder nur teilweise bediente Zinsansprüche, sofern durch die Zahlungen ein Insolvenzeröffnungsgrund nicht herbeigeführt wird. Die Höhe des Nachzah-

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: Mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurden die Anleihebedingungen dahingehend geändert, dass der Rückzahlungsbetrag nunmehr dem Nennbetrag entspricht. Die Fassung des Abschnitts „6.3.3 Rückzahlung“ zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011) sowie sein Wortlaut zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung (10. Juni 2011) ist im Abschnitt „18. Anhang“ auf Seite 123 f. abgedruckt.

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „EUR 3.000,-“) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Die Übertragung der Rechte des Anleihegläubigers aus den Teilschuldverschreibungen ist durch Abtretung und ist ab Nennbeträgen von Euro 5.000,- bei ThomasLloyd Festzins 6 bzw. Euro 2.500,- bei ThomasLloyd Festzins 12 und 24 und im Übrigen einem Vielfachen von 500 möglich.“).

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „1.000“).

lungsanspruches richtet sich danach, ob der Zahlungsvorbehalte vollständig oder nur teilweise während der Laufzeit erfüllt werden können.

6.3.9 Verzug

Soweit die Anleiheschuldnerin die Zinsen trotz Fälligkeit nicht zahlt, verlängert sich die Verzinsung bis zum Tag der tatsächlichen Zahlung. Der Zins zwischen Fälligkeitstag und dem Tag, der der Zahlung vorausgeht, wird mit dem auf den Nennbetrag jeweils anzuwendenden Zinssatz nach der Zinsmethode act/360 taggenau berechnet.

Soweit die Anleiheschuldnerin die wirksam gekündigten Teilschuldverschreibungen nach Vorlage der Sammelurkunde zur Entwertung trotz Fälligkeit nicht zurückzahlt, werden die Teilschuldverschreibungen ab dem letzten Fälligkeitstag bis zu dem Tag, der der tatsächlichen Rückzahlung entspricht vorausgeht, bezogen auf den auf den Nennbetrag¹ jeweils anzuwendenden Zinssatz (siehe Punkt 6.3.3 auf Seite 35) nach der Zinsmethode act/360 multipliziert mit 12 taggenau verzinst.

6.3.10 Laufzeit und Kündigungsrechte

Die Laufzeiten der Anleihen sind unbestimmt. Die Beendigung der Beteiligung erfolgt jeweils durch wirksame Kündigung des Anlegers oder der Emittentin.²

6.3.10.1 Ordentliche Kündigung³

Die Beendigung der Beteiligung der **CTI 1 D SP** ist erstmalig zum Ablauf einer Mindestlaufzeit von sechs Monaten (sechs Zinsläufe) möglich. Die Kündigungsfrist beträgt 30 Tage. Erfolgt zu diesem Termin keine Kündigung, so können die Namensschuldverschreibungen nachfolgend täglich⁴ unter Einhaltung der vorgenannten Kündigungsfrist gekündigt werden.

Die Beendigung der Beteiligung der **CTI 1 D** ist erstmalig zum Ablauf einer Mindestlaufzeit von zwölf Monaten (zwölf Zinsläufe) möglich. Die Kündigungsfrist beträgt 60 Tage. Erfolgt zu diesem Termin keine Kündigung, so können die Namensschuldverschreibungen nachfolgend täglich⁵ unter Einhaltung der vorgenannten Kündigungsfrist gekündigt werden.

Die Beendigung der Beteiligung der **CTI 2 D** ist erstmalig zum Ablauf einer Mindestlaufzeit von 24 Monaten (24 Zinsläufe) möglich. Die Kündigungsfrist beträgt 90 Tage. Erfolgt zu diesem Termin keine Kündigung, so können die Namensschuldverschreibungen nachfolgend täglich⁶ unter Einhaltung der vorgenannten Kündigungsfrist gekündigt werden.

Wenn in einem Zeitraum von vier Wochen mehr als 20% des gezeichneten und eingezahlten Anleihekaptals der Emittentin gekündigt wird, ist die Anleiheschuldnerin berechtigt, aber nicht verpflichtet, die durch die Kündigung bedingten Kapitalrückzahlungen abweichend von § 5 Ziffer 1 dieser Bedingungen in sechs gleichen monatlichen Raten nach Ablauf der Laufzeit vorzunehmen. Die Regelungen zum Nachrang bleiben bei der ratierlichen Rückzahlung unberührt.⁷

6.3.10.2 Kündigung aus wichtigem Grund

Jeder Anleihegläubiger ist berechtigt, seine Teilschuldverschreibungen unverzüglich zu kündigen und deren Rückzahlung zum Nominalwert zuzüglich etwaiger bis zum Tage der Rückzahlung (ausschließlich) aufgelaufenen Zinsen zu verlangen, wenn ein wichtiger Grund vorliegt. Ein wichtiger Grund liegt insbesondere dann vor, wenn

- die Anleiheschuldnerin Kapital oder Zinsen nicht innerhalb von 30 Tagen – trotz schriftlicher (d.h. eigenhändig unterschrieben) Mahnung – nach dem betreffenden Fälligkeitstermin zahlt, oder
- die Anleiheschuldnerin ihre Zahlungsunfähigkeit bekannt gibt, oder
- ein Insolvenzverfahren über das Vermögen der Anleiheschuldnerin eröffnet wird oder durch die Anleiheschuldnerin beantragt oder die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens mangels Masse abgelehnt wird, oder
- die Anleiheschuldnerin eine wesentliche Verpflichtung, Bedingung oder Vereinbarung hinsichtlich der Teilschuldverschreibung nicht erfüllt oder beachtet („Pflichtverletzung“) und die Nichterfüllung oder Nichtbeachtung länger als 30 Tage andauert, nachdem die Anleiheschuldnerin hierüber von dem Anleihegläubiger, welchen die Pflichtverletzung betrifft, eine Benachrichtigung erhalten hat, durch welche die Anleiheschuldnerin vom Anleihegläubiger aufgefordert wird, die Verpflichtung, Bedingung oder Vereinbarung zu erfüllen oder zu beachten, oder
- die Anleiheschuldnerin in Liquidation tritt, es sei denn, dies geschieht im Zusammenhang mit gesellschaftsrechtlichen Maßnahmen (z.B. einer Verschmelzung oder einer anderen Form des Zusammenschlusses mit einer anderen Gesellschaft), sofern diese andere

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 aufgrund der Änderung des Rückzahlungsbetrages (ursprünglich „bezogen auf den Rückzahlungsbetrag mit dem auf den Nennbetrag jeweils anzuwendenden Zinssatz“).

² Ergänzt durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012.

³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012. Die Fassung des Abschnitts „6.3.10.1 Ordentliche Kündigung“ zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 sowie (22. Dezember 2011) sowie sein Wortlaut zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung (10. Juni 2012) ist im Abschnitt „18. Anhang“ auf Seite 124 f. abgedruckt.

^{3a, 4a, 5a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: Fn 3a – „ThomasLloyd Festzins 6“; Fn 4a – „ThomasLloyd Festzins 12“; Fn 5a – „ThomasLloyd Festzins 24“).

^{4,6} Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 aufgrund der Änderung der Kündigungszeitpunkte (ursprünglich: „jeweils zum nächsten Quartalsende“).

⁷ Ergänzt durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 aufgrund der Änderung der Anleihebedingungen.

Gesellschaft alle Verpflichtungen übernimmt, die die Anleiheschuldnerin im Zusammenhang mit dieser Teilschuldverschreibung eingegangen ist. Das Kündigungsrecht erlischt, falls der Kündigungsgrund vor Ausübung des Rechts geheilt wurde.

6.3.10.3 Form der Kündigung

Die Kündigung durch Anleihegläubiger bedarf in jedem Fall der Schriftform (d.h. eigenständig unterschrieben) und hat in der Weise zu erfolgen, dass der Anleihegläubiger die effektive Sammelurkunde nebst etwaigen Zinsanteilsscheinen und etwaigen Erneuerungsscheinen jeweils zusammen mit der Kündigungserklärung der Anleiheschuldnerin zur Entwertung sendet.

6.3.11 Mitgliedschaftsrechte

Nach den gesetzlichen Bestimmungen obliegt die Geschäftsführung allein dem Geschäftsführer der Emittentin. Dem Anleger stehen keine Mitgliedschaftsrechte, insbesondere keine Teilnahme-, Mitwirkungs- und Stimmrechte in der Gesellschafterversammlung zu.

6.3.12 Gläubigerversammlung

Entsprechend den Bestimmungen des Schuldverschreibungsgesetzes kann eine Gläubigerversammlung einberufen werden. Bei der Gläubigerversammlung handelt es sich um eine Vertretung der Anleihegläubiger der jeweiligen Schuldverschreibungen gegenüber der Emittentin. Die wesentlichen gesetzlichen Regelungen zur Gläubigerversammlung stellen sich wie folgt dar:

In der Gläubigerversammlung sind die Anleihegläubiger mit einem ihrem Beteiligungsverhältnis zum Gesamtnennbetrag der jeweiligen Schuldverschreibung (bis zu Euro 100.000.000,-¹ bei der CTI 1 D SP², bis zu Euro 100.000.000,- bei der CTI 1 D³ und bis zu Euro 100.000.000,-⁴ bei der CTI 2 D⁵) entsprechenden Stimmrecht vertreten. Die Gläubigerversammlung fasst Beschlüsse insbesondere im Hinblick auf die Änderung von Anleihebedingungen, wie z.B. Veränderung der Fälligkeit von Zinsen, Verringerung oder Ausschluss von Zinsen; Veränderung der Fälligkeit oder der Höhe des Rückzahlungsanspruchs; Nachrang der Forderungen aus den Schuldverschreibungen im Insolvenzverfahren der Anleiheschuldnerin; Verzicht auf Kündigungsrechte der Gläubiger oder der Schuldnerersetzung. In diesen Fällen ist zur Beschlussfassung eine Mehrheit von mindestens 75% der teilnehmenden Stimmrechte erforderlich (im Folgenden auch „qualifizierte Mehrheit“). Ansonsten bedürfen Beschlüsse zu ihrer Wirksamkeit der einfachen Mehrheit. Die Gläubigerversammlung wird entweder von der Anleiheschuldnerin oder von einem gemeinsamen Vertreter der Anleihegläubiger einberufen. Insbesondere ist die Gläubigerversammlung einzuberufen, wenn Anleihegläubiger, deren Schuldverschreibungen insgesamt 5% der ausstehenden Schuldverschreibungen erreichen, die Einberufung mit der Begründung verlangen, sie wollten einen gemeinsamen Vertreter bestellen bzw. abberufen, über das Entfallen der Wirkung der außerordentlichen Kündigung der Schuldverschreibung beschließen oder sie hätten ein sonstiges besonderes Interesse an der Einberufung. Die Einberufung der Gläubigerversammlung wird im elektronischen Bundesanzeiger öffentlich bekannt gemacht. Die Gläubigerversammlung findet am Sitz der Anleiheschuldnerin statt. Für die Teilnahme an der Gläubigerversammlung ist die vorherige Anmeldung der Anleihegläubiger erforderlich. Mit der Anmeldung ist ein aktueller Nachweis des depotführenden Instituts über die Stellung als Anleihegläubiger zu übermitteln. Jeder Anleihegläubiger kann sich durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen. Die Gläubigerversammlung ist beschlussfähig, wenn die anwesenden Anleihegläubiger wertmäßig mindestens die Hälfte des Anleihekaptals vertreten. Ist dies nicht der Fall, kann der Vorsitzende der Versammlung eine zweite Versammlung einberufen, die dann als beschlussfähig gilt. Für Beschlüsse, die jedoch die qualifizierte Mehrheit erfordern, müssen die anwesenden Anleihegläubiger mindestens 25% des Anleihekaptals ausmachen.

6.3.13 Mitwirkungspflicht

Um einen reibungslosen Ablauf der Beteiligung zu gewährleisten, sind die Anleger verpflichtet, Änderungen des Namens (z.B. infolge einer Heirat), der Anschrift oder anderer für die Verwaltung der Namensschuldverschreibungen relevanter Daten (wie z.B. Kontoverbindung) der Emittentin unverzüglich anzuzeigen. Die Emittentin ist berechtigt, mit befreiender Wirkung an die im Namensschuldverschreibungsregister eingetragenen Namensschuldverschreibungs-Inhaber zu leisten.

6.4. Haftung des Anlegers

Eine unmittelbare Haftung des Anlegers für Verbindlichkeiten der Emittentin besteht bereits von Gesetzes wegen nicht. Den Anleihebedingungen zufolge haftet das Beteiligungskapital im Falle der Insolvenz der Emittentin für unbefriedigte Ansprüche von Gläubigern der Emittentin. Insoweit sind auf den Erwerbspreis und/oder das Agio ausstehende Beträge im Insolvenzfall der Emittentin auszugleichen.

Darüber hinaus ist der Erwerber der Vermögensanlage nicht verpflichtet, weitere Leistungen zu erbringen, insbesondere weitere Zahlungen zu leisten.

^{1,4} Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich „Euro 50.000.000,- bei der Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2“ und „Euro 150.000.000,- bei der Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8“).

^{2,3,5} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: die Bezeichnung der angebotenen Anleihen lautete vor dem Nachtrag Nr. 1 „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/2“, „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4“ und „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/8“ und zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 „Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2“, „Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4“ und „Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8“ und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: Fn 2 – „ThomasLloyd Festzins 6“; Fn 3 – „ThomasLloyd Festzins 12“; Fn 5 – „ThomasLloyd Festzins 24“).

6.5. Übertrag- und Handelbarkeit der Vermögensanlage

6.5.1 Vererbung

Im Falle des Todes des Inhabers der Namensschuldverschreibungen treten die Erben an dessen Stelle.

6.5.2 Handelbarkeit der Beteiligung

Da der Namensschuldverschreibungs-Inhaber seine Beteiligung veräußern kann, ist sie auch handelbar. Für den Handel mit Namensschuldverschreibungen gibt es bislang keinen öffentlichen Markt wie z.B. eine Börse für Aktien und Anleihen. Insoweit ist die Handelbarkeit eingeschränkt.

6.5.3 Rückwerb

Die Emittentin ist berechtigt, eigene Namensschuldverschreibungen am Markt oder auf sonstige Weise zu erwerben und zu veräußern. Gleiches gilt für etwaige Tochtergesellschaften oder verbundene Unternehmen der Anleiheschuldnerin.

6.6. Ausgabebedingungen und Zeichnung

6.6.1 Ausgabekurs¹

Die Ausgabe der Namensschuldverschreibungen durch die Emittentin erfolgt jeweils zum Nennbetrag (100%) von Euro 500,- je Namensschuldverschreibung.

Ein Ausgabeaufschlag (Agio) fällt nicht an.

6.6.2 Mindestzeichnung, Erwerbspreis²

Der Erwerb der Namensschuldverschreibungen ist ab der Zeichnung von 2.000 Namensschuldverschreibungen bei CTI 1 D SP und 20 Namensschuldverschreibungen bei CTI 1 D und 10 Namensschuldverschreibungen bei CTI 2 D zu einem Nennbetrag von jeweils Euro 500,- möglich. Dies entspricht je nach Anleihe einer Mindestzeichnungssumme von Euro 1.000.000,-; Euro 10.000,- bzw. Euro 5.000,-.^{2a}

Entsprechend der Mindestzeichnungssumme beträgt der **Erwerbspreis** bei CTI 1 D SP: Euro 1.000.000,-, bei CTI 2 D: Euro 10.000,- und bei CTI 2 D: Euro 5.000,-.^{2b}

Ein Höchstbetrag für eine Zeichnung ist zunächst nicht festgelegt, beträgt jedoch auf Grund der Höhe des Emissionsvolumens insgesamt maximal 600.000 Namensschuldverschreibungen zu Euro 500,- (Euro 300.000.000,-).

Die maximale Beteiligungshöhe während der Dauer des Angebotes stellt der jeweils noch zur Zeichnung verbleibende Restbetrag des ursprünglichen Emissionsvolumens dar.

Die Emittentin ist berechtigt jederzeit und ohne die Angabe von Gründen, Zeichnungen, Anteile oder Beteiligungen zu kürzen.

6.6.3 Erwerbsvoraussetzungen

6.6.3.1 Zeichnungsschein

Für den Erwerb der Namensschuldverschreibungen ist die Übermittlung des vollständig ausgefüllten und von dem Anleger eigenhändig unterschriebenen Zeichnungsscheins Voraussetzung. Die Begründung der Beteiligung wird mit Annahme des Zeichnungsscheins durch die Cleantech Infrastruktur GmbH³, vertreten durch den Geschäftsführer, wirksam. Ein Zugang der Annahmeerklärung bei dem Anleger ist nach der Verkehrssitte nicht zu erwarten, so dass der Anleger im Rahmen der Zeichnungserklärung auf den Zugang der Annahmeerklärung verzichten kann.

Die Annahme durch den Geschäftsführer der Emittentin setzt einen vollständigen und richtig ausgefüllten Zeichnungsschein voraus, insbesondere muss der Anleger angeben, wie hoch seine Beteiligung an der Cleantech Infrastruktur GmbH⁴ sein soll, d.h. wie viele Namensschuldverschreibungen der Anleger erwerben will.

Auf dem Zeichnungsschein bestätigt der Anleger u.a., dass er den Verkaufsprospekt einschließlich etwaiger Nachträge sowie eine Durchschrift des Zeichnungsscheins erhalten hat.

Die Zeichnungsscheine nimmt die Cleantech Infrastruktur GmbH⁵, Hanauer Landstraße 291 b, 60314 Frankfurt am Main, entgegen.

^{1,2} Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012. Die zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung und der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 gültige Fassung des Abschnitts 6.6.1 und 6.6.2 ist im Abschnitt „18. Anhang“ auf Seite 124 abgedruckt.

^{2a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Der Erwerb der Namensschuldverschreibungen ist ab der Zeichnung von zehn Namensschuldverschreibungen bei ThomasLloyd Festzins 6 bzw. jeweils fünf Namensschuldverschreibungen bei ThomasLloyd Festzins 12 und 24 zu einem Nennbetrag von je Euro 500,- möglich. Dies entspricht je nach Anleihe einer Mindestzeichnungssumme von Euro 5.000,- bzw. 2.500,-.“).

^{2b} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Entsprechend der Mindestzeichnungssumme beträgt der Erwerbspreis bei ThomasLloyd Festzins 6: Euro 5.000,-, bei ThomasLloyd Festzins 12: Euro 2.500,- und bei ThomasLloyd Festzins 24: Euro 2.500,-.“).

³⁻⁵ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

6.6.3.2 Einzahlungen, Zahlungsweise

Die Überweisung des Erwerbspreises (gezeichneter Nennbetrag zzgl. Agio) erfolgt auf das Sonderkonto der Cleantech Infrastruktur GmbH¹ Volksbank Lingen eG, IBAN: DE92 2666 0060 1107 3152 00, BIC: GENODEF1LIG^{1a}.

Der Anlagebetrag ist vierzehn Tage nach Zeichnung zur Zahlung fällig.²

Die Anleger erhalten über den Eingang der Zahlungen (Gutschrift auf dem Sonderkonto) eine Mitteilung von der Emittentin.

6.6.4 Zeichnungsfrist, Schließungsmöglichkeit

Das öffentliche Angebot der Namensschuldverschreibungen beginnt gemäß § 9 Abs. 1 VerkProspG einen Tag nach Veröffentlichung dieses Verkaufsprospektes.

Die Zeichnungsfrist endet mit Vollplatzierung der Namensschuldverschreibungen, jedoch spätestens am 31. Dezember 2018³.

Die Emittentin ist durch Beschluss der Geschäftsführung ohne Angabe von Gründen und ohne Zustimmung der Anleger berechtigt, die Zeichnung vorzeitig zu schließen bzw. die Zeichnungsfrist zu verlängern.

6.6.5 Anlegerkreise

Das Angebot erfolgt ausschließlich in der Bundesrepublik Deutschland.

Die Namensschuldverschreibungen werden innerhalb Deutschlands jedermann zum Erwerb angeboten, sie können sowohl von Privatpersonen als auch von Unternehmen und sonstigen Personenvereinigungen erworben werden.

6.7. Kosten des Anlegers⁴

Es sind mit dem Erwerb, der Verwaltung und der Veräußerung der Vermögensanlage keine weiteren Kosten verbunden.

6.8. Bekanntmachungen

Bekanntmachungen und Veröffentlichungen betreffend die Teilschuldverschreibungen erfolgen im Unternehmensregister im Sinne des Handelsgesetzbuches.

6.9. Anzuwendendes Recht und Gerichtsstand

Für alle aus dem Namensschuldverschreibungsverhältnis erwachsenden Rechtsstreitigkeiten ist die Rechtsordnung der Bundesrepublik Deutschland maßgeblich. Als Gerichtsstand wird – soweit dies gesetzlich zulässig ist – der Sitz der Gesellschaft vereinbart. Derzeitiger Sitz ist Frankfurt am Main. Für den Fall, dass der Anleger nach Vertragsabschluss seinen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthaltsort aus der Bundesrepublik Deutschland verlegt oder sein Wohnsitz oder gewöhnlicher Aufenthaltsort im Zeitpunkt der Klageerhebung nicht bekannt ist, wird ebenfalls der Sitz der Gesellschaft als örtlich zuständiger Gerichtsstand vereinbart.

6.10. Änderungen der Anleihebedingungen

6.10.1 Änderung der Fassung, der Einteilung und des Gesamtnennbetrages

Die Emittentin ist nur in den nachfolgenden Fällen berechtigt, die Anleihebedingungen durch einseitige Willenserklärung zu ändern bzw. anzupassen:

- Änderung der Fassung, wie z.B. Wortlaut und Reihenfolge;
- Änderungen, die für eine Zulassung der Teilschuldverschreibungen zum Handel an einem organisierten Markt oder einem privatrechtlich organisierten Markt erforderlich sind, wie z.B. die Einteilung der Schuldverschreibungen bezogen auf die Anzahl und den Nennbetrag der Teilschuldverschreibungen;
- Änderung des Gesamtnennbetrages und der Einteilung der Schuldverschreibung, sofern die Ermächtigung des § 1 Abs. 4 der Anleihebedingungen in Anspruch genommen wird.

Die Änderung erfolgt in diesen Fällen nach billigem Ermessen unter Berücksichtigung der Interessen der Anleiheschuldnerin, der Gesellschafterin der Anleiheschuldnerin und der Anleihegläubiger. Änderungen der Bestimmungen der Anleihebedingungen können durch Rechtsgeschäft nur durch einen gleichlautenden Vertrag mit sämtlichen Anleihegläubigern erfolgen.

Änderungen der Anleihebedingungen sind ferner mit Zustimmung der Gläubigerversammlung durch Mehrheitsbeschluss nach Maßgabe des Schuldverschreibungsgesetzes möglich.

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

^{1a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Nr. 914091400 bei der Commerzbank AG (BLZ 611 400 71, IBAN Nr.: DE35 6114 0071 0914 0914 00, BIC Code: COBADEFF619)“)

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „Der Anleger ist berechtigt, per Verrechnungsscheck, der auf die Emittentin bezogen sein muss, zu zahlen.“)

³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: „2013“) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „2015“).

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012. Die zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung und der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 gültige Fassung des Abschnitts 6.7. ist im Abschnitt „18. Anhang“ auf Seite 125 abgedruckt.

6.11. Prospekt und Nachträge

6.11.1 Prospektdatum

Datum der Prospektaufstellung ist der 10. Juni 2011 (in der Fassung des Nachtrags Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 sowie des Nachtrags Nr. 2 vom 14. September 2012 und des Nachtrags Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 und des Nachtrags Nr. 4 vom 29. Februar 2016).

6.11.2 Prospektausgabestelle

Der Verkaufsprospekt und alle weiteren dazugehörigen Unterlagen (z.B. etwaige Nachträge) werden bei der Zahlstelle Cleantech Infrastruktur GmbH¹, Hanauer Landstraße 291 b, 60314 Frankfurt am Main zur kostenlosen Ausgabe bereitgehalten.

6.11.3 Nachtrag

Soweit während der Zeichnungsfrist der Beteiligung Veränderungen eintreten, die für die Beurteilung der Emittentin oder der Namensschuldverschreibungen von wesentlicher Bedeutung sind, so hat die Emittentin von Gesetzes wegen diese Veränderungen unverzüglich in einem Nachtrag zum Prospekt zu veröffentlichen.

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

7. DIE WESENTLICHEN GRUNDLAGEN DER STEUERLICHEN KONZEPTION

7.1. Allgemeiner Hinweis

Die nachfolgende Darstellung behandelt die wesentlichen Grundlagen der steuerlichen Konzeption der Vermögensanlage. Grundlage der Ausführungen in diesem Abschnitt, sowie im gesamten Prospekt ist das zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung (Februar 2016)¹ geltende nationale Steuerrecht (gesetzliche Regelungen, veröffentlichte Verwaltungsanweisungen, aktuelle Rechtsprechung der Finanzgerichte) der Bundesrepublik Deutschland. Zur Darstellung der steuerlichen Konzeption der Beteiligung der Cleantech Infrastruktur GmbH² werden steuerliche Fachausdrücke verwendet, die nicht mit dem allgemeinen Sprachgebrauch übereinstimmen müssen. Sollte der Anleger nicht mit der Verwendung dieser Fachausdrücke vertraut sein, sollten zum Verständnis des Textes entsprechend qualifizierte Berater (z.B. Steuerberater) in Anspruch genommen werden.

Die nachfolgenden Erläuterungen gelten für im Inland unbeschränkt einkommensteuerpflichtige natürliche Anleger, die sich an der Cleantech Infrastruktur GmbH³ als Namensschuldverschreibungs-Inhaber beteiligen und ihre Beteiligung im Privatvermögen halten. Zählt die Beteiligung dagegen zum Betriebsvermögen des Anlegers ergeben sich abweichende steuerliche Rechtsfolgen, die in diesem Abschnitt nicht dargestellt werden. Ebenfalls werden keine Aussagen zu den steuerlichen Auswirkungen getroffen, die sich bei Anlegern ergeben, die ihren Wohnsitz oder ihren gewöhnlichen Aufenthalt nicht in der Bundesrepublik Deutschland haben.

Bei den nachfolgenden Ausführungen ist zu beachten, dass die steuerliche Einnahmen- und Ausgabengestaltung sich jeweils nach der individuellen Situation eines jeden einzelnen Anlegers richtet. In Zweifelsfragen – insbesondere im Hinblick auf die persönliche Steuersituation – sollte in jedem Fall der eigene Steuerberater zu Rate gezogen werden.

7.2. Einkommensteuer

7.2.1 Einkunftsart

Durch die Einzahlung des Beteiligungskapitals überlässt der Anleger dem Unternehmen Kapitalvermögen zur Nutzung. Aus dieser Nutzungsüberlassung fließt dem Anleger während der Laufzeit ein Entgelt, die Zinsen, zu. Die Einnahmen (Ausschüttungen) aus der Gewinnbeteiligung des Beteiligungskapitals rechnen daher steuerlich zu den **Einkünften aus Kapitalvermögen (§ 20 Abs. 1 Nr. 7 EStG)** und unterliegen damit der Einkommensteuer.

7.2.2 Abgeltungssteuer

Die Zinseinnahmen des Anlegers werden von der am 01. Januar 2009 in Kraft getretenden Abgeltungsteuer (§ 32d EStG) erfasst. Bei der Abgeltungsteuer handelt es sich um einen besonderen Steuersatz für Einkünfte aus Kapitalvermögen. Der Abgeltungsteuersatz beträgt dabei einheitlich 25% zuzüglich Solidaritätszuschlag von 5,5% und eventueller Kirchensteuer. Der abgeltende Steuersatz ist auf die Bruttoeinnahmen anzuwenden. Der Steuerabzug wird durch vom Unternehmen vorgenommen und an die Finanzverwaltung abgeführt. Mit dem Steuerabzug ist die Einkommensteuer des Anlegers grundsätzlich abgegolten, so dass er die Einkünfte aus dem Kapitalvermögen nicht mehr in seiner Einkommensteuererklärung angeben muss (§ 43 Abs. 5 EStG).

Steuerpflichtige mit einem geringeren persönlichen Einkommensteuersatz als dem Abgeltungsteuersatz in Höhe von 25% haben jedoch die Möglichkeit, eine Veranlagungsoption (Günstigerprüfung) in Anspruch zu nehmen (§ 32d Abs. 6 EStG). Auf Antrag des Anlegers können die Erträge aus Zinsen auch mit dem persönlichen Steuersatz versteuert werden, wenn der persönliche Steuersatz unter 25% liegt. Der Anleger hat diese Wahlmöglichkeit im Rahmen seiner Veranlagung geltend zu machen. Das Finanzamt prüft bei der Steuerfestsetzung von Amts wegen, ob die Anwendung der allgemeinen Regel zu einer niedrigeren Steuerfestsetzung führt.

7.2.3 Besteuerung von Veräußerungsgewinnen

Hält der Anleger die Namensschuldverschreibungen im Privatvermögen, unterliegt der Veräußerungsgewinn unabhängig von der Haltezeit seit dem 01. Januar 2009 als Einkunft aus Kapitalvermögen ebenfalls der Abgeltungsteuer (§ 20 Abs. 2 Nr. 7 EStG). Zur Höhe der Abgeltungsteuer sowie zum Verfahren des Steuerabzugs wird auf die obigen Erläuterungen verwiesen. Eine Verrechnung von Verlusten mit Einkünften aus anderen Einkunftsarten sowie ein Verlustrücktrag (Verlustabzug nach § 10d EStG) sind ausgeschlossen. Verluste können jedoch grundsätzlich mit allen Gewinnen aus Kapitalerträgen verrechnet werden.

7.2.4 Sparer-Pauschbetrag

Die Einnahmen (Zinsen bzw. Veräußerungsgewinne, die der Abgeltungsteuer unterliegen) bleiben steuerfrei, soweit sie zusammen mit sonstigen Kapitalerträgen des Anlegers den Sparer-Pauschbetrag in Höhe von jährlich Euro 801,- (Euro 1.602,- bei zusammen veranlagten Eheleuten) nicht übersteigen (§ 20 Abs. 9 EStG). Tatsächlich angefallene Werbungskosten, selbst wenn sie den Sparer-Pauschbetrag übersteigen, können nicht geltend gemacht werden.

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: „2011“) und den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Oktober 2013“).

^{2,3} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

7.3. Sonstige Steuern

Der Erwerb von Namensschuldverschreibungen durch Erbfall oder Schenkung unterliegt der **Erbschaft- und Schenkungsteuer**. Voraussetzung dafür ist, dass der Erblasser zur Zeit seines Todes bzw. der Schenker zur Zeit der Ausführung der Schenkung oder der Erwerber zur Zeit der Entstehung der Steuer ein Inländer im Sinne des Erbschaftssteuer- und Schenkungsteuergesetz (§ 2 ErbStG) ist.

Familienangehörige und Verwandte können Freibeträge in Anspruch nehmen und damit ggf. eine Besteuerung vermeiden. Die Höhe der möglichen Freibeträge sowie der anwendbare Steuersatz bestimmen sich nach dem Verwandtschaftsgrad zwischen Erblasser bzw. Schenker und dem Erwerber.

Der Erwerb und die Veräußerung von Namensschuldverschreibungen unterliegen nicht der **Umsatzsteuer**. Ebenso ist der Abzug einer eventuell anfallenden Vorsteuer grundsätzlich ausgeschlossen.

Anleger sollten sich auf jeden Fall durch einen Steuerberater beraten lassen.

8. UNTERNEHMENS DATEN DER CLEANTECH INFRASTRUKTUR GMBH

8.1. Firma, Sitz, Geschäftsanschrift

Die **Firma** des emittierenden Unternehmens lautet

Cleantech Infrastruktur GmbH².

Sitz der Gesellschaft ist Frankfurt am Main (Geschäftsanschrift: Hanauer Landstraße 291 b, 60314 Frankfurt am Main).

8.2. Gründung, Rechtsform, Rechtsordnung, Dauer

Die Cleantech Infrastruktur GmbH³ wurde am 28. Juli 2010 in der Rechtsform der Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht gegründet und unterliegt der deutschen Rechtsordnung. Sie ist am 20. Dezember 2010 zunächst unter der Nr. HRB 204817 beim Amtsgericht Osnabrück im Handelsregister eingetragen worden.

Am 13. Mai 2011 wurde die Gesellschaft von einem neuen Gesellschafterkreis übernommen, der Gesellschaftsvertrag im Hinblick auf die Firmierung, den Unternehmensgegenstand und den Sitz geändert und die Organe neu bestellt. Es handelte sich um eine wirtschaftliche Neugründung. Die Eintragung der Gesellschaftsvertragsänderungen und der Sitzverlegung erfolgte am 24. Mai 2011 beim zuständigen Amtsgericht Frankfurt am Main unter der Nr. HRB 91059.

Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt. Die Aufnahme der operativen Geschäftstätigkeit erfolgte mit Übernahme der Geschäftsanteile der Emittentin durch die Muttergesellschaft ThomasLloyd Group Ltd⁴.

Der Emittent ist keine KG oder KGaA. Daher entfallen die zusätzlichen Angaben über die Struktur eines persönlich haftenden Gesellschafters und die von der gesetzlichen Regelung abweichenden Bestimmungen der Satzung oder des Gesellschaftsvertrages nach § 5 Nr. 3 VermVerkProspV.

8.3. Unternehmensgegenstand

Der Gegenstand des Unternehmens ist die Verwaltung eigenen Vermögens ausschließlich durch den Erwerb, das Halten und die Veräußerung von Finanzanlagen an verbundenen Unternehmen, insbesondere der ThomasLloyd Group Ltd⁵ in London, UK. Die Gesellschaft ist berechtigt, alle Geschäfte vorzunehmen, die mit dem Gegenstand des Unternehmens zusammenhängen oder ihm unmittelbar oder mittelbar förderlich sind. Sie darf insbesondere Zweigniederlassungen im Inland und/oder Ausland errichten, sich an anderen Unternehmen beteiligen und Interessengemeinschaften eingehen.

8.4. Geschäftsjahr, Bekanntmachungen

Das Geschäftsjahr der Cleantech Infrastruktur GmbH⁶ ist das Kalenderjahr. Die Bekanntmachungen der Emittentin, die die Gesellschafter betreffen, werden im elektronischen Bundesanzeiger veröffentlicht.

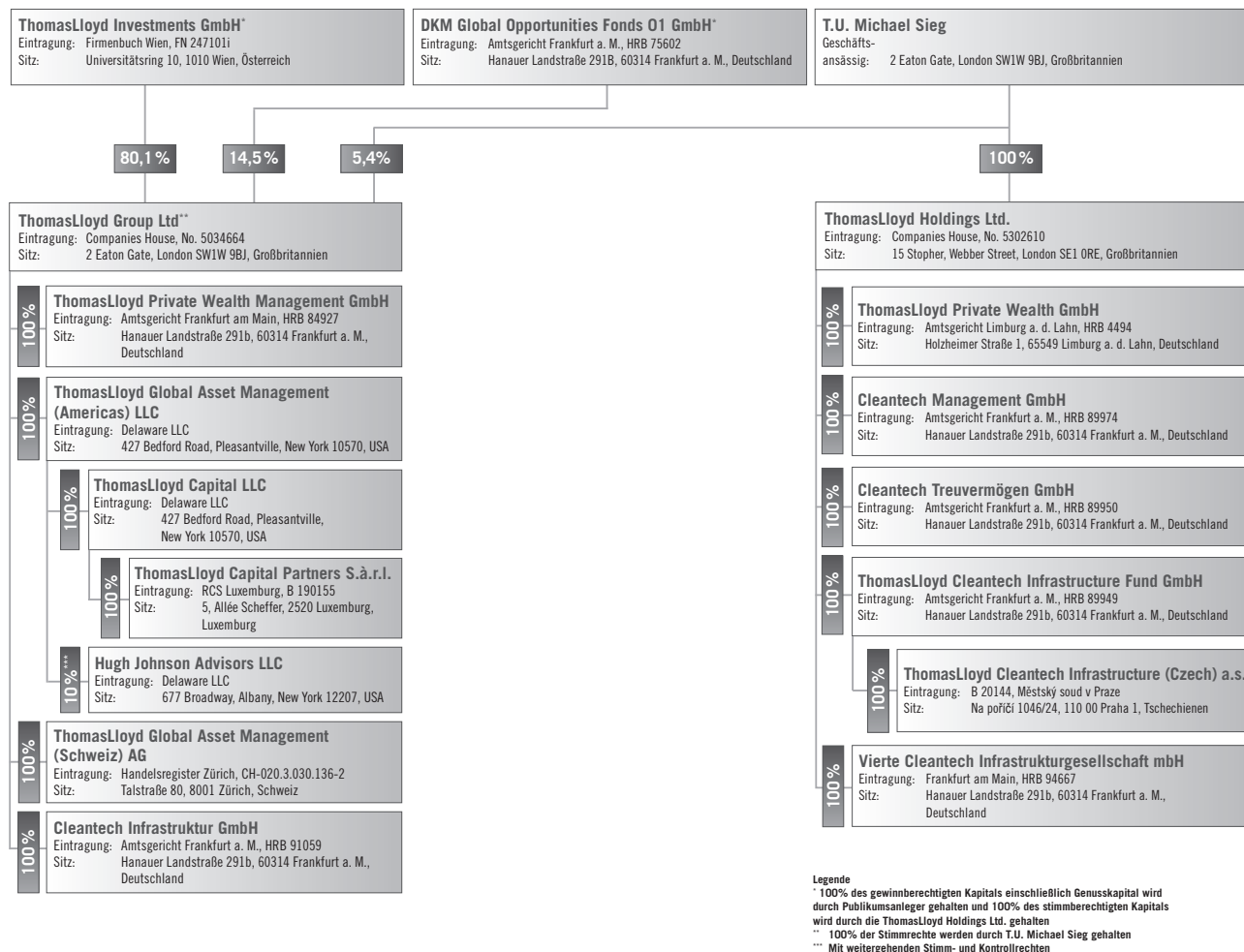
Die Bekanntmachungen der Cleantech Infrastruktur GmbH⁷ im Hinblick auf die Namensschuldverschreibungen erfolgen im Unternehmensregister im Sinne des Handelsgesetzbuches.

^{1-3, 6, 7} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

^{4, 5} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

8.5. Konzernstruktur

Die Emittentin ist die 100%-ige Tochter der Zielgesellschaft ThomasLloyd Group Ltd¹. Die Struktur, der die Emittentin angehört, stellt sich wie folgt dar:²



8.6. Beteiligungen

Die **Cleantech Infrastruktur GmbH**³ hält derzeit keine Beteiligungen an anderen Unternehmen. Sie ist kein Konzernunternehmen und daher nicht verpflichtet, einen Konzernabschluss zu erstellen.

8.7. Kapitalausstattung

8.7.1 Stammkapital

Das **Stammkapital** der Gesellschaft beträgt Euro 25.000,-.

Davon hat die Gesellschafterin ThomasLloyd Group Ltd⁴ eine Stammeinlage (GmbH-Anteile) in gleicher Höhe übernommen.

Das Stammkapital wurde in voller Höhe von Euro 25.000,- zur freien Verfügung der Geschäftsführung eingezahlt.

Die Hauptmerkmale des GmbH-Anteils sind:

- Informations- und Kontrollrecht
- Recht auf Teilnahme an und Stimmrecht in der Gesellschafterversammlung
- Recht auf Ergebnisbeteiligung
- Recht zur Übertragung der GmbH-Anteile.

8.7.2 Beschluss zu Kapitalmaßnahmen

Die Geschäftsführung der Emittentin hat am 01. Juni 2011 beschlossen, einmalig oder mehrmalig Namensschuldverschreibungen

^{1,4} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016: es wurde ein aktualisiertes Organigramm aufgenommen. Das zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung und der Aufstellung des Nachtrags Nr. 2 sowie des Nachtrags Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 gültige Organigramm ist im Abschnitt „18. Anhang“, Seite 126 f. des Verkaufsprospektes abgebildet.

³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

zu den in diesem Prospekt beschriebenen Konditionen gegen die Einzahlung von Beteiligungskapital im Gesamtnennbetrag von Euro 300.000.000,- zu gewähren. Die Namensschuldverschreibungen lauten auf den Namen des Inhabers.

Dabei stehen den Namensschuldverschreibungs-Inhabern gesetzlich zwingend keine Mitgliedschaftsrechte, insbesondere keine Teilnahme-, Mitwirkungs- und Stimmrechte in der Gesellschafterversammlung zu.

8.7.3 Angaben über durchgeführte Vermögensanlagen

Zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung hat die Emittentin keine Wertpapiere oder Vermögensanlagen im Sinne des § 8f Abs. 1 des Verkaufsprospektgesetzes ausgegeben mit Ausnahme von den prospektgegenständlichen Vermögensanlagen.^a

8.7.4 Bezugsrechte, Übernahmegarantien

Weitere Kapitalien bestehen nicht. Wertpapiere, die ein Umtausch- oder Bezugsrecht auf Namensschuldverschreibungen einräumen, sind nicht im Umlauf. Auch Übernahmegarantien bestehen nicht.

Je nach Geschäftsverlauf und Erfolg dieser Emission behält sich die Cleantech Infrastruktur GmbH¹ vor, weitere Vermögensanlagen oder Wertpapiere anzubieten.

8.8. Gründungsgesellschafter

Gründungsgesellschafterin der Cleantech Infrastruktur GmbH² ist die ThomasLloyd Group Ltd³ mit einer Stammeinlage von Euro 25.000,-. Das Stammkapital wurde in voller Höhe zur freien Verfügung der Geschäftsführung eingezahlt.

Die ThomasLloyd Group Ltd⁴ ist unter der Geschäftsanschrift der Gesellschaft, 2 Eaton Gate, London SW1W 9BJ, Großbritannien⁵, geschäftsansässig.

8.9. Organe der Cleantech Infrastruktur GmbH⁶

8.9.1 Allgemeines

Die Organe (Entscheidungsträger/Gremien) der Cleantech Infrastruktur GmbH⁷ sind der Geschäftsführer und die Gesellschafterversammlung. Der Geschäftsführer ist unter der Geschäftsanschrift der Cleantech Infrastruktur GmbH⁸, Hanauer Landstraße 291 b, 60314 Frankfurt am Main geschäftsansässig.

8.9.2 Geschäftsführer

8.9.2.1 Aufgaben

Der Geschäftsführer nimmt die Geschäftsführung wahr und hat unter eigener Verantwortung die Gesellschaft zu leiten und sie gerichtlich als auch außergerichtlich zu vertreten. Insbesondere entscheidet der Geschäftsführer über alle Angelegenheiten des laufenden Geschäftsbetriebs, allgemeine Fragen der Refinanzierung und der Festsetzungen der Bedingungen für das Aktiv-, Passiv- und Dienstleistungsgeschäft sowie den Erwerb und die Veräußerung von Grundbesitz.

8.9.2.2 Gesellschaftsvertragsregelung

Die Gesellschaft wird durch zwei Geschäftsführer oder durch einen Geschäftsführer in Gemeinschaft mit einem Prokuristen gesetzlich vertreten. Ist nur ein Geschäftsführer bestellt, vertritt er die Gesellschaft allein.

8.9.2.3 Mitglieder der Geschäftsführung

Zum derzeitigen Geschäftsführer wurde am 04. Januar 2016 Herr Matthias Klein^{8a} bestellt. Er ist alleinvertretungsberechtigt und von den Beschränkungen des § 181 BGB befreit.

8.9.3 Gesellschafterversammlung

8.9.3.1 Aufgaben

In der Gesellschafterversammlung sind die Gesellschafter mit einem ihrem Beteiligungsverhältnis zum Stammkapital der Cleantech Infrastruktur GmbH⁹ entsprechenden Stimmrecht vertreten. Die Gesellschafterversammlung fasst Beschlüsse im Hinblick auf die gesellschaftsrechtlichen und sonstigen Grundlagen der GmbH, insbesondere über Änderungen des Gesellschaftsvertrages, Maßnahmen der Kapitalbeschaffung oder der Kapitalherabsetzung und über die Verwendung des Bilanzgewinns.

^a Ergänzt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016.

^{1, 2, 6-10} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

^{3, 4, 11} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

⁵ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: „3 More London Riverside, London SE1 2AQ, Großbritannien“) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „1 King Street, London, EC2V 8AU“).

^{8a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Zum derzeitigen Geschäftsführer wurde am 13. Mai 2011 Herr Klaus-Peter Kirschbaum bestellt.“).

8.9.3.2 Gesellschafter

Alleinige Gesellschafterin der Cleantech Infrastruktur GmbH¹ ist zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung ThomasLloyd Group Ltd² mit einer Stammeinlage von Euro 25.000,-, die vollständig und zur freien Verfügung der Geschäftsführung eingezahlt worden ist. Die Gesellschafter einer GmbH haften nach den gesetzlichen Vorschriften grundsätzlich nicht persönlich. Die Gesellschafter haben über das Recht der Beteiligung am Gewinn hinaus das Recht zur Teilnahme an der Gesellschafterversammlung. Entsprechend ihres Beteiligungsverhältnisses haben sie darin bestimmte Stimmrechte und können die die Emittentin betreffenden Beschlüsse fassen.

8.9.4 Abschlussprüfer

Der Abschlussprüfer ist kein Organ der Emittentin, sondern wird von den Gesellschaftern zur Prüfung des von dem Geschäftsführer der Emittentin aufgestellten Jahresabschlusses bestellt.

Die Cleantech Infrastruktur GmbH ist im Rahmen der Jahresberichtspflicht zur Prüfung des Jahresabschlusses durch einen Abschlussprüfer verpflichtet. Abschlussprüfer der Emittentin ist die PKF Wulf & Partner, Löffelstraße 44, 70597 Stuttgart.³

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Die Cleantech Infrastruktur GmbH ist derzeit von Gesetzes wegen nicht zur Prüfung des Jahresabschlusses durch einen Wirtschaftsprüfer verpflichtet. Eine Prüfungspflicht besteht für Jahresabschlüsse und Lageberichte, die nach dem 31. Dezember 2013 beginnen.“).

**9. JAHRESBERICHT (JAHRESABSCHLUSS, LAGEBERICHT UND BESTÄTIGUNGSVERMERK)
DER CLEANTECH INFRASTRUKTUR GMBH ZUM 31. DEZEMBER 2014¹**

9.1. Bilanz zum 31.12.2014

AKTIVA		
	31.12.2014	31.12.2013
	€	€
A. Anlagevermögen		
<i>Finanzanlagen</i>		
Wertpapiere des Anlagevermögens	26.677.712,19	23.188.000,00
B. Umlaufvermögen		
<i>I. Forderungen und sonstige Vermögensgegenstände</i>		
1. Forderungen gegen verbundene Unternehmen	49.798,80	100.445,95
2. sonstige Vermögensgegenstände	360,00	360,00
	50.158,80	100.805,95
<i>II. Guthaben bei Kreditinstituten</i>	328.161,83	111.232,09
	378.320,63	212.038,04
	27.056.032,82	23.400.038,04
PASSIVA		
	31.12.2014	31.12.2013
	€	€
A. Eigenkapital		
<i>I. Gezeichnetes Kapital</i>	25.000,00	25.000,00
<i>II. Gewinnvortrag</i>	291,82	291,82
<i>III. Jahresüberschuss</i>	0,00	0,00
	25.291,82	25.291,82
B. Rückstellungen		
1. Steuerrückstellungen	74.226,40	21.717,0
2. sonstige Rückstellungen	9.420,00	8.650,00
	83.646,40	30.367,00
C. Verbindlichkeiten		
1. Anleihen	26.677.712,19	23.246.000,00
2. Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen	1.268,41	3.135,89
3. Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen	34.988,43	0,00
4. sonstige Verbindlichkeiten	233.125,57	95.243,33
	26.947.094,60	23.344.379,22
	27.056.032,82	23.400.038,04

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016. Fassung des Abschnitts „9. Eröffnungsbilanz“ ist im Anhang auf der Seite 128 abgebildet.

9.2. Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr 2014

	31.12.2014	31.12.2013
	€	€
1. sonstige betriebliche Erträge	149.311,61	98.012,93
2. Personalaufwand		
a) Löhne und Gehälter	- 36.000,00	- 36.000,00
b) soziale Abgaben und Aufwendungen für Altersversorgung und für Unterstützung	- 3.407,32	- 3.350,68
3. sonstige betriebliche Aufwendungen	- 90.575,41	- 61.201,14
4. Erträge aus Wertpapieren des Finanzanlagevermögens	1.132.395,75	664.150,65
5. sonstige Zinsen und ähnliche Erträge	134,74	78,53
6. Zinsen und ähnliche Aufwendungen	- 1.092.477,71	- 639.972,43
7. Ergebnis der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit	59.381,66	21.717,86
8. Steuern vom Einkommen und vom Ertrag	- 59.381,66	- 21.717,86
9. Jahresüberschuss	0,00	0,00

9.3. Geänderter Anhang der Cleantech Infrastruktur GmbH, Frankfurt am Main, für das Geschäftsjahr 2014

A. Rechnungslegungsgrundsätze

Bei der Bilanzierung und Bewertung sind die Vorschriften des HGB für Kapitalgesellschaften angewandt worden. Darstellung, Gliederung, Ansatz und Bewertung des Jahresabschlusses entsprechen den Vorjahresgrundsätzen.

Die Gewinn- und Verlustrechnung ist nach dem Gesamtkostenverfahren aufgestellt.

Finanzanlagen sind zu Anschaffungskosten bewertet.

Forderungen und sonstige Vermögensgegenstände werden zu Nennwerten angesetzt.

Die **Rückstellungen** berücksichtigen alle erkennbaren Risiken und ungewissen Verpflichtungen und sind in Höhe des nach vernünftiger kaufmännischer Beurteilung notwendigen Erfüllungsbetrages bewertet. Zukünftige Preis- und Kostensteigerungen werden berücksichtigt, sofern ausreichend objektive Hinweise für deren Eintritt vorliegen.

Die **Verbindlichkeiten** werden zum Erfüllungsbetrag bilanziert.

B. Erläuterungen zur Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung

I. Bilanz

1. Finanzanlagen

Die **Wertpapiere des Anlagevermögens** bestehen in voller Höhe gegen das verbundene Unternehmen ThomasLloyd Group Limited, London/Großbritannien.

2. Forderungen und sonstige Vermögensgegenstände

Die **Forderungen gegen verbundene Unternehmen** in Höhe von insgesamt EUR 49.798,80 betreffen eine Kontokorrentforderung gegen den Gesellschafter in Höhe von EUR 49.798,80 (i. V. EUR 100.423,49).

Unter den **sonstigen Vermögensgegenständen** ist ein Betrag in Höhe von EUR 360,00 (i. V. EUR 360,00) mit einer Restlaufzeit von mehr als einem Jahr ausgewiesen.

3. Flüssige Mittel

Die Position enthält die Guthaben bei einem Kreditinstitut.

4. Verbindlichkeiten

Der Gesamtbetrag der Verbindlichkeiten mit einer Restlaufzeit von über fünf Jahren beläuft sich auf EUR 1.716.100,01. Verbindlichkeiten in Höhe von EUR 18.725.389,66 haben eine Restlaufzeit bis zu einem Jahr.

Die **Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen** betreffen eine Kontokorrentverbindlichkeit gegenüber dem Gesellschafter in Höhe von EUR 34.988,43 (i. V. EUR 0,00).

II. Gewinn- und Verlustrechnung

Verbundene Unternehmen

Die **Erträge aus anderen Wertpapieren des Anlagevermögens** betreffen verbundene Unternehmen.

Die **sonstigen Zinsen und ähnlichen Erträge** betreffen mit EUR 134,74 (i. V. EUR 78,53) und die **Zinsen und ähnlichen Aufwendungen** betreffen mit EUR 0,00 (i. V. EUR 737,65) verbundene Unternehmen.

C. Sonstige Angaben

1. Organ der Gesellschaft

Geschäftsführer ist bzw. war:

- Klaus-Peter Kirschbaum (Geschäftsführer), Hünfelden (bis 31.12.2015)
- Matthias Klein (Geschäftsführer), Oberwil-Lieli/Schweiz (ab 1.1.2016)

2. Mutterunternehmen

100 % des Grundkapitals der Gesellschaft werden von der ThomasLloyd Group Limited, London/ Großbritannien, gehalten. Die Gesellschaft selbst wird in den Konzernabschluss der ThomasLloyd Group Limited einbezogen. Der Konzernabschluss der ThomasLloyd Group Limited wird nach den International Financial Reporting Standards aufgestellt, geprüft und am Sitz der ThomasLloyd Group Limited beim Companies House eingereicht.

3. Wichtige Verträge

Patronatserklärung

Die Cleantech Infrastruktur GmbH hat Teilschuldverschreibungen der Serien „ThomasLloyd Duo-Zins-Anleihe 2011/2“, „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4“ sowie „ThomasLloyd Duo-Zins-Anleihe 2011/8“ (die „Namensschuldverschreibungen“) begeben. Die Namensschuldverschreibungen werden für ihre gesamte Laufzeit in den auf den Namen des Inhabers („Anleihegläubiger“) lautenden Sammelurkunden verbrieft.

Die ThomasLloyd Group Ltd., London, hat mit der Erklärung vom 9. Juni 2011 gegenüber den Anleihegläubigern im Wege eines echten Vertrages zugunsten Dritter (§ 328 Abs.1 BGB) die uneingeschränkte, unbedingte, unbefristete und unwiderrufliche Verpflichtung übernommen, dafür zu sorgen, dass die Cleantech Infrastruktur GmbH stets so geleitet und finanziell so ausgestattet wird, dass ihre Bonität erhalten bleibt und sie jederzeit in der Lage ist, ihre Verpflichtungen aus den Namensschuldverschreibungen auf Zahlung von Kapital und Zinsen nach Maßgabe der jeweiligen Anleihebedingungen zu erfüllen.

Bis zur vollständigen Erfüllung der Verpflichtungen der Cleantech Infrastruktur GmbH aus den Namensschuldverschreibungen auf Zahlung von Kapital und Zinsen wird die ThomasLloyd Group Ltd. einen beherrschenden Einfluss auf die Cleantech Infrastruktur GmbH gewährleisten. Die Einstandspflicht besteht unabhängig von dem Bestehen oder Fortbestehen einer gesellschaftsrechtlichen Verpflichtung.

D. Ergebnisverwendung

Der Bilanzgewinn in Höhe von EUR 291,82 wird auf neue Rechnung vorgetragen.

E. Versicherung der Geschäftsführung

Wir versichern nach bestem Wissen, dass gemäß den anzuwendenden Rechnungslegungsgrundsätzen der Jahresabschluss ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild der Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Cleantech Infrastruktur GmbH vermittelt und im Lagebericht der Geschäftsverlauf einschließlich des Geschäftsergebnisses und die Lage der Cleantech Infrastruktur GmbH so dargestellt sind, dass ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild vermittelt wird, sowie die wesentlichen Chancen und Risiken der voraussichtlichen Entwicklung der Cleantech Infrastruktur GmbH beschrieben sind.

Frankfurt am Main, 26. Februar 2016

Cleantech Infrastruktur GmbH
Geschäftsführung

Matthias Klein

9.4. Kapitalflussrechnung für das Geschäftsjahr 2014

	2014		2013	
	T€	T€	T€	T€
1. Laufende Geschäftstätigkeit				
a) Periodenergebnis vor Ergebnisverwendung	0		0	
b) Zinsaufwendungen (+)/Zinserträge (-) (Saldo)	-40		-24	
c) Steueraufwendungen (+)	59		0	
Cash Flow vor Zinsen und Steuern		19		-24
d) Zinsaufwend. (-)/Zinserträge (+) (Saldo)	40		24	
e) Steueraufwendungen (-)	-59		0	
f) Veränderung der Forderungen gegen bzw. der Verbindlichkeiten gegenüber Gesellschaftern	86		-180	
g) Zunahme (-)/Abnahme (+) anderer Aktiva	0		0	
h) Zunahme (+)/Abnahme (-) der Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen sowie anderer Passiva	189	256	81	-75
Mittelabfluss/-zufluss aus laufender Geschäftstätigkeit		275		-99
2. Investitionsbereich				
a) Anlagenabgänge	0		0	
b) Auszahlungen für Investitionen in das Finanzanlagevermögen	-3.490		-17.538	
Mittelabfluss aus der Investitionstätigkeit		-3.490		-17.538
3. Finanzierungsbereich				
Ausgabe von Anleihen (Einzahlungen - Auszahlungen saldiert)	3.432		17.392	
Mittelzufluss aus der Finanzierungstätigkeit		3.432		17.392
Zwischensumme 1. - 3.		217		-245
4. Finanzmittelbestand				
Zahlungswirksame Veränderung des Finanzmittelbestands (Zwischensumme 1. - 3.)		217		-245
Finanzmittelbestand 01.01.		111		356
Finanzmittelbestand 31.12.		328		111

Frankfurt am Main, 26. Februar 2016

Cleantech Infrastruktur GmbH
Geschäftsführung

Matthias Klein

9.5. Lagebericht für das Geschäftsjahr 2014 Grundlagen des Unternehmens

Geschäftsmodell des Unternehmens Cleantech Infrastruktur GmbH

Hauptgeschäftstätigkeit der Cleantech Infrastruktur GmbH ist die Verwaltung eigenen Vermögens ausschließlich durch den Erwerb, das Halten und die Veräußerung von Finanzanlagen an verbundenen Unternehmen, insbesondere der ThomasLloyd Group Ltd mit Sitz in London (Großbritannien).

Im Zuge dieser Tätigkeit hat die Cleantech Infrastruktur GmbH an sie begebene nachrangige Namensschuldverschreibungen der ThomasLloyd Group Ltd. gemäß Anleihe-Zeichnungs- und Übernahmevertrag vom 09. Juni 2011 (zuletzt geändert am 14. September 2012) gezeichnet und übernommen. Die Cleantech Infrastruktur GmbH refinanziert den Erwerb der vorgenannten nachrangigen Namensschuldverschreibungen durch die Ausgabe von öffentlich angebotenen nachrangigen Namensschuldverschreibungen

gemäß Verkaufsprospekt vom 10. Juni 2011 in der Fassung des 3. Nachtrags vom 23. Oktober 2013.

Die ThomasLloyd Group Ltd. übernimmt alle operativen Kosten der Emittentin im Rahmen eines Kostenübernahmevertrags und hat eine Patronatserklärung zugunsten der Emittentin abgegeben.

Ziele und Strategien

Die Cleantech Infrastruktur GmbH ermöglicht Anlegern den Erwerb von nachrangigen Namensschuldverschreibungen mit fester Verzinsung und hat das Anleihekaptial entsprechend ihrem Gesellschaftszweck in nachrangige Namensschuldverschreibungen der ThomasLloyd Group Ltd. investiert.

Die ThomasLloyd Group Ltd. investiert ihrerseits gemäß Entscheidung ihres Board of Directors sowohl in operativ tätige Unternehmen der ThomasLloyd-Gruppe, die hauptsächlich im Bank- und Finanzdienstleistungsbereich, dem Cleantech-Sektor und dem Bereich erneuerbarer Energien tätig sind, als auch in den Erwerb solcher Unternehmen.

Wirtschaftsbericht

Die wirtschaftliche Entwicklung der Cleantech Infrastruktur GmbH ist mittelbar von der Entwicklung derjenigen relevanten wirtschaftlichen Rahmenbedingungen abhängig, welche die Entwicklung der ThomasLloyd Group Ltd. maßgeblich prägen.

Weltwirtschaftliche Entwicklung 2014/15

Im Jahr 2014 hat die Weltwirtschaft, angeführt von den USA, zu Wachstum zurückgefunden. Die ungleich geringere Wirtschaftsexpansion Europas wurde namentlich von Deutschland getragen. Wichtige Notenbanken, allen voran die japanische und die EZB, waren weiterhin bemüht, durch billiges Geld deflationäre Tendenzen zu unterbinden, das Wirtschaftswachstum zu fördern sowie die Zinslast für die hochverschuldeten Staaten tief zu halten. Um die Kreditvergabe zu steigern, beziehungsweise den Aufwärtsschub auf die Währung zu dämpfen, wurden in Europa auf zentralen Einlagen Negativzinsen eingeführt. Die steigende Energieautarkie der USA bewirkte zudem eine signifikante Erstarkeung des Dollars und trug im zweiten Halbjahr 2014 zur Halbierung des Ölpreises bei. Sowohl die Renten- als auch wichtige Aktienmärkte, insbesondere in den USA, der Schweiz und Japan entwickelten sich positiv, wenn auch zeitweise geprägt von hoher Volatilität. Zudem verzeichneten wichtige Emerging Markets eine erfreuliche Trendwende. Für Verunsicherung sorgten die unberechenbaren und anhaltend virulenten Konfliktherde in Osteuropa, dem vorderen Orient und in Nordafrika. Viele – vor allem private – Anleger blieben deshalb zurückhaltend und halten weiterhin in großem Umfang Liquidität. Angesichts des anhaltenden weltweiten Niedrigzins-Szenarios hat sich der Anlagedruck bei institutionellen Investoren weiter erhöht. Die skizzierte Entwicklung fand ihre Fortsetzung im Jahr 2015.

Erneuerbare Energien sind nach wie vor im Trend – vor allem in Schwellenländern

Eine Studie¹ des internationalen Netzwerks REN21 (Renewable Energy Policy Network for the 21st Century) zeigt eindrücklich, dass sich erneuerbare Energien rasant entwickeln und ein bedeutender Bestandteil der weltweiten Energieversorgung sind. Wind- und Sonnenenergie, Wasserkraft, Geothermie und Biomasse sorgen auf allen Kontinenten für mehr Versorgungssicherheit und fördern die wirtschaftliche Entwicklung.

Die Internationale Energieagentur IEA² geht davon aus, dass bis 2030 mehr als ein Viertel des weltweiten Primärenergieverbrauchs durch erneuerbare Energien gedeckt werden kann. Studien von Greenpeace/EREC/GWEC³ und des Wissenschaftlichen Beirats für Globale Umweltveränderungen der Bundesregierung⁴ zeigen, dass erneuerbare Energien bis 2050 die Hälfte der weltweiten Energieversorgung decken können.

Zwar steigt der absolute Beitrag der erneuerbaren Energien zum weltweiten Energiebedarf seit Jahren kontinuierlich an: so belief sich der Anteil der erneuerbaren Energien am Endenergieverbrauch im Jahr 2012 auf rund 19 Prozent. Allerdings stammen weiterhin fast 80 Prozent des weltweiten Endenergieverbrauchs aus fossilen Energieträgern. Immer noch verhindern in verschiedenen Regionalmärkten politische und wirtschaftliche Hürden, dass sich die Kraft der erneuerbaren Energien voll entfaltet. Von daher bestehen sowohl kurz- als auch mittel- und langfristig nach wie vor erhebliche Potenziale für Investitionen in erneuerbare Energien.

Der Ausbau erneuerbarer Energien ist nicht nur den entwickelten Industrienationen vorbehalten. Im Gegenteil: eine aktuelle Studie⁵ des renommierten Analysehauses Bloomberg New Energy Finance zeigt: Dank rapide gesunkener Preise für Windkraft, Solar und Co. geben inzwischen Schwellenländer bei der Energiewende den Ton an. Erneuerbare Energien sind kein teurer Luxus mehr, den sich nur grün angehauchte Industrienationen leisten können. Vielmehr haben Schwellen- und Entwicklungsländer die Führung beim weltweiten Ausbau sauberer Energien übernommen. Der Untersuchung zufolge haben 55 analysierte Staaten die regenerativen Energien zwischen 2008 und 2013 um durchschnittlich 19 Prozent im Jahr ausgebaut. Die OECD-Staaten kommen lediglich auf 13 Prozent. Große Wasserkraftwerke sind dabei noch nicht einmal berücksichtigt. Die hohen Steigerungsraten sind nicht allein dem niedrigeren Ausgangsniveau in Schwellenländern geschuldet – sie sind das Ergebnis eines absoluten Wachstumstrends. Insgesamt

¹ REN21. 2014: Renewables 2014 Global Status Report, Paris 2014.

² IEA. 2014: International Energy Agency, Key World Energy Statistics, Paris 2014

³ Greenpeace/EREC/GWEC. 2012: Energy Revolution 2012, <http://www.greenpeace.org/international/en/publications/Campaign-reports/Climate-Reports/Energy-Revolution-2012/>

⁴ WBGU. 2014: Klimaschutz als Bürgerbewegung, Sondergutachten 2014, <http://www.wbgu.de/sondergutachten/sg-2014-klimaschutz/>

⁵ Frankfurt School-UNEP Centre/BNEF. 2015: Global Trends in Renewable Energy Investment 2015, <http://www.fs-unep-centre.org>, Frankfurt am Main 2015

wurden in den analysierten Schwellenländern über 142 Gigawatt innerhalb des fünfjährigen Betrachtungszeitraums errichtet. Zum Vergleich: In Deutschland beträgt die gesamte installierte Leistung von Solar-, Windkraft- und Bioenergie-Anlagen etwa 80 Gigawatt. Damit deckt die Bundesrepublik zirka 28 Prozent ihres Stromverbrauchs.

Zu den wichtigsten Ursachen des Ökostrom-Booms in Schwellen- und Entwicklungsländern zählt der stark gesunkene Preis dieser Anlagen. Vor allem dort, wo bisher Dieselgeneratoren Strom erzeugen, ist der Einsatz erneuerbaren Energien ohne Subventionen wirtschaftlich. Attraktiv sind alternative Stromquellen auch, weil sie sich schnell installieren lassen und so rasch helfen können, den wachsenden Energiehunger zu stillen.

Geschäftsverlauf

Per 31.12.2014 waren nachrangige Namensschuldverschreibungen in Höhe von T€ 26.678 (im Vorjahr: T€ 23.246) platziert. Die hieraus resultierenden Zinsaufwendungen an die Anleger betrugen T€ 1.089 (im Vorjahr: T€ 639) und wurden prospektkonform geleistet. Das Geschäftsjahr wurde mit einem Ergebnis der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit in Höhe von T€ 59 (nach T€ 22 im Vorjahr) beendet. Dies entspricht den Erwartungen der Geschäftsführung. Nach Steuern ergibt sich – bedingt durch den Kostenübernahmevertrag mit der ThomasLloyd Group Ltd. – ein ausgeglichenes Ergebnis.

Lage des Unternehmens

Vermögens- und Ertragslage

Auf der Aktivseite wurden nachrangige Namensschuldverschreibungen der ThomasLloyd Group Ltd. im Wert von T€ 26.678 (nach T€ 23.188 im Vorjahr) gehalten. Dadurch partizipiert die Cleantech Infrastruktur GmbH mittelbar am Erfolg der ThomasLloyd Group Ltd. Die Mittel im Umlaufvermögen erhöhten sich von T€ 212 zum 31.12.2013 auf T€ 378 zum aktuellen Bilanzstichtag. Auf der Passivseite ergab sich nach Saldierung von Rückzahlungen bei Fälligkeit und Neuplatzierungen eine kongruente Erhöhung des Anleihekapitals von T€ 23.246 im Vorjahr auf T€ 26.677 zum 31.12.2014. Rückstellungen waren in Höhe von T€ 84 (im Vorjahr T€ 30) zu bilden und die übrigen Verbindlichkeiten betrugen zum Stichtag T€ 269 (im Vorjahr T€ 98). Wesentlicher Aufwandsposten waren die Zinsaufwendungen, die sich auf T€ 1.092 (im Vorjahr T€ 640) beliefen. Die Erträge aus Wertpapieren des Anlagevermögens erhöhten sich dementsprechend von T€ 664 auf T€ 1.132.

Finanzlage

Die Gesellschaft investiert prospektgemäß das Anleihekapital in Namensschuldverschreibungen der ThomasLloyd Group Ltd. Die Liquidität der Gesellschaft war durch die Patronatserklärung der ThomasLloyd Group Ltd. zugunsten der Emittentin zu jedem Zeitpunkt sichergestellt.

Investitionen

Die Cleantech Infrastruktur GmbH erhöhte im Jahr 2014 ihre Investitionen in nachrangige Namensschuldverschreibungen um T€ 3.490 auf T€ 26.677 der ThomasLloyd Group Ltd, die dort für investive Zwecke gemäß der Anlagestrategie zur Verfügung stehen.

Gesamtaussage

Der Geschäftsverlauf der Cleantech Infrastruktur GmbH entspricht den Erwartungen und steht im Einklang mit der mittelfristigen Planung.

Personal

Die Cleantech Infrastruktur GmbH beschäftigte im Berichtszeitraum einen Mitarbeiter (Geschäftsführer).

Nachtragsbericht

Nach Ende des Geschäftsjahres zum 31. Dezember 2014 haben sich bei der Cleantech Infrastruktur GmbH keine Vorgänge von besonderer Bedeutung ereignet, über die an dieser Stelle zu berichten wäre.

Chancen- und Risikobericht

Risiken der künftigen Entwicklung

Die Cleantech Infrastruktur GmbH hat das Anleihekapital entsprechend ihrem Gesellschaftszweck in nachrangige Namensschuldverschreibungen der ThomasLloyd Group Ltd. investiert. Die Entwicklung der Cleantech Infrastruktur GmbH hängt ebenso folgerichtig wie maßgeblich von der Geschäftsentwicklung der ThomasLloyd Group Ltd ab. Die Geschäftsentwicklung der ThomasLloyd Group Ltd wiederum hängt maßgeblich vom Erfolg der eingegangenen Investitionen in die operativ tätigen Unternehmen der ThomasLloyd-Gruppe ab. Dabei spielt neben dem Akquisitionserfolg bei Neuprojekten nach deren Realisierung der Betrieb der Projekte und/oder der Verkauf der Projekte an externe Investoren eine wesentliche Rolle.

Risiken ergeben sich daneben durch die weltwirtschaftliche Entwicklung. Neben der Konjunktur haben auch weltpolitische Ereignisse und die Entwicklungen an den internationalen Finanzmärkten starke Auswirkungen auf einzelne Regionen. Dies kann in besonderem Maße für Schwellenländer gelten.

Ein wichtiger Risikobereich in Schwellenländern betrifft die politische, wirtschaftliche und rechtliche Stabilität. Hier sind einerseits sorgfältig Analysen der gegebenen Situation erforderlich. Andererseits ist es notwendig, durch regionale Diversifikation das Gesamtrisiko in diesem Risikosegment zu minimieren. Insgesamt ist das Wachstumspotenzial von Cleantech-Investments, gerade in Schwellenländern, ungebrochen und nimmt weiterhin zu. Die erzielbaren Renditen sind deutlich höher zu veranschlagen, als bei vergleichbaren Investments in höher entwickelten Volkswirtschaften.

Sowohl Privatanleger als auch institutionelle Investoren sind immer öfter auf der Suche nach attraktiven Investments im Sachwertbereich. Dabei kommen Investitionen im Cleantech-Segment verstärkt in den Fokus dieser Investorengruppen. Von daher ist – mehr denn je – ein optimistischer Blick auf den mittelund langfristigen Geschäftsverlauf angebracht.

Durch eine systematische Analyse im Vorfeld der einzugehenden Investitionen, die regelmäßige Information der Gesellschaft über die aktuellen Entwicklungen und ein engmaschiges Controlling versucht die ThomasLloyd Group Ltd. – neben der Risikobegrenzung durch Diversifikation der Projekte – einen stabilen Wachstumspfad einzuschlagen.

Die Liquidität war zu jedem Zeitpunkt durch das Cash-Management der ThomasLloyd Group Ltd. sichergestellt. Zins- und Währungsrisiken sind derzeit nicht erkennbar. Die finanzielle Situation ist geordnet.

Risiken, die sich aus steuerlichen, wettbewerbs-, patent-, kartell- und umweltrechtlichen Regelungen und Gesetzen ergeben könnten, wird durch die frühzeitige Einbindung externer Experten begegnet. Derzeit sind wesentliche Risiken dieser Art nicht erkennbar.

Für Schadens- und Haftungsrisiken bestehen entsprechende Versicherungen, die die finanziellen Auswirkungen auf Liquidität, Finanzlage und Ertragssituation begrenzen. Weiterhin wurde auch bilanzielle Vorsorge für Einzelrisiken durch die Bildung von Rückstellungen getroffen.

Konkrete, den Fortbestand des Unternehmens gefährdende Risiken und Belastungen sind derzeit nicht erkennbar.

Chancen der künftigen Entwicklung

Große Chancen für die ThomasLloyd Group Ltd., in die die Cleantech Infrastruktur GmbH mittels Anleihekaptial investiert hat, ergeben sich vor allem aus den geschilderten langfristigen Trends, die zeigen, dass der Energiebedarf vor allem in den Schwellenländern Asiens weiter erheblich wächst. Mithin ist zu erwarten, dass die Abgabepreise für den erzeugten Strom nicht nur nicht sinken, sondern weiter steigen werden, was die laufende Rentabilität der bestehenden und geplanten Anlagen weiter steigern wird. Darüber hinaus verbessern diese mittel- und langfristigen Rahmenbedingungen die Marktchancen im Hinblick auf die beabsichtigte Veräußerung der fertiggestellten Kraftwerksanlagen erheblich.

Weitere Chancen ergeben sich durch die zwischenzeitlich etablierte erfolgreiche Zusammenarbeit mit der zur Weltbank-Gruppe gehörenden International Finance Corporation in Washington D. C. sowie der Bank of Philippines, die für weitere Projekte maßgebliche Unterstützung avisiert haben.

Insgesamt wird die ThomasLloyd Group Ltd. aus dem Vorsprung an Wissen und Erfahrung in asiatischen Schwellenländern deutlich profitieren, die ihr ein nachhaltiges Alleinstellungsmerkmal im Markt verschaffen, so dass die Cleantech Infrastruktur GmbH mittelbar von dieser Entwicklung profitieren wird.

Darüber hinaus ist zu erwarten, dass die Nachfrage von Investoren aus entwickelten Ländern nach attraktiven Sachwertanlagen weiter steigen wird, da angesichts der Situation an den Geld- und Kapitalmärkten rentable Finanzanlagen mit einem attraktiven Rendite-/ Risikoprofil immer schwieriger zu finden sind. In Verbindung mit dem Vorsprung an Wissen und Erfahrung der ThomasLloyd Group im betrachteten Segment ist eine weitere Unterstützung der positiven Wertentwicklung der Investitionsprojekte realistisch.

Vergütungsbericht

Angaben gem. § 24 Abs. 1 VermAnlG

Die Gesellschaft verfügte im Berichtsjahr über einen Mitarbeiter in der Geschäftsführung. Die folgenden Vergütungen waren daher als Aufwand zu berücksichtigen:

1. feste Vergütungen

Das fixe Gehalt des Geschäftsführers belief sich auf € 36.000,00 zuzüglich € 3.407,32 für soziale Abgaben und Aufwendungen für die Altersversorgung und für Unterstützung.

2. variable Vergütungen

Im abgelaufenen Geschäftsjahr waren keine variablen Vergütungen als Aufwendungen zu berücksichtigen.

3. Gewinnbeteiligungen

Im abgelaufenen Geschäftsjahr waren keine Gewinnbeteiligungen zu gewähren.

Prognosebericht

Die Geschäftsentwicklung des Geschäftsjahres 2015 hat unsere Einschätzung im Hinblick auf eine planmäßige weitere Entwicklung der Cleantech Infrastruktur GmbH bestätigt. Die Investitionen in nachrangige Namensschuldverschreibungen der ThomasLloyd Group Ltd. konnten – analog zu den ausgegebenen Anleihen – nochmals leicht gesteigert werden. Beeinflusst wurde dies durch die nachhaltige Steigerung des weltweiten Potenzials für Cleantech-Investments, insbesondere in Schwellenländern. Zusätzliche Effekte kamen aus dem Konjunkturverlauf und der Entwicklung der Weltwirtschaft. Für die Cleantech Infrastruktur GmbH ergab sich daher im Geschäftsjahr 2015 eine planmäßige Fortsetzung des Geschäftsverlaufs. Im Wesentlichen aus leicht gestiegenen Erträgen aus Wertpapieren des Anlagevermögens und ebenfalls leicht gestiegenen Zinsaufwendungen resultierte ein vorläufiges Ergebnis der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit auf Vorjahresniveau.

Frankfurt am Main, 26. Februar 2016

Geschäftsführung

gez. Matthias Klein

9.6. Bestätigungsvermerk

PKF WULF & PARTNER



Anlage 6

Bestätigungsvermerk des Abschlussprüfers

An die Cleantech Infrastruktur GmbH, Frankfurt am Main

Wir haben den Jahresabschluss - bestehend aus Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung, Anhang sowie Kapitalflussrechnung - unter Einbeziehung der Buchführung und den Lagebericht der Cleantech Infrastruktur GmbH, Frankfurt am Main, für das Geschäftsjahr vom 01.01.2014 bis 31.12.2014 geprüft. Die Prüfung umfasst auch die ordnungsgemäße Zuweisung von Gewinnen, Verlusten, Einlagen und Entnahmen zu den einzelnen Kapitalkonten. Die Buchführung und die Aufstellung des Jahresabschlusses und Lageberichts nach den deutschen handelsrechtlichen Vorschriften unter Berücksichtigung der Vorschriften des Vermögensanlagengesetzes (VermAnlG) liegen in der Verantwortung der gesetzlichen Vertreter der Gesellschaft. Darüber hinaus liegt die ordnungsmäßige Zuweisung von Gewinnen, Verlusten, Einlagen und Entnahmen zu den einzelnen Kapitalkonten in der Verantwortung der gesetzlichen Vertreter. Unsere Aufgabe ist es, auf der Grundlage der von uns durchgeführten Prüfung eine Beurteilung über den Jahresabschluss unter Einbeziehung der Buchführung und über den Lagebericht abzugeben.

Wir haben unsere Jahresabschlussprüfung nach § 25 VermAnlG i.V.m. § 317 HGB unter Beachtung der vom Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW) festgestellten deutschen Grundsätze ordnungsmäßiger Abschlussprüfung vorgenommen. Danach ist die Prüfung so zu planen und durchzuführen, dass Unrichtigkeiten und Verstöße, die sich auf die Darstellung des durch den Jahresabschluss unter Beachtung der Grundsätze ordnungsmäßiger Buchführung und durch den Lagebericht vermittelten Bildes der Vermögens-, Finanz- und Ertragslage wesentlich auswirken, mit hinreichender Sicherheit erkannt werden. Bei der Festlegung der Prüfungshandlungen werden die Kenntnisse über die Geschäftstätigkeit und über das wirtschaftliche und rechtliche Umfeld der Gesellschaft sowie die Erwartungen über mögliche Fehler berücksichtigt. Im Rahmen der Prüfung werden die Wirksamkeit des rechnungslegungsbezogenen internen Kontrollsystems sowie Nachweise für die Angaben in Buchführung, Jahresabschluss und Lagebericht überwiegend auf der Basis von Stichproben beurteilt. Die Prüfung umfasst die Beurteilung der angewandten Bilanzierungsgrundsätze und der wesentlichen Einschätzungen der gesetzlichen Vertreter sowie die Würdigung der Gesamtdarstellung des Jahresabschlusses und des Lageberichts. Die Ordnungsmäßigkeit der Zuweisung von Gewinnen, Verlusten, Einlagen und Entnahmen zu den einzelnen Kapitalkonten gemäß § 25 Abs. 3 VermAnlG haben wir auf Basis einer Prüfung des rechnungslegungsbezogenen internen Kontrollsystems und von aussagebezogenen Prüfungshandlungen überwiegend auf Basis von Stichproben beurteilt. Wir sind der Auffassung, dass unsere Prüfung eine hinreichend sichere Grundlage für unsere Beurteilung bildet.

Anlage 6

Unsere Prüfung hat zu keinen Einwendungen geführt.

Nach unserer Beurteilung aufgrund der bei der Prüfung gewonnenen Erkenntnisse entspricht der Jahresabschluss den gesetzlichen Vorschriften und vermittelt unter Beachtung der Grundsätze ordnungsmäßiger Buchführung ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild der Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Gesellschaft. Nach unserer Beurteilung aufgrund der bei der Prüfung gewonnenen Erkenntnisse ist die Zuweisung von Gewinnen, Verlusten, Einlagen und Entnahmen zu den einzelnen Kapitalkonten in allen wesentlichen Belangen ordnungsgemäß erfolgt. Der Lagebericht steht in Einklang mit dem Jahresabschluss, vermittelt insgesamt ein zutreffendes Bild von der Lage der Gesellschaft und stellt die Chancen und Risiken der zukünftigen Entwicklung zutreffend dar."

Stuttgart, 26.02.2016
tz/ec/dh-st/05234/8



PKF WULF & PARTNER

Wirtschaftsprüfungsgesellschaft Steuerberatungsgesellschaft

Ralph Setzer
Wirtschaftsprüfer

Bei Veröffentlichung oder Weitergabe des Jahresabschlusses und/oder des Lageberichts in einer von der bestätigten Fassung abweichenden Form bedarf es zuvor unserer erneuten Stellungnahme, sofern hierbei unser Bestätigungsvermerk zitiert oder auf unsere Prüfung hingewiesen wird; auf § 328 HGB wird verwiesen.

10. ZWISCHENÜBERSICHT¹

10.1. Bilanz zum 31. Dezember 2015

AKTIVA		
	31.12.2015	31.12.2014
	€	€
A. Anlagevermögen		
I. Finanzanlagen		
Wertpapiere des Anlagevermögens	27.821.350,00	26.677.712,19
B. Umlaufvermögen		
I. Forderungen und sonstige Vermögensgegenstände		
1. Forderungen gegen verbundene Unternehmen	305.602,51	49.798,80
2. Sonstige Vermögensgegenstände	701,80	360,00
	306.304,31	50.158,80
II. Guthaben bei Kreditinstituten	216.806,63	328.161,83
	28.344.460,94	27.056.032,82
PASSIVA		
	31.12.2015	31.12.2014
	€	€
A. Eigenkapital		
I. Gezeichnetes Kapital	25.000,00	25.000,00
II. Gewinnvortrag	291,82	291,82
III. Jahresüberschuss	0,00	0,00
	25.291,82	25.291,82
B. Rückstellungen		
I. Steuerrückstellungen	49.836,00	74.226,40
II. Sonstige Rückstellungen	24.660,00	9.420,00
	74.496,00	83.646,40
C. Verbindlichkeiten		
I. Anleihen	27.821.350,00	26.677.712,19
II. Verbindlichkeiten aus Lieferungen	7.039,76	1.268,41
III. Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen	0,00	34.988,43
IV. Sonstige Verbindlichkeiten	416.283,36	233.125,57
	28.244.673,12	26.947.094,60
	28.344.460,94	27.056.032,82

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016. Die ursprüngliche Fassung des Abschnitts „10. Voraussichtliche Vermögens-, Finanz- und Ertragslage“ ist im Anhang auf den Seiten 128 ff. dargestellt.

10.2. Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr 2015

	31.12.2015	31.12.2014
	€	€
1. Sonstige betriebliche Erträge	54.080,32	149.311,61
2. Personalaufwand		
a) Gehälter	36.000,00	36.000,00
b) Soziale Abgaben und Aufwendungen für Altersversorgung	3.455,64	3.407,32
	39.455,64	39.407,32
3. Sonstige betriebliche Aufwendungen	62.024,53	90.575,41
	-47.399,85	19.328,88
4. Erträge aus anderen Wertpapieren des Anlagevermögens	1.324.027,19	1.132.395,75
5. Sonstige Zinsen und ähnliche Erträge	759,86	134,74
6. Zinsen und ähnliche Aufwendungen	1.216.705,37	1.092.477,71
	108.081,68	40.052,78
7. Ergebnis der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit	60.681,83	59.381,66
8. Steuern vom Einkommen und Ertrag	60.681,83	59.381,66
9. Jahresüberschuss	0,00	0,00

11. ERGÄNZENDE ANGABEN NACH DER VERMÖGENSANLAGEN- VERKAUFSPROSPEKTVERORDNUNG – VERMVERKPROSPV

11.1. § 4 Nr. 2 VermVerkProspV

Die Anbieterin der Beteiligung übernimmt, bis auf die Abführung der Abgeltungsteuer, nicht die Zahlung von Steuern für den Anleger.

11.2. § 4 Satz 2 Var. 1 VermVerkProspV

Vom Abdruck des Gesellschaftsvertrages wurde abgesehen, da es sich bei den angebotenen Vermögensanlagen um Namensschuldverschreibungen handelt, vgl. den Wortlaut des § 4 Satz 2 VermVerkProspV.

11.3. § 4 Satz 2 Var. 2 VermVerkProspV

Bei den angebotenen Vermögensanlagen handelt es sich nicht um Treuhandvermögen gemäß § 8 f Abs. 1 Satz 1 VerkProspG, so dass kein Treuhandvertrag existiert.

11.4. § 7 Absatz 1 Satz 1 Nr. 3 VermVerkProspV

Der Gründungsgesellschafterin der Cleantech Infrastruktur GmbH¹ stehen keine Gewinnbeteiligungen, Entnahmerechte oder sonstige Gesamtbezüge, insbesondere keine Gehälter, Gewinnbeteiligungen, Aufwandsentschädigungen, Versicherungsentgelte, Provisionen oder Nebenleistungen jeder Art innerhalb und außerhalb des Gesellschaftsvertrages zu.

11.5. § 7 Absatz 2 VermVerkProspV

Die Gründungsgesellschafterin ist nicht unmittelbar bzw. mittelbar an Unternehmen beteiligt, die mit dem Vertrieb der emittierten Vermögensanlagen beauftragt sind, der Emittentin Fremdkapital zur Verfügung stellen oder im Zusammenhang mit der Herstellung der Anlageobjekte nicht nur geringfügige Lieferungen oder Leistungen erbringen.

11.6. § 8 Absatz 1 Nr. 3 VermVerkProspV

Es sind keine Gerichts- und Schiedsverfahren anhängig, die wesentlichen Einfluss auf die wirtschaftliche Lage der Cleantech Infrastruktur GmbH² haben könnten. Darüber hinaus bestehen keine Steuerverfahren gegen die Gesellschaft.

11.7. § 9 Absatz 1 VermVerkProspV

Für die Realisierung der Anlageziele sind nach Planungen der Cleantech Infrastruktur GmbH³ die Nettoeinnahmen aus dieser Emission allein ausreichend. Für sonstige Zwecke werden die Nettoeinnahmen nicht genutzt.

11.8. § 9 Absatz 2 Nr. 2 VermVerkProspV

Zum Zeitpunkt der Aufstellung des Prospektes stand oder steht weder der Prospektverantwortlichen noch der Gründungsgesellschafterin oder dem Mitglied der Geschäftsführung der Emittentin das Eigentum an den Anlageobjekten oder wesentlichen Teilen derselben zu. Diesen Personen steht auch aus anderen Gründen keine dingliche Berechtigung an den Anlageobjekten zu.

11.9. § 9 Absatz 2 Nr. 3 VermVerkProspV

Zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung bestehen keine nicht nur unerheblichen dinglichen Belastungen der Anlageobjekte.

11.10. § 9 Absatz 2 Nr. 4 VermVerkProspV

Rechtliche oder tatsächliche Beschränkungen der Verwendungsmöglichkeiten der Anlageobjekte, insbesondere im Hinblick auf das Anlageziel, existieren nicht.

11.11. § 9 Absatz 2 Nr. 5 VermVerkProspV

Alle erforderlichen behördlichen Genehmigungen liegen vor.

11.12. § 9 Absatz 2 Nr. 7 VermVerkProspV

Es liegt kein Bewertungsgutachten im Sinne des § 9 Abs. 2 Nr. 7 VermVerkProspV vor.

11.13. § 9 Absatz 2 Nr. 8 VermVerkProspV

Es wurden und werden durch die Prospektverantwortliche, die Gründungsgesellschafterin sowie das Mitglied der Geschäftsführung der Emittentin keine nicht nur geringfügigen Lieferungen oder Leistungen im Zusammenhang mit den Anlageobjekten erbracht.

¹⁻³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

11.14. § 12 Absatz 1 VermVerkProspV

Aufsichtsgremien und Beiräte hat die Emittentin nicht errichtet. Zwischen den Mitgliedern der Geschäftsführung der Emittentin besteht keine Funktionstrennung.

11.15. § 12 Absatz 1 Nr. 2 VermVerkProspV

Dem Mitglied der Geschäftsführung der Emittentin wurden für das Geschäftsjahr 2014^a Gehälter von insgesamt Euro 36.000,-^b gewährt. Darüber hinaus wurden dem Mitglied der Geschäftsführung insgesamt¹ keine Gesamtbezüge, insbesondere keine Gehälter, Gewinnbeteiligungen, Aufwandsentschädigungen, Versicherungsentgelte, Provisionen und Nebenleistungen jeder Art gewährt.

11.16. § 12 Absatz 2 VermVerkProspV

Das Mitglied der Geschäftsführung der Emittentin, Herr Matthias Klein^{1a}, ist für Unternehmen tätig, die mit dem Vertrieb der angebotenen Vermögensanlagen betraut sind. Darüber hinaus ist kein Mitglied der Geschäftsführung der Emittentin für Unternehmen tätig,^{1b} die der Emittentin Fremdkapital geben bzw. die im Zusammenhang mit der Herstellung der Anlageobjekte nicht nur geringfügige Lieferungen oder Leistungen erbringen.

11.17. § 12 Absatz 3 VermVerkProspV

Es gibt keinen Treuhänder.

11.18. § 12 Absatz 4 VermVerkProspV

Es gibt keine solchen Personen, die nicht in den Kreis der nach der Vermögensanlagen-Verkaufsprospektverordnung angabepflichtigen Personen fallen, die die Herausgabe oder den Inhalt des Prospekts oder die Abgabe oder den Inhalt des Angebots der Vermögensanlage aber wesentlich beeinflusst haben.

11.19. § 15 Absatz 1 Nr. 2 VermVerkProspV

Die Zwischenübersicht ist auf der Seite 57 dargestellt.^{1c}

^{a, b} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 17. Februar 2016 (ursprünglich: Fn a – „2012“; Fn b – „24.091,-“).

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: „Da die Emittentin erst im laufenden Geschäftsjahr 2011 wirtschaftlich neu gegründet worden ist und ein abgeschlossenes Geschäftsjahr der Emittentin nicht vorliegt, wurden dem Mitglied der Geschäftsführung der Emittentin insgesamt insgesamt noch keine Gesamtbezüge, insbesondere keine Gehälter, Gewinnbeteiligungen, Aufwandsentschädigungen, Versicherungsentgelte, Provisionen und Nebenleistungen jeder Art gewährt.“).

^{1a, 1b} Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016.

^{1c} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Auf die Abbildung einer Zwischenübersicht im Verkaufsprospekt wurde verzichtet, da seit Aufstellung der Eröffnungsbilanz keine bilanz- und erfolgswirksamen Veränderungen und/oder Geschäftsvorfälle stattgefunden haben.“).

12. DIE THOMASLLOYD GROUP LTD¹

12.1. Firma, Sitz, Geschäftsanschrift, Geschäftstätigkeit

Die Firma der Patronatsgeberin lautet **ThomasLloyd Group Ltd²**. Sitz der ThomasLloyd Group Ltd³ ist London (Geschäftsanschrift: 2 Eaton Gate, London SW1W 9BJ⁴). Die ThomasLloyd Group Ltd⁵ ist die Konzernmuttergesellschaft der ThomasLloyd Gruppe. Die wichtigsten Tätigkeitsbereiche sind die Durchführung und die Verwaltung der Principal Investments (Eigeninvestitionen) der ThomasLloyd Gruppe.

12.2. Gründung, Rechtsform, Rechtsordnung, Dauer

Die ThomasLloyd Group Ltd⁶ ist eine am 4. Februar 2004 in England und Wales gegründete und unter der Nr. 5034664 im englischen Handelsregister (Companies House) in Cardiff eingetragene Aktiengesellschaft (Public Limited Company) nach der Rechtsordnung von England und Wales. Die ThomasLloyd Group Ltd⁷ unterliegt der Rechtsordnung von England und Wales. Die Haftung der Aktionäre ist auf das eingezahlte Kapital beschränkt. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc ihren Formwechsel in „ThomasLloyd Group Ltd.“ beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.⁸ Die Dauer der ThomasLloyd Group Ltd⁹ ist unbestimmt. Die Aufnahme der Geschäftstätigkeit erfolgte mit Gründung der Gesellschaft.

12.3. Unternehmensgegenstand

Der Unternehmensgegenstand der ThomasLloyd Group Ltd¹⁰ ist weit gefasst (Ziffer 4 des Memorandum of Association) und beinhaltet die Durchführung von Handelsaktivitäten aller Art. Der Unternehmensgegenstand umfasst insbesondere die Übernahme und die Ausübung der Holdingfunktion sowie die Durchführung von Eigeninvestitionen. Die Gesellschaft ist insoweit berechtigt, alle gesetzlich erlaubten Geschäfte durchzuführen und alle Maßnahmen zu ergreifen, die mit den vorgenannten Tätigkeiten zusammenhängen oder ihnen unmittelbar oder mittelbar förderlich sind.

Der Unternehmensgegenstand umfasst somit den Erwerb, die Verwaltung und die Veräußerung von Beteiligungen an Unternehmen aller Art sowie den Erwerb, die Verwaltung und die Veräußerung von Finanzanlagen im eigenen Namen und auf eigene Rechnung.

12.4. Kapitalausstattung

12.4.1 Aktienkapital

Das Aktienkapital der ThomasLloyd Group Ltd¹¹ beträgt 92.774.953¹² Euro. Das Aktienkapital wurde in voller Höhe zur freien Verfügung des Vorstandes eingezahlt.

Die Aktien sind eingeteilt in 124.284.600 Stammaktien A (Ordinary Shares A) im Nennbetrag von jeweils 0,01 Britische Pfund, 224.431.000^{12a} Stammaktien B (Ordinary Shares B) im Nennbetrag von jeweils 0,01 Britische Pfund, 55.930.138¹³ Stammaktien C (Ordinary Shares C) im Nennbetrag von jeweils 1,00 Euro, 1.500.000 Vorzugsaktien A (Preference Shares A) im Nennbetrag von jeweils 1,00 Euro, 5.500.000 Vorzugsaktien B (Preference Shares B) im Nennbetrag von jeweils 1,00 Euro sowie 25.000.000 Vorzugsaktien C (Preference Shares C) im Nennbetrag von jeweils 1,00 Euro.

Die Hauptmerkmale der Aktien unterscheiden sich je nach Aktiengattung: Die Stammaktien der Kategorien A und B gewähren insbesondere das Stimmrecht in der Hauptversammlung der ThomasLloyd Group Ltd¹⁴ sowie das Recht auf Beteiligung am Ergebnis der Gesellschaft. Die Stammaktien A und B sind jederzeit frei übertragbar.

Die Stammaktien der Kategorie C sowie die Preference Shares der Kategorien A, B, und C gewähren grundsätzlich weder ein Recht auf Teilnahme an der Hauptversammlung noch ein Stimmrecht in der Hauptversammlung der ThomasLloyd Group Ltd¹⁵. Die Preference Shares der Kategorien A, B, und C gewähren eine bevorzugte Dividendenberechtigung und sind jederzeit frei übertragbar. Die Stammaktien der Kategorie C sind nicht übertragbar und gewähren keine bevorzugte Dividendenberechtigung.

12.4.2 Laufende Kapitalmaßnahmen

Laufende Kapitalmaßnahmen bestehen nicht.¹⁴

^{1-3, 5-7, 9-11, 14, 15} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: 3 More London Riverside, London SE 1 2AQ, Großbritannien) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „1 King Street, London EC2V 8 AU“).

¹² Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 und Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013: Zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung betrug das Aktienkapital der ThomasLloyd Group plc Euro 75.843.150,-. Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (zum Zeitpunkt des Nachtrags Nr. 3 vom 23. Oktober 2013: „90.191.953,-“).

^{12a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „224.431.001“).

¹³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011, den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 und den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016: Zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung waren es 38.998.335 Stammaktien C, zum Zeitpunkt des Nachtrags Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: 82.839.612 und zum Zeitpunkt des Nachtrags Nr. 4 waren es 53.347.138 Stammaktien C.

¹⁴ Geändert im Rahmen des Nachtrags Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 und des Nachtrags Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprüngliche Fassung lautet: „Die neuen Aktien wurde noch nicht ausgegeben und die Kapitalerhöhung noch nicht in das Aktienbuch der Gesellschaft eingetragen.“ vorher: „Im Geschäftsjahr 2010 haben die ThomasLloyd Investments AG sowie die DKM Global Opportunities Fonds 01 GmbH 6.996.462 neue Stammaktien der Kategorie C zum Nennbetrag gezeichnet und den Zeichnungsbetrag eingezahlt. Die neuen Aktien wurden ausgegeben und die Kapitalerhöhung in das Aktienbuch der Gesellschaft eingetragen.“).

12.4.3 Bezugsrechte, Übernahmegarantien

Weitere Kapitalien bestehen nicht. Wertpapiere, die ein Umtausch- oder Bezugsrecht auf Aktien einräumen, sind nicht im Umlauf. Auch Übernahmegarantien bestehen nicht.

12.4.4 Angaben über durchgeführte Vermögensanlagen

Zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung hat die ThomasLloyd Group Ltd¹ neben dem Aktienkapital keine Wertpapiere oder Vermögensanlagen im Sinne des § 8f Abs. 1 des Verkaufsprospektgesetzes ausgegeben.

12.5. Aktionäre

Aktionäre der ThomasLloyd Group Ltd² sind zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung Herr T.U. Michael Sieg, die ThomasLloyd Investments GmbH³ sowie die DKM Global Opportunities Fonds 01 GmbH. Die Einlagen sind vollständig und zur freien Verfügung des Vorstandes eingezahlt worden. Herr T.U. Michael Sieg hält bis auf eine Stammaktie B sämtliche stimmberechtigten Aktien (Stammaktien A und B) der Gesellschaft.

12.6. Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr der ThomasLloyd Group Ltd⁴ ist das Kalenderjahr.

12.7. Konzern- und Beteiligungsstruktur

Hinsichtlich der Konzern- und Beteiligungsstruktur der ThomasLloyd Group Ltd⁵ wird auf das Organigramm auf Seite 44 des Prospektes verwiesen.

12.8. Gründungsgesellschafter

Da die ThomasLloyd Group Ltd⁶ vor mehr als fünf Jahren gegründet wurde, wird auf die Angabe von Namen und Geschäftsanschrift der Gründungsgesellschafter, Art und Gesamtbetrag der von den Gründungsgesellschaftern insgesamt gezeichneten und eingezahlten Einlagen sowie von Gewinnbeteiligungen, Entnahmerechten und den Jahresbetrag der sonstigen Gesamtbezüge, insbesondere Gehälter, Gewinnbeteiligungen, Aufwandsentschädigungen, Versicherungsentgelte, Provisionen und Nebenleistungen jeder Art, die den Gründungsgesellschaftern innerhalb und außerhalb des Gesellschaftsvertrages insgesamt zustehen, verzichtet. Die Gründungsgesellschafter sind nicht unmittelbar oder mittelbar an Unternehmen beteiligt, die mit dem Vertrieb der emittierten Vermögensanlagen beauftragt sind, die der ThomasLloyd Group Ltd⁷ Fremdkapital zur Verfügung stellen bzw. die im Zusammenhang mit den geplanten Investitionen nicht nur geringfügige Lieferungen oder Leistungen erbringen. Zum Zeitpunkt der Aufstellung des Prospektes steht oder stand den Gründungsgesellschaftern der ThomasLloyd Group Ltd⁸ das Eigentum an den Anlageobjekten oder an wesentlichen Teilen derselben nicht zu. Den Gründungsgesellschaftern steht auch aus anderen Gründen keine dingliche Berechtigung an den Anlageobjekten zu.

12.9. Vorstand (Board of Directors)

Der Vorstand nimmt die Geschäftsführung der Gesellschaft wahr und hat diese unter eigener Verantwortung zu leiten und sie im Rechtsverkehr nach außen zu vertreten. Der Vorstand der ThomasLloyd Group Ltd⁹ besteht gemäß Ziffer 64.1 der Articles of Association der Gesellschaft aus mindestens zwei Personen. Der Vorstand ist unter der Geschäftsanschrift der ThomasLloyd Group Ltd¹⁰, 2 Eaton Gate, London SW1W 9BJ¹¹ geschäftsansässig.

Zu derzeitigen Vorständen wurden am 08. Dezember 2004 auf unbestimmte Dauer als Chairman (Vorsitzender) Herr T.U. Michael Sieg, am 27. März 2007 auf unbestimmte Dauer Herr Anthony M. Coveney und am 19. November 2009 auf unbestimmte Dauer Herr Klaus-Peter Kirschbaum (nicht geschäftsführend) und Herr Simon J. Cox am 14. Mai 2014^{11a} bestellt. Die geschäftsführenden Mitglieder^{11b} sind jeweils gesamtvertretungsberechtigt mit einem weiteren Vorstandsmitglied.

12.10. Abschlussprüfer

Für das Geschäftsjahr 2015¹² hat die ThomasLloyd Group Ltd¹³ die Littlejohn LLP, Chartered Accountants¹⁴, 1 Westferry Circus, Canary Wharf, London E14 4HD zum Abschlussprüfer bestellt.¹⁵

^{1-2, 4-10, 13} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

³ Geändert durch Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013, da die ThomasLloyd Investments AG einen Formwechsel durchgeführt hat.

¹¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: „3 More London Riverside, London SE 1 2AQ, Großbritannien“) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „1 King Street, London, EC2V 8 AU“).

^{11a, 11b} Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016.

¹² Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 und den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (Fassung Nachtrag Nr. 2 „2012“, ursprünglich „2011“, ursprünglich „2013“).

¹⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (Fassung Nachtrag Nr. 2 „die Littlejohn LLP, Chartered Accountants“, ursprünglich: Safferry Champness, Chartered Accountants).

¹⁵ Geändert durch Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 aufgrund der Bestellung des Abschlussprüfers für das Geschäftsjahr 2012 (ursprünglich: „Für das Geschäftsjahr 2011 hat die Thomas Lloyd Group plc Safferry Champness, Chartered Accountants, Lion House, Red Lion Street, London, WC1R 4 GB zum Abschlussprüfer bestellt.“).

12.11. Bedeutsame Verträge

Die ThomasLloyd Group Ltd¹ hat mit Datum vom 09. Juni 2011 eine Patronatserklärung für die Emittentin abgegeben, die auf Seite 188 des Prospektes abgebildet und deren Inhalt auf Seite 28 und 30 des Prospektes näher erläutert ist.

Zwischen der Emittentin und der ThomasLloyd Group Ltd² wurde am 09. Juni 2011 ein Kostenübernahmevertrag geschlossen, wonach die ThomasLloyd Group Ltd³ die gesamten betrieblichen Kosten der Emittentin übernimmt.

Ferner hat die ThomasLloyd Group Ltd⁴ mit der Emittentin am 09. Juni 2011 Zeichnungs- und Anleiheübernahmeverträge über die Anlageobjekte geschlossen. Diese wurden am 14. September 2012 aufgrund der Änderung der Anleihebedingungen der prospektgegenständlichen Vermögensanlagen entsprechend angepasst.⁵ Auch hat die ThomasLloyd Group Ltd. Patronatserklärungen für andere mit ihr gesellschaftsrechtlich verbundene Unternehmen abgegeben.^{5a}

Weitere Verträge, die von wesentlicher Bedeutung für die Geschäftstätigkeit der ThomasLloyd Group Ltd⁶ sind, ist das Unternehmen bis zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung nicht eingegangen.

12.12. Laufende Investitionen

Die ThomasLloyd Group Ltd⁷ verfolgt zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung außerhalb der Finanzanlagen keine laufenden Investitionen.

12.13. Geschäftsgang 2015/2016⁸ und Aussichten⁹

Die Tätigkeit der ThomasLloyd Group Ltd¹⁰ ist im Geschäftsjahr 2015¹¹ sowie im Verlauf des Geschäftsjahres 2016¹² nicht durch außergewöhnliche Ereignisse beeinflusst worden. Die Gesellschaft rechnet für das Geschäftsjahr 2016¹³ mit einem Mittelzufluss aus den Anlageobjekten in Höhe von Euro ca. 32,4 Mio.¹⁴, mit einem Gewinn im operativen Geschäft und bedingt durch die hohe Investitionstätigkeit insgesamt mit einem ausgeglichenen Ergebnis.

12.14. Anlageziele

Die Verwendung der Mittel aus dem Angebot der Emittentin, welche der ThomasLloyd Group Ltd¹⁵ über die Ausgabe von Anleihen zufließen sollen, ist noch nicht festgelegt. Vielmehr unterliegen diese Mittel der freien Verfügbarkeit des Vorstandes. Bei der Vornahme der Investitionen wird die ThomasLloyd Group Ltd¹⁶ die Laufzeit der Namensschuldverschreibungen berücksichtigen und beachten, ausreichend liquide Mittel zum Fälligkeitstermin der Namensschuldverschreibungen vorzuhalten. Da sich die ThomasLloyd Group Ltd¹⁷ noch nicht auf einzelne Anlageobjekte festgelegt hat, hat die ThomasLloyd Group Ltd¹⁸ zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung weder Investitionen noch konkrete Planungen oder Gespräche vorgenommen.

12.15. Ergänzende Angaben nach der Vermögensanlagen-Verkaufsprospektverordnung – VermVerkProspV

12.15.1 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 8 Absatz 1 Nr. 2 VermVerkProspV

Abhängigkeiten der ThomasLloyd Group Ltd¹⁹ von Patenten, Lizenzen, Verträgen oder neuen Herstellungsverfahren, die von wesentlicher Bedeutung für die Geschäftstätigkeit oder Ertragslage der ThomasLloyd Group Ltd²⁰ sind, bestehen zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung nicht.

12.15.2 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 8 Absatz 1 Nr. 3 VermVerkProspV

Es sind keine Gerichts- und Schiedsverfahren anhängig, die wesentlichen Einfluss auf die wirtschaftliche Lage der ThomasLloyd Group Ltd²¹ haben könnten. Darüber hinaus bestehen keine Steuerverfahren gegen die Gesellschaft.

12.15.3 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 9 Absatz 2 Nr. 2 VermVerkProspV

Zum Zeitpunkt der Aufstellung des Prospektes steht oder stand weder der ThomasLloyd Group Ltd²², den Gründungsgesellschaftern der ThomasLloyd Group Ltd²³ noch den Mitgliedern des Vorstandes der ThomasLloyd Group Ltd²⁴ das Eigentum an den Anlageobjekten oder an wesentlichen Teilen desselben zu. Diesen Personen steht auch aus anderen Gründen keine dingliche Berechtigung an den Anlageobjekten zu.

^{1-3, 4, 6, 7, 10, 15-24} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

⁵ Ergänzt durch Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 aufgrund der Anpassung der Zeichnungs- und Anleiheübernahmeverträge.

^{5a} Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016.

⁸ Geändert durch Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich 2010/2011) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „2011/2012“).

⁹ Geändert durch Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglicher Abschnitt: „Die Tätigkeit der ThomasLloyd Group plc ist im Geschäftsjahr 2010 sowie im bisherigen Verlauf des Geschäftsjahres 2011 nicht durch außergewöhnliche Ereignisse beeinflusst worden. Die Gesellschaft rechnet für das Geschäftsjahr 2011 mit einem Mittelzufluss aus den Anlageobjekten in Höhe von Euro 30.000.000,-, mit einem Gewinn im operativen Geschäft und bedingt durch die hohe Investitionstätigkeit insgesamt mit einem ausgeglichenen Ergebnis.“).

¹¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: „2010“) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „2011“).

¹² Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (ursprünglich: „2011“) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „2012“).

¹³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (Fassung des Nachtrags Nr. 2: „2012“, ursprünglich: „2011“) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „2013“).

¹⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 (vorher: „Euro 10,24 Mio.“) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Euro 18,75 Mio.“).

12.15.4 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 9 Absatz 2 Nr. 3 VermVerkProspV

Zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung bestehen keine nicht unerheblichen dinglichen Belastungen der Anlageobjekte.

12.15.5 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 9 Absatz 2 Nr. 4 VermVerkProspV

Zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung sind rechtliche oder tatsächliche Beschränkungen der Verwendungsmöglichkeiten der Anlageobjekte, insbesondere im Hinblick auf das Anlageziel, nicht gegeben.

12.15.6 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 9 Absatz 2 Nr. 5 VermVerkProspV

Alle erforderlichen behördlichen Genehmigungen liegen vor.

12.15.7 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 9 Absatz 2 Nr. 6 VermVerkProspV

Die ThomasLloyd Group Ltd¹ hat noch keine Verträge über die Anschaffung oder Herstellung der Anlageobjekte oder wesentlicher Teile davon geschlossen.

12.15.8 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 9 Absatz 2 Nr. 7 VermVerkProspV

Nach Kenntnis der ThomasLloyd Group Ltd² existieren keine Bewertungsgutachten.

12.15.9 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 9 Absatz 2 Nr. 8 VermVerkProspV

Es wurden und werden durch die Gründungsgesellschafter sowie die Mitglieder des Vorstandes der ThomasLloyd Group Ltd³ keine nicht nur geringfügigen Lieferungen oder Leistungen im Zusammenhang mit den Anlageobjekten erbracht.

12.15.10 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 10 Absatz 2 Satz 2 VermVerkProspV

Von der Aufnahme des Konzernjahresabschlusses der ThomasLloyd Group Ltd⁴ wurde abgesehen, weil der Konzernabschluss der ThomasLloyd Group Ltd⁵ für das Geschäftsjahr 2009 keine wesentlichen zusätzlichen Aussagen enthält.

12.15.11 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 10 Absatz 1 Satz 1 Nr. 3 VermVerkProspV

Eine Zwischenübersicht hat die ThomasLloyd Group Ltd⁶ seit der Aufstellung des letzten geprüften Jahresabschlusses zum 31.12.2014⁷ nicht veröffentlicht.

12.15.12 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 10 Absatz 3 VermVerkProspV

Nach dem Stichtag des letzten geprüften Jahresabschlusses zum 31.12.2012⁸ sind keine wesentlichen Änderungen eingetreten.

12.15.13 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 12 Absatz 1 VermVerkProspV

Einen Beirat bzw. weitere Aufsichtsgremien hat die ThomasLloyd Group Ltd⁹ nicht errichtet. Zwischen den Mitgliedern des Vorstandes der ThomasLloyd Group Ltd¹⁰ besteht eine Funktionstrennung. Herr T.U. Michael Sieg ist Group Chief Executive Officer und Chairman of the Board of Directors, Herr Anthony M. Coveney ist Head of Project Finance, Herr Simon J. Cox ist General Counsel, Head of Legal & Compliance und Herr Klaus-Peter Kirschbaum ist Head of Corporate Centre.^{10a}

12.15.14 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 12 Absatz 1 Nr. 2 VermVerkProspV

Den Mitgliedern des Vorstandes der ThomasLloyd Group Ltd¹¹ wurden für das letzte abgeschlossene Geschäftsjahr 2014^{11a} Gesamtbezüge in Höhe von Euro 2.023.243,-^{11b} gewährt.¹² Darüber hinaus wurden den Mitgliedern des Vorstandes der ThomasLloyd Group Ltd. für das letzte abgeschlossene Geschäftsjahr 2014^{12a} keine Gesamtbezüge, insbesondere keine Gehälter, Gewinnbeteiligungen, Aufwandsentschädigungen, Versicherungsentgelte, Provisionen und Nebenleistungen jeder Art gewährt.¹³

12.15.15 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 12 Absatz 2 VermVerkProspV

Die^{13a} Mitglieder des Vorstandes der ThomasLloyd Group Ltd¹⁴ sind^{14a} nicht für Unternehmen tätig, die mit dem Vertrieb der angebotenen Vermögensanlagen betraut sind, die der Emittentin oder der ThomasLloyd Group Ltd¹⁵ Fremdkapital geben bzw. die im Zusammenhang mit der Herstellung der Anlageobjekte nicht nur geringfügige Lieferungen oder Leistungen erbringen.

12.15.16 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 12 Absatz 3 VermVerkProspV

Es gibt keinen Treuhänder.

^{1-6,9-11,14,15} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

⁷ Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „2012“).

^{10a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Herr T.U. Michael Sieg ist Chief Executive Officer, Herr Klaus-Peter Kirschbaum verantwortet den Bereich Investmentmanagement und Herr Anthony M. Coveney den Bereich Investment Banking und ferner ist Herr Coveney als Secretary bestellt.“).

^{11a, 11b, 12a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: Fn 11a – „2012“; Fn 11b – „1.936.059“; Fn 12a – „2012“).

^{12,13} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Ursprünglich: „Den Mitgliedern des Vorstandes der ThomasLloyd Group plc wurden für das letzte abgeschlossene Geschäftsjahr 2010 keine Gesamtbezüge, insbesondere keine Gehälter, Gewinnbeteiligungen, Aufwandsentschädigungen, Versicherungsentgelte, Provisionen und Nebenleistungen jeder Art gewährt.“

^{13a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Herr Klaus-Peter Kirschbaum ist Mitglied des Verwaltungsrates und Vorsitzender der Geschäftsleitung ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG, Zürich, die auch mit dem Vertrieb der angebotenen Vermögensanlagen betraut werden soll. Darüber hinaus sind“).

^{14a} Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016

12.15.17 § 14 VermVerkProspV i.V.m. § 12 Absatz 4 VermVerkProspV

Es gibt keine solchen Personen, die nicht in den Kreis der nach der Vermögensanlagen-Verkaufsprospektverordnung angabepflichtigten Personen fallen, die die Herausgabe oder den Inhalt des Prospekts oder die Abgabe oder den Inhalt des Angebots der Vermögensanlage aber wesentlich beeinflusst haben.

12.16. Geprüfter Konzernabschluss der ThomasLloyd Group Ltd¹ zum 31. Dezember 2014²

Die ThomasLloyd Group Ltd³ unterliegt als ausländische Gesellschaft nicht der Verpflichtung, einen Jahresabschluss und einen Lagebericht gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs aufzustellen und nicht der Verpflichtung, den Jahresabschluss und den Lagebericht gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs prüfen zu lassen. Als Gewährleisterin gem. § 14 VermVerkProspV macht sie von der Möglichkeit des § 8 h VerkProspG Gebrauch, stattdessen auf die fehlende Aufstellung und Prüfung des Jahresabschlusses und des Lageberichts gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs hinzuweisen.

Die ThomasLloyd Group Ltd⁴ ist nach den für sie maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS verpflichtet, einen Jahresabschluss aufzustellen und diesen prüfen zu lassen. Die ThomasLloyd Group Ltd⁵ ist nach den für sie maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS nicht verpflichtet, zusätzlich zum Jahresabschluss einen Lagebericht aufzustellen und diesen prüfen zu lassen.

Im Folgenden wird der nach den für die ThomasLloyd Group Ltd⁶ maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS aufgestellte und geprüfte Jahresabschluss zum 31. Dezember 2014⁷ abgebildet.

12.16.1 Gewinn- und Verlustrechnung des Konzerns

Anhang	2014 EUR	2013 EUR	Veränderung in %
Fortzuführende Geschäftsbereiche			
Umsatzerlöse	20.277.425	20.482.335	-1,00%
Umsatzaufwendungen	(10.121.034)	(6.691.901)	51,24%
Bruttogewinn	10.156.391	13.790.434	-26,35%
Personalkosten	(5.052.430)	(4.901.354)	3,08%
Marketingkosten	(1.007.393)	(1.578.486)	-36,18%
Währungsgewinne/(-verluste)	2.547.010	(796.322)	
Sonstiges	(2.738.770)	(6.751.659)	-59,44%
Verwaltungsaufwendungen	(6.251.583)	(14.027.821)	-55,43%
Betriebsgewinn/(-verlust)	7 3.904.808	(237.387)	
Finanzertrag	201.477	299.022	-32,62%
Zinsaufwendungen	8 (1.216.806)	(857.359)	41,92%
Verluste aus der Veräußerung von finanziellen Vermögenswerten	14 0	(1.383.275)	-100,00%
Andere finanzierungsbedingte Kosten	9 (1.263.675)	(1.794.557)	-29,58%
Ergebnis vor Steuern	1.625.805	(3.973.556)	
Einkommensteuerbelastung/-gutschrift	10 (361.173)	6.004.022	
Gesamtgewinn für das Geschäftsjahr	1.264.631	2.030.466	-37,72%
Minderheitenanteil	0	0	0%
Gesamtgewinn für das Geschäftsjahr, der den Anteilseignern der Muttergesellschaft zuzurechnen ist	1.264.631	2.030.466	-37,72%

^{1, 3-6} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „plc“).

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Geprüfter Jahresabschluss der ThomasLloyd Group plc zum 31.12.2009“). Die geprüften Jahresabschlüsse für die Geschäftsjahre 2009, 2010 und 2012 sind im Abschnitt „18. Anhang“ auf den Seiten 156 abgebildet.

⁷ Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „2009“).

12.16.2 Gesamtergebnisrechnung des Konzerns

	2014 EUR	2013 EUR
Geschäftsergebnis für das Geschäftsjahr Zurechenbar an:		
Anteilseigner der Muttergesellschaft	1.264.631	2.030.466
Minderheitenanteil	0	0
	1.264.631	2.030.466
Sonstiges Ergebnis		
Währungsumrechnungsdifferenzen	(2.377.681)	706.295
	(1.113.050)	2.736.761
Gesamtergebnis für das Geschäftsjahr Zurechenbar an:		
Anteilseigner der Muttergesellschaft	(1.113.050)	2.736.761
Minderheitenanteil	0	0
	(1.113.050)	2.736.761

12.16.3 Bilanz des Konzerns

AKTIVA	Anhang	2014 EUR	2013 EUR
Sachanlagen	12	115.583	156.084
Immaterielle Vermögenswerte	13	14.478	21.167
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	17	2.650.188	3.467.345
Latente Ertragssteuern	16	17.578.158	17.803.888
Finanzielle Vermögenswerte	14	280.416	215.403
Summe langfristige Vermögenswerte		20.638.823	21.663.887
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	17	35.699.958	24.253.839
Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente		927.550	1.192.143
Summe kurzfristige Vermögenswerte		36.627.508	25.445.982
Summe Aktiva		57.266.331	47.109.869

PASSIVA	Anhang	2014 EUR	2013 EUR
Stammaktien	20	60.774.953	59.744.953
Vorzugsaktien	20	32.000.000	32.000.000
		92.774.953	91.744.953
Währungsumrechnungsrücklage		(9.765.892)	(7.388.211)
Gewinnrücklage		(67.258.987)	(68.523.619)
Summe Eigenkapital		15.750.073	15.833.123
Kredite	15	4.329.389	4.579.966
Nachrangige Anleihen	15	6.526.512	7.784.000
Summe langfristige Schulden		10.855.901	12.363.966
Kredite	15	0	0
Nachrangige Anleihen	15	20.151.200	15.404.000
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	18	10.339.931	3.441.544
Steuerverbindlichkeiten	18	169.227	67.236
Summe kurzfristige Schulden		30.660.358	18.912.780
Summe Passiva		57.266.331	47.109.869

12.16.3 Bilanz des Muttergesellschaft

AKTIVA	Anhang	2014 EUR	2013 EUR
Sachanlagen	12	24.274	32.230
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	17	2.650.188	3.467.345
Latente Ertragssteuern	16	3.419.528	3.419.528
Finanzielle Vermögenswerte	14	30.707.289	30.707.289
Summe langfristige Vermögenswerte		36.801.278	37.626.392
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	17	45.835.375	37.165.827
Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente		14.046	861.482
Summe kurzfristige Vermögenswerte		45.849.421	38.027.309
Summe Aktiva		82.650.699	75.653.701

PASSIVA	Anhang	2014 EUR	2013 EUR
Stammaktien	20	60.774.953	59.744.953
Vorzugsaktien	20	32.000.000	32.000.000
Neubewertungsrücklage		2.683.093	2.683.093
		95.458.046	94.428.046
Währungsumrechnungsrücklage		(5.850.243)	(5.850.243)
Gewinnrücklage		(50.718.460)	(47.631.884)
Summe Eigenkapital		38.889.343	40.945.919
Kredite	15	4.329.389	4.579.966
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	15	6.526.512	7.784.000
Summe langfristige Schulden		10.855.901	12.363.966
Kredite	15	0	0
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	18	32.905.455	22.343.816
Summe kurzfristige Schulden		32.905.455	22.343.816
Summe Passiva		82.650.699	75.653.701

12.16.4 Eigenkapitalveränderungsrechnung des Konzerns

	Gezeichnetes Kapital EUR	Währungsum- rechnungs- rücklage EUR	Gewinn- rücklage EUR	Summe Eigenkapital EUR
Eigenkapital zum 01. Januar 2013	90.191.953	(8.094.506)	(70.554.085)	11.543.362
Ausgabe von Aktienkapital	1.553.000	0	0	1.553.000
Gesamtergebnis für das Geschäftsjahr	0	706.295	2.030.466	2.736.761
Eigenkapital zum 31. Dezember 2013	91.744.953	(7.388.211)	(68.523.619)	15.833.123
Ausgabe von Aktienkapital	1.030.000	0	0	1.030.000
Gesamtergebnis für das Geschäftsjahr	0	(2.377.681)	1.264.631	(1.113.050)
Eigenkapital zum 31. Dezember 2014	92.774.953	(9.765.893)	(67.258.988)	15.750.073

12.16.5 Eigenkapitalveränderungsrechnung der Muttergesellschaft

	Gezeichnetes Kapital EUR	Währungsum- rechnungs- rücklage EUR	Neubewer- tungsrückla- ge EUR	Gewinnrück- lage EUR	Summe Eigenkapital EUR
Eigenkapital zum 01. Januar 2013	90.191.953	(5.850.243)	2.683.093	(39.782.985)	47.241.818
Ausgabe von Aktienkapital	1.553.000	0	0	0	1.553.000
Neubewertung von finanziellen Vermögenswerten	0	0	0	0	0
Gesamtergebnis für das Geschäftsjahr	0	0	0	(7.848.899)	(7.848.899)
Eigenkapital zum 31. Dezember 2013	91.744.953	(5.850.243)	2.683.093	(47.631.884)	40.945.919
Ausgabe von Aktienkapital	1.030.000	0	0	0	1.030.000
Gesamtergebnis für das Geschäftsjahr	0	0	0	(3.086.576)	(3.086.576)
Eigenkapital zum 31. Dezember 2014	92.774.953	(5.850.243)	2.683.093	(50.718.460)	38.889.343

12.16.6 Kapitalflussrechnung des Konzerns

	2014 EUR	2013 EUR
Cashflow aus operativer Geschäftstätigkeit		
Gewinn vor Zinsen	2.279.960	2.588.804
Zinsertrag	201.477	299.022
Zinsaufwand	(1.216.806)	(857.359)
Verluste beim beizulegenden Zeitwert von finanziellen Vermögenswerten	0	1.383.275
Abschreibungen	66.052	84.529
Amortisationen	12.441	20.636
Verlust bei Veräußerung von Sachanlagen	(1.227)	17.553
Fremdwährungsdifferenzen	(2.383.433)	712.335
Änderungen des Working Capital:		
Änderungen bei Forderungen und Anzahlungen	(10.628.962)	(7.449.524)
Änderungen bei Verbindlichkeiten	7.000.378	(7.221.089)
Änderungen der latenten Steuern	225.730	(6.071.284)
Netto-Cashflow aus operativer Geschäftstätigkeit	(4.444.391)	(16.493.102)
Cashflow aus Investitionstätigkeit		
Erwerb von Sachanlagen	(24.323)	(64.217)
Erwerb von immateriellen Vermögenswerten	0	(6.265)
Erwerb von finanziellen Vermögenswerten	(65.014)	(2.543.628)
Rückzahlung von Krediten	(250.577)	(4.388.942)
Veräußerung von finanziellen Vermögenswerten	0	4.433.625
Netto-Cashflow aus Investitionstätigkeit	(339.914)	(2.569.427)
Cashflow aus Finanzierungstätigkeiten		
Erlöse aus der Ausgabe von Stammaktien	1.030.000	1.553.000
Erlöse aus der Ausgabe von nachrangigen Schuldverschreibungen	3.489.712	17.538.000
Netto-Cashflow aus Finanzierungstätigkeiten	4.519.712	19.091.000
Analyse der Veränderungen der Guthaben bei Kreditinstituten		
Zunahme/(Abnahme) der liquiden Mittel in der Rechnungsperiode	(264.593)	28.471
Liquide Mittel zum Jahresbeginn	1.192.143	1.163.672
Liquide Mittel zum Jahresende	927.550	1.192.143

12.16.7 Kapitalflussrechnung der Muttergesellschaft

	2014 EUR	2013 EUR
Cashflow aus operativer Geschäftstätigkeit		
Gewinn vor Zinsen	(2.169.222)	(7.520.903)
Zinsertrag	394.544	480.197
Zinsaufwand	(1.311.898)	(808.192)
Verluste beim beizulegenden Zeitwert von finanziellen Vermögenswerten	0	1.383.275
Abschreibungen	7.956	7.956
Fremdwährungsdifferenzen	0	0
Änderungen des Working Capital:		
Änderungen bei Forderungen und Anzahlungen	(7.852.390)	(3.015.166)
Änderungen bei Verbindlichkeiten	9.304.151	12.635.010
Änderung der latenten Steuern	0	(1.376.692)
Netto-Cashflow aus operativer Geschäftstätigkeit	(1.626.859)	1.785.485
Cashflow aus Investitionstätigkeit		
Erwerb von Sachanlagen	0	(2.271)
Erwerb von finanziellen Vermögenswerten	0	(2.521.164)
Rückzahlung von Krediten	(250.577)	(4.388.942)
Veräußerung von finanziellen Vermögenswerten	0	4.433.625
Netto-Cashflows aus Investitionstätigkeit	(250.577)	(2.478.752)
Cashflow aus Finanzierungstätigkeiten		
Erlöse aus der Ausgabe von Stammaktien	1.030.000	1.553.000
Netto-Cashflow aus Finanzierungstätigkeiten	1.030.000	1.553.000
Analyse der Veränderungen der Guthaben bei Kreditinstituten		
Zunahme/(Abnahme) der liquiden Mittel in der Rechnungsperiode	(847.436)	859.733
Liquide Mittel zum Jahresbeginn	861.482	1.749
Zahlungsmittel zum Ende des Jahres	14.046	861.482

12.16.8 Anhang zum Konzernabschluss 2014

1. ALLGEMEINE ANGABEN

Die ThomasLloyd Group Limited ist eine in England und Wales eingetragene Gesellschaft mit Tochtergesellschaften in Deutschland, in der Schweiz, in Singapur und in den USA.

2. BILANZIERUNGS- UND BEWERTUNGSMETHODEN

Die wichtigsten Bilanzierungs- und Bewertungsmethoden sind unten zusammengefasst.

Grundlage der Aufstellung

Der Konzernabschluss ist auf der Basis der Unternehmensfortführung aufgestellt und im Einklang mit den International Financial Reporting Standards, wie sie in der Europäischen Union anzuwenden sind, und den IFRIC-Interpretationen (IFRS, wie von der EU übernommen) sowie den Teilen des Companies Act 2006, der für Gesellschaften anwendbar ist, die nach den IFRS berichten. Der Konzernabschluss wurde auf der Basis der historischen Anschaffungs- und Herstellungskosten erstellt, modifiziert durch die Neubewertung von zur Veräußerung verfügbaren Finanzanlagen und die finanziellen Vermögenswerte und finanziellen Verbindlichkeiten, die erfolgswirksam zu ihrem beizulegenden Zeitwert bewertet werden.

Dieser Konzernabschluss wird in Euro vorgelegt, der funktionalen Währung des Konzerns.

Standards, Änderungen und Interpretationen, die im Jahr 2014 gelten

(a) Neue und geänderte Standards, die vom Konzern übernommen wurden:

Die nachfolgenden Standards und Änderungen zu bestehenden Standards waren im Geschäftsjahr ab dem 1. Januar 2013 oder später erstmals anzuwenden und kamen bei der Ausarbeitung dieses Jahresabschlusses zur Anwendung:

IFRS 10, „Konzernabschlüsse“, baut auf bestehenden Grundsätzen auf, indem das Konzept der Beherrschung als bestimmender Faktor dafür festgelegt wird, ob eine Gesellschaft in den Konsolidierungskreis der Muttergesellschaft fällt. Der Standard enthält zusätzliche Leitlinien zur Feststellung der Beherrschung in Fällen, in denen diese schwierig zu beurteilen ist.

IFRS 12, „Angaben zu Beteiligungen an anderen Unternehmen“, verlangt eine große Bandbreite von Angaben zu Beteiligungen an anderen Unternehmen, darunter Zusammenschlüsse, verbundene Unternehmen, Zweckgesellschaften und andere, nicht konsolidierte strukturierte Einheiten.

IAS 27, „Separate Abschlüsse“, ersetzt die aktuelle Version von IAS 27, „Konzern- und separate Abschlüsse“ infolge der Veröffentlichung von IFRS 10. Der überarbeitete Standard beinhaltet die Vorschriften für separate Abschlüsse.

Die überarbeitete Version von IAS 32, Finanzinstrumente: Ausweis, „Saldierung finanzieller Vermögenswerte und finanzieller Verbindlichkeiten“, enthält neue Anwendungsleitlinien für die Behandlung von Inkonsistenzen, die bei der Anwendung einiger Kriterien bei der Saldierung finanzieller Vermögenswerte und finanzieller Verbindlichkeiten festgestellt wurden. Hier wird erläutert, was ein „aktuelles, rechtlich durchsetzbares Saldierungsrecht“ bedeutet, und dass einige Bruttosaldierungssysteme als gleichwertig mit Nettosaldierungssystemen gelten können.

IFRS 10, „Konzernabschlüsse“, baut auf bestehenden Grundsätzen auf, wobei das Konzept der Beherrschung als entscheidender Faktor dafür festgelegt wird, ob eine Gesellschaft in den Konsolidierungskreis der Muttergesellschaft aufzunehmen ist. Der Standard enthält zusätzliche Leitlinien zur Feststellung der Beherrschung in Fällen, in denen diese schwierig zu beurteilen ist.

Die Änderungen von IFRS 10, „Konzernabschlüsse“, IFRS 12, „Angaben zu Beteiligungen an anderen Unternehmen“, und IAS 27, „Separate Abschlüsse“, sehen vor, dass „Investmentgesellschaften“ (laut Definition) von der Konsolidierung bestimmter Tochtergesellschaften befreit sind, sondern schreiben stattdessen die erfolgswirksame Bewertung der Investition einer Investmentgesellschaft in jedes zugelassene Tochterunternehmen zum beizulegenden Zeitwert gemäß IFRS 9, „Finanzinstrumente“, oder IAS 39, „Finanzinstrumente: Ansatz und Bewertung“ vor.

Mit der Änderung von IAS 36, Wertminderung von Vermögenswerten, „Angaben zum erzielbaren Betrag bei nicht-finanziellen Vermögenswerten“ sollen Fälle hintangehalten werden, in denen der von Vermögenswerten oder Zahlungsmittel generierenden Einheiten erzielbare Betrag anzugeben ist. Ein weiteres Ziel besteht darin, die geforderten Angaben zu präzisieren und eine ausdrückliche Vorschrift zur Angabe des zur Bestimmung der Wertminderung (oder Wertaufholung) verwendeten Diskontsatzes einzuführen, wobei der erzielbare Betrag (basierend auf dem beizulegenden Zeitwert abzüglich Veräußerungskosten) mithilfe einer Barwertmethode ermittelt wird.

„Annual Improvements 2010-2012 Cycle“ enthält Änderungen diverser IFRS und stellt ein Instrument für IFRS-Änderungen dar, die zwar nicht dringende, aber notwendig sind:

- IFRS 2, „Anteilsbasierte Vergütung“: Änderung der Definition einer Ausübungsbedingung.
- IFRS 3 „Unternehmenszusammenschlüsse“: Änderungen der Bilanzierung bedingter Gegenleistungen bei einem Unternehmenszusammenschluss.
- IFRS 8, „Geschäftssegmente“: Änderungen der Zusammenfassung operativer Segmente und der Überleitung der Umsatzerlöse aller berichtspflichtigen Segmente zu den Vermögenswerten des Unternehmens.
- IFRS 13, „Bemessung des beizulegenden Zeitwerts“: Änderungen an kurzfristigen Forderungen und Verbindlichkeiten.
- IAS 16, „Sachanlagen“: Änderungen der Neubewertungsmethode in Bezug auf die proportionale Neudarstellung kumulierter Abschreibungen.
- IAS 24 „Angaben über Beziehungen zu nahestehenden Unternehmen und Personen“: Änderungen in Bezug auf Mitglieder des Managements in Schlüsselpositionen.
- IAS 38, „Immaterielle Vermögenswerte“: Änderungen der Neubewertungsmethode in Bezug auf die proportionale Neudarstellung kumulierter Abschreibungen.

„Annual Improvements 2011-2012 Cycle“ enthält Änderungen diverser IFRS und stellt ein Instrument für IFRS-Änderungen dar, die zwar nicht dringende, aber notwendig sind:

- IFRS 1, „Erstmalige Anwendung der International Financial Reporting Standards“: Änderung der Bedeutung von „geltende IFRS“.
- IFRS 3, „Unternehmenszusammenschlüsse“: Änderungen des Anwendungsbereichs der Ausnahmen für Gemeinschaftsunternehmen.
- IFRS 13, „Bemessung des beizulegenden Zeitwerts“: Änderungen des Anwendungsbereichs von Paragraph 52 (Portfolioausnahme).
- IAS 40, „Als Finanzinvestition gehaltene Immobilien“: Änderungen zwecks Klärung der Zusammenhänge zwischen IFRS 3 und IAS 40 bei der Klassifizierung einer Immobilie, ob als Finanzinvestition gehalten oder als Eigenbedarf.

(b) Neue und geänderte Standards mit zwingender Anwendung für Rechnungsperioden, die am oder nach dem 1. Januar 2015 beginnen, aber derzeit für das Unternehmen nicht relevant sind:

IFRS 11, „Gemeinsame Vereinbarungen“ sorgen für eine realistischere Darstellung gemeinsamer Vereinbarungen, indem stärker auf die Rechte und Verpflichtungen als auf die vertragliche Vereinbarung abgestellt wird. Durch die geänderte Definition gibt es nunmehr zwei Arten von gemeinschaftlichen Vereinbarungen: gemeinschaftliche Tätigkeiten und Gemeinschaftsunternehmen. Eine gemeinschaftliche Tätigkeit ist gegeben, wenn ein Partnerunternehmen Rechte an den Vermögenswerten und Verpflichtungen im Zusammenhang mit der Vereinbarung hat und daher seinen Teil der Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Einnahmen und Ausgaben in der eigenen Bilanz ausweist. Gemeinschaftsunternehmen entstehen, wenn das Gemeinschaftsunternehmen Rechte an den Nettovermögenswerten der Vereinbarung hat und seinen Anteil daher gemäß der Equity-Methode bilanziert. Die anteilige Konsolidierung von Gemeinschaftsunternehmen wurde abgeschafft.

(c) Neue und geänderte Standards, die erlassen wurden, jedoch noch nicht in Kraft getreten sind und keine vorzeitige Anwendung finden:

Für am oder nach dem 1. Januar 2015 beginnende Jahresperioden gelten verschiedene neue Standards, Änderungen von Standards und Auslegungen, die bei der Erstellung dieses Jahresabschlusses noch nicht angewendet wurden. Diese dürften jedoch keine signifikanten Auswirkungen auf den Jahresabschluss des Konzerns haben. Der Konzern beabsichtigt diese Standards, soweit sie anwendbar sind, anzuwenden, zu übernehmen, sobald sie in Kraft treten.

Änderungen von IAS 16, „Sachanlagen“, und IAS 38, „Immaterielle Vermögenswerte“: Erläuterung der akzeptablen Abschreibungsmethoden. Den Änderungen zufolge ist eine Abschreibungsmethode, die auf Erlösen aus einer Tätigkeit basiert, die die Verwendung eines Vermögensgegenstandes einschließt, für Sachanlagen nicht sachgerecht. Die Änderungen beinhalten auch eine widerlegbare Annahme, wonach eine Abschreibungsmethode auf Basis von Erlösen aus einer Tätigkeit, die die Verwendung immaterieller Vermögenswerte einschließt, unsachgemäß ist, ein Problem, das nur in seltenen Fällen überwunden werden kann. (Eine im Mai 2014 veröffentlichte Änderung gilt vorbehaltlich der Anerkennung durch die EU für Jahresperioden, die am oder nach dem 1. Januar 2016 beginnen).

Änderungen von IAS 27, „Separate Abschlüsse“: Anwendung der Equity-Methode bei separaten Abschlüssen. Die Änderungen von IAS 27 erlauben die optionale Bilanzierung von Investitionen in Tochterunternehmen, Gemeinschaftsunternehmen und assoziierten Unternehmen in den separaten Abschlüssen nach der Equity-Methode. (Eine im August 2014 veröffentlichte Änderung gilt vorbehaltlich der Anerkennung durch die EU für Jahresperioden, die am oder nach dem 1. Januar 2016 beginnen).

Änderungen von IFRS 10, „Konzernabschlüsse“, und IAS 28, „Anteile an assoziierten Unternehmen und Gemeinschaftsunternehmens“ (2011) zur Klarstellung der Behandlung des Verkaufs oder der Einbringung von Vermögenswerten durch einen Investor in sein assoziiertes Unternehmen oder Gemeinschaftsunternehmen wie folgt:

- Sie verlangen die vollständige Erfassung der Gewinne und Verluste infolge des Verkaufs oder der Einbringung von Vermögenswerten, die einen Geschäftsbetrieb darstellen (laut Definition in IFRS 3, „Unternehmenszusammenschlüsse“), in den Abschlüssen des Anlegers
- Sie verlangen die teilweise Erfassung von Gewinnen und Verlusten, wenn die Vermögenswerte keinen Geschäftsbetrieb darstellen, d.h. dass ein Gewinn oder ein Verlust nur im Ausmaß der Anteile des nicht verbundenen Anlegers an dem betreffenden assoziierten Unternehmen und Gemeinschaftsunternehmen erfasst wird.

Diese Vorschriften gelten unabhängig davon, ob die Rechtsform der Transaktion, z. B. ob der Verkauf oder die Einbringung der Vermögenswerte durch einen Anleger mittels Übertragung von Anteilen an eine Tochtergesellschaft erfolgt, die diese Vermögenswerte hält (was zu einem Verlust der Beherrschung der Tochtergesellschaft führt), oder mittels eines direkten Verkaufs der Vermögenswerte selbst. (Eine im September 2014 veröffentlichte Änderung gilt vorbehaltlich der Anerkennung durch die EU für Jahresperioden, die am oder nach dem 1. Januar 2016 beginnen).

„Annual Improvements 2012 – 2014 Cycle“ enthält Änderungen der folgenden IFRS:

- IFRS 5 – Enthält zusätzliche spezifische Anleitungen für Fälle, in denen eine Einheit die Umklassifizierung eines Vermögenswerts von „zur Veräußerung gehalten“ in „zur Ausschüttung gehalten“ oder umgekehrt vornimmt, sowie für Fälle, in denen Vermögenswerte nicht mehr als zur Ausschüttung gehalten erfasst werden.

- IFRS 7 – Enthält zusätzliche Anweisungen zur Klarstellung, ob ein abgeschlossener Servicevertrag die Fortsetzung des Engagements in einem übertragenen Vermögenswert bedeutet, sowie zur Klarstellung der Saldierungsangaben im verkürzten Zwischenabschluss.
- IAS 9 – Klarstellung, dass die zur Schätzung des Diskontsatzes für Vorsorgeleistungen verwendeten hochwertigen Unternehmensanleihen auf dieselbe Währung lauten sollen wie die auszahlenden Leistungen
- IAS 34 – Klarstellung der Bedeutung von „An anderer Stelle des Zwischenberichts“ und Vorschrift eines Querverweises

(Eine im September 2014 veröffentlichte Änderung gilt vorbehaltlich der Anerkennung durch die EU für Jahresperioden, die am oder nach dem 1. Juli 2016 beginnen).

Änderungen von IAS 1, „Darstellung des Jahresabschlusses“: Angaben-Initiative. Die Änderungen von IAS 1 zielen auf die Hindernisse ab, denen die Verfasser bei Ermessensentscheidungen in der Erstellung des Jahresabschlusses gegenüberstehen. Hierzu wurden folgende Änderungen vorgenommen:

- Klarstellung, dass Informationen nicht durch die Erhebung oder Bereitstellung unwesentlicher Informationen verschleiert werden sollen, und dass Gesichtspunkte der Wesentlichkeit für alle Teile eines Abschlusses gelten, und zwar selbst dann, wenn ein Standard eine spezifische Angabe verlangt;
- Klarstellung, dass die Darstellung der Positionen in diesen Abschlüssen nach Relevanz getrennt und aggregiert erfolgen kann, sowie weitere Anweisungen zu Zwischensummen in diesen Abschlüssen und Klarstellung, dass der Anteil der verbundenen Unternehmen im sonstigen Gesamtergebnis, die nach der Equity-Methode bilanzieren, und Joint Ventures aggregiert als Einzelposition dargestellt werden sollte, abhängig davon, ob er in weiterer Folge in die Gewinn- und Verlustrechnung umbucht wird oder nicht;
- Erwägung weiterer Möglichkeiten zur Ordnung der Erläuterungen des Anhangs, um klarzustellen, dass Verständlichkeit und Vergleichbarkeit bei der Festlegung der Reihenfolge der Erläuterungen berücksichtigt werden sollten, und um zu zeigen, dass die Erläuterungen nicht in der bisherigen Reihenfolge gemäß IAS 1, §114, dargestellt werden müssen.

(Eine im Dezember 2014 veröffentlichte Änderung gilt vorbehaltlich der Anerkennung durch die EU für Jahresperioden, die am oder nach dem 1. Januar 2016 beginnen).

Änderungen von IFRS 10, IFRS 12 und IAS 28: Investmentgesellschaften: Anwendung der Konsolidierungsausnahme. Änderungen von IFRS 10, „Konzernabschlüsse“, IFRS 12 „Angaben zu Beteiligungen an anderen Unternehmen“ und IAS 28 „Anteile an assoziierten Unternehmen und Gemeinschaftsunternehmens“ (2011) zur Klärung von Problemen, die sich im Kontext der Anwendung der Konsolidierungsausnahme für Investmentgesellschaften ergeben, durch Klärung der folgenden Punkte:

- Von der Befreiung von der Erstellung von Konzernabschlüssen für eine zwischengeschaltete Muttergesellschaft kann eine Muttergesellschaft Gebrauch machen, die Tochter einer Investmentgesellschaft ist, und zwar auch dann, wenn die Investmentgesellschaft alle ihre Tochtergesellschaften zum beizulegenden Zeitwert bewertet.
- Eine Tochtergesellschaft, die Dienstleistungen im Zusammenhang mit den Investmentaktivitäten der Muttergesellschaft erbringt, darf nicht konsolidiert werden, wenn die Tochtergesellschaft selbst eine Investmentgesellschaft ist.
- Bei Anwendung der Equity-Methode auf ein assoziiertes Unternehmen oder ein Gemeinschaftsunternehmen kann ein Investor, der keine Investmentgesellschaft ist, an der Bewertung zum beizulegenden Zeitwert, die das assoziierte Unternehmen oder das Gemeinschaftsunternehmen auf seine Anteile an Tochtergesellschaften anwendet, festhalten.
- Eine Investmentgesellschaft, die alle ihre Tochtergesellschaften zum beizulegenden Zeitwert bewertet, nimmt die von IFRS 12 vorgeschriebenen Angaben über Investmentgesellschaften vor.

(Eine im Dezember 2014 veröffentlichte Änderung gilt vorbehaltlich der Anerkennung durch die EU für Jahresperioden, die am oder nach dem 1. Januar 2016 beginnen).

Bisher liegen noch keine anderen IFRS- oder IFRIC-Interpretationen vor, von denen zu erwarten wäre, dass sie wesentliche Auswirkungen auf die Gesellschaft haben könnten.

Grundlage der Konsolidierung

Der Konzernabschluss umfasst die Jahresabschlüsse der Gesellschaft und der Unternehmen, die von der Gesellschaft kontrolliert werden (ihrer Tochterunternehmen). Die Kontrolle liegt vor, wenn die Gesellschaft die Berechtigung hat, die Finanz- und Geschäftspolitik eines Unternehmens zu bestimmen, um die Vorteile aus seinen Aktivitäten zu erlangen.

Die Ergebnisse der während des Jahres erworbenen oder veräußerten Tochterunternehmen sind in der Gesamtergebnisrechnung des Konzerns vom Inkrafttreten des Erwerbs oder bis zum Inkrafttreten der Veräußerung, je nach Sachlage, enthalten.

Wo dies notwendig ist, wurden Anpassungen bei den Jahresabschlüssen der Tochterunternehmen vorgenommen, um ihre Bilanzierungs- und Bewertungsmethoden in Einklang mit denjenigen zu bringen, die von den übrigen Mitgliedern des Konzerns angewendet werden.

Alle konzerninternen Transaktionen, Salden, Einkünfte und Aufwendungen wurden bei der Konsolidierung vollständig eliminiert.

Fremde Minderheitenanteile an den Nettovermögenswerten von konsolidierten Tochterunternehmen sind gesondert von der Eigenkapitalbeteiligung des Konzerns an ihnen ausgewiesen. Fremde Minderheitenanteile bestehen aus dem Betrag solcher Anteile zum Datum des ursprünglichen Unternehmenszusammenschlusses und dem Minderheitenanteil an der Veränderung des Eigenkapitals seit dem Datum des Unternehmenszusammenschlusses. Auf Minderheitenbeteiligungen anfallende Verluste, die den Minderheitsanteil am Eigenkapital des Tochterunternehmens übersteigen, werden dem Minderheitsanteil als ein Schuldposten belastet, ungeachtet dessen, ob eine Verpflichtung auf Seiten des Inhabers der Minderheitenanteile besteht, für Verluste aufzukommen.

Unternehmenszusammenschlüsse

Der Erwerb von Tochtergesellschaften und Unternehmen wird nach der Erwerbsmethode gebucht. Die Kosten des Unternehmenszusammenschlusses werden als die Summe der beizulegenden Zeitwerte (zum Datum des Erwerbs) der erworbenen Vermögenswerte, der eingegangenen oder übernommenen Schulden und der vom Konzern im Austausch für die Kontrolle über das erworbene Unternehmen ausgegebenen Eigenkapitalinstrumente bewertet. Alle Kosten, die dem Unternehmenszusammenschluss direkt zurechenbar sind, werden der Gewinn- und Verlustrechnung belastet. Die identifizierbaren Vermögenswerte, Schulden und Eventualschulden des erworbenen Unternehmens, die die Voraussetzungen für ihre Erfassung nach den überarbeiteten IFRS 3, „Unternehmenszusammenschlüsse“, erfüllen, werden mit ihren beizulegenden Zeitwerten zum Erwerbsdatum angesetzt.

Die Beteiligung eines Minderheitsgesellschafters am erworbenen Unternehmen wird anfänglich als Anteil des Minderheitsgesellschafters an dem beizulegenden Nettozeitwert der angesetzten Vermögenswerte, Schulden und Eventualschulden bewertet.

Erfassung von Umsätzen

Der Umsatz umfasst den beizulegenden Zeitwert für Dienstleistungen, ohne Mehrwertsteuer, nach Eliminierung von konzerninternen Umsätzen. Der Umsatz wird wie folgt erfasst:

a) Einnahmen aus dem Investment Management

Umsatz, der aus dem Investmentmanagement und anderen damit zusammenhängenden vom Konzern angebotenen Dienstleistungen erzielt wird, wird in der Rechnungsperiode erfasst, in der die Dienstleistungen erbracht werden.

Der Umsatz besteht hauptsächlich aus Provisionserträgen aus Dienstleistungen, die im Zusammenhang mit der Platzierung und der Verwaltung von Anlageprodukten erbracht werden, bei denen der Konzern aktiv die von seinen Kunden erhaltenen Gegenleistungen verwaltet. Zu Vertragsbeginn erhält der Konzern sofort fällige Abschlussprovisionen, die dem Kunden direkt belastet werden. Weitere laufende Gebühren werden dem Kunden in regelmäßigen Abständen durch Abzug von den angelegten Mitteln belastet. Dazu gehören erfolgsabhängige Vergütungen, die erfasst werden, wenn ein vertraglicher Anspruch besteht, aber nur in dem Ausmaß, wie eine zuverlässige Schätzung der fälligen Beträge vorgenommen werden kann.

b) Einnahmen aus dem Investment Banking

Der Umsatz aus dem Investmentbanking wird mit Abschluss der zugehörigen Transaktion erfasst.

Sachanlagen

Sachanlagen sind zu Anschaffungs- und Herstellungskosten erfasst. Die Anschaffungs- und Herstellungskosten schließen diejenigen Aufwendungen ein, die anfallen, um den Vermögenswert in einen betriebsbereiten Zustand für seinen beabsichtigten Gebrauch zu bringen. Gewinne und Verluste aus der Veräußerung von Sachanlagen werden durch Bezugnahme auf ihren Buchwert bestimmt und bei der Ermittlung des Betriebsergebnisses berücksichtigt. Der Konzern überprüft den Buchwert von Sachanlagen, wenn die Umstände nahelegen, dass ihr Buchwert möglicherweise nicht erzielbar ist. Die Erzielbarkeit wird anhand des Barwerts des erwarteten künftigen Cashflows beurteilt, unter Einbeziehung der Einkünfte, Betriebskosten und Instandsetzungskosten. Wo dies notwendig ist, wird eine Wertminderung gebucht. Alle Wertminderungen werden in den Verwaltungskosten gebucht.

Abschreibung

Die Abschreibung auf Sachanlagen wird auf linearer Basis unter Verwendung von Abschreibungssätzen berechnet, die dazu gestaltet sind, die Vermögenswerte über ihre voraussichtliche Nutzungsdauer wie folgt abzuschreiben: Betriebs- und Geschäftsausstattung – 3 bis 10 Jahre lineare Abschreibung.

Immaterielle Vermögenswerte

Erworbene immaterielle Vermögenswerte mit einer bestimmten Nutzungsdauer werden zu Anschaffungs- und Herstellungskosten in Ansatz gebracht und über ihre jeweilige Nutzungsdauer linear abgeschrieben. Die Abschreibungsdauer für immaterielle Vermögenswerte beträgt zwischen 3 und 7 Jahren. Darüber hinausgehende Wertverluste werden durch Buchung einer Wertminderung erfasst. Verluste aufgrund von Wertminderungen werden im folgenden Geschäftsjahr umgekehrt, wenn die Gründe für sie nicht länger bestehen, unter der Voraussetzung, dass dies nicht dazu führt, dass die Buchwerte der Vermögenswerte die fortgeführten Anschaffungskosten, zu denen sie angesetzt worden wären, wenn die Wertminderung nicht erfasst worden wäre, oder ihren aktuellen erzielbaren Wert überschreiten. Der geringere dieser beiden Beträge wird in Ansatz gebracht. Immaterielle Vermögensgegenstände mit unbestimmter Nutzungsdauer werden nicht abgeschrieben. Sie werden jährlich auf Wertminderungen überprüft oder häufiger, wenn eingetretene Ereignisse oder Veränderungen der Umstände auf eine mögliche Wertminderung hindeuten. Alle Wertminderungen werden in den Verwaltungskosten gebucht.

Die Beteiligungen der Gesellschaft an Tochterunternehmen

In ihrem Einzelabschluss erfasst die Gesellschaft ihre Beteiligungen an Tochterunternehmen zu ihrem vom Verwaltungsrat geschätzten Marktwert. Überschüsse aus der Neubewertung der Beteiligungen der Gesellschaft an ihren Tochtergesellschaften werden in eine gesonderte, nicht ausschüttungsfähige Neubewertungsrücklage im Eigenkapital eingestellt.

Besteuerung

Die tatsächlichen Steuern, einschließlich der britischen Körperschaftssteuer und der ausländischen Steuern, sind mit den Beträgen angegeben, deren Zahlung (oder Erstattung) erwartet wird, unter Anwendung der Steuersätze und Steuergesetze, die zum Bilanzstichtag gelten oder in Kürze gelten werden.

Latente Steuern werden in Bezug auf alle temporären Differenzen erfasst, die zum Bilanzstichtag entstanden sind und nicht umgekehrt wurden, wenn die Transaktionen oder die Ereignisse, die zur Verpflichtung zur Zahlung höherer Steuern in der Zukunft oder zum Recht auf Zahlung geringerer Steuern in der Zukunft zum Bilanzstichtag eingetreten sind. Temporäre Differenzen sind Differenzen zwischen den zu versteuernden Gewinnen des Konzerns und seinen Ergebnissen, wie sie im Jahresabschluss angegeben sind, die davon herrühren, dass bei den steuerlichen Veranlagungen Gewinne und Verluste in anderen Rechnungsperioden einbezogen werden als in denjenigen, in denen sie im Jahresabschluss erfasst sind.

Latente Steuerguthaben werden nur dann als erzielbar angesehen und dementsprechend in Ansatz gebracht, wenn es auf der Grundlage aller verfügbarer Nachweise als wahrscheinlich betrachtet werden kann, dass geeignete steuerliche Gewinne vorhanden sein werden, aus denen die zukünftige Umkehrung der zugrunde liegenden temporären Differenzen abgeleitet werden kann.

Der Buchwert latenter Steuerguthaben wird zu jedem Berichtsdatum überprüft und in dem Maße reduziert, in dem es nicht länger wahrscheinlich ist, dass ein ausreichender steuerpflichtiger Gewinn verfügbar sein wird, die vollständige oder teilweise Verwendung des latenten Steuerguthabens zu erlauben. Nicht in Ansatz gebrachte latente Steuerguthaben werden zu jedem Berichtsdatum neu bewertet und in dem Maße erfasst, in dem es wahrscheinlich geworden ist, dass zukünftige steuerpflichtige Gewinne die Inanspruchnahme des latenten Steuerguthabens erlauben werden.

Latente Steuern werden auf der Basis der Steuersätze und Steuergesetze, die zum Bilanzstichtag gelten oder in Kürze gelten werden, zu den durchschnittlichen Steuersätzen bewertet, die in den Rechnungsperioden, in denen die Umkehrung der temporären Differenzen erwartet wird, voraussichtlich Anwendung finden. Latente Steuern werden auf einer nicht abgezinsten Basis bewertet.

Fremdwährungen

Die funktionale Währung des Konzerns und der Gesellschaft ist der Euro.

Geschäfte, die von Konzernunternehmen in einer anderen Währung abgeschlossen werden als in der Währung des primären wirtschaftlichen Umfelds, in dem das Unternehmen tätig ist (die „funktionale Währung“), werden zu den Kursen in Ansatz gebracht, die zum Zeitpunkt der Transaktion gelten. Monetäre Vermögenswerte und Schulden in Fremdwährung werden zu den am Berichtsdatum geltenden Kursen umgerechnet.

Nicht monetäre Vermögenswerte und Schulden, die nach ihren historischen Kosten in einer Fremdwährung bewertet werden, sind zu dem zum Datum der Transaktion geltenden Wechselkurs umgerechnet. In Fremdwährungen bezeichnete nicht monetäre Vermögenswerte und Schulden, die zu ihrem beizulegenden Zeitwert angegeben werden, sind zu den Wechselkursen, die zum jeweiligen Datum der Bestimmung des beizulegenden Zeitwerts galten, in Euro umgerechnet.

Im Rahmen der Konsolidierung wurden die Ergebnisse aus den betrieblichen Geschäften zu den Durchschnittskursen in die Darstellungswährung umgerechnet, die zu dem Zeitpunkt galten, als die Transaktion ausgeführt wurde. Alle Vermögenswerte und

Verbindlichkeiten ausländischer Geschäftsbetriebe sind zu dem Kurs umgerechnet, der zum Bilanzstichtag galt. Währungsumrechnungsdifferenzen, die sich aus der Umrechnung des Nettovermögens zu Beginn des Geschäftsjahres zu dem dann geltenden Wechselkurs und dem Geschäftsergebnis zum tatsächlichen Wechselkurs ergeben, werden direkt im Eigenkapital erfasst (die „Währungsumrechnungsrücklage“).

Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente

Zu den Zahlungsmitteln gehören der Kassenbestand, die Guthaben auf Kontokorrentkonten und die kurzfristigen Einlagen mit einer ursprünglichen Laufzeit von 3 Monaten oder weniger zu variablen Zinssätzen.

Finanzielle Vermögenswerte

a) Klassifizierung

Der Konzern teilt seine finanziellen Vermögenswerte in folgende Kategorien ein: erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertete finanzielle Vermögenswerte, Kredite und Forderungen und zur Veräußerung verfügbare finanzielle Vermögenswerte. Die Klassifizierung hängt von dem Zweck ab, zu dem die finanziellen Vermögenswerte erworben wurden. Die Geschäftsführung legt die Klassifizierung ihrer finanziellen Vermögenswerte bei ihrer erstmaligen Erfassung fest.

(i) Erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertete finanzielle Vermögenswerte

Erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertete finanzielle Vermögenswerte sind zu Handelszwecken gehaltene finanzielle Vermögenswerte. Ein finanzieller Vermögenswert wird dieser Kategorie zugeordnet, wenn er hauptsächlich zum Zweck seiner kurzfristigen Veräußerung erworben wurde. Derivate werden ebenfalls als zu Handelszwecken gehalten klassifiziert, sofern sie nicht für Sicherungsgeschäfte bestimmt sind. Vermögenswerte in dieser Kategorie werden als kurzfristige Vermögenswerte klassifiziert, wenn sie voraussichtlich innerhalb von 12 Monaten realisiert werden; anderenfalls werden sie als langfristige Vermögenswerte klassifiziert.

(ii) Kredite und Forderungen

Kredite und Forderungen sind nicht derivative finanzielle Vermögenswerte mit festen oder bestimmbaren Zahlungen, die nicht an einem aktiven Markt notiert sind. Sie sind bei den kurzfristigen Vermögenswerten einbezogen, sofern ihre Endfälligkeiten nicht mehr als 12 Monate nach dem Ende des Berichtszeitraums liegen. In dem letztgenannten Fall werden sie als langfristige Vermögenswerte qualifiziert. Die Kredite und Forderungen des Konzerns umfassen in der Konzernbilanz die Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstigen Forderungen und die Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente.

(iii) Zur Veräußerung verfügbare finanzielle Vermögenswerte

Zur Veräußerung verfügbare finanzielle Vermögenswerte sind nicht derivative Vermögenswerte, die entweder in diese Kategorie oder in keine der anderen Kategorien eingeordnet wurden. Sie werden bei den langfristigen Vermögenswerten erfasst, es sei denn, dass die Anlage innerhalb von 12 Monaten ab dem Ende des Berichtszeitraums fällig wird oder die Geschäftsleitung ihre Veräußerung innerhalb dieses Zeitraums beabsichtigt.

b) Erfassung und Bewertung

Alle marktüblichen Käufe oder Verkäufe von finanziellen Vermögenswerten werden zum Handelstag erfasst, dem Datum, an dem sich die Gruppe verpflichtet, den Vermögenswert zu kaufen oder zu verkaufen. Die erstmalige Bewertung von Finanzanlagen erfolgt zum beizulegenden Zeitwert plus Transaktionskosten mit Ausnahme der erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Vermögenswerte. Erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertete finanzielle Vermögenswerte werden erstmals zum beizulegenden Zeitwert erfasst und die Transaktionskosten werden als Aufwand in der Gewinn- und Verlustrechnung gebucht. Finanzielle Vermögenswerte werden ausgebucht, wenn die Rechte auf Geldflüsse aus dem Vermögenswert erloschen sind oder der Konzern im Wesentlichen alle mit dem Eigentum verbundenen Risiken und Erträge übertragen hat. Zur Veräußerung verfügbare finanzielle Vermögenswerte und erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertete finanzielle Vermögenswerte werden anschließend zum beizulegenden Zeitwert ausgewiesen. Kredite und Forderungen werden anschließend zu ihren fortgeführten Anschaffungskosten unter Anwendung der Effektivzinsmethode ausgewiesen. Anschaffungskosten werden mit verschiedenen Techniken ermittelt, u. a. unter Anwendung der Effektivzinsmethode.

Gewinne oder Verluste, die sich aus Änderungen des beizulegenden Zeitwerts von erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Vermögenswerten ergeben, werden in der Gewinn- und Verlustrechnung des Berichtszeitraums dargestellt, in dem sie eintreten. Dividendeneinkünfte aus erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Vermögenswerten werden in der Gewinn- und Verlustrechnung erfasst, sobald der Rechtsanspruch des Konzerns auf den Bezug der Zahlungen entsteht.

Änderungen des beizulegenden Zeitwerts von monetären und nicht monetären Wertpapieren, die als zur Veräußerung verfügbar klassifiziert sind, werden unter dem sonstigen Ergebnis erfasst.

Wenn als zur Veräußerung verfügbar klassifizierte Wertpapiere verkauft oder wertgemindert sind, werden die kumulierten im Eigenkapital erfassten Anpassungen des beizulegenden Zeitwerts in der Gewinn- und Verlustrechnung als „Gewinne und Verluste aus Wertpapieranlagen“ erfasst.

Zinsforderungen aus zur Veräußerung verfügbaren Wertpapieren werden in der Gewinn- und Verlustrechnung als Teil des sonstigen Ergebnisses erfasst. Die Dividenden aus zur Veräußerung verfügbaren Eigenkapitalinstrumenten werden in der Gewinn- und Verlustrechnung erfasst, sobald der Rechtsanspruch des Konzerns auf den Bezug der Zahlungen entsteht.

c) Saldierung von Finanzinstrumenten

Finanzielle Vermögenswerte und Verbindlichkeiten werden saldiert und der Nettobetrag wird in der Konzernbilanz ausgewiesen, wenn ein gesetzlich durchsetzbares Recht zur Verrechnung der erfassten Beträge besteht und deren Saldierung auf Nettobasis beabsichtigt ist oder wenn mit der Realisierung des Vermögenswerts zugleich die Tilgung der Verbindlichkeit beabsichtigt ist.

d) Wertminderungen

Der Konzern überprüft jährlich die Buchwerte seiner langfristigen Vermögenswerte mit begrenzter Nutzungsdauer, um zu bestimmen, ob Anzeichen für eingetretene Wertminderungen an diesen Vermögenswerten vorliegen. Wenn solche Anzeichen bestehen, wird der erzielbare Betrag des Vermögenswerts geschätzt, um das Ausmaß der Wertminderung (sofern vorhanden) zu bestimmen. Erzielt der Vermögenswert keine Zahlungsmittelflüsse, die von anderen Vermögenswerten unabhängig sind, schätzt der Konzern den erzielbaren Betrag der Zahlungsmittel generierenden Einheit, zu der der Vermögenswert zugehört. Ein immaterieller Vermögenswert mit einer unbestimmten Nutzungsdauer wird jährlich auf Wertminderungen überprüft und dann, wenn Anzeichen dafür vorliegen, dass eine Wertminderung des Vermögenswerts eingetreten sein könnte.

Der erzielbare Betrag ist der höhere Betrag aus dem beizulegenden Zeitwert abzüglich Verkaufskosten und dem Nutzungswert. Bei der Beurteilung des Nutzungswerts werden die geschätzten zukünftigen Cashflows unter Verwendung eines Vorsteuer-Diskontsatzes auf ihre Barwerte abgezinst. Dieser Abzinsungsfaktor richtet sich nach der aktuellen Markteinschätzung des Zeitwerts des Geldes und den speziellen Risiken des Vermögenswertes, für die die geschätzten künftigen Cashflows nicht angepasst wurden.

Wenn der geschätzte erzielbare Betrag eines Vermögenswertes den Buchwert unterschreitet, wird der Buchwert des Vermögenswertes auf den erzielbaren Betrag vermindert. Ein Wertminderungsaufwand wird umgehend als Aufwand erfasst, es sei denn, der betreffende Vermögenswert wird zu einem neu bewerteten Betrag fortgeführt; in diesem Fall wird der Wertminderungsaufwand als Neubewertungsrückgang behandelt. Wird eine Wertminderung anschließend umgekehrt, wird der Buchwert des Vermögenswertes auf den neu geschätzten erzielbaren Betrag erhöht, aber die Erhöhung des Buchwertes ist dabei auf den Wert beschränkt, der bestimmt worden wäre, wenn für den Vermögenswert in Vorjahren kein Wertminderungsaufwand erfasst worden wäre. Eine Umkehrung von Wertminderungen wird umgehend als Ertrag erfasst, es sei denn, der betreffende Vermögenswert wird zu einem neu bewerteten Betrag fortgeführt; in diesem Fall wird die Umkehrung der Wertminderung als Neubewertungsanstieg behandelt. Wertberichtigungen auf den Geschäfts- oder Firmenwert dürfen jedoch nicht rückgängig gemacht werden.

Finanzielle Verbindlichkeiten

Kreditaufnahmen werden erstmals zu ihrem beizulegenden Zeitwert erfasst. Die Kreditaufnahmen werden anschließend zu fortgeführten Anschaffungskosten angesetzt; etwaige Differenzbeträge zwischen dem Mittelzufluss (nach Abzug der Transaktionskosten) und dem Rückzahlungsbetrag werden über die Laufzeit des Darlehens mit der Effektivzinsmethode in der Gewinn- und Verlustrechnung erfasst.

Vorzugsaktien

Vorzugsaktien der Klassen A, B und C werden als Eigenkapital klassifiziert, weil (1) sie nicht durch die Inhaber kündbar sind, (2) sie keine feste Laufzeit haben und (3) die Dividendenzahlungen abhängig von Gewinnen sind.

Operating-Leasingverhältnisse

Laufende Mietzahlungen aus operativem Leasing werden über die Laufzeit des Leasingverhältnisses linear in der Gewinn- und Verlustrechnung erfasst.

Unternehmensfortführung

Der Konzernabschluss wurde unter der Annahme der Unternehmensfortführung aufgestellt. Der Verwaltungsrat betrachtet diese Annahme aus den nachfolgend dargestellten Gründen als sachgerecht.

Der Verwaltungsrat hat die Gewinnprognosen und den Zahlungsmittelbedarf für einen Zeitraum von zwölf Monaten ab dem Datum der Genehmigung dieses Jahresabschlusses berücksichtigt. Diese belegen die Fähigkeit des Konzerns, seine Verbindlichkeiten bei Fälligkeit zu begleichen.

3. WESENTLICHE SCHÄTZUNGEN UND ANNAHMEN BEI DER RECHNUNGSLEGUNG

Der Konzern tätigt Schätzungen und Annahmen in Bezug auf künftige Entwicklungen. Schätzungen und Annahmen, bei denen ein beträchtliches Risiko besteht, dass sie zu einer wesentlichen Anpassung der Buchwerte von Vermögenswerten und Schulden im nächsten Geschäftsjahr führen, werden nachfolgend dargestellt.

a) Wertminderung von Anlagen in Tochterunternehmen und Forderungen gegen Tochterunternehmen

Die Gesellschaft überprüft jährlich, ob in Bezug auf die Beteiligungen an Tochterunternehmen und die Forderungen gegen Tochterunternehmen Wertminderungen vorzunehmen sind. Bei dieser Beurteilung sind in beträchtlichem Maß Annahmen zugrunde zu legen. Wenn die Geschäftsleitung diese Beurteilung trifft, bewertet sie unter anderen Faktoren die finanzielle Situation und die kurzfristigen Geschäftsaussichten der Tochtergesellschaft unter Einbeziehung der Branchen- und Sektorleistung und der Veränderungen des operativen bzw. des Finanzierungs-Cashflows.

b) Realisierbarkeit von latenten Steuerguthaben

Zum 31. Dezember 2014 erfasste der Konzern in seiner Bilanz latente Steuerguthaben von 17,6 Mio. € (2013: 17,8 Mio. €) (Anmerkung 16). In Anmerkung 16 sind die latenten Steuerguthaben des Konzerns nach den jeweiligen Typen dargestellt.

Die latenten Steuerguthaben beziehen sich auf steuerliche Verlustvträge. Die Realisierbarkeit der latenten Steuerguthaben des Konzerns in Bezug auf die vorgetragenen Verluste basiert auf einer Bewertung der voraussichtlich entstehenden steuerpflichtigen Gewinne, die mit diesen Verlusten verrechnet werden können. Die Erwartungen des Konzerns zur Höhe der künftigen zu versteuernden Gewinne berücksichtigen die langfristigen finanziellen und strategischen Pläne des Konzerns und die erwarteten künftigen steuerlichen Anpassungsposten.

Bei dieser Beurteilung wurden die Geschäftspläne, die detaillierten Drei-Jahres-Finanzprognosen und die folgenden künftigen Risikofaktoren berücksichtigt:

- die angenommenen künftigen wirtschaftlichen Erfolgsaussichten, wie sie im Bericht des Verwaltungsrates dargestellt sind; und
- die Verfügbarkeit dieser steuerlichen Verluste in jeder Rechtsordnung zur Verrechnung gegen zukünftige Betriebsgewinne.

Die Summe der latenten Steuerguthaben des Konzerns schließt 17,6 Mio. € (2013: 17,8 Mio. €) ein, die sich auf steuerliche Verlustvträge aus dem normalen Geschäftsverkehr beziehen. Die steuerlichen Verluste sind in einzelnen juristischen Personen aufgetreten und werden verwendet, sobald künftige steuerpflichtige Gewinne in diesen juristischen Personen anfallen; allerdings fallen im Wesentlichen alle ungenutzten steuerlichen Verluste, für die ein latentes Steuerguthaben in Ansatz gebracht wurde, bei der ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG, der ThomasLloyd Private Wealth Management GmbH, der ThomasLloyd Group Limited und der ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC an. Das latente Steuerguthaben wird voraussichtlich in den unterschiedlichen juristischen Personen, in denen die Verluste auftreten, über verschiedene Zeiträume genutzt.

Die steuerliche Situation der US-Tochtergesellschaften des Konzerns wurde kürzlich durch die Abgabe diverser Steuererklärungen bei den US-Steuerbehörden auf den neuesten Stand gebracht. Die Erklärungen zeigen, dass für die US-Tochtergesellschaften 20,6 Mio. € Verluste anrechenbar sind. Zum 31. Dezember 2014 wurde ein aktives latentes Steuerguthaben in Höhe von 7 Mio. € auf Basis der Verluste bilanziert. Die Nutzung dieser Verluste unterliegt einer möglichen Überprüfung durch die US-Steuerbehörden.

Nach dem derzeit in Großbritannien, in Deutschland und in der Schweiz gültigen Steuerrecht gibt es keine Verfallsfrist für ungenutzte steuerliche Verluste. US-Steuerverluste sind normalerweise 20 Jahre lang anrechenbar, Steuerverluste in der Schweiz 7 Jahre lang. Es wird jedoch erwartet, dass die Verluste bis zum 31. Dezember 2019 vollständig genutzt werden.

4. FINANZIELLES RISIKOMANAGEMENT

Finanzielle Risikofaktoren

Die Aktivitäten des Konzerns setzen ihn einer Reihe von finanziellen Risiken in Bezug auf seine finanziellen Vermögenswerte und seine finanziellen Verbindlichkeiten aus: Marktrisiko (einschließlich Fremdwährungsrisiko), Kreditrisiko und Liquiditätsrisiko. Das Gesamtrisikomanagement des Konzerns konzentriert sich auf die Unvorhersehbarkeit der Finanzmärkte und ist bestrebt, potenziell nachteilige Auswirkungen auf die finanzielle Leistungsfähigkeit des Konzerns zu minimieren.

a) Marktrisiko

Das Marktrisiko ist das Risiko, dass der beizulegende Zeitwert oder die Cashflows eines Finanzinstruments aufgrund von Änderungen bei den Marktpreisen, den Marktzinssätzen oder den Devisenkursen schwanken werden.

Der Konzern hat nachrangige Schuldverschreibungen ausgegeben, die nicht an einem aktiven Markt gehandelt werden. Diese sind daher nicht den Veränderungen von Marktpreisen ausgesetzt.

Der Konzern ist international geschäftlich tätig und Fremdwährungsrisiken ausgesetzt, die aus dem Engagement in verschiedenen Währungen entstehen, vorwiegend in Bezug auf den US-Dollar, den Schweizer Franken und das britische Pfund. Ein Wechselkursrisiko entsteht aus zukünftigen Geschäftstransaktionen, aus in Fremdwährung erfassten Vermögenswerten und Verbindlichkeiten und Investitionen in Geschäftstätigkeiten im Ausland. Hierbei werden nur Währungsrisiken außerhalb des Konzerns abgesichert.

b) Kreditrisiko

Der Konzern ist dem Kreditrisiko ausgesetzt, d.h. dem Risiko, dass eine Gegenpartei nicht in der Lage sein wird, die von ihr geschuldeten Beträge bei Fälligkeit in vollem Umfang zu zahlen. Das Kreditrisiko entsteht aus Zahlungsmitteln und Zahlungsmitteläquivalenten, Guthaben bei Banken und Finanzinstituten, Darlehen an Gesellschafter sowie offenen Forderungen. Der Konzern beurteilt die Kreditwürdigkeit der Gegenpartei unter Berücksichtigung ihrer Vermögens- und Finanzlage, früherer Erfahrungen und anderer Faktoren.

Während des Berichtszeitraums wurden keine Kreditlimits überzogen, und die Geschäftsführung rechnet nicht mit Verlusten aus der Nichtleistung dieser Gegenparteien.

c) Liquiditätsrisiko

Das Liquiditätsrisiko ist das Risiko, dass der Konzern nicht in der Lage ist, seine Verbindlichkeiten bei Fälligkeit zu erfüllen. Die nachstehende Tabelle analysiert die nicht derivativen finanziellen Verbindlichkeiten des Konzerns in den entsprechenden Fälligkeitskategorien auf der Grundlage ihrer Restlaufzeit zum Bilanzstichtag bis zu ihrer vertraglichen Endfälligkeit.

Analyse nach Fälligkeit	EUR				
	Weniger als 1 Jahr	Zwischen 1 und 2 Jahren	Zwischen 2 und 5 Jahren	Mehr als 5 Jahre	Summe
Zum 31. Dezember 2014					
Kredite	0	0	0	4.329.389	4.329.389
Nachrangige Anleihen	20.151.200	4.822.512	406.000	1.298.000	26.677.712
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	10.339.931	0	0	0	10.339.931
Steuerverbindlichkeiten	169.227	0	0	0	169.227
Summe	30.660.358	4.822.512	406.000	5.627.389	41.516.259
Zum 31. Dezember 2013					
Kredite	0	0	0	4.579.966	4.579.966
Nachrangige Anleihen	15.404.000	5.474.000	606.000	1.704.000	23.188.000
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	3.441.545	0	0	0	3.441.545
Steuerverbindlichkeiten	67.236	0	0	0	67.236
Summe	18.912.781	5.474.000	606.000	6.283.966	31.276.747

Kapitalmanagement

Die Ziele des Konzerns beim Kapitalmanagement bestehen in der Sicherung seiner Fähigkeit, die Unternehmensfortführung aufrechtzuerhalten.

Um die Kapitalstruktur aufrechtzuerhalten oder anzupassen, kann der Konzern Anpassungen an den Rückflüssen an die Gesellschafter vornehmen, neue Aktien ausgeben oder zur Reduzierung der Schulden Vermögenswerte verkaufen.

5. SEGMENTINFORMATIONEN

Die Geschäftsführung betrachtet die Konzerntätigkeit des Investmentgeschäfts, bestehend aus Investmentmanagement und Investmentbanking als das einzige operative Segment für die Zwecke der Zuweisung von Ressourcen und der Beurteilung der betrieblichen Leistung. Dementsprechend erfolgt keine Segmentberichterstattung.

6. ANGABEN ZUM PERSONAL

Vergütung des Personals

Konzern	EUR	
	2014	2013
Löhne und Gehälter	4.599.062	4.444.628
Sozialabgaben	453.367	456.726
	5.052.430	4.901.354

Aufschlüsselung des Personals

Die durchschnittliche monatliche Zahl der Arbeitnehmer gestaltete sich während des Berichtszeitraums wie folgt:

Konzern (Angestellte)	Zahl	
	2014	2013
Investmentgeschäft	36	34
Verwaltung	13	12
Mitglieder des Verwaltungsrats	3	3
	52	49

Personal auf Beraterbasis in Vollzeitäquivalenten	Zahl	
	2014	2013
Investmentgeschäft	90	78
Verwaltung	0	0
Mitglieder des Verwaltungsrats	0	0
	90	78

Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats

Die an die Mitglieder des Verwaltungsrates gezahlten fixen und variablen Gesamtbezüge betrugen 2.023.243 € (2013: 2.017.720 €). Die Bezüge des am höchsten bezahlten Verwaltungsratsmitglieds betrugen 900.000 € (2013: 900.000 €).

7. AUFWENDUNGEN

Der Betriebsgewinn ist nach Abzug folgender Positionen angegeben:

Aufwendungen	EUR	
	2014	2013
Abschreibungen	66.052	84.529
Amortisierung	12.441	20.636
Vergütung der Abschlussprüfer - Muttergesellschaft und Konzernabschluss	95.828	79.652
Vergütung der Abschlussprüfer – andere Abschlussprüfer	62.289	62.269
Verzicht auf Darlehen eines Mitglieds des Verwaltungsrats	0	3.774.155

8. ZINSAUFWENDUNGEN UND ÄHNLICHE AUFWENDUNGEN

Zinsaufwendungen und ähnliche Aufwendungen	EUR	
	2014	2013
Zinsen auf nachrangige Anleihen und Kredite	1.179.993	770.895
Sonstige Zinsen	36.813	86.464
	1.216.806	857.359

9. ANDERE FINANZIERUNGSBEDINGTE KOSTEN

	EUR	
	2014	2013
Amortisierung von Anzahlungen	1.263.675	1.794.557
	1.263.675	1.794.557

Die Anzahlungen beziehen sich auf in vorangegangenen Jahren gezahlte Provisionen.

Die in der Konzernbilanz aufgeführten aktivierten Anzahlungen betragen:

	EUR	
	2014	2013
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen, langfristig	2.650.188	3.467.345
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen, kurzfristig	963.093	1.409.610
	3.613.281	4.876.955

10. BESTEUERUNG

Besteuerung	EUR	
	2014	2013
Tatsächliche Steuern	135.443	67.262
Latente Steuern – Entstehung und Umkehrung von temporären Differenzen	225.730	(6.337.740)
Latente Steuern – Auswirkungen der Veränderungen im Steuersatz in Großbritannien	0	266.456
Ertragsteuern	361.173	(6.004.022)
Überleitung		
Ergebnis vor Steuern	1.625.805	(3.973.556)
Steueraufwand bei 23,1 % (31.12.13: 23,1%)	375.561	(917.891)
Faktoren, die den Steueraufwand beeinflussen:		
Verluste (genutzt)/vorgetragen	(240.118)	917.891
Latente Steuern - Entstehung und Umkehrung von temporären Differenzen	225.730	(6.337.740)
Neubewertung latenter Steuern – Veränderungen im Steuersatz in Großbritannien	0	266.456
Berichtigungen aus früheren Jahren	0	67.262
	361.173	(6.004.022)

Der gewichtete durchschnittliche effektive Steuersatz beträgt 23,1 % (2013: 23,1%).

Die latenten Steuerguthaben zum 31. Dezember 2014 beziehen sich nur auf steuerliche Verlustvorträge. Bei der Bestimmung des Betrags der latenten Steuerguthaben hat der Konzern Prognosen verwendet, die auf den Geschäftsplänen, den verfügbaren Möglichkeiten zur Steuerplanung und anderen relevanten Überlegungen aufbauen. Die latenten Steuerguthaben beziehen sich auf steuerliche Verlustvorträge in Großbritannien von rund 17,1 Mio. € (2013: 17,1 Mio. €), in der Schweiz von 4,5 Mio. € (2013: 5,3 Mio. €), in Deutschland von 23,6 Mio. € (2013: 23,6 Mio. €) und in den USA von 18,2 Mio. € (2013: 18,3 Mio. €). Die verwendeten Steuersätze betragen in Großbritannien 20% (2013: 20%), in der Schweiz 25% (2013: 25%), in Deutschland 29% (2013: 29%) und in den USA 34% (2013: 34%).

Die angewendeten bilanziellen Schätzungen und Beurteilungen sind in Anmerkung 3b beschrieben.

11. VERLUST DER MUTTERGESELLSCHAFT

Nach Abschnitt 408 des Companies Act 2006 wird die Gewinn- und Verlustrechnung der Muttergesellschaft nicht als Bestandteil dieses Jahresabschlusses dargestellt. Der Verlust der Muttergesellschaft betrug für das Geschäftsjahr 3.086.576 € (2013: 7.848.899 €). Der Verlust der Muttergesellschaft für das Geschäftsjahr berücksichtigt die Belastung mit 0 € nicht realisierten Fremdwährungsverlusten (2013: 0 €).

12. SACHANLAGEN

Die Sachanlagen schließen die Betriebs- und Geschäftsausstattung ein.

Sachanlagen	EUR			
	2014		2013	
	Konzern	Gesellschaft	Konzern	Gesellschaft
Anschaffungs- oder Herstellungskosten				
Zum 1. Januar	587.197	78.875	547.237	76.604
Zugänge	24.323	0	64.217	2.271
Abgänge	(5.811)	0	(23.354)	0
Währungseffekte	1.230	0	(903)	0
Zum 31. Dezember	606.940	78.875	587.197	78.875
Abschreibungen				
Zum 1. Januar	431.112	46.645	353.287	38.689
Aufwand für Geschäftsjahr	66.052	7.956	84.529	7.956
Abgänge	(5.807)	0	(6.704)	0
Zum 31. Dezember	(491.357)	54.601	431.112	46.645
Nettobuchwert				
Zum 1. Januar	156.084	32.230	193.950	37.915
Zum 31. Dezember	115.583	24.274	156.084	32.230

13. IMMATERIELLE VERMÖGENSWERTE

Zu den immateriellen Vermögenswerten zählen Franchiselizenzen, Marken, Patente und ähnliche Rechte (EDV-Software).

Immaterielle Vermögenswerte

EUR

	2014		2013	
	Konzern	Gesellschaft	Konzern	Gesellschaft
Anschaffungs- oder Herstellungskosten				
Zum 1. Januar	276.551	0	276.325	0
Zugänge	0	0	6.265	0
Abgänge	0	0	0	0
Währungseffekte	5.752	0	(6.039)	0
Zum 31. Dezember	282.303	0	276.551	0
Abschreibungen				
Zum 1. Januar	255.384	0	234.748	0
Aufwand für Geschäftsjahr	12.441	0	20.636	0
Zum 31. Dezember	267.825	0	255.384	0
Nettobuchwert				
Zum 1. Januar	21.167	0	41.577	0
Zum 31. Dezember	14.478	0	21.167	0

14. FINANZIELLE VERMÖGENSWERTE**Finanzinstrumente des Konzerns nach Kategorien**

EUR

	Kredite und Forderungen	Vermögenswerte erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertet	Zur Veräußerung verfügbar	Summe
Zum 31. Dezember 2014				
Finanzielle Vermögenswerte	0	0	280.416	280.416
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen				
- Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	34.736.865	0	0	34.736.865
- Vorschüsse an nahestehende Parteien	0	0	0	0
Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente	927.550	0	0	927.550
Summe	35.664.415	0	280.416	35.944.831
Zum 31. Dezember 2013				
Finanzielle Vermögenswerte	0	0	215.403	215.403
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen				
- Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	22.844.231	0	0	22.844.231
- Vorschüsse an nahestehende Parteien	0	0	0	0
Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente	1.192.143	0	0	1.192.143
Summe	24.036.374	0	215.403	24.251.777

Finanzinstrumente der Gesellschaft nach Kategorien				EUR
	Kredite und Forderungen	Vermögenswerte erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertet	Zur Veräußerung verfügbar	Summe
Zum 31. Dezember 2014				
Finanzielle Vermögenswerte				
- Anlagen in Tochterunternehmen	0	0	30.707.291	30.707.291
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen				
- Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	44.872.282	0	0	44.872.282
Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente	14.046	0	0	14.046
Summe	44.886.328	0	30.707.291	75.593.619
Zum 31. Dezember 2013				
Finanzielle Vermögenswerte				
- Anlagen in Tochterunternehmen	0	0	30.707.291	30.707.291
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen				
- Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	35.756.218	0	0	35.756.218
Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente	861.482	0	0	861.482
Summe	36.617.700	0	30.707.291	67.324.991

Für Konzern und Gesellschaft sind Anzahlungen von den Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstigen Forderungen ausgenommen, da diese Analyse nur für die Finanzinstrumente erforderlich ist (Anmerkung 9).

Zu den Vermögenswerten des Konzerns und der Gesellschaft gehören Wertpapiere, deren Wert sich um 0 € (2013: 1.958.460 €) vermindert hat.

Investitionen in Tochterunternehmen	EUR	
	2014	2013
Anteile an Konzernunternehmen		
Zum 1. Januar	30.707.291	30.707.291
Zugänge im Geschäftsjahr	0	0
Zum 31. Dezember	30.707.291	30.707.291

Die zum Bilanzdatum einbezogenen Tochtergesellschaften der Gesellschaft sind:

Tochtergesellschaften			
Firma	Land der Gründung	Klasse	Anteil
ThomasLloyd Private Wealth Management GmbH	Deutschland	Anteilseigner	100%
ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG	Schweiz	Anteilseigner	100%
ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC	USA	Gesellschafter	100%
ThomasLloyd Capital LLC	USA	Gesellschafter	100%
ThomasLloyd Capital Partners S.à.r.l.	Luxemburg	Gesellschafter	100%
Cleantech Infrastruktur GmbH	Deutschland	Anteilseigner	100%

15. FINANZIELLE VERBINDLICHKEITEN

Verbindlichkeiten zu fortgeführten Anschaffungskosten per Konzernbilanz:

Finanzielle Verbindlichkeiten	EUR			
	2014		2013	
	Konzern	Gesellschaft	Konzern	Gesellschaft
Langfristig				
Kredite	4.329.389	4.329.389	4.579.966	4.579.966
Nachrangige Anleihen	6.526.512	0	7.784.000	0
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	0	6.526.512	0	7.784.000
Summe	10.855.901	10.855.901	12.363.966	12.363.966
Kurzfristig				
Kredite	0	0	0	0
Nachrangige Anleihen	20.151.200	0	15.404.000	0
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	10.339.931	32.905.455	3.441.544	22.343.816
Steuerverbindlichkeiten	169.227	0	67.236	0
	30.660.358	32.905.455	18.912.780	22.343.816
Summe	41.516.259	43.761.356	31.276.746	34.707.782

Sämtliche Kredite und nachrangige Anleihen sind unbesicherte Verpflichtungen des Konzerns.

Die nachrangigen Anleihen werden mit einem Coupon von 2,75% bis 5% p.a. verzinst; die Mindestlaufzeiten betragen zwischen 6 Monaten und 8 Jahren.

Die Fälligkeitsstruktur der nachrangigen Anleihen ist in Anmerkung 4 dargestellt.

16. LATENTE ERTRAGSTEUERN

Die Analyse der latenten Ertragssteuern gestaltet sich wie folgt:

Latente Steuerguthaben – bezüglich verfügbarer steuerlicher Verluste (Anm. 10)	EUR	
	2014	2013
Konzern		
Latente Steuerguthaben, die nach mehr als 12 Monaten genutzt werden sollen	12.780.139	15.401.918
Latente Steuerguthaben, die innerhalb von 12 Monaten genutzt werden sollen	4.798.019	2.401.970
Latente Steuerguthaben gesamt	17.578.158	17.803.888

Die latenten Steuerguthaben werden für steuerliche Verlustvorträge in Ansatz gebracht, soweit die Realisierung des damit verbundenen Steuerguthabens durch zukünftige steuerpflichtige Gewinne wahrscheinlich ist. Der Konzern hat latente Steuerguthaben von 2,5 Mio. € (2013: 2,5 Mio. €) in Bezug auf Verluste in Höhe von 12,6 Mio. € (2013: 12,6 Mio. €).

Der Verwaltungsrat hat Prognosen aufgestellt, die darauf hindeuten, dass das latente Steuerguthaben bis zum 31. Dezember 2019 umgekehrt wird.

Latente Steuerguthaben – bezüglich verfügbarer steuerlicher Verluste**EUR**

	2014	2013
Gesellschaft		
Latente Steuerguthaben, die nach mehr als 12 Monaten genutzt werden sollen	419.528	3.019.528
Latente Steuerguthaben, die innerhalb von 12 Monaten genutzt werden sollen	3.000.000	400.000
Latente Steuerguthaben gesamt	3.419.528	3.419.528

Die Bruttoentwicklung der aktiven latenten Steuern ist wie folgt:

Aktive latente Steuern**EUR**

	2014	2013
Konzern		
Zum 1. Januar	17.803.888	11.732.604
(Belastung)/ Gutschrift Gewinn- und Verlustrechnung (Anmerkung 10)	(225.730)	6.071.284
Zum 31. Dezember	17.578.158	17.803.888

Aktive latente Steuern**EUR**

	2014	2013
Gesellschaft		
Zum 1. Januar	3.419.528	2.042.836
Gutschrift Gewinn- und Verlustrechnung (Anmerkung 10)	0	1.376.692
Zum 31. Dezember	3.419.528	3.419.528

17. FORDERUNGEN AUS LIEFERUNGEN UND LEISTUNGEN UND SONSTIGE FORDERUNGEN**Forderungen****EUR**

	2014		2013	
	Konzern	Gesellschaft	Konzern	Gesellschaft
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen	942.849	0	1.777.467	0
Forderungen an Konzernunternehmen	0	19.694.415	0	19.549.550
Kredite	0	0	0	0
Anzahlungen	3.613.281	3.613.281	4.876.955	4.876.955
Sonstige Forderungen	33.794.016	25.177.867	21.066.762	16.206.667
	38.350.146	48.485.563	27.721.184	40.633.172
Abzüglich des nicht kurzfristigen Anteils von Anzahlungen	(2.650.188)	(2.650.188)	(3.467.345)	(3.467.345)
	35.699.958	45.835.375	24.253.839	37.165.827

18. VERBINDLICHKEITEN AUS LIEFERUNGEN UND LEISTUNGEN UND SONSTIGE VERBINDLICHKEITEN

VERBINDLICHKEITEN	EUR			
	2014		2013	
	Konzern	Gesellschaft	Konzern	Gesellschaft
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen	2.722.393	1.673.582	387.038	9.826
Verbindlichkeiten gegenüber Konzernunternehmen	0	37.254.093	0	30.079.871
Steuern	169.227	0	67.236	0
Sonstige Verbindlichkeiten	6.885.146	0	2.779.865	0
Passive Rechnungsabgrenzungsposten	732.392	504.292	274.642	38.119
	10.509.158	39.431.967	3.508.781	30.127.816

19. VERPFLICHTUNGEN AUS OPERATING-LEASINGVERHÄLTNISSEN

Zum 31. Dezember 2014 hatte der Konzern insgesamt folgende Mindestleasingverpflichtungen aus unkündbaren Operating-Leasing-Verhältnissen für Gebäude und Anlagen:

Verpflichtungen	EUR	
	2014	2013
Restlaufzeit		
Bis zu einem Jahr	490.567	557.560
Zwischen zwei und fünf Jahren	76.733	396.538
	567.300	954.098

20. GEZEICHNETES KAPITAL

Genehmigt, ausgegeben und in voller Höhe eingezahlt	EUR	
	2014	2013
124.284.600 Stammaktien der Klasse A zu je GBP 0,01	1.802.922	1.802.922
224.431.000 Stammaktien der Klasse B zu je GBP 0,01	3.041.893	3.041.893
55.930.138 Stammaktien der Klasse C zu je GBP 1,00	55.930.138	54.900.138
1.500.000 Vorzugsaktien der Klasse A zu je EUR 1,00	1.500.000	1.500.000
5.500.000 Vorzugsaktien der Klasse B zu je EUR 1,00	5.500.000	5.500.000
25.000.000 Vorzugsaktien der Klasse C zu je EUR 1,00	25.000.000	25.000.000
	92.774.953	91.744.953

In diesem Jahr wurden weitere 1.030.000 Stammaktien der Klasse C zu je 1,00 € zum Nennwert gegen Bareinzahlung ausgegeben, um zusätzliches Betriebskapital zur Verfügung zu stellen.

21. OBERSTE MUTTERGESELLSCHAFT UND OBERSTE BEHERRSCHENDE PARTEI

Die oberste Muttergesellschaft ist die ThomasLloyd Investments GmbH, eine in Österreich gegründete Gesellschaft. Die oberste beherrschende Partei ist T. U. Michael Sieg aufgrund seines Anteils von 100% der stimmberechtigten Anteile an der ThomasLloyd Group Limited.

22. EVENTUALVERBINDLICHKEITEN

Die Gesellschaft hat Vereinbarungen zur finanziellen Unterstützung mit ihren Tochterunternehmen ThomasLloyd Private Wealth Management GmbH, ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG and ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC geschlossen. Zusätzlich hat die ThomasLloyd Group Limited für die Cleantech Infrastruktur GmbH eine bindende Patronatserklärung abgegeben. Cleantech Infrastruktur GmbH gibt bestimmte nachrangige Schuldverschreibungen heraus.

ThomasLloyd Group Limited garantiert seit September 2015, die ThomasLloyd Investments GmbH jederzeit und auf eine Weise zu unterstützen, dass die ThomasLloyd Investments GmbH in der Lage ist, ihre aus bestimmten Anleihenverträgen mit Anleiheninvestoren resultierenden Verpflichtungen zu erfüllen. Der derzeit garantierte Betrag beläuft sich auf 10,2 MEUR.

23. ANGABEN ÜBER BEZIEHUNGEN ZU NAHESTEHENDEN UNTERNEHMEN UND PERSONEN

Zum Bilanzstichtag betrugen die Forderungen/(Verbindlichkeiten) des Konzerns gegenüber den Mitgliedern des Verwaltungsrates:

- T.U. Michael Sieg: (1.300.127 €) (2013: 0) und
- T.U. Michael Sieg: 27.174 € (2013: 0).

Die Aufwendungen für McGuireWoods LLP betrugen 20 TEUR. Herr Simon Cox ist nahestehende Person der ThomasLloyd Group Ltd. und Partner von McGuireWoods LLP.

Zum Bilanzstichtag betrugen die Forderungen/(Verbindlichkeiten) des Konzerns gegenüber ihm nahestehenden Unternehmen:

Nahestehendes Unternehmen	Saldo in EUR
ThomasLloyd Investments GmbH	24.924.973
DKM Global Opportunities Fonds 01 GmbH	(128.240)
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH	(2.874.191)
ThomasLloyd SICAV-SIF – Cleantech Infrastructure Fund	183.538
Zweite Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG	2.249.737
Dritte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG	315.790
Vierte Cleantech Infrastrukturgesellschaft GmbH	(3.514)
Fünfte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG	846.692
ThomasLloyd CTI Asia Holdings Pte Ltd.	133.598
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s.	16.332
ThomasLloyd Private Wealth GmbH	(445.289)
Cleantech Management GmbH	240
Cleantech Treuvermögen GmbH	40.955
ThomasLloyd Holdings Ltd.	174.745

Konzerninterne Salden zwischen ThomasLloyd Group Limited und ihren Tochterunternehmen sind in den Anmerkungen 17 und 18 enthalten.

Während des Jahres hat der Konzern folgende Beträge von nahestehenden Unternehmen erhalten/(an nahestehende Unternehmen bezahlt):

Transaktion mit nahestehendem Unternehmen	Betrag in EUR
Zeichnung von Anteilen der DKM Global Opportunities Fonds 01 GmbH an der Muttergesellschaft	1.030.000
Platzierungs-/Folgeprovisionszahlungen von der ThomasLloyd Investments GmbH	2.188.864
Platzierungs-/Folgeprovisionszahlungen von der DKM Global Opportunities Fonds 01 GmbH	314.436
Platzierungs-/Folgeprovisionszahlungen von der ThomasLloyd Private Wealth GmbH	266.371
Verwaltungsgebühren von der ThomasLloyd Private Wealth GmbH	469.737
Trust-Servicegebühr von der Cleantech Treuvermögen GmbH	262.400
Platzierungsprovision von der Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG	722.271
Platzierungsprovision von der Zweite Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG	2.920.296
Platzierungsprovision von der Dritte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG	2.389.597
Platzierungsprovision von der Fünfte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG	5.708.596
Platzierungsprovision von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH	339.857
Verwaltungsvergütung von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH	1.766.452
Erfolgsabhängige Verwaltungsvergütung von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH	1.418.950

12.16.9 Bericht des Verwaltungsrates zum Konzernabschluss 2014

Die Mitglieder des Verwaltungsrates präsentieren ihren Bericht für das am 31. Dezember 2014 endende Geschäftsjahr.

HAUPTSÄCHLICHE TÄTIGKEIT

Die hauptsächliche Tätigkeit des Konzerns in dem zu überprüfenden Zeitraum waren die Konzeptionierung, Platzierung und Verwaltung von Investmentmanagement-Produkten primär im europäischen Markt sowie die weltweite Erbringung von Investmentbanking-Dienstleistungen einschließlich M&A und Projektfinanzierungen.

MITGLIEDER DES VERWALTUNGSRATS

Folgende Personen haben der Gesellschaft während des Jahres als Mitglieder des Verwaltungsrates gedient:

T. U. Michael Sieg

Anthony M. Coveney

Klaus-Peter Kirschbaum

Simon J. Cox war ab dem 14. Mai 2014 als nicht-exekutives Mitglied des Verwaltungsrates tätig.

KONZERNPOLITIK FÜR DIE BEZAHLUNG VON GLÄUBIGERN

Die Konzernpolitik zur Bezahlung der Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen gestaltet sich wie folgt:

- Vereinbaren der Zahlungsbedingungen mit jedem Lieferanten bzw. Dienstleister zu Beginn des Geschäfts,
- Sicherstellen, dass den Lieferanten bzw. Dienstleistern die Zahlungsbedingungen klar sind;
- Einhalten der Zahlungsbedingungen.

Die Gesellschaft begleicht ihre Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen im Einklang mit diesen Richtlinien.

WOHLTÄTIGE UND POLITISCHE SPENDEN

Im Januar 2014 wurde von der Gesellschaft als Reaktion auf die Verwüstungen durch den Taifun Haiyan auf den Philippinen eine wohltätige Spende in Höhe von 100.000 USD geleistet. Diese Spende wurde innerhalb der Gemeinde der Insel Negros eingesetzt. 2013 wurde von der Gesellschaft eine wohltätige Spende in Höhe von 10.000 € geleistet. In beiden Jahren wurden keine politischen Spende geleistet.

ERKLÄRUNG ZU DEN VERANTWORTLICHKEITEN DER MITGLIEDER DES VERWALTUNGSRATS

Die Mitglieder des Verwaltungsrates sind für die Aufstellung des Berichts des Verwaltungsrates, des Strategieberichts und des Jahresabschlusses im Einklang mit den anwendbaren Gesetzen und Bestimmungen verantwortlich.

Das Gesellschaftsrecht verlangt, dass die Mitglieder des Verwaltungsrates den Jahresabschluss für jedes Geschäftsjahr aufstellen. Nach diesem Recht hat der Verwaltungsrat den Jahresabschluss für den Konzern und die Muttergesellschaft in Übereinstimmung mit den International Financial Reporting Standards (IFRS), wie sie in der Europäischen Union anzuwenden sind, aufgestellt. Nach dem Gesellschaftsrecht darf der Verwaltungsrat den Jahresabschluss nur genehmigen, wenn er davon überzeugt ist, dass er ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild der Lage des Konzerns und der Gesellschaft zum Ende des Geschäftsjahres und des Gewinns oder Verlusts für diesen Zeitraum gibt. Bei der Aufstellung des vorliegenden Jahresabschlusses waren die Mitglieder des Verwaltungsrates verpflichtet:

- geeignete Buchführungs- und Bilanzierungsgrundsätze zu wählen und diese anschließend durchgehend anzuwenden;
- vernünftige und umsichtige Beurteilungen und rechnungslegungsbezogene Schätzungen vorzunehmen; und
- anzugeben, ob der Jahresabschluss den IFRS, wie sie in der europäischen Union anzuwenden sind, entspricht, vorbehaltlich etwaiger wesentlicher Abweichungen, die im Jahresabschluss offengelegt und erklärt werden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates sind für die Führung angemessener Bücher und Aufzeichnungen verantwortlich, die ausreichend sind, um die Geschäfte der Gesellschaft darzustellen und zu erklären und mit angemessener Genauigkeit zu jedem Zeitpunkt die Finanzlage der Gesellschaft und des Konzerns darzulegen, und die es ermöglichen sicherzustellen, dass der Jahresabschluss mit dem Companies Act 2006 (britisches Gesetz über die Kapitalgesellschaften von 2006) und Artikel 4 der IAS-Verordnung übereinstimmt. Der Verwaltungsrat ist auch für die Sicherung der Vermögenswerte der Gesellschaft und des Konzerns verantwortlich und damit zur Ergreifung angemessener Schritte zur Verhinderung und Entdeckung von Betrugsfällen und anderen Unregelmäßigkeiten.

ABSCHLUSSPRÜFER

Die PKF Littlejohn LLP hat ihre Bereitschaft zur Fortführung ihres Mandats erklärt, und in der Jahreshauptversammlung wird ein Beschluss zu ihrer erneuten Bestellung vorgeschlagen werden.

IN VERTRETUNG DES VERWALTUNGSRATS



T. U. Michael Sieg

Vorsitzender des Verwaltungsrats

19. November 2015

12.16.10 Strategischer Bericht zum Konzernabschluss 2014

Die Mitglieder des Verwaltungsrates präsentieren ihren strategischen Bericht für das am 31. Dezember 2014 endende Geschäftsjahr.

LAGEBERICHT

Entwicklung und Leistung

2014 war eines der bedeutendsten Jahre in der Geschichte des Unternehmens. In diesem Geschäftsjahr bestätigte sich die Kernstrategie, während zugleich die Grundlagen für die Zukunft geschaffen wurden.

Im Berichtszeitraum und in Reaktion auf die Änderungen in der europäischen Gesetzgebung gründete die ThomasLloyd Group den vollregulierten speziellen AIF Thomas-Lloyd SICAF-SIF – Cleantech Infrastructure Fund. Im Zuge der erforderlich gewordenen Weiterentwicklung wurde ein erheblicher Teil der Vermögenswerte der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH am 31. Oktober 2014 an den ThomasLloyd SICAV- SIF – Cleantech Infrastructure Fund übertragen.

ThomasLloyd hatte die Ehre, am 15. Mai 2014 die Eröffnung des ersten Großsolarparks auf den Philippinen auszurichten, zu der auch der Präsident der Philippinen, Benigno S. Aquino III, begrüßt werden konnte. Die Anlage von San Carlos Solar Energy Inc. ist ein auf 30 Jahre ausgelegtes Solarkraftwerk mit einer Leistung von 45 MW und der erste Solarpark des Landes, der gemäß dem Gesetz über erneuerbare Energien von 2008 privat finanziert wurde.

Am 26. Februar 2014 wurde mit der International Finance Corporation (IFC), einem Mitglied der Weltbank-Gruppe, im Rahmen einer vorrangigen Darlehensfazilität für das Projektportfolio von ThomasLloyd im Bereich Erneuerbare Energien auf den Philippinen eine Mandatsvereinbarung über die Bereitstellung von 330 Millionen USD geschlossen. Nach dem erfolgreichen Abschluss der Due-Diligence-Prüfungen und dem Verfahren des Kreditausschusses wurde diese Fazilität zur Refinanzierung der Solar- und Biomasseprojekte auf der Insel Negros auf den Philippinen von der IFC im vierten Quartal 2014 endgültig genehmigt.

Im Verlauf des Geschäftsjahres war ThomasLloyd gemeinsam mit der Bank of the Philippine Islands, der ältesten Bank Asiens, auch Arrangeur und Konsortialführer einer Überbrückungsfazilität für die San Carlos Solar Energy Inc. in Höhe von 1,5 Milliarden PHP.

Ereignisse seit dem Ende des Geschäftsjahres

Die ThomasLloyd CTI Asia Holdings Pte Ltd – eine Tochtergesellschaft des ThomasLloyd SICAV-SIF-Cleantech Infrastructure Fund – verkaufte im Juni 2015 ihre 90%-Beteiligung an San Carlos Solar Energy Inc. (SaCaSol) mit einem 45-MW-Solarkraftwerk in San Carlos City in Negros Occidental an ein Konsortium, bestehend aus Government Service Insurance System, der nationalen Sozialversicherungsgesellschaft der Philippinen, Algemene Pensioen Groep, Niederlande, einem der größten Pensionsfonds weltweit, und Macquarie Infrastructure Holdings Philippines PTE Ltd., einem Mitglied der Macquarie Group, dem weltweit größten Asset-Manager im Infrastrukturbereich. Das restliche Solarportfolio wurde im September 2015 an dieselben Investoren verkauft.

Leistungskennzahlen

Der Verwaltungsrat hat eine Reihe von Leistungskennzahlen (KPIs) eingeführt, die zur laufenden Beurteilung der relativen Leistung eingesetzt werden. Diese beinhalten das verwaltete Vermögen (RE Infrastructure), Verwaltungsvergütungen, erfolgsabhängige Verwaltungsvergütungen, Vermittlungvergütungen und das Betriebsergebnis (EBIT).

Leistungskennzahlen	TSD. EUR		
	31.12.2014	31.12.2013	31.12. 2012
Verwaltetes Vermögen	95.472	72.330	40.970
Verwaltungsvergütungen	1.766**	1.613	0
Erfolgsabhängige Verwaltungsvergütungen	1.419**	7.328	0
Vermittlungsvergütungen	17.092	11.541	15.464
Betriebsgewinn/-(verlust)	3.905	3.537*	-5.502

* Im Geschäftsjahr 2013, bereinigt um den Effekt einer Verzichtserklärung (siehe Anmerkung 7).

** ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG hat einen Anlageberatungsvertrag vom 3. September 2014 mit der MDO Management Company S.A. als Alternative Investment Fund Manager (AIFM) und ThomasLloyd Capital Partners S.à r.l. (GP) für den ThomasLloyd SICAV-SIF-Cleantech Infrastructure Fund (Fonds) geschlossen. Der AIFM erhält für seine Rolle eine Verwaltungs- und Leistungsvergütung. Der AIFM hat den Anlageberater als einzigen Anlageberater des AIFM ernannt. Gemäß diesem Vertrag erhält der Anlageberater für den Zeitraum vom 1. November 2014 bis 31. Dezember 2014 100% der Leistungsvergütung. Der Anlageberater hat nach Abzug der AIFM- und Portfolioverwaltungsgebühren durch den AIFM auch Anspruch auf die Verwaltungsgebühr. Da der Jahresabschluss des Fonds für das Geschäftsjahr 2014 noch nicht finalisiert ist, wäre es nach Meinung der Unternehmensleitung der ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG unangemessen, die Umsatzerlöse vor Testierung des Abschlusses durch den Wirtschaftsprüfer in Luxemburg zu erfassen.

Bericht zur Finanzlage

Die Ergebnisse des Geschäftsjahres und die Finanzlage der Gesellschaft und des Konzerns ergeben sich aus dem beigefügten Jahresabschluss.

Finanzlage

Der Konzern hat keine Kreditfazilitäten bei Dritten, er hat jedoch eine Anzahl nachrangiger Anleihen mit Laufzeiten zwischen sechs Monaten und acht Jahren an Anleger ausgegeben.

Gerichtliche Verfahren

Den Mitgliedern des Verwaltungsrates sind keine gerichtlichen Verfahren oder sonstigen materiellen Umstände bekannt, die die Fähigkeit des Konzerns zur weiteren Ausübung seiner hauptsächlichen Tätigkeiten beeinträchtigen könnten.

Unternehmensfortführung

Nach entsprechender Prüfung gehen die Mitglieder des Verwaltungsrates davon aus, dass der Konzern über angemessene Ressourcen verfügt, seinen Geschäftsbetrieb in der absehbaren Zukunft weiterzubetreiben. Aus diesem Grund haben sie den Jahresabschluss auf der Grundlage der Unternehmensfortführung aufgestellt.

Dividenden

Für das am 31. Dezember 2014 endende Geschäftsjahr werden keine Dividenden ausgeschüttet (2013: 0 €).

RISIKEN UND UNSICHERHEITEN

Die den Konzernaktivitäten anhaftenden Risiken werden vom Verwaltungsrat beobachtet. Der Konzern arbeitet als Berater im Investment Banking und im Investment-Management. Im erstgenannten Bereich ist der Konzern nur als Berater tätig. Der Konzern übernimmt selber keine Emissionen (Platzierungsgarantien), sondern beschafft Kapital für Kunden auf Best-Efforts-Basis. Er erbringt Beratungsdienstleistungen über eine Gesellschaft, die der Aufsicht durch die FINRA und die SEC in New York unterliegt. Die Investment-Managementgruppe strukturiert, platziert und verwaltet ihre eigenen Investmentprodukte. Der Konzern hält grundsätzlich keine Kundengelder in seinen Geschäftsbereichen.

Für den Konzern gelten über seine Tochterunternehmen in den USA, Luxemburg und in der Schweiz die Bestimmungen Bekämpfung der Geldwäsche, jedoch führt der Konzern keine Geschäfte durch, die die Annahme oder die Bewegung von Geldern für Dritte beinhaltet.

Der Konzern erkennt jedoch an, dass angesichts der Natur seines Geschäfts sein Hauptrisiko in seiner Marktreputation besteht. Dieses Risiko wird teilweise dadurch abgemildert, dass der Konzern nur erfahrene und kompetente Mitarbeiter beschäftigt, die alle bereits in großen Finanzinstituten oder in ähnlichen Institutionen gearbeitet haben.

Die Informationstechnik und das Kommunikationswesen werden zentral unter dem Leiter der Abteilung IT (Head of IT) in Zürich verwaltet. Der Konzern überwacht alle Internetaktivitäten des Personals und betreibt die IT-Sicherheit auf dem besten verfügbaren Stand. Dies ist eine sich stets verändernde Herausforderung, und der Konzern ist sich bewusst, dass ständige Wachsamkeit erforderlich ist.

Die finanziellen Risiken werden durch die Trennung der Funktionen und Verantwortlichkeiten gesteuert, sodass die Bereiche Finanzen und Treasury eine eigene Berichtslinie haben, die direkt zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates/CEO führt. In einem in privater Hand befindlichen Konzern dieser Größe halten es die Mitglieder des Verwaltungsrates nicht für notwendig, die Position des Vorsitzenden des Verwaltungsrates und die des CEO zu spalten. Im Mai 2014 hat der Konzern das erste nicht-exekutive Mitglied des Verwaltungsrates ernannt.

Die Berichtswährung des Konzerns ist der Euro, und der Konzern sichert nur seine externen Währungsrisiken ab. Der Konzern ist daher den Währungsschwankungen zwischen dem Euro und den Lokalwährungen der Gesellschaften innerhalb des Konzerns ausgesetzt, bei denen es sich um das britische Pfund, den US-Dollar und den Schweizer Franken handelt. Der Konzern betreibt eine strenge Finanz- und Budgetkontrolle, um seine Geschäfte kosteneffektiv zu halten und damit die finanziellen Risiken abzuschwächen.

IN VERTRETUNG DES VERWALTUNGSRATS



T. U. Michael Sieg

Vorsitzender des Verwaltungsrats

19. November 2015

12.16.11 Bestätigungsvermerk des Abschlussprüfers

Wir haben den Jahresabschluss der ThomasLloyd Group Ltd für das am 31. Dezember 2014 endende Geschäftsjahr geprüft, der die Gewinn- und Verlustrechnung des Konzerns, die Gesamtergebnisrechnung des Konzerns, die Bilanz des Konzerns und die Bilanz der Muttergesellschaft, die Eigenkapitalveränderungsrechnung des Konzerns und die Eigenkapitalveränderungsrechnung der Muttergesellschaft, die Kapitalflussrechnung des Konzerns und die Kapitalflussrechnung der Muttergesellschaft und die zugehörigen Erläuterungen enthält. Die Rechnungslegungsgrundsätze, die bei seiner Aufstellung angewendet wurden, sind das geltende Recht und die International Financial Reporting Standards (IFRS), wie sie in der europäischen Union anzuwenden sind, und, was den Jahresabschluss der Muttergesellschaft betrifft, die Bestimmungen des Companies Act 2006 (britisches Gesetz über die Kapitalgesellschaften von 2006).

Dieser Bericht richtet sich in Übereinstimmung mit Teil 16 Kapitel 3 des Companies Act 2006 allein an die Gesellschafter als Organ der Gesellschaft. Unsere Prüfungstätigkeiten wurden unternommen, damit wir den Gesellschaftern eine Erklärung zu den Angelegenheiten abgeben können, zu deren Abgabe wir in einem Bericht über die Prüfung des Jahresabschlusses verpflichtet sind, und zu keinem anderen Zweck. In dem vollsten gesetzlich zulässigen Umfang schließen wir gegenüber anderen als der Gesellschaft oder den Gesellschaftern als Organ die Akzeptanz oder Übernahme einer Haftung für diesen Bericht oder für die Beurteilungen, die wir vorgenommen haben, aus.

Jeweilige Verantwortlichkeiten des Verwaltungsrates und der Abschlussprüfer

Wie in der Erklärung zu den Verantwortlichkeiten der Mitglieder des Verwaltungsrates ausführlicher erklärt ist, ist der Verwaltungsrat für die Aufstellung des Jahresabschlusses verantwortlich und dafür, dass dieser nach seiner Überzeugung ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild vermittelt. Unsere Verantwortlichkeit besteht in der Überprüfung des Jahresabschlusses und der Abgabe einer Beurteilung zum Jahresabschluss im Einklang mit dem anwendbaren Recht und den International Standards on Auditing (UK and Ireland). Diese Standards fordern, dass wir die vom Fachbeirat für Rechnungsprüfung aufgestellten ethischen Grundsätze für Wirtschaftsprüfer (Auditing Practices Board's Ethical Standards for Auditors) befolgen.

Umfang der Prüfung des Jahresabschlusses

Die Abschlussprüfung umfasst die Aufgabe, einen Nachweis über die Beträge und Angaben im Jahresabschluss zu erhalten, der ausreichend ist, die angemessene Sicherheit zu vermitteln, dass der Jahresabschluss frei von wesentlichen Fehlaussagen ist, gleichgültig, ob diese durch betrügerisches Verhalten oder durch Irrtum verursacht sind. Sie beinhaltet eine Beurteilung, ob die Buchführungs- und Bilanzierungsrichtlinien für die Verhältnisse des Konzerns und der Muttergesellschaft angemessen sind und ob sie durchgehend angewandt und angemessen offengelegt wurden, sowie eine Beurteilung der Nachvollziehbarkeit der wesentlichen rechnungslegungsbezogenen Schätzungen, die vom Verwaltungsrat vorgenommen wurden, und der Gesamtdarstellung des Jahresabschlusses. Zusätzlich lesen wir alle finanzbezogenen und nicht finanzbezogenen Angaben im Geschäftsbericht, um wesentliche Unstimmigkeiten mit dem geprüften Jahresabschluss festzustellen und um etwaige Angaben zu identifizieren, die offenbar bezüglich der von uns im Verlauf der Prüfung erworbenen Kenntnisse unzutreffend sind oder im Wesentlichen unvereinbar mit diesen

Kenntnissen sind. Wenn wir offensichtliche inhaltliche Fehlaussagen oder Unstimmigkeiten feststellen, berücksichtigen wir ihre Auswirkungen für unseren Bericht.

Bestätigungsvermerk zum Jahresabschluss

Nach unserer Auffassung:

- vermittelt der Jahresabschluss ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild der Lage des Konzerns und der Muttergesellschaft zum 31. Dezember 2014 und des Konzerngewinns für das zu diesem Datum endende Geschäftsjahr;
- wurde der Jahresabschluss des Konzerns ordnungsgemäß in Übereinstimmung mit den IFRS, wie sie in der europäischen Union anzuwenden sind, aufgestellt;
- wurde der Jahresabschluss der Muttergesellschaft ordnungsgemäß in Übereinstimmung mit den IFRS, wie sie in der europäischen Union anzuwenden sind und im Einklang mit den Bestimmungen des Companies Act 2006 angewandt werden, aufgestellt; und
- wurde der Jahresabschluss in Übereinstimmung mit den Anforderungen des Companies Act 2006 aufgestellt.

Beurteilung zu sonstigen, vom Companies Act 2006 vorgeschriebenen Angelegenheiten

Nach unserer Auffassung stehen die im Bericht des Verwaltungsrates und die im strategischen Bericht enthaltenen Angaben für das Geschäftsjahr, für das der Jahresabschluss aufgestellt wurde, im Einklang mit dem Jahresabschluss.

Angelegenheiten, über die zu berichten wir in Ausnahmefällen verpflichtet sind

Wir haben nichts zu berichten in Bezug auf die folgenden Angelegenheiten, über die uns der Companies Act 2006 zur Berichterstattung an Sie verpflichtet, falls nach unserer Auffassung:

- von der Muttergesellschaft keine angemessenen Buchführungsaufzeichnungen geführt wurden oder wir von den von uns besuchten Niederlassungen keine für unsere Prüfungstätigkeit angemessenen Auskünfte erhalten haben; oder
- der Jahresabschluss der Muttergesellschaft nicht mit den Aufzeichnungen und Auskünften der Buchführung übereinstimmt; oder
- bestimmte gesetzlich näher bezeichnete Angaben zur Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrates nicht gemacht wurden; oder
- wir nicht alle Informationen oder Erklärungen erhalten haben, die wir für unsere Abschlussprüfung benötigen.

Ian Cowan

Statutory Auditor

Namens und in Vertretung der PKF Littlejohn LLP

Statutory Auditor (Wirtschaftsprüfer)

1 Westferry Circus
Canary Wharf
London E14 4HD

Datum: 27. November 2015

13. PATRONATSERKLÄRUNG

der

ThomasLloyd Group PLC, 3 More London Riverside, London, SE1 2AQ

zugunsten der

ThomasLloyd Capital Markets GmbH¹, Hanauer Landstraße 291 b, 60314 Frankfurt am Main

Die ThomasLloyd Group PLC ist alleinige Gesellschafterin der ThomasLloyd Capital Markets GmbH². Die ThomasLloyd Capital Markets³ GmbH beabsichtigt, Teilschuldverschreibungen der Serien „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/2⁴“, „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4⁵“ sowie „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/8⁶“ (die „**Namensschuldverschreibungen**“) zu begeben. Die Namensschuldverschreibungen werden für ihre gesamte Laufzeit in auf den Namen des Inhabers („**Anleihegläubiger**“) lautenden Sammelurkunden verbrieft.

Wir, die ThomasLloyd Group PLC übernehmen hiermit gegenüber den Anleihegläubigern im Wege eines echten Vertrages zugunsten Dritter (§ 328 Absatz 1 BGB) die uneingeschränkte, unbedingte, unbefristete und unwiderrufliche Verpflichtung, dafür zu sorgen, dass die ThomasLloyd Capital Markets GmbH⁷ stets so geleitet und finanziell so ausgestattet wird, dass ihre Bonität erhalten bleibt und sie jederzeit in der Lage ist, ihre Verpflichtungen aus den Namensschuldverschreibungen auf Zahlung von Kapital und Zinsen nach Maßgabe der jeweiligen Anleihebedingungen zu erfüllen.

Bis zur vollständigen Erfüllung der Verpflichtungen der ThomasLloyd Capital Markets GmbH⁸ aus den Namensschuldverschreibungen auf Zahlung von Kapital und Zinsen wird die ThomasLloyd Group PLC einen beherrschenden Einfluss auf die ThomasLloyd Capital Markets GmbH⁹ gewährleisten. Die Einstandspflicht besteht unabhängig von dem Bestehen oder Fortbestehen einer etwaigen gesellschaftsrechtlichen Verpflichtung.

Diese Patronatserklärung wird mit ihrer Unterzeichnung wirksam.

Diese Patronatserklärung unterliegt deutschem Recht. Gerichtsstand für alle Ansprüche aus dieser Patronatserklärung ist Frankfurt am Main.

London, den 09. Juni 2011

gez. T.U. Michael Sieg

gez. Klaus-Peter Kirschbaum

gez. Anthony M. Coveney

ThomasLloyd Group PLC

^{1-3, 7-9} Mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

⁴⁻⁶ Die Bezeichnung der angebotenen Anleihen zum Zeitpunkt des Nachtrags Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 lautet „Cleantech Infrastrukturleihe 2011/2“, „Cleantech Infrastrukturleihe 2011/4“ und „Cleantech Infrastrukturleihe 2011/8“. Zum Zeitpunkt des Nachtrags Nr. 2 vom 14. September 2012 lautet die Bezeichnung „ThomasLloyd Festzins 6“, „ThomasLloyd Festzins 12“ und „ThomasLloyd Festzins 24“. Zum Zeitpunkt des Nachtrags Nr. 4 vom 29. Februar 2016 lautet die Bezeichnung „CTI 1 D SP“, „CTI 1 D“ und „CTI 2 D“.

14. ABSCHLIESSENDE HINWEISE

14.1. Grundlage für Prospektangaben

Die Prospektierung erfolgte anhand des Wertpapier-Verkaufsprospektgesetzes (Verkaufsprospektgesetz) sowie der Verordnung über Vermögensanlagen-Verkaufsprospekte (VermVerkProspV) niedergelegten Mindestanforderungen an den Inhalt von Prospekten zu Angeboten über Vermögensanlagen und wurde um weitere angebotspezifische Aufklärungen, Hinweise und Risikobelehrungen ergänzt.

Auf den Verkaufsprospekt ist das Verkaufsprospektgesetz in der bis zum 31. Mai 2012 geltenden Fassung weiterhin anzuwenden. Die Regelungen der §§ 23 bis 26 Vermögensanlagengesetz gelten für die Emittentin der prospektgegenständlichen Vermögensanlagen.¹

Die Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin) hat bei der Entscheidung über die Gestattung der Veröffentlichung des Prospektes nur eine Prüfung auf Vollständigkeit der vorgelegten Informationen vorgenommen. Die inhaltliche Richtigkeit der Prospektangaben wurde von der BaFin nicht geprüft.

14.2. Einsichtnahme in Unterlagen

Die in diesem Prospekt genannten Unterlagen, die die Cleantech Infrastruktur GmbH² betreffen, können von ernsthaft interessierten Anlegern in den Geschäftsräumen der Emittentin nach vorheriger Absprache mit der Geschäftsleitung während der Geschäftszeiten eingesehen werden.

¹ Absatz eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016.

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

15. ANLEIHEBEDINGUNGEN DER CLEANTECH INFRASTRUKTUR GMBH¹

15.1. Anleihebedingungen der CTI 1 D SP² Namensschuldverschreibung

§ 1 Nennbetrag und Stückelung, Verbriefung, Register, Begebung weitere Anleihen und Finanzierungstitel

1. Nennbetrag und Stückelung. Die Namensschuldverschreibung der Cleantech Infrastruktur GmbH³, mit Sitz in Frankfurt a.M., („Anleiheschuldnerin“) im nominalen Gesamtnennbetrag von bis zu Euro 100.000.000,- (Euro einhundert Millionen) ist in 200.000 Teilschuldverschreibungen im Nennbetrag zu je Euro 500,-⁴ eingeteilt (nachstehend „Teilschuldverschreibungen“ genannt). Die Teilschuldverschreibungen lauten auf den Namen des Inhabers und sind untereinander gleichberechtigt.

2. Verbriefung. Die Teilschuldverschreibungen der Serie CTI 1 D SP⁵ werden für ihre gesamte Laufzeit in auf den Namen des Inhabers (nachstehend „Anleihegläubiger“ genannt) lautenden Sammelurkunden verbrieft und nach Zahlung der Zeichnungssumme dem jeweiligen Anleihegläubiger ausgehändigt. Die Sammelurkunden tragen die eigenhändige oder faksimilierte Unterschrift der zur gesetzlichen Vertretung der Emittentin befugten Person oder Personen.

3. Register. Der Anleihegläubiger wird in ein Register, in dem die Daten zur Feststellung der Identität des Anleihegläubigers entsprechend den Bestimmungen des Geldwäschegesetzes und dessen Kontoverbindung für Zahlungen erfasst werden, eingetragen, das bei der Anleiheschuldnerin geführt wird. Gegenüber der Anleiheschuldnerin gilt der jeweils im Register eingetragene Anleihegläubiger als aus den Teilschuldverschreibungen allein berechtigt und verpflichtet. Die Anleiheschuldnerin ist berechtigt, an den im Register eingetragenen Anleihegläubiger mit befreiender Wirkung zu leisten. § 407 des Bürgerlichen Gesetzbuches findet Anwendung.

4. Begebung weiterer Anleihen mit gleicher Ausstattung. Die Anleiheschuldnerin behält sich vor, jederzeit ohne Zustimmung der Inhaber der Teilschuldverschreibungen weitere Teilschuldverschreibungen mit gleicher Ausstattung in der Weise zu begeben, dass sie mit den Teilschuldverschreibungen zusammengefasst werden, eine einheitliche Anleihe mit ihnen bilden und ihren nominalen Gesamtnennbetrag erhöhen. Der Begriff „Teilschuldverschreibungen“ umfasst im Falle einer solchen Erhöhung auch solche zusätzlich begebenen Teilschuldverschreibungen.

5. Begebung weiterer Finanzierungstitel. Die Begebung weiterer Anleihen, die mit dieser Teilschuldverschreibung keine Einheit bilden und die über andere Ausstattungsmerkmale (z.B. in Bezug auf Verzinsung oder Stückelung) verfügen, oder die Begebung von anderen (vorrangigen/gleichrangigen/nachrangigen) Schuld- und/oder Finanzierungstiteln bleibt der Anleiheschuldnerin unbenommen.

§ 2 Begriffsbestimmungen⁶

Für die Zwecke dieser Teilschuldverschreibungen gelten die folgenden Begriffsbestimmungen:

- a) **Bankarbeitstag** bezeichnet einen Tag, der ein TARGET2-Geschäftstag ist, an dem die Clearstream Banking AG Zahlungen abwickelt, und an dem die Banken in Frankfurt am Main für den allgemeinen Geschäftsverkehr geöffnet sind;
- b) **Basispunkt** bezeichnet im Finanzwesen eine Einheit zur Darstellung von Zinssätzen, den hundertsten Teil eines Prozentpunkts;
- c) **Begebungszeitpunkt** bezeichnet den Zeitpunkt der erstmaligen Verbriefung der jeweiligen Teilschuldverschreibung(en) in einer Sammelurkunde.
- d) **Berechnungsstelle** im Sinne des § 3 Abs. 3b dieser Bedingungen ist die Anleiheschuldnerin in eigener Durchführung. Die Anleiheschuldnerin ist berechtigt, jederzeit eine andere Berechnungsstelle, insbesondere eine Bank von internationalem Rang zu benennen. Eine solche andere Berechnungsstelle handelt ausschließlich als Erfüllungsgehilfin der Anleiheschuldnerin und steht in keinem Rechtsverhältnis zu den Anleihegläubigern. Sie ist den Anleihegläubigern gegenüber in keinem Fall verantwortlich;
- e) **Berechnungstag** hat die in § 5 Abs.2 a genannte Bedeutung;
- f) **Kapitalmarktverbindlichkeit** bezeichnet jede zukünftige Verbindlichkeit in Form von Schuldverschreibungen mit einer ursprünglichen Laufzeit von mehr als einem Jahr, die üblicherweise aufgrund eines öffentlichen Angebots an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen geregelten Wertpapiermarkt gehandelt werden oder gemäß öffentlicher Ankündigung gehandelt werden sollen. Als Kapitalmarktverbindlichkeit gelten nicht Kredit- und/oder Darlehensverbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten;
- g) **TARGET2-Geschäftstag** bezeichnet einen Tag (außer Samstag oder Sonntag), an dem das Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer System („TARGET2“) Zahlungen abwickelt;
- h) **Nominaler Gesamtnennbetrag** ist der bis zum jeweiligen Monatsultimo des vor dem Zinstermin liegenden Monats eingezahlte Nennbetrag;
- i) **Schuldverschreibungsgesetz** meint das Gesetz über Schuldverschreibungen aus Gesamtemissionen vom 31.07.2009;
- j) **Zahlstelle** hat die in § 4 der Bedingungen genannte Funktion;
- k) **Zinstermin** hat die in § 3 Abs. 3b genannte Bedeutung;
- l) **Methode 30/360** ist eine von mehreren Zinsberechnungsmethoden; darunter versteht man die einzelnen Varianten der Finanzmathematik in der Zinsberechnung. Alle Methoden basieren hierbei auf den klassischen Zinsformeln, sie unterscheiden sich lediglich in

^{1,3} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

^{2,5} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 und den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: die Bezeichnung der angebotene Anleihen lautete vor dem Nachtrag Nr. 1 „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/2“ und zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 „Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2“ sowie geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „ThomasLloyd Festzins 6“).

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurden die Anleihebedingungen dahingehend geändert, dass der nominale Gesamtnennbetrag Euro 100.000.000,- statt bisher Euro 50.000.000,- und der Nennbetrag/die Stückelung Euro 500,- statt bisher Euro 1.000,- beträgt. Folglich hat sich auch die Gesamtzahl der Teilschuldverschreibungen geändert (bisher: 50.000).

⁶ Bedingt durch die im Rahmen des Nachtrags Nr. 2 vom 14. September 2012 vorgenommenen Änderungen der Anleihebedingungen sind die Begriffsbestimmungen zur „Europäischen Zentralbank (EZB)“, „Hauptrefinanzierungszinssatz“ und „HVPI“ entfallen.

der Berechnung der Anzahl der Tage. Bei der 30/360-Methode wird jeder Monat mit 30 Tagen gerechnet. Die Resttage innerhalb eines Monats werden nicht berücksichtigt;

- m) Methode act/360:** Zinsberechnungsmethode, bei der die Anzahl der Tage für die Zinsperiode als echte (kalendermäßige) Tage berechnet werden (act). Die Anzahl der Tage eines Jahres wird mit 360 angenommen.

§ 3 Zinsen

1. Verzinsung. Die Teilschuldverschreibungen werden bezogen auf den eingezahlten nominalen Gesamtnennbetrag vorbehaltlich der Regelungen des § 7 Abs. 1 S. 3 verzinst. Der Zinslauf der Teilschuldverschreibungen beginnt (einschließlich) am 1. eines jeden Monats und endet (einschließlich) am Monatsultimo desselben Monats. Der erste Zinslauf beginnt am 01.07.2011 und der letzte Zinslauf endet mit Ablauf der Laufzeit durch Kündigung, auch wenn dieser Tag kein Bankarbeitstag ist. Bei Ausgabe von Teilschuldverschreibungen nach dem 01.07.2011 beginnt der Zinslauf mit dem ersten Tag des Monats der Zeichnung. Der letzte Zinslauf bleibt unverändert.

2. Fälligkeit. Die Zinsen für jeden Zinslauf sind monatlich nachträglich am dritten Bankarbeitstag eines jeden Monats zur Zahlung fällig („Fälligkeitstag“), beginnend am 03.08.2011. Für den letzten Zinslauf ist die Zahlung der Zinsen zusammen mit der Rückzahlung fällig („letzter Fälligkeitstag“).

3. Zahlbare Zinsen.

- a) Zinsen werden grundsätzlich nach der Zinsberechnungsmethode 30/360 berechnet, d.h. die Anzahl der Tage eines jeden Monats wird mit 30 Tagen gerechnet. Die Zinsberechnung erfolgt dabei monatlich;
- b) Die Berechnungsstelle berechnet monatlich zum Monatsultimo, erstmals am 31.07.2011, anschließend jeweils am 31.08, 30.09. usw. eines jeden Jahres (jeweils ein „Zinstermin“) den auf die Teilschuldverschreibungen jeweils anzuwendenden Zinssatz und die jeweils zahlbaren Zinsen. Der jeweils anzuwendende Zinssatz entspricht **3,75% p.a und beträgt somit monatlich 3,75%/12.**¹

4. Verzug. Soweit die Anleiheschuldnerin die Zinsen für einen Zinstermin nicht am Fälligkeitstag zahlt, verlängert sich die Verzinsung bis zum Tag der tatsächlichen Zahlung. Der Zins zwischen Fälligkeitstag und dem Tag, der der Zahlung vorausgeht, wird mit dem Zinssatz gemäß § 3 nach der Zinsmethode act/360 taggenau berechnet.

§ 4 Zahlstelle

1. Zahlstelle. Die Anleiheschuldnerin ist die Zahlstelle in eigener Durchführung und übernimmt die nach diesen Bedingungen geschuldeten Zahlungen nach Maßgabe des § 6.

2. Benennung anderer Zahlstelle. Die Emittentin ist berechtigt, eine andere Zahlstelle zu benennen. Sollten Ereignisse eintreten, die nach Ansicht der anderen Zahlstelle dazu führen, dass sie nicht in der Lage ist, als Zahlstelle tätig zu sein, so ist sie berechtigt, eine Bank von internationalem Rang als andere Zahlstelle zu bestellen. Sollte die andere Zahlstelle in einem solchen Fall außerstande sein, die Übertragung der Stellung als Zahlstelle vorzunehmen, so ist die Anleiheschuldnerin berechtigt und verpflichtet, dies zu tun. Für den Fall der Kündigung des Zahlstellenvertrags mit einer anderen Zahlstelle durch eine Partei ist die Anleiheschuldnerin berechtigt selbst als Zahlstelle zu fungieren oder eine neue andere Zahlstelle zu benennen.

3. Bekanntmachung der Benennung anderer Zahlstelle. Die Bestellung einer anderen Zahlstelle ist von der Anleiheschuldnerin unverzüglich gemäß § 11 oder, falls dies nicht möglich sein sollte, in sonstiger angemessener Weise öffentlich bekannt zu geben.

§ 5 Laufzeit, Kündigung, Rückzahlung, Fälligkeit, Rückerwerb, Übertragung, Verlust von Urkunden

1. Fälligkeit. Die Laufzeit der Teilschuldverschreibungen ist unbestimmt und endet durch Kündigung nach Maßgabe des § 9 oder des § 10. Die Anleiheschuldnerin verpflichtet sich, den Anleihegläubigern die Teilschuldverschreibungen zum Nennbetrag² am dritten Bankarbeitstag nach Ablauf der Laufzeit („letzter Fälligkeitstag“) vorbehaltlich der Regelungen des § 7 Abs. 1 S. 3 Zug um Zug gegen Vorlage der Sammelurkunde zur Entwertung zurückzuzahlen.

2. Verzug. Soweit die Anleiheschuldnerin die wirksam gekündigten Teilschuldverschreibungen trotz Fälligkeit nach Vorlage der Sammelurkunde zur Entwertung nicht am letzten Fälligkeitstag zurückerhält, werden die Teilschuldverschreibungen ab dem letzten Fälligkeitstag bis zu dem Tag, der der tatsächlichen Rückzahlung vorausgeht, bezogen auf den Nennbetrag³ mit dem Zinssatz gem. § 3 Abs. 3 nach der Zinsmethode act/360 multipliziert mit 12 taggenau verzinst.

3. Übertragung. Die Übertragung der Rechte des Anleihegläubigers aus den Teilschuldverschreibungen erfolgt durch Abtretung und ist in Nennbeträgen von Euro 500,-⁴ oder einem Vielfachen davon möglich. Übertragungen der Teilschuldverschreibungen sind der Anleiheschuldnerin von dem bisherigen Anleihegläubiger unter der in der Urkunde genannten Anschrift unverzüglich, d.h. ohne schuldhaftes Zögern innerhalb von drei Werktagen, schriftlich anzuzeigen. Blankoabtretungen oder Blankoorder sind ausgeschlossen. Die Anleiheschuldnerin trägt darauf hin den neuen Anleihegläubiger in das Register ein und händigt dem neuen Anleihegläubiger sowie, im Falle der teilweisen Übertragung, auch dem bisherigen Anleiheschuldner eine neue Urkunde oder Sammelurkunde aus. Der Anleihegläubiger kann die Eintragung der Übertragung von Teilschuldverschreibungen nicht während eines Zeitraums von 15 Tagen, der an dem Fälligkeitstag für eine Zahlung auf Kapital oder Zinsen endet, verlangen.

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurde ein Festzins in Höhe von 3,75% p.a. eingeführt. Ursprünglich entsprach der jeweils anzuwendende Zinssatz der Summe aus Mindest- und Zusatzzinssatz, wobei der **Mindestzinssatz 2,75/12** betrug und der Zusatzzinssatz wie folgt ermittelt wurde: **Zusatzzinssatz = (Hauptrefinanzierungszinssatz + 50 Basispunkte)/12 - (2,75%/12).**

^{2,3} Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: Mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurden die Anleihebedingungen dahingehend geändert, dass der Rückzahlungsbetrag nunmehr dem Nennbetrag entspricht. Die Fassung des ursprünglichen § 5 Ziffer 2 zum Zeitpunkt des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011) sowie der Wortlaut zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung (10. Juni 2011) sind im Abschnitt „18. Anhang“ auf den Seiten 272 ff. abgedruckt.

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: EUR 1.000,-) aufgrund der Änderung des Nennbetrags/der Stückelung in § 1 Ziffer 1 Satz 1 der Bedingungen.

4. Rückerwerb eigener Teilschuldverschreibungen. Die Anleiheschuldnerin ist berechtigt, die in diesen Anleihebedingungen beschriebenen Teilschuldverschreibungen am Markt oder auf sonstige Weise zu erwerben und zu veräußern. Gleiches gilt für etwaige Tochtergesellschaften oder verbundene Unternehmen der Anleiheschuldnerin.

5. Verlust von Urkunden. Sollte die Urkunde oder Sammelurkunde verloren gehen, gestohlen, beschädigt, unleserlich gemacht oder zerstört werden, so kann sie ersetzt werden; dabei hat der Anleihegläubiger alle dabei möglicherweise entstehenden Kosten und Auslagen zu zahlen und alle angemessenen Bedingungen der Anleiheschuldnerin hinsichtlich des Nachweises und einer Freistellung zu erfüllen. Eine beschädigte oder unleserlich gemachte Sammelurkunde muss eingereicht werden, bevor eine Ersatzurkunde ausgegeben wird.

§ 6 Zahlungen, Hinterlegung

1. Zahlung und Währung. Die Anleiheschuldnerin verpflichtet sich, an die im Register eingetragenen Anleihegläubiger und von ihnen benannte Kontoverbindung alle nach diesen Anleihebedingungen gemäß § 3 und § 5 geschuldeten (fälligen) Beträge in Euro zu überweisen. Die Abgabe einer gesonderten Erklärung oder die Erfüllung irgendeiner anderen Förmlichkeit, soweit nicht in den Anleihebedingungen abweichend geregelt, darf nicht von den Anleihegläubigern verlangt werden, abgesehen von der Beachtung anwendbarer gesetzlicher Vorschriften (Steuer-, Devisen- und sonstiger Normen).

2. Haftung der Zahlstelle. Soweit eine andere Zahlstelle als die Anleiheschuldnerin als Zahlstelle tätig wird, handelt diese in ihrer Eigenschaft als solche ausschließlich als Erfüllungsgehilfin der Anleiheschuldnerin und steht in keinem Rechtsverhältnis zu den Anleihegläubigern. Sie ist den Anleihegläubigern gegenüber in keinem Fall verantwortlich. Die Zahlstelle ist von den Beschränkungen des § 181 des Bürgerlichen Gesetzbuches befreit.

3. Zahlungen am Bankarbeitstag. Ist ein Fälligkeitstag für die Zahlung von Zinsen und/oder Kapital kein Bankarbeitstag, so wird die betreffende Zahlung am nächsten Tag geleistet, der ein Bankarbeitstag ist, ohne dass wegen dieser Zahlungsverzögerung zusätzliche Zinsen zu zahlen sind.

4. Hinterlegung. Die Anleiheschuldnerin kann auf Kosten und Gefahr der Anleihegläubiger bei dem Amtsgericht Frankfurt a.M. Beträge zur Zahlung von Zinsen oder Rückzahlung des Anleihekaptals hinterlegen, wenn und soweit diese von den Anleihegläubigern nicht innerhalb von zwölf Monaten nach dem jeweiligen Fälligkeitstag geltend gemacht werden, auch wenn die jeweiligen Anleihegläubiger sich nicht in Annahmeverzug befinden sollten. Die Hinterlegung kann mit oder ohne Verzicht auf das Recht zur Rücknahme des hinterlegten Betrages erfolgen. Falls und soweit die Hinterlegung erfolgt und auf das Recht zur Rücknahme verzichtet wird, erlöschen alle Forderungen der betreffenden Anleihegläubiger gegen die Anleiheschuldnerin.

§ 7 Qualifizierter Nachrang und Negativverpflichtung

1. Qualifizierter Nachrang, Status. Die Teilschuldverschreibungen samt Zinszahlungen begründen nach S. 3 bedingte, unmittelbare, nachrangige und nicht dinglich besicherte Verbindlichkeiten der Anleiheschuldnerin, die untereinander und mit allen anderen nachrangigen und nicht dinglich besicherten Verpflichtungen in gleichem Rang stehen, sofern diese nicht kraft Gesetzes Vorrang haben. Die Forderungen aus den Teilschuldverschreibungen treten deshalb gegenüber allen anderen Ansprüchen von Gläubigern gegen die Anleiheschuldnerin im Rang zurück. Die Fälligkeit der Zahlung von Zins und Tilgung steht unter dem Vorbehalt, dass bei der Anleiheschuldnerin durch die Zahlung von Zins und Tilgung ein Insolvenzeröffnungsgrund nicht herbeigeführt wird. Zahlung von Zins und Kapital erfolgt im Fall der Eröffnung des Insolvenzverfahrens über das Vermögen der Anleiheschuldnerin oder ihrer Liquidation erst nach Befriedigung aller nicht nachrangigen Gläubiger. Die Teilschuldverschreibungen begründen keinen Anspruch auf Teilnahme am Liquidationserlös im Falle der Auflösung der Anleiheschuldnerin.

2. Negativverpflichtung der Anleiheschuldnerin. Die Anleiheschuldnerin verpflichtet sich, für die Laufzeit der Teilschuldverschreibungen sicherzustellen, dass die Verpflichtungen aus den Teilschuldverschreibungen auch in Zukunft im gleichen Rang mit allen anderen nicht dinglich besicherten nachrangigen Kreditverbindlichkeiten der Anleiheschuldnerin stehen. Ferner verpflichtet sie sich, für die Laufzeit der Teilschuldverschreibungen sicherzustellen, dass keine gegenwärtigen oder zukünftigen Kapitalmarktverbindlichkeiten der Anleiheschuldnerin und keine Garantie oder Gewährleistung in Bezug auf jedwede Kapitalmarktverbindlichkeit Dritter durch Grund- oder Mobiliarpfandrechte oder eine sonstige Belastung des eigenen Vermögens sicherzustellen oder sicherstellen zu lassen, sofern nicht diese Teilschuldverschreibungen zur gleichen Zeit und im gleichen Rang anteilig an dieser Sicherheit teilnehmen.

§ 8 Steuern

1. Steuereinbehalt. Alle Zahlungen insbesondere Kapitalrückzahlungen und Zahlungen von Zinsen, erfolgen unter Abzug und Einbehaltung von Steuern, Abgaben und sonstigen Gebühren, soweit die Anleiheschuldnerin oder die Zahlstelle zum Abzug und/oder zur Einbehaltung gesetzlich verpflichtet ist. Weder die Anleiheschuldnerin noch die andere Zahlstelle sind verpflichtet, den Anleihegläubigern zusätzliche Beträge als Ausgleich für auf diese Weise abgezogene oder einbehaltene Beträge zu zahlen.

2. Steuerpflicht der Anleihegläubiger. Soweit die Anleiheschuldnerin oder die andere Zahlstelle nicht gesetzlich zum Abzug und/oder zur Einbehaltung von Steuern, Abgaben oder sonstigen Gebühren verpflichtet ist, trifft sie keinerlei Verpflichtung im Hinblick auf abgaberechtliche Verpflichtungen der Anleihegläubiger.

§ 9 Ordentliche Kündigungsrechte

1. Ordentliches Kündigungsrecht. Ein ordentliches Kündigungsrecht des Anleihegläubigers besteht erstmals zum Ablauf des sechsten¹ Zinslaufs und danach jeweils täglich² jeweils unter Beachtung einer Kündigungsfrist von 30 Tagen³. Ein Recht zur außerordentlichen Kündigung des Vertrags bleibt hierdurch unberührt, wenn ein Kündigungsgrund nach § 10 dieser Bedingungen vorliegt oder die Fortsetzung des Vertragsverhältnisses einer Vertragspartei aus wichtigen Gründen in der Person der anderen Vertragspartei nicht mehr zumutbar ist.

2. Form der Kündigung durch Anleihegläubiger. Die Kündigung durch Anleihegläubiger bedarf der Schriftform (eigenhändiger Unterschrift) und hat in der Weise zu erfolgen, dass der Anleihegläubiger die effektive Sammelurkunde jeweils zusammen mit der Kündigungserklärung der Anleiheschuldnerin zur Entwertung sendet.

3. Vorzeitiges Kündigungsrecht der Anleiheschuldnerin. Die Anleiheschuldnerin ist berechtigt, alle ausstehenden Teilschuldverschreibungen insgesamt unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von wenigstens 90 Tagen jährlich vorzeitig zu kündigen. Eine solche Kündigung ist erstmals zu dem in den Dezember 2013 fallenden Zinstermin möglich. Der Rückzahlungsbetrag entspricht dem Nennbetrag gem § 5 Ziffer 1⁴. Wenn in einem Zeitraum von vier Wochen mehr als 20% des gezeichneten und eingezahlten Anleihekaptals der Emittentin gekündigt wird, ist die Anleiheschuldnerin berechtigt, aber nicht verpflichtet, die durch die Kündigung bedingten Kapitalrückzahlungen abweichend von § 5 Ziffer 1 dieser Bedingungen in sechs gleichen monatlichen Raten nach Ablauf der Laufzeit unter Beachtung der Vorgaben des § 7 vorzunehmen.⁵

4. Form der Kündigung. Die Kündigung durch die Anleiheschuldnerin erfolgt durch Bekanntmachung im Unternehmensregister.

§ 10 Wichtige Kündigungsgründe für die Anleihegläubiger

1. Kündigung aus wichtigem Grund. Jeder Anleihegläubiger ist berechtigt, seine Teilschuldverschreibungen unverzüglich zu kündigen und deren Rückzahlung zum Nominalwert zuzüglich etwaiger bis zum Tage der Rückzahlung (ausschließlich) aufgelaufenen Zinsen zu verlangen, wenn ein wichtiger Grund vorliegt. Ein wichtiger Grund liegt insbesondere dann vor, wenn

- a) die Anleiheschuldnerin Kapital oder Zinsen nicht innerhalb von 30 Tagen – trotz schriftlicher (mit eigenhändiger Unterschrift) Mahnung – nach dem betreffenden Fälligkeitstermin zahlt, oder
- b) die Anleiheschuldnerin ihre Zahlungsunfähigkeit bekannt gibt, oder
- c) ein Insolvenzverfahren über das Vermögen der Anleiheschuldnerin eröffnet wird oder durch die Anleiheschuldnerin beantragt oder die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens mangels Masse abgelehnt wird, oder
- d) die Anleiheschuldnerin eine wesentliche Verpflichtung, Bedingung oder Vereinbarung hinsichtlich der Teilschuldverschreibung nicht erfüllt oder beachtet („Pflichtverletzung“) und die Nichterfüllung oder Nichtbeachtung länger als 30 Tage andauert, nachdem die Anleiheschuldnerin hierüber von dem Anleihegläubiger, welchen die Pflichtverletzung betrifft, eine Benachrichtigung erhalten hat, durch welche die Anleiheschuldnerin vom Anleihegläubiger aufgefordert wird, die Verpflichtung, Bedingung oder Vereinbarung zu erfüllen oder zu beachten, oder
- e) die Anleiheschuldnerin in Liquidation tritt, es sei denn, dies geschieht im Zusammenhang mit gesellschaftsrechtlichen Maßnahmen (z.B. einer Verschmelzung oder einer anderen Form des Zusammenschlusses mit einer anderen Gesellschaft), sofern diese andere Gesellschaft alle Verpflichtungen übernimmt, die die Anleiheschuldnerin im Zusammenhang mit dieser Teilschuldverschreibung eingegangen ist. Das Kündigungsrecht erlischt, falls der Kündigungsgrund vor Ausübung des Rechts geheilt wurde.

2. Form der Kündigung. Die Kündigung durch den Anleihegläubiger bedarf der Schriftform und hat in der Weise zu erfolgen, dass der Anleihegläubiger die effektive Sammelurkunde zusammen mit der Kündigungserklärung an die Anleiheschuldnerin sendet.

§ 11 Bekanntmachungen

Bekanntmachungen und Veröffentlichungen betreffend die Teilschuldverschreibungen erfolgen im Unternehmensregister im Sinne des Handelsgesetzbuches.

§ 12 Änderungen der Anleihebedingungen

1. Einseitige Änderungen. Die Anleiheschuldnerin ist nur in den nachfolgenden Fällen berechtigt, die Anleihebedingungen durch einseitige Willenserklärung zu ändern bzw. anzupassen:

- a) Änderung der Fassung, wie z.B. Wortlaut und Reihenfolge;
- b) Änderungen, die für eine Zulassung der Teilschuldverschreibungen zum Handel an einem organisierten Markt oder einem privatrechtlich organisierten Markt erforderlich sind, wie z.B. die Einteilung der Schuldverschreibungen bezogen auf die Anzahl und den Nennbetrag der Teilschuldverschreibungen;
- c) Änderung des Gesamtnennbetrages und der Einteilung der Schuldverschreibung, sofern die Ermächtigung des § 1 Abs. 4 in Anspruch genommen wird. Die Änderung erfolgt in diesen Fällen nach billigem Ermessen unter Berücksichtigung der Interessen der Anleiheschuldnerin, der Gesellschafter der Anleiheschuldnerin und der Anleihegläubiger.

2. Änderungen durch Rechtsgeschäft. Änderungen der Bestimmungen der Anleihebedingungen können durch Rechtsgeschäft nur durch einen gleichlautenden Vertrag mit sämtlichen Anleihegläubigern erfolgen.

^{1,2,3} Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurden die Anleihebedingungen dahingehend geändert, dass das ordentliche Kündigungsrecht nunmehr erstmals zum Ablauf des sechsten statt bisher des 24. Zinslaufs besteht und die Kündigungsfrist nunmehr 30 Tage statt bisher sechs Monate beträgt und die Kündigung täglich anstelle zum Ablauf eines Kalenderquartals erfolgen kann.

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 aufgrund der Änderung des § 5 Ziffer 1 und 2.

⁵ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 14. September 2012 aufgrund des entsprechenden Beschlusses der Emittentin vom 11. September 2012.

3. Gläubigerversammlung. Änderungen der Anleihebedingungen sind ferner mit Zustimmung der Gläubigerversammlung durch Mehrheitsbeschluss nach Maßgabe des Schuldverschreibungsgesetzes möglich.

§ 13 Gläubigerversammlung

Für die Teilnahme an der Gläubigerversammlung ist die vorherige Anmeldung der Anleihegläubiger erforderlich. Mit der Anmeldung ist eine Hinterlegungsbescheinigung für die Sammelurkunde bei einem deutschen Notar zu übermitteln. Für die Gläubigerversammlung gelten die Regelungen des Schuldverschreibungsgesetzes.

§ 14 Verschiedenes

1. Rechtswahl. Form und Inhalt der Schuldverschreibungen und alle sich daraus ergebenden Rechte und Pflichten der Anleihegläubiger, der Anleiheschuldnerin und der Zahlstelle unterliegen dem Recht der Bundesrepublik Deutschland unter Ausschluss der Kollisionsnormen des deutschen internationalen Privatrechts.

2. Erfüllungsort. Erfüllungsort ist der Sitz der Anleiheschuldnerin.

3. Gerichtsstand. Gerichtsstand für alle sich aus dem Rechtsverhältnis zwischen Anleihegläubiger und Anleiheschuldnerin ergebenden Rechtsstreitigkeiten ist der Sitz der Anleiheschuldnerin. Diese Gerichtsstandvereinbarung beschränkt nicht das Recht eines Anleihegläubigers, Verfahren vor einem anderen zuständigen Gericht anzustrengen. Ebenso wenig schließt die Einleitung von Verfahren vor einem oder mehreren anderen Gerichtsständen die Einleitung von Verfahren an einem anderen Gerichtsstand aus, falls und soweit dies rechtlich zulässig ist.

4. Maßgebliche Sprache. Diese Anleihebedingungen sind in deutscher Sprache abgefasst. Nur dieser deutsche Text ist verbindlich und maßgeblich.

5. Ersetzungsbefugnis. Sollten einzelne Bestimmungen dieser Anleihebedingungen ganz oder teilweise nichtig, unwirksam oder nicht durchsetzbar sein oder werden, bleiben die Wirksamkeit und Durchsetzbarkeit aller verbleibenden Bestimmungen dieser Anleihebedingungen unberührt. Die nichtige, unwirksame oder nicht durchsetzbare Bestimmung wird die Anleiheschuldnerin nach billigem Ermessen unter Beachtung der jeweils geltenden Rechtsvorschriften durch diejenige wirksame und durchsetzbare Bestimmung ersetzen, die dem mit der nichtigen, unwirksamen oder nicht durchsetzbaren Bestimmung verfolgten wirtschaftlichen Zweck nach Maß, Zeit, Ort oder Geltungsbereich am nächsten kommt. Eine solche Ersetzung wird die Anleiheschuldnerin unverzüglich gemäß § 11 bekanntmachen.

Frankfurt a.M., 29. Februar 2016¹

Geschäftsführer

Cleantech Infrastruktur GmbH²

15.2. Anleihebedingungen der CTI 1 D³ Namensschuldverschreibung

§ 1 Nennbetrag und Stückelung, Verbriefung, Register, Begebung weitere Anleihen und Finanzierungstitel

1. Nennbetrag und Stückelung. Die Namensschuldverschreibung der Cleantech Infrastruktur GmbH⁴, mit Sitz in Frankfurt a.M., („Anleiheschuldnerin“) im nominalen Gesamtnennbetrag von bis zu Euro 100.000.000,- (Euro einhundert Millionen) ist in 200.000⁵ Teilschuldverschreibungen im Nennbetrag zu je Euro 500,-⁶ eingeteilt (nachstehend „Teilschuldverschreibungen“ genannt). Die Teilschuldverschreibungen lauten auf den Namen des Inhabers und sind untereinander gleichberechtigt.

2. Verbriefung. Die Teilschuldverschreibungen der Serie CTI 1 D⁷ werden für ihre gesamte Laufzeit in auf den Namen des Inhabers (nachstehend „Anleihegläubiger“ genannt) lautenden Sammelurkunden verbrieft und nach Zahlung der Zeichnungssumme dem jeweiligen Anleihegläubiger ausgehändigt. Die Sammelurkunden tragen die eigenhändige oder faksimilierte Unterschrift der zur gesetzlichen Vertretung der Emittentin befugten Person oder Personen.

3. Register. Der Anleihegläubiger wird in ein Register, in dem die Daten zur Feststellung der Identität des Anleihegläubigers entsprechend den Bestimmungen des Geldwäschegesetzes und dessen Kontoverbindung für Zahlungen erfasst werden, eingetragen, das bei der Anleiheschuldnerin geführt wird. Gegenüber der Anleiheschuldnerin gilt der jeweils im Register eingetragene Anleihegläubiger als aus den Teilschuldverschreibungen allein berechtigt und verpflichtet. Die Anleiheschuldnerin ist berechtigt, an den im Register eingetragenen Anleihegläubiger mit befreiender Wirkung zu leisten. § 407 des Bürgerlichen Gesetzbuches findet Anwendung.

4. Begebung weiterer Anleihen mit gleicher Ausstattung. Die Anleiheschuldnerin behält sich vor, jederzeit ohne Zustimmung der Inhaber der Teilschuldverschreibungen weitere Teilschuldverschreibungen mit gleicher Ausstattung in der Weise zu begeben, dass sie mit den Teilschuldverschreibungen zusammengefasst werden, eine einheitliche Anleihe mit ihnen bilden und ihren nominalen Gesamtnennbetrag erhöhen. Der Begriff „Teilschuldverschreibungen“ umfasst im Falle einer solchen Erhöhung auch solche zusätzlich begebenen Teilschuldverschreibungen.

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 und den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „11. September 2012“).

^{2,4} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Ummfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen.

^{5,6} Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurden die Anleihebedingungen der ThomasLloyd Festzins 12 Namensschuldverschreibungen dahingehend geändert, dass der Nennbetrag/die Stückelung nunmehr Euro 500,- statt bisher Euro 1.000,- beträgt. Folglich hat sich auch die Gesamtzahl der Teilschuldverschreibungen geändert (bisher: 100.000).

^{3,7} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 und den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: die Bezeichnung der angebotenen Anleihe lautete vor dem Nachtrag Nr. 1 „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4“ und zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 „Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4“. Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „ThomasLloyd Festzins 12“).

5. Begebung weiterer Finanzierungstitel. Die Begebung weiterer Anleihen, die mit dieser Teilschuldverschreibung keine Einheit bilden und die über andere Ausstattungsmerkmale (z.B. in Bezug auf Verzinsung oder Stückelung) verfügen, oder die Begebung von anderen (vorrangigen/gleichrangigen/nachrangigen) Schuld- und/oder Finanzierungstiteln bleibt der Anleiheschuldnerin unbenommen.

§ 2 Begriffsbestimmungen¹

Für die Zwecke dieser Teilschuldverschreibungen gelten die folgenden Begriffsbestimmungen:

- a) Bankarbeitstag** bezeichnet einen Tag, der ein TARGET2-Geschäftstag ist, an dem die Clearstream Banking AG Zahlungen abwickelt, und an dem die Banken in Frankfurt am Main für den allgemeinen Geschäftsverkehr geöffnet sind;
- b) Basispunkt** bezeichnet im Finanzwesen eine Einheit zur Darstellung von Zinssätzen, den hundertsten Teil eines Prozentpunkts;
- c) Begebungszeitpunkt** bezeichnet den Zeitpunkt der erstmaligen Verbriefung der jeweiligen Teilschuldverschreibung(en) in einer Sammelurkunde.
- d) Berechnungsstelle** im Sinne des § 3 Abs. 3b dieser Bedingungen ist die Anleiheschuldnerin in eigener Durchführung. Die Anleiheschuldnerin ist berechtigt, jederzeit eine andere Berechnungsstelle, insbesondere eine Bank von internationalem Rang zu benennen. Eine solche andere Berechnungsstelle handelt ausschließlich als Erfüllungsgehilfin der Anleiheschuldnerin und steht in keinem Rechtsverhältnis zu den Anleihegläubigern. Sie ist den Anleihegläubigern gegenüber in keinem Fall verantwortlich;
- e) Berechnungstag** hat die in § 5 Abs. 2 a genannte Bedeutung;
- f) Kapitalmarktverbindlichkeit** bezeichnet jede zukünftige Verbindlichkeit in Form von Schuldverschreibungen mit einer ursprünglichen Laufzeit von mehr als einem Jahr, die üblicherweise aufgrund eines öffentlichen Angebots an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen geregelten Wertpapiermarkt gehandelt werden oder gemäß öffentlicher Ankündigung gehandelt werden sollen. Als Kapitalmarktverbindlichkeit gelten nicht Kredit- und/oder Darlehensverbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten;
- g) TARGET2-Geschäftstag** bezeichnet einen Tag (außer Samstag oder Sonntag), an dem das Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer System („TARGET2“) Zahlungen abwickelt;
- h) Nominaler Gesamtnennbetrag** ist der bis zum jeweiligen Monatsultimo des vor dem Zinstermin liegenden Monats eingezahlte Nennbetrag;
- i) Schuldverschreibungsgesetz** meint das Gesetz über Schuldverschreibungen aus Gesamtemissionen vom 31.07.2009;
- j) Zahlstelle** hat die in § 4 der Bedingungen genannte Funktion;
- k) Zinstermin** hat die in § 3 Abs. 3b genannte Bedeutung;
- l) Methode 30/360** ist eine von mehreren Zinsberechnungsmethoden; darunter versteht man die einzelnen Varianten der Finanzmathematik in der Zinsberechnung. Alle Methoden basieren hierbei auf den klassischen Zinsformeln, sie unterscheiden sich lediglich in der Berechnung der Anzahl der Tage. Bei der 30/360-Methode wird jeder Monat mit 30 Tagen gerechnet. Die Resttage innerhalb eines Monats werden nicht berücksichtigt;
- m) Methode act/360:** Zinsberechnungsmethode, bei der die Anzahl der Tage für die Zinsperiode als echte (kalendermäßige) Tage berechnet werden (act). Die Anzahl der Tage eines Jahres wird mit 360 angenommen.

§ 3 Zinsen

1. Verzinsung. Die Teilschuldverschreibungen werden bezogen auf den eingezahlten nominalen Gesamtnennbetrag vorbehaltlich der Regelungen des § 7 Abs. 1 S. 3 verzinst. Der Zinslauf der Teilschuldverschreibungen beginnt (einschließlich) am 1. eines jeden Monats und endet (einschließlich) am Monatsultimo desselben Monats. Der erste Zinslauf beginnt am 01.07.2011 und der letzte Zinslauf endet mit Ablauf der Laufzeit durch Kündigung, auch wenn dieser Tag kein Bankarbeitstag ist. Bei Ausgabe von Teilschuldverschreibungen nach dem 01.07.2011 beginnt der Zinslauf mit dem ersten Tag des Monats der Zeichnung. Der letzte Zinslauf bleibt unverändert.

2. Fälligkeit. Die Zinsen für jeden Zinslauf sind monatlich nachträglich am dritten Bankarbeitstag eines jeden Monats zur Zahlung fällig („Fälligkeitstag“), beginnend am 03.08.2011. Für den letzten Zinslauf ist die Zahlung der Zinsen zusammen mit der Rückzahlung fällig („letzter Fälligkeitstag“).

3. Zahlbare Zinsen.

- a)** Zinsen werden grundsätzlich nach der Zinsberechnungsmethode 30/360 berechnet, d.h. die Anzahl der Tage eines jeden Monats wird mit 30 Tagen gerechnet. Die Zinsberechnung erfolgt dabei monatlich;
- b)** Die Berechnungsstelle berechnet monatlich zum Monatsultimo, erstmals am 31.07.2011, anschließend jeweils am 31.08, 30.09. usw. eines jeden Jahres (jeweils ein „Zinstermin“) den auf die Teilschuldverschreibungen jeweils anzuwendenden Zinssatz und die jeweils zahlbaren Zinsen. Der jeweils anzuwendende Zinssatz entspricht **4,15% p.a. und beträgt somit monatlich 4,15%/12²**.

4. Verzug. Soweit die Anleiheschuldnerin die Zinsen für einen Zinstermin nicht am Fälligkeitstag zahlt, verlängert sich die Verzinsung bis zum Tag der tatsächlichen Zahlung. Der Zins zwischen Fälligkeitstag und dem Tag, der der Zahlung vorausgeht, wird mit dem Zinssatz gemäß § 3 nach der Zinsmethode act/360 taggenau berechnet.

¹ Bedingt durch die im Rahmen des Nachtrags Nr. 2 vom 14. September 2012 vorgenommenen Änderungen der Anleihebedingungen sind die Begriffsbestimmungen zur „Europäischen Zentralbank (EZB)“, „Hauptrefinanzierungszinssatz“ und „HVPI“ entfallen.

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurde ein Festzins in Höhe von 4,15% p.a. eingeführt. Ursprünglich entsprach der jeweils anzuwendende Zinssatz der Summe aus Mindest- und Zusatzzinssatz, wobei der **Mindestzinssatz 3,75/12** betrug und der Zusatzzinssatz wie folgt ermittelt wurde: **Zusatzzinssatz = (Hauptrefinanzierungszinssatz + 110 Basispunkte)/12 - (3,75%/12)**.

§ 4 Zahlstelle

1. Zahlstelle. Die Anleiheschuldnerin ist die Zahlstelle in eigener Durchführung und übernimmt die nach diesen Bedingungen geschuldeten Zahlungen nach Maßgabe des § 6.

2. Benennung anderer Zahlstelle. Die Emittentin ist berechtigt, eine andere Zahlstelle zu benennen. Sollten Ereignisse eintreten, die nach Ansicht der anderen Zahlstelle dazu führen, dass sie nicht in der Lage ist, als Zahlstelle tätig zu sein, so ist sie berechtigt, eine Bank von internationalem Rang als andere Zahlstelle zu bestellen. Sollte die andere Zahlstelle in einem solchen Fall außerstande sein, die Übertragung der Stellung als Zahlstelle vorzunehmen, so ist die Anleiheschuldnerin berechtigt und verpflichtet, dies zu tun. Für den Fall der Kündigung des Zahlstellenvertrags mit einer anderen Zahlstelle durch eine Partei ist die Anleiheschuldnerin berechtigt selbst als Zahlstelle zu fungieren oder eine neue andere Zahlstelle zu benennen.

3. Bekanntmachung der Benennung anderer Zahlstelle. Die Bestellung einer anderen Zahlstelle ist von der Anleiheschuldnerin unverzüglich gemäß § 11 oder, falls dies nicht möglich sein sollte, in sonstiger angemessener Weise öffentlich bekannt zu geben.

§ 5 Laufzeit, Kündigung, Rückzahlung, Fälligkeit, Rückerwerb, Übertragung, Verlust von Urkunden

1. Fälligkeit. Die Laufzeit der Teilschuldverschreibungen ist unbestimmt und endet durch Kündigung nach Maßgabe des § 9 oder des § 10. Die Anleiheschuldnerin verpflichtet sich, den Anleihegläubigern die Teilschuldverschreibungen zum Nennbetrag¹ am dritten Bankarbeitstag nach Ablauf der Laufzeit („letzter Fälligkeitstag“) vorbehaltlich der Regelungen des § 7 Abs. 1 S. 3 Zug um Zug gegen Vorlage der Sammelurkunde zur Entwertung zurückzuzahlen.

2. Verzug. Soweit die Anleiheschuldnerin die wirksam gekündigten Teilschuldverschreibungen trotz Fälligkeit nach Vorlage der Sammelurkunde zur Entwertung nicht am letzten Fälligkeitstag zurückzahlt, werden die Teilschuldverschreibungen ab dem letzten Fälligkeitstag bis zu dem Tag, der der tatsächlichen Rückzahlung vorausgeht, bezogen auf den Nennbetrag² mit dem Zinssatz gem. § 3 Abs. 3 nach der Zinsmethode act/360 multipliziert mit 12 taggenau verzinst.

3. Übertragung. Die Übertragung der Rechte des Anleihegläubigers aus den Teilschuldverschreibungen erfolgt durch Abtretung und ist in Nennbeträgen von Euro 500,-³ oder einem Vielfachen davon möglich. Übertragungen der Teilschuldverschreibungen sind der Anleiheschuldnerin von dem bisherigen Anleihegläubiger unter der in der Urkunde genannten Anschrift unverzüglich, d.h. ohne schuldhaftes Zögern innerhalb von drei Werktagen, schriftlich anzuzeigen. Blankoabtretungen oder Blankoorder sind ausgeschlossen. Die Anleiheschuldnerin trägt darauf hin den neuen Anleihegläubiger in das Register ein und händigt dem neuen Anleihegläubiger sowie, im Falle der teilweisen Übertragung, auch dem bisherigen Anleiheschuldner eine neue Urkunde oder Sammelurkunde aus. Der Anleihegläubiger kann die Eintragung der Übertragung von Teilschuldverschreibungen nicht während eines Zeitraums von 15 Tagen, der an dem Fälligkeitstag für eine Zahlung auf Kapital oder Zinsen endet, verlangen.

4. Rückerwerb eigener Teilschuldverschreibungen. Die Anleiheschuldnerin ist berechtigt, die in diesen Anleihebedingungen beschriebenen Teilschuldverschreibungen am Markt oder auf sonstige Weise zu erwerben und zu veräußern. Gleiches gilt für etwaige Tochtergesellschaften oder verbundene Unternehmen der Anleiheschuldnerin.

5. Verlust von Urkunden. Sollte die Urkunde oder Sammelurkunde verloren gehen, gestohlen, beschädigt, unleserlich gemacht oder zerstört werden, so kann sie ersetzt werden; dabei hat der Anleihegläubiger alle dabei möglicherweise entstehenden Kosten und Auslagen zu zahlen und alle angemessenen Bedingungen der Anleiheschuldnerin hinsichtlich des Nachweises und einer Freistellung zu erfüllen. Eine beschädigte oder unleserlich gemachte Sammelurkunde muss eingereicht werden, bevor eine Ersatzurkunde ausgegeben wird.

§ 6 Zahlungen, Hinterlegung

1. Zahlung und Währung. Die Anleiheschuldnerin verpflichtet sich, an die im Register eingetragenen Anleihegläubiger und von ihnen benannte Kontoverbindung alle nach diesen Anleihebedingungen gemäß § 3 und § 5 geschuldeten (fälligen) Beträge in Euro zu überweisen. Die Abgabe einer gesonderten Erklärung oder die Erfüllung irgendeiner anderen Förmlichkeit, soweit nicht in den Anleihebedingungen abweichend geregelt, darf nicht von den Anleihegläubigern verlangt werden, abgesehen von der Beachtung anwendbarer gesetzlicher Vorschriften (Steuer-, Devisen- und sonstiger Normen).

2. Haftung der Zahlstelle. Soweit eine andere Zahlstelle als die Anleiheschuldnerin als Zahlstelle tätig wird, handelt diese in ihrer Eigenschaft als solche ausschließlich als Erfüllungsgehilfin der Anleiheschuldnerin und steht in keinem Rechtsverhältnis zu den Anleihegläubigern. Sie ist den Anleihegläubigern gegenüber in keinem Fall verantwortlich. Die Zahlstelle ist von den Beschränkungen des § 181 des Bürgerlichen Gesetzbuches befreit.

3. Zahlungen am Bankarbeitstag. Ist ein Fälligkeitstag für die Zahlung von Zinsen und/oder Kapital kein Bankarbeitstag, so wird die betreffende Zahlung am nächsten Tag geleistet, der ein Bankarbeitstag ist, ohne dass wegen dieser Zahlungsverzögerung zusätzliche Zinsen zu zahlen sind.

4. Hinterlegung. Die Anleiheschuldnerin kann auf Kosten und Gefahr der Anleihegläubiger bei dem Amtsgericht Frankfurt a. M. Beträge zur Zahlung von Zinsen oder Rückzahlung des Anleihekaptals hinterlegen, wenn und soweit diese von den Anleihegläubigern nicht innerhalb von zwölf Monaten nach dem jeweiligen Fälligkeitstag geltend gemacht werden, auch wenn die jeweiligen Anleihegläubiger sich nicht in Annahmeverzug befinden sollten. Die Hinterlegung kann mit oder ohne Verzicht auf das Recht zur Rücknahme

^{1,2} Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: Mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurden die Anleihebedingungen dahingehend geändert, dass der Rückzahlungsbetrag nunmehr dem Nennbetrag entspricht. Die Fassung des ursprünglichen § 5 Ziffer 2 zum Zeitpunkt des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011) sowie der Wortlaut zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung (10. Juni 2011) sind im Abschnitt „18. Anhang“ auf den Seiten 272 ff. abgedruckt.

³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: EUR 1.000,-) aufgrund der Änderung des Nennbetrags/der Stückelung in § 1 Ziffer 1 Satz 1 der Bedingungen.

des hinterlegten Betrages erfolgen. Falls und soweit die Hinterlegung erfolgt und auf das Recht zur Rücknahme verzichtet wird, erlöschen alle Forderungen der betreffenden Anleihegläubiger gegen die Anleiheschuldnerin.

§ 7 Qualifizierter Nachrang und Negativverpflichtung

1. Qualifizierter Nachrang, Status. Die Teilschuldverschreibungen samt Zinszahlungen begründen nach S. 3 bedingte, unmittelbare, nachrangige und nicht dinglich besicherte Verbindlichkeiten der Anleiheschuldnerin, die untereinander und mit allen anderen nachrangigen und nicht dinglich besicherten Verpflichtungen in gleichem Rang stehen, sofern diese nicht kraft Gesetzes Vorrang haben. Die Forderungen aus den Teilschuldverschreibungen treten deshalb gegenüber allen anderen Ansprüchen von Gläubigern gegen die Anleiheschuldnerin im Rang zurück. Die Fälligkeit der Zahlung von Zins und Tilgung steht unter dem Vorbehalt, dass bei der Anleiheschuldnerin durch die Zahlung von Zins und Tilgung ein Insolvenzeröffnungsgrund nicht herbeigeführt wird. Zahlung von Zins und Kapital erfolgt im Fall der Eröffnung des Insolvenzverfahrens über das Vermögen der Anleiheschuldnerin oder ihrer Liquidation erst nach Befriedigung aller nicht nachrangigen Gläubiger. Die Teilschuldverschreibungen begründen keinen Anspruch auf Teilnahme am Liquidationserlös im Falle der Auflösung der Anleiheschuldnerin.

2. Negativverpflichtung der Anleiheschuldnerin. Die Anleiheschuldnerin verpflichtet sich, für die Laufzeit der Teilschuldverschreibungen sicherzustellen, dass die Verpflichtungen aus den Teilschuldverschreibungen auch in Zukunft im gleichen Rang mit allen anderen nicht dinglich besicherten nachrangigen Kreditverbindlichkeiten der Anleiheschuldnerin stehen. Ferner verpflichtet sie sich, für die Laufzeit der Teilschuldverschreibungen sicherzustellen, dass keine gegenwärtigen oder zukünftigen Kapitalmarktverbindlichkeiten der Anleiheschuldnerin und keine Garantie oder Gewährleistung in Bezug auf jedwede Kapitalmarktverbindlichkeit Dritter durch Grund- oder Mobiliarpfandrechte oder eine sonstige Belastung des eigenen Vermögens sicherzustellen oder sicherstellen zu lassen, sofern nicht diese Teilschuldverschreibungen zur gleichen Zeit und im gleichen Rang anteilig an dieser Sicherheit teilnehmen.

§ 8 Steuern

1. Steuereinbehalt. Alle Zahlungen insbesondere Kapitalrückzahlungen und Zahlungen von Zinsen, erfolgen unter Abzug und Einbehaltung von Steuern, Abgaben und sonstigen Gebühren, soweit die Anleiheschuldnerin oder die Zahlstelle zum Abzug und/oder zur Einbehaltung gesetzlich verpflichtet ist. Weder die Anleiheschuldnerin noch die andere Zahlstelle sind verpflichtet, den Anleihegläubigern zusätzliche Beträge als Ausgleich für auf diese Weise abgezogene oder einbehaltene Beträge zu zahlen.

2. Steuerpflicht der Anleihegläubiger. Soweit die Anleiheschuldnerin oder die andere Zahlstelle nicht gesetzlich zum Abzug und/oder zur Einbehaltung von Steuern, Abgaben oder sonstigen Gebühren verpflichtet ist, trifft sie keinerlei Verpflichtung im Hinblick auf abgaberechtliche Verpflichtungen der Anleihegläubiger.

§ 9 Ordentliche Kündigungsrechte

1. Ordentliches Kündigungsrecht. Ein ordentliches Kündigungsrecht des Anleihegläubigers besteht erstmals zum Ablauf des 12¹ Zinslaufs und danach jeweils täglich² unter Beachtung einer Kündigungsfrist von 60 Tagen³. Ein Recht zur außerordentlichen Kündigung des Vertrags bleibt hierdurch unberührt, wenn ein Kündigungsgrund nach § 10 dieser Bedingungen vorliegt oder die Fortsetzung des Vertragsverhältnisses einer Vertragspartei aus wichtigen Gründen in der Person der anderen Vertragspartei nicht mehr zumutbar ist.

2. Form der Kündigung durch Anleihegläubiger. Die Kündigung durch Anleihegläubiger bedarf der Schriftform (eigenhändiger Unterschrift) und hat in der Weise zu erfolgen, dass der Anleihegläubiger die effektive Sammelurkunde jeweils zusammen mit der Kündigungserklärung der Anleiheschuldnerin zur Entwertung sendet.

3. Vorzeitiges Kündigungsrecht der Anleiheschuldnerin. Die Anleiheschuldnerin ist berechtigt, alle ausstehenden Teilschuldverschreibungen insgesamt unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von wenigstens 90 Tagen jährlich vorzeitig zu kündigen. Eine solche Kündigung ist erstmals zu dem in den Dezember 2013 fallenden Zinstermin möglich. Der Rückzahlungsbetrag entspricht dem Nennbetrag gem. § 5 Ziffer 1.⁴ Wenn in einem Zeitraum von vier Wochen mehr als 20% des gezeichneten und eingezahlten Anleihekaptals der Emittentin gekündigt wird, ist die Anleiheschuldnerin berechtigt, aber nicht verpflichtet, die durch die Kündigungen bedingten Kapitalrückzahlungen abweichend von § 5 Ziffer 1 dieser Bedingungen in sechs gleichen monatlichen Raten nach Ablauf der Laufzeit unter Beachtung der Vorgaben des § 7 vorzunehmen.⁵

4. Form der Kündigung. Die Kündigung durch die Anleiheschuldnerin erfolgt durch Bekanntmachung im Unternehmensregister.

§ 10 Wichtige Kündigungsgründe für die Anleihegläubiger

1. Kündigung aus wichtigem Grund. Jeder Anleihegläubiger ist berechtigt, seine Teilschuldverschreibungen unverzüglich zu kündigen und deren Rückzahlung zum Nominalwert zuzüglich etwaiger bis zum Tage der Rückzahlung (ausschließlich) aufgelaufenen Zinsen zu verlangen, wenn ein wichtiger Grund vorliegt. Ein wichtiger Grund liegt insbesondere dann vor, wenn

- a) die Anleiheschuldnerin Kapital oder Zinsen nicht innerhalb von 30 Tagen – trotz schriftlicher (mit eigenhändiger Unterschrift) Mahnung – nach dem betreffenden Fälligkeitstermin zahlt, oder

^{1,2,3} Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurden die Anleihebedingungen dahingehend geändert, dass das ordentliche Kündigungsrecht nunmehr erstmals zum Ablauf des 12. statt bisher des 48. Zinslaufs besteht und die Kündigungsfrist nunmehr 60 Tage statt bisher neun Monate beträgt und die Kündigung täglich anstelle zum Ablauf eines Kalenderquartals erfolgen kann.

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 aufgrund der Änderung des § 5 Ziffer 1 und 2.

⁵ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 14. September 2012 aufgrund des entsprechenden Beschlusses der Emittentin vom 11. September 2012.

- b) die Anleiheschuldnerin ihre Zahlungsunfähigkeit bekannt gibt, oder
 - c) ein Insolvenzverfahren über das Vermögen der Anleiheschuldnerin eröffnet wird oder durch die Anleiheschuldnerin beantragt oder die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens mangels Masse abgelehnt wird, oder
 - d) die Anleiheschuldnerin eine wesentliche Verpflichtung, Bedingung oder Vereinbarung hinsichtlich der Teilschuldverschreibung nicht erfüllt oder beachtet („Pflichtverletzung“) und die Nichterfüllung oder Nichtbeachtung länger als 30 Tage andauert, nachdem die Anleiheschuldnerin hierüber von dem Anleihegläubiger, welchen die Pflichtverletzung betrifft, eine Benachrichtigung erhalten hat, durch welche die Anleiheschuldnerin vom Anleihegläubiger aufgefordert wird, die Verpflichtung, Bedingung oder Vereinbarung zu erfüllen oder zu beachten, oder
 - e) die Anleiheschuldnerin in Liquidation tritt, es sei denn, dies geschieht im Zusammenhang mit gesellschaftsrechtlichen Maßnahmen (z.B. einer Verschmelzung oder einer anderen Form des Zusammenschlusses mit einer anderen Gesellschaft), sofern diese andere Gesellschaft alle Verpflichtungen übernimmt, die die Anleiheschuldnerin im Zusammenhang mit dieser Teilschuldverschreibung eingegangen ist. Das Kündigungsrecht erlischt, falls der Kündigungsgrund vor Ausübung des Rechts geheilt wurde.
- 2. Form der Kündigung.** Die Kündigung durch den Anleihegläubiger bedarf der Schriftform und hat in der Weise zu erfolgen, dass der Anleihegläubiger die effektive Sammelurkunde zusammen mit der Kündigungserklärung an die Anleiheschuldnerin sendet.

§ 11 Bekanntmachungen

Bekanntmachungen und Veröffentlichungen betreffend die Teilschuldverschreibungen erfolgen im Unternehmensregister im Sinne des Handelsgesetzbuches.

§ 12 Änderungen der Anleihebedingungen

1. Einseitige Änderungen. Die Anleiheschuldnerin ist nur in den nachfolgenden Fällen berechtigt, die Anleihebedingungen durch einseitige Willenserklärung zu ändern bzw. anzupassen:

- a) Änderung der Fassung, wie z.B. Wortlaut und Reihenfolge;
- b) Änderungen, die für eine Zulassung der Teilschuldverschreibungen zum Handel an einem organisierten Markt oder einem privatrechtlich organisierten Markt erforderlich sind, wie z.B. die Einteilung der Schuldverschreibungen bezogen auf die Anzahl und den Nennbetrag der Teilschuldverschreibungen;
- c) Änderung des Gesamtnennbetrages und der Einteilung der Schuldverschreibung, sofern die Ermächtigung des § 1 Abs. 4 in Anspruch genommen wird. Die Änderung erfolgt in diesen Fällen nach billigem Ermessen unter Berücksichtigung der Interessen der Anleiheschuldnerin, der Gesellschafter der Anleiheschuldnerin und der Anleihegläubiger.

2. Änderungen durch Rechtsgeschäft. Änderungen der Bestimmungen der Anleihebedingungen können durch Rechtsgeschäft nur durch einen gleichlautenden Vertrag mit sämtlichen Anleihegläubigern erfolgen.

3. Gläubigerversammlung. Änderungen der Anleihebedingungen sind ferner mit Zustimmung der Gläubigerversammlung durch Mehrheitsbeschluss nach Maßgabe des Schuldverschreibungsgesetzes möglich.

§ 13 Gläubigerversammlung

Für die Teilnahme an der Gläubigerversammlung ist die vorherige Anmeldung der Anleihegläubiger erforderlich. Mit der Anmeldung ist eine Hinterlegungsbescheinigung für die Sammelurkunde bei einem deutschen Notar zu übermitteln. Für die Gläubigerversammlung gelten die Regelungen des Schuldverschreibungsgesetzes.

§ 14 Verschiedenes

1. Rechtswahl. Form und Inhalt der Schuldverschreibungen und alle sich daraus ergebenden Rechte und Pflichten der Anleihegläubiger, der Anleiheschuldnerin und der Zahlstelle unterliegen dem Recht der Bundesrepublik Deutschland unter Ausschluss der Kollisionsnormen des deutschen internationalen Privatrechts.

2. Erfüllungsort. Erfüllungsort ist der Sitz der Anleiheschuldnerin.

3. Gerichtsstand. Gerichtsstand für alle sich aus dem Rechtsverhältnis zwischen Anleihegläubiger und Anleiheschuldnerin ergebenden Rechtsstreitigkeiten ist der Sitz der Anleiheschuldnerin. Diese Gerichtsstandvereinbarung beschränkt nicht das Recht eines Anleihegläubigers, Verfahren vor einem anderen zuständigen Gericht anzustrengen. Ebenso wenig schließt die Einleitung von Verfahren vor einem oder mehreren anderen Gerichtsständen die Einleitung von Verfahren an einem anderen Gerichtsstand aus, falls und soweit dies rechtlich zulässig ist.

4. Maßgebliche Sprache. Diese Anleihebedingungen sind in deutscher Sprache abgefasst. Nur dieser deutsche Text ist verbindlich und maßgeblich.

5. Ersetzungsbefugnis. Sollten einzelne Bestimmungen dieser Anleihebedingungen ganz oder teilweise nichtig, unwirksam oder nicht durchsetzbar sein oder werden, bleiben die Wirksamkeit und Durchsetzbarkeit aller verbleibenden Bestimmungen dieser Anleihebedingungen unberührt. Die nichtige, unwirksame oder nicht durchsetzbare Bestimmung wird die Anleiheschuldnerin nach billigem Ermessen unter Beachtung der jeweils geltenden Rechtsvorschriften durch diejenige wirksame und durchsetzbare Bestimmung ersetzen, die dem mit der nichtigen, unwirksamen oder nicht durchsetzbaren Bestimmung verfolgten wirtschaftlichen Zweck nach

Maß, Zeit, Ort oder Geltungsbereich am nächsten kommt. Eine solche Ersetzung wird die Anleiheschuldnerin unverzüglich gemäß § 11 bekanntmachen.

Frankfurt a.M., 11. September 2012¹

Geschäftsführer

Cleantech Infrastruktur GmbH²

15.3. Anleihebedingungen der CTI 2 D³ Namensschuldverschreibung

§ 1 Nennbetrag und Stückelung, Verbriefung, Register, Begebung weitere Anleihen und Finanzierungstitel

1. Nennbetrag und Stückelung. Die Namensschuldverschreibung der Cleantech Infrastruktur GmbH⁴, mit Sitz in Frankfurt a.M., („Anleiheschuldnerin“) im nominalen Gesamtnennbetrag von bis zu Euro 100.000.000,- (Euro einhundert Millionen) ist in 200.000 Teilschuldverschreibungen im Nennbetrag zu je Euro 500,-⁵ eingeteilt (nachstehend „Teilschuldverschreibungen“ genannt). Die Teilschuldverschreibungen lauten auf den Namen des Inhabers und sind untereinander gleichberechtigt.

2. Verbriefung. Die Teilschuldverschreibungen der Serie CTI 2 D⁶ werden für ihre gesamte Laufzeit in auf den Namen des Inhabers (nachstehend „Anleihegläubiger“ genannt) lautenden Sammelurkunden verbrieft und nach Zahlung der Zeichnungssumme dem jeweiligen Anleihegläubiger ausgehändigt. Die Sammelurkunden tragen die eigenhändige oder faksimilierte Unterschrift der zur gesetzlichen Vertretung der Emittentin befugten Person oder Personen.

3. Register. Der Anleihegläubiger wird in ein Register, in dem die Daten zur Feststellung der Identität des Anleihegläubigers entsprechend den Bestimmungen des Geldwäschegesetzes und dessen Kontoverbindung für Zahlungen erfasst werden, eingetragen, das bei der Anleiheschuldnerin geführt wird. Gegenüber der Anleiheschuldnerin gilt der jeweils im Register eingetragene Anleihegläubiger als aus den Teilschuldverschreibungen allein berechtigt und verpflichtet. Die Anleiheschuldnerin ist berechtigt, an den im Register eingetragenen Anleihegläubiger mit befreiender Wirkung zu leisten. § 407 des Bürgerlichen Gesetzbuches findet Anwendung.

4. Begebung weiterer Anleihen mit gleicher Ausstattung. Die Anleiheschuldnerin behält sich vor, jederzeit ohne Zustimmung der Inhaber der Teilschuldverschreibungen weitere Teilschuldverschreibungen mit gleicher Ausstattung in der Weise zu begeben, dass sie mit den Teilschuldverschreibungen zusammengefasst werden, eine einheitliche Anleihe mit ihnen bilden und ihren nominalen Gesamtnennbetrag erhöhen. Der Begriff „Teilschuldverschreibungen“ umfasst im Falle einer solchen Erhöhung auch solche zusätzlich begebenen Teilschuldverschreibungen.

5. Begebung weiterer Finanzierungstitel. Die Begebung weiterer Anleihen, die mit dieser Teilschuldverschreibung keine Einheit bilden und die über andere Ausstattungsmerkmale (z.B. in Bezug auf Verzinsung oder Stückelung) verfügen, oder die Begebung von anderen (vorrangigen/gleichrangigen/nachrangigen) Schuld- und/oder Finanzierungstiteln bleibt der Anleiheschuldnerin unbenommen.

§ 2 Begriffsbestimmungen⁷

Für die Zwecke dieser Teilschuldverschreibungen gelten die folgenden Begriffsbestimmungen:

- a) Bankarbeitstag** bezeichnet einen Tag, der ein TARGET2-Geschäftstag ist, an dem die Clearstream Banking AG Zahlungen abwickelt, und an dem die Banken in Frankfurt am Main für den allgemeinen Geschäftsverkehr geöffnet sind;
- b) Basispunkt** bezeichnet im Finanzwesen eine Einheit zur Darstellung von Zinssätzen, den hundertsten Teil eines Prozentpunkts;
- c) Begebungszeitpunkt** bezeichnet den Zeitpunkt der erstmaligen Verbriefung der jeweiligen Teilschuldverschreibung(en) in einer Sammelurkunde.
- d) Berechnungsstelle** im Sinne des § 3 Abs. 3b dieser Bedingungen ist die Anleiheschuldnerin in eigener Durchführung. Die Anleiheschuldnerin ist berechtigt, jederzeit eine andere Berechnungsstelle, insbesondere eine Bank von internationalem Rang zu benennen. Eine solche andere Berechnungsstelle handelt ausschließlich als Erfüllungsgehilfin der Anleiheschuldnerin und steht in keinem Rechtsverhältnis zu den Anleihegläubigern. Sie ist den Anleihegläubigern gegenüber in keinem Fall verantwortlich;
- e) Berechnungstag** hat die in § 5 Abs.2 a genannte Bedeutung;
- f) Kapitalmarktverbindlichkeit** bezeichnet jede zukünftige Verbindlichkeit in Form von Schuldverschreibungen mit einer ursprünglichen Laufzeit von mehr als einem Jahr, die üblicherweise aufgrund eines öffentlichen Angebots an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen geregelten Wertpapiermarkt gehandelt werden oder gemäß öffentlicher Ankündigung gehandelt werden sollen. Als Kapitalmarktverbindlichkeit gelten nicht Kredit- und/oder Darlehensverbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten;
- g) TARGET2-Geschäftstag** bezeichnet einen Tag (außer Samstag oder Sonntag), an dem das Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer System („TARGET2“) Zahlungen abwickelt;

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 und den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „11. September 2012“).

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen.

³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 und den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: die Bezeichnung der angebotenen Anleihe lautete vor dem Nachtrag Nr. 1 „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/8“ und zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 „Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8“. Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „ThomasLloyd Festzins 24“).

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen.

⁵ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurden die Anleihebedingungen dahingehend geändert, dass der nominale Gesamtnennbetrag Euro 100.000.000,- statt bisher Euro 150.000.000,- und der Nennbetrag/die Stückelung Euro 500,- statt bisher Euro 1.000,- beträgt. Folglich hat sich auch die Gesamtzahl der Teilschuldverschreibungen geändert (bisher: 150.000).

⁷ Bedingt durch die im Rahmen des Nachtrags Nr. 2 vom 14. September 2012 vorgenommenen Änderungen der Anleihebedingungen sind die Begriffsbestimmungen zur „Europäischen Zentralbank (EZB)“, „Hauptrefinanzierungszinssatz“ und „HVPI“ entfallen.

- h) Nominaler Gesamtnennbetrag** ist der bis zum jeweiligen Monatsultimo des vor dem Zinstermin liegenden Monats eingezahlte Nennbetrag;
- i) Schuldverschreibungsgesetz** meint das Gesetz über Schuldverschreibungen aus Gesamtemissionen vom 31.07.2009;
- j) Zahlstelle** hat die in § 4 der Bedingungen genannte Funktion;
- k) Zinstermin** hat die in § 3 Abs. 3b genannte Bedeutung;
- l) Methode 30/360** ist eine von mehreren Zinsberechnungsmethoden; darunter versteht man die einzelnen Varianten der Finanzmathematik in der Zinsberechnung. Alle Methoden basieren hierbei auf den klassischen Zinsformeln, sie unterscheiden sich lediglich in der Berechnung der Anzahl der Tage. Bei der 30/360-Methode wird jeder Monat mit 30 Tagen gerechnet. Die Resttage innerhalb eines Monats werden nicht berücksichtigt;
- m) Methode act/360:** Zinsberechnungsmethode, bei der die Anzahl der Tage für die Zinsperiode als echte (kalendermäßige) Tage berechnet werden (act). Die Anzahl der Tage eines Jahres wird mit 360 angenommen.

§ 3 Zinsen

- 1. Verzinsung.** Die Teilschuldverschreibungen werden bezogen auf den eingezahlten nominalen Gesamtnennbetrag vorbehaltlich der Regelungen des § 7 Abs. 1 S. 3 verzinst. Der Zinslauf der Teilschuldverschreibungen beginnt (einschließlich) am 1. eines jeden Monats und endet (einschließlich) am Monatsultimo desselben Monats. Der erste Zinslauf beginnt am 01.07.2011 und der letzte Zinslauf endet mit Ablauf der Laufzeit durch Kündigung, auch wenn dieser Tag kein Bankarbeitstag ist. Bei Ausgabe von Teilschuldverschreibungen nach dem 01.07.2011 beginnt der Zinslauf mit dem ersten Tag des Monats der Zeichnung. Der letzte Zinslauf bleibt unverändert.
- 2. Fälligkeit.** Die Zinsen für jeden Zinslauf sind monatlich nachträglich am dritten Bankarbeitstag eines jeden Monats zur Zahlung fällig („Fälligkeitstag“), beginnend am 03.08.2011. Für den letzten Zinslauf ist die Zahlung der Zinsen zusammen mit der Rückzahlung fällig („letzter Fälligkeitstag“).
- 3. Zahlbare Zinsen.**
- a) Zinsen werden grundsätzlich nach der Zinsberechnungsmethode 30/360 berechnet, d.h. die Anzahl der Tage eines jeden Monats wird mit 30 Tagen gerechnet. Die Zinsberechnung erfolgt dabei monatlich;
- b) Die Berechnungsstelle berechnet monatlich zum Monatsultimo, erstmals am 31.07.2011, anschließend jeweils am 31.08, 30.09. usw. eines jeden Jahres (jeweils ein „Zinstermin“) den auf die Teilschuldverschreibungen jeweils anzuwendenden Zinssatz und die jeweils zahlbaren Zinsen. Der jeweils anzuwendende Zinssatz entspricht **4,85% p.a und beträgt somit monatlich 4,85%/12.**¹
- 4. Verzug.** Soweit die Anleiheschuldnerin die Zinsen für einen Zinstermin nicht am Fälligkeitstag zahlt, verlängert sich die Verzinsung bis zum Tag der tatsächlichen Zahlung. Der Zins zwischen Fälligkeitstag und dem Tag, der der Zahlung vorausgeht, wird mit dem Zinssatz gemäß § 3 nach der Zinsmethode act/360 taggenau berechnet.

§ 4 Zahlstelle

- 1. Zahlstelle.** Die Anleiheschuldnerin ist die Zahlstelle in eigener Durchführung und übernimmt die nach diesen Bedingungen geschuldeten Zahlungen nach Maßgabe des § 6.
- 2. Benennung anderer Zahlstelle.** Die Emittentin ist berechtigt, eine andere Zahlstelle zu benennen. Sollten Ereignisse eintreten, die nach Ansicht der anderen Zahlstelle dazu führen, dass sie nicht in der Lage ist, als Zahlstelle tätig zu sein, so ist sie berechtigt, eine Bank von internationalem Rang als andere Zahlstelle zu bestellen. Sollte die andere Zahlstelle in einem solchen Fall außerstande sein, die Übertragung der Stellung als Zahlstelle vorzunehmen, so ist die Anleiheschuldnerin berechtigt und verpflichtet, dies zu tun. Für den Fall der Kündigung des Zahlstellenvertrags mit einer anderen Zahlstelle durch eine Partei ist die Anleiheschuldnerin berechtigt selbst als Zahlstelle zu fungieren oder eine neue andere Zahlstelle zu benennen.
- 3. Bekanntmachung der Benennung anderer Zahlstelle.** Die Bestellung einer anderen Zahlstelle ist von der Anleiheschuldnerin unverzüglich gemäß § 11 oder, falls dies nicht möglich sein sollte, in sonstiger angemessener Weise öffentlich bekannt zu geben.

§ 5 Laufzeit, Kündigung, Rückzahlung, Fälligkeit, Rückerwerb, Übertragung, Verlust von Urkunden

- 1. Fälligkeit.** Die Laufzeit der Teilschuldverschreibungen ist unbestimmt und endet durch Kündigung nach Maßgabe des § 9 oder des § 10. Die Anleiheschuldnerin verpflichtet sich, den Anleihegläubigern die Teilschuldverschreibungen zum Nennbetrag² am dritten Bankarbeitstag nach Ablauf der Laufzeit („letzter Fälligkeitstag“) vorbehaltlich der Regelungen des § 7 Abs. 1 S. 3 Zug um Zug gegen Vorlage der Sammelurkunde zur Entwertung zurückzuzahlen.
- 2. Verzug.** Soweit die Anleiheschuldnerin die wirksam gekündigten Teilschuldverschreibungen trotz Fälligkeit nach Vorlage der Sammelurkunde zur Entwertung nicht am letzten Fälligkeitstag zurückzahlt, werden die Teilschuldverschreibungen ab dem letzten Fälligkeitstag bis zu dem Tag, der der tatsächlichen Rückzahlung vorausgeht, bezogen auf den Nennbetrag³ mit dem Zinssatz gem. § 3 Abs. 3 nach der Zinsmethode act/360 multipliziert mit 12 taggenau verzinst.
- 3. Übertragung.** Die Übertragung der Rechte des Anleihegläubigers aus den Teilschuldverschreibungen erfolgt durch Abtretung und ist in Nennbeträgen von Euro 500,-⁴ oder einem Vielfachen davon möglich. Übertragungen der Teilschuldverschreibungen sind der

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurde ein Festzins in Höhe von 4,85% p.a. eingeführt. Ursprünglich entsprach der jeweils anzuwendende Zinssatz der Summe aus Mindest- und Zusatzzinssatz, wobei der **Mindestzinssatz 5%/12** betrug und der Zusatzzinssatz wie folgt ermittelt wurde: **Zusatzzinssatz = (Hauptrefinanzierungszinssatz + 175 Basispunkte)/12 - (5%/12).**

^{2,3} Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: Mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurden die Anleihebedingungen dahingehend geändert, dass der Rückzahlungsbetrag nunmehr dem Nennbetrag entspricht. Die Fassung des ursprünglichen § 5 Ziffer 2 zum Zeitpunkt des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011) sowie der Wortlaut zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung (10. Juni 2011) sind im Abschnitt „18. Anhang“ auf den Seiten 273 ff. abgedruckt.

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: EUR 1.000,-) aufgrund der Änderung des Nennbetrags/der Stückelung in § 1 Ziffer 1 Satz 1 der Bedingungen.

Anleiheschuldnerin von dem bisherigen Anleihegläubiger unter der in der Urkunde genannten Anschrift unverzüglich, d.h. ohne schuldhaftes Zögern innerhalb von drei Werktagen, schriftlich anzuzeigen. Blankoabtretungen oder Blankoorder sind ausgeschlossen. Die Anleiheschuldnerin trägt darauf hin den neuen Anleihegläubiger in das Register ein und händigt dem neuen Anleihegläubiger sowie, im Falle der teilweisen Übertragung, auch dem bisherigen Anleiheschuldner eine neue Urkunde oder Sammelurkunde aus. Der Anleihegläubiger kann die Eintragung der Übertragung von Teilschuldverschreibungen nicht während eines Zeitraums von 15 Tagen, der an dem Fälligkeitstag für eine Zahlung auf Kapital oder Zinsen endet, verlangen.

4. Rückerwerb eigener Teilschuldverschreibungen. Die Anleiheschuldnerin ist berechtigt, die in diesen Anleihebedingungen beschriebenen Teilschuldverschreibungen am Markt oder auf sonstige Weise zu erwerben und zu veräußern. Gleiches gilt für etwaige Tochtergesellschaften oder verbundene Unternehmen der Anleiheschuldnerin.

5. Verlust von Urkunden. Sollte die Urkunde oder Sammelurkunde verloren gehen, gestohlen, beschädigt, unleserlich gemacht oder zerstört werden, so kann sie ersetzt werden; dabei hat der Anleihegläubiger alle dabei möglicherweise entstehenden Kosten und Auslagen zu zahlen und alle angemessenen Bedingungen der Anleiheschuldnerin hinsichtlich des Nachweises und einer Freistellung zu erfüllen. Eine beschädigte oder unleserlich gemachte Sammelurkunde muss eingereicht werden, bevor eine Ersatzurkunde ausgegeben wird.

§ 6 Zahlungen, Hinterlegung

1. Zahlung und Währung. Die Anleiheschuldnerin verpflichtet sich, an die im Register eingetragenen Anleihegläubiger und von ihnen benannte Kontoverbindung alle nach diesen Anleihebedingungen gemäß § 3 und § 5 geschuldeten (fälligen) Beträge in Euro zu überweisen. Die Abgabe einer gesonderten Erklärung oder die Erfüllung irgendeiner anderen Förmlichkeit, soweit nicht in den Anleihebedingungen abweichend geregelt, darf nicht von den Anleihegläubigern verlangt werden, abgesehen von der Beachtung anwendbarer gesetzlicher Vorschriften (Steuer-, Devisen- und sonstiger Normen).

2. Haftung der Zahlstelle. Soweit eine andere Zahlstelle als die Anleiheschuldnerin als Zahlstelle tätig wird, handelt diese in ihrer Eigenschaft als solche ausschließlich als Erfüllungsgehilfin der Anleiheschuldnerin und steht in keinem Rechtsverhältnis zu den Anleihegläubigern. Sie ist den Anleihegläubigern gegenüber in keinem Fall verantwortlich. Die Zahlstelle ist von den Beschränkungen des § 181 des Bürgerlichen Gesetzbuches befreit.

3. Zahlungen am Bankarbeitstag. Ist ein Fälligkeitstag für die Zahlung von Zinsen und/oder Kapital kein Bankarbeitstag, so wird die betreffende Zahlung am nächsten Tag geleistet, der ein Bankarbeitstag ist, ohne dass wegen dieser Zahlungsverzögerung zusätzliche Zinsen zu zahlen sind.

4. Hinterlegung. Die Anleiheschuldnerin kann auf Kosten und Gefahr der Anleihegläubiger bei dem Amtsgericht Frankfurt a.M. Beträge zur Zahlung von Zinsen oder Rückzahlung des Anleihekaptals hinterlegen, wenn und soweit diese von den Anleihegläubigern nicht innerhalb von zwölf Monaten nach dem jeweiligen Fälligkeitstag geltend gemacht werden, auch wenn die jeweiligen Anleihegläubiger sich nicht in Annahmeverzug befinden sollten. Die Hinterlegung kann mit oder ohne Verzicht auf das Recht zur Rücknahme des hinterlegten Betrages erfolgen. Falls und soweit die Hinterlegung erfolgt und auf das Recht zur Rücknahme verzichtet wird, erlöschen alle Forderungen der betreffenden Anleihegläubiger gegen die Anleiheschuldnerin.

§ 7 Qualifizierter Nachrang und Negativverpflichtung

1. Qualifizierter Nachrang, Status. Die Teilschuldverschreibungen samt Zinszahlungen begründen nach S. 3 bedingte, unmittelbare, nachrangige und nicht dinglich besicherte Verbindlichkeiten der Anleiheschuldnerin, die untereinander und mit allen anderen nachrangigen und nicht dinglich besicherten Verpflichtungen in gleichem Rang stehen, sofern diese nicht kraft Gesetzes Vorrang haben. Die Forderungen aus den Teilschuldverschreibungen treten deshalb gegenüber allen anderen Ansprüchen von Gläubigern gegen die Anleiheschuldnerin im Rang zurück. Die Fälligkeit der Zahlung von Zins und Tilgung steht unter dem Vorbehalt, dass bei der Anleiheschuldnerin durch die Zahlung von Zins und Tilgung ein Insolvenzeröffnungsgrund nicht herbeigeführt wird. Zahlung von Zins und Kapital erfolgt im Fall der Eröffnung des Insolvenzverfahrens über das Vermögen der Anleiheschuldnerin oder ihrer Liquidation erst nach Befriedigung aller nicht nachrangigen Gläubiger. Die Teilschuldverschreibungen begründen keinen Anspruch auf Teilnahme am Liquidationserlös im Falle der Auflösung der Anleiheschuldnerin.

2. Negativverpflichtung der Anleiheschuldnerin. Die Anleiheschuldnerin verpflichtet sich, für die Laufzeit der Teilschuldverschreibungen sicherzustellen, dass die Verpflichtungen aus den Teilschuldverschreibungen auch in Zukunft im gleichen Rang mit allen anderen nicht dinglich besicherten nachrangigen Kreditverbindlichkeiten der Anleiheschuldnerin stehen. Ferner verpflichtet sie sich, für die Laufzeit der Teilschuldverschreibungen sicherzustellen, dass keine gegenwärtigen oder zukünftigen Kapitalmarktverbindlichkeiten der Anleiheschuldnerin und keine Garantie oder Gewährleistung in Bezug auf jedwede Kapitalmarktverbindlichkeit Dritter durch Grund- oder Mobiliarpfandrechte oder eine sonstige Belastung des eigenen Vermögens sicherzustellen oder sicherstellen zu lassen, sofern nicht diese Teilschuldverschreibungen zur gleichen Zeit und im gleichen Rang anteilig an dieser Sicherheit teilnehmen.

§ 8 Steuern

1. Steuereinbehalt. Alle Zahlungen insbesondere Kapitalrückzahlungen und Zahlungen von Zinsen, erfolgen unter Abzug und Einbehaltung von Steuern, Abgaben und sonstigen Gebühren, soweit die Anleiheschuldnerin oder die Zahlstelle zum Abzug und/oder zur Einbehaltung gesetzlich verpflichtet ist. Weder die Anleiheschuldnerin noch die andere Zahlstelle sind verpflichtet, den Anleihegläubigern zusätzliche Beträge als Ausgleich für auf diese Weise abgezogene oder einbehaltene Beträge zu zahlen.

2. Steuerpflicht der Anleihegläubiger. Soweit die Anleiheschuldnerin oder die andere Zahlstelle nicht gesetzlich zum Abzug und/oder zur Einbehaltung von Steuern, Abgaben oder sonstigen Gebühren verpflichtet ist, trifft sie keinerlei Verpflichtung im Hinblick auf abgaberechtliche Verpflichtungen der Anleihegläubiger.

§ 9 Ordentliche Kündigungsrechte

1. Ordentliches Kündigungsrecht. Ein ordentliches Kündigungsrecht des Anleihegläubigers besteht erstmals zum Ablauf des 24¹ Zinslaufs und danach jeweils täglich² jeweils unter Beachtung einer Kündigungsfrist von 90 Tagen³. Ein Recht zur außerordentlichen Kündigung des Vertrags bleibt hierdurch unberührt, wenn ein Kündigungsgrund nach § 10 dieser Bedingungen vorliegt oder die Fortsetzung des Vertragsverhältnisses einer Vertragspartei aus wichtigen Gründen in der Person der anderen Vertragspartei nicht mehr zumutbar ist.

2. Form der Kündigung durch Anleihegläubiger. Die Kündigung durch Anleihegläubiger bedarf der Schriftform (eigenhändiger Unterschrift) und hat in der Weise zu erfolgen, dass der Anleihegläubiger die effektive Sammelurkunde jeweils zusammen mit der Kündigungserklärung der Anleiheschuldnerin zur Entwertung sendet.

3. Vorzeitiges Kündigungsrecht der Anleiheschuldnerin. Die Anleiheschuldnerin ist berechtigt, alle ausstehenden Teilschuldverschreibungen insgesamt unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von wenigstens 90 Tagen jährlich vorzeitig zu kündigen. Eine solche Kündigung ist erstmals zu dem in den Dezember 2013 fallenden Zinstermin möglich. Der Rückzahlungsbetrag entspricht dem Nennbetrag gem. § 5 Ziffer 1.⁴ Wenn in einem Zeitraum von vier Wochen mehr als 20% des gezeichneten und eingezahlten Anleihekapitals der Emittentin gekündigt wird, ist die Anleiheschuldnerin berechtigt, aber nicht verpflichtet, die durch die Kündigungen bedingten Kapitalrückzahlungen abweichend von § 5 Ziffer 1 dieser Bedingungen in sechs gleichen monatlichen Raten nach Ablauf der Laufzeit unter Beachtung der Vorgaben des § 7 vorzunehmen.⁵

4. Form der Kündigung. Die Kündigung durch die Anleiheschuldnerin erfolgt durch Bekanntmachung im Unternehmensregister.

§ 10 Wichtige Kündigungsgründe für die Anleihegläubiger

1. Kündigung aus wichtigem Grund. Jeder Anleihegläubiger ist berechtigt, seine Teilschuldverschreibungen unverzüglich zu kündigen und deren Rückzahlung zum Nominalwert zuzüglich etwaiger bis zum Tage der Rückzahlung (ausschließlich) aufgelaufenen Zinsen zu verlangen, wenn ein wichtiger Grund vorliegt. Ein wichtiger Grund liegt insbesondere dann vor, wenn

- a) die Anleiheschuldnerin Kapital oder Zinsen nicht innerhalb von 30 Tagen – trotz schriftlicher (mit eigenhändiger Unterschrift) Mahnung – nach dem betreffenden Fälligkeitstermin zahlt, oder
- b) die Anleiheschuldnerin ihre Zahlungsunfähigkeit bekannt gibt, oder
- c) ein Insolvenzverfahren über das Vermögen der Anleiheschuldnerin eröffnet wird oder durch die Anleiheschuldnerin beantragt oder die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens mangels Masse abgelehnt wird, oder
- d) die Anleiheschuldnerin eine wesentliche Verpflichtung, Bedingung oder Vereinbarung hinsichtlich der Teilschuldverschreibung nicht erfüllt oder beachtet („Pflichtverletzung“) und die Nichterfüllung oder Nichtbeachtung länger als 30 Tage andauert, nachdem die Anleiheschuldnerin hierüber von dem Anleihegläubiger, welchen die Pflichtverletzung betrifft, eine Benachrichtigung erhalten hat, durch welche die Anleiheschuldnerin vom Anleihegläubiger aufgefordert wird, die Verpflichtung, Bedingung oder Vereinbarung zu erfüllen oder zu beachten, oder
- e) die Anleiheschuldnerin in Liquidation tritt, es sei denn, dies geschieht im Zusammenhang mit gesellschaftsrechtlichen Maßnahmen (z.B. einer Verschmelzung oder einer anderen Form des Zusammenschlusses mit einer anderen Gesellschaft), sofern diese andere Gesellschaft alle Verpflichtungen übernimmt, die die Anleiheschuldnerin im Zusammenhang mit dieser Teilschuldverschreibung eingegangen ist. Das Kündigungsrecht erlischt, falls der Kündigungsgrund vor Ausübung des Rechts geheilt wurde.

2. Form der Kündigung. Die Kündigung durch den Anleihegläubiger bedarf der Schriftform und hat in der Weise zu erfolgen, dass der Anleihegläubiger die effektive Sammelurkunde zusammen mit der Kündigungserklärung an die Anleiheschuldnerin sendet.

§ 11 Bekanntmachungen

Bekanntmachungen und Veröffentlichungen betreffend die Teilschuldverschreibungen erfolgen im Unternehmensregister im Sinne des Handelsgesetzbuches.

§ 12 Änderungen der Anleihebedingungen

1. Einseitige Änderungen. Die Anleiheschuldnerin ist nur in den nachfolgenden Fällen berechtigt, die Anleihebedingungen durch einseitige Willenserklärung zu ändern bzw. anzupassen:

- a) Änderung der Fassung, wie z.B. Wortlaut und Reihenfolge;
- b) Änderungen, die für eine Zulassung der Teilschuldverschreibungen zum Handel an einem organisierten Markt oder einem privatrechtlich organisierten Markt erforderlich sind, wie z.B. die Einteilung der Schuldverschreibungen bezogen auf die Anzahl und den Nennbetrag der Teilschuldverschreibungen;
- c) Änderung des Gesamtnennbetrages und der Einteilung der Schuldverschreibung, sofern die Ermächtigung des § 1 Abs. 4 in

^{1, 2, 3} Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurden die Anleihebedingungen dahingehend geändert, dass das ordentliche Kündigungsrecht nunmehr erstmals zum Ablauf des 24. statt bisher des 96. Zinslaufs besteht und die Kündigungsfrist nunmehr 90 Tage statt bisher zwölf Monate beträgt und die Kündigung täglich anstelle zum Ablauf eines Kalenderquartals erfolgen kann.

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 aufgrund der Änderung des § 5 Ziffer 1 und 2.

⁵ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 14. September 2012 aufgrund des entsprechenden Beschlusses der Emittentin vom 11. September 2012.

Anspruch genommen wird. Die Änderung erfolgt in diesen Fällen nach billigem Ermessen unter Berücksichtigung der Interessen der Anleiheschuldnerin, der Gesellschafter der Anleiheschuldnerin und der Anleihegläubiger.

2. Änderungen durch Rechtsgeschäft. Änderungen der Bestimmungen der Anleihebedingungen können durch Rechtsgeschäft nur durch einen gleichlautenden Vertrag mit sämtlichen Anleihegläubigern erfolgen.

3. Gläubigerversammlung. Änderungen der Anleihebedingungen sind ferner mit Zustimmung der Gläubigerversammlung durch Mehrheitsbeschluss nach Maßgabe des Schuldverschreibungsgesetzes möglich.

§ 13 Gläubigerversammlung

Für die Teilnahme an der Gläubigerversammlung ist die vorherige Anmeldung der Anleihegläubiger erforderlich. Mit der Anmeldung ist eine Hinterlegungsbescheinigung für die Sammelurkunde bei einem deutschen Notar zu übermitteln. Für die Gläubigerversammlung gelten die Regelungen des Schuldverschreibungsgesetzes.

§ 14 Verschiedenes

1. Rechtswahl. Form und Inhalt der Schuldverschreibungen und alle sich daraus ergebenden Rechte und Pflichten der Anleihegläubiger, der Anleiheschuldnerin und der Zahlstelle unterliegen dem Recht der Bundesrepublik Deutschland unter Ausschluss der Kollisionsnormen des deutschen internationalen Privatrechts.

2. Erfüllungsort. Erfüllungsort ist der Sitz der Anleiheschuldnerin.

3. Gerichtsstand. Gerichtsstand für alle sich aus dem Rechtsverhältnis zwischen Anleihegläubiger und Anleiheschuldnerin ergebenden Rechtsstreitigkeiten ist der Sitz der Anleiheschuldnerin. Diese Gerichtsstandvereinbarung beschränkt nicht das Recht eines Anleihegläubigers, Verfahren vor einem anderen zuständigen Gericht anzustrengen. Ebenso wenig schließt die Einleitung von Verfahren vor einem oder mehreren anderen Gerichtsständen die Einleitung von Verfahren an einem anderen Gerichtsstand aus, falls und soweit dies rechtlich zulässig ist.

4. Maßgebliche Sprache. Diese Anleihebedingungen sind in deutscher Sprache abgefasst. Nur dieser deutsche Text ist verbindlich und maßgeblich.

5. Ersetzungsbefugnis. Sollten einzelne Bestimmungen dieser Anleihebedingungen ganz oder teilweise nichtig, unwirksam oder nicht durchsetzbar sein oder werden, bleiben die Wirksamkeit und Durchsetzbarkeit aller verbleibenden Bestimmungen dieser Anleihebedingungen unberührt. Die nichtige, unwirksame oder nicht durchsetzbare Bestimmung wird die Anleiheschuldnerin nach billigem Ermessen unter Beachtung der jeweils geltenden Rechtsvorschriften durch diejenige wirksame und durchsetzbare Bestimmung ersetzen, die dem mit der nichtigen, unwirksamen oder nicht durchsetzbaren Bestimmung verfolgten wirtschaftlichen Zweck nach Maß, Zeit, Ort oder Geltungsbereich am nächsten kommt. Eine solche Ersetzung wird die Anleiheschuldnerin unverzüglich gemäß § 11 bekanntmachen.

Frankfurt a.M., 29. Februar 2016¹

Geschäftsführer

Cleantech Infrastruktur GmbH²

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 und den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „11. September 2012“).

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

16. FERNABSATZRECHTLICHE INFORMATIONEN FÜR DEN VERBRAUCHER

16.1. Allgemeine Unternehmensinformationen über die Emittentin/Anbieterin

Cleantech Infrastruktur GmbH¹ mit Sitz in Frankfurt am Main vertreten durch den Geschäftsführer Matthias Klein^{1a}

Geschäftsanschrift: Hanauer Landstraße 291 b, 60314 Frankfurt am Main

Eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt am Main unter der HRB-Nr. 91059.

Hauptgeschäftstätigkeit der Cleantech Infrastruktur GmbH² ist laut Gesellschaftsvertrag ist die Verwaltung eigenen Vermögens ausschließlich durch den Erwerb, das Halten und die Veräußerung von Finanzanlagen an verbundenen Unternehmen, insbesondere der ThomasLloyd Group Ltd³ in London, UK.

Die Cleantech Infrastruktur GmbH⁴ unterliegt keiner gesonderten staatlichen Aufsichtsbehörde.

16.2. Informationen über die Beteiligung

16.2.1 Wesentliche Merkmale der Beteiligung und Zustandekommen des Vertrages

Der Anleger beteiligt sich unmittelbar an der Cleantech Infrastruktur GmbH⁵. Die wesentlichen Einzelheiten der Beteiligung sind in dem Verkaufsprospekt der Cleantech Infrastruktur GmbH⁶ (Stand: 10. Juni 2011 in der Fassung des Nachtrags Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 und des Nachtrags Nr. 2 vom 14. September 2012 und der Fassung des Nachtrages Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 und der Fassung des Nachtrags Nr. 4 vom 29. Februar 2016), insbesondere im Kapitel „6. Die Beteiligung“, enthalten.

Der Vertragsschluss kommt mit Annahme des Zeichnungsscheins durch den Geschäftsführer der Cleantech Infrastruktur GmbH⁷ zustande.

16.2.2 Spezielle Risiken der Beteiligung

Die angebotene Beteiligung ist als unternehmerische Beteiligung mit speziellen Risiken behaftet. Das Hauptrisiko der hier angebotenen Kapitalanlage liegt in der wirtschaftlichen Entwicklung der Emittentin. Deshalb verbindet sich mit dieser Kapitalanlage das Risiko des Teil- oder sogar des Totalverlustes des eingesetzten Kapitals und (noch) nicht ausgeschütteter Zinsen. und die in der Vergangenheit erwirtschafteten Erträge sind kein Indikator für zukünftige Erträge. Eine ausführliche Risikodarstellung befindet sich in dem Abschnitt „3. Risiken der Vermögensanlage“ des Verkaufsprospektes.

16.2.3 Mindestlaufzeit, vertragliche Kündigungsbedingungen, Vertragsstrafen/Abgangsentschädigung

Die Laufzeit der Namensschuldverschreibungen ist unbestimmt.

Eine Kündigung ist erstmalig durch den Anleger nach Ablauf der Mindestlaufzeit von sechs Monaten⁸ bei der CTI 1 D SP⁹, nach Ablauf einer Mindestlaufzeit von zwölf Monaten¹⁰ bei CTI 1 D¹¹ sowie nach Ablauf einer Mindestlaufzeit von 24 Monaten¹² bei CTI 2 D¹³ jeweils zum Ende des nächsten Kalenderquartals zulässig.

Die Kündigungsfrist beträgt 30 Tage¹⁴ zum Quartalsende bei der CTI 1 D SP¹⁵, 60 Tage¹⁶ zum Quartalsende bei der CTI 1 D¹⁷ sowie 90 Tage¹⁸ zum Quartalsende bei der CTI 2 D¹⁹.

Eine Vertragsstrafe ist nicht vorgesehen.

16.2.4 Gesamtpreis inkl. aller verbundenen Preisbestandteile

Die Mindestzeichnungssumme beträgt Euro 1.000.000,- bei der Serie CTI 1 D SP, bei der Serie CTI 1 D Euro 10.000,- und bei der Serie

^{1, 2, 4-7} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

^{1a} Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Klaus-Peter Kirschbaum“).

³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

^{8, 9, 10, 12, 14, 16, 18} Geändert durch Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 aufgrund der Änderungen der Anleihebedingungen aller drei Namensanleihen/Serien jeweils in § 9 geregelten ordentlichen Kündigungsrechts (siehe dort).

^{9, 11, 13, 15, 17, 19} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 und den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: die Bezeichnung der angebotenen Anleihen lautete vor dem Nachtrag Nr. 1 „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/2“, „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4“ und „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/8“ und zum Zeitpunkt des Nachtrags Nr. 1 „Cleantech Infrastrukturanleihe 2012/2“, „Cleantech Infrastrukturanleihe 2012/4“ und „Cleantech Infrastrukturanleihe 2012/8“. Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: Fn 9, Fn 15 – „ThomasLloyd Festzins 6“; Fn 11, Fn 17 – „ThomasLloyd Festzins 12“; Fn 13, Fn 19 – „ThomasLloyd Festzins 24“).

CTI 2 D Euro 5.000,-.¹ Der Anleger hat den vollständigen Betrag seiner Zeichnungssumme ohne Agio² zu zahlen. Somit beträgt der Erwerbspreis Euro 1.000.000,- bei der Serie CTI 1 D SP, Euro 10.000,- bei der Serie CTI 1 D und Euro 5.000,- bei der Serie CTI 2 D.³

16.2.5 Zusätzliche Liefer- und Versandkosten

Zusätzliche Liefer- und Versandkosten werden von der Emittentin nicht in Rechnung gestellt.

16.2.6 Zusätzliche Kosten, die durch Benutzung von Fernkommunikationsmittel entstehen und vom Unternehmen in Rechnung gestellt werden

Solche Kosten werden dem Anleger nicht in Rechnung gestellt.

16.2.7 Steuern

Die Zeichnung der Kapitalanlage ist von der Umsatzsteuer befreit, die Besteuerung der Erträge aus der Kapitalanlage erfolgt nach dem Einkommensteuergesetz, insoweit wird auf den Abschnitt „7. Die wesentlichen Grundlagen der steuerlichen Konzeption“ im Verkaufsprospekt hingewiesen. Die Anbieterin der Beteiligung übernimmt, bis auf die Abführung der Abgeltungsteuer, nicht die Zahlung von Steuern für den Anleger.

16.2.8 Einzelheiten der Zahlung und Lieferung/Erfüllung

Die Einzelheiten zur Einzahlungsart und zu den Zahlungsterminen ergeben sich aus dem Zeichnungsschein sowie aus dem Kapitel „6.6. Ausgabebedingungen und Zeichnung“ des Verkaufsprospektes.

Es erfolgt die Lieferung von Urkunden durch die Emittentin und die Eintragung im Namensschuldverschreibungsregister der Emittentin.⁴

16.2.9 Leistungsvorbehalte

Nach Annahme des Zeichnungsantrags bestehen keine Leistungsvorbehalte seitens der Emittentin. Namensschuldverschreibungen an der Cleantech Infrastruktur GmbH⁵ können jedoch nur solange erworben werden, wie die Höhe des Emissionsvolumens noch nicht ausgeschöpft ist.

16.2.10 Anwendbares Recht, Gerichtsstand

Das Unternehmen sowie der Vertrag über die Kapitalanlage und die Rechte und Pflichten aus der Kapitalanlage unterliegen dem Recht der Bundesrepublik Deutschland.

Als Gerichtsstand wird – soweit dies gesetzlich zulässig ist – der Sitz der Gesellschaft vereinbart. Für den Fall, dass der Anleger nach Vertragsabschluss seinen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthaltsort aus der Bundesrepublik Deutschland verlegt oder sein Wohnsitz oder gewöhnlicher Aufenthaltsort im Zeitpunkt der Klageerhebung nicht bekannt ist, wird ebenfalls der Sitz der Gesellschaft als örtlich zuständiger Gerichtsstand vereinbart. Sofern der Anleger Verbraucher im Sinne des § 13 BGB ist, gelten hinsichtlich des Gerichtsstandes die gesetzlichen Vorgaben.

16.2.11 Frist für Informationen bzw. das Angebot

Die Gültigkeit dieser Informationen ist unbefristet. Die Zeichnungsfrist für das Angebot endet mit Vollplatzierung des Angebotes.

16.2.12 Vertragssprache

Die Kapitalanlage wird nur in deutscher Sprache angeboten und die Kommunikation zwischen der Emittentin/Anbieterin und dem Anleger wird während der Laufzeit der Beteiligung in deutscher Sprache erfolgen.

16.2.13 Außergerichtliche Beschwerde- und Rechtsbehelfsverfahren

Bei Streitigkeiten aus der Anwendung der Vorschriften des Bürgerlichen Gesetzbuches betreffend Fernabsatzverträge über Finanzdienstleistungen besteht unbeschadet des Rechts, die Gerichte anzurufen, die Möglichkeit, eine vom Bundesamt für Justiz für diese Streitigkeiten anerkannte private Verbraucherschlichtungsstelle^{5a} oder die bei der Deutschen Bundesbank eingerichtete

^{1,3} Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss vom 11. September 2012 wurde die Änderung der Mindestzeichnungssumme beschlossen. Zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung sowie der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 betrug die Mindestzeichnungssumme bei allen drei Namensanleihen/Serien je Euro 3.000,- (zzgl. Agio) und geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „Die Mindestzeichnungssumme beträgt Euro 5.000,- bei der Serie ThomasLloyd Festzins 6, bei der Serie ThomasLloyd Festzins 12 und bei der Serie ThomasLloyd Festzins 24 je Euro 2.500,-. Der Anleger hat den vollständigen Betrag seiner Zeichnungssumme ohne Agio²¹ zu zahlen. Somit beträgt der Erwerbspreis Euro 5.000,- bei der Serie ThomasLloyd Festzins 6, Euro 2.500,- bei der Serie ThomasLloyd Festzins 12 und Euro 2.500,- bei der Serie ThomasLloyd Festzins 24.“).

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: mit Beschluss der Emittentin vom 11. September 2012 wurde der Wegfall des Agios beschlossen. Zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung sowie der Aufstellung des Nachtrags 1 betrug der Agio bis zu 3,75% des Nennbetrages bei der (vormals) Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2, bis zu 6,5% des Nennbetrages bei der Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4 sowie bis zu 7,5% des Nennbetrages bei der Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8. Der entsprechende Satz ist an dieser Stelle weggefallen.

⁴ Berichtigt durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „keine Lieferung von Urkunden durch die Emittentin, sondern die Eintragung“).

⁵ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

^{5a} Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016.

Schlichtungsstelle anzurufen. Die Verfahrensordnung ist bei der Deutschen Bundesbank erhältlich. Die Adresse lautet: Deutsche Bundesbank; Schlichtungsstelle, Wilhelm-Epstein-Str. 14, 60431 Frankfurt.

In dem genannten Schlichtungsverfahren hat der Anleger zu versichern, dass er in der Streitigkeit noch kein Gericht, keine Streitschlichtungsstelle und keine Gütestelle, die die Streitbeilegung betreibt, angerufen und auch keinen außergerichtlichen Vergleich abgeschlossen hat.

16.2.14 Bestehen eines Garantiefonds bzw. anderer Entschädigungsregelungen

Ein Garantiefonds bzw. andere Entschädigungsregelungen bestehen nicht.

16.2.15 Widerrufsbelehrung

Der Anleger kann seine Zeichnungserklärung widerrufen. Über die Einzelheiten des Rechts zum Widerruf und dessen Rechtsfolgen informiert ausführlich die Widerrufsbelehrung in der Verbraucherinformation.¹

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016 (ursprünglich: „auf dem Zeichnungsschein“).

17. GLOSSAR

Begriff	Erläuterung
Agio	Ausgabeaufschlag. Bei Ausgabe von Beteiligungen wird regelmäßig ein verlorener, nicht von der Emittentin rückzahlbarer Ausgabeaufschlag abhängig von der Zeichnungssumme erhoben. Es handelt sich um eine Gebühr, die der Anleger beim Erwerb der Beteiligung zur Deckung der Kosten zahlt, die beim Absatz der Beteiligung entstehen.
Blind-Pool	Beteiligungsform, bei der der Investitionsgegenstand zum Zeitpunkt der Zeichnung noch nicht oder nicht vollständig feststeht.
Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin)	Die BaFin vereint die Geschäftsbereiche der ehemaligen Bundesaufsichtsämter für das Kreditwesen (Bankenaufsicht), für das Versicherungswesen (Versicherungsaufsicht) sowie für den Wertpapierhandel (Wertpapieraufsicht/Asset-Management) in sich und führt diese weiter. Die BaFin ist eine rechtsfähige, bundesunmittelbare Anstalt des öffentlichen Rechts im Geschäftsbereich des Bundesministeriums der Finanzen.
Eigenkapital	Eigenkapital zählt zu den Finanzierungsmitteln eines Unternehmens. Es entsteht durch Einzahlungen bzw. Vermögenseinbringung der Eigentümer (Kapitalerhöhung), darüber hinaus z.B. aus einbehaltenen Gewinnen (Selbstfinanzierung) und Rückstellungen. Zum Eigenkapital zählen vor allem das gezeichnete Kapital – das ist das Grundkapital einer Aktiengesellschaft bzw. Stammkapital einer GmbH –, die Kapital- und Gewinnrücklagen sowie ein möglicher Gewinnvortrag.
Emission	Die Ausgabe und Platzierung neuer Vermögensanlagen (Namensschuldverschreibungen, Kommanditbeteiligungen usw.) oder neuer Wertpapiere (Aktien, Anleihen usw.) auf einem Kapitalmarkt durch einen öffentlichen Verkauf wird als Emission bezeichnet. Sie kann durch die Vermittlung einer Bank (Emissionsbank) oder auch als Eigenemission durchgeführt werden. Die Emission dient der Beschaffung von Kapital für das emittierende Unternehmen.
Emissionskosten	Die Emissionskosten können je nach Art der ausgegebenen Beteiligung unterschiedlich sein. Prinzipiell sind Emissionskosten einmalige Kosten. Zu diesen Kosten zählen beispielsweise im Rahmen einer Emission von Vermögensanlagen die Vorbereitungskosten (z.B. Beratungskosten, Kosten der Prospekterstellung, Notargebühren) sowie Begebungskosten (z.B. Provisionen, Druckkosten, Veröffentlichungsgebühren).
Emittent	Als Emittent wird derjenige bezeichnet, der eine neue Vermögensanlage oder ein neues Wertpapier am Markt zum Verkauf anbietet. Bei der Eigenemission ist das Unternehmen, das sich Kapital am Markt beschaffen möchte, selbst der Emittent.
Fremdfinanzierung	Beschaffung finanzieller Mittel in Form von Fremdkapital, z.B. Anleihen, Banken- und Lieferantenkredite (Kredite), Kundenanzahlungen etc.
Geschäftsjahr	Zeitraum, für den der Jahresabschluss einer Unternehmung erstellt werden muss. Gem. § 240 Abs. 2 HGB darf die Dauer eines Geschäftsjahres zwölf Monate nicht überschreiten.
Gesellschafterversammlung	Jährliche, regelmäßige, d.h. ordentliche oder seltener unregelmäßige, d.h. außerordentliche Versammlung der Gesellschafter. Wesentliches Entscheidungsforum der Gesellschafter.
Gesellschaftsvertrag	Der Gesellschaftsvertrag – auch Satzung genannt – regelt die Belange der Gesellschaft wie Firma, Sitz, Unternehmensgegenstand, Rechtsform, Höhe des Stammkapitals, Gründungsgesellschafter, Einlagenhöhe, Geschäftsführung etc.
Gewinn	Ist das positive Betriebsergebnis und ergibt sich aus der positiven Differenz zwischen Erträgen und Aufwendungen.
Handelsregister	Das Handelsregister ist das amtliche Verzeichnis der Kaufleute eines Amtsgerichtsbezirkes. Das Register wird beim zuständigen Amtsgericht geführt und unterrichtet die Öffentlichkeit über die grundlegenden Rechtsverhältnisse der Unternehmungen. Im Handelsregister eingetragene und veröffentlichte Tatbestände gelten als allgemein bekannt und können gegenüber jedermann geltend gemacht werden. Jedermann hat das Recht auf Einsicht und kann eine Kopie von den Eintragungen und Schriftstücken verlangen.
HGB	Handelsgesetzbuch
Jahresabschluss	Er ist für das vergangene Geschäftsjahr innerhalb der einem ordnungsgemäßen Geschäftsgang entsprechenden Zeit aufzustellen. Bestandteile sind die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung. Kapitalgesellschaften müssen zusätzlich den Jahresabschluss durch Anhang und Lagebericht ergänzen. Einzelheiten sind im Handelsgesetzbuch (HGB) geregelt. Die periodische Erstellung des Jahresabschlusses ist für alle Kaufleute handelsrechtlich vorgeschrieben.
Laufzeit	Die Laufzeit einer Anleihe kennzeichnet den Zeitraum zwischen der Ausgabe und der Rückzahlung.
Liquidationserlös	Erlös, der nach Auflösung der Gesellschaft, Einziehung von eventuellen Forderung, Befriedigung von Gläubigern und Umsetzung des restlichen Vermögens in Geld übrig bleibt.

Liquidität	Liquidität sind die flüssigen Zahlungsmittel, die einem Unternehmen unmittelbar zur Verfügung stehen, sowie die Fähigkeit eines Unternehmens, alle fälligen Verbindlichkeiten fristgerecht zu erfüllen.
Mündelsicher	Das von einem Vormund für sein Mündel verwaltete Kapitalvermögen muss nach §§ 1806 ff. BGB besonders sicher (mündelsicher) angelegt werden. Um eine Kapitalanlage als mündelsicher zu bezeichnen, muss sie vom Gesetzgeber ausdrücklich dazu erklärt werden.
Nachrangabrede	Namensschuldverschreibungs-Inhaber können ihre Rückzahlungsansprüche im Insolvenz- bzw. im Liquidationsfall erst nach der vollständigen Befriedigung aller anderen Gläubiger geltend machen.
Nachschussverpflichtung	Vertraglich vereinbarte Haftung des Anlegers für entstandene Verluste, deren Höhe über die vereinbarte ursprünglich Einlagensumme hinausgeht. Bei der prospektierten Vermögensanlage existiert keine Nachschussverpflichtung für den Anleger.
Nennwert	Der Anlage- und ggf. Rückzahlungsbetrag einer Beteiligung. Der Nennbetrag dient in der Regel auch zur Bemessung der Ausschüttungshöhe/Zinsen.
Prospekthaftung	Haftung des Emittenten für absichtlich oder fahrlässig unrichtig oder unvollständig erteilte Angaben in Verkaufs- oder Wertpapierprospekten bei der Ausgabe von bestimmten Vermögensanlagen bzw. Wertpapieren.
Rangrücktritt	Vereinbarung, dass im Falle der Liquidation oder der Insolvenz des Unternehmens die Ansprüche der Gesellschafter erst nach Befriedigung aller Gläubiger des Unternehmens zurückzuzahlen sind.
Rating	Unter Rating versteht man die Bewertung von Unternehmen unter Zuhilfenahme objektiver Bewertungsmaßstäbe. Das Ergebnis des Ratings bestimmt die Möglichkeit der Unternehmen, sich Fremdkapital und auch Eigenkapital zu besorgen. Während das Rating bei großen, kapitalmarktnotierten Gesellschaften bereits eine lange Tradition aufweist, hat es für mittelständische Unternehmen durch Kredit gewährende Banken erst in den letzten Jahren an Bedeutung gewonnen.
Stammkapital	In einer Geldsumme ausgedrücktes satzungsmäßiges Mindestkapital der GmbH. Die Einlagen auf das Stammkapital dürfen von der GmbH weder verzinst noch an die Gesellschafter zurückgezahlt werden. Es muss mindestens Euro 25.000,- betragen.
Überzeichnung	Ist gegeben, wenn die Nachfrage bzw. gezeichneten Beträge die Menge neu emittierten Beteiligung übersteigt.
Verkaufsprospekt	Ein Verkaufsprospekt ist eine in Deutschland für das öffentliche Anbieten von Vermögensanlagen vorgeschriebene Informationsgrundlage für die Anleger. Er enthält alle für die Beurteilung einer Anlage wesentlichen Faktoren. Die Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht kontrolliert den Verkaufsprospekt für Vermögensanlagen lediglich formell auf Vollständigkeit, die inhaltliche Richtigkeit der im Prospekt gemachten Angaben ist nicht Gegenstand der Prüfung.
Zahlstelle	Einrichtung der Emittentin zur Verwaltung der Vermögensanlagen und deren Einzahlung sowie Auszahlung der Ausschüttungen.
Zeichnungsfrist	Zeitraum, in dem die Zeichnung neu aufgelegter Beteiligungen möglich ist.
Zeichnung	Angebot auf Erwerb einer Beteiligung.

ANHANG

18. ANHANG¹

18.1. Die Anleihen im Überblick

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

Emittentin	Cleantech Infrastruktur GmbH¹ Hanauer Landstraße 291B, D-60314 Frankfurt am Main		
Organe	Geschäftsführer: Klaus-Peter Kirschbaum		
Gesellschafter	ThomasLloyd Group plc		
Stammkapital²	EUR 25.000,–		
Patronin	ThomasLloyd Group plc 3 More London Riverside, London SE1 2AQ, Großbritannien		
Organe	Board of Directors: T.U. Michael Sieg (Chairman) Anthony M. Covenery Klaus-Peter Kirschbaum		
Grundkapital	EUR 82.839.612,–³		
Wirtschaftsprüfer	Saffery Champness, Chartered Accountants, Lion House, Red Lion Street, London, WC1R 4GB, Großbritannien		
Patronatsform	Harte Patronatserklärung im Wege eines echten Vertrages zugunsten Dritter (§ 328 Absatz 1 BGB). Uneingeschränkte, unbedingte, unbefristete und unwiderrufliche Verpflichtung die Emittentin stets finanziell so auszustatten, dass ihre Bonität erhalten bleibt und sie jederzeit in der Lage ist, ihre Verpflichtungen aus der Emission auf Zahlung von Kapital und Zinsen nach Maßgabe der Anleihebedingungen zu erfüllen.		
Emission	Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2⁴	Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4⁵	Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8⁶
Mindestlaufzeit	2 Jahre	4 Jahre	8 Jahre
Kündigungsfrist	Nach Ablauf der Mindestlaufzeit jeweils zum Quartalsende unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von sechs Monaten	Nach Ablauf der Mindestlaufzeit jeweils zum Quartalsende unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von neun Monaten	Nach Ablauf der Mindestlaufzeit jeweils zum Quartalsende unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von zwölf Monaten
Mindestzinssatz	2,75% p.a.	3,75% p.a.	5% p.a.
Zusatzzinssatz	Hauptrefinanzierungszinssatz der EZB + 0,5% des Nennbetrages – 2,75% p.a.; mindestens 0%	Hauptrefinanzierungszinssatz der EZB + 1,1% des Nennbetrages – 3,75 % p.a.; mindestens 0%	Hauptrefinanzierungszinssatz der EZB + 1,75% des Nennbetrages – 5% p.a.; mindestens 0%
Nennbetrag	EUR 1.000,–	EUR 1.000,–	EUR 1.000,–
Ausgabekurs	100% des Nennbetrags zzgl. Ausgabeaufschlag (Agio)	100% des Nennbetrags zzgl. Ausgabeaufschlag (Agio)	100% des Nennbetrags zzgl. Ausgabeaufschlag (Agio)
Mindestzeichnung	EUR 3.000,– zzgl. Ausgabeaufschlag (Agio)	EUR 3.000,– zzgl. Ausgabeaufschlag (Agio)	EUR 3.000,– zzgl. Ausgabeaufschlag (Agio)
Ausgabeaufschlag (Agio)	Bis zu 3,75 % des Nennbetrags	Bis zu 6,5 % des Nennbetrags	Bis zu 7,5 % des Nennbetrags
Rückzahlungspreis	Nominaler Gesamtnennbetrag, multipliziert mit der Index-Verhältniszahl; in jedem Fall jedoch zumindest 103,75 % des Gesamtnennbetrags.	Nominaler Gesamtnennbetrag, multipliziert mit der Index-Verhältniszahl; in jedem Fall jedoch zumindest 106,5 % des Gesamtnennbetrags.	Nominaler Gesamtnennbetrag, multipliziert mit der Index-Verhältniszahl; in jedem Fall jedoch zumindest 107,5 % des Gesamtnennbetrags.
Gesamtemissionsvolumen	EUR 50.000.000,– (50.000 Stück)	EUR 100.000.000,– (100.000 Stück)	EUR 150.000.000,– (150.000 Stück)
Zeichnungsfrist	Ab dem Tag der Veröffentlichung des Verkaufsprospektes bis zur Vollplatzierung, spätestens dem 31. Dezember 2013. Die Emittentin ist durch Beschluss der Geschäftsführung ohne Angabe von Gründen und ohne Zustimmung der Anleger berechtigt, die Zeichnung vorzeitig zu schließen bzw. Zeichnungsfrist zu verlängern.		
Beteiligungsform	Nachrangige Namens-Teilschuldverschreibungen mit variabler Verzinsung (Floating Rate), Mindestzinssatz (Floor) und einem inflationsindexierten Rückzahlungsbetrag (Inflation-indexed)		
Verbriefung	Ausgabe effektiver Sammelurkunden		
Referenzindex	Unrevidierter Harmonisierter Verbraucherpreisindex (HVPI), Gesamtindex ohne Tabak-Index (EU 27 Länder) in der Europäischen Union; berechnet vom Statistischen Amt der Europäischen Gemeinschaften (EUROSTAT).		
Fälligkeit der Zinsen	Zinsen sind monatlich nachträglich am dritten Bankarbeitstag eines jeden Monats zur Zahlung fällig.		
Rang	Bedingte, unmittelbare, nachrangige und nicht dinglich besicherte Verbindlichkeiten.		
Kapitalrückzahlung	Am dritten Bankarbeitstag nach Kündigungszeitpunkt zum Rückzahlungsbetrag (Zug-um-Zug gegen Vorlage der Sammelurkunde).		

¹ Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012.

Fungibilität	Übertragung erfolgt durch Abtretung und ist in Nennbeträgen von Euro 1.000,- oder einem Vielfachen davon möglich.
Besteuerung	Zinszahlungen und über dem Ausgabekurs liegende Rückzahlungsbeträge zählen zu den Einkünften aus Kapitalvermögen.
Haftung	Beschränkt auf das gezeichnete Kapital zuzüglich Ausgabeaufschlag (Agio).

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

² Berichtigt im Rahmen des Nachtrags Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 (ursprünglich: „Grundkapital“).

³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: Zum Zeitpunkt der Prospekterstellung betrug das Grundkapital Euro 75.843.150,-.

⁴⁻⁶ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: die Bezeichnung der angebotenen Anleihen lautete vor dem Nachtrag Nr. 1 „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/2“, „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4“ und „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/8“.

18.2. Emissionskosten

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

2.4. Emissionskosten

Die Kosten der Emissionsplatzierung umfassen zum einen die erfolgsabhängigen Kapitalbeschaffungskosten und zum anderen einmalige fixe Kosten für Prospekterstellung.

2.4.1 Erfolgsabhängige Kosten

Das aus der Emission platzierte Kapital (inkl. Agio) fließt vollumfänglich der Gesellschaft zu. Dabei entstehen variable Kosten, die im Wesentlichen die Aufwendungen für die Strukturierung, das Marketing und den Vertrieb (Provisionen) beinhalten. Nach der Kalkulation der Emittentin betragen diese bei Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2³ 8,5% (entspricht EUR 4,25 Mio.), bei Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4³ 13%⁴ (entspricht Euro 13 Mio.)⁵ und bei Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8⁶ 14,5% (entspricht EUR 21,75 Mio.). Die Gesamthöhe der Provisionen, insbesondere Vermittlungsprovisionen und vergleichbare Vergütungen betragen bei Vollplatzierung der Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2⁷ insgesamt Euro 2,75 Mio. (entspricht 5,5% des platzierten Anleihekaptals), der Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4⁸ insgesamt Euro 9 Mio. (entspricht 9% des platzierten Anleihekaptals) und der Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8⁹ insgesamt Euro 15 Mio. (entspricht 10% des platzierten Anleihekaptals). Den erfolgsabhängigen Emissionskosten in Höhe von insgesamt Euro 39 Mio. stehen Einnahmen aus dem Agio in Höhe von voraussichtlich Euro 19,625 Mio. gegenüber, so dass die Nettoplatzierungskosten voraussichtlich Euro 19,375 Mio. betragen, was ca. 6,46% des Emissionsvolumens (exkl. Agio) entspricht.

2.4.2 Sonstige Kosten

Für die Prospekterstellung fallen Aufwendungen in Höhe von etwa Euro 50.000,- an.

2.4.3 Gesamtkosten

Insgesamt betragen die Emissionskosten bei vollständiger Platzierung brutto voraussichtlich Euro 39.050.000,-. Dem stehen plangemäß Einnahmen aus dem Agio in Höhe von Euro 19.625.000,- gegenüber. Daher entsteht bei einer Vollplatzierung aus den Emissionskosten eine Nettobelastung der Beteiligung in Höhe von voraussichtlich Euro 19.425.000,-. Diese Kosten sollen plangemäß vollständig von der Zielgesellschaft im Rahmen eines Kostenübernahmevertrages übernommen werden.

⁴⁻⁵ Berichtigt im Rahmen des Nachtrags Nr. 1 vom 22. Dezember 2011. Bis dahin lautete die prozentuale Angabe „13,5%“ und die betragsmäßige Angabe EUR „13,5 Mio.“.

^{2,3,6-9} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: die Bezeichnung der angebotenen Anleihen lautete vor dem Nachtrag Nr. 1 „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/2“, „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4“ und „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/8“.

18.3. Abhängigkeit von Schlüsselpersonlichkeiten

Fassung zum Datum der Aufstellung des Prospektes.

3.3.17.5 Abhängigkeit von Schlüsselpersonlichkeiten

Der Geschäftsführer der Emittentin, Herr Klaus-Peter Kirschbaum, sowie der ThomasLloyd Group plc, Herr Michael Sieg, spielen bei der Mittlung zwischen der Emittentin, etwaigen Vertragspartnern, Kreditgebern und Leistungserbringern eine zentrale Rolle. Sie üben zahlreiche Geschäftsführungsfunktionen aus. Bei ihrem Ausfall kann es zu Know-how-Verlust und Koordinationsfehlern kommen, wodurch es zu nachteiligen Auswirkungen auf die Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Emittentin und in der Folge auch für die erzielbare Rendite der Anleger kommen kann.

18.4. Mittelherkunft und Mittelverwendung (PROGNOSE), Erläuterung
Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

Mittelherkunft (PROGNOSE)				
	absolut in Euro	in %		
1. Anleihekaptal	300.000.000	78,71%		
2. Agio	19.625.000	5,15%		
3. Stammkapital	25.000	0,01%		
4. Fremdmittel	0	0,00%		
5. Zinserträge	34.889.238	9,15%		
6. Abgänge Finanzanlagen	7.050.000	1,85%		
7. Sonstige Erträge	19.566.000	5,13%		
Finanzierungsmittel insgesamt	381.155.238	100,00%		

Mittelverwendung (PROGNOSE)				
	absolut in Euro	in % des Gesamtaufwands	in % des Emissionsvolumens	in % des Emissionsvolumens exklusive Agio
8. Aufwand für den Erwerb/die Herstellung des Anlageobjektes einschließlich Nebenkosten	300.000.000	78,71%	93,86%	100,00%
9. Strukturierungs-, Marketing- und Vertriebsaufwand	39.000.000	10,23%	12,20%	13,00%
10. Zinsen Anleihen	32.377.617	8,49%	10,13%	10,79%
11. Tilgung Anleihen	7.050.000	1,85%	2,21%	2,35%
12. Sonstige Aufwendungen	944.486	0,25%	0,30%	0,32%
13. Liquidität abzgl. Rückstellungen	1.783.135	0,47%	0,56%	0,59%
Gesamtaufwand	381.155.238	100,00%	119,26%	127,05%

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 2 (14. September 2012)

Mittelherkunft (PROGNOSE)⁴		
	absolut in Euro	in %
1. Anleihekaptal	300.000.000	80,92%
2. Agio	0	0,00%
3. Stammkapital	25.000	0,01%
4. Fremdmittel	0	0,00%
5. Zinserträge	19.530.766	5,27%
6. Abgänge Finanzanlagen	51.000.000	13,75%
7. Sonstige Erträge	191.000	0,05%
Finanzierungsmittel insgesamt	370.746.766	100,00%

Mittelverwendung (PROGNOSE)			
	absolut in Euro	in % des Gesamtaufwands	in % des Emissionsvolumens
8. Aufwand für den Erwerb/die Herstellung des Anlageobjektes einschließlich Nebenkosten	300.000.000	80,92%	100%
9. Strukturierungs-, Marketing- und Vertriebsaufwand	0	0%	0%
10. Zinsen Anleihen	17.712.359	4,78%	5,90%
11. Tilgung Anleihen	51.000.000	13,75%	17%
12. Sonstige Aufwendungen	140.000	0,05%	0,06%
13. Liquidität abzgl. Rückstellungen zzgl. Steuern	1.843.407	0,5%	0,61%
Gesamtaufwand	370.746.766	100,00%	123,57%

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 3 (23. Oktober 2013)

Mittelherkunft (PROGNOSE)		
	absolut in Euro	in %
1. Anleihekaptal	300.000.000	83,34%
2. Agio	0	0,00%
3. Stammkapital	25.000	0,01%
4. Fremdmittel	0	0,00%
5. Zinserträge	8.752.196	2,43%
6. Abgänge Finanzanlagen	51.000.000	14,17%
7. Sonstige Erträge	183.000	0,05%
Finanzierungsmittel insgesamt	359.960.196	100,00%

Mittelverwendung (PROGNOSE)			
	absolut in Euro	in % des Gesamtaufwands	in % des Emissionsvolumens
8. Aufwand für den Erwerb/die Herstellung des Anlageobjektes einschließlich Nebenkosten	300.000.000	83,34%	100,00%
9. Strukturierungs-, Marketing- und Vertriebsaufwand	0	0,00%	0,00%
10. Zinsen Anleihen	7.990.715	2,22%	2,66%
11. Tilgung Anleihen	51.000.000	14,17%	17,00%
12. Sonstige Aufwendungen	183.000	0,05%	0,06%
13. Liquidität abzgl. Rückstellungen zzgl. Steuern	786.773	0,22%	0,26%
Gesamtaufwand	359.960.196	100,00%	119,98%

18.5. Erläuterung der Investitionsplanung (2011 bis einschließlich 2014)

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

5.5.2 Erläuterung der Investitionsplanung (2011 bis einschließlich 2014)

5.5.2.1 Mittelherkunft

5.5.2.1.1 Anleihekaptal

Das Angebot der Emittentin sieht vor, dass Anleihekaptal in Höhe von Euro 300.000.000,- platziert wird. Anders als bei in sich geschlossenen Gesamtfinanzierungsmodellen für Einzelprojekte bzw. -objekte ist die Emittentin jedoch nicht auf den einmaligen und vollständigen Zufluss des Anleihekaptals angewiesen.

Als vermögensverwaltendes Unternehmen ist es der Emittentin vielmehr möglich, den vorgesehenen Erwerb von Finanzanlagen auch abgestuft und zeitlich versetzt vorzunehmen. Für einen dynamischen Geschäftsverlauf wäre zwar eine kurzfristige Platzierung der Emission von Vorteil, aus heutiger Sicht ist jedoch für den Aufbau der Emittentin eine Vollplatzierung der Emission nicht erforderlich.

Die angebotenen Namensschuldverschreibungen im Gesamtnennbetrag von Euro 300.000.000,- sollen bis zum Jahresende 2013 vollständig platziert werden. Unter Berücksichtigung der Planzahlen wird der Cleantech Infrastruktur GmbH¹ im Jahr 2011 Kapital in Höhe von Euro 30 Mio., im Jahr 2012 in Höhe von etwa Euro 90 Mio. und im Jahr 2013 in Höhe von etwa weiteren Euro 180 Mio. zufließen.

5.5.2.1.2 Agio

Mit dem Erwerb der Namensschuldverschreibungen haben die Anleger neben dem Nennbetrag ein Agio als Ausgabeaufschlag zu leisten. Dieses beträgt – abhängig von der Wahl der angebotenen Namensschuldverschreibung - bei Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2²: bis zu 3,75%, bei Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4³: bis zu 6,5% und bei Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8⁴: bis zu 7,5% des Nennbetrages (jeweils Euro 1.000,-).

Es dient der teilweisen Deckung der Emissionskosten.

5.5.2.1.3 Stammkapital

Hier wurde das vollständig eingezahlte Stammkapital der Gesellschaft ausgewiesen.

5.5.2.1.4 Fremdmittel

Für die Realisierung der geplanten Investitionen sind nach Planungen der Cleantech Infrastruktur GmbH⁵ die Nettoeinnahmen aus dieser Emission allein ausreichend. Der geplante Erwerb von Finanzanlagen soll durch das Anleihekaptal finanziert werden.

Andere Fremdmittel – mit Ausnahme des Anleihekaptals – sind weder als Zwischenfinanzierungs- noch als Endfinanzierungsmittel vereinbart noch verbindlich zugesagt worden.

5.5.2.1.5 Zinserträge

Die Emittentin plant bis einschließlich 2014 Zinserträge aus den von der ThomasLloyd Group plc begebenen Anleihen Euro 34.889.238 zu erzielen.

^{1,5} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

²⁻⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: die Bezeichnung der angebotenen Anleihen lautete vor dem Nachtrag Nr. 1 „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/2“, „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4“ und „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/8“.

5.5.2.1.6 Abgänge Finanzanlagen

Ausgewiesen sind die bis einschließlich 2014 kalkulierten Mittelzuflüsse aus der Verringerung der von der Emittentin gehaltenen Finanzanlagen.

5.5.2.1.7 Sonstige Erträge

Die sonstigen Erträge erfasse die geplanten Zuflüsse aus dem Kostenübernahmevertrag mit der ThomasLloyd Group plc.

5.5.2.2 Mittelverwendung

5.5.2.2.1 Aufwand für den Erwerb/die Herstellung des Anlageobjektes einschließlich Nebenkosten

Die Emittentin plant die Realisierung der im vorherigen Kapitel beschriebenen Anlageobjekte.

Dabei werden für den Erwerb der Finanzanlagen Euro 30.000.000,- kalkuliert. Nebenkosten fallen dabei nicht an.

5.5.2.2.2 Strukturierungs-, Marketing- und Vertriebsaufwand (Provisionen)

Die Strukturierungs-, Marketing- und Vertriebskosten betragen nach der Kalkulation der Emittentin bei Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2¹: 8,5% (entspricht EUR 4,25 Mio.), bei Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4²: 13%³ (entspricht EUR 13 Mio.) und bei Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8⁴: 14,5% (entspricht EUR 21,75 Mio.) des eingezahlten Nennbetrages. Dabei kalkuliert die Emittentin mit Kapitalbeschaffungskosten (Provisionen) für die Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2⁵ in Höhe von EUR 2,75 Mio. (5,5% des platzierten Anleihekaptals), für die Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4⁶ in Höhe von EUR 9 Mio. (9% des platzierten Anleihekaptals) und für die Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8⁷ in Höhe von EUR 15 Mio. (10% des platzierten Anleihekaptals).

5.5.2.2.3 Zinsen Anleihen

Unter Position Zinsen sind die bis einschließlich 2014 von der Emittentin kalkulierten Zinszahlungen auf die Cleantech Infrastruktur-anleihen⁸ sowie die bei Tilgung zu zahlenden Mindestrückzahlungsbeträge die über den Nennbetrag der Cleantech Infrastruktur-anleihen⁹ liegen, berücksichtigt.

5.5.2.2.4 Tilgung Anleihen

Hier wird der für Tilgungen der Cleantech Infrastruktur-anleihen¹⁰ prognostizierte Betrag im Betrachtungszeitraum ausgewiesen. Maßgeblich ist insoweit der Nennbetrag.

5.5.2.2.5 Sonstige Aufwendungen

Zu den sonstigen Aufwendungen zählen neben den fixen Emissionskosten hauptsächlich die von der Emittentin bis einschließlich 2014 für Steuern vom Einkommen und Ertrag kalkulierten Beträge.

5.5.2.2.6 Liquidität abzgl. Rückstellungen

Ausgewiesen ist die für Ende 2014 geplante Liquiditätsreserve der Emittentin, die sich aus dem Bestand an liquiden Mittel abzüglich der gebildeten Rückstellungen zusammensetzt.

^{1,2,4-10} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: die Bezeichnung der angebotenen Anleihen lautete vor dem Nachtrag Nr. 1 „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/2“, „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4“ und „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/8“.

³ Berichtigt im Rahmen des Nachtrags Nr. 1 vom 22. Dezember 2011. Bis dahin lautete die prozentuale Angabe „13,5%“.

Fassung zum Datum des Nachtrags Nachtrags Nr. 2 (14. September 2012)

5.5.2 Erläuterung der Investitionsplanung (2012 bis einschließlich 2014)¹

5.5.2.1 Mittelherkunft

5.5.2.1.1 Anleihekaptal

Das Angebot der Emittentin sieht vor, dass Anleihekaptal in Höhe von Euro 300.000.000,- platziert wird. Anders als bei in sich geschlossenen Gesamtfinanzierungsmodellen für Einzelprojekte bzw. -objekte ist die Emittentin jedoch nicht auf den einmaligen und vollständigen Zufluss des Anleihekaptals angewiesen.

Als vermögensverwaltendes Unternehmen ist es der Emittentin vielmehr möglich, den vorgesehenen Erwerb von Finanzanlagen auch abgestuft und zeitlich versetzt vorzunehmen. Für einen dynamischen Geschäftsverlauf wäre zwar eine kurzfristige Platzierung der Emission von Vorteil, aus heutiger Sicht ist jedoch für den Aufbau der Emittentin eine Vollplatzierung der Emission nicht erforderlich.

Die angebotenen Namensschuldverschreibungen im Gesamtnennbetrag von Euro 300.000.000,- sollen bis zum Jahresende 2013 vollständig platziert werden. Unter Berücksichtigung der Planzahlen wird der Cleantech Infrastruktur GmbH im Jahr 2012 und Kapital in Höhe von Euro 10,9 Mio. und im Jahr 2013 in Höhe von etwa weiteren Euro 289,1 Mio. zufließen.

5.5.2.1.2 Agio

Mit dem Erwerb der Namensschuldverschreibungen haben die Anleger neben dem Nennbetrag kein Agio als Ausgabeaufschlag zu leisten.

5.5.2.1.3 Stammkapital

Hier wurde das vollständig eingezahlte Stammkapital der Gesellschaft ausgewiesen.

5.5.2.1.4 Fremdmittel

Für die Realisierung der geplanten Investitionen sind nach Planungen der Cleantech Infrastruktur GmbH die Nettoeinnahmen aus dieser Emission allein ausreichend. Der geplante Erwerb von Finanzanlagen soll durch das Anleihekaptal finanziert werden.

Andere Fremdmittel – mit Ausnahme des Anleihekaptals – sind weder als Zwischenfinanzierungs- noch als Endfinanzierungsmittel vereinbart noch verbindlich zugesagt worden.

5.5.2.1.5 Zinserträge

Die Emittentin plant bis einschließlich 2014 Zinserträge aus den von der ThomasLloyd Group plc begebenen Anleihen in Höhe von Euro 19.530.766 zu erzielen.

5.5.2.1.6 Abgänge Finanzanlagen

Ausgewiesen sind die bis einschließlich 2014 kalkulierten Mittelzuflüsse aus der Verringerung der von der Emittentin gehaltenen Finanzanlagen.

5.5.2.1.7 Sonstige Erträge

Die sonstigen Erträge erfassen die geplanten Zuflüsse aus dem Kostenübernahmevertrag mit der ThomasLloyd Group plc.

5.5.2.2 Mittelverwendung

5.5.2.2.1 Aufwand für den Erwerb/die Herstellung des Anlageobjektes einschließlich Nebenkosten

Die Emittentin plant die Realisierung der im vorherigen Kapitel beschriebenen Anlageobjekte.

Dabei werden für den Erwerb der Finanzanlagen Euro 300.000.000,- kalkuliert. Nebenkosten fallen dabei nicht an.

5.5.2.2.2 Strukturierungs-, Marketing- und Vertriebsaufwand (Provisionen)

Für das Angebot fallen keine vom Platzierungserfolg abhängigen Strukturierungs-, Marketing und Vertriebskosten an. Die Gesamthöhe der Provisionen, insbesondere Vermittlungsprovisionen und vergleichbare Vergütungen, beträgt Euro 0,-.¹

5.5.2.2.3 Zinsen Anleihen

Unter Position Zinsen sind die bis einschließlich 2014 von der Emittentin kalkulierten Zinszahlungen auf die drei Namensanleihen sowie die bei Tilgung zu zahlenden Mindestrückzahlungsbeträge die über den Nennbetrag der drei Namensanleihen liegen, berücksichtigt.

5.5.2.2.4 Tilgung Anleihen

Hier wird der für Tilgungen der drei Namensanleihen prognostizierte Betrag im Betrachtungszeitraum ausgewiesen. Maßgeblich ist insoweit der Nennbetrag.

5.5.2.2.5 Sonstige Aufwendungen

Zu den sonstigen Aufwendungen zählen hauptsächlich die fixen Emissionskosten sowie die Personalkosten.²

5.5.2.2.6 Liquidität abzgl. Rückstellungen zzgl. Steuern

Ausgewiesen ist die für Ende 2014 geplante Liquiditätsreserve der Emittentin, die sich aus dem Bestand an liquiden Mittel abzüglich der gebildeten Rückstellungen zusammensetzt. Ebenfalls erfasst sind hier die von der Emittentin zu zahlenden Steuern von Einkommen und Ertrag.³

18.6. Art, Anzahl und Gesamtbetrag der angebotenen Vermögensanlagen

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

6.1. Art, Anzahl und Gesamtbetrag der angebotenen Vermögensanlage

Mit diesem Verkaufsprospekt werden Vermögensanlagen und zwar auf den Namen des Inhabers lautende nachrangige Namensschuldverschreibungen zum Erwerb angeboten.

Der Gesamtbetrag der angebotenen Vermögensanlagen beträgt Euro 300.000.000,-. Die Gesamtanzahl der angebotenen Vermögensanlagen umfasst 300.000 auf den Namen lautende nachrangige Namensschuldverschreibungen mit einem Nennbetrag von jeweils Euro 1.000,-. Es werden drei verschiedene Anleihen angeboten:

- Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2¹ (hiervon insgesamt 50.000 auf den Namen lautende Namensschuldverschreibungen)
- Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4² (hiervon insgesamt 100.000 auf den Namen lautende Namensschuldverschreibungen) und
- Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8³ (hiervon insgesamt 150.000 auf den Namen lautende Namensschuldverschreibungen).

Jede Namensschuldverschreibung der gleichen Serie beinhaltet die gleichen Rechte und Pflichten für die Namensschuldverschreibungs-Inhaber sowie die gleichen Rechte und Pflichten der Emittentin gegenüber den Namensschuldverschreibungs-Inhabern.

¹⁻³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: die Bezeichnung der angebotenen Anleihen lautete vor dem Nachtrag Nr. 1 „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/2“, „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4“ und „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/8“.

18.7. Verzinsung

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

6.3.1 Verzinsung

Die Namensschuldverschreibungen beinhalten einen Anspruch auf Zahlung eines festen Zinssatzes über die gesamte Laufzeit. Die

Namensschuldverschreibungen sind ab dem 01. Juli 2011, frühestens jedoch ab dem Tag des Geldeinganges auf dem Konto der Anleiheschuldnerin mit folgendem monatlichen **Mindestzins** zu verzinsen:

- Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2⁴: 2,75%/12 des Nennbetrages,
- Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4⁵: 3,75%/12 des Nennbetrages und
- Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8⁶: 5%/12 des Nennbetrages.

Daneben wird ein monatlicher **Zusatzzins** gewährt, welcher ebenfalls anleiheabhängig ist und wie folgt berechnet wird:

- Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2⁷:
(Hauptrefinanzierungszinssatz der EZB + 0,5% des Nennbetrages)/12 – (2,75%/12) des Nennbetrages,
- Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4⁸:
(Hauptrefinanzierungszinssatz der EZB + 1,1% des Nennbetrages)/12 – (3,75%/12) des Nennbetrages
- Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8⁹:
(Hauptrefinanzierungszinssatz der EZB + 1,75% des Nennbetrages)/12 – (5%/12) des Nennbetrages

wobei die Höhe des Zusatzzinssatzes mindestens 0% beträgt.

¹⁻⁹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: die Bezeichnung der angebotenen Anleihen lautete vor dem Nachtrag Nr. 1 „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/2“, „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4“ und „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/8“.

18.8. Rückzahlung

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

6.3.3 Rückzahlung

Der Anleger hat gegen die Emittentin einen Anspruch auf Rückzahlung des Anleihekaptals zum Rückzahlungsbetrag. Die Rückzahlung der Namensschuldverschreibungen erfolgt bei allen drei Anleihen am dritten Bankarbeitstag nach Ablauf der Laufzeit („**letzter Fälligkeitstag**“) durch wirksame Kündigung.

Die Rückzahlung erfolgt jeweils Zug um Zug gegen Vorlage der Sammelurkunde zur Entwertung. Ist ein Fälligkeitstag für die Zahlung von Kapital kein Bankarbeitstag, so wird die betreffende Zahlung am nächsten Tag geleistet, der ein Bankarbeitstag ist, ohne dass wegen dieser Zahlungsverzögerung zusätzliche Zinsen zu zahlen sind.

Der **Rückzahlungsbetrag** wird von der Berechnungsstelle der Emittentin berechnet. Dabei wird der nominale Gesamtnennbetrag der begebenen Teilschuldverschreibungen multipliziert mit der gem. folgendem Abschnitt berechneten Index-Verhältniszahl. Sollte der so ermittelte Rückzahlungsbetrag

- bei Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2¹ niedriger sein als 103,75% des nominalen Gesamtnennbetrags, dann entspricht der Rückzahlungsbetrag bei dieser Anleihe 103,75% des nominalen Gesamtnennbetrages;
- bei Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4² niedriger sein als 106,5% des nominalen Gesamtnennbetrags, dann entspricht der Rückzahlungsbetrag bei dieser Anleihe 106,5% des nominalen Gesamtnennbetrages;
- bei Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8³ niedriger sein als 107,5% des nominalen Gesamtnennbetrags, dann entspricht der Rückzahlungsbetrag bei dieser Anleihe 107,5% des nominalen Gesamtnennbetrages.

6.3.3.1 Berechnungstag der Index-Verhältniszahl

Die anzuwendende „Index-Verhältniszahl“ wird an dem Bankarbeitstag, der vor dem letzten Fälligkeitstag liegt, von der Berechnungsstelle ermittelt. Die „Index-Verhältniszahl“ wird in Bezug auf den Berechnungstag wie folgt berechnet:

Wert des Referenzindex zum Berechnungstag/114,90

bzw. Wert zum Begebungszeitpunkt, wobei der „Wert des Referenzindex am Berechnungstag“ der in Bezug auf den des zweiten Monats vor dem Berechnungstag liegenden Monat berechnete unrevidierte Harmonisierte Verbraucherpreisindex (HVPI), Gesamindex ohne Tabak-Index (EU 27 Länder) in der Europäischen Union ist. Der Wert des Referenzindex zum Berechnungstag und die Index-Verhältniszahl werden erforderlichenfalls bis auf die dritte Dezimalstelle gekürzt und auf die nächstliegend zweite Dezimalstelle gerundet. Soweit der Wert des Referenzindex an dem Berechnungstag kleiner als 114,90 bzw. Wert zum Begebungszeitpunkt ist, wird bei der Berechnung des Indexverhältnisses als Wert 114,90 bzw. Wert zum Begebungszeitpunkt zugrunde gelegt.

6.3.3.2 Vorläufiger Referenzindex

Soweit an dem Berechnungstag der Wert des Referenzindex nur auf vorläufiger Basis veröffentlicht ist, so wird der vorläufige Wert des Referenzindex der Berechnung der Index-Verhältniszahl zugrunde gelegt. Eine Anpassung des Rückzahlungsbetrags nach der Veröffentlichung des endgültigen Werts des Referenzindex findet nicht statt. Gleiches gilt sinngemäß im Falle einer Überarbeitung und/oder Änderung des Referenzindex nach seiner Erstveröffentlichung, es sei denn, es handelt sich um eine Neufestsetzung des Index-Referenzzeitraums. Eine Neufestsetzung liegt vor, wenn der Referenzindex durch eine sog. Basisjahrrevision auf 100 gesetzt wird. Im Falle einer solchen Basisjahrrevision wird der basisjahrrevidierte Referenzindex der Ermittlung der Index-Verhältniszahl zugrunde gelegt. Die Berechnungsstelle ist in diesem Fall berechtigt und verpflichtet, die Anpassungen vorzunehmen, die erforderlich und ihrer Auffassung nach geeignet sind, um sicherzustellen, dass die Index-Verhältniszahl nach der Basisjahrrevision derjenigen vor der Basisjahrrevision entspricht.

6.3.3.3 Korrektur Referenzindex

Im Falle einer Korrektur des Referenzindex nach seiner Veröffentlichung aufgrund eines offensichtlichen Irrtums wird die Berechnungsstelle den korrigierten Referenzindex der Ermittlung des Rückzahlungsbetrages zugrunde legen.

6.3.3.4 Ersatzreferenzindex

Kann an dem Berechnungstag kein vorläufiger oder endgültiger Wert des Referenzindex festgestellt werden und ist kein Ersatzindex gemäß folgendem Punkt 6.3.3.5 bestimmt worden, so tritt an die Stelle des „Wertes des Referenzindex am Berechnungstag“ der letzte von der EUROSTAT veröffentlichte Wert des Referenzindex als Ersatzreferenzindex.

6.3.3.5 Ersatzindex

Wenn der Referenzindex nicht länger durch die EUROSTAT berechnet oder veröffentlicht wird und die Berechnung und Veröffentlichung durch eine andere Stelle erfolgt und/oder der Referenzindex durch einen Nachfolgeindex ersetzt worden ist, dessen Berechnung mit der gleichen oder im Wesentlichen gleichen Formel und/oder Berechnungsmethode erfolgt, dann gilt der so berechnete und veröffentlichte Index als Referenzindex.

6.3.3.6 Nachfolgeindex

Wenn an dem Berechnungstag der Referenzindex nicht länger berechnet und veröffentlicht wird und vorstehende lit. e) keine Anwendung findet, bestimmt die Berechnungsstelle einen alternativen Verbraucherpreisindex, der ihrer Auffassung nach dem Referenzindex wirtschaftlich am nächsten kommt. Der so bestimmte Index gilt dann als Referenzindex.

6.3.3.7 Festsetzungen

Alle Festsetzungen von zahlbaren Zinsen sowie sämtliche Feststellungen, Einschätzungen, Ansichten und/oder Entscheidungen der Berechnungsstelle im Rahmen des § 5 der Anleihebedingungen sind für die Gesellschaft und die Anleihegläubiger verbindlich. Der Rückzahlungsbetrag wird erforderlichenfalls auf die dritte Dezimalstelle gekürzt und auf die nächste zweite Dezimalstelle gerundet.

¹⁻³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: die Bezeichnung der angebotenen Anleihen lautete vor dem Nachtrag Nr. 1 „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/2“, „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4“ und „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/8“.

18.9. Ordentliche Kündigung

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

6.3.10.1 Ordentliche Kündigung

Die Beendigung der Beteiligung der **Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2¹** ist erstmalig zum Ablauf einer Mindestlaufzeit von zwei Jahren (24 Zinsläufe) möglich. Die Kündigungsfrist beträgt sechs Monate. Erfolgt zu diesem Termin keine Kündigung, so können die Namensschuldverschreibungen nachfolgend jeweils zum nächsten Quartalsende unter Einhaltung der sechsmonatigen Kündigungsfrist gekündigt werden.

Die Beendigung der Beteiligung der **Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4²** ist erstmalig zum Ablauf einer Mindestlaufzeit von vier Jahren (48 Zinsläufe) möglich. Die Kündigungsfrist beträgt neun Monate. Erfolgt zu diesem Termin keine Kündigung, so können die Namensschuldverschreibungen nachfolgend jeweils zum nächsten Quartalsende unter Einhaltung der neunmonatigen Kündigungsfrist gekündigt werden.

Die Beendigung der Beteiligung der **Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8³** ist erstmalig zum Ablauf einer Mindestlaufzeit von acht Jahren (96 Zinsläufe) möglich. Die Kündigungsfrist beträgt zwölf Monate. Erfolgt zu diesem Termin keine Kündigung, so können die Namensschuldverschreibungen nachfolgend jeweils zum nächsten Quartalsende unter Einhaltung der zwölfmonatigen Kündigungsfrist gekündigt werden.

¹⁻³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: die Bezeichnung der angebotenen Anleihen lautete vor dem Nachtrag Nr. 1 „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/2“, „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4“ und „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/8“.

18.10. Ausgabekurs, Agio

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

6.6.1 Ausgabekurs, Agio

Die Ausgabe der Namensschuldverschreibungen durch die Emittentin erfolgt jeweils zum Nennbetrag (100%) von Euro 1.000,- je Namensschuldverschreibung.

Als einmalige Ausgabeaufschlag fällt ein Agio an. Das Agio ist abhängig von der Wahl der Anleihe und beträgt bei

- **Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2¹**: bis zu 3,75% des Nennbetrages,
- **Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4²**: bis zu 6,5% des Nennbetrages;
- **Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8³**: bis zu 7,5% des Nennbetrages.

Das Agio wird als Ausgabeaufschlag ertragswirksam verwendet und fließt dem Anleger nicht wieder zu.

¹⁻³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: die Bezeichnung der angebotenen Anleihen lautete vor dem Nachtrag Nr. 1 „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/2“, „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4“ und „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/8“.

18.11. Mindestzeichnung, Erwerbspreis

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

6.6.2 Mindestzeichnung, Erwerbspreis

Der Erwerb der Namensschuldverschreibungen ist ab der Zeichnung von drei Namensschuldverschreibungen zu einem Nennbetrag von je Euro 1.000,- möglich. Dies entspricht einer **Mindestzeichnungssumme** von Euro 3.000,-.

Entsprechend der Mindestzeichnungssumme beträgt der **Erwerbspreis** Euro 3.000,-, wobei mit dem Erwerb weitere Kosten (Agio) in Höhe von bis zu 7,5% des Erwerbspreises verbunden sind.

Ein Höchstbetrag für eine Zeichnung ist zunächst nicht festgelegt, beträgt jedoch auf Grund der Höhe des Emissionsvolumens insgesamt maximal 300.000 Namensschuldverschreibungen zu Euro 1.000,- (Euro 300.000.000,-).

Die maximale Beteiligungshöhe während der Dauer des Angebotes stellt der jeweils noch zur Zeichnung verbleibende Restbetrag des ursprünglichen Emissionsvolumens dar.

Die Emittentin ist berechtigt jederzeit und ohne die Angabe von Gründen, Zeichnungen, Anteile oder Beteiligungen zu kürzen.

18.12. Kosten des Anlegers

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

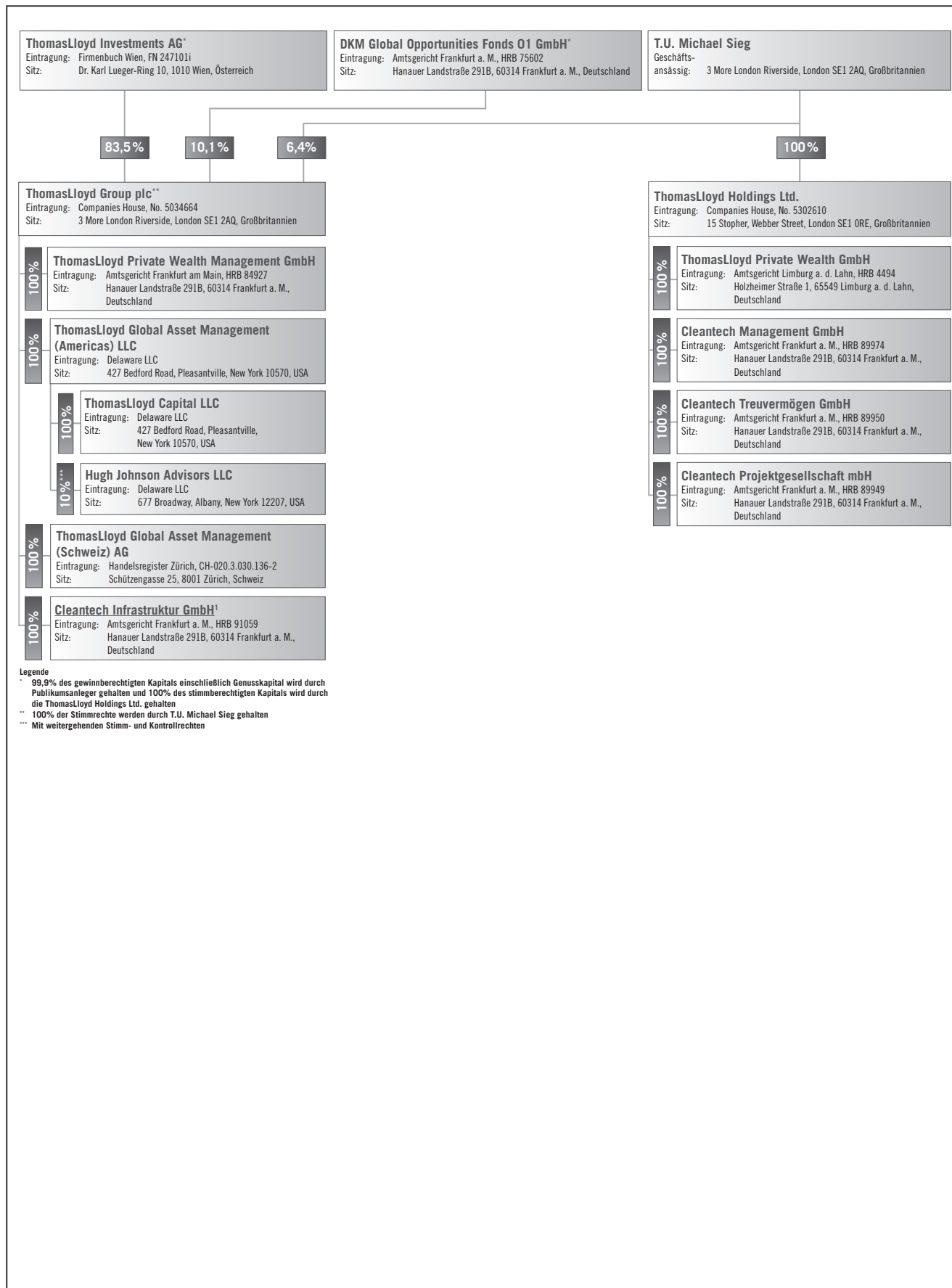
6.7. Kosten des Anlegers

Neben dem Nennbetrag hat der Namensschuldverschreibungs-Inhaber ein Agio als Ausgabeaufschlag zu leisten. Dieses beträgt je nach Anleihe bis zu 3,75%, bis zu 6,5% oder bis zu 7,5% des Nennbetrages des gezeichneten Anleihekaptals. Das Agio wird als Ausgabeaufschlag verwendet und fließt dem Anleger nicht wieder zu.

Darüber hinaus sind mit dem Erwerb, der Verwaltung und der Veräußerung der Vermögensanlage keine weiteren Kosten verbunden.

18.13. Konzernstruktur

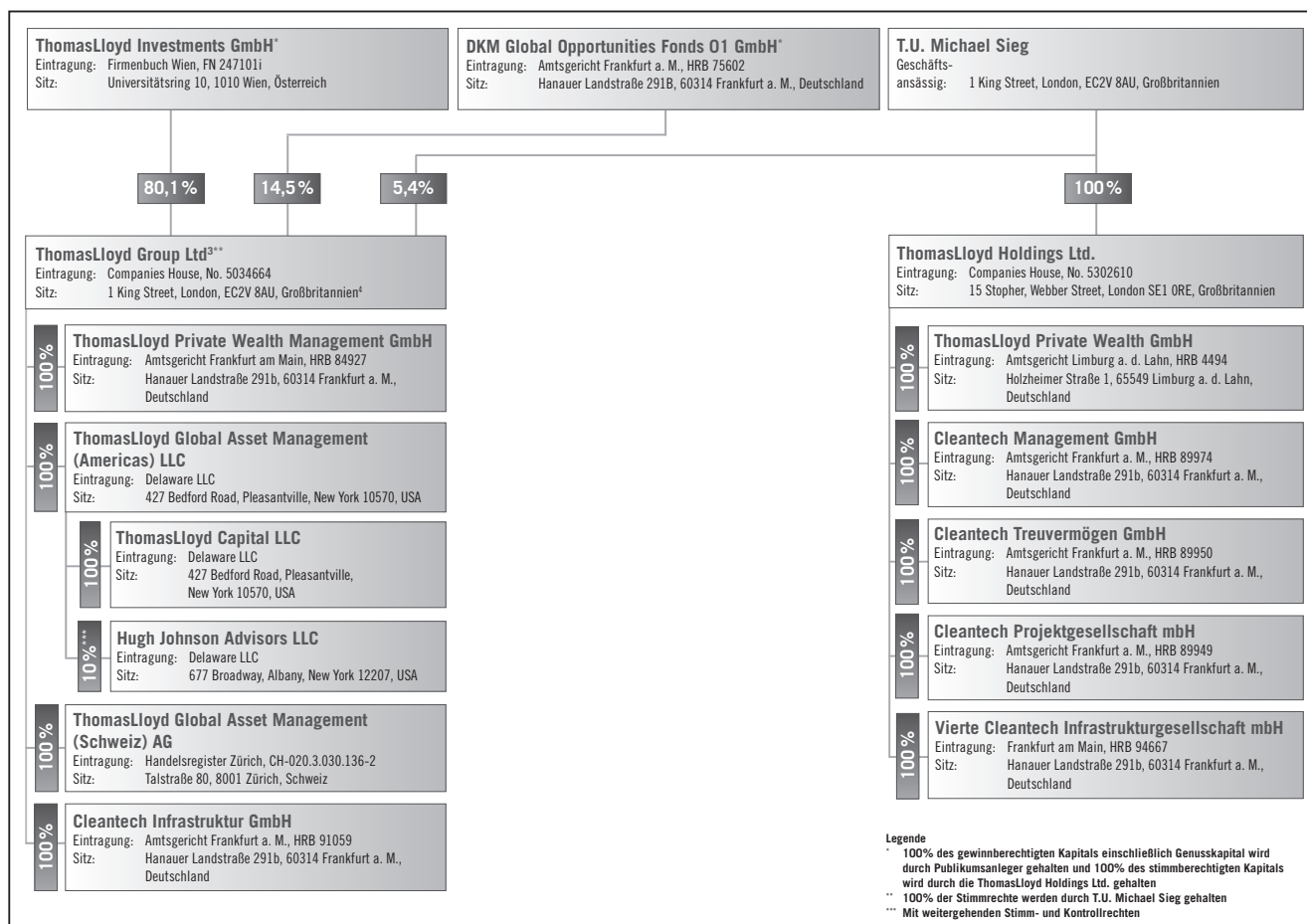
Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)



Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 2 (14. September 2012)



Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 3 (23. Oktober 2013)



18.14. Eröffnungsbilanz der Cleantech Infrastruktur GmbH zum 13. Mai 2011

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 3 (23. Oktober 2013)

Aktiva		Euro
A. Schecks, Kassenbestand, Bundesbank- und Postgiro Guthaben, Guthaben bei Kreditinstituten		25.000,-
SUMME		25.000,-
PASSIVA		
A. Eigenkapital		
I. Gezeichnetes Kapital		25.000,-
SUMME		25.000,-

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

18.15. Voraussichtliche Vermögens-, Finanz- und Ertragslage

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 2 (14. September 2012)

10.1. Einleitung

Die nachfolgende Vermögens-, Finanz- und Ertragsplanung stellt die Kalkulation der Beteiligung für die Geschäftsjahre 2011 bis einschließlich 2014 dar.

Die Vermögensplanung wurde in Form einer **Plan-Bilanz** abgebildet und zeigt die geplante Entwicklung des Eigen- und des Fremdkapitals (Passiva) der Emittentin unter besonderer Berücksichtigung der Kapitalmarktemission sowie die hieraus abgeleitete Vermögenslage (Aktiva). Aus dieser Darstellung kann der Anleger entnehmen, über welche Finanzierungswege die Cleantech

Infrastruktur GmbH¹ die Anlageobjekte realisieren will und wie die Geschäftstätigkeit aufgebaut werden soll. Plan-Bilanzen wurden für die Jahre 2011 bis einschließlich 2014 aufgestellt.

Die Kalkulation der Entwicklung der Ertragslage wurde in Form einer **Plan-Gewinn- und Verlustrechnung** abgebildet. Es werden dabei die Umsätze und sonstigen betrieblichen Erträge den betrieblichen Aufwendungen gegenübergestellt und das geplante Jahresergebnis ausgewiesen.

Die geplante Finanzlage (**Plan-Liquiditätsentwicklung**) der Cleantech Infrastruktur GmbH² wird im Rahmen einer Kapitalflussrechnung abgebildet. Es werden die aus der kalkulierten Ertragslage abgeleiteten Mittelzu- und -abflüsse dargestellt und zu einem Liquiditätsbestand (Cash-Flow) aus der laufenden Geschäftstätigkeit zusammengefasst. In der Kalkulation wird dann zusätzlich der Cash-Flow der Cleantech Infrastruktur GmbH³ aus der Finanzierungstätigkeit ausgewiesen. Die Entwicklung der Liquidität innerhalb eines Geschäftsjahres wird mit den Vorjahreswerten kumuliert und fortgeschrieben.

Die **angegebenen Prognosezahlen** stellen anzustrebende Zielergebnisse dar, deren Erreichen durch ständige Kontrolle der Soll- und Ist-Werte überprüft wird.

¹⁻³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

10.2. Planungsgrundlagen

Die Vermögens-, Finanz- und Ertragsplanung der Cleantech Infrastruktur GmbH⁴ wurde in Form einer **Prognose** für die künftig zu erwartende Geschäftsentwicklung erarbeitet.

In die Prognose flossen die Erfahrungen und Analysen des Geschäftsführers sowie Erwartungen aus der Anschaffung der Anlageobjekte ein.

Bei den Kalkulationen handelt es sich um durchschnittliche Planwerte. Die Erträge wurden nach dem kaufmännischen Vorsichtsprinzip mit Sicherheitsabschlägen reduziert. Die Kosten und Aufwendungen wurden nach dem gleichen Vorsichtsgebot mit entsprechenden Aufschlägen bedacht.

Die **angegebenen Prognosezahlen** stellen anzustrebende Zielergebnisse dar, deren Erreichen durch ständige Kontrolle der Soll- und Ist-Werte überprüft wird.

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

Fassung zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 3 (23. Oktober 2013)

10.1. Einleitung¹

Die nachfolgende Vermögens-, Finanz- und Ertragsplanung stellt die Kalkulation der Beteiligung für die Geschäftsjahre 2013 bis einschließlich 2015 dar.

Die Vermögensplanung wurde in Form einer **Plan-Bilanz** abgebildet und zeigt die geplante Entwicklung des Eigen- und des Fremdkapitals (Passiva) der Emittentin unter besonderer Berücksichtigung der Kapitalmarktemission sowie die hieraus abgeleitete Vermögenslage (Aktiva). Aus dieser Darstellung kann der Anleger entnehmen, über welche Finanzierungswege die Cleantech Infrastruktur GmbH die Anlageobjekte realisieren will und wie die Geschäftstätigkeit aufgebaut werden soll. Plan-Bilanzen wurden für die Jahre 2013 bis einschließlich 2015 aufgestellt.

Die Kalkulation der Entwicklung der Ertragslage wurde in Form einer **Plan-Gewinn- und Verlustrechnung** abgebildet. Es werden dabei die Umsätze und sonstigen betrieblichen Erträge den betrieblichen Aufwendungen gegenübergestellt und das geplante Jahresergebnis ausgewiesen.

Die geplante Finanzlage (Plan-Liquiditätsentwicklung) der Cleantech Infrastruktur GmbH wird im Rahmen einer Kapitalflussrechnung abgebildet. Es werden die aus der kalkulierten Ertragslage abgeleiteten Mittelzu- und -abflüsse dargestellt und zu einem Liquiditätsbestand (Cash-Flow) aus der laufenden Geschäftstätigkeit zusammengefasst. In der Kalkulation wird dann zusätzlich der Cash-Flow der Cleantech Infrastruktur GmbH aus der Finanzierungstätigkeit ausgewiesen. Die Entwicklung der Liquidität innerhalb eines Geschäftsjahres wird mit den Vorjahreswerten kumuliert und fortgeschrieben.

Die **angegebenen Prognosezahlen** stellen anzustrebende Zielergebnisse dar, deren Erreichen durch ständige Kontrolle der Soll- und Ist- Werte überprüft wird.

10.2. Planungsgrundlagen²

Die Vermögens-, Finanz- und Ertragsplanung der Cleantech Infrastruktur GmbH wurde in Form einer **Prognose** für die künftig zu erwartende Geschäftsentwicklung erarbeitet.

In die Prognose flossen die Erfahrungen und Analysen des Geschäftsführers sowie Erwartungen aus der Anschaffung der Anlageobjekte ein.

Bei den Kalkulationen handelt es sich um durchschnittliche Planwerte. Die Erträge wurden nach dem kaufmännischen Vorsichtsprinzip mit Sicherheitsabschlägen reduziert. Die Kosten und Aufwendungen wurden nach dem gleichen Vorsichtsgebot mit entsprechenden Aufschlägen bedacht.

Die **angegebenen Prognosezahlen** stellen anzustrebende Zielergebnisse dar, deren Erreichen durch ständige Kontrolle der Soll- und Ist-Werte überprüft wird.

^{1,2} Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Die zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung, des Nachtrags Nr. 1 und Nr. 2 geltenden Fassungen sind im Abschnitt „18. Anhang“ ab Seite 218 abgebildet.

18.16. Plan-Bilanz der Cleantech Infrastruktur GmbH (PROGNOSE)

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

AKTIVA				
Geschäftsjahr:	2011	2012	2013	2014
	Euro	Euro	Euro	Euro
A. Anlagevermögen				
I. Immaterielle Vermögensgegenstände	0	0	0	0
II. Sachanlagen	0	0	0	0
III. Finanzanlagen	30.000.000	120.000.000	298.500.000	292.950.000
Summe Anlagevermögen	30.000.000	120.000.000	298.500.000	292.950.000
B. Umlaufvermögen				
I. Vorräte	0	0	0	0
II. Forderungen und sonstige Vermögensgegenstände	0	0	0	0
III. Wertpapiere				
IV. Schecks, Kassenbestand, Bundesbank und Postgiro Guthaben, Guthaben- bei Kreditinstituten	148.253	1.388.141	4.638.306	9.043.200
Summe Umlaufvermögen	148.253	1.388.141	4.638.306	9.043.200
Bilanzsumme	30.148.253	121.388.141	303.138.306	301.993.200
PASSIVA				
Geschäftsjahr:	2011	2012	2013	2014
	Euro	Euro	Euro	Euro
A. Eigenkapital				
I. Gezeichnetes Kapital	25.000	25.000	25.000	25.000
II. Kapitalrücklage	0	0	0	0
III. Gewinn/-Verlustvortrag	0	22.381	246.930	855.272
IV. Jahresergebnis	22.381	224.549	608.342	902.862
Summe Eigenkapital	47.381	271.930	880.272	1.783.135
B. Rückstellungen				
I. Sonstige Rückstellungen	100.872	1.116.211	3.758.034	7.260.065
C. Verbindlichkeiten				
I. Anleihen mit Nachrang	30.000.000	120.000.000	298.500.000	292.950.000
Summe Verbindlichkeiten	30.100.872	121.116.211	302.258.034	300.210.065
Bilanzsumme	30.148.253	121.388.141	303.138.306	301.993.200

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 2 (14. September 2012)

AKTIVA				
Geschäftsjahr:	2011	2012	2013	2014
	Euro	Euro	Euro	Euro
A. Anlagevermögen				
I. Immaterielle Vermögensgegenstände	0	0	0	0
II. Sachanlagen	0	0	0	0
III. Finanzanlagen	654.000	10.893.000	291.000.000	249.000.000
Summe Anlagevermögen	654.000	10.893.000	291.000.000	249.000.000
B. Umlaufvermögen				
I. Vorräte	0	0	0	0
II. Forderungen und sonstige Vermögensgegenstände	0	0	0	0
III. Wertpapiere				
IV. Schecks, Kassenbestand, Bundesbank und Postgiroguthaben, Guthaben- bei Kreditinstituten	26.476	45.371	395.023	1.312.885
Summe Umlaufvermögen	26.476	45.371	395.023	1.312.885
Bilanzsumme	680.476	10.938.371	291.395.023	250.312.885
PASSIVA				
Geschäftsjahr:	2011	2012	2013	2014
	Euro	Euro	Euro	Euro
A. Eigenkapital				
I. Gezeichnetes Kapital	25.000	25.000	25.000	25.000
II. Kapitalrücklage	0	0	0	0
III. Gewinn/-Verlustvortrag	0	1.476	20.371	370.023
IV. Jahresergebnis	1.476	18.895	349.651	902.862
Summe Eigenkapital	26.476	45.371	395.023	1.297.885
B. Rückstellungen				
I. Sonstige Rückstellungen	0	0	0	15.000
C. Verbindlichkeiten				
I. Anleihen	654.000	10.893.000	291.000.000	249.000.000
Summe Verbindlichkeiten	654.000	10.893.000	291.000.000	249.015.000
Bilanzsumme	680.476	10.938.371	291.395.023	250.312.885

Fassung zum Datum des Nachtrags Nachtrags Nr. 3 (23. Oktober 2013)

10.3. Plan-Bilanz der Cleantech Infrastruktur GmbH (PROGNOSE)¹			
AKTIVA			
Geschäftsjahr:	2013	2014	2015
	Euro	Euro	Euro
A. Anlagevermögen			
I. Finanzanlagen	22.900.000	61.500.000	249.000.000
Summe Anlagevermögen	22.900.000	61.500.000	249.000.000
B. Umlaufvermögen			
II. Schecks, Kassenbestand, Bundesbank und Postgiroguthaben, Guthaben- bei Kreditinstituten	68.483	188.780	558.329
Summe Umlaufvermögen	68.483	188.780	558.329
Bilanzsumme	22.968.483	61.688.780	249.558.329

PASSIVA			
Geschäftsjahr:	2013	2014	2015
	Euro	Euro	Euro
A. Eigenkapital			
I. Gezeichnetes Kapital	25.000	25.000	25.000
II. Gewinn/-Verlustvortrag	292	43.483	163.780
III. Jahresergebnis	43.191	120.297	369.549
Summe Eigenkapital	68.483	188.780	558.329
B. Verbindlichkeiten			
I. Anleihen	22.900.000	61.500.000	249.000.000
Summe Verbindlichkeiten	22.900.000	61.500.000	249.000.000
Bilanzsumme	22.968.483	61.688.780	249.558.329

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Die zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung, des Nachtrags Nr. 1 und Nr. 2 geltende Fassung sind im Abschnitt „18. Anhang“ ab Seite 219 abgebildet.

18.17. Erläuterungen der Plan-Bilanzen der Cleantech Infrastruktur GmbH

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 2 (14. September 2012)

10.4. Erläuterungen der Plan-Bilanzen der Cleantech Infrastruktur GmbH³

10.4.1 Aktiva

10.4.1.1 Anlagevermögen

Die Emittentin plant bis einschließlich dem Ende des Geschäftsjahrs 2013 insgesamt ca. Euro 291 Mio.⁴ in Anleihen der ThomasLloyd Group plc zu investieren, diese im Bestand zu halten und daraus entsprechende Einnahmen aus Verzinsungen zu erzielen.⁵ Insoweit berücksichtigen die Planungen, dass während des Geschäftsjahrs 2013 kurzfristig der Bestand an Finanzanlagen Euro 300 Mio. betragen wird und dass entsprechend der Bedingungen der Namensschuldverschreibung ThomasLloyd Festzins 6 und ThomasLloyd Festzins 126 im Jahr 2013 bereits erste Tilgungen fällig werden können und demgemäß eine Verringerung der Investitionen zum Stichtag 31.12.2013 stattfinden würde.

Nach den Planungen soll das gesamte aus den prospektgegenständlichen drei Namensanleihen⁷ zufließende Anleihekaptal (d.h. ohne Berücksichtigung von etwaigen⁸ Agiozahlungen) in Anleihen der ThomasLloyd Group plc investiert und in 2011 mit den Erwerb von Anleihen der ThomasLloyd Group plc begonnen werden. Insgesamt sollen im Geschäftsjahr 2011 und 2012 ca. Euro 10,9 Mio.⁹ und in 2013 weitere Euro 289,1¹⁰ Mio. in Anleihen der ThomasLloyd Group plc investiert werden. Zuflüsse aus möglichen Folgeemissionen wurden nicht berücksichtigt.¹¹

Diese Position zeigt den Vermögensbestand an Finanzanlagen.

³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: Euro 298,5 Mio.).

⁵ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „und erhöhten Tilgungsbeträgen“).

^{6,7} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 und den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: die Bezeichnung der angebotenen Anleihen lautete vor dem Nachtrag Nr. 1 „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/2“, „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4“ und „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/8“ und zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 „Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2“, „Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4“ und „Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8“.

⁸ Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012.

⁹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „Insgesamt sollen im Geschäftsjahr 2011 ca. Euro 3 Mio. und im Geschäftsjahr 2012 ca. Euro 90 Mio. und in 2013 weitere Euro 178,5 Mio. in Anleihen der ThomasLloyd Group plc. investiert werden.“)

¹⁰ Berichtigt im Rahmen des Nachtrags Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 (ursprünglich: Euro 168,5 Mio.). Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: die zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung und des Nachtrags Nr. 1 prognostizierte Zahl lautet „Euro 178,5 Mio.“.

¹¹ Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012.

10.4.1.2 Umlaufvermögen

In der Position Guthaben bei Kreditinstituten ist die Liquiditätsreserve der Emittentin dargestellt und entspricht dem Liquiditätssaldo in der Plan-Liquiditätsrechnung.

10.4.1.3 Bilanzsumme

Die Bilanzsumme entspricht der Summe aus Anlage- und Umlaufvermögen.

10.4.2 Passiva

10.4.2.1 Eigenkapital

Im Eigenkapital ist das gezeichnete und eingezahlte Stammkapital der Emittentin in Höhe von Euro 25.000,- ausgewiesen.

Unter der Position Jahresergebnis werden die kumulierten Jahresergebnisse der Emittentin ausgewiesen. Insoweit sind den Planungen zufolge keine Ausschüttungen auf die Stammeinlage vorgesehen.

10.4.2.2 Rückstellungen

In den Rückstellungen sind die Beträge für ab dem Geschäftsjahr 2014 Kosten für die Prüfung des Jahresabschlusses der Emittentin durch einen Wirtschaftsprüfer erfasst, da entsprechend den gesetzgeberischen Bestrebungen die Emittenten von Vermögensanlagen ab dem Geschäftsjahr 2014 einer gesetzlichen Jahresabschlussprüfungspflicht unterliegen sollen.¹

10.4.2.3 Verbindlichkeiten

Unter den Verbindlichkeiten sind ausschließlich die prospektgegenständlichen Anleihen ausgewiesen, wobei der Ausweis zum Nennbetrag erfolgt. Den Kalkulationen zufolge rechnet die Emittentin mit einer Vollplatzierung der prospektgegenständlichen drei Namensanleihen² in 2013. Gleichzeitig kalkuliert die Emittentin, dass von den in 2011 und 2012 gezeichneten und eingezahlten Anleihekaptal bedingungsgemäß³ in 2013 und 2014 jeweils bis zu 30% durch die Anleger gekündigt und bedingungsgemäß durch die Emittentin getilgt werden.⁴

10.4.2.4 Bilanzsumme

Die Bilanzsumme entspricht der Summe aus Eigenkapital, Rückstellungen und Verbindlichkeiten.

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich: „In den Rückstellungen sind die Beiträge für die über den Nennbetrag der prospektgegenständlichen Anleihen liegenden Mindestrückzahlungsbeträge eingestellt, die grundsätzlich mindestens den im Rahmen der Zeichnung vereinnahmten Agiobeträgen entsprechen. Ferner sind ab dem Geschäftsjahr 2014 Kosten für die Prüfung des Jahresabschlusses der Emittentin durch den Wirtschaftsprüfer erfasst, da entsprechend den gesetzgeberischen Bestrebungen die Emittenten von Vermögensanlagen ab dem Geschäftsjahr 2014 einer gesetzlichen Jahresabschlussprüfungspflicht unterliegen sollen.“)

^{2,3} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011 und den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012: die Bezeichnung der angebotenen Anleihen lautete vor dem Nachtrag Nr. 1 „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/2“, „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/4“ und „ThomasLloyd DuoZins-Anleihe 2011/8“ und zum Zeitpunkt der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 „Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2“, „Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4“ und „Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8“.

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012. Folgender Satz im Abschnitt 10.4.2.3. ist weggefallen: „Der über den Nennbetrag hinausgehende Rückzahlungsbetrag wurde in diesem Zusammenhang in den Rückstellungen ausgewiesen.“

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 3 (23. Oktober 2013)

10.4. Erläuterungen der Plan-Bilanzen der Cleantech Infrastruktur GmbH²

10.4.1 Aktiva

10.4.1.1 Anlagevermögen

Die Emittentin plant bis Ende des Geschäftsjahres 2015 insgesamt ca. Euro 300 Mio. in Anleihen der ThomasLloyd Group Ltd zu investieren. Diese sollen im Bestand gehalten werden und daraus entsprechende Einnahmen aus Verzinsungen erzielt werden. Ab 2013 kalkuliert die Emittentin gleichzeitig mit der Rückzahlung von Anleihekaptal in Höhe von ca. Euro 51 Mio., so dass sich zum Stichtag 31. Dezember ein Bestand an Finanzanlagen von Euro 249 Mio. ergibt. Insoweit berücksichtigen die Planungen, dass entsprechend der Bedingungen der Namensschuldverschreibung ThomasLloyd Festzins 6 und ThomasLloyd Festzins 12 im Jahr 2013 bereits erste Tilgungen fällig werden und demgemäß eine Verringerung der Investitionen stattfindet.

Nach den Planungen soll das gesamte aus den prospektgegenständlichen drei Namensanleihen zufließende Anleihekaptal in Anleihen der ThomasLloyd Group Ltd investiert werden. Mit dem Erwerb von Anleihen der ThomasLloyd Group Ltd wurde bereits in 2011 begonnen. Zuflüsse aus möglichen Folgeemissionen wurden nicht berücksichtigt.

Diese Position zeigt den geplanten Vermögensbestand an Finanzanlagen zum jeweiligen Stichtag unter Berücksichtigung der unterjährigen Zugänge und Abgänge bei den Finanzanlagen.

10.4.1.2 Umlaufvermögen

In der Position Guthaben bei Kreditinstituten ist die Liquiditätsreserve der Emittentin dargestellt und entspricht dem Liquiditätssaldo in der Plan-Liquiditätsrechnung.

10.4.1.3 Bilanzsumme

Die Bilanzsumme entspricht der Summe aus Anlage- und Umlaufvermögen.

10.4.2 Passiva

10.4.2.1 Eigenkapital

Im Eigenkapital ist das gezeichnete und eingezahlte Stammkapital der Emittentin in Höhe von Euro 25.000,- ausgewiesen.

Unter der Position Jahresergebnis werden die kumulierten Jahresergebnisse der Emittentin ausgewiesen. Insoweit sind den Planungen zufolge keine Ausschüttungen auf die Stammeinlage vorgesehen. Die Gewinne werden somit in das nächste Jahr vorgetragen.

10.4.2.2 Verbindlichkeiten

Unter den Verbindlichkeiten sind ausschließlich die prospektgegenständlichen Anleihen ausgewiesen, wobei der Ausweis zum Nennbetrag erfolgt. Den Kalkulationen zufolge rechnet die Emittentin mit einer Vollplatzierung der prospektgegenständlichen drei Namensanleihen in 2015. Gleichzeitig kalkuliert die Emittentin, dass das in 2011 und 2012 gezeichnete und eingezahlte Anleihekaptal bedingungsgemäß ab 2013 teilweise durch die Anleger gekündigt und bedingungsgemäß durch die Emittentin getilgt wird.

10.4.2.3 Bilanzsumme

Die Bilanzsumme entspricht der Summe aus Eigenkapital und Verbindlichkeiten.

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Die zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung, des Nachtrags Nr. 1 und Nr. 2 geltende Fassung sind im Abschnitt „18. Anhang“ ab Seite 221 abgebildet. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

18.18. Plan-Gewinn- und Verlustrechnung der Cleantech Infrastruktur GmbH (PROGNOSE)

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

	2011	2012	2013	2014
	Euro	Euro	Euro	Euro
1. Umsatzerlöse	0	0	0	0
2. Sonstige betriebliche Erträge	3.968.000	11.736.000	23.436.000	51.000
3. Sonstige betriebliche Aufwendungen	-68.000	-36.000	-36.000	-51.000
4. Strukturierungs-, Marketing- und Vertriebsaufwand	-3.900.000	-11.700.000	-23.400.000	0
5. Zinserträge	453.730	4.566.019	12.225.779	17.643.710
6. Zinsaufwendungen	-421.758	-4.245.234	-11.356.719	-16.353.906
7. Ergebnis der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit	31.972	320.785	869.061	1.289.803
8. Steuern vom Einkommen und Ertrag	-9.592	-96.235	-260.718	-386.941
9. Jahresergebnis	22.381	224.549	608.342	902.862

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 2 (14. September 2012)

	2013	2014	2015	2014
	Euro	Euro	Euro	Euro
1. Umsatzerlöse	0	0	0	0
2. Sonstige betriebliche Erträge	68.000	36.000	36.000	51.000
3. Sonstige betriebliche Aufwendungen	-68.000	-36.000	-36.000	-51.000
4. Zinserträge	8.877	167.328	5.317.116	14.037.445
5. Zinsaufwendungen	-6.768	-140.335	-4.817.614	-12.747.642
6. Ergebnis der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit	2.109	26.993	499.502	1.289.803
7. Steuern vom Einkommen und Ertrag	-633	-8.098	-149.850	-386.941
8. Jahresergebnis	1.476	18.895	349.651	902.862

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 3 (23. Oktober 2013)

10.5. Plan-Gewinn- und Verlustrechnung der Cleantech Infrastruktur GmbH (PROGNOSE)¹

	2013	2014	2015
	Euro	Euro	Euro
1. Umsatzerlöse	0	0	0
2. Sonstige betriebliche Erträge	61.000	61.000	61.000
3. Sonstige betriebliche Aufwendungen	-61.000	-61.000	-61.000
4. Zinserträge	708.062	1.973.499	6.070.635
5. Zinsaufwendungen	-646.361	-1.801.646	-5.542.708
6. Ergebnis der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit	61.701	171.853	527.927
7. Steuern vom Einkommen und Ertrag	-18.510	-51.556	-158.378
8. Jahresergebnis	43.191	120.297	369.549

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Die zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung, des Nachtrags Nr. 1 und Nr. 2 geltende Fassung sind im Abschnitt „18. Anhang“ auf der Seite 222 abgebildet.

18.19. Erläuterungen der Plan-Gewinn- und Verlustrechnung der Cleantech Infrastruktur GmbH

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 2 (14. September 2012)

10.6. Erläuterungen der Plan-Gewinn- und Verlustrechnung der Cleantech Infrastruktur GmbH⁷

10.6.1 Umsatzerlöse

Die Emittentin verwaltet ausschließlich eigenes Vermögen und wird deshalb keine Umsatzerlöse erzielen.

⁷ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

10.6.2 Sonstige betriebliche Erträge

Ausgewiesen sind unter dieser Position¹ die Erträge aus der Kostenübernahme durch die ThomasLloyd Group plc. Dementsprechend erzielt die Emittentin ab dem Geschäftsjahr 2011 entsprechende sonstige betriebliche Erträge.

10.6.3 Sonstige betriebliche Aufwendungen

Unter den sonstigen betrieblichen Aufwendungen sind die kalkulierten Kosten für die Vorbereitung des prospektgegenständlichen Angebotes der Vermögensanlagen (fixe Emissionskosten), Personal sowie ab 2014 für die gesetzlich vorgesehene Jahresabschlussprüfung ausgewiesen.

10.6.4 Zinserträge²

Die prognostizierten Zinserträge resultieren aus den entsprechenden Einnahmen der Emittentin aus den von der ThomasLloyd Group plc begebenen Anleihen. Gerechnet wird hierbei mit einer Verzinsung, die im Verhältnis zu den prospektgegenständlichen drei Namensanleihen³ um 0,4% p.a. erhöht ist. Im Übrigen soll die von der ThomasLloyd Group plc. begebenen Anleihen im Wesentlichen so ausgestaltet sein, wie die prospektgegenständlichen drei Namensanleihen⁴. Nach den Planungen der Emittentin soll in 2011 mit der Erwerb der von der ThomasLloyd Group plc begebenen Anleihen begonnen werden. Ausgewiesen sind ferner die Zins- und ähnliche Erträge aus der Anlage der Liquiditätsreserve der Emittentin, wobei eine durchschnittliche Verzinsung von 2,0% p.a. den Planungen zugrunde liegt.

10.6.5 Zinsaufwand

In dieser Position sind zunächst die Zinszahlungen der Emittentin an ihre Anleihegläubiger erfasst.⁵

10.6.6 Ergebnis der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit

In dieser Position ist der Saldo aus Erlösen und Aufwendungen ausgewiesen.

10.6.7 Steuern von Einkommen und Ertrag

Ausgewiesen sind die von der Emittentin kalkulierten Beträge für Körperschafts- und Gewerbesteuer.

10.6.8 Jahresergebnis

In der Position Jahresergebnis ist der Saldo aus Ergebnis der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit sowie Steuern von Einkommen und Ertrag erfasst.

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012. Zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung und der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 wurden unter den sonstigen betrieblichen Erträgen zusätzlich die Agiozahlungen ausgewiesen.

² Weggefallen durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 und damit unverbindlich ist folgender ursprünglicher Abschnitt: „10.6.4. Strukturierungs- Marketing- und Vertriebsaufwand unter dieser Position sind die erfolgabhängigen Aufwendungen (einschließlich der Vermittlungsprovisionen) für die Beschaffung des Anleihekaptals von durchschnittlich 5,5% der von den Anlegern eingezahlten Nennbeträge der Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2, von durchschnittlich 9% der von den Anlegern eingezahlten Nennbeträge der Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4 und von durchschnittlich 10% der von den Anlegern eingezahlten Nennbeträge der Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8. Ausgewiesen sind ebenfalls die Marketingkosten, die zwischen 1,5% bis 3,0% des Anleihekaptals betragen. Schließlich sind die Konzeptions-, Strukturierungs-, Steuer- und Rechtsberatungskosten sowie Ratingkosten in Höhe von 1,5% des Anleihekaptals von dieser Position erfasst.“

^{3,4} Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich „Cleantech Infrastrukturanleihen“).

⁵ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012. Weggefallen und damit unverbindlich sind folgende Sätze: „Ferner sind die als Zinsaufwand erfassten und in die Rückstellungen eingestellten Rückzahlungsbeträge der prospektgegenständlichen Cleantech Infrastrukturanleihen die über dem Nennbetrag liegen, berücksichtigt. Die Beträge entsprechen dabei grundsätzlich mindestens den im Rahmen der Zeichnung vereinnahmten Agiobeträgen.“

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 3 (23. Oktober 2013)

10.6. Erläuterungen der Plan-Gewinn- und Verlustrechnung der Cleantech Infrastruktur GmbH²

10.6.1 Umsatzerlöse

Die Emittentin verwaltet ausschließlich eigenes Vermögen durch den Erwerb von Finanzanlagen und wird deshalb keine Umsatzerlöse erzielen.

10.6.2 Sonstige betriebliche Erträge

Ausgewiesen sind unter dieser Position die Erträge aus der Kostenübernahme durch die ThomasLloyd Group Ltd. Dementsprechend erzielt die Emittentin in Höhe ihrer betrieblichen Aufwendungen auch entsprechende sonstige betriebliche Erträge.

10.6.3 Sonstige betriebliche Aufwendungen

Unter den sonstigen betrieblichen Aufwendungen sind die kalkulierten Kosten für die Vorbereitung des prospektgegenständlichen Angebotes der Vermögensanlagen (fixe Emissionskosten), Personal sowie für die Jahresabschlussprüfung, die ab dem Geschäftsjahr 2014 gesetzlich vorgesehen ist, ausgewiesen.

10.6.4 Zinserträge

Die prognostizierten Zinserträge resultieren aus den entsprechenden Einnahmen der Emittentin aus den von der ThomasLloyd Group Ltd begebenen Anleihen. Gerechnet wird hierbei mit einer Verzinsung, die im Verhältnis zu den prospektgegenständlichen drei Namensanleihen um 0,4% p.a. erhöht ist. Im Übrigen sind die von der ThomasLloyd Group Ltd begebenen Anleihen im Wesentlichen so ausgestaltet, wie die prospektgegenständlichen drei Namensanleihen. Es wurde in 2011 mit dem Erwerb der von der ThomasLloyd Group Ltd begebenen Anleihen begonnen. Ausgewiesen sind ferner die Zins- und ähnliche Erträge aus der Anlage der Liquiditätsreserve der Emittentin, wobei eine durchschnittliche Verzinsung von 2,0% p.a. den Planungen zugrunde liegt.

10.6.5 Zinsaufwand

In dieser Position sind zunächst die Zinszahlungen der Emittentin an ihre Anleihegläubiger erfasst.

10.6.6 Ergebnis der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit

In dieser Position ist der Saldo aus Erlösen und Aufwendungen ausgewiesen.

10.6.7 Steuern von Einkommen und Ertrag

Ausgewiesen sind die von der Emittentin kalkulierten Beträge für Körperschafts- und Gewerbesteuer.

10.6.8 Jahresergebnis

In der Position Jahresergebnis ist der Saldo aus Ergebnis der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit sowie Steuern von Einkommen und Ertrag erfasst.

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Die zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung, des Nachtrags Nr. 1 und Nr. 2 geltende Fassung sind im Abschnitt „18. Anhang“ auf den Seiten 222 f. abgebildet. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

18.20. Plan-Liquiditätsrechnung der Cleantech Infrastruktur GmbH (PROGNOSE)

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

	2011	2012	2013	2014
	Euro	Euro	Euro	Euro
Jahresüberschuss	22.381	224.549	608.342	902.862
+ nicht liquiditätswirksame Aufwendungen (z.B. Rückstellungen)	100.872	1.015.339	2.641.823	3.502.031
= Cash-Flow laufende Geschäftstätigkeit	123.253	1.239.888	3.250.165	4.404.894
Einzahlungen aus Abgängen des Anlagevermögens	0	0	1.500.000	5.550.000
- Auszahlungen in Investitionen des Anlagevermögens	30.000.000	90.000.000	180.000.000	0
= Cash-Flow Investitionstätigkeit	30.000.000	90.000.000	178.500.000	5.550.000
Einzahlungen Gründungsgesellschafter	25.000	0	0	0
- Auszahlungen Gründungsgesellschafter	0	0	0	0
+ Einzahlungen Anleger	30.000.000	90.000.000	180.000.000	0
- Auszahlungen Anleger	0	0	1.500.000	5.550.000
= Cash-Flow Finanzierung	30.025.000	90.000.000	178.500.000	-5.550.000
= Summe Cash-Flow	148.253	1.239.888	3.250.165	4.404.894
+ verfügbare liquide Mittel alt	0	148.253	1.388.141	4.638.306
= verfügbare liquide Mittel neu	148.253	1.388.141	4.638.306	9.043.200

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 2 (14. September 2012)

	2011	2012	2013	2014
	Euro	Euro	Euro	Euro
Jahresüberschuss	1.476	18.895	349.651	902.862
+ nicht liquiditätswirksame Aufwendungen (z.B. Rückstellungen)	0	0	0	15.000
= Cash-Flow laufende Geschäftstätigkeit	1.476	18.895	349.651	917.862
Einzahlungen aus Abgängen des Anlagevermögens	0	0	9.000.000	42.000.000
- Auszahlungen in Investitionen des Anlagevermögens	654.000	10.239.000	289.107.000	0
= Cash-Flow Investitionstätigkeit	-654.000	-10.239.000	-280.107.000	42.000.000
Einzahlungen Gründungsgesellschafter	25.000	0	0	0
- Auszahlungen Gründungsgesellschafter	0	0	0	0
+ Einzahlungen Anleger	654.000	10.239.000	289.107.000	0
- Auszahlungen Anleger	0	0	9.000.000	42.000.000
= Cash-Flow Finanzierung	679.000	10.239.000	280.107.000	-42.000.000
= Summe Cash-Flow	26.476	18.895	349.651	917.862
+ verfügbare liquide Mittel alt	0	26.476	45.371	395.023
= verfügbare liquide Mittel neu	26.476	45.371	395.023	1.312.885

10.7. Plan-Liquiditätsrechnung der Cleantech Infrastruktur GmbH (PROGNOSE)¹

	2013	2014	2015
	Euro	Euro	Euro
Jahresüberschuss	43.191	120.297	369.549
+ nicht liquiditätswirksame Aufwendungen/Erträge (z.B. Rückstellungen)	25.000	0	0
= Cash-Flow laufende Geschäftstätigkeit	68.191	120.297	369.549
Einzahlungen aus Abgängen des Anlagevermögens	1.100.000	7.900.000	42.000.000
- Auszahlungen in Investitionen des Anlagevermögens	18.750.000	46.500.000	229.500.000
= Cash-Flow Investitionstätigkeit	-17.650.000	-38.600.000	-187.500.000
Einzahlungen Gründungsgesellschafter	0	0	0
- Auszahlungen Gründungsgesellschafter	0	0	0
+ Einzahlungen Anleger	18.750.000	46.500.000	229.500.000
- Auszahlungen Anleger	1.100.000	7.900.000	42.000.000
= Cash-Flow Finanzierung	17.650.000	38.600.000	187.500.000
= Summe Cash-Flow	68.191	120.297	369.549
+ verfügbare liquide Mittel alt	292	68.483	188.780
= verfügbare liquide Mittel neu	68.483	188.780	558.329

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Die zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung, des Nachtrags Nr. 1 und Nr. 2 geltende Fassung sind im Abschnitt „18. Anhang“ auf den Seiten 223 f. abgebildet.

18.21. Erläuterungen der Plan-Liquiditätsrechnung der Cleantech Infrastruktur GmbH

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 2 (14. September 2012)

10.8. Erläuterungen der Plan-Liquiditätsrechnung der Cleantech Infrastruktur GmbH³

10.8.1 Jahresüberschuss

Ausgewiesen ist das Jahresergebnis des jeweiligen Geschäftsjahres (siehe Plan-Gewinn- und Verlustrechnung) der Emittentin.

10.8.2 Nicht liquiditätswirksame Aufwendungen

Enthalten sind die in die Rückstellung eingestellten Beträge.⁴

10.8.3 Cash-Flow laufende Geschäftstätigkeit

In dieser Position ist der aus der laufenden Geschäftstätigkeit resultierende Liquiditätszufluss ausgewiesen.

10.8.4 Einzahlungen aus Abgängen des Anlagevermögens

Ab dem Geschäftsjahr 2013 sind die Tilgungszahlungen der ThomasLloyd Group plc an die Emittentin ausgewiesen.

10.8.5 Auszahlungen in Investitionen des Anlagevermögens

Die Emittentin plant Anleihen von der ThomasLloyd Group plc im Geschäftsjahr 2012 in Höhe von ca. Euro 10,24 Mio. und in 2013 in Höhe von ca. Euro 289,1 Mio. zu erwerben.⁵

10.8.6 Cash-Flow laufende Investitionstätigkeit

Ausgewiesen ist der aus der Investitionstätigkeit resultierende Liquiditätsabfluss.

10.8.7 Einzahlungen Gründungsgesellschafter

Die Position weist den Mittelzufluss durch Einzahlung des Gründungskapitals aus.

10.8.8 Auszahlungen Gründungsgesellschafter

Auszahlungen an die Gründungsgesellschafter auf das Stammkapital sind nicht vorgesehen.

10.8.9 Einzahlungen Anleger

Die Planungen der Emittentin sehen vor, dass von den Anlegern liquide Mittel im Geschäftsjahr 2012 in Höhe von Euro 10,24 Mio. und im Geschäftsjahr 2013 in Höhe von Euro 289,1 Mio. zufließen.⁶

10.8.10 Auszahlungen Anleger

In dieser Position sind die ab 2013 geplanten Rückzahlungen des Anleihekaptals ausgewiesen.

10.8.11 Cash-Flow Finanzierung

Die Position weist den Mittelzufluss aus der Finanzierungstätigkeit der Emittentin aus.

10.8.12 Summe Cash-Flow

Unter dieser Position ist der Saldo des Cash-Flows aus der Geschäfts-, Investitions- und Finanzierungstätigkeit der Emittentin dargestellt.

10.8.13 Liquide Mittel alt

In dieser Position wird der kalkulierte Liquiditätsbestand der Emittentin zu Beginn des Geschäftsjahres aufgezeigt.

10.8.14 Liquide Mittel neu

In dieser Position wird der kalkulierte Liquiditätsbestand der Emittentin zum Ende des Geschäftsjahres aufgezeigt. Dieser ergibt sich aus dem Saldo der Summe Cash-Flow sowie des Liquiditätsbestands zu Beginn des jeweiligen Geschäftsjahres.

³ Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012. Die zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung und der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 prognostizierten Zahlen sind im Abschnitt „18. Anhang“ auf Seite 160 abgebildet.

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012. Weggefallen und damit unverbindlich ist der Satz: „Insbesondere sind die als Zinsaufwand erfassten und in die Rückstellungen eingestellten Rückzahlungsbeträge der prospektgegenständlichen Cleantech Infrastrukturanleihen, die über den Nennbetrag liegen, berücksichtigt. Diese Beträge entsprechen dabei grundsätzlich mindestens den im Rahmen der Zeichnung vereinnahmten Agiobeträgen.“

⁵ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012. Zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung und der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 lautete der Satz: „Die Emittentin plant Anleihen von der ThomasLloyd Group plc im laufenden Geschäftsjahr 2011 in Höhe von ca. Euro 30 Mio. und in 2012 in Höhe von ca. Euro 90 Mio. und in 2012 in Höhe von ca. Euro 180 Mio. zu erwerben.“

⁶ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012. Zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung und der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 lautete der Satz: „Die Planungen der Emittentin sehen vor, dass von den Anlegern liquide Mittel im Geschäftsjahr 2011 in Höhe von Euro 30 Mio. und im Geschäftsjahr 2012 in Höhe von Euro 90 Mio. und im Geschäftsjahr 2013 in Höhe von Euro 180 Mio. zufließen.“

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 3 (23. Oktober 2013)

10.8. Erläuterungen der Plan-Liquiditätsrechnung der Cleantech Infrastruktur GmbH²

10.8.1 Jahresüberschuss

Ausgewiesen ist das Jahresergebnis des jeweiligen Geschäftsjahres (siehe Plan-Gewinn- und Verlustrechnung) der Emittentin.

10.8.2 Nicht liquiditätswirksame Aufwendungen/Erträge

Enthalten sind die durch Auflösung der Rückstellung generierten Beträge in 2013. Insoweit plant die Emittentin, dass bis dato in die Rückstellung eingestellten Beträge (z.B. Jahresabschlusskosten) bereits im betreffenden Geschäftsjahr in Rechnung gestellt und ausgeglichen werden.

10.8.3 Cash-Flow laufende Geschäftstätigkeit

In dieser Position ist der aus der laufenden Geschäftstätigkeit resultierende Liquiditätszufluss ausgewiesen.

10.8.4 Einzahlungen aus Abgängen des Anlagevermögens

Ab dem Geschäftsjahr 2013 sind die Tilgungszahlungen der ThomasLloyd Group Ltd an die Emittentin ausgewiesen, wobei die Emittentin jeweils nur mit teilweisen Kündigungen des Anleihekaptals kalkuliert.

10.8.5 Auszahlungen in Investitionen des Anlagevermögens

Die Emittentin plant Anleihen von der ThomasLloyd Group Ltd im Geschäftsjahr 2013 in Höhe von ca. Euro 18,75 Mio. und in 2014 in Höhe von ca. Euro 46,5 Mio. und in 2015 in Höhe von ca. Euro 229,5 Mio. zu erwerben.

10.8.6 Cash-Flow laufende Investitionstätigkeit

Ausgewiesen ist der aus der Investitionstätigkeit resultierende Liquiditätsabfluss.

10.8.7 Einzahlungen Gründungsgesellschafter

Die Position weist den Mittelzufluss durch Einzahlung des Gründungskapitals aus.

10.8.8 Auszahlungen Gründungsgesellschafter

Auszahlungen an die Gründungsgesellschafter auf das Stammkapital sind nicht vorgesehen.

10.8.9 Einzahlungen Anleger

Die Planungen der Emittentin sehen vor, dass von den Anlegern liquide Mittel im Geschäftsjahr 2013 in Höhe von Euro 18,75 Mio. und im Geschäftsjahr 2014 in Höhe von ca. Euro 46,5 Mio. und in 2015 von ca. Euro 229,5 Mio. zufließen.

10.8.10 Auszahlungen Anleger

In dieser Position sind die ab 2013 geplanten Rückzahlungen des Anleihekaptals an die Anleger ausgewiesen.

10.8.11 Cash-Flow Finanzierung

Die Position weist den Mittelzufluss aus der Finanzierungstätigkeit der Emittentin aus.

10.8.12 Summe Cash-Flow

Unter dieser Position ist der Saldo des Cash-Flows aus der Geschäfts-, Investitions- und Finanzierungstätigkeit der Emittentin dargestellt.

10.8.13 Liquide Mittel alt

In dieser Position wird der kalkulierte Liquiditätsbestand der Emittentin zu Beginn des Geschäftsjahres aufgezeigt.

10.8.14 Liquide Mittel neu

In dieser Position wird der kalkulierte Liquiditätsbestand der Emittentin zum Ende des Geschäftsjahres aufgezeigt. Dieser ergibt sich aus dem Saldo der Summe Cash-Flow sowie des Liquiditätsbestands zu Beginn des jeweiligen Geschäftsjahres.

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Die zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung, des Nachtrags Nr. 1 und Nr. 2 geltende Fassung sind im Abschnitt „18. Anhang“ auf den Seiten 224 f. abgebildet. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

18.22. Planzahlen der Cleantech Infrastruktur GmbH nach der Vermögensanlagen-Verkaufsprospektverordnung (VermVerkProspV)

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

10.9. Planzahlen der Cleantech Infrastruktur GmbH¹ nach der Vermögensanlagen-Verkaufsprospektverordnung (VermVerkProspV)

Nach der VermVerkProspV sind für junge Emittenten, die vor weniger als 18 Monaten gegründet wurden und noch keine Jahresabschlussprüfung durchgeführt haben, spezifische Planzahlen zu den prognostizierten Investitionen, Umsätzen und Ergebnissen sowie der Produktion mindestens für die folgenden drei Geschäftsjahre aufzunehmen.

Diese Planzahlen werden in der nachfolgenden Übersicht für die Cleantech Infrastruktur GmbH² im Zeitraum 2011 bis 2014 dargestellt. Anschließend werden die Wirkungszusammenhänge näher erläutert.

Planzahlen der Cleantech Infrastruktur GmbH nach der Vermögensanlagen-Verkaufsprospektverordnung (PROGNOSE)				
In TEuro	2011	2012	2013	2014
1 Umsatzerlöse	0	0	0	0
2 Investition	30.000	90.000	180.000	0
3 Ergebnis	22	225	608	903
4 Produktion	0	0	0	0

^{1,2} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 2 (14. September 2012)

Die Planzahlen zu den prognostizierten Investitionen, Umsätzen und Ergebnissen sowie der Produktion werden in der nachfolgenden Übersicht für die Cleantech Infrastruktur GmbH³ im Zeitraum 2012⁴ bis 2014 dargestellt. Anschließend werden die Wirkungszusammenhänge näher erläutert.

Planzahlen der <u>Cleantech Infrastruktur GmbH</u> ⁵ nach der Vermögensanlagen-Verkaufsprospektverordnung (PROGNOSE)			
In TEuro	2012	2013	2014
1 Umsatzerlöse	0	0	0
2 Investition	<u>10.239</u>	<u>289.107</u>	0
3 Ergebnis	<u>18,9</u>	<u>350</u>	903
4 Produktion	0	0	0

10.9.1 Umsatzerlöse

Die Emittentin verwaltet eigenes Vermögen und wird deshalb keine Umsatzerlöse erzielen.

10.9.2 Investitionen

Die dargestellten Investitionen beziehen sich auf den Erwerb der von der ThomasLloyd Group plc begebenen Anleihen.

10.9.3 Ergebnis

Das Jahresergebnis der Cleantech Infrastruktur GmbH⁶ ist abhängig von der Höhe der Umsatzerlöse und von der Höhe der betrieblichen Aufwendungen. Zu diesen zählen die Zinsen auf die Namensschuldverschreibungen. Aus dem Saldo der Umsatzerlöse, sonstige Erträge und der Gesamtaufwendungen ergibt sich das Jahresergebnis der Emittentin.

10.9.4 Produktion

Die Cleantech Infrastruktur GmbH⁷ wird ihr eigenes Vermögen verwalten. Sie wird selbst keine Produktion unterhalten.

^{1,3,5,6,7} Geändert durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011: mit Gesellschafterbeschluss vom 06. Dezember 2011 hat die Emittentin ihre Umfirmierung von ursprünglich „ThomasLloyd Capital Markets GmbH“ in „Cleantech Infrastruktur GmbH“ beschlossen. Die Eintragung der Umfirmierung ins Handelsregister erfolgte am 22. Dezember 2011.

² Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012. Die zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung und der Aufstellung des Nachtrags Nr. 1 prognostizierten Planzahlen sind im Abschnitt „18. Anhang“ auf Seite 160 des Verkaufsprospektes abgedruckt.

⁴ Geändert durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012 (ursprünglich „2011“).

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 3 (23. Oktober 2013)

10.9. Planzahlen der Cleantech Infrastruktur GmbH nach der Vermögensanlagen-Verkaufsprospektverordnung (VermVerkProspV)¹

Die Planzahlen zu den prognostizierten Investitionen, Umsätzen und Ergebnissen sowie der Produktion werden in der nachfolgenden Übersicht für die Cleantech Infrastruktur GmbH im Zeitraum 2013 bis 2015 dargestellt. Anschließend werden die Wirkungszusammenhänge näher erläutert.

Planzahlen der Cleantech Infrastruktur GmbH nach der Vermögensanlagen-Verkaufsprospektverordnung (PROGNOSE)			
In TEuro	2013	2014	2015
1. Umsatzerlöse	0	0	0
2. Investition	18.750	46.500	229.500
3. Ergebnis	43,2	120,3	369,6
4. Produktion	0	0	0

10.9.1 Umsatzerlöse

Die Emittentin verwaltet eigenes Vermögen und wird deshalb keine Umsatzerlöse erzielen.

10.9.2 Investitionen

Die dargestellten Investitionen beziehen sich auf den Erwerb der von der ThomasLloyd Group Ltd begebenen Anleihen.

10.9.3 Ergebnis

Das Jahresergebnis der Cleantech Infrastruktur GmbH ist abhängig von der Höhe der Umsatzerlöse und von der Höhe der betrieblichen

Aufwendungen. Zu diesen zählen die Zinsen auf die Namensschuldverschreibungen. Aus dem Saldo der Umsatzerlöse, sonstige Erträge und der Gesamtaufwendungen ergibt sich das Jahresergebnis der Emittentin.

10.9.4 Produktion

Die Cleantech Infrastruktur GmbH wird ihr eigenes Vermögen verwalten. Sie wird selbst keine Produktion unterhalten.

¹ Geändert durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Die zum Zeitpunkt der Prospektaufstellung, des Nachtrags Nr. 1 und Nr. 2 geltende Fassung sind im Abschnitt „18. Anhang“ auf den Seiten 225 f. abgebildet. Mit Gesellschafterbeschluss vom 18. April 2012 hat die ThomasLloyd Group plc einen Rechtsformwechsel in eine Private Limited Company (Ltd) beschlossen. Die Eintragung des Formwechsels im Companies House erfolgte am 26. April 2012.

18.23. Jahresabschluss der Cleantech Infrastruktur GmbH zum 31. Dezember 2011

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 3 (23. Oktober 2013)

10.10. Jahresabschluss der Cleantech Infrastruktur GmbH zum 31. Dezember 2011¹

Bilanz der Cleantech Infrastruktur GmbH

(vormals: ThomasLloyd Capital Markets GmbH),

Frankfurt am Main,

zum 31. Dezember 2011

A k t i v a	Stand am 31.12.2011 EUR	Stand am 31.12.2010 EUR
A. Anlagevermögen		
Finanzanlagen		
Wertpapiere des Anlagevermögens	663.323,13	0,00
B. Umlaufvermögen		
I. Forderungen und sonstige Vermögensgegenstände		
1. Forderungen gegen verbundene Unternehmen	28.445,70	0,00
2. Sonstige Vermögensgegenstände	377,50	0,41
	28.823,20	0,41
II. Flüssige Mittel	24.670,87	12.499,59
	716.817,20	12.500,00

¹ Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 2 vom 14. September 2012

Anlage 1

Passiva	Stand am 31.12.2011 EUR	Stand am 31.12.2010 EUR
A. Eigenkapital		
I. Gezeichnetes Kapital	25.000,00	25.000,00
II. Nicht eingeforderte ausstehende Einlagen		
auf das gezeichnete Kapital	0,00	-12.500,00
III. Jahresüberschuss	291,82	0,00
	<u>25.291,82</u>	<u>12.500,00</u>
B. Rückstellungen		
1. Steuerrückstellungen	130,00	0,00
2. Sonstige Rückstellungen	7.000,00	0,00
	<u>7.130,00</u>	<u>0,00</u>
C. Verbindlichkeiten		
1. Anleihen	663.323,13	0,00
2. Sonstige Verbindlichkeiten	21.072,25	0,00
	<u>684.395,38</u>	<u>0,00</u>
	<u>716.817,20</u>	<u>12.500,00</u>

Anlage 2

**Gewinn- und Verlustrechnung
der Cleantech Infrastruktur GmbH
(vormals: ThomasLloyd Capital Markets GmbH),
Frankfurt am Main,
für die Zeit vom 1. Januar bis zum 31. Dezember 2011**

	2 0 1 1 EUR	2 0 1 0 EUR
1. Sonstige betriebliche Erträge	215.200,17	0,00
2. Personalaufwand		
a) Gehälter	21.000,00	0,00
b) Soziale Abgaben und Aufwendungen für Altersversorgung	1.223,67	0,00
	22.223,67	0,00
3. Sonstige betriebliche Aufwendungen	193.815,60	0,00
	-839,10	0,00
4. Erträge aus anderen Wertpapieren des Anlagevermögens	4.746,27	0,00
5. Sonstige Zinsen und ähnliche Erträge	892,46	0,00
6. Zinsen und ähnliche Aufwendungen	4.377,81	0,00
	1.260,92	0,00
7. Ergebnis der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit	421,82	0,00
8. Steuern vom Einkommen und Ertrag	130,00	0,00
9. Jahresüberschuss	291,82	0,00

Anhang der Cleantech Infrastruktur GmbH
(vormals: ThomasLloyd Capital Markets GmbH),
Frankfurt am Main,
für das Geschäftsjahr 2011

A. Rechnungslegungsgrundsätze

Bei der Bilanzierung und Bewertung sind die Vorschriften des HGB für kleine Kapitalgesellschaften angewandt worden. Darstellung, Gliederung, Ansatz und Bewertung des Jahresabschlusses entsprechen den Vorjahresgrundsätzen.

Die Gewinn- und Verlustrechnung ist nach dem Gesamtkostenverfahren aufgestellt.

Finanzanlagen sind zu Anschaffungskosten bewertet.

Forderungen und sonstige Vermögensgegenstände werden zu Nennwerten angesetzt.

Die **Rückstellungen** berücksichtigen alle erkennbaren Risiken und ungewissen Verpflichtungen und sind in Höhe des nach vernünftiger kaufmännischer Beurteilung notwendigen Erfüllungsbetrages bewertet. Zukünftige Preis- und Kostensteigerungen werden berücksichtigt, sofern ausreichend objektive Hinweise für deren Eintritt vorliegen.

Die **Verbindlichkeiten** werden zum Erfüllungsbetrag bilanziert.

B. Erläuterungen zur Bilanz

1. Forderungen

Die **Forderungen gegen verbundene Unternehmen** betreffen eine Kontokorrentforderung gegen den Gesellschafter in Höhe von EUR 28.445,70 (i. V. EUR 0,00).

2. Flüssige Mittel

Die Position enthält die Guthaben bei einem Kreditinstitut.

3. Verbindlichkeiten

Sämtliche Verbindlichkeiten haben eine Restlaufzeit bis zu einem Jahr.

C. Sonstige Angaben

1. Organ der Gesellschaft

Geschäftsführer ist:

Klaus-Peter Kirschbaum, Hünfelden

2. Mutterunternehmen

100 % des Grundkapitals der Gesellschaft werden von der ThomasLloyd Group plc., London/Großbritannien, gehalten. Die Gesellschaft selbst wird in den Konzernabschluss der ThomasLloyd Group plc. einbezogen. Der Konzernabschluss der ThomasLloyd Group plc. wird dabei nach den landesspezifischen Rechnungslegungsgrundsätzen in England (UK GAAP) aufgestellt, geprüft und am Sitz der ThomasLloyd Group plc. beim Companies House eingereicht.

D. Ergebnisverwendung

Der Bilanzgewinn in Höhe von EUR 291,82 wird auf neue Rechnung vorgetragen.

Frankfurt am Main, 13. August 2012

Cleantech Infrastruktur GmbH
Geschäftsführung

Klaus-Peter Kirschbaum

18.24. Jahresabschluss der Cleantech Infrastruktur GmbH zum 31. Dezember 2012
Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 3 (23. Oktober 2013)

10.11. Jahresabschluss der Cleantech Infrastruktur GmbH zum 31. Dezember 2012¹

**Bilanz der Cleantech Infrastruktur GmbH,
Frankfurt am Main,
zum 31. Dezember 2012**

A k t i v a	Stand am 31.12.2012 EUR	Stand am 31.12.2011 EUR
	<u> </u>	<u> </u>
A. Anlagevermögen		
Finanzanlagen		
Wertpapiere des Anlagevermögens	<u>5.650.000,00</u>	<u>663.323,13</u>
B. Umlaufvermögen		
I. Forderungen und sonstige Vermögensgegenstände		
1. Forderungen gegen verbundene Unternehmen	0,00	28.445,70
2. Sonstige Vermögensgegenstände	<u>360,00</u>	<u>377,50</u>
	<u>360,00</u>	<u>28.823,20</u>
II. Flüssige Mittel	<u>356.274,78</u>	<u>24.670,87</u>
	<u><u>6.006.634,78</u></u>	<u><u>716.817,20</u></u>

¹ Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013.

Passiva

	Stand am 31.12.2012 EUR	Stand am 31.12.2011 EUR
A. Eigenkapital		
I. Gezeichnetes Kapital	25.000,00	25.000,00
II. Gewinnvortrag	291,82	0,00
III. Jahresüberschuss	0,00	291,82
	<u>25.291,82</u>	<u>25.291,82</u>
B. Rückstellungen		
1. Steuerrückstellungen	130,00	130,00
2. Sonstige Rückstellungen	10.000,00	7.000,00
	<u>10.130,00</u>	<u>7.130,00</u>
C. Verbindlichkeiten		
1. Anleihen	5.854.000,00	663.323,13
2. Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen	5.085,19	0,00
3. Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen	79.727,62	0,00
4. Sonstige Verbindlichkeiten	32.400,15	21.072,25
	<u>5.971.212,96</u>	<u>684.395,38</u>
	<u>6.006.634,78</u>	<u>716.817,20</u>

Gewinn- und Verlustrechnung
der Cleantech Infrastruktur GmbH,
Frankfurt am Main,
für die Zeit vom 1. Januar bis zum 31. Dezember 2012

	2 0 1 2 EUR	2 0 1 1 EUR
1. Sonstige betriebliche Erträge	483.298,87	215.200,17
2. Personalaufwand		
a) Gehälter	36.000,00	21.000,00
b) Soziale Abgaben und Aufwendungen für Altersversorgung	2.404,84	1.223,67
	38.404,84	22.223,67
3. Sonstige betriebliche Aufwendungen	453.089,73	193.815,60
	-8.195,70	-839,10
4. Erträge aus anderen Wertpapieren des Anlagevermögens	76.451,48	4.746,27
5. Sonstige Zinsen und ähnliche Erträge	9.456,55	892,46
6. Zinsen und ähnliche Aufwendungen	77.712,33	4.377,81
	8.195,70	1.260,92
7. Ergebnis der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit	0,00	421,82
8. Steuern vom Einkommen und Ertrag	0,00	130,00
9. Jahresüberschuss	0,00	291,82

**Anhang der Cleantech Infrastruktur GmbH,
Frankfurt am Main,
für das Geschäftsjahr 2012**

A. Rechnungslegungsgrundsätze

Bei der Bilanzierung und Bewertung sind die Vorschriften des HGB für große Kapitalgesellschaften angewandt worden. Darstellung, Gliederung, Ansatz und Bewertung des Jahresabschlusses entsprechen den Vorjahresgrundsätzen.

Die Gewinn- und Verlustrechnung ist nach dem Gesamtkostenverfahren aufgestellt.

Finanzanlagen sind zu Anschaffungskosten bewertet.

Forderungen und sonstige Vermögensgegenstände werden zu Nennwerten angesetzt.

Die **Rückstellungen** berücksichtigen alle erkennbaren Risiken und ungewissen Verpflichtungen und sind in Höhe des nach vernünftiger kaufmännischer Beurteilung notwendigen Erfüllungsbetrages bewertet. Zukünftige Preis- und Kostensteigerungen werden berücksichtigt, sofern ausreichend objektive Hinweise für deren Eintritt vorliegen.

Die **Verbindlichkeiten** werden zum Erfüllungsbetrag bilanziert.

B. Erläuterungen zur Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung

I. Bilanz

1. Forderungen und sonstige Vermögensgegenstände

Die **Forderungen gegen verbundene Unternehmen** betreffen eine Kontokorrentforderung gegen den Gesellschafter in Höhe von EUR 0,00 (i. V. EUR 28.445,70).

Unter den **sonstigen Vermögensgegenständen** ist ein Betrag in Höhe von EUR 360,00 (i. V. EUR 360,00) mit einer Restlaufzeit von mehr als einem Jahr ausgewiesen.

2. Flüssige Mittel

Die Position enthält die Guthaben bei einem Kreditinstitut.

3. Verbindlichkeiten

Der Gesamtbetrag der Verbindlichkeiten mit einer Restlaufzeit von über fünf Jahren beläuft sich auf EUR 2.817.000,00.

Die Verbindlichkeiten in Höhe von EUR 1.569.212,96 haben eine Restlaufzeit bis zu einem Jahr.

Die **Verbindlichkeiten gegenüber verbundene Unternehmen** betreffen eine Kontokorrentverbindlichkeit gegenüber dem Gesellschafter in Höhe von EUR 79.727,62 (i. V. EUR 0,00).

II. Gewinn- und Verlustrechnung

1. Verbundene Unternehmen

Die **sonstigen Zinsen und ähnlichen Erträge** betreffen mit EUR 85.908,03 (i. V. EUR 5.638,73) und die **Zinsen und ähnlichen Aufwendungen** betreffen mit EUR 4.043,84 (i. V. EUR 45,22) verbundene Unternehmen.

C. Sonstige Angaben

1. Organ der Gesellschaft

Geschäftsführer ist:

Klaus-Peter Kirschbaum (Geschäftsführer), Hünfelden

2. Mutterunternehmen

100 % des Grundkapitals der Gesellschaft werden von der ThomasLloyd Group Limited (vormals: ThomasLloyd Group plc.), London/Großbritannien, gehalten. Die Gesellschaft selbst wird in den Konzernabschluss der ThomasLloyd Group Limited einbezogen. Der Konzernabschluss der ThomasLloyd Group Limited wird dabei nach den landesspezifischen Rechnungslegungsgrundsätzen in England (UK GAAP) aufgestellt, geprüft und am Sitz der ThomasLloyd Group Limited beim Companies House eingereicht.

D. Ergebnisverwendung

Der Bilanzgewinn in Höhe von EUR 291,82 wird auf neue Rechnung vorgetragen.

Frankfurt am Main, 22. August 2013

Cleantech Infrastruktur GmbH
Geschäftsführung

Klaus-Peter Kirschbaum

18.25. Zwischenübersicht zum 30. Juni 2012*Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 2 (14. September 2012).***10.11. Zwischenübersicht zum 30. Juni 2012****10.11.1 Zwischenbilanz zum 30. Juni 2012**

AKTIVA		
Geschäftsjahr:	30.06.2012	31.12.2011
	Euro	Euro
A. Anlagevermögen		
I. Wertpapiere des Anlagevermögen	1.772.000,00	663.323,13
Summe Anlagevermögen	1.772.000,00	663.323,13
B. Umlaufvermögen		
I. Forderungen gegen verbundene Unternehmen	43.480,11	28.445,70
II. Sonstige Vermögensgegenstände	5.837,58	377,50
III. Kassenbestand, Bundesbankguthaben, Guthaben bei Kreditinstituten und Schecks	414,86	24.670,87
Summe Umlaufvermögen	49.732,55	53.494,07
Summe Aktiva	1.821.732,55	716.817,20
PASSIVA		
Geschäftsjahr:	2011	2012
	Euro	Euro
A. Eigenkapital		
I. Gezeichnetes Kapital	25.000,00	25.000,00
II. Gewinnvortrag	291,82	0,00
III. Jahresüberschuss	850,58	291,82
Summe Eigenkapital	26.142,40	25.291,82
B. Rückstellungen		
I. Steuerrückstellungen	130,00	130,00
II. Sonstige Rückstellungen	14.000,00	7.000,00
Summe Eigenkapital	14.130,00	7.130,00
C. Verbindlichkeiten		
I. Anleihen	1.772.000,00	663.323,13
II. Sonstige Verbindlichkeiten	9.460,15	21.072,25
Summe Verbindlichkeiten	1.781.460,15	684.395,38
Summe Passiva	1.821.732,55	716.817,20

	01.01.2012 - 30.06.2012	01.01.2011 - 31.12.2011
	Euro	Euro
1. Umsatzerlöse	59.155,92	177.744,94
2. Sonstige betriebliche Erträge	68.224,77	37.455,23
3. Löhne und Gehälter	-18.000,00	-21.000,00
4. Soziale Abgaben und Aufwendungen für Altersvorsorge und für Unterstützung	-1.228,42	-1.223,67
5. Sonstige betriebliche Aufwendungen	-108.152,27	-193.815,60
6. Erträge aus anderen Wertpapieren und Ausleihungen des Finanzanlagevermögens	22.115,35	4.746,27
7. Sonstige Zinsen und ähnliche Erträge	0,00	892,46
8. Zinsen und ähnliche Aufwendungen	-21.264,77	-4.377,81
9. Ergebnis der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit	850,58	421,82
10. Steuern vom Einkommen und vom Ertrag	0,00	-130,00
11. Jahresergebnis	850,58	291,82

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 3 (23.10.2013)

10.11. Zwischenübersicht zum 30. Juni 2013¹

10.11.1 Zwischenbilanz zum 30. Juni 2013

AKTIVA		
Geschäftsjahr:	30.06.2013	31.12.2012
	Euro	Euro
A. Anlagevermögen		
I. Wertpapiere des Anlagevermögens	14.843.500,00	5.650.000,00
B. Umlaufvermögen		
I. Forderungen gegen verbundene Unternehmen	81.877,73	0,00
II. Sonstige Vermögensgegenstände	360,00	360,00
III. Kassenbestand, Bundesbankguthaben, Guthaben bei Kreditinstituten und Schecks	97.037,44	365.274,78
C. Rechnungsabgrenzungsposten	142,80	0,00
Summe Aktiva	15.022.917,97	6.006.634,78
PASSIVA		
Geschäftsjahr:	30.06.2013	31.12.2012
	Euro	Euro
A. Eigenkapital		
I. Gezeichnetes Kapital	25.000,00	25.000,00
II. Gewinnvortrag	291,82	291,82
III. Jahresüberschuss	4,79	0,00
B. Rückstellungen		
I. Steuerrückstellungen	0,00	130,00
II. Sonstige Rückstellungen	11.250,00	10.000,00
C. Verbindlichkeiten		
I. Anleihen	14.913.500,00	5.854.000,00
II. Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen	0,00	5.085,19
III. Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen	0,00	79.727,62
IV. Sonstige Verbindlichkeiten	72.880,94	32.400,15
Summe Verbindlichkeiten	14.986.380,94	5.971.212,96
Summe Passiva	15.022.917,97	6.006.634,78

	01.01.2013 – 30.06.2013	01.01.2012 – 31.12.2012
	Euro	Euro
1. Sonstige betriebliche Erträge	49.182,44	483.298,87
2. Löhne und Gehälter	-18.000,00	-36.000,00
3. Soziale Abgaben und Aufwendungen für Altersvorsorge und für Unterstützung	-4.312,20	-2.404,84
4. Sonstige betriebliche Aufwendungen	-36.126,70	-453.089,73
5. Erträge aus anderen Wertpapieren und Ausleihungen des Finanzanlagevermögens	244.168,21	76.451,48
6. Sonstige Zinsen und ähnliche Erträge	56,07	9.456,55
7. Zinsen und ähnliche Aufwendungen	-234.967,82	-77.712,33
8. Ergebnis der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit	0,00	0,00
9. Steuern vom Einkommen und vom Ertrag	4,79	0,00
10. Jahresergebnis	4,79	0,00

¹ Eingefügt durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013. Der Zwischenabschluss zum 30. Juni 2012 kann dem Anhang unter Punkt „18. Anhang“, Seite 229 entnommen werden.

Die ThomasLloyd Group plc unterliegt als ausländische Gesellschaft nicht der Verpflichtung, einen Jahresabschluss und einen Lagebericht gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs aufzustellen und nicht der Verpflichtung, den Jahresabschluss und den Lagebericht gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs prüfen zu lassen. Als Gewährleisterin gem. § 14 VermVerkProspV macht sie von der Möglichkeit des § 8 h VerkProspG Gebrauch, stattdessen auf die fehlende Aufstellung und Prüfung des Jahresabschlusses und des Lageberichts gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs hinzuweisen.

Die ThomasLloyd Group plc ist nach den für sie maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS verpflichtet, einen Jahresabschluss aufzustellen und diesen prüfen zu lassen.

Die ThomasLloyd Group plc ist nach den für sie maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS nicht verpflichtet, zusätzlich zum Jahresabschluss einen Lagebericht aufzustellen und diesen prüfen zu lassen.

Im Folgenden wird der nach den für die ThomasLloyd Group plc maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS aufgestellte und geprüfte Jahresabschluss zum 31. Dezember 2009 abgebildet.

Company Number: 5034664

THOMASLLOYD GROUP PLC

REPORT OF THE DIRECTORS AND FINANCIAL STATEMENTS

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2009

REPORT OF THE INDEPENDENT AUDITORS TO THE MEMBERS OF THOMASLLOYD GROUP PLC

We have audited the company's financial statements on pages 6 to 27. The financial reporting framework that has been applied in their preparation is applicable law and International Financial Reporting Standards (IFRSs) as adopted by the European Union.

This report is made solely to the company's members, as a body, in accordance with Chapter 3 of Part 16 of the Companies Act 2006. Our audit work has been undertaken so that we might state to the company's members those matters we are required to state to them in an auditors' report and for no other purpose. To the fullest extent permitted by law, we do not accept or assume responsibility to anyone other than the company and the company's members as a body, for our audit work, for this report, or for the opinions we have formed.

Respective responsibilities of directors and auditors

As explained more fully in the Directors' Responsibilities Statement, the directors are responsible for the preparation of the financial statements and for being satisfied that they give a true and fair view. Our responsibility is to audit the financial statements in accordance with applicable law and International Standards on Auditing (UK and Ireland). Those standards require us to comply with the Auditing Practices Board's Ethical Standards for Auditors.

Scope of the audit of the financial statements

An audit involves obtaining evidence about the amounts and disclosures in the financial statements sufficient to give reasonable assurance that the financial statements are free from material misstatement, whether caused by fraud or error. This includes an assessment of: whether the accounting policies are appropriate to the group's and the parent company's circumstances and have been consistently applied and adequately disclosed; the reasonableness of significant accounting estimates made by the directors; and the overall presentation of the financial statements.

Opinion on financial statements

In our opinion the financial statements give a true and fair view of the state of affairs of the group and the parent company as at 31 December 2009 and of the group's loss for the year then ended; and have been properly prepared in accordance with IFRSs as adopted by the European Union; and have been prepared in accordance with the requirements of the Companies Act 2006 and, as regards the group financial statements, Article 4 of the IAS Regulation.

Opinion on other matter prescribed by the Companies Act 2006

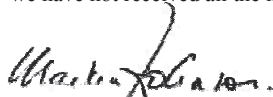
In our opinion the information given in the Directors' Report for the financial year for which the financial statements are prepared is consistent with the financial statements.

Matters on which we are required to report by exception

We have nothing to report in respect of the following:

Under the Companies Act 2006 we are required to report to you if, in our opinion:

- adequate accounting records have not been kept by the parent company, or returns adequate for our audit have not been received from branches not visited by us; or
- the parent company financial statements are not in agreement with the accounting records and returns; or
- certain disclosures of directors' remuneration specified by law are not made; or
- we have not received all the information and explanations we require for our audit.



Martin Johnson (Senior Statutory Auditor)
For and on behalf of Saffery Champness

Chartered Accountants
Statutory Auditors

17th February 2011

Lion House
Red Lion Street
London
WC1R 4GB

THOMASLLOYD GROUP PLC

COMPANY STATEMENT OF FINANCIAL POSITION
31 DECEMBER 2009

	Notes	2009 EUR	Restated 2008 EUR
Non Current Assets			
Property, plant and equipment	9	61,282	68,943
Financial assets	11	25,499,163	28,316,403
		<u>25,560,445</u>	<u>28,385,346</u>
Current Assets			
Trade and other receivables	12	41,616,802	39,223,784
Cash and cash equivalents		5,958	810,115
		<u>41,622,760</u>	<u>40,033,899</u>
Current liabilities			
Trade and other payables	13	21,826,719	21,064,540
Total assets less current liabilities		<u>45,356,486</u>	<u>47,354,705</u>
Shareholders' Equity			
Ordinary shares	16	43,843,150	41,743,150
Preference shares	16	32,000,000	32,000,000
Currency Translation Reserve		(9,092,822)	(13,443,640)
Retained earnings		<u>(21,393,842)</u>	<u>(12,944,805)</u>
Total Equity		<u>45,356,486</u>	<u>47,354,705</u>

ON BEHALF OF THE BOARD:



T U Michael Sieg – Director



Anthony M Coveney – Director

Approved by the Board on 17th February 2011

Company registration number 5034664

The notes form part of these financial statements

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2009

1. GENERAL INFORMATION

ThomasLloyd Group Plc is a private company incorporated in England and Wales and with operations in Germany, Switzerland and the United States of America.

2. ACCOUNTING POLICIES

The principal accounting policies are summarised below.

Basis of preparation

The financial statements are presented in Euros.

These financial statements have been prepared in accordance with IFRS as adopted for use in the European Union ("IFRS"), and with those parts of the Companies Act 2006 applicable to companies reporting under IFRS.

The accounting policies set out below have, unless otherwise stated, been applied consistently to all periods presented in these consolidated financial statements. The impact of the prior period restatement has been set out in Note 15 to the financial statements.

New standards and interpretations

The IFRS financial statements have been drawn up on the basis of accounting standards, interpretations and amendments effective at the beginning of the accounting period.

The IASB and IFRIC have issued the following standards and interpretations:

There were no amendments to published standards and interpretations to existing standards effective in the year adopted by the Group.

Standards, interpretations and amendments

Significant standards and interpretations adopted in the current year:

The Group and Company adopted the following statements and interpretations during the financial year:

IAS 1 (revised) – Presentation of Financial Statements

This revision deals with amendments to the structure of financial statements and current/non-current classification of derivatives and is effective for periods beginning on or after 1 January 2009. Changes include the presentation of the statement of changes in equity as a primary statement and non-mandatory changes to the titles of primary statements. The Group has chosen to change the titles of its primary statements.

IFRS 8 – Operating Segments

This revision requires separate reporting of segmental information of reporting segments. Operating segments reflect the management structure of the Group and the way performance is evaluated by the Chief Decision Maker in the Group.

Standards and interpretations adopted in the current year with no significant impact

- Annual improvements to IFRSs (2009)
- IAS23 (revised) Borrowing costs
- Amendments to IFRS 1 – first time adoption of IFRS and IAS 27 – Consolidated and separate financial statements

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2009

2. ACCOUNTING POLICIES (continued)

Significant standards and interpretations in issue but not yet adopted

At the date of authorisation of these financial statements the following new and amended Standards and Interpretations were in issue but not yet adopted:

IFRS 2 – Group cash-settled and share based payment transactions (effective 1 January 2010)

IFRS 3 – Business combinations (1 July 2009)

IFRS 9 – Financial instruments (1 January 2013)

Annual Improvements to IFRSs (2010) (1 January 2011)

IAS 24 – Related party disclosures (1 January 2011)

IFRIC 14 – Defined benefit plans (1 January 2011)

IFRIC 19 – Extinguishing financial liabilities with equity instruments (1 July 2010)

Basis of consolidation

The consolidated financial statements incorporate the financial statements of the Company and entities controlled by the Company (its subsidiaries). Control is achieved where the Company has the power to govern the financial and operating policies of an entity so as to obtain benefits from its activities.

The results of the subsidiaries acquired or disposed of during the year are included in the consolidated statement of comprehensive income from the effective date of acquisition or up to the effective date of disposal, as appropriate.

Where necessary, adjustments are made to the financial statements of subsidiaries to bring their accounting policies in to line with those used by other members of the Group.

All intra-group transactions, balances, income and expenses are eliminated in full on consolidation.

Non-controlling interests in the net assets of consolidated subsidiaries are identified separately from the Group's equity therein. Non-controlling interests consist of the amount of those interests at the date of the original business combination and the minority's share of changes in equity since the date of the combination. Losses applicable to the minority in excess of the minority's interest in the subsidiary's equity are recorded as a debit to non-controlling interest regardless of whether there is an obligation on the part of the holders of non-controlling interests for losses.

Business combinations

Acquisitions of subsidiaries and businesses are accounted for using the purchase method. The cost of the business combination is measured as the aggregate of the fair values (at the date of exchange) of assets given, liabilities incurred or assumed and equity instruments issued by the Group in exchange for control of the acquiree. Any costs directly attributable to the business combination are charged to profit and loss. The acquiree's identifiable assets, liabilities and contingent liabilities that meet the conditions for recognition under IFRS 3 Revised Business Combinations are recognised at their fair values at the acquisition date.

The interest of non-controlling shareholders in the acquiree is initially measured at the non-controlling shareholders' proportion of the net fair value of the assets, liabilities and contingent liabilities recognised.

Turnover

Turnover consists of commission fee income and broker's returns.

Property, plant and equipment

Property, plant and equipment are included at cost. Cost includes costs directly attributable to bringing an asset to working condition for its intended use. Gains and losses on disposal of property, plant and equipment are determined by reference to their carrying amount and are taken into account in determining operating profit. The Group reviews the carrying amount of plant and equipment when circumstances suggest that the carrying amount may not be recoverable. Recoverability is assessed using estimates of future cash flows on a discounted basis, including revenues, operating costs and restoration costs. Where necessary an impairment is recorded. Any impairment is recorded within administrative expenses.

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2009

2. ACCOUNTING POLICIES (continued)

Depreciation

Depreciation of plant and equipment is calculated on a straight line basis using rates which are designed to write off assets over their estimated useful lives as follows:

Fixtures, fittings & office equipment - 3 to 10 years straight line.

The Company's investments in subsidiaries

In its separate financial statements the company recognises its investments in subsidiaries at cost less any provision for impairment. The cost of acquisition includes directly attributable professional fees and other expenses incurred in connection with the acquisition.

Taxation

Current tax, including UK corporation tax and foreign tax, is provided at amounts expected to be paid (or recovered) using the tax rates and laws that have been enacted or substantively enacted by the balance sheet date.

Deferred tax is recognised in respect of all timing differences that have originated but not reversed at the balance sheet date where transactions or events that result in an obligation to pay more tax in the future or a right to pay less tax in the future have occurred at the balance sheet date. Timing differences are differences between the Group's taxable profits and its results as stated in the financial statements that arise from the inclusion of gains and losses in tax assessments in periods different from those in which they are recognised in the financial statements.

A net deferred tax asset is regarded as recoverable and therefore recognised only when, on the basis of all available evidence, it can be regarded as more likely than not that there will be suitable taxable profits from which the future reversal of the underlying timing differences can be deducted.

Deferred tax is recognised in respect of the retained earnings of overseas subsidiaries and associates only to the extent that, at the balance sheet date, dividends have been accrued as receivable or a binding agreement to distribute past earnings in future has been entered into by the subsidiary or associate.

Deferred tax is measured at the average tax rates that are expected to apply in the periods in which the timing differences are expected to reverse, based on tax rates and laws that have been enacted or substantively enacted by the balance sheet date. Deferred tax is measured on a non-discounted basis.

Foreign currencies

The functional currency of the Company is GB Pounds. The presentation currency of the Company is Euros.

Transactions entered into by Group entities in currency other than the currency of the primary economic environment in which they operate (the 'functional currency') are recorded at rates ruling when the transactions occur. Foreign currency monetary assets and liabilities are translated at the rates ruling at the reporting date.

Non-monetary assets and liabilities that are measured in terms of historical cost in a foreign currency are translated using the exchange rate at the date of the transaction. Non-monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies that are stated at fair value are translated to Euros at the foreign exchange rates ruling at the dates the fair value was determined.

On consolidation, the results of the operations are translated into the presentation currency at average rates approximating to those ruling when the transaction took place. All assets and liabilities of foreign operations are translated at the rate ruling at the balance sheet date. Exchange differences arising on translating the opening net assets at the opening rate and the results of operations at actual rate are recognised directly in equity (the 'Currency Translation Reserve').

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2009

2. ACCOUNTING POLICIES (continued)

Cash and cash equivalents

Cash consists of cash on hand and cash held on current account or on short term deposits with an original maturity of 3 months or less at variable interest rates.

Goodwill

Goodwill arising on consolidation represents the excess of the cost of acquisition over the Group's interest in the fair value of the identifiable assets, liabilities and contingent liabilities of a subsidiary at the date of acquisition.

Goodwill is recognised as an asset and is reviewed for impairment at least annually, or on such other occasions where changes in circumstances indicate that it might be impaired. Any impairment is recognised immediately in the income statement and is not subsequently reversed. Goodwill arising on acquisition is allocated to cash-generating units for purposes of impairment testing.

Goodwill arising on acquisitions before the date of transition to IFRS has been retained at the previous UK GAAP amount and is subject to an impairment review at the date of transition.

Impairment

The Group reviews the carrying amounts of its non-current assets with finite lives to determine whether there is any indication that those assets have suffered an impairment loss on an annual basis. If any such indication exists, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine the extent of the impairment loss (if any). Where the asset does not generate cash flows that are independent from other assets, the Group estimates the recoverable amount of the cash-generating unit to which the asset belongs. An intangible asset with an indefinite useful life is tested for impairment annually and whenever there is an indication that the asset may be impaired.

The recoverable amount is the higher of the fair value less any cost to sell and value in use. In assessing value in use, the estimated future cash flows are discounted to their present values using a pre-tax discount rate.

This rate reflects current market assessments of the time value of money as well as the risks specific to the asset for which the estimates of future cash flows have not been adjusted.

If the recoverable amount of an asset is estimated to be less than its carrying amount, the carrying amount of the asset is reduced to its recoverable amount. Impairment losses are recognised as an expense immediately, unless the relevant asset is carried at a revalued amount, in which case the impairment loss is treated as a revaluation decrease. Where an impairment loss subsequently reverses, the carrying amount of the asset is increased to the revised estimate of its recoverable amount, but so that the increased carrying amount does not exceed the carrying amount that would have been determined had no impairment loss been recognised for the asset in prior years. A reversal of the impairment loss is recognised as income immediately, unless the relevant asset is carried at a revalued amount, in which case the reversal of the impairment loss is treated as a revaluation increase. However, impairment losses relating to goodwill may not be reversed.

Financial assets

Investments in securities are measured at market value.

Other non-current financial assets are included at cost less amounts written off due to an impairment in value.

Operating leases

Rentals charged under operating leases are recognised in the profit and loss account on a straight line basis over the lease term.

Critical estimates and judgements

Details of the Group's significant accounting judgements and critical accounting estimates are set out in these financial statements and include the assessment of the ability of the Group to continue as a going concern.

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2009

2. ACCOUNTING POLICIES (continued)

Going concern

The consolidated financial statements have been prepared under the going concern basis. The directors consider this basis to be appropriate for the reasons set out below.

The Company has only one third party creditor, with whom it has a secured investment facility. The last repayment of this will be in Q1 2011, at which point the Company will have no external debt.

Having substantially reduced its cost base, the Company is now managing its overhead from revenue.

The Board have considered profit projections and cash requirements for a period of twelve months from the date of approval of these accounts which demonstrate the ability of the group to meet its debts as they fall due.

The directors have also read and considered the guidance published by the Financial Reporting Council in October 2009, Going Concern and Liquidity Risk: Guidance for Directors of UK Companies 2009.

3. REVENUE

Revenue and loss before tax is attributable to the principal activity of the group.

4. PARTICULARS OF STAFF

	31.12.09 EUR	31.12.08 EUR
Group		
Wages and salaries	5,362,517	9,788,087
Social security costs	541,926	703,714
	<u>5,904,443</u>	<u>10,491,801</u>

The average monthly number of employees during the period was as follows:

	31.12.09 Number	31.12.08 Number
Group		
Investment business and management	10	40
Administration	18	17
Directors	2	4
	<u>30</u>	<u>61</u>

The staff numbers set out above excludes the employees of Johnson Illington Advisors LLC.

THOMASLLOYD GROUP PLC

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2009**

5. OPERATING LOSS

The operating loss is stated after charging:

	31.12.09 EUR	31.12.08 EUR
Amortisation and impairment of Goodwill	0	3,544,875
Depreciation - owned assets	166,982	194,760
Auditors' remuneration	25,000	24,350
	<u>1,228,909</u>	<u>3,354,714</u>
Directors' emoluments	<u>1,228,909</u>	<u>3,354,714</u>

6. INTEREST PAYABLE AND SIMILAR CHARGES

	31.12.09 EUR	31.12.08 EUR
Other interest	702,651	523,748
	<u>702,651</u>	<u>523,748</u>

7. TAXATION

	31.12.09 EUR	Restated 31.12.08 EUR
UK Corporation Tax	0	0
Overseas taxation	2,387	16,824
	<u>2,387</u>	<u>16,824</u>
Reconciliation		
Loss before tax expense	<u>(14,203,389)</u>	<u>(34,937,409)</u>
Loss before tax expense at 28% (31.12.08: 28%)	(3,976,949)	(9,782,475)
Factors affecting the tax charge:		
Losses carried forward	3,976,949	9,782,475
Overseas taxation	2,387	16,824
	<u>2,387</u>	<u>16,824</u>

8. LOSS OF PARENT COMPANY

As permitted by Section 408 of the Companies Act 2006, the profit and loss account of the parent company is not presented as part of these financial statements. The parent company's loss for the financial year was €8,449,037 (2008: €8,728,773 as restated). As more fully explained in Note 19, the loss for the year is stated after charging €4,799,257 of unrealised foreign exchange losses.

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2009

9. PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT

The non current assets include software licences, fixtures, fittings and office equipment.

	Group EUR	Company EUR
Cost		
At 1 January 2009	1,525,780	76,604
Additions	<u>115,368</u>	<u>0</u>
At 31 December 2009	<u>1,641,148</u>	<u>76,604</u>
Depreciation		
At 1 January 2008	758,904	7,661
Charge for the year	<u>166,982</u>	<u>7,661</u>
At 31 December 2008	<u>925,886</u>	<u>15,322</u>
Net book value		
At 31 December 2008	<u>715,262</u>	<u>61,282</u>
At 31 December 2007	<u>766,876</u>	<u>68,943</u>

10. GOODWILL

	Group EUR
Cost	
At 1 January 2009	7,699,672
Additions	<u>0</u>
At 31 December 2009	<u>7,699,672</u>
Amortisation	
At 1 January 2009	7,699,672
Charge for the year	<u>0</u>
At 31 December 2009	<u>7,699,672</u>
Net book value	
At 31 December 2009	<u>0</u>
At 31 December 2008	<u>0</u>

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2009

11. FINANCIAL ASSETS

	Securities		Investment in Subsidiaries
	Group EUR	Company EUR	Company EUR
Cost			
At 1 January 2009	11,894,595	11,894,595	27,878,775
Foreign Currency Translation	0	0	213,984
Disposals	(3,031,223)	(3,031,223)	0
At 31 December 2009	<u>8,863,372</u>	<u>8,863,372</u>	<u>28,092,759</u>
Provision for impairment			
At 1 January 2009	0	0	11,456,968
Charge for the year	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
At 31 December 2009	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>11,456,968</u>
Net book value			
At 31 December 2009	<u>8,863,372</u>	<u>8,863,372</u>	<u>16,635,791</u>
At 31 December 2008	<u>11,894,595</u>	<u>11,894,595</u>	<u>16,421,807</u>

The group or the company's investments at the balance sheet date comprised:

Subsidiaries

<u>Name</u>	<u>Country of Incorporation</u>	<u>Class</u>	<u>Holding</u>	<u>Nature of Business</u>
ThomasLloyd Vertriebsservicegesellschaft mbH	Germany	Ordinary €1	100%	Investment Management
ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG	Switzerland	Ordinary €1	100%	Investment Management
ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC	USA	Member	100%	Investment Management
ThomasLloyd Capital LLC*	USA	Member	100%	Investment Banking
Johnson Illington Advisors LLC*	USA	Member	51%	Investment Management
ThomasLloyd Global Advisors AG	Germany	Ordinary €1	100%	Investment Management

* As subsidiaries of ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2009

12. TRADE AND OTHER RECEIVABLES

	31.12.09		31.12.08	
	Group EUR	Company EUR	Group EUR	Company EUR
Trade debtors	712,067	0	668,236	0
Amounts owed by group undertakings	0	25,087,972	0	22,182,532
Other debtors	8,883,728	5,981,189	6,976,759	4,595,609
Prepayments and accrued income	10,547,641	10,547,641	12,564,579	12,445,643
	20,143,436	41,616,802	20,209,574	39,223,784

13. TRADE AND OTHER PAYABLES

	31.12.09		31.12.08	
	Group EUR	Company EUR	Group EUR	Company EUR
Other Loans	2,664,752	2,664,752	2,801,165	2,801,165
Trade creditors	3,654,494	168,704	1,031,062	0
Amounts owed to group undertakings	0	1,895,011	0	52,289
Social security and other taxes	616,701	0	1,004,838	2,778,296
Other creditors	18,737,430	17,088,596	16,513,472	15,426,660
Accruals and deferred income	1,195,148	9,656	1,908,557	6,130
	26,868,525	21,826,719	23,259,094	21,064,540

Other loans are repayable by monthly instalments. They are secured on Securities to the value of €3,602,000 and corporate guarantees provided by each of the Company's subsidiaries. The applicable interest rate is calculated based on the 30 day Euro Interbank Rate plus 450 basis points and approximates to 10.25%.

14. OPERATING LEASE COMMITMENTS

At 31.12.2009 subsidiaries of the holding Company had annual commitments under non-cancellable operating leases as follows:

Group	Building and equipment	
	31.12.09 EUR	31.12.08 EUR
Expiring:		
Within one year	121,758	121,758
Between one and five years	2,284,114	2,284,114
	2,405,872	2,405,872

THOMASLLOYD GROUP PLC

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2009**

15. PRIOR YEAR ADJUSTMENT

In reconsidering the prior year accounting for the effect of changes in foreign exchange rates it was determined that a correcting entry was required as the treatment of the exchange rate difference arising on the retranslation of shareholders' equity was not in accordance with IAS 21.

The presentation currency (Euros) is not the same as the functional currency (GB Pounds) of ThomasLloyd Group Plc. That being the case, IAS 21 permits that exchange differences arising on translating the opening net assets at a closing rate that differs from the previous closing rate are not recognised in profit or loss because the changes in exchange rates have little or no direct effect on the present and future cash flows from operations. The exchange difference arising in 2008 was recognised in the Comprehensive Income Statement and the effect of this adjustment is to present the cumulative amount of the exchange differences as a separate component of equity.

The impact of this adjustment on the Group and of the Company is as set out in the tables below:

Company Statement of Comprehensive Income	Previously Reported 31/12/2008 EUR	Restated 31/12/2008 EUR	Difference EUR
Continuing operations			
Revenue	16,577,847	16,577,847	
Administrative expenses	(38,907,111)	(25,240,887)	(13,666,224)
Operating Loss	(22,329,264)	(8,663,040)	(13,666,224)
Interest receivable	388,702	388,702	0
Interest payable	(453,909)	(453,909)	0
Loss on ordinary activities before taxation	(22,394,470)	(8,728,246)	(13,666,224)
Taxation	(526)	(526)	0
Result for the year	(22,394,997)	(8,728,773)	(13,666,224)

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2009

15. PRIOR YEAR ADJUSTMENT (continued)

Company Statement of Financial Position	Previously Reported 31/12/2008 EUR	Restated 31/12/2008 EUR	Difference EUR
Non Current Assets			
Property, plant and equipment	68,943	68,943	0
Goodwill	0	0	0
Financial assets	28,316,403	28,316,403	0
	28,385,346	28,385,346	0
Current Assets			
Trade and other receivables	39,223,784	39,223,784	0
Cash and cash equivalents	810,115	810,115	0
	40,033,899	40,033,899	0
Current Liabilities			
Trade and other payables	21,064,540	21,064,540	0
Total assets less current liabilities	47,354,705	47,354,705	0
Shareholders' Equity			
Ordinary shares	41,743,150	41,743,150	0
Preference shares	32,000,000	32,000,000	0
Currency translation reserve	222,584	(13,443,640)	13,666,224
Retained earnings	(26,611,029)	(12,944,805)	(13,666,224)
Total Equity	47,354,705	47,354,705	0

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2009

15. PRIOR YEAR ADJUSTMENT (continued)

Consolidated Statement of Comprehensive Income	Previously Reported 31/12/2008 EUR	Restated 31/12/2008 EUR	Difference EUR
Continuing operations			
Revenue	4,742,583	4,742,583	0
Administrative expenses	(53,086,737)	(39,420,513)	(13,666,224)
Operatin Loss	(48,344,154)	(34,677,930)	(13,666,224)
Interest receivable	264,269	264,269	0
Interest payable	(523,748)	(523,748)	0
Loss on ordinary activities before taxation	(48,603,633)	(34,937,409)	(13,666,224)
Taxation	(16,824)	(16,824)	0
Loss after taxation	(48,620,457)	(34,954,233)	(13,666,224)
Minority Interest - equity	(52,077)	(52,077)	0
Result for the year	(48,672,534)	(35,006,310)	(13,666,224)

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2009

15. PRIOR YEAR ADJUSTMENT (continued)

Consolidated Statement of Financial Position	Previously Reported 31/12/2008 EUR	Restated 31/12/2008 EUR	Difference EUR
Non Current Assets			
Property, plant and equipment	766,876	766,876	0
Goodwill	0	0	0
Financial assets	11,894,595	11,894,595	0
	12,661,471	12,661,471	0
Current Assets			
Trade and other receivables	20,209,574	20,209,574	0
Cash and cash equivalents	1,670,241	1,670,241	0
	21,879,815	21,879,815	0
Current Liabilities			
Trade and other payables	23,259,094	23,259,094	0
Total assets less current liabilities	11,282,192	11,282,192	0
Shareholders' Equity			
Ordinary shares	41,743,150	41,743,150	0
Preference shares	32,000,000	32,000,000	0
Currency translation reserve	1,290,373	(12,375,851)	13,666,224
Retained earnings	(64,332,708)	(50,666,484)	(13,666,224)
Total shareholders' equity	10,700,815	10,700,815	0
Minority Interest in equity	581,377	581,377	0
Total Equity	11,282,192	11,282,192	0

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2009

16. CALLED UP SHARE CAPITAL

	31.12.09 EUR	31.12.08 EUR
Authorised, issued and fully paid:		
1,242,846 A Ordinary shares of £1 each	1,802,922	1,802,922
224,431,000 B Ordinary shares of £0.01 each	3,041,893	3,041,893
38,998,335 C Ordinary shares of €1.00 each	38,998,335	36,898,335
1,500,000 A Preference shares of €1.00 each	1,500,000	1,500,000
5,500,000 B Preference shares of €1.00 each	5,500,000	5,500,000
25,000,000 C Preference shares of €1.00 each	25,000,000	25,000,000
	<u>75,843,150</u>	<u>73,743,150</u>

A further 2,100,000 C Ordinary Shares of €1.00 each were issued at par for cash in the year to provide additional working capital.

17. ULTIMATE PARENT COMPANY

The ultimate controlling party is T U Michael Sieg by virtue of his 100% shareholding in ThomasLloyd Group Plc.

18. CONTINGENCIES

The Company is party to financial support agreements with its subsidiaries ThomasLloyd Vertriebservicegesellschaft mbH, ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG and ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC.

19. IMPACT OF CHANGES IN FOREIGN EXCHANGE RATES

As set out in the accounting policies on Page 15, the presentation currency of the Company (Euros) is different from the functional currencies of the Company and its Subsidiaries (GB Pounds, US Dollars and Swiss Francs). The results for the Company are therefore susceptible to fluctuations in the rate of exchange between these two currencies. The effect on the results for the year of differences arising from movements in exchange rates is set out below:

	Company EUR	Group EUR
Result for the year	<u>(8,449,037)</u>	<u>(14,262,518)</u>
Contained in the result		
Exchange rate gain	2,236,068	2,238,633
Exchange rate loss	<u>(7,035,325)</u>	<u>(7,176,742)</u>
Net impact	<u>(4,799,257)</u>	<u>(4,938,109)</u>
Net impact in % of Result	<u>56.8%</u>	<u>34.6%</u>

THOMASLLOYD GROUP PLC

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2009**

20. RELATED PARTY DISCLOSURES

At the balance sheet date, the following amounts were owed to the Group by directors:

T U Michael Sieg €1,029,434

The following companies were considered to be related parties:

ThomasLloyd Investments AG
ThomasLloyd Private Wealth AG
DKM Global Opportunities Fonds 01GmbH

At the balance sheet date, the Group liabilities to/(from) these companies amounted to:

ThomasLloyd Investments AG	€3,430,442
ThomasLloyd Private Wealth AG	€274,612
DKM Global Opportunities Fonds 01GmbH	€33,770

During the year, the Group received/(paid) the following amounts from/(to) related parties:

ThomasLloyd Investments AG	€(2,263,437)
ThomasLloyd Private Wealth AG	€1,104,158
DKM Global Opportunities Fonds 01GmbH	€(169,606)

Die ThomasLloyd Group plc unterliegt als ausländische Gesellschaft nicht der Verpflichtung, einen Jahresabschluss und einen Lagebericht gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs aufzustellen und nicht der Verpflichtung, den Jahresabschluss und den Lagebericht gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs prüfen zu lassen. Als Gewährleisterin gem. § 14 VermVerkProspV macht sie von der Möglichkeit des § 8 h VerkProspG Gebrauch, stattdessen auf die fehlende Aufstellung und Prüfung des Jahresabschlusses und des Lageberichts gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs hinzuweisen.

Die ThomasLloyd Group plc ist nach den für sie maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS verpflichtet, einen Jahresabschluss aufzustellen und diesen prüfen zu lassen.

Die ThomasLloyd Group plc ist nach den für sie maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS nicht verpflichtet, zusätzlich zum Jahresabschluss einen Lagebericht aufzustellen und diesen prüfen zu lassen.

Im Folgenden wird der nach den für die ThomasLloyd Group plc maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS aufgestellte und geprüfte Jahresabschluss zum 31. Dezember 2009 abgebildet.

Firmennummer: 5034664

THOMASLLOYD GROUP PLC

GESCHÄFTSBERICHT UND JAHRESABSCHLÜSSE

FÜR DAS JAHR BIS ZUM 31. DEZEMBER 2009

BERICHT DER UNABHÄNGIGEN ABSCHLUSSPRÜFER AN DIE AKTIONÄRE DER THOMASLLOYD GROUP PLC

Wir haben die Jahresabschlüsse des Unternehmens auf den Seiten 6 bis 27 geprüft. Der Rechnungslegungsstandard, der bei der Erstellung angelegt wurde, ist das entsprechend gültige Recht sowie die von der Europäischen Union angenommenen International Financial Reporting Standards (IFRS).

Dieser Bericht wurde ausschließlich für alle Aktionäre gemäß Kapitel 3, Teil 16 des Companies Act (Gesetz über die Kapitalgesellschaften in Großbritannien) von 2006 erstellt. Unsere Prüfungen wurden ausschließlich zu dem Zwecke und in entsprechender Art und Weise durchgeführt, dass wir den Aktionären die Sachverhalte darlegen konnten, die wir verpflichtet sind, in einem Prüfungsbericht darzulegen. Im vollen rechtlich erlaubten Rahmen akzeptieren oder übernehmen wir gegenüber anderen außer dem Unternehmen oder allen Aktionären für unsere Prüfungen, den Prüfbericht oder für die Stellungnahmen, die wir abgegeben haben, keine Verantwortung.

Verantwortlichkeiten des Vorstands und der Prüfer

Wie ausführlicher in der Erklärung zu den Verantwortlichkeiten des Vorstandes beschrieben wird, ist der Vorstand für die Erstellung der Jahresabschlüsse verantwortlich sowie dafür, dass diese ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild abgeben. Unsere Verantwortlichkeit besteht in der Überprüfung der Jahresabschlüsse gemäß der entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen sowie der International Standards on Auditing (Vereinigtes Königreich und Irland). Aufgrund dieser Standards sind wir verpflichtet, die Ethischen Standards für Wirtschaftsprüfer, die vom Auditing Practices Board (Aufsichtsgremium für die Wirtschaftsprüfungspraxis in Großbritannien) herausgegeben werden, zu erfüllen.

Umfang der Prüfung der Jahresabschlüsse

Eine Prüfung umfasst die Einholung von Nachweisen zu den Beträgen und Angaben in den Jahresabschlüssen zur ausreichenden Beurteilung, ob die Jahresabschlüsse keine materiellen Fehler, ob nun durch Betrug oder Fehler verursacht, enthalten. Dies beinhaltet die Bewertung folgender Punkte: ob die Rechnungslegung den Gegebenheiten des Konzerns sowie der Muttergesellschaft angemessen ist und konsequent angewendet und angemessen offengelegt wurde; die Plausibilität wichtiger Rechnungslegungsbewertungen durch die Vorstände; sowie die allgemeine Darstellung der Jahresabschlüsse.

Stellungnahme zu den Jahresabschlüssen

Unserer Meinung nach geben die Jahresabschlüsse ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild hinsichtlich der Situation des Konzerns und der Muttergesellschaft zum 31. Dezember 2009 und des Verlustes des Konzerns zum Jahresende ab; die Jahresabschlüsse wurden gemäß den von der Europäischen Union angenommenen IFRS sowie gemäß der Bestimmungen des Companies Act von 2006 und, für die Jahresabschlüsse des Konzerns, gemäß Artikel 4 der IAS-Verordnung, richtig erstellt.

Stellungnahme zu anderen vom Companies Act 2006 vorgeschriebenen Sachverhalten

Unserer Meinung nach stehen die Informationen des Geschäftsberichts für das Geschäftsjahr, für das die Jahresabschlüsse erstellt werden, im Einklang mit den Jahresabschlüssen.

Sachverhalte, zu denen wir in Ausnahmefällen berichten müssen

Zu Folgenden Punkten haben wir nichts zu berichten:

Gemäß dem Companies Act 2006 sind wir angehalten, in unserer Stellungnahme zu berichten, ob unserer Meinung nach:

- die Muttergesellschaft die Buchhaltung nicht korrekt geführt hat oder Erklärungen, die für unsere Prüfung notwendig waren, von Niederlassungen, die von uns nicht besucht wurden, nicht erhalten wurden; oder
- die Jahresabschlüsse der Muttergesellschaft nicht mit der Buchhaltung und den Erklärungen in Einklang stehen; oder
- gesetzlich vorgeschriebene Angaben zur Vergütung der Vorstände nicht gemacht wurden; oder
- wir nicht alle Informationen und Erklärungen erhalten haben, die wir für die Prüfung benötigen.

Martin Johnson (Senior Statutory Auditor)

Für und im Namen von Saffery Champness

Wirtschaftsprüfer
Abschlussprüfer

17. Februar 2011

Lion House
Red Lion Street
London
WC1R 4GB

THOMASLLOYD GROUP PLC
BILANZ MUTTERGESELLSCHAFT
31. DEZEMBER 2009

	Anhang	2009 EUR	Neu 2008 EUR
Anlagevermögen			
Sachanlagen	9	61.282	68.943
Finanzanlagen	11	25.499.163	28.316.403
		<u>25.560.445</u>	<u>28.385.346</u>
Umlaufvermögen			
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	12	41.616.802	39.223.784
Liquide Mittel		5.958	810.115
		<u>41.622.760</u>	<u>40.033.899</u>
Kurzfristige Verbindlichkeiten			
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	13	21.826.719	21.064.540
Summe der Aktiva abzüglich der kurzfristigen Verbindlichkeiten		45.356.486	47.354.705
Eigenkapital			
Stammaktien	16	43.843.150	41.743.150
Vorzugsaktien	16	32.000.000	32.000.000
Rücklagen Währungsumrechnung		(9.092.822)	(13.443.640)
Gewinnrücklagen		(21.393.842)	(12.944.805)
Summe Eigenkapital		45.356.486	47.354.705

IM NAMEN DES VORSTANDES:

T U Michael Sieg – Director

Anthony M Coveney – Director

Angenommen vom Vorstand am 17. Februar 2011

Firmennummer 5034664

Der Anhang ist Teil dieser Jahresabschlüsse

THOMASLLOYD GROUP PLC

ANHANG ZU DEN JAHRESABSCHLÜSSEN FÜR DAS JAHR AM 31. DEZEMBER 2009 ZU ENDE GEGANGENE JAHR

1. ALLGEMEINE INFORMATIONEN

Die ThomasLloyd Group Plc ist eine personenbezogene Kapitalgesellschaft, gegründet in England und Wales, mit Geschäftstätigkeiten in Deutschland, der Schweiz und den Vereinigten Staaten von Amerika.

2. BILANZIERUNGSREGELN

Die Haupt-Bilanzierungsregeln sind unten zusammengefasst.

Grundlage der Vorbereitung

Die Jahresabschlüsse werden in Euro vorgelegt.

Diese Jahresabschlüsse wurden in Übereinstimmung mit den IFRS, wie sie in der Europäischen Union verwendet werden („IFRS“), und mit den Teilen des Companies Act 2006, die für Firmen gelten, die nach IFRS berichten, erstellt.

Die unten aufgeführten Bilanzierungsregeln wurden, falls nicht anders vermerkt, für alle in den konsolidierten Jahresabschlüssen enthaltenen Zeiträume durchgängig angewandt. Die Auswirkung der Umformulierung früherer Zeiträume wurde in Anhang 15 zu den Jahresabschlüssen dargelegt.

Neue Standards und Auslegungen

Die IFRS Jahresabschlüsse wurden auf der Grundlage von Bilanzierungsrichtlinien, Auslegungen und Ergänzungen erstellt, die zu Beginn des Geschäftsjahres in Kraft waren.

Das IASB und das IFRIC haben die folgenden Standards und Auslegungen herausgegeben:

Es wurden keine Ergänzungen zu veröffentlichten Standards und Auslegungen zu bestehenden Standards herausgegeben, die in dem Jahr in Kraft waren, als der Konzern diese anwandte.

Standards, Auslegungen und Ergänzungen

Wesentliche Standards und Auslegungen, die im laufenden Jahr eingeführt wurden:

Der Konzern und die Muttergesellschaft haben die folgenden Aussagen und Auslegungen im Geschäftsjahr angewandt:

IAS 1 (überarbeitet) – Vorlage von Jahresabschlüssen

Diese Überarbeitung behandelt Ergänzungen zur Struktur von Jahresabschlüssen und der Bilanzgliederung nach Fristigkeit von Derivaten und gilt für Zeiträume, die am oder nach dem 1. Januar 2009 beginnen. Die Änderungen beinhalten die Vorlage der Eigenkapitalveränderungsrechnung als Primärabschluss und nicht verbindliche Ergänzungen zu den Titeln der Primärabschlüsse. Der Konzern hat sich entschlossen, die Titel der Primärabschlüsse zu ändern.

IFRS 8 – Geschäftssegmente

Diese Überarbeitung erfordert separate Berichte von Segmentinformationen von Geschäftssegmenten. Geschäftssegmente spiegeln die Managementstruktur des Konzerns und die Art und Weise, wie Leistung vom Hauptentscheidungsträger im Konzern bewertet wird, wider.

Im laufenden Jahr angewandte Standards und Auslegungen ohne wesentliche Auswirkung

- Jährliche Verbesserungen bei den IFRS (2009)
- IAS23 (überarbeitet) Fremdkapitalkosten
- Ergänzungen zu IFRS 1 – Erstmalige Anwendung von IFRS und IAS 27 – Konsolidierte und separate Jahresabschlüsse

THOMASLLOYD GROUP PLC

ANHANG ZU DEN JAHRESABSCHLÜSSEN FÜR DAS JAHR AM 31. DEZEMBER 2009 ZU ENDE GEGANGENE JAHR

2. BILANZIERUNGSREGELN (Fortsetzung)

Wesentliche Standards und Auslegungen, die schon erstellt, aber noch nicht angewandt wurden

Zum Zeitpunkt der Genehmigung dieser Jahresabschlüsse gab es die folgenden neuen und ergänzten Standards und Auslegungen, jedoch wurden sie noch nicht angewandt:

IFRS 2 – Konzern-Barausgleich und aktienbasierte Vergütungstransaktionen (mit Wirkung vom 1. Januar 2010)

IFRS 3 – Unternehmenszusammenschlüsse (1. Juli 2009)

IFRS 9 – Finanzinstrumente (1. Januar 2013)

Jährliche Verbesserungen zu IFRS (2010) (1. Januar 2011)

IAS 24 – Angaben über Beziehungen zu nahe stehenden Unternehmen und Personen (1. Januar 2011)

IFRIC 14 – Leistungsorientierter Pensionsplan (1. Januar 2011)

IFRIC 19 – Tilgung finanzieller Verbindlichkeiten mit Eigenkapitalinstrumenten (1. Juli 2010)

Konsolidierungskreis

Die konsolidierten Jahresabschlüsse enthalten die Jahresabschlüsse der Muttergesellschaft und von Einheiten, die von der Muttergesellschaft geleitet werden (ihre Tochterunternehmen). Kontrolle wird erreicht, wo das Unternehmen die Macht hat, finanzielle und operative Richtlinien einer Einheit zu lenken, um so von diesen Aktivitäten zu profitieren.

Die Ergebnisse der während des Jahres gekauften oder verkauften Tochterunternehmen sind in der konsolidierten Gesamterfolgsrechnung je nach Sachverhalt ab dem tatsächlichen Zeitpunkt der Akquisition oder bis zum tatsächlichen Zeitpunkt des Verkaufs enthalten.

Gegebenenfalls werden die Jahresabschlüsse von Tochterunternehmen angepasst, um ihre Bilanzierungsregeln mit denen in Einklang zu bringen, die von anderen Mitgliedern des Konzerns angewendet werden.

Alle konzerninternen Transaktionen, Bilanzen, Einnahmen und Ausgaben werden bei der Konsolidierung komplett ausgeklammert.

Minderheitenanteile am Reinvermögen von konsolidierten Tochterunternehmen werden separat vom Eigenkapital des Konzerns darin ausgewiesen. Minderheitenanteile bestehen aus der Summe dieser Anteile zum Zeitpunkt des ursprünglichen Unternehmenszusammenschlusses und des Minderheitenanteils an den Veränderungen des Eigenkapitals seit dem Zeitpunkt des Zusammenschlusses. Verluste, die auf die Minderheit anrechenbar sind und über den Minderheitenanteil am Eigenkapital des Tochterunternehmens hinausgehen, werden als eine Belastung für den Minderheitenanteil verbucht, unabhängig davon, ob es eine Verpflichtung auf Seiten der Minderheitenanteilseigner für Verluste gibt.

Unternehmenszusammenschlüsse

Akquisitionen von Tochterunternehmen und Firmen werden mit der Erwerbsmethode ausgewiesen. Die Kosten für den Unternehmenszusammenschluss werden als Gesamtsumme des beizulegenden Zeitwertes der vorhandenen Vermögenswerte (zum Zeitpunkt des Wechsels), der aufgelaufenen oder übernommenen Verbindlichkeiten und Eigenkapitalinstrumente, herausgegeben vom Konzern im Gegenzug für die Kontrolle über das erworbene Unternehmen, bewertet. Jegliche direkt durch den Unternehmenszusammenschluss entstandene Kosten werden als Gewinn oder Verlust verbucht. Die identifizierbaren Vermögenswerte, Verbindlichkeiten und Eventualverbindlichkeiten des aufgekauften Unternehmens, die die Bedingungen für die Anerkennung nach IFRS 3 Überarbeitete Unternehmenszusammenschlüsse erfüllen, werden zu ihrem beizulegenden Zeitwert zum Akquisitionszeitpunkt verbucht.

Der Anteil von Minderheitenanteilseignern am aufgekauften Unternehmen wird zunächst am Anteil der Minderheitenanteilseigner am beizulegenden Zeitwert der Vermögenswerte, Verbindlichkeiten und Eventualverbindlichkeiten verbucht.

THOMASLLOYD GROUP PLC

ANHANG ZU DEN JAHRESABSCHLÜSSEN FÜR DAS JAHR AM 31. DEZEMBER 2009 ZU ENDE GEGANGENE JAHR

2. BILANZIERUNGSREGELN (Fortsetzung)

Umsatz

Der Umsatz besteht aus den Provisionseinnahmen und der Courtage.

Sachanlagen

Sachanlagen sind zum Anschaffungswert enthalten. Die Kosten beinhalten Kosten, die dadurch hervorgerufen werden, dass man einen Vermögenswert für die vorgesehene Verwendung vorbereitet. Gewinne und Verluste beim Verkauf von Sachanlagen werden unter Bezug auf ihren Buchwert festgelegt, und werden bei der Ermittlung des Betriebsgewinns berücksichtigt. Der Konzern überprüft den Buchwert von Sachanlagen, wenn Umstände darauf hindeuten, dass der Buchwert nicht erzielbar sein könnte. Die Werthaltigkeit wird mit Hilfe von Einschätzungen zukünftiger Cashflows auf diskontierter Grundlage, inklusive Einnahmen, Betriebskosten und Wiederherstellungskosten, bewertet. Falls nötig, wird eine Wertminderung vermerkt. Jede Wertminderung wird in den Verwaltungskosten erfasst.

Abschreibung

Die Abschreibung von Sachanlagen erfolgt linear unter Verwendung von folgenden Sätzen, die für die Abschreibung von Vermögenswerten über ihre Nutzungsdauer vorgesehen sind:

Geschäfts-, Betriebs- & Büroeinrichtung – 3 bis 10 Jahre linear.

Investitionen der Muttergesellschaft in Tochterunternehmen

In ihren separaten Jahresabschlüssen verbucht die Muttergesellschaft ihre Investitionen in Tochterunternehmen zum Anschaffungswert abzüglich jeglicher Rückstellungen für Wertminderungen. Die Akquisitionskosten beinhalten Honorare und andere Kosten, die mit der Akquisition in Zusammenhang stehen.

Besteuerung

Laufende Steuern, einschließlich Körperschaftssteuer im Vereinigten Königreich und ausländische Steuern werden in den Beträgen verbucht, die voraussichtlich bei Anwendung der Steuersätze und Gesetze, die zum Bilanzstichtag erlassen wurden oder materiell erlassen wurden, gezahlt (oder erstattet) werden.

Latente Steuern werden im Bezug auf alle Periodenverschiebungen verbucht, die zum Bilanzstichtag entstanden sind aber nicht aufgehoben wurden, bei denen Transaktionen oder Ereignisse, die zur Verpflichtung führen, in der Zukunft mehr Steuern zu zahlen oder zu dem Recht führen, in der Zukunft weniger Steuern zu zahlen, zum Bilanzstichtag stattgefunden haben. Periodenverschiebungen sind Verschiebungen zwischen den zu versteuernden Gewinnen des Konzerns und dem wie in den Jahresabschlüssen festgestellten Ergebnis, die durch die Einbeziehung von Gewinnen und Verlusten in Steuerveranlagungen in anderen Zeiträumen als denen, in denen sie in den Jahresabschlüssen verbucht werden, entstehen.

Eine latente Steuerforderung wird nur als eintreibbar angesehen und daher verbucht, wenn es auf Grundlage aller vorhandenen Beweise als wahrscheinlich angesehen werden kann, dass es geeignete zu versteuernde Gewinne geben wird, von denen die zukünftige Rückbuchung der zugrunde liegenden Periodenverschiebung abgezogen werden kann.

Latente Steuern werden hinsichtlich der Gewinnrücklagen von Tochterunternehmen und assoziierten Unternehmen im Ausland nur in dem Maße verbucht, zu dem am Bilanzstichtag Dividenden als ausstehend aufgelaufen sind oder eine verbindliche Abmachung, vergangene Gewinne in der Zukunft auszuschütten, von dem Tochterunternehmen oder dem assoziierten Unternehmen geschlossen wurde.

Latente Steuern werden zu den durchschnittlichen Steuersätzen verbucht, die voraussichtlich in den Zeiträumen angewandt werden, in denen die Periodenverschiebung voraussichtlich rückgebucht wird, basierend auf Steuersätzen und Gesetzen, die bis zum Bilanzstichtag erlassen oder materiell erlassen wurden. Latente Steuern werden auf einer nicht diskontierten Grundlage berechnet.

THOMASLLOYD GROUP PLC

ANHANG ZU DEN JAHRESABSCHLÜSSEN FÜR DAS JAHR AM 31. DEZEMBER 2009 ZU ENDE GEGANGENE JAHR

2. BILANZIERUNGSREGELN (Fortsetzung)

Fremdwährungen

Die funktionale Währung der Muttergesellschaft ist das britische Pfund. Die Darstellungswährung des Unternehmens ist der Euro.

Transaktionen, die von Einheiten des Konzerns in einer anderen Währung als der Währung des primären Wirtschaftsumfeldes, in dem sie tätig sind (die „funktionale Währung“), durchgeführt werden, werden zu den zum Zeitpunkt der Transaktionen geltenden Kursen verbucht. Vermögenswerte und Verbindlichkeiten in Fremdwährungen werden zu den am Stichtag geltenden Kursen umgerechnet.

Nicht-monetäre Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die hinsichtlich der Anschaffungskosten in einer Fremdwährung ausgewiesen sind, werden zum Wechselkurs am Transaktionstag umgerechnet. Nicht-monetäre Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, deren beizulegender Zeitwert in Fremdwährungen ausgewiesen ist, werden mit Hilfe der Wechselkurse, die zum Zeitpunkt der Bestimmung des beizulegenden Zeitwertes gültig waren, in Euro umgerechnet.

Bei der Konsolidierung werden die Ergebnisse der Unternehmen in die Darstellungswährung zu Durchschnittskursen umgerechnet, die in etwa bei den Kursen liegen, die zum Zeitpunkt der Transaktion vorherrschten. Alle Vermögenswerte und Verbindlichkeiten von ausländischen Unternehmen werden zu dem Kurs umgerechnet, der am Bilanzstichtag vorherrschte. Kursdifferenzen aufgrund der Umrechnung des anfänglichen Reinvermögens zum Eröffnungskurs und der Ergebnisse der Unternehmen zum tatsächlichen Kurs werden direkt im Eigenkapital verbucht (die „Währungsumrechnungsrücklage“).

Liquide Mittel

Liquide Mittel bestehen aus Kassenbestand und Geld auf dem Girokonto oder auf kurzfristigen Einlagen mit einer ursprünglichen Laufzeit von 3 Monaten oder darunter zu flexiblen Zinssätzen.

Firmenwert

Der Firmenwert aufgrund von Konsolidierung stellt den Überschuss der Anschaffungskosten gegenüber dem Anteil des Konzerns am beizulegenden Zeitwert der identifizierbaren Vermögenswerte, Verbindlichkeiten und Eventualverbindlichkeiten eines Tochterunternehmens zum Anschaffungszeitpunkt dar.

Der Firmenwert wird als ein Vermögenswert verbucht und wird mindestens jährlich oder bei Anlässen, bei denen Änderungen der Umstände anzeigen, dass es eine Wertminderung geben könnte, auf Wertminderung überprüft. Jede Wertminderung wird sofort in der Gewinn- und Verlustrechnung verbucht und wird nicht nachträglich rückgebucht. Der Firmenwert aufgrund von Akquisition wird den Zahlungsmittel generierenden Einheiten zum Zwecke der Überprüfung der Werthaltigkeit zugewiesen.

Der Firmenwert aufgrund von Akquisitionen vor der Umstellung auf IFRS wurde mit dem vorherigen UK GAAP Betrag beibehalten und wird zum Umstellungszeitpunkt einer Wertminderungsprüfung unterworfen.

Wertminderung

Der Konzern überprüft die Buchwerte seines Anlagevermögens mit begrenzter Nutzungsdauer, um zu entscheiden, ob es einen Hinweis gibt, dass diese Vermögenswerte eine jährliche Wertminderung erfahren haben. Wenn ein solcher Hinweis existiert, wird der erzielbare Betrag des Vermögenswertes geschätzt, um das Ausmaß der Wertminderung zu bestimmen (falls vorhanden). Wo der Vermögenswert keine Cashflows erzeugt, die unabhängig sind von anderen

Vermögenswerten, schätzt der Konzern den erzielbaren Betrag der Zahlungsmittel generierenden Einheit, zu dem der Vermögenswert gehört. Ein immaterieller Vermögenswert mit unbegrenzter Nutzungsdauer wird jährlich hinsichtlich Wertminderung überprüft und auch immer dann, wenn es Hinweise darauf gibt, dass der Vermögenswert eine Wertminderung erfahren hat.

THOMASLLOYD GROUP PLC

ANHANG ZU DEN JAHRESABSCHLÜSSEN FÜR DAS JAHR AM 31. DEZEMBER 2009 ZU ENDE GEGANGENE JAHR

2. BILANZIERUNGSREGELN (Fortsetzung)

Der erzielbare Betrag ist der höhere des beizulegenden Zeitwertes abzüglich aller Kosten zum Verkauf und Gebrauchswert. Bei der Bewertung des Gebrauchswertes werden die geschätzten zukünftigen Cashflows auf ihre Barwerte durch Verwendung eines Vorsteuer-Diskontsatzes diskontiert.

Dieser Satz spiegelt aktuelle Marktbewertungen des Zeitwertes von Geld wie auch die für den Vermögenswert spezifischen Risiken wider, für den die Schätzungen zukünftiger Cashflows nicht angepasst wurden.

Wenn der erzielbare Betrag eines Vermögenswertes auf weniger als seinen Buchwert geschätzt wird, wird der Buchwert des Vermögenswertes auf den erzielbaren Betrag reduziert. Wertminderungen werden sofort als Ausgabe verbucht, außer wenn der relevante Vermögenswert zu einem neu bewerteten Betrag geführt wird; in diesem Fall wird die Wertminderung als Neubewertungsminderung behandelt. Wo eine Wertminderung später rückgebucht wird, wird der Buchwert des Vermögenswertes auf die geänderte Schätzung des erzielbaren Betrags erhöht, aber so, dass der erhöhte Buchwert nicht den Buchwert übersteigt, der festgestellt worden wäre, wenn keine Wertminderung für den Vermögenswert in den Vorjahren verbucht worden wäre. Eine Rückbuchung der Wertminderung wird sofort als Einnahme verbucht, außer wenn der relevante Vermögenswert zu einem neu bewerteten Betrag geführt wird; in diesem Fall wird die Rückbuchung der Wertminderung als Neubewertungserhöhung behandelt. Allerdings können Wertminderungen hinsichtlich des Firmenwertes nicht rückgebucht werden.

Finanzanlagen

Investitionen in Wertpapiere werden am Marktwert gemessen.

Anderes Anlagevermögen ist zum Anschaffungswert abzüglich der Abschreibungsbeträge aufgrund von Wertminderung enthalten.

Operating Leasing

Mietbeträge im Rahmen von Operating Leasing werden in der Ergebnisrechnung linear über den Leasing-Zeitraum verbucht.

Entscheidende Schätzungen und Bewertungen

Details der wesentlichen Bilanzbewertungen und entscheidenden Bilanzschätzungen des Konzerns sind in diesen Jahresabschlüssen dargelegt und beinhalten die Bewertung der Fähigkeit des Konzerns, den laufenden Betrieb weiterzuführen.

Laufender Betrieb

Die konsolidierten Jahresabschlüsse wurden auf der Grundlage des laufenden Betriebs erstellt. Die Vorstände halten diese Grundlage aufgrund der unten aufgeführten Gründe für angemessen.

Das Unternehmen hat nur einen Drittgläubiger, mit dem es eine gesicherte Investitionsfazilität unterhält. Die letzte Rückzahlung wird im Q1 2011 stattfinden, dann hat das Unternehmen keine externen Schulden mehr.

Nach der weitgehenden Reduzierung der Kostenbasis bezahlt das Unternehmen seine Gemeinkosten nun aus den Einnahmen.

Der Vorstand hat Gewinnvorhersagen und Geldbedarf für einen Zeitraum von zwölf Monaten ab dem Tag der Genehmigung dieser Jahresabschlüsse berücksichtigt, was die Fähigkeit des Konzerns zeigt, seine Schulden bei Fälligkeit zu bezahlen.

Die Vorstände haben auch die Leitlinie gelesen und berücksichtigt, die vom Financial Reporting Council im Oktober 2009 veröffentlicht wurde: Laufender Betrieb und Liquiditätsrisiko: Leitlinie für Vorstände bei Unternehmen in Großbritannien 2009.

THOMASLLOYD GROUP PLC

ANHANG ZU DEN JAHRESABSCHLÜSSEN
FÜR DAS JAHR AM 31. DEZEMBER 2009 ZU ENDE GEGANGENE JAHR

3. EINNAHMEN

Einnahmen und Verluste vor Steuern sind der Hauptaktivität des Konzerns zuzuschreiben.

4. ANGABEN ZUM PERSONAL

	31.12.09 EUR	31.12.08 EUR
Konzern		
Löhne und Gehälter	5.362.517	9.788.087
Soziale Aufwendungen	541.926	703.714
	5.904.443	10.491.801

Die durchschnittliche Anzahl an Mitarbeitern pro Monat während des Prüfungszeitraums war:

	31.12.09 Anzahl	31.12.08 Anzahl
Konzern		
Investment und Management	10	40
Verwaltung	18	17
Vorstände	2	4
	30	61

Die oben genannten Mitarbeiterzahlen beinhalten nicht die Mitarbeiter von Johnson Illington Advisors LLC.

THOMASLLOYD GROUP PLC

ANHANG ZU DEN JAHRESABSCHLÜSSEN FÜR DAS JAHR AM 31. DEZEMBER 2009 ZU ENDE GEGANGENE JAHR

5. BETRIEBSVERLUST

Der Betriebsverlust beläuft sich nach Verrechnung auf:

	31.12.09 EUR	31.12.08 EUR
Abschreibung und Wertminderung des Firmenwerts	0	3.544.875
Abschreibung - Vermögenswerte	166.982	194.760
Vergütung Wirtschaftsprüfer	25.000	24.350
	<u>1.228.909</u>	<u>3.354.714</u>
Bezüge Vorstand		

6. ZINSVERBINDLICHKEITEN UND ÄHNLICHE AUFWENDUNGEN

	31.12.09 EUR	31.12.08 EUR
Sonstige Zinsen	702.651	523.748
	<u>702.651</u>	<u>523.748</u>

7. BESTEUERUNG

	31.12.09 EUR	Neu 31.12.08 EUR
Körperschaftssteuer Vereinigtes Königreich	0	0
Ausländische Steuern	2.387	16.824
	<u>2.387</u>	<u>16.824</u>
Abgleich		
Verlust vor Steuern	(14.203.389)	(34.937.409)
Verlust vor Steuern zu 28% (31.12.08: 28%)	(3.976.949)	(9.782.475)
Die Steuerbelastung beeinflussende Faktoren:		
Verlustvortrag	3.976.949	9.782.475
Ausländische Steuern	2.387	16.824
	<u>2.387</u>	<u>16.824</u>

8. VERLUST DER MUTTERGESELLSCHAFT

Wie durch Artikel 408 des Companies Act von 2006 erlaubt, werden die Gewinne und Verluste der Muttergesellschaft nicht als Teil dieser Jahresabschlüsse ausgewiesen. Der Verlust der Muttergesellschaft für das Geschäftsjahr beläuft sich auf € 8.449.037 (2008: € 8.728.773 wie neu berechnet). Wie ausführlicher in Anhang 19 erklärt, wird der Verlust nach der Anrechnung von € 4.799.257 aus nicht realisierten Devisenverlusten ausgewiesen.

THOMASLLOYD GROUP PLC

ANHANG ZU DEN JAHRESABSCHLÜSSEN FÜR DAS JAHR AM 31. DEZEMBER 2009 ZU ENDE GEGANGENE JAHR

9. SACHANLAGEN

Das Anlagevermögen umfasst Softwarelizenzen, Geschäfts- und Betriebseinrichtung sowie Büroausstattung.

	Konzern EUR	Mutterges. EUR
Kosten		
Zum 1. Januar 2009	1.525.780	76.604
Zugänge	115.368	0
Zum 31. Dezember 2009	1.641.148	76.604
Abschreibung		
Zum 1. Januar 2008	758.904	7.661
Belastung für das Jahr	166.982	7.661
Zum 31. Dezember 2008	925.886	15.332
Nettobuchwert		
Zum 31. Dezember 2008	715.262	61.282
Zum 31. Dezember 2007	766.876	68.943

10. FIRMENWERT

	Konzern EUR
Kosten	
Zum 1. Januar 2009	7.699.672
Zugänge	0
Zum 31. Dezember 2009	7.699.672
Abschreibung	
Zum 1. Januar 2009	7.699.672
Belastung für das Jahr	0
Zum 31. Dezember 2009	7.699.672
Nettobuchwert	
Zum 31. Dezember 2009	0
Zum 31. Dezember 2008	0

THOMASLLOYD GROUP PLC

ANHANG ZU DEN JAHRESABSCHLÜSSEN FÜR DAS JAHR AM 31. DEZEMBER 2009 ZU ENDE GEGANGENE JAHR

11. FINANZANLAGEN

	Wertpapiere		Investitionen in Tochter- unternehmen
	Konzern EUR	Mutterges. EUR	Mutterges. EUR
Kosten			
Zum 1. Januar 2009	11.894.595	11.894.595	27.878.775
Umrechnung von Fremdwährungen	0	0	213.984
Abgänge	(3.031.223)	(3.031.223)	0
Zum 31. Dezember 2009	8.863.372	8.863.372	28.092.759
Rückstellung für Wertminderung			
Zum 1. Januar 2009	0	0	11.456.968
Belastung für das Jahr	0	0	0
Zum 31. Dezember 2009	0	0	11.456.968
Nettobuchwert			
Zum 31. Dezember 2009	8.863.372	8.863.372	16.635.791
Zum 31. Dezember 2008	11.894.595	11.894.595	16.421.807

Die Investitionen des Konzerns bzw. der Muttergesellschaft umfassen zum Stichtag der Bilanzierung:

Tochterunternehmen

Name	Land der Gründung	Klasse	Beteiligung	Geschäftsart
ThomasLloyd Vertriebsservicegesellschaft mbH	Deutschland	Stammaktie € 1	100%	Investment Management
ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG	Schweiz	Stammaktie € 1	100%	Investment Management
ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) AG	USA	Aktionär	100%	Investment Management
ThomasLloyd Capital LLC*	USA	Aktionär	100%	Investment Banking
Johnson Illington Advisors LLC*	USA	Aktionär	100%	Investment Management
ThomasLloyd Global Advisors AG	Deutschland	Stammaktie € 1	100%	Investment Management

* Als Tochterunternehmen von ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC

THOMASLLOYD GROUP PLC

ANHANG ZU DEN JAHRESABSCHLÜSSEN FÜR DAS JAHR AM 31. DEZEMBER 2009 ZU ENDE GEGANGENE JAHR

12. FORDERUNGEN AUS LIEFERUNGEN UND LEISTUNGEN UND SONSTIGE FORDERUNGEN

	31.12.09		31.12.08	
	Konzern EUR	Mutterges. EUR	Konzern EUR	Mutterges. EUR
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen	712.067	0	668.236	0
Forderungen gegenüber assoziierten Unternehmen	0	25.087.972	0	22.182.532
Sonstige Forderungen	8.883.728	5.981.189	6.976.759	4.595.609
Rechnungsabgrenzungsposten	10.547.641	10.547.641	12.564.579	12.445.643
	20.143.436	41.616.802	20.209.574	39.223.784

13. VERBINDLICHKEITEN AUS LIEFERUNGEN UND LEISTUNGEN UND SONSTIGE VERBINDLICHKEITEN

	31.12.09		31.12.08	
	Konzern EUR	Mutterges. EUR	Konzern EUR	Mutterges. EUR
Sonstige Darlehen	2.664.752	2.664.752	2.801.165	2.801.165
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen	3.654.494	168.704	1.031.062	0
Verbindlichkeiten gegenüber assoziierten Unternehmen	0	1.895.011	0	52.289
Sozialabgaben und sonstige Abgaben	616.701	0	1.004.838	2.778.296
Sonstige Verbindlichkeiten	18.737.430	17.088.596	16.513.472	15.426.660
Rechnungsabgrenzungsposten	1.195.148	9.656	1.908.557	6.130
	26.868.525	21.826.719	23.259.094	21.064.540

Die sonstigen Darlehen sind in monatlichen Raten zurückzuzahlen. Als Sicherheit dienen Wertpapiere im Wert von € 3.602.000 und Unternehmensbürgschaften von jedem Tochterunternehmen der Muttergesellschaft. Als Referenzzinssatz dient die 30-tägige Euro Interbank Rate plus 450 Basispunkte, womit sich der Zins auf ca. 10,25% beläuft.

14. VERPFLICHTUNGEN AUS OPERATING LEASING

Zum 31.12.2009 hatten die Tochterunternehmen der Holdinggesellschaft jährliche Verpflichtungen aus nicht-kündbarem Operating Leasing wie folgt:

Konzern	Gebäude und Einrichtungen	
	31.12.09 EUR	31.12.08 EUR
Ablauf:		
Binnen eines Jahres	121.758	121.758
Zwischen einem und fünf Jahren	2.284.114	2.284.114
	2.405.872	2.405.872

THOMASLLOYD GROUP PLC

ANHANG ZU DEN JAHRESABSCHLÜSSEN FÜR DAS JAHR AM 31. DEZEMBER 2009 ZU ENDE GEGANGENE JAHR

15. BERICHTIGUNGEN DES VORJAHRES

Aufgrund der Nachprüfung der Buchhaltung des Vorjahres hinsichtlich der Folgen der Wechselkursänderungen wurde entschieden, einen Korrekturbeitrag vorzunehmen, da die Behandlung der durch die Wiedenumrechnung des Eigenkapitals entstandenen Wechselkursdifferenz nicht mit den IAS 21 in Einklang steht.

Die Darstellungswährung (Euro) entspricht nicht der funktionalen Währung (Britische Pfund) der ThomasLloyd Group Plc. Aus diesem Grund ist es nach IAS 21 erlaubt, dass Umrechnungsdifferenzen, die durch die Umrechnung des anfänglichen Reinvermögens zum Stichtagskurs, der vom vorherigen Stichtagskurs abweicht, entstanden sind, nicht im Ergebnis aufgeführt werden, da die Änderungen der Wechselkurse nur wenig oder gar keine direkten Auswirkungen auf aktuelle und zukünftige Cashflow-Transaktionen haben. Die Umrechnungsdifferenz, die 2008 entstanden ist, wurde in der Gesamterfolgsrechnung aufgeführt. Als Folge dieser Berichtigung wird der kumulative Betrag der Umrechnungsdifferenz als separate Komponente des Eigenkapitals dargestellt.

Die Auswirkungen dieser Berichtigung für den Konzern und die Muttergesellschaft zeigt unten stehende Tabelle:

Gesamterfolgsrechnung der Muttergesellschaft	Alt 31.12.2008 EUR	Neu 31.12.2008 EUR	Differenz EUR
Laufende Geschäftstätigkeit			
Einnahmen	16.577.847	16.577.847	
Verwaltungskosten	(38.907.111)	(25.240.887)	(13.666.224)
Betriebsverlust	(22.329.264)	(8.663.040)	(13.666.224)
Zinsforderungen	388.702	388.702	0
Zinsverbindlichkeiten	(453.909)	(453.909)	0
Verlust aus normaler Geschäftstätigkeit vor Steuern	(22.394.470)	(8.728.246)	(13.666.224)
Besteuerung	(526)	(526)	0
Jahresergebnis	(22.394.997)	(8.728.773)	(13.666.224)

THOMASLLOYD GROUP PLC

ANHANG ZU DEN JAHRESABSCHLÜSSEN
FÜR DAS JAHR AM 31. DEZEMBER 2009 ZU ENDE GEGANGENE JAHR

15. BERICHTIGUNGEN DES VORJAHRES (Fortsetzung)

Bilanz der Muttergesellschaft	Alt 31.12.2008 EUR	Neu 31.12.2008 EUR	Differenz EUR
Anlagevermögen			
Sachanlagen	68.943	68.943	0
Firmenwert	0	0	0
Finanzanlagen	28.316.403	28.316.403	0
	<u>28.385.346</u>	<u>28.385.346</u>	<u>0</u>
Umlaufvermögen			
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	39.223.784	39.223.784	0
Liquide Mittel	810.115	810.115	0
	<u>40.033.899</u>	<u>40.033.899</u>	<u>0</u>
Kurzfristige Verbindlichkeiten			
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	21.064.540	21.064.540	0
	<u>21.064.540</u>	<u>21.064.540</u>	<u>0</u>
Summe der Aktiva abzüglich der kurzfristigen Verbindlichkeiten	47.354.705	47.354.705	0
Eigenkapital			
Stammaktien	41.743.150	41.743.150	0
Vorzugsaktien	32.000.000	32.000.000	0
Rücklagen Währungsumrechnung	222.584	(13.443.640)	13.666.224
Gewinnrücklagen	(26.611.029)	(12.944.805)	(13.666.224)
	<u>(26.611.029)</u>	<u>(12.944.805)</u>	<u>(13.666.224)</u>
Summe Eigenkapital	47.354.705	47.354.705	0

THOMASLLOYD GROUP PLC

ANHANG ZU DEN JAHRESABSCHLÜSSEN
FÜR DAS JAHR AM 31. DEZEMBER 2009 ZU ENDE GEGANGENE JAHR

15. BERICHTIGUNGEN DES VORJAHRES (Fortsetzung)

Konsolidierte Gesamterfolgsrechnung	Alt 31.12.2008 EUR	Neu 31.12.2008 EUR	Differenz EUR
Laufende Geschäftstätigkeit			
Einnahmen	4.742.583	4.742.583	0
Verwaltungskosten	(53.086.737)	(39.420.513)	(13.666.224)
Betriebsverlust	(48.344.154)	(34.677.930)	(13.666.224)
Zinsforderungen	264.269	264.269	0
Zinsverbindlichkeiten	(523.748)	(523.748)	0
Verlust aus normaler Geschäftstätigkeit vor Steuern	(48.603.633)	(34.937.409)	(13.666.224)
Besteuerung	(16.824)	(15.824)	0
Verlust nach Steuern	(48.620.457)	(34.954.233)	(13.666.224)
Minderheitsbeteiligungen – Equity	(52.077)	(52.077)	0
Jahresergebnis	(48.672.534)	(35.006.310)	(13.666.224)

THOMASLLOYD GROUP PLC

ANHANG ZU DEN JAHRESABSCHLÜSSEN
FÜR DAS JAHR AM 31. DEZEMBER 2009 ZU ENDE GEGANGENE JAHR

15. BERICHTIGUNGEN DES VORJAHRES (Fortsetzung)

Konsolidierte Bilanz	Alt 31.12.2008 EUR	Neu 31.12.2008 EUR	Differenz EUR
Anlagevermögen			
Sachanlagen	766.876	766.876	0
Firmenwert	0	0	0
Finanzanlagen	11.894.595	11.894.595	0
	<u>12.661.471</u>	<u>12.661.471</u>	<u>0</u>
Umlaufvermögen			
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	20.209.574	20.209.574	0
Liquide Mittel	1.670.241	1.670.241	0
	<u>21.879.815</u>	<u>21.879.815</u>	<u>0</u>
Kurzfristige Verbindlichkeiten			
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	23.259.094	23.259.094	0
	<u>11.282.192</u>	<u>11.282.192</u>	<u>0</u>
Summe der Aktiva abzüglich der kurzfristigen Verbindlichkeiten			
Eigenkapital			
Stammaktien	41.743.150	41.743.150	0
Vorzugsaktien	32.000.000	32.000.000	0
Rücklagen Währungsumrechnung	1.290.373	(12.375.851)	13.666.224
Gewinnrücklagen	(64.332.708)	(50.666.484)	(13.666.224)
Eigenkapital Gesamt	<u>10.700.815</u>	<u>10.700.815</u>	<u>0</u>
Minderheitsbeteiligung – Equity	581.377	518.377	0
Summe Eigenkapital	<u>11.282.192</u>	<u>11.282.192</u>	<u>0</u>

THOMASLLOYD GROUP PLC

ANHANG ZU DEN JAHRESABSCHLÜSSEN FÜR DAS JAHR AM 31. DEZEMBER 2009 ZU ENDE GEGANGENE JAHR

16. EINGEFORDERTES KAPITAL

	31.12.09 EUR	31.12.08 EUR
Genehmigt, emittiert und voll eingezahlt:		
1.242.846 A Stammaktien zu je £ 1	1.802.922	1.802.922
224.431.000 B Stammaktien zu je £ 0,01	3.041.893	3.041.893
38.998.335 C Stammaktien zu je € 1,00	38.998.335	36.898.335
1.500.000 A Vorzugsaktien zu je € 1,00	1.500.000	1.500.000
5.500.000 B Vorzugsaktien zu je € 1,00	5.500.000	5.500.000
25.000.000 C Vorzugsaktien zu je € 1,00	25.000.000	25.000.000
	<u>75.843.150</u>	<u>73.743.150</u>

Um weiteres Betriebskapital zu erhalten, wurden im Jahr weitere 2.100.000 C Stammaktien zu je € 1,00 pro Aktie gegen Bargeld emittiert.

17. KONZERNSPITZE

Die letztendlich steuernde Partei ist T U Michael Sieg auf Grund seiner 100% Beteiligung an ThomasLloyd Group Plc.

18. EVENTUALVERBINDLICHKEITEN

Das Unternehmen ist Partei einer Finanzhilfvereinbarung mit seinen Tochterunternehmen ThomasLloyd Vertriebsservicegesellschaft mbH, ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG und ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC.

19. AUSWIRKUNGEN DER ÄNDERUNGEN DER WECHSELKURSE

Wie in der Rechnungslegung auf Seite 15 dargestellt, entspricht die Dartsellungswährung des Unternehmens (Euro) nicht den funktionalen Währungen der Muttergesellschaft und der Tochterunternehmen (britische Pfund, US Dollar und Schweizer Franken). Das Ergebnis des Unternehmens unterliegt aus diesem Grund Wechselkursfluktuationen zwischen diesen beiden Währungen. Die Auswirkungen auf das Jahresergebnis, die in den Differenzen der Wechselkurse begründet liegen, werden unten dargestellt:

	Muttesges. EUR	Konzern EUR
Jahresergebnis	<u>(8.449.037)</u>	<u>(14.262.518)</u>
Im Ergebnis enthalten		
Gewinn aus Wechselkurs	2.236.068	2.238.633
Verlust aus Wechselkurs	<u>(7.035.325)</u>	<u>(7.176.742)</u>
Nettoeffekt	<u>(4.799.257)</u>	<u>(4.938.109)</u>
Nettoeffekt in % des Ergebnisses	<u>56,8%</u>	<u>34,6%</u>

THOMASLLOYD GROUP PLC

ANHANG ZU DEN JAHRESABSCHLÜSSEN
FÜR DAS JAHR AM 31. DEZEMBER 2009 ZU ENDE GEGANGENE JAHR

20. ANGABEN ZU NAHESTEHENDEN UNTERNEHMEN UND PERSONEN

Zum Bilanzstichtag wurden folgende Beträge vom Vorstand an den Konzern geschuldet:

T U Michael Sieg € 1.029.434

Folgende Unternehmen wurden als nahestehende Unternehmen angesehen:

ThomasLloyd Investments AG
ThomasLloyd Private Wealth AG
DKM Global Opportunities Fonds 01GmbH

Zum Bilanzstichtag beliefen sich die Konzernverbindlichkeiten an/(von) diese(n) Unternehmen auf:

ThomasLloyd Investments AG	€ 3.430.442
ThomasLloyd Private Wealth AG	€ 274.612
DKM Global Opportunities Fonds 01GmbH	€ 33.770

Im Laufe des Jahres hat der Konzern folgende Beträge von den nahestehenden Unternehmen erhalten bzw. (an) die nahestehenden Unternehmen (gezahlt):

ThomasLloyd Investments AG	€ (2.263.437)
ThomasLloyd Private Wealth AG	€ 1.104.158
DKM Global Opportunities Fonds 01GmbH	€ (169.606)

12.18. Geprüfter Jahresabschluss der ThomasLloyd Group plc zum 31.12.2010¹

Die ThomasLloyd Group plc unterliegt als ausländische Gesellschaft nicht der Verpflichtung, einen Jahresabschluss und einen Lagebericht gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs aufzustellen und nicht der Verpflichtung, den Jahresabschluss und den Lagebericht gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs prüfen zu lassen. Als Gewährleisterin gem. § 14 VermVerkProspV macht sie von der Möglichkeit des § 8 h VerkProspG Gebrauch, stattdessen auf die fehlende Aufstellung und Prüfung des Jahresabschlusses und des Lageberichts gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs hinzuweisen.

Die ThomasLloyd Group plc ist nach den für sie maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS verpflichtet, einen Jahresabschluss aufzustellen und diesen prüfen zu lassen.

Die ThomasLloyd Group plc ist nach den für sie maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS nicht verpflichtet, zusätzlich zum Jahresabschluss einen Lagebericht aufzustellen und diesen prüfen zu lassen.

Im Folgenden wird der nach den für die ThomasLloyd Group plc maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS aufgestellte und geprüfte Jahresabschluss zum 31. Dezember 2010 abgebildet

Company Number: 5034664

THOMASLLOYD GROUP PLC

REPORT OF THE DIRECTORS AND FINANCIAL STATEMENTS

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2010

¹ Aufgenommen durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011

REPORT OF THE INDEPENDENT AUDITORS TO THE MEMBERS OF THOMASLLOYD GROUP PLC

We have audited the company's financial statements on pages 8 to 25. The financial reporting framework that has been applied in their preparation is applicable law and International Financial Reporting Standards (IFRSs) as adopted by the European Union.

This report is made solely to the company's members, as a body, in accordance with Chapter 3 of Part 16 of the Companies Act 2006. Our audit work has been undertaken so that we might state to the company's members those matters we are required to state to them in an auditors' report and for no other purpose. To the fullest extent permitted by law, we do not accept or assume responsibility to anyone other than the company and the company's members as a body, for our audit work, for this report, or for the opinions we have formed.

Respective responsibilities of directors and auditors

As explained more fully in the Directors' Responsibilities Statement, the directors are responsible for the preparation of the financial statements and for being satisfied that they give a true and fair view. Our responsibility is to audit the financial statements in accordance with applicable law and International Standards on Auditing (UK and Ireland). Those standards require us to comply with the Auditing Practices Board's Ethical Standards for Auditors.

Scope of the audit of the financial statements

An audit involves obtaining evidence about the amounts and disclosures in the financial statements sufficient to give reasonable assurance that the financial statements are free from material misstatement, whether caused by fraud or error. This includes an assessment of: whether the accounting policies are appropriate to the group's and the parent company's circumstances and have been consistently applied and adequately disclosed; the reasonableness of significant accounting estimates made by the directors; and the overall presentation of the financial statements. In addition, we read all the financial and non-financial information in the Directors' Report to identify material inconsistencies with the audited financial statements. If we become aware of any apparent material misstatements or inconsistencies we consider the implications for our report.

Opinion on financial statements

In our opinion:

- the financial statements give a true and fair view of the state of affairs of the group and the parent company as at 31st December 2010 and of the group's loss for the year then ended; and
- the group financial statements have been properly prepared in accordance with IFRSs as adopted by the European Union; and
- the parent company financial statements have been properly prepared in accordance with IFRSs as adopted by the European Union and as applied in accordance with the provisions of the Companies Act 2006; and
- the financial statements have been prepared in accordance with the requirements of the Companies Act 2006.

Opinion on other matter prescribed by the Companies Act 2006

In our opinion the information given in the Directors' Report for the financial year for which the financial statements are prepared is consistent with the financial statements.

Matters on which we are required to report by exception

We have nothing to report in respect of the following matters where the Companies Act 2006 requires us to report to you if, in our opinion:

- adequate accounting records have not been kept by the parent company, or returns adequate for our audit have not been received from branches not visited by us; or
- the parent company financial statements are not in agreement with the accounting records and returns; or
- certain disclosures of directors' remuneration specified by law are not made; or
- we have not received all the information and explanations we require for our audit.



Martin Johnson (Senior Statutory Auditor)
For and on behalf of Saffery Champness

Chartered Accountants
Statutory Auditors

17th August 2011

Lion House
Red Lion Street
London
WC1R 4GB

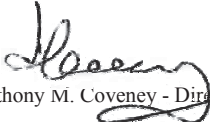
THOMASLLOYD GROUP PLC

COMPANY STATEMENT OF FINANCIAL POSITION
31 DECEMBER 2010

	Notes	2010 EUR	2009 EUR
Non Current Assets			
Property, plant and equipment	9	53,235	61,282
Financial assets	11	25,336,364	25,499,163
		<u>25,389,599</u>	<u>25,560,445</u>
Current Assets			
Trade and other receivables	12	35,125,303	41,616,802
Cash and cash equivalents		1,322	5,958
		<u>35,126,625</u>	<u>41,622,760</u>
Current liabilities			
Trade and other payables	13	11,137,609	21,826,719
Total assets less current liabilities		<u>49,378,615</u>	<u>45,356,486</u>
Shareholders' Equity			
Ordinary shares	15	50,839,612	43,843,150
Preference shares	15	32,000,000	32,000,000
Revaluation reserve		2,559,558	0
		<u>85,399,170</u>	<u>75,843,150</u>
Currency Translation Reserve		(8,062,816)	(9,092,822)
Retained earnings		<u>(27,957,739)</u>	<u>(21,393,842)</u>
Total Equity		<u>49,378,615</u>	<u>45,356,486</u>

APPROVED BY THE BOARD ON 17TH AUGUST 2011


T. U. Michael Sieg – Director


Anthony M. Coveney - Director


Klaus-Peter Kirschbaum - Director

Company registration number 5034664

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2010

1. GENERAL INFORMATION

ThomasLloyd Group Plc is a private company incorporated in England and Wales and with operations in Germany, Switzerland and the United States of America.

2. ACCOUNTING POLICIES

The principal accounting policies are summarised below.

Basis of preparation

The Group's consolidated financial statements are prepared on a going concern basis and in accordance with International Financial Reporting Standards as adopted by the European Union and IFRIC interpretations (IFRS as adopted by the EU) and the Companies Act 2006 applicable to companies reporting under IFRS. The consolidated financial statements have been prepared under the historical cost convention, as modified by the revaluation of land and buildings, available for sale financial investments, and financial assets and financial liabilities at fair value through profit and loss.

These consolidated financial statements are presented in Euros which is the Group's functional currency.

Changes in accounting policy and disclosures

The IFRS financial statements have been drawn up on the basis of accounting standards, interpretations and amendments effective at the beginning of the accounting period.

The Group has adopted the following new and revised Standards and Interpretations in the current year. Their adoption has not had any significant impact on the amounts reported in these financial statements:

- Revised IFRS 3 Business Combinations
- Amendments to IAS 27 Consolidated and Separate Financial Statements
- Amendment to IAS 39 Financial Instruments: Recognition and Measurement: Eligible Hedged Items
- IFRIC 17 Distributions of Non-cash Assets to Owners
- Revised IFRS 1 First-time adoption of International Financial Reporting Standards

The following amendments were made as part of 'Improvements to IFRS (2009)':

- Amendments to IAS 38 – Intangible Assets
- Amendments to IFRS 8 – Operating Segments
- Amendments to IAS 7 – Statement of Cash Flows
- Amendments to IAS 36 – Impairment of Assets

New standards, interpretations and amendments not yet effective

The following new standards, interpretations and amendments, which have not been applied in these financial statements, will or may have an effect on future financial statements:

Amendment to IFRS 1 – Limited exemption from comparative IFRS 7 disclosures for first-time adopters (effective 1 July 2010)

IAS 24 – Related Party Disclosures (revised 2009) (effective 1 January 2011)

Amendment to IFRIC 14 Prepayments of a Minimum Funding Requirement (effective 1 January 2011)

IFRIC 10 – Extinguishing Financial Liabilities with Equity Instruments (effective 1 July 2010)

Improvements to IFRSs (Issued May 2010) (effective mostly from 1 January 2011)

Amendments to IFRS 7 Disclosures – Transfers of Financial Assets (effective 1 July 2011)

Amendment to IAS 12 – Recovery of Underlying Assets (effective 1 January 2012)

IFRS 9 – Financial Instruments (effective 1 January 2013)

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2010

2. ACCOUNTING POLICIES (continued)

Basis of consolidation

The consolidated financial statements incorporate the financial statements of the Company and entities controlled by the Company (its subsidiaries). Control is achieved where the Company has the power to govern the financial and operating policies of an entity so as to obtain benefits from its activities.

The results of the subsidiaries acquired or disposed of during the year are included in the consolidated statement of comprehensive income from the effective date of acquisition or up to the effective date of disposal, as appropriate.

Where necessary, adjustments are made to the financial statements of subsidiaries to bring their accounting policies in line with those used by other members of the Group.

All intra-group transactions, balances, income and expenses are eliminated in full on consolidation.

Non-controlling interests in the net assets of consolidated subsidiaries are identified separately from the Group's equity therein. Non-controlling interests consist of the amount of those interests at the date of the original business combination and the minority's share of changes in equity since the date of the combination. Losses applicable to the minority in excess of the minority's interest in the subsidiary's equity are recorded as a debit to non-controlling interest regardless of whether there is an obligation on the part of the holders of non-controlling interests for losses.

Business combinations

Acquisitions of subsidiaries and businesses are accounted for using the purchase method. The cost of the business combination is measured as the aggregate of the fair values (at the date of exchange) of assets given, liabilities incurred or assumed and equity instruments issued by the Group in exchange for control of the acquiree. Any costs directly attributable to the business combination are charged to profit and loss. The acquiree's identifiable assets, liabilities and contingent liabilities that meet the conditions for recognition under IFRS 3 Revised Business Combinations are recognised at their fair values at the acquisition date.

The interest of non-controlling shareholders in the acquiree is initially measured at the non-controlling shareholders proportion of the net fair value of the assets, liabilities and contingent liabilities recognised.

Turnover

Turnover consists of commission fee income and broker's returns.

Property, plant and equipment

Property, plant and equipment are included at cost. Cost includes costs directly attributable to bringing an asset to working condition for its intended use. Gains and losses on disposal of property, plant and equipment are determined by reference to their carrying amount and are taken into account in determining operating profit. The Group reviews the carrying amount of plant and equipment when circumstances suggest that the carrying amount may not be recoverable. Recoverability is assessed using estimates of future cash flows on a discounted basis, including revenues, operating costs and restoration costs. Where necessary an impairment is recorded. Any impairment is recorded within administrative expenses.

Depreciation

Depreciation of plant and equipment is calculated on a straight line basis using rates which are designed to write off assets over their estimated useful lives as follows:

Fixtures, fittings & office equipment - 3 to 10 years straight line.

The Company's investments in subsidiaries

In its separate financial statements the company recognises its investments in subsidiaries at the directors' estimate of their market value. Surpluses on the revaluation of the Company's investments in its subsidiaries are taken to a separate, non-distributable, revaluation reserve in equity.

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2010

2. ACCOUNTING POLICIES (continued)

Taxation

Current tax, including UK corporation tax and foreign tax, is provided at amounts expected to be paid (or recovered) using the tax rates and laws that have been enacted or substantively enacted by the balance sheet date.

Deferred tax is recognised in respect of all timing differences that have originated but not reversed at the balance sheet date where transactions or events that result in an obligation to pay more tax in the future or a right to pay less tax in the future have occurred at the balance sheet date. Timing differences are differences between the Group's taxable profits and its results as stated in the financial statements that arise from the inclusion of gains and losses in tax assessments in periods different from those in which they are recognised in the financial statements.

A net deferred tax asset is regarded as recoverable and therefore recognised only when, on the basis of all available evidence, it can be regarded as more likely than not that there will be suitable taxable profits from which the future reversal of the underlying timing differences can be deducted.

Deferred tax is recognised in respect of the retained earnings of overseas subsidiaries and associates only to the extent that, at the balance sheet date, dividends have been accrued as receivable or a binding agreement to distribute past earnings in future has been entered into by the subsidiary or associate.

Deferred tax is measured at the average tax rates that are expected to apply in the periods in which the timing differences are expected to reverse, based on tax rates and laws that have been enacted or substantively enacted by the balance sheet date. Deferred tax is measured on a non-discounted basis.

Foreign currencies

The functional currency of the Company is GB Pounds. The presentation currency of the Company is Euros.

Transactions entered into by Group entities in currency other than the currency of the primary economic environment in which they operate (the 'functional currency') are recorded at rates ruling when the transactions occur. Foreign currency monetary assets and liabilities are translated at the rates ruling at the reporting date.

Non-monetary assets and liabilities that are measured in terms of historical cost in a foreign currency are translated using the exchange rate at the date of the transaction. Non-monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies that are stated at fair value are translated to Euros at the foreign exchange rates ruling at the dates the fair value was determined.

On consolidation, the results of the operations are translated into the presentation currency at average rates approximating to those ruling when the transaction took place. All assets and liabilities of foreign operations are translated at the rate ruling at the balance sheet date. Exchange differences arising on translating the opening net assets at the opening rate and the results of operations at actual rate are recognised directly in equity (the 'Currency Translation Reserve').

Cash and cash equivalents

Cash consists of cash on hand and cash held on current account or on short term deposits with an original maturity of 3 months or less at variable interest rates.

Goodwill

Goodwill arising on consolidation represents the excess of the cost of acquisition over the Group's interest in the fair value of the identifiable assets, liabilities and contingent liabilities of a subsidiary at the date of acquisition.

Goodwill is recognised as an asset and is reviewed for impairment at least annually, or on such other occasions where changes in circumstances indicate that it might be impaired. Any impairment is recognised immediately in the income statement and is not subsequently reversed. Goodwill arising on acquisition is allocated to cash-generating units for purposes of impairment testing.

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2010

2. ACCOUNTING POLICIES (continued)

Impairment

The Group reviews the carrying amounts of its non-current assets with finite lives to determine whether there is any indication that those assets have suffered an impairment loss on an annual basis. If any such indication exists, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine the extent of the impairment loss (if any). Where the asset does not generate cash flows that are independent from other assets, the Group estimates the recoverable amount of the cash-generating unit to which the asset belongs. An intangible asset with an indefinite useful life is tested for impairment annually and whenever there is an indication that the asset may be impaired.

The recoverable amount is the higher of the fair value less any cost to sell and value in use. In assessing value in use, the estimated future cash flows are discounted to their present values using a pre-tax discount rate.

This rate reflects current market assessments of the time value of money as well as the risks specific to the asset for which the estimates of future cash flows have not been adjusted.

If the recoverable amount of an asset is estimated to be less than its carrying amount, the carrying amount of the asset is reduced to its recoverable amount. Impairment losses are recognised as an expense immediately, unless the relevant asset is carried at a revalued amount, in which case the impairment loss is treated as a revaluation decrease. Where an impairment loss subsequently reverses, the carrying amount of the asset is increased to the revised estimate of its recoverable amount, but so that the increased carrying amount does not exceed the carrying amount that would have been determined had no impairment loss been recognised for the asset in prior years. A reversal of the impairment loss is recognised as income immediately, unless the relevant asset is carried at a revalued amount, in which case the reversal of the impairment loss is treated as a revaluation increase. However, impairment losses relating to goodwill may not be reversed.

Financial assets

Investments in securities are measured at market value.

Other non-current financial assets are included at cost less amounts written off due to an impairment in value.

Operating leases

Rentals charged under operating leases are recognised in the profit and loss account on a straight line basis over the lease term.

Critical estimates and judgements

Details of the Group's significant accounting judgements and critical accounting estimates are set out in these financial statements and include the assessment of the ability of the Group to continue as a going concern.

Going concern

The consolidated financial statements have been prepared under the going concern basis. The directors consider this basis to be appropriate for the reasons set out below.

The Company has only one third party creditor, with whom it has a secured investment facility. The last repayment of this was made in Q1 2011, following which the Company has no external debt.

Having substantially reduced its cost base, the Company is now managing its overhead from revenue.

The Board have considered profit projections and cash requirements for a period of twelve months from the date of approval of these accounts which demonstrate the ability of the group to meet its debts as they fall due.

The directors have also read and considered the guidance published by the Financial Reporting Council in October 2009, Going Concern and Liquidity Risk: Guidance for Directors of UK Companies 2009.

THOMASLLOYD GROUP PLC

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2010**

3. REVENUE

Revenue and the loss before tax is attributable to the principal activities of the group.

4. PARTICULARS OF STAFF

Staff remuneration

	31.12.10 EUR	31.12.09 EUR
Group		
Wages and salaries	2,653,943	5,362,517
Social security costs	384,421	541,926
	<u>3,038,364</u>	<u>5,904,443</u>

Staff breakdown

The average monthly number of employees during the period was as follows:

	31.12.10 Number	31.12.09 Number
Group		
Investment business and management	4	10
Administration	18	18
Directors	3	2
	<u>25</u>	<u>30</u>

	31.12.10 Number	31.12.09 Number
Full time equivalent staff on a consulting basis		
Investment business and management	47	18
Administration	0	0
Directors	0	0
	<u>47</u>	<u>18</u>

5. OPERATING LOSS

The operating loss is stated after charging:

	31.12.10 EUR	31.12.09 EUR
Depreciation - owned assets	103,964	166,982
Auditors' remuneration	25,000	25,000
	<u>1,027,636</u>	<u>1,228,909</u>

THOMASLLOYD GROUP PLC

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2010**

6. INTEREST PAYABLE AND SIMILAR CHARGES

	31.12.10 EUR	31.12.09 EUR
Other interest	864,247	702,651
	864,247	702,651

7. TAXATION

	31.12.10 EUR	31.12.09 EUR
UK Corporation Tax	0	0
Overseas taxation	150	2,387
	150	2,387
Reconciliation		
Loss before tax expense	(1,001,053)	(14,203,389)
Loss before tax expense at 28% (31.12.08: 28%)	(280,295)	(3,976,949)
Factors affecting the tax charge:		
Losses carried forward	280,295	3,976,949
Overseas taxation	150	2,387
	150	2,387

8. LOSS OF PARENT COMPANY

As permitted by Section 408 of the Companies Act 2006, the profit and loss account of the parent company is not presented as part of these financial statements. The parent company's loss for the financial year was €6,563,897 (2009: €8,449,037). The parent company's loss for the year is stated after charging €852,937 of unrealised foreign exchange losses and €2,619,254 for the impairment of the company's investment in ThomasLloyd Global Advisors AG, following the transfer of that company's trading activities to ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG. The impairment cost is charged to profit and loss but, as shown in Note 11 and the Statement of Changes in Equity on page 13, the resultant increase in the value of the company's interest in ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG is treated as a revaluation surplus and taken to a separate revaluation reserve in equity and has no effect on profit or loss.

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2010

9. PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT

The non current assets include software licences, fixtures, fittings and office equipment.

	Group EUR	Company EUR
Cost		
At 1 January 2010	1,641,148	76,604
Additions	86,352	0
Disposals	<u>(378,906)</u>	<u>0</u>
At 31 December 2010	<u>1,348,594</u>	<u>76,604</u>
Depreciation		
At 1 January 2010	925,886	15,322
Charge for the year	<u>103,964</u>	<u>8,047</u>
At 31 December 2010	<u>1,029,850</u>	<u>23,369</u>
Net book value		
At 31 December 2010	<u>318,744</u>	<u>53,235</u>
At 31 December 2009	<u>715,262</u>	<u>61,282</u>

10. GOODWILL

	Group EUR
Cost	
At 1 January 2010	7,699,672
Additions	<u>0</u>
At 31 December 2010	<u>7,699,672</u>
Amortisation	
At 1 January 2010	7,699,672
Charge for the year	<u>0</u>
At 31 December 2010	<u>7,699,672</u>
Net book value	
At 31 December 2010	<u>0</u>
At 31 December 2009	<u>0</u>

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2010

11. FINANCIAL ASSETS

	Group		Company	
	Available for sale EUR	Securities EUR	Investment in Subsidiaries EUR	Securities EUR
Cost				
At 1 January 2010	0	8,863,372	28,092,759	8,863,372
Additions	136,149	0	0	0
Revaluation	0	0	2,559,558	0
Foreign Currency Translation	0	(196,262)	93,159	(196,262)
At 31 December 2010	<u>136,149</u>	<u>8,667,110</u>	<u>30,745,476</u>	<u>8,667,110</u>
Provision for impairment				
At 1 January 2010	0	0	11,456,968	
Charge for the year	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>2,619,254</u>	
At 31 December 2010	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>14,076,222</u>	<u>0</u>
Net book value				
At 31 December 2010	<u>136,149</u>	<u>8,667,110</u>	<u>16,669,254</u>	<u>8,667,110</u>
At 31 December 2009	<u>0</u>	<u>8,863,372</u>	<u>16,635,791</u>	<u>0</u>

The company's subsidiaries at the balance sheet date comprised:

Subsidiaries

<u>Name</u>	<u>Country of Incorporation</u>	<u>Class</u>	<u>Holding</u>	<u>Nature of Business</u>
ThomasLloyd Private Wealth Management GmbH	Germany	Ordinary €1	100%	Investment Management
ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG	Switzerland	Ordinary €1	100%	Investment Management
ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC	USA	Member	100%	Investment Management
ThomasLloyd Capital LLC*	USA	Member	100%	Investment Banking
ThomasLloyd Global Advisors AG	Liechtenstein	Ordinary €1	100%	Investment Management

* As subsidiary of ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2010

12. TRADE AND OTHER RECEIVABLES

	31.12.10		31.12.09	
	Group EUR	Company EUR	Group EUR	Company EUR
Trade debtors	405,111	0	712,067	0
Amounts owed by group undertakings	0	26,628,381	0	25,087,972
Other debtors	574,588	0	8,883,728	5,981,189
Prepayments and accrued income	8,496,922	8,496,922	10,547,641	10,547,641
	9,476,621	35,125,303	20,143,436	41,616,802

13. TRADE AND OTHER PAYABLES

	31.12.10		31.12.09	
	Group EUR	Company EUR	Group EUR	Company EUR
Other Loans	891,549	891,549	2,664,752	2,664,752
Trade creditors	1,261,626	81,094	3,654,494	168,704
Amounts owed to group undertakings	0	1,528,443	0	1,895,011
Social security and other taxes	527,671	0	616,701	0
Other creditors	9,802,110	8,636,523	18,737,430	17,088,596
Accruals and deferred income	76,539	0	1,195,148	9,656
	12,559,495	11,137,609	26,868,525	21,826,719

Other loans are repayable by monthly instalments. They are secured on Securities to the value of €3,602,000 and corporate guarantees provided by each of the Company's subsidiaries. The applicable interest rate is calculated based on the 30 day Euro Interbank Rate plus 450 basis points and approximates to 10.25%. They have all been repaid since the year end.

14. OPERATING LEASE COMMITMENTS

At 31.12.2010 subsidiaries of the holding Company had annual commitments under non-cancellable operating leases as follows:

Group	Building and equipment	
	31.12.10 EUR	31.12.09 EUR
Expiring:		
Within one year	21,780	121,758
Between two and five years	306,292	2,284,114
	328,072	2,405,872

THOMASLLOYD GROUP PLC

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS FOR THE YEAR TO 31 DECEMBER 2010

15. CALLED UP SHARE CAPITAL

	31.12.10 EUR	31.12.09 EUR
Authorised, issued and fully paid:		
1,242,846 A Ordinary shares of £1 each	1,802,922	1,802,922
224,431,000 B Ordinary shares of £0.01 each	3,041,893	3,041,893
45,994,797 C Ordinary shares of €1.00 each	45,994,797	38,998,335
1,500,000 A Preference shares of €1.00 each	1,500,000	1,500,000
5,500,000 B Preference shares of €1.00 each	5,500,000	5,500,000
25,000,000 C Preference shares of €1.00 each	25,000,000	25,000,000
	<u>82,839,612</u>	<u>75,843,150</u>

A further 6,996,462 C Ordinary Shares of €1.00 each were issued at par for cash in the year to provide additional working capital.

16. ULTIMATE PARENT COMPANY

The ultimate controlling party is T. U. Michael Sieg by virtue of his 100% holding of the voting shares in ThomasLloyd Group Plc.

17. CONTINGENCIES

The Company is party to financial support agreements with its subsidiaries ThomasLloyd Private Wealth Management GmbH, ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG and ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC.

18. RELATED PARTY DISCLOSURES

At the balance sheet date, the following amounts were owed to the Group by directors:

T. U. Michael Sieg €1,697,764

The following companies were considered to be related parties:

ThomasLloyd Investments AG
ThomasLloyd Private Wealth AG
DKM Global Opportunities Fonds 01GmbH
Hugh Johnson Advisors LLC

At the balance sheet date, the Group liabilities to/(from) these companies amounted to:

ThomasLloyd Investments AG	€	(232,794)
ThomasLloyd Private Wealth AG	€	2,170,584 *
DKM Global Opportunities Fonds 01GmbH	€	696,626

* This balance represents a prepayment made by ThomasLloyd Private Wealth AG for the purchase of ThomasLloyd Absolute Return Managed Portfolio Wachstum Index Certificates (Issuer Bank of America Merrill Lynch) from the company after the year end.

During the year, the Group received/(paid) the following amounts from/(to) related parties:

ThomasLloyd Investments AG	€	(3,663,236)
ThomasLloyd Private Wealth AG	€	1,895,973
DKM Global Opportunities Fonds 01GmbH	€	662,856

12.19. Übersetzung des geprüften Jahresabschlusses der ThomasLloyd Group plc zum 31.12.2010¹

Die ThomasLloyd Group plc unterliegt als ausländische Gesellschaft nicht der Verpflichtung, einen Jahresabschluss und einen Lagebericht gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs aufzustellen und nicht der Verpflichtung, den Jahresabschluss und den Lagebericht gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs prüfen zu lassen. Als Gewährleisterin gem. § 14 VermVerkProspV macht sie von der Möglichkeit des § 8 h VerkProspG Gebrauch, stattdessen auf die fehlende Aufstellung und Prüfung des Jahresabschlusses und des Lageberichts gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs hinzuweisen.

Die ThomasLloyd Group plc ist nach den für sie maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS verpflichtet, einen Jahresabschluss aufzustellen und diesen prüfen zu lassen.

Die ThomasLloyd Group plc ist nach den für sie maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS nicht verpflichtet, zusätzlich zum Jahresabschluss einen Lagebericht aufzustellen und diesen prüfen zu lassen.

Im Folgenden wird der nach den für die ThomasLloyd Group plc maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS aufgestellte und geprüfte Jahresabschluss zum 31. Dezember 2010 abgebildet.

Firmennummer: 5034664

THOMASLLOYD GROUP PLC

GESCHÄFTSBERICHT UND JAHRESABSCHLÜSSE

FÜR DAS JAHR BIS ZUM 31. DEZEMBER 2010

¹ Aufgenommen durch den Nachtrag Nr. 1 vom 22. Dezember 2011

BESTÄTIGUNGSVERMERK DES KONZERNABSCHLUSSPRÜFERS

Wir haben die Jahresabschlüsse des Unternehmens auf den Seiten 8 bis 25 geprüft (Seitenzahl bezieht sich auf den englischen Originalabschluss). Die bei der Erstellung angewandte Finanzberichterstattung entspricht geltendem Recht sowie den von der Europäischen Union angenommenen International Financial Reporting Standards (IFRS).

Dieser Bestätigungsvermerk wurde ausschließlich für die Aktionäre gemäß Kapitel 3, Teil 16 des Companies Act (Gesetz über die Kapitalgesellschaften in Großbritannien) von 2006 erstellt. Unsere Prüfungen wurden ausschließlich zu dem Zwecke und in entsprechender Art und Weise durchgeführt, dass wir den Aktionären die Sachverhalte darlegen konnten, die wir verpflichtet sind, in einem Prüfungsbericht darzulegen. Im gesetzlichen Rahmen akzeptieren oder übernehmen wir gegenüber Dritten, außer dem Unternehmen oder seinen Aktionären, für unsere Prüfungen, den Prüfbericht oder für die Stellungnahmen, die wir abgegeben haben, keine Haftung.

Verantwortlichkeiten des Vorstands und der Prüfer

Wie in den Verantwortlichkeiten des Vorstands detailliert ausgeführt sind die Vorstände für die Erstellung der Jahresabschlüsse verantwortlich und stellen sicher, dass sie ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild abgeben. Unsere Verantwortlichkeit besteht in der Überprüfung der Jahresabschlüsse gemäß geltendem Recht sowie der International Standards on Auditing (Vereinigtes Königreich und Irland). Diese Standards verpflichten uns, die ethischen Standards für Wirtschaftsprüfer des Auditing Practices Board (Aufsichtsgremium für die Wirtschaftsprüfungspraxis in Großbritannien) zu befolgen.

Umfang der Überprüfung der Jahresabschlüsse

Eine Prüfung beinhaltet die Erbringung von Nachweisen über die Beträge und Angaben in Jahresabschlüssen, um in hinreichender Weise darzulegen, dass die Jahresabschlüsse keine materiellen Falschangaben, ob durch Betrug oder weitere Unregelmäßigkeiten oder Fehler hervorgerufen, enthalten. Das umfasst eine Bewertung darüber, ob die Rechnungslegungsstandards für die Gegebenheiten des Konzerns und der Konzernmuttergesellschaft geeignet sind und durchgehend angewandt und angemessen angegeben wurden, die Angemessenheit der maßgeblichen Buchhaltungseinschätzung durch die Vorstände und die Gesamtdarstellung der Jahresabschlüsse. Des Weiteren haben wir die finanziellen und nicht-finanziellen Informationen im Lagebericht gelesen, um materielle Inkonsistenzen mit den geprüften Jahresabschlüssen zu erkennen. Falls wir offensichtliche Widersprüche oder materielle Inkonsistenzen finden, werden wir die Auswirkungen für unseren Bericht berücksichtigen.

Stellungnahme zu den Jahresabschlüssen

Unserer Meinung nach:

- geben die Jahresabschlüsse ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild hinsichtlich der Situation des Konzerns und der Konzernmuttergesellschaft zum 31. Dezember 2010 und dem Ergebnis des Konzerns zum Ende des Jahres ab, und
- wurden die Jahresabschlüsse des Konzerns gemäß IFRS wie von der Europäischen Union angenommen richtig erstellt; und
- wurden die Jahresabschlüsse der Konzernmuttergesellschaft gemäß IFRS wie von der Europäischen Union angenommen und gemäß der Vorschriften des Companies Act 2006 richtig erstellt; und
- wurden die Jahresabschlüsse gemäß den Anforderungen des Companies Act 2006 erstellt.

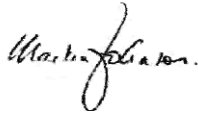
Stellungnahme zu anderen durch den Companies Act 2006 vorgeschriebenen Sachverhalten

Unserer Meinung nach stehen die im Lagebericht dargelegten Informationen für das Geschäftsjahr, für das die Jahresabschlüsse erstellt wurden, im Einklang mit den Jahresabschlüssen.

Sachverhalte, zu denen wir in Ausnahmefällen berichten müssen

Wir haben hinsichtlich der folgenden Punkte nichts zu berichten, über die wir gemäß des Companies Act 2006 verpflichtet sind, zu berichten, wenn unserer Meinung nach:

- die Konzernmuttergesellschaft die Buchhaltung nicht korrekt geführt hat oder Erklärungen, die für unsere Prüfung notwendig waren, von Niederlassungen, die wir nicht besucht haben, nicht erhalten wurden, oder
- die Jahresabschlüsse der Konzernmuttergesellschaft nicht mit der Buchhaltung und den Erklärungen im Einklang stehen, oder
- gesetzlich vorgeschriebene Angaben zur Vergütung der Vorstände nicht gemacht wurden, oder
- wir nicht alle Informationen und Erklärungen erhalten haben, die wir für die Prüfung benötigen.



Martin Johnson (Senior Statutory Auditor)

Für und im Namen von Saffery Champness
Wirtschaftsprüfer
Zugelassene Rechnungsprüfer

17. August 2011
Lion House, Red Lion Street
London, WC1R 4GB

BILANZ

Konzernmuttergesellschaft

AKTIVA	Anhang	31.12.2010	31.12.2009
		Euro	Euro
Sachanlagen	9	53.235	61.282
Finanzanlagen	11	25.336.364	25.499.163
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	12	35.125.303	41.616.802
Liquide Mittel		1.322	5.958
Summe Aktiva		60.516.224	67.183.205

PASSIVA	Anhang	31.12.2010	31.12.2009
		Euro	Euro
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	13	11.137.609	21.826.719
Summe Verbindlichkeiten		11.137.609	21.826.719
Gezeichnetes Kapital	15	82.839.612	75.843.150
Neubewertungsrücklage		2.559.558	0
Rücklagen Währungsumrechnung		(8.062.816)	(9.092.822)
Gewinnrücklagen		(27.957.739)	(21.393.842)
Eigenkapital		49.378.615	45.356.486
Summe Passiva		60.516.224	67.183.205

Der nachfolgende Konzernanhang ist integraler Bestandteil des Konzernabschlusses.

ANHANG

1. GRUNDLAGEN DER KONZERNRECHNUNGSLEGUNG

Die ThomasLloyd Group plc ist eine nicht börsennotierte Gesellschaft mit Hauptsitz in London und Tochtergesellschaften in Deutschland, der Schweiz und den USA.

2. BILANZIERUNGS- UND BEWERTUNGSMETHODEN

a) Grundsätze

Der Konzernabschluss basiert auf dem Grundsatz der Unternehmensfortführung (Going Concern) und wurde in Einklang mit dem Companies Act 2006 aufgestellt. Ebenso kamen weitere Verordnungen zur Übernahme bestimmter internationaler Rechnungslegungsstandards auf der Grundlage der vom International Accounting Standards Board (IASB) verabschiedeten und veröffentlichten International Financial Reporting Standards (IFRS) und deren Auslegungen durch das International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) zur Anwendung. Die Bewertung von Vermögenswerten erfolgt grundsätzlich zu Anschaffungskosten, die über die Gewinn- und Verlustrechnung an ihren aktuellen Marktwert (Fair Value) angepasst werden. Berichtswährung des Konzernabschlusses ist Euro, die Funktionalwährung des Konzerns.

b) Anpassung der Bilanzierungs- und Bewertungsmethoden

Der Konzernabschluss wurde auf der Grundlage von Bilanzierungsrichtlinien, Auslegungen und Ergänzungen erstellt, die zu Beginn der Berichtsperiode in Kraft waren.

Der Konzern hat im aktuellen Jahr die folgenden neuen und überarbeiteten Richtlinien und Auslegungen angewendet. Die Implementierung hat keine wesentlichen Auswirkungen auf die im Konzernabschluss ausgewiesenen Beträge.

- IFRS 3 (überarbeitet) - Unternehmenszusammenschlüsse
- Ergänzungen zu IAS 27 Konzern- und Einzelabschlüsse
- Ergänzung zu IAS 39 Finanzinstrumente: Ansatz und Bewertung: Eligible Hedged Items
- IFRIC 17 Sachdividenden an Eigentümer
- Überarbeitung des IFRS 1 Erstmalige Anwendung der International Financial Reporting Standards

Folgende Ergänzungen wurden als Teil der Verbesserungen der IFRS (2009) vorgenommen:

- Ergänzungen zu IAS 38 - Immaterielle Vermögenswerte
- Ergänzungen zu IFRS 8 - Segmentberichterstattung
- Ergänzungen zu IAS 7 - Kapitalflussrechnung
- Ergänzungen zu IAS 36 - Wertminderung von Vermögenswerten

c) Noch nicht umgesetzte neue Standards und Auslegungen

Die folgenden neuen Standards, Auslegungen und Ergänzungen, die für diese Jahresabschlüsse noch nicht angewendet wurden, haben u.U. Auswirkungen auf zukünftige Jahresabschlüsse:

- Ergänzung zu IFRS 1 - Erleichterte Angabevorschriften nach IFRS 7 für Erstanwender (gültig ab 1. Juli 2010)
- IAS 24 - Angaben über Beziehungen zu nahe stehenden Unternehmen und Personen (überarbeitet 2009, gültig ab 1. Januar 2011)
- Ergänzung zu IFRIC 14 - Vorauszahlung im Rahmen von Mindestdotierungsverpflichtungen (gültig ab 1. Januar 2011)
- IFRIC 19 - Tilgung finanzieller Verbindlichkeiten durch Eigenkapitalinstrumente (gültig ab 1. Juli 2010)
- Verbesserungen der IFRS (Stand Mai 2010, größtenteils gültig ab 1. Januar 2011)
- Ergänzungen zu IFRS 7 Angaben - Transfer von Finanzanlagen (gültig ab 1. Juli 2011)
- Ergänzung zu IAS 12 - Rückgewinnung refinanzierungsfähiger Sicherheiten (gültig ab 1. Januar 2012)
- IFRS 9 - Finanzinstrumente (gültig ab 1. Januar 2013)

d) Konsolidierungskreis

Der Konzernabschluss beinhaltet den Jahresabschluss der Konzernmuttergesellschaft und die Jahresabschlüsse von Gesell-

schaften, die von der Konzernmuttergesellschaft kontrolliert werden (Tochtergesellschaften). Dies bezieht sich auf Bereiche, in denen die Muttergesellschaft die Macht hat, finanzielle und operative Richtlinien einer Gesellschaft zu lenken, um so von diesen Aktivitäten zu profitieren. Die Ergebnisse der während des Jahres gekauften oder verkauften Tochterunternehmen sind in der konsolidierten Gesamterfolgsrechnung je nach Sachverhalt ab dem tatsächlichen Zeitpunkt der Akquisition oder bis zum tatsächlichen Zeitpunkt des Verkaufs enthalten. Gegebenenfalls werden die Jahresabschlüsse von Tochterunternehmen angepasst, um ihre Bilanzierungsregeln mit denen in Einklang zu bringen, die von anderen Konzerngesellschaften angewendet werden. Alle konzerninternen Transaktionen, Bilanzen, Einnahmen und Ausgaben entfallen bei der Konsolidierung vollständig. Minderheitenanteile am Reinvermögen von konsolidierten Tochterunternehmen werden darin separat vom Eigenkapital des Konzerns ausgewiesen.

Minderheitenanteile bestehen aus der Summe der Anteile zum Zeitpunkt des ursprünglichen Unternehmenszusammenschlusses und des Minderheitenanteils an den Veränderungen des Eigenkapitals seit dem Zeitpunkt des Zusammenschlusses. Verluste, die auf die Minderheit anrechenbar sind und über den Minderheitenanteil am Eigenkapital des Tochterunternehmens hinausgehen, werden als eine Belastung für den Minderheitenanteil verbucht, unabhängig davon, ob es eine Verpflichtung auf Seiten der Minderheitenanteilseigner für Verluste gibt.

e) Unternehmenszusammenschlüsse

Akquisitionen von Tochterunternehmen und Firmen werden mit der Erwerbsmethode ausgewiesen. Die Akquisitionskosten werden als Gesamtsumme des beizulegenden Zeitwertes der vorhandenen Vermögenswerte (zum Zeitpunkt des Wechsels), der aufgelaufenen oder übernommenen Verbindlichkeiten und Eigenkapitalinstrumente, herausgegeben vom Konzern im Gegenzug für die Kontrolle über das erworbene Unternehmen, ausgewiesen. Jegliche direkt durch die Akquisition entstandenen Kosten werden als Gewinn oder Verlust verbucht. Die identifizierbaren Vermögenswerte, Verbindlichkeiten und Eventualverbindlichkeiten des aufgekauften Unternehmens, die die Bedingungen für die Anerkennung nach IFRS 3 (überarbeitet) Unternehmenszusammenschlüsse erfüllen, werden zu ihrem beizulegenden Zeitwert zum Akquisitionszeitpunkt verbucht.

Der Anteil von Minderheitenanteilseignern am aufgekauften Unternehmen wird zunächst am Anteil der Minderheitenanteils-eigner am beizulegenden Zeitwert der Vermögenswerte, Verbindlichkeiten und Eventualverbindlichkeiten verbucht.

f) Umsatz

Der Umsatz beinhaltet Provisionen, Beratungsvergütungen und Brokergebühren.

g) Sachanlagen

Sachanlagen werden zum Anschaffungswert bilanziert. Der Anschaffungswert beinhaltet sämtliche Kosten für die Inbetriebnahme. Gewinne und Verluste beim Verkauf von Sachanlagen werden unter Bezug auf ihren Buchwert festgelegt, und werden bei der Ermittlung des Betriebsgewinns berücksichtigt. Der Konzern überprüft den Buchwert von Sachanlagen, wenn Umstände darauf hindeuten, dass der Buchwert nicht erzielbar sein könnte. Die Werthaltigkeit wird mit Hilfe von Einschätzungen zukünftiger Cashflows auf diskontierter Grundlage, inklusive Einnahmen, Betriebskosten und Wiederherstellungskosten, bewertet. Falls notwendig, wird eine Wertminderung vorgenommen. Jede Wertminderung wird über die Verwaltungskosten in der Gewinn- und Verlustrechnung erfasst.

h) Abschreibung

Die Abschreibung von Sachanlagen erfolgt linear unter Verwendung von folgenden Sätzen, die für die Abschreibung von Vermögenswerten über ihre Nutzungsdauer vorgesehen sind: Geschäfts-, Betriebs- & Büroeinrichtung – 3 bis 10 Jahre linear.

i) Investitionen der Konzernmuttergesellschaft in Tochterunternehmen

In ihrem Einzeljahresabschluss verbucht die Konzernmuttergesellschaft ihre Investitionen in Tochterunternehmen zum vom Vorstand geschätzten Marktwert. Gewinne aus der Neubewertung von Investitionen der Konzernmuttergesellschaft in Tochterunternehmen werden einer separaten, nicht-verteilungsfähigen Neubewertungsrücklage zugerechnet.

j) Besteuerung

Laufende Steuern, einschließlich Körperschaftssteuer im Vereinigten Königreich und ausländische Steuern, werden in der Höhe verbucht, die voraussichtlich bei Anwendung der Steuersätze und Gesetze, die zum Bilanzstichtag erlassen wurden oder materiell erlassen wurden, gezahlt (oder erstattet) werden.

Latente Steuern werden in Bezug auf alle Periodenverschiebungen verbucht, die zum Bilanzstichtag entstanden sind aber nicht aufgehoben wurden, bei denen Transaktionen oder Ereignisse, die zur Verpflichtung führen, in der Zukunft mehr Steuern zu zahlen, oder zu dem Recht führen, in der Zukunft weniger Steuern zu zahlen, zum Bilanzstichtag stattgefunden

haben. Periodenverschiebungen sind Verschiebungen zwischen den zu versteuernden Gewinnen des Konzerns und dem wie in den Jahresabschlüssen festgestellten Ergebnis, die durch die Einbeziehung von Gewinnen und Verlusten in Steuerveranlagungen in anderen Zeiträumen als denen, in denen sie in den Jahresabschlüssen verbucht werden, entstehen.

Eine latente Steuerforderung wird nur als anrechenbar angesehen und daher verbucht, wenn es auf Grundlage aller vorhandenen Beweise als wahrscheinlich angesehen werden kann, dass es geeignete zu versteuernde Gewinne geben wird, von denen die zukünftige Rückbuchung der zugrunde liegenden Periodenverschiebung abgezogen werden kann.

Latente Steuern werden hinsichtlich der Gewinnrücklagen von Tochterunternehmen und assoziierten Unternehmen im Ausland nur in dem Maße verbucht, zu dem am Bilanzstichtag Dividenden als ausstehend aufgelaufen sind oder eine verbindliche Abmachung, vergangene Gewinne in der Zukunft auszuschütten, von dem Tochterunternehmen oder dem assoziierten Unternehmen geschlossen wurde.

Latente Steuern werden zu den durchschnittlichen Steuersätzen verbucht, die voraussichtlich in den Zeiträumen angewandt werden, in denen die Periodenverschiebung voraussichtlich rückgebucht wird, basierend auf Steuersätzen und Gesetzen, die bis zum Bilanzstichtag erlassen oder materiell erlassen wurden. Latente Steuern werden auf einer nicht diskontierten Grundlage berechnet.

k) Fremdwährungen

Die Funktionalwährung der Konzernmuttergesellschaft ist das britische Pfund. Die Darstellungswährung des Unternehmens ist der Euro.

Transaktionen, die von Konzerngesellschaften in einer anderen Währung als der Währung des primären Wirtschaftsumfeldes, in dem sie tätig sind (die „Funktionalwährung“), durchgeführt werden, werden zu den zum Zeitpunkt der Transaktionen geltenden Kursen verbucht. Vermögenswerte und Verbindlichkeiten in Fremdwährungen werden zu den am Stichtag geltenden Kursen umgerechnet.

Nicht-monetäre Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die hinsichtlich der Anschaffungskosten in einer Fremdwährung ausgewiesen sind, werden zum Wechselkurs am Transaktionstag umgerechnet. Nicht-monetäre Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, deren beizulegender Zeitwert in Fremdwährungen ausgewiesen ist, werden mit Hilfe der Wechselkurse, die zum Zeitpunkt der Bestimmung des beizulegenden Zeitwertes gültig waren, in Euro umgerechnet.

Bei der Konsolidierung werden die Ergebnisse der Unternehmen in die Darstellungswährung zu Durchschnittskursen umgerechnet, die in etwa bei den Kursen liegen, die zum Zeitpunkt der Transaktion vorherrschten. Alle Vermögenswerte und Verbindlichkeiten von ausländischen Unternehmen werden zu dem Kurs umgerechnet, der am Bilanzstichtag vorherrschte. Kursdifferenzen aufgrund der Umrechnung des Eigenkapitals in der Eröffnungsbilanz und der Ergebnisse der Unternehmen zum tatsächlichen Kurs werden direkt im Eigenkapital verbucht (die „Währungsumrechnungsrücklage“).

l) Liquide Mittel

Liquide Mittel bestehen aus Kassenbestand und Geld auf dem Girokonto oder kurzfristige Einlagen mit einer vereinbarten Laufzeit von 3 Monaten oder darunter zu flexiblen Zinssätzen.

m) Goodwill (Geschäftswert)

Der Geschäftswert aufgrund von Konsolidierung stellt den Überschuss der Anschaffungskosten gegenüber dem Anteil des Konzerns am beizulegenden Zeitwert der separat identifizierbaren Vermögenswerte, Verbindlichkeiten und Eventualverbindlichkeiten eines Tochterunternehmens zum Anschaffungszeitpunkt dar.

Der Geschäftswert wird als ein Vermögenswert verbucht und wird mindestens jährlich oder bei Anlässen, bei denen Änderungen der Umstände anzeigen, dass es eine Wertminderung geben könnte, auf Wertminderung überprüft. Jede Wertminderung wird sofort in der Gewinn- und Verlustrechnung verbucht und wird nicht nachträglich rückgebucht. Der Geschäftswert aufgrund von Akquisition wird den Zahlungsmittel generierenden Einheiten zum Zwecke der Überprüfung der Werthaltigkeit zugewiesen.

n) Wertminderung

Der Konzern überprüft die Buchwerte seines Anlagevermögens mit begrenzter Nutzungsdauer, um zu entscheiden, ob es einen Hinweis gibt, dass diese Vermögenswerte eine Wertminderung innerhalb des Jahres erfahren haben. Wenn ein solcher

Hinweis existiert, wird der erzielbare Betrag des Vermögenswertes geschätzt, um das Ausmaß der Wertminderung zu bestimmen (falls vorhanden). Wo der Vermögenswert keine Cashflows erzeugt, die unabhängig von anderen Wirtschaftsgütern sind, schätzt der Konzern den erzielbaren Betrag der Zahlungsmittel generierenden Einheit, zu dem der Vermögenswert gehört. Ein immaterieller Vermögenswert mit unbegrenzter Nutzungsdauer wird jährlich und auch immer dann, wenn es Hinweise darauf gibt, dass der Vermögenswert eine Wertminderung erfahren hat, auf Wertminderung überprüft.

Der erzielbare Betrag ist der höhere des beizulegenden Zeitwertes abzüglich aller Kosten zum Verkauf und dem Gebrauchswert. Bei der Bewertung des Gebrauchswertes werden die geschätzten zukünftigen Cashflows auf ihre Barwerte durch Verwendung eines Vorsteuer-Diskontsatzes diskontiert.

Dieser Satz spiegelt aktuelle Marktbewertungen des Zeitwertes von Geld wie auch die für den Vermögenswert spezifischen Risiken wieder, für den die Schätzungen zukünftiger Cashflows nicht angepasst wurden.

Wenn der erzielbare Betrag eines Vermögenswertes auf weniger als seinen Buchwert geschätzt wird, wird der Buchwert des Vermögenswertes auf den erzielbaren Betrag reduziert. Wertminderungen werden sofort als Ausgabe verbucht, außer wenn der relevante Vermögenswert zu einem neu bewerteten Betrag geführt wird; in diesem Fall wird die Wertminderung als Neubewertungsminderung behandelt. Wo eine Wertminderung später rückgebucht wird, wird der Buchwert des Vermögenswertes auf die geänderte Schätzung des erzielbaren Betrags erhöht, aber so, dass der erhöhte Buchwert nicht den Buchwert übersteigt, der festgestellt worden wäre, wenn keine Wertminderung für den Vermögenswert in den Vorjahren verbucht worden wäre. Eine Rückbuchung der Wertminderung wird sofort als Einnahme verbucht, außer wenn der relevante Vermögenswert zu einem neu bewerteten Betrag geführt wird; in diesem Fall wird die Rückbuchung der Wertminderung als Neubewertungserhöhung behandelt. Allerdings können Wertminderungen hinsichtlich des Firmenwertes nicht rückgebucht werden.

o) Finanzanlagen

Investitionen in Wertpapiere werden am Marktwert gemessen. Anderes Anlagevermögen ist zum Anschaffungswert abzüglich der Abschreibungsbeträge aufgrund von Wertminderung enthalten.

p) Operating Leasing

Mietbeträge im Rahmen von Operating Leasing werden in der Ergebnisrechnung linear über den Leasing-Zeitraum verbucht.

q) Entscheidende Schätzungen und Bewertungen

Details der wesentlichen Bilanzbewertungen und entscheidenden Bilanzschätzungen des Konzerns sind in diesen Jahresabschlüssen dargelegt und beinhalten die Bewertung der Fähigkeit des Konzerns, den laufenden Betrieb weiterzuführen.

r) Unternehmensfortführung

Der Konzernabschlussbasiert wurde auf dem Grundsatz der Unternehmensfortführung (Going Concern) erstellt. Der Vorstand hält diese Grundlage aufgrund der unten aufgeführten Gründe für angemessen:

- Das Unternehmen hat zum Bilanzstichtag nur einen Drittgläubiger, mit dem es ein wertpapierbesichertes Kreditverhältnis unterhält. Die letzte Rückzahlung fand im 1. Quartal 2011 statt, womit das Unternehmen keine externen Verbindlichkeiten mehr hat.
- Nach Abschluss eines weitreichenden Kostenreduzierungsprogramms werden die Kosten des Unternehmens durch die laufenden Einnahmen auf dem operativen Geschäft abgedeckt.
- Der Vorstand hat die Fähigkeit des Konzerns, seine Schulden bei Fälligkeit zu bezahlen, anhand von Gewinnprognosen und Kapitalbedarf für einen Zeitraum von zwölf Monaten ab dem Tag der Genehmigung des Konzernabschlusses überprüft.
- Der Vorstand hat ebenfalls die Leitlinien gelesen und berücksichtigt, die vom Financial Reporting Council im Oktober 2009 veröffentlicht wurde: Unternehmensfortführung und Liquiditätsrisiken: Leitlinie für Vorstände bei Unternehmen in Großbritannien 2009.

3. EINNAHMEN

Einnahmen und Verluste vor Steuern sind den Hauptaktivitäten des Konzerns zuzuschreiben.

4. ANGABEN ZUM PERSONAL

Personalkosten

	31.12.2010	31.12.2009
	Euro	Euro
Löhne und Gehälter	2.653.943	5.362.517
Soziale Aufwendungen	384.421	541.926
	3.038.364	5.904.443

Personalgliederung

Die durchschnittliche monatliche Mitarbeiteranzahl während des Prüfungszeitraums war:

	31.12.2010	31.12.2009
	Anzahl	Anzahl
Vollzeitmitarbeiter		
Investment Banking und Investment Management	4	10
Verwaltung	18	18
Vorstand	3	2
	25	30

	31.12.2010	31.12.2009
	Anzahl	Anzahl
Vollzeitmitarbeiter auf beratender Basis		
Investment Banking und Investment Management	47	18
Verwaltung	0	0
Vorstand	0	0
	47	18

5. ERGEBNIS DER GEWÖHNLICHEN GESCHÄFTSTÄTIGKEIT

Das Ergebnis der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit beinhaltet:

	31.12.2010	31.12.2009
	Euro	Euro
Abschreibung - Vermögenswerte	103.964	166.982
Vergütung Wirtschaftsprüfer	25.000	25.000
Bezüge Vorstand	1.027.636	1.228.909

6. ZINSVERBINDLICHKEITEN UND ÄHNLICHE AUFWENDUNGEN

	31.12.2010	31.12.2009
	Euro	Euro
Sonstige Zinsen	864.247	702.651

7. BESTEUERUNG

	31.12.2010	31.12.2009
	Euro	Euro
Körperschaftssteuer Vereinigtes Königreich	0	0
Ausländische Steuern	150	2.387
	150	2.387
Kontrollrechnung		
Verlust vor Steuern	(1.001.053)	(14.203.389)
Verlust vor Steuern bei einem Steuersatz von 28% (31.12.08: 28%)	(280.295)	(3.976.949)
Die Steuerbelastung beeinflussende Faktoren:		
Verlustvortrag	280.295	3.976.949
Ausländische Steuern	150	2.387
	150	2.387

8. ERGEBNIS DER KONZERNMUTTERGESELLSCHAFT

Wie in Artikel 408 des Companies Act von 2006 vorgesehen, wird das Einzelergebnis der Konzernmuttergesellschaft nicht als Teil des Konzernabschlusses ausgewiesen. Der Verlust der Konzernmuttergesellschaft für das Geschäftsjahr beläuft sich auf € 6.563.897 (2009: € 8.449.037). Der Verlust der Konzernmuttergesellschaft für das Geschäftsjahr beinhaltet € 852.937 aus nicht realisierten Devisenverlusten sowie € 2.619.254 durch die Wertminderung des Beteiligungsbuchwerts der Tochtergesellschaft ThomasLloyd Global Advisors AG nach dem Transfer der Geschäftsaktivitäten des Unternehmens auf die ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG. Die Abschreibung des Beteiligungsbuchwerts der ThomasLloyd Global Advisors AG fließt in die Gewinn- und Verlustrechnung vollständig ein, jedoch wird die daraus resultierende Wertsteigerung der Unternehmensanteile an ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG, wie im Anhang 11 sowie der Eigenkapitalveränderungsrechnung auf Seite 13 dargelegt, als Gewinn aus einer Neubewertung behandelt und nur einer separaten Neubewertungsrücklage im Eigenkapital zugeschlagen, wodurch es keine Auswirkungen auf die Gewinn- und Verlustrechnung gibt.

9. SACHANLAGEN

Das Anlagevermögen umfasst Softwarelizenzen, Geschäfts- und Betriebseinrichtung sowie Büroausstattung.

	Konzern	Konzernmutter- gesellschaft
	Euro	Euro
Kosten		
Zum 1. Januar 2010	1.641.148	76.604
Zugänge	86.352	0
Abgänge	(378.906)	0
Zum 31. Dezember 2010	<u>1.348.594</u>	<u>76.604</u>
Abschreibung		
Zum 1. Januar 2010	925.886	15.322
Belastung für das Jahr	103.964	8.047
Zum 31. Dezember 2010	<u>1.029.850</u>	<u>23.369</u>
Nettobuchwert		
Zum 31. Dezember 2010	<u>318.744</u>	<u>53.235</u>
zum 31. Dezember 2009	<u>715.262</u>	<u>61.282</u>

10. GESCHÄFTSWERT

	Konzern
	Euro
Kosten	
Zum 1. Januar 2010	7.699.672
Zugänge	0
Zum 31. Dezember 2010	<u>7.699.672</u>
Abschreibung	
Zum 1. Januar 2010	7.699.672
Belastung für das Jahr	0
Zum 31. Dezember 2010	<u>7.699.672</u>
Nettobuchwert	
Zum 31. Dezember 2010	<u>0</u>
zum 31. Dezember 2009	<u>0</u>

11. FINANZANLAGEN

	Konzern		Konzernmuttergesellschaft	
	Verfügbar zur Veräußerung	Wertpapiere	Investitionen in Tochterunternehmen	Wertpapiere
	Euro	Euro	Euro	Euro
Kosten				
Zum 1. Januar 2010	0	8.863.372	28.092.759	8.863.372
Zugänge	136.149	0	0	0
Neubewertung	0	0	2.559.558	0
Umrechnung von Fremdwährungen	0	(196.262)	93.159	(196.262)
Zum 31. Dezember 2010	136.149	8.667.110	30.745.476	8.667.110
Rückstellung für Wertminderung				
Zum 1. Januar 2010	0	0	11.456.968	0
Belastung für das Jahr	0	0	2.619.254	0
Zum 31. Dezember 2010	0	0	14.076.222	0
Nettobuchwert				
Zum 31. Dezember 2010	136.149	8.667.110	16.669.254	8.667.110
Zum 31. Dezember 2009	0	8.863.372	16.635.791	0

Die Tochterunternehmen der Konzernmuttergesellschaft umfassen zum Stichtag der Bilanzierung:

Name	Land der Gründung	Klasse	Beteiligung	Geschäftsart
ThomasLloyd Private Wealth Management GmbH	Deutschland	Stammaktie €1	100%	Investment Management
ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG	Schweiz	Stammaktie €1	100%	Investment Management
ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC	USA	Aktionär	100%	Investment Management
ThomasLloyd Capital LLC*	USA	Aktionär	100%	Investment Banking
ThomasLloyd Global Advisors AG	USA	Stammaktie €1	100%	Investment Management

* Als Tochterunternehmen von ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC

12. FORDERUNGEN AUS LIEFERUNGEN UND LEISTUNGEN UND SONSTIGE FORDERUNGEN

	31.12.2010		31.12.2009	
	Konzern	Konzernmutter- gesellschaft	Konzern	Konzernmutter- gesellschaft
	Euro	Euro	Euro	Euro
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen	405.111	0	712.067	0
Forderungen gegenüber assoziierten Unternehmen	0	26.628.381	0	25.087.972
Sonstige Forderungen	574.588	0	8.883.728	5.981.189
Rechnungsabgrenzungsposten	8.496.922	8.496.922	10.547.641	10.547.641
	9.476.621	35.125.303	20.143.436	41.616.802

13. VERBINDLICHKEITEN AUS LIEFERUNGEN UND LEISTUNGEN UND SONSTIGE VERBINDLICHKEITEN

	31.12.2010		31.12.2009	
	Konzern	Konzernmutter- gesellschaft	Konzern	Konzernmutter- gesellschaft
	Euro	Euro	Euro	Euro
Sonstige Darlehen	891.549	891.549	2.664.752	2.664.752
Verbindlichkeiten aus Lieferungen/Leistungen	1.261.626	81.094	3.654.494	168.704
Verbindlichkeiten gegenüber assoziierten Unternehmen	0	1.528.443	0	1.895.011
Sozialabgaben und sonstige Abgaben	527.671	0	616.701	0
Sonstige Verbindlichkeiten	9.802.110	8.636.523	18.737.430	17.088.596
Rechnungsabgrenzungsposten	76.539	0	1.195.148	9.656
	12.559.495	11.137.609	26.868.525	21.826.719

Die sonstigen Darlehen sind in monatlichen Raten zurückzuzahlen. Als Sicherheit dienen Wertpapiere im Wert von € 3.602.000 und Unternehmensbürgschaften von den Tochtergesellschaften der Konzernmuttergesellschaft. Als Referenzzinssatz dient die 30-tägige Euro Interbank Rate plus 450 Basispunkte, womit sich der Zins auf ca. 10,25% beläuft. Das Darlehen wurden seit Jahresende vollständig zurückgezahlt.

14. VERPFLICHTUNGEN AUS OPERATING LEASING

Zum 31.12.2010 hatten die Tochtergesellschaften jährliche Verpflichtungen aus nicht-kündbarem Operating Leasing wie folgt:

	Gebäude und Einrichtungen	
	31.12.2010	31.12.2009
	Euro	Euro
Ablauf:		
Binnen eines Jahres	21.780	121.758
Zwischen zwei und fünf Jahren	306.292	2.284.114
	328.072	2.405.872

15. STAMMKAPITAL DER KONZERNMUTTERGESELLSCHAFT

	31.12.2010	31.12.2009
	Euro	Euro
Genehmigt, emittiert und voll eingezahlt:		
1.242.846 Stammaktien Typ A zu je £ 1	1.802.922	1.802.922
224.431.000 Stammaktien Typ B zu je £ 0,01	3.041.893	3.041.893
45.994.797 Stammaktien Typ C zu je € 1,00	45.994.797	38.998.335
1.500.000 Vorzugsaktien Typ A zu je € 1,00	1.500.000	1.500.000
5.500.000 Vorzugsaktien Typ B zu je € 1,00	5.500.000	5.500.000
25.000.000 Vorzugsaktien Typ C zu je € 1,00	25.000.000	25.000.000
	82.839.612	75.843.150

Zur Erhöhung des Eigenkapitals, wurden im Geschäftsjahr 6.996.462 Stammaktien des Typ C zu je € 1,00 pro Aktie gegen Barzahlung emittiert.

16. ÜBERGEORDNETE MUTTERGESELLSCHAFT

Die oberste Muttergesellschaft der ThomasLloyd Group ist T. U. Michael Sieg auf Grund seiner 100% Beteiligung an den stimmberechtigten Aktien der ThomasLloyd Group plc.

17. EVENTUALVERBINDLICHKEITEN

Das Unternehmen hat für seine Tochtergesellschaften ThomasLloyd Private Wealth Management GmbH, ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG und ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC eine Patronatserklärung abgegeben.

18. ANGABEN ZU NAHESTEHENDEN UNTERNEHMEN UND PERSONEN

Zum Bilanzstichtag bestand eine Forderung der Konzernmuttergesellschaft gegen folgende Person in Höhe von:

- T. U. Michael Sieg: € 1.697.764

Folgende Unternehmen wurden als nahestehende Unternehmen angesehen:

- ThomasLloyd Investments AG
- ThomasLloyd Private Wealth AG
- DKM Global Opportunities Fonds 01 GmbH
- Hugh Johnson Advisors LLC

Zum Bilanzstichtag beliefen sich die Konzernverbindlichkeiten an/(von) diese(n) Unternehmen auf:

- ThomasLloyd Investments AG: € (232.794)
- ThomasLloyd Private Wealth AG: € 2.170.584*
- DKM Global Opportunities Fonds 01 GmbH: € 696.626

*Bei diesem Betrag handelt es sich um eine Vorauszahlung von ThomasLloyd Private Wealth AG für den Erwerb von ThomasLloyd Absolute Return Managed Portfolio Wachstum Index Zertifikaten (Emittent Bank of America Merrill Lynch) von der ThomasLloyd Group plc nach Jahresende.

Im Laufe des Jahres hat der Konzern folgende Beträge von den nahestehenden Unternehmen erhalten bzw. (an) die nahestehenden Unternehmen (gezahlt):

- ThomasLloyd Investments AG: € (3.663.236)
- ThomasLloyd Private Wealth AG: € 1.895.973
- DKM Global Opportunities Fonds 01 GmbH: € 662.856

London, 17. August 2011

Der Vorstand



T.U. Michael Sieg



Anthony M. Coveney



Klaus-Peter Kirschbaum

18.30. Geprüfter Jahresabschluss der ThomasLloyd Group Ltd zum 31.12.2012
Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 3 (23.10.2013)

12.20. Geprüfter Jahresabschluss der ThomasLloyd Group Ltd zum 31.12.2012¹

Die ThomasLloyd Group plc unterliegt als ausländische Gesellschaft nicht der Verpflichtung, einen Jahresabschluss und einen Lagebericht gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs aufzustellen und nicht der Verpflichtung, den Jahresabschluss und den Lagebericht gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs prüfen zu lassen. Als Gewährleisterin gem. § 14 VermVerkProspV macht sie von der Möglichkeit des § 8 h VerkProspG Gebrauch, stattdessen auf die fehlende Aufstellung und Prüfung des Jahresabschlusses und des Lageberichts gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs hinzuweisen.

Die ThomasLloyd Group plc ist nach den für sie maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS verpflichtet, einen Jahresabschluss aufzustellen und diesen prüfen zu lassen.

Die ThomasLloyd Group plc ist nach den für sie maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS nicht verpflichtet, zusätzlich zum Jahresabschluss einen Lagebericht aufzustellen und diesen prüfen zu lassen.

Im Folgenden wird der nach den für die ThomasLloyd Group plc maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS aufgestellte und geprüfte Jahresabschluss zum 31. Dezember 2012 abgebildet

Company Number: 5034664

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

REPORT OF THE DIRECTORS AND FINANCIAL STATEMENTS

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2012

¹ Aufgenommen durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

REPORT OF THE DIRECTORS FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2012

BUSINESS REVIEW (continued)

The Group has now positioned itself as a full service provider to individual and institutional clients in this field. It continues to cover the entire investment value chain through both advisory and proprietary activities.

This positive momentum continues in 2013 for the Group. This is the first year, in which management fees will be generated back to the Group from the Cleantech Infrastructure Fund. Assets under Management continue to grow, and new distribution channels through banks and financial intermediaries are opening. The portfolio of power generation investments continues to provide financing fees for the Group. Our first biomass investment is now in construction and projects 2 and 3 have made great progress through the development phase. We are also financing the first utility scale solar power generation in the Philippines, a facility which will be grid connected in Q1 2014.

Financial position

The Group has no third party debt facilities but has issued a small number of bonds to term investors with maturities between six months and ten years.

Going Concern

After making enquiries, the Directors have a reasonable expectation that the Group has adequate resources to continue its operational existence for the foreseeable future. For this reason they have adopted the going concern basis in preparing the financial statements.

Legal proceedings

The Directors are not aware of any legal proceedings or other material conditions that may impact on the Group's ability to continue to undertake its principal activities.

DIVIDENDS

No dividends will be distributed for the year ended 31 December 2012 (2011 €Nil).

EVENTS SINCE THE END OF THE PERIOD

Given the growth in our business, the management team has been expanded to include a dedicated Chief Financial Officer and a Head of Communications. Further to this expansion, the Company has moved to larger office premises in London.

DIRECTORS

The following have served as directors of the company throughout the year:

T. U. Michael Sieg
Anthony M. Coveney
Klaus-Peter Kirschbaum

GROUP'S POLICY ON PAYMENT OF CREDITORS

The Group's policy concerning the payment of its trade creditors is as follows:

- agree the terms of the payment at the start of business with each supplier,
- ensure that suppliers are aware of the terms of payment,
- abide by the terms of payment.

The company settles its trade creditors in accordance with this policy.

CHARITABLE AND POLITICAL DONATIONS

No charitable or political donations were made in the year (2011 € Nil).

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

REPORT OF THE DIRECTORS FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2012

STATEMENT OF DIRECTORS' RESPONSIBILITIES

The Directors are responsible for preparing the Annual Report and the Financial Statements in accordance with applicable law and regulations.

Company law requires the Directors to prepare Financial Statements for each financial year. Under that law the Directors have prepared the Group and Parent Company Financial Statements in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRSs) as adopted by the European Union. Under company law the Directors must not approve the Financial Statements unless they are satisfied that they give a true and fair view of the state of affairs of the Group and the Company as at the end of the financial year and of the profit or loss of the Group for that period. In preparing these Financial Statements the Directors are required to:

- select suitable accounting policies and then apply them consistently;
- make judgments and accounting estimates that are reasonable and prudent;
- state whether the Financial Statements comply with IFRSs as adopted by the European Union, subject to any material departures disclosed and explained in the Financial Statements; and

The Directors are responsible for keeping adequate accounting records that are sufficient to show and explain the Company's transactions and disclose with reasonable accuracy at any time the financial position of the Company and the Group, and enable them to ensure that the Financial Statements comply with the Companies Act 2006 and Article 4 of the IAS Regulation. They are also responsible for safeguarding the assets of the Company and the Group, and hence for taking reasonable steps for the prevention and detection of fraud and other irregularities.

AUDITORS

PKF Littlejohn LLP, formally named Littlejohn LLP, has signified its willingness to continue in office and a resolution proposing that they be re-appointed will be proposed at the Annual General Meeting.

ON BEHALF OF THE BOARD:

T. U. Michael Sieg

Chairman of the Board of Directors

..... 2013

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

COMPANY STATEMENT OF FINANCIAL POSITION
31 DECEMBER 2012

	Notes	2012 EUR	2011 EUR
Non Current Assets			
Property, plant and equipment	11	37,915	45,575
Trade and other receivables	14	5,154,615	6,192,969
Deferred income tax	15	2,042,836	0
Financial assets	13	34,003,025	34,494,957
		<u>41,238,391</u>	<u>40,733,501</u>
Current Assets			
Trade and other receivables	16	32,463,391	24,278,953
Cash and cash equivalents		1,749	617
		<u>32,465,140</u>	<u>24,279,570</u>
Non Current Liabilities			
Loans	14	8,152,647	8,584,043
		<u>8,152,647</u>	<u>8,584,043</u>
Current Liabilities			
Trade and other payables	17	18,309,066	7,807,820
		<u>18,309,066</u>	<u>7,807,820</u>
Total assets less liabilities		<u>47,241,818</u>	<u>48,621,208</u>
Shareholders' Equity			
Ordinary shares	19	58,191,953	56,540,560
Preference shares	19	32,000,000	32,000,000
Revaluation reserve		2,683,093	2,617,136
		<u>92,875,046</u>	<u>91,157,696</u>
Currency Translation Reserve		(5,850,243)	(7,009,606)
Retained earnings		<u>(39,782,985)</u>	<u>(35,526,882)</u>
Total Equity		<u>47,241,818</u>	<u>48,621,208</u>

APPROVED BY THE BOARD ON 14. August 2013



T. U. Michael Sieg – Director



Anthony M. Coveney - Director



Klaus-Peter Kirschbaum - Director

Company registration number 5034664

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

CONSOLIDATED INCOME STATEMENT
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2012

	Notes	31.12.12 EUR	31.12.11 EUR
Continuing operations			
Revenue		15,464,116	11,418,269
Cost of sales		(9,589,603)	(7,753,086)
Gross profit		5,874,513	3,665,183
Administrative expenses		(13,655,714)	(11,123,605)
Operating loss	7	(7,781,201)	(7,458,422)
Finance income		184,656	163,150
Interest payable	8	(619,842)	(842,879)
Gains/(losses) on disposal of financial assets		0	(27,934)
Loss before tax expense		(8,216,387)	(8,166,085)
Income tax credit	9	11,732,604	0
Total Gain/(Loss) for the year		3,516,217	(8,166,085)
Non-Controlling Interest		0	0
Total Gain/(Loss) for the year attributable to Equity holders of the Parent		3,516,217	(8,166,085)

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

CONSOLIDATED STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2012

	31.12.12 EUR	31.12.11 EUR
Total income for the year		
Attributable to Equity holders of the Parent	3,516,217	(8,166,085)
Non-Controlling Interest	0	0
	<u>3,516,217</u>	<u>(8,166,085)</u>
Other Comprehensive Income		
Currency translation differences	1,561,532	1,076,228
	<u>5,077,749</u>	<u>(7,089,857)</u>
Total Comprehensive Income for the year		
Attributable to:		
Equity holders of the Parent	5,077,749	(7,089,857)
Non-Controlling Interest	0	0
	<u>5,077,749</u>	<u>(7,089,857)</u>

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS 31 DECEMBER 2012

1. GENERAL INFORMATION

ThomasLloyd Group Limited is a private company incorporated in England and Wales and with operations in Germany, Switzerland, Singapore and the United States of America.

2. ACCOUNTING POLICIES

The principal accounting policies are summarised below.

Basis of preparation

The Group's consolidated financial statements are prepared on a going concern basis and in accordance with International Financial Reporting Standards as adopted by the European Union and IFRIC interpretations (IFRS as adopted by the EU) and the parts of the Companies Act 2006 applicable to companies reporting under IFRS. The consolidated financial statements have been prepared under the historical cost convention, as modified by the revaluation of available for sale financial investments, and financial assets and financial liabilities at fair value through profit and loss.

These consolidated financial statements are presented in Euros which is the Group's functional currency.

Standards, amendments and interpretations effective in 2012

(i) New and amended standards adopted by the Group

There are no IFRSs or IFRIC interpretations that are effective for the first time for the financial year beginning 1 January 2012 that would be expected to have a material impact on the Group.

(ii) New standards and interpretations not yet adopted

A number of new standards and amendments to standards and interpretations are effective for annual periods beginning after 1 January 2012, and have not been applied in preparing these consolidated financial statements. None of these is expected to have a significant effect on the consolidated financial statements of the group, except the following set out below:

Amendment to IAS 1, 'Financial statement presentation' regarding other comprehensive income. The main change resulting from these amendments is a requirement for entities to group items presented in 'other comprehensive income' (OCI) on the basis of whether they are potentially reclassifiable to profit or loss subsequently (reclassification adjustments). The amendments do not address which items are presented in OCI.

IFRS 10, Consolidated financial statements', builds on existing principles by identifying the concept of control as the determining factor in whether an entity should be included within the consolidated financial statements of the parent company. The standard provides additional guidance to assist in the determination of control where this is difficult to assess. The group is yet to assess IFRS 10's full impact and intends to adopt IFRS 10 no later than the accounting period beginning on or after 1 January 2013.

IFRS 12, 'Disclosures of interests in other entities', includes the disclosure requirements for all forms of interests in other entities, including joint arrangements, associates, special purpose vehicles and other off balance sheet vehicles. The group is yet to assess IFRS 12's full impact and intends to adopt IFRS 12 no later than the accounting period beginning on or after 1 January 2013.

There are no other IFRSs or IFRIC interpretations that are not yet effective that would be expected to have a material impact on the group.

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS 31 DECEMBER 2012

2. ACCOUNTING POLICIES (continued)

Basis of consolidation

The consolidated financial statements incorporate the financial statements of the Company and entities controlled by the Company (its subsidiaries). Control is achieved where the Company has the power to govern the financial and operating policies of an entity so as to obtain benefits from its activities.

The results of the subsidiaries acquired or disposed of during the year are included in the consolidated statement of comprehensive income from the effective date of acquisition or up to the effective date of disposal, as appropriate.

Where necessary, adjustments are made to the financial statements of subsidiaries to bring their accounting policies in to line with those used by other members of the Group.

All intra-group transactions, balances, income and expenses are eliminated in full on consolidation.

Non-controlling interests in the net assets of consolidated subsidiaries are identified separately from the Group's equity therein. Non-controlling interests consist of the amount of those interests at the date of the original business combination and the minority's share of changes in equity since the date of the combination. Losses applicable to the minority in excess of the minority's interest in the subsidiary's equity are recorded as a debit to non-controlling interest regardless of whether there is an obligation on the part of the holders of non-controlling interests for losses.

Business combinations

Acquisitions of subsidiaries and businesses are accounted for using the purchase method. The cost of the business combination is measured as the aggregate of the fair values (at the date of acquisition) of assets given, liabilities incurred or assumed and equity instruments issued by the Group in exchange for control of the acquiree. Any costs directly attributable to the business combination are charged to the income statement. The acquiree's identifiable assets, liabilities and contingent liabilities that meet the conditions for recognition under IFRS 3 Revised Business Combinations are recognised at their fair values at the acquisition date.

The interest of non-controlling shareholders in the acquiree is initially measured as the non-controlling shareholders proportion of the net fair value of the assets, liabilities and contingent liabilities recognised.

Revenue Recognition

Revenue comprises the fair value for services, net of value-added tax, after eliminating revenue within the Group. Revenue is recognised as follows:

a) Commission income from Investment Management

Revenue arising from investment management and other related services offered by the Group are recognised in the accounting period in which the services are rendered.

Revenue consists primarily of commissions arising from services rendered in conjunction with the placement and management of investment products where the Group actively manages the consideration received from its clients. At the outset of the contract the Group receives upfront sales commissions which are charged to the client directly. Further recurring fees are charged to the client periodically by making a deduction from invested funds.

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS 31 DECEMBER 2012

2. ACCOUNTING POLICIES (continued)

b) Commission income from Investment banking

Investment banking revenue is recorded upon the close of the related transaction.

Property, plant and equipment

Property, plant and equipment are included at cost. Cost includes costs directly attributable to bringing an asset to working condition for its intended use. Gains and losses on disposal of property, plant and equipment are determined by reference to their carrying amount and are taken into account in determining operating profit. The Group reviews the carrying amount of plant and equipment when circumstances suggest that the carrying amount may not be recoverable. Recoverability is assessed using estimates of future cash flows on a discounted basis, including revenues, operating costs and restoration costs. Where necessary an impairment is recorded. Any impairment is recorded within administrative expenses

Depreciation

Depreciation of plant and equipment is calculated on a straight line basis using rates which are designed to write off assets over their estimated useful lives as follows:

Fixtures, fittings & office equipment - 3 to 10 years straight line.

Intangible Assets

Acquired intangible assets with a definite useful life are recognized at cost and amortized over over their respective useful lives using the straight-line method. The amortization period for intangible assets is between 3 and 7 years. Any further loss of value is recognized by means of an impairment charge. Impairment losses are reversed in the following year if the reasons for them no longer exist, provided that this does not cause the carrying amounts of the assets to exceed either the amortized cost at which they would have been recognized if the impairment losses had not been recognized or their current recoverable value. The lower of these two amounts is recognized. Intangible assets with indefinite useful lives are not amortized. They are tested for impairment annually, or more often if events or a change in circumstances indicate a possible impairment. Any impairment losses are recognized in administrative expenses.

The Company's investments in subsidiaries

In its separate financial statements the company recognises its investments in subsidiaries at the directors' estimate of their market value. Surpluses on the revaluation of the Company's investments in its subsidiaries are taken to a separate, non-distributable, revaluation reserve in equity.

Taxation

Current tax, including UK corporation tax and foreign tax, is provided at amounts expected to be paid (or recovered) using the tax rates and laws that have been enacted or substantively enacted by the balance sheet date.

Deferred tax is recognised in respect of all timing differences that have originated but not reversed at the balance sheet date where transactions or events that result in an obligation to pay more tax in the future or a right to pay less tax in the future have occurred at the balance sheet date. Timing differences are differences between the Group's taxable profits and its results as stated in the financial statements that arise from the inclusion of gains and losses in tax assessments in periods different from those in which they are recognised in the financial statements.

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS 31 DECEMBER 2012

2. ACCOUNTING POLICIES (continued)

Taxation (continued)

A net deferred tax asset is regarded as recoverable and therefore recognised only when, on the basis of all available evidence, it can be regarded as more likely than not that there will be suitable taxable profits from which the future reversal of the underlying timing differences can be deducted.

The carrying amount for deferred tax assets is reviewed at each reporting date and reduced to the extent that it is no longer probable that sufficient taxable profit will be available to allow all or part of the deferred tax asset to be utilized. Unrecognised deferred tax assets are reassessed at each reporting date and are recognized to the extent that it has become probable that future taxable profit will allow the deferred tax asset to be recovered.

Deferred tax is measured at the average tax rates that are expected to apply in the periods in which the timing differences are expected to reverse, based on tax rates and laws that have been enacted or substantively enacted by the balance sheet date. Deferred tax is measured on a non-discounted basis.

Foreign currencies

The functional currencies of the Group and Company are Euros and GB Pounds respectively. The presentation currency of the Group and Company is Euros.

Transactions entered into by Group entities in a currency other than the currency of the primary economic environment in which they operate (the 'functional currency') are recorded at rates ruling when the transactions occur. Foreign currency monetary assets and liabilities are translated at the rates ruling at the reporting date.

Non-monetary assets and liabilities that are measured in terms of historical cost in a foreign currency are translated using the exchange rate at the date of the transaction. Non-monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies that are stated at fair value are translated to Euros at the foreign exchange rates ruling at the dates the fair value was determined.

On consolidation, the results of the operations are translated into the presentation currency at average rates approximating to those ruling when the transaction took place. All assets and liabilities of foreign operations are translated at the rate ruling at the balance sheet date. Exchange differences arising on translating the opening net assets at the opening rate and the results of operations at actual rate are recognised directly in equity (the 'Currency Translation Reserve').

Cash and cash equivalents

Cash consists of cash on hand and cash held on current account or on short term deposits with an original maturity of 3 months or less at variable interest rates.

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
31 DECEMBER 2012**

2. ACCOUNTING POLICIES (continued)

Financial assets

a) Classification

The Group classifies its financial assets in the following categories: Financial Assets at Fair Value through Profit or Loss, Loans and Receivables and Available-for-Sale Financial Assets. The classification depends on the purpose for which the financial assets were acquired. Management determines the classification of its financial assets at initial recognition.

(i) Financial Assets at Fair Value through Profit or Loss

Financial assets at fair value through profit or loss are financial assets held for trading. A financial asset is classified in this category if acquired principally for the purpose of selling in the short term. Derivatives are also categorised as held for trading unless they are designated as hedges. Assets in this category are classified as current assets if expected to be settled within 12 months; otherwise, they are classified as non-current.

(ii) Loans and Receivables

Loans and receivables are non-derivative financial assets with fixed or determinable payments that are not quoted in an active market. They are included in current assets, except for maturities greater than 12 months after the end of the reporting period. These are classified as non-current assets. The Group's loans and receivables comprise Trade and Other Receivables and Cash and Cash Equivalents in the Statement of Financial Position.

(iii) Available-for-Sale Financial Assets

Available-for-sale financial assets are non-derivatives that are either designated in this category or not classified in any of the other categories. They are included in non-current assets unless the investment matures or management intends to dispose of the investment within 12 months of the end of the reporting period.

b) Recognition and Measurement

Regular purchases and sales of financial assets are recognised on the trade date – the date on which the Group commits to purchasing or selling the asset. Investments are initially recognised at fair value plus transaction costs for all financial assets not carried at fair value through profit or loss. Financial assets carried at fair value through profit or loss are initially recognised at fair value, and transaction costs are expensed in the income statement. Financial assets are derecognised when the rights to receive cash flows from the investments have expired or have been transferred, and the Group has transferred substantially all of the risks and rewards of ownership. Available-for-sale financial assets and financial assets at fair value through profit or loss are subsequently carried at fair value. Loans and receivables are subsequently carried at amortised cost using the effective interest method.

Gains or losses arising from changes in the fair value of financial assets at fair value through profit or loss are presented in the Income Statement in the period in which they arise. Dividend income from financial assets at fair value through profit or loss is recognised in the Income Statement when the Group's right to receive payments is established.

Changes in the fair value of monetary and non-monetary securities classified as available-for-sale are recognised in other comprehensive income.

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS 31 DECEMBER 2012

2. ACCOUNTING POLICIES (continued)

b) Recognition and Measurement

When securities classified as available-for-sale are sold or impaired, the accumulated fair value adjustments recognised in equity are included in the Income Statement as "gains and losses from investment securities".

Interest on available-for-sale securities calculated using the effective interest method is recognised in the Income Statement as part of other income. Dividends on available-for-sale equity instruments are recognised the Income Statement when the Group's right to receive payments is established.

c) Offsetting Financial Instruments

Financial assets and liabilities are offset and the net amount reported in the Statement of Financial Position when there is a legally enforceable right to offset the recognised amounts and there is an intention to settle on a net basis, or realise the asset and settle the liability simultaneously.

d) Impairment

The Group reviews the carrying amounts of its non-current assets with finite lives to determine whether there is any indication that those assets have suffered an impairment loss on an annual basis. If any such indication exists, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine the extent of the impairment loss (if any). Where the asset does not generate cash flows that are independent from other assets, the Group estimates the recoverable amount of the cash-generating unit to which the asset belongs. An intangible asset with an indefinite useful life is tested for impairment annually and whenever there is an indication that the asset may be impaired.

The recoverable amount is the higher of the fair value less any cost to sell and value in use. In assessing value in use, the estimated future cash flows are discounted to their present values using a pre-tax discount rate.

This rate reflects current market assessments of the time value of money as well as the risks specific to the asset for which the estimates of future cash flows have not been adjusted.

If the recoverable amount of an asset is estimated to be less than its carrying amount, the carrying amount of the asset is reduced to its recoverable amount. Impairment losses are recognised as an expense immediately, unless the relevant asset is carried at a revalued amount, in which case the impairment loss is treated as a revaluation decrease. Where an impairment loss subsequently reverses, the carrying amount of the asset is increased to the revised estimate of its recoverable amount, but so that the increased carrying amount does not exceed the carrying amount that would have been determined had no impairment loss been recognised for the asset in prior years. A reversal of the impairment loss is recognised as income immediately, unless the relevant asset is carried at a revalued amount, in which case the reversal of the impairment loss is treated as a revaluation increase. However, impairment losses relating to goodwill may not be reversed.

Financial liabilities

Borrowings

Borrowings are recognised initially at fair value. Borrowings are subsequently carried at amortised cost; any difference between the proceeds (net of transaction costs) and the redemption value is recognised in profit or loss over the period of the borrowings, using the effective interest method.

Preference shares

Preference A, B and C shares are classified as equity.

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS 31 DECEMBER 2012

2. ACCOUNTING POLICIES (continued)

Operating leases

Rentals charged under operating leases are recognised in the profit and loss account on a straight line basis over the lease term.

Going concern

The consolidated financial statements have been prepared under the going concern basis. The directors consider this basis to be appropriate for the reasons set out below.

The Board have considered profit projections and cash requirements for a period of twelve months from the date of approval of these financial statements. These demonstrate the ability of the group to meet its debts as they fall due.

The directors have also read and considered the guidance published by the Financial Reporting Council in October 2009, Going Concern and Liquidity Risk: Guidance for Directors of UK Companies 2009.

3. CRITICAL ACCOUNTING ESTIMATES AND JUDGEMENTS

The Group makes estimates and assumptions concerning the future. The estimates and assumptions that have a significant risk of causing a material adjustment to the carrying amounts of assets and liabilities within the next financial year are addressed below.

a) Fair value of securities

The fair value of securities that are not traded in an active market are determined by the underlying net asset value of the security. The Group uses its judgement and the advice of third party fund administrators to determine an appropriate net asset value.

b) Impairment of investments in subsidiaries undertakings and amounts due from subsidiaries

The Company reviews annually whether the investment in subsidiary undertakings and amounts due from subsidiaries should be impaired. This assessment requires significant judgement. In making this judgement the management evaluates, among other factors the financial health of and short-term business outlook for the subsidiary including industry and sector performance and changes in operational and financing cash flows.

c) Recoverability of deferred tax assets

At 31 December 2012 the Group carried deferred tax assets on its balance sheet of €11.7 million (2011: €Nil) (note 15). Note 15 presents the Group's deferred tax assets by type.

The deferred tax asset relates to tax losses carried forward. The recoverability of the Group's deferred tax assets in respect of carry forward losses is based on an assessment of future levels of taxable profit expected to arise that can be offset against these losses. The Group's expectations as to the level of future taxable profits take into account the Group's long-term financial and strategic plans, and anticipated future tax adjusting items.

In making this assessment account is taken of business plans, the three year detailed trading forecasts and the following future risk factors:

- The expected future economic outlook as set out in the Report of the Directors; and
- The availability of these tax losses in each jurisdiction to be offset against future trading profits.

3. CRITICAL ACCOUNTING ESTIMATES AND JUDGEMENTS (continued)

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS 31 DECEMBER 2012

c) Recoverability of deferred tax assets (continued)

The Group's total deferred tax asset includes €11.7 million (2011: €Nil) in respect of trading losses carried forward. The tax losses have arisen in individual legal entities and will be used as future taxable profits arise in those legal entities, though substantially all of the unused tax losses for which a deferred tax asset has been recognised arise in ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG, ThomasLloyd Private Wealth Management GmbH and ThomasLloyd Group Limited. The deferred tax asset is expected to be utilised over different time periods in each of the entities in which the losses arise.

Under current UK, German and Swiss tax law there is no expiry date for unused tax losses. However, the losses are still expected to be fully utilised by 31 December 2017.

4. FINANCIAL RISK MANAGEMENT

Financial Risk Factors

The Group's activities expose it to a variety of financial risks through its financial assets and financial liabilities: market risk (including foreign currency risk), credit risk and liquidity risk. The Group's overall risk management programme focuses on the unpredictability of financial markets, and seeks to minimise potential adverse effects on the Group's financial performance.

a) Market Risk

Market risk is the risk that the fair value or cash flows of a financial instrument will fluctuate, because of changes in market prices, market interest rates or change in foreign exchange rates.

The Group's financial assets are managed by an external investment manager. The Group regular reviews the performance of their financial assets.

The Group has issued a debt security that is not traded in an active market. It therefore has no exposure to the change of market prices.

The Group operates internationally, and is exposed to foreign exchange risk arising from various currency exposures, primarily with respect to the US Dollar, Swiss Franc and British Pound. Foreign exchange risk arises from future commercial transactions, recognised assets and liabilities and net investments in foreign operations. The Group only hedges external currency exposures.

b) Credit risk

The Group has exposure to credit risk, which is the risk that a counterparty will be unable to pay amounts in full when due. Credit risk arises from cash and cash equivalents, deposits with banks and financial institutions, shareholder loans as well outstanding receivables. The Group assesses the credit quality of the counterparty, taking into account its financial position, past experience and other factors.

No credit limits were exceeded during the reporting period, and management does not expect any losses from non-performance by these counterparties.

c) Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Group is unable to meet its obligations when they fall due. The table below analyses the Group's non-derivative financial liabilities into relevant maturity groupings, based on the remaining period at the balance sheet to the contractual maturity date.

4. FINANCIAL RISK MANAGEMENT (continued)

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
31 DECEMBER 2012

<i>At 31 December 2012</i>	Less than 1 Year EUR	Between 1 and 2 Years EUR	Between 2 and 5 Years EUR	Over 5 Years EUR	Total EUR
Loans	816,260	4,308,990	3,843,657	0	8,968,907
Debt security	1,159,500	469,500	2,436,000	1,585,000	5,650,000
Trade and other payables	10,729,739	0	0	0	10,729,739
Tax liabilities	130	0	0	0	130
Total	12,705,629	4,778,490	6,279,657	1,585,000	25,348,776

At 31 December 2011

Loans	635,408	2,604,934	5,343,701	0	8,584,043
Debt security	0	0	431,592	231,731	663,323
Trade and other payables	4,220,660	0	0	0	4,220,660
Tax liabilities	167,053	0	0	0	167,053
Total	5,023,121	2,604,934	5,775,293	231,731	13,635,079

Fair Value Estimation

The table below analyses financial instruments carried at fair value, by valuation method. The different levels are defined as follows:

- quoted prices (unadjusted) in active markets for identical assets or liabilities (Level 1);
- inputs other than quoted prices included within Level 1 that are observable for the asset or liability, either directly (that is, as prices) or indirectly (that is, derived from prices) (Level 2);
- inputs for the asset or liability that are not based on observable market data (that is, unobservable inputs) (Level 3).

The following table presents the Group's assets that are measured at fair value at

Assets	Level 1	Level 2	Level 3	Total
	EUR	EUR	EUR	EUR
Securities	0	0	3,486,675	3,486,675
Total Assets	0	0	3,486,675	3,486,675

4. FINANCIAL RISK MANAGEMENT (continued)

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS 31 DECEMBER 2012

The fair value of financial instruments traded in active markets is based on quoted market prices at the end of the reporting period. A market is regarded as active if quoted prices are readily and regularly available from an exchange, dealer, broker, industry group, pricing service or regulatory agency, and those prices represent actual and regularly occurring market transactions on an arm's length basis.

The fair value of financial instruments that are not traded in an active market is determined by using valuation techniques. These valuation techniques maximise the use of observable market data where it is available, and rely as little as possible on entity-specific estimates. If all significant inputs required to fair value an instrument are observable, the instrument is included in Level 2.

If one or more of the significant inputs is not based on observable market data, the instrument is included in Level 3.

Capital management

The Group's objectives when managing capital are to safeguard the Group's ability to continue as a going concern.

In order to maintain or adjust the capital structure, the Group may adjust any returns to shareholders, the issue of new shares or sell assets to reduce debt.

5. SEGMENT INFORMATION

Management regards the Group's activity of the provision of investment advice through investment banking or investment management as the only operating segment for the purposes of allocating resources and assessing performance. Accordingly, segmental disclosures are not reported.

6. PARTICULARS OF STAFF

Staff remuneration

	31.12.12 EUR	31.12.11 EUR
Group		
Wages and salaries	3,496,185	2,744,111
Social security costs	267,879	215,033
	3,764,064	2,959,144

6. PARTICULARS OF STAFF (Continued)

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS 31 DECEMBER 2012

Staff breakdown

The average monthly number of employees during the period was as follows:

	31.12.12 Number	31.12.11 Number
Group		
Investment business and management	22	16
Administration	13	22
Directors	3	3
	38	41

	31.12.12 Number	31.12.11 Number
Full time equivalent staff on a consulting basis		
Investment business and management	65	48
Administration	0	0
Directors	0	0
	65	48

Directors Remuneration

The total emoluments paid to the Directors amounted to EUR 1,936,059, (2011 – EUR 965,993). The emoluments of the highest paid director were EUR 900,000, (2011 – EUR 565,344).

7. OPERATING LOSS

The operating loss is stated after charging:

	31.12.12 EUR	31.12.11 EUR
Depreciation - owned assets	76,961	77,127
Amortization	158,280	74,874
Auditors' remuneration -parent company and consolidated financial statements	59,569	35,000
Auditors' remuneration -other auditors	93,129	123,437

8. INTEREST PAYABLE AND SIMILAR CHARGES

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS 31 DECEMBER 2012

	31.12.12 EUR	31.12.11 EUR
Interest on loans	492,489	727,733
Other interest	127,353	115,146
	619,842	842,879
9. TAXATION		
	31.12.12 EUR	31.12.11 EUR
Deferred tax - origination and reversal of temporary differences	(11,732,604)	0
Current tax on profits for the year	0	0
Income tax credit	(11,732,604)	0
Reconciliation		
Income before taxation	(8,216,388)	(8,166,085)
Tax expense at 26.8% (31.12.11: 26.5%)	(2,201,992)	(2,164,013)
Factors affecting the tax charge:		
Losses carried forward	2,201,992	2,164,013
Deferred tax benefit from formerly unrecognized tax loss carry-forwards	(11,732,604)	0
Overseas taxation	0	0
	(11,732,604)	0

Deferred tax assets as of 31 December 2012 only relate to tax loss carry-forwards. In determining the amount of deferred tax assets, the Group uses forecasts based upon business plans, available tax planning opportunities and other relevant considerations. The deferred tax assets are in respect of UK tax carry-forwards amounting to approximately € 8.9 million, tax carry-forwards in Switzerland of approximately € 11.4 million and tax carry-forwards in Germany of approximately € 23.6 million. The used tax rates amount to 23% (UK), 25% (Switzerland) and 29% (Germany) respectively.

10. LOSS OF PARENT COMPANY

As permitted by Section 408 of the Companies Act 2006, the profit and loss account of the parent company is not presented as part of these financial statements. The parent company's loss for the financial year was €4,256,103 (2011: €7,596,488). The parent company's loss for the year is stated after charging €1,496,591 of unrealised foreign exchange losses (2011: €1,096,652).

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
31 DECEMBER 2012

11. PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT

Property, Plant and Equipment include, fixtures, fittings and office equipment.

	Group	Company
	EUR	EUR
At 31 December 2011		
Cost		
At 1 January 2011	423,524	76,604
Additions	85,337	0
Disposals	0	0
At 31 December 2011	<u>508,861</u>	<u>76,604</u>
Depreciation		
At 1 January 2011	199,199	23,369
Charge for the year	<u>77,127</u>	<u>7,660</u>
At 31 December 2011	<u>276,326</u>	<u>31,029</u>
At 31 December 2012	EUR	EUR
Cost		
At 1 January 2012	508,861	76,604
Additions	38,376	0
Disposals	0	0
At 31 December 2012	<u>547,237</u>	<u>76,604</u>
Depreciation		
At 1 January 2012	276,326	31,029
Charge for the year	<u>76,961</u>	<u>7,660</u>
At 31 December 2012	<u>353,287</u>	<u>38,689</u>
Net book value		
At 1 January 2011	<u>53,235</u>	<u>53,235</u>
At 31 December 2011	<u>232,535</u>	<u>45,575</u>
At 31 December 2012	<u>193,950</u>	<u>37,915</u>

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
31 DECEMBER 2012

12. INTANGIBLE ASSETS

Intangible Assets include franchises, trademarks, patents and similar rights (EDP-Software)

	Group	Company
	EUR	EUR
At 31 December 2011		
Cost		
At 1 January 2011	94,987	0
Additions	176,976	0
Disposals	0	0
At 31 December 2011	<u>271,963</u>	<u>0</u>
Depreciation		
At 1 January 2011	1,595	0
Charge for the year	<u>74,873</u>	<u>0</u>
At 31 December 2011	<u>76,468</u>	<u>0</u>
At 31 December 2012		
Cost	EUR	EUR
At 1 January 2012	271,963	0
Additions	4,362	0
Disposals	0	0
At 31 December 2012	<u>276,325</u>	<u>0</u>
Depreciation		
At 1 January 2012	76,468	0
Charge for the year	<u>158,280</u>	<u>0</u>
At 31 December 2012	<u>234,748</u>	<u>0</u>
Net book value		
At 1 January 2011	<u>93,392</u>	<u>0</u>
At 31 December 2011	<u>195,495</u>	<u>0</u>
At 31 December 2012	<u>41,577</u>	<u>0</u>

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
31 DECEMBER 2012

13. FINANCIAL ASSETS

Financial Instruments by Category Group	Loans and Receivables	Assets at Fair Value Through Profit or Loss	Available For-Sale	Total
	EUR	EUR	EUR	EUR
31 December 2012				
Assets per Statement of Financial Position				
Financial Assets	0	3,295,737	192,938	3,488,675
<i>Trade and other receivables</i>				
- Trade and other receivables	9,995,414	0	0	9,995,414
- Loans	3,604,732	0	0	3,604,732
Cash and cash equivalents	1,163,672	0	0	1,163,672
Total	14,763,818	3,295,737	192,938	18,252,493
31 December 2011	EUR	EUR	EUR	EUR
Assets per Statement of Financial Position				
Financial Assets	0	3,787,665	166,516	3,954,181
Trade and other receivables				
- Trade and other receivables	2,265,454	0	0	2,265,454
- Loans	3,340,191	0	0	3,340,191
Cash and cash equivalents	93,013	0	0	93,013
Total	5,698,658	3,787,665	166,516	9,652,839

Prepayments are excluded from the trade and other receivables balance, as this analysis is only required for financial instruments.

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
31 DECEMBER 2012

13. FINANCIAL ASSETS (continued)

Financial Instruments by Category Company	Loans and Receivables	Assets at Fair Value Through Profit or Loss	Available For-Sale	Total
	EUR	EUR	EUR	EUR
31 December 2012				
Assets per Statement of Financial Position				
Financial Assets				
- Investment in subsidiaries	0	0	30,707,291	30,707,291
- Securities	0	3,295,734	0	3,295,734
<i>Trade and other receivables</i>				
- Trade and other receivables	27,341,762	0	0	27,341,762
- Loans	3,604,732	0	0	3,604,732
Cash and cash equivalents	1,749	0	0	1,749
Total	30,948,243	3,295,734	30,707,291	64,951,268
31 December 2011	EUR	EUR	EUR	EUR
Assets per Statement of Financial Position				
Financial Assets				
- Investment in subsidiaries	0	0	30,707,291	30,707,291
- Securities	0	3,787,666	0	3,787,666
<i>Trade and other receivables</i>				
- Trade and other receivables	18,763,301	0	0	18,763,301
- Loans	3,340,191	0	0	3,340,191
Cash and cash equivalents	617	0	0	617
Total	22,104,109	3,787,666	30,707,291	56,599,066

Prepayments are excluded from the trade and other receivables balance, as this analysis is only required for financial instruments.

Investments in subsidiaries Company	31.12.12 EUR	31.12.11 EUR
Shares in group undertakings		
At 1 January	30,707,291	16,669,254
Additions in year	0	14,038,037
At 31 December	30,707,291	30,707,291

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS 31 DECEMBER 2012

13. FINANCIAL ASSETS (continued)

The company's subsidiaries at the balance sheet date comprised:

Subsidiaries

<u>Name</u>	<u>Country of Incorporation</u>	<u>Class</u>	<u>Holding</u>	<u>Nature of Business</u>
ThomasLloyd Private Wealth Management GmbH	Germany	Ordinary €1	100%	Investment Management
ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG	Switzerland	Ordinary €1	100%	Investment Management
ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC	USA	Member	100%	Investment Management
ThomasLloyd Capital LLC*	USA	Member	100%	Investment Banking
Cleantech Infrastruktur GmbH	Germany	Ordinary €1	100%	Corporate Centre

* A subsidiary of ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
31 DECEMBER 2012

14. FINANCIAL LIABILITIES

Liabilities per Statement of Financial Position	Liabilities at Amortised Cost
Group	EUR
31 December 2012	
Non-current	
Loans	8,152,647
Debt security	4,490,500
	<u>12,643,147</u>
Current	
Loans	816,260
Debt security	1,159,500
Trade and other payables	10,729,739
Tax liabilities	130
	<u>12,705,629</u>
Total Liabilities	<u>25,348,776</u>
Liabilities per Statement of Financial Position	Liabilities at Amortised Cost
Group	EUR
31 December 2011	
Non-current	
Loans	8,204,654
Debt security	663,323
	<u>8,867,977</u>
Current	
Loans	379,389
Trade and other payables	4,220,660
Tax liabilities	167,053
	<u>4,767,102</u>
Total Liabilities	<u>13,635,079</u>

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
31 DECEMBER 2012**

14. FINANCIAL LIABILITIES (continued)

Liabilities per Statement of Financial Position	Liabilities at Amortised Cost
Company	EUR
31 December 2012	
Non-current	
Loans	8,152,647
	<u>8,152,647</u>
Current	
Loans	816,260
Trade and other payables	17,492,806
	<u>18,309,066</u>
Total Liabilities	<u>26,461,713</u>

Liabilities per Statement of Financial Position	Liabilities at Amortised Cost
Company	EUR
31 December 2011	
Non-current	
Loans	8,584,043
	<u>8,584,043</u>
Current	
Loans	0
Trade and other payables	7,807,820
	<u>7,807,820</u>
Total Liabilities	<u>16,391,863</u>

The loans and debt securities are all unsecured obligations of the Group. These pay between 6.5% and 12% interest per annum. The debt securities have no fixed maturity date. They carry coupons of between 3.75% and 5%.

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
31 DECEMBER 2012**

15. DEFERRED INCOME TAX

Deferred income tax

The analysis of deferred tax assets is as follows:

Group

Deferred tax assets - relating to available tax losses (note 9)	31.12.12	31.12.11
Deferred tax assets to be recovered after more than 12 months	9,447,604	0
Deferred tax assets to be recovered within 12 months	2,285,000	0
Deferred tax assets	<u>11,732,604</u>	<u>0</u>

Deferred income tax assets are recognised for tax loss carry-forwards to the extent that the realisation of the related tax benefit through future taxable profits is probable. The group did not recognise deferred income tax assets of €3.4m (2011: €15m) in respect of losses amounting to €14.8m (2011: €57.0m)

The Directors have prepared forecasts which indicate that the deferred tax assets will reverse by 31 December 2017.

Company

Deferred tax assets - relating to available tax losses	31.12.12	31.12.11
Deferred tax assets to be recovered after more than 12 months	1,007,836	0
Deferred tax assets to be recovered within 12 months	1,035,000	0
Deferred tax assets	<u>2,042,836</u>	<u>0</u>

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
31 DECEMBER 2012**

16. TRADE AND OTHER RECEIVABLES

	31.12.12		31.12.11	
	Group EUR	Company EUR	Group EUR	Company EUR
Trade debtors	1,421,898	0	898,227	0
Amounts owed by group undertakings	0	19,515,296	0	17,676,124
Loans	3,604,732	3,604,732	3,340,191	3,340,191
Prepayments	6,671,512	6,671,512	8,368,430	8,368,430
Other debtors	8,573,517	7,826,466	1,367,227	1,087,177
	<u>20,271,659</u>	<u>37,618,006</u>	<u>13,974,075</u>	<u>30,471,922</u>
Less non-current portion of prepayments	(5,154,615)	(5,154,615)	(6,192,969)	(6,192,969)
	<u>15,117,044</u>	<u>32,463,391</u>	<u>7,781,106</u>	<u>24,278,953</u>

17. TRADE AND OTHER PAYABLES

	31.12.12		31.12.11	
	Group EUR	Company EUR	Group EUR	Company EUR
Trade creditors	737,069	9,826	954,376	91,597
Loans	0	816,260	0	0
Amounts owed to group undertakings	0	17,482,980	0	5,336,858
Social security and other taxes	130	0	167,053	0
Other creditors	9,573,708	0	2,992,853	2,337,498
Accruals and deferred income	418,962	0	273,431	41,867
	<u>10,729,869</u>	<u>18,309,066</u>	<u>4,387,713</u>	<u>7,807,820</u>

18. OPERATING LEASE COMMITMENTS

At 31 December 2012 subsidiaries of the Group had future aggregate minimum lease payments under non-cancellable operating leases as follows:

Group	Building and equipment	
	31.12.12 EUR	31.12.11 EUR
Expiring:		
Within one year	44,408	28,991
Between two and five years	<u>1,181,097</u>	<u>1,487,478</u>
	<u>1,225,505</u>	<u>1,516,469</u>

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS 31 DECEMBER 2012

19. CALLED UP SHARE CAPITAL

	31.12.12 EUR	31.12.11 EUR
Authorised, issued and fully paid:		
124,284,600 A Ordinary shares of £0.01 each	1,802,922	1,802,922
224,431,000 B Ordinary shares of £0.01 each	3,041,893	3,041,893
53,347,138 C Ordinary shares of €1.00 each	53,347,138	51,695,745
1,500,000 A Preference shares of €1.00 each	1,500,000	1,500,000
5,500,000 B Preference shares of €1.00 each	5,500,000	5,500,000
25,000,000 C Preference shares of €1.00 each	25,000,000	25,000,000
	<u>90,191,953</u>	<u>88,540,560</u>

A further 1,651,393 C Ordinary Shares of €1.00 each were issued at par for cash in the year to provide additional working capital.

20. ULTIMATE PARENT COMPANY AND ULTIMATE CONTROLLING PARTY

The ultimate parent company is ThomasLloyd Investments AG, a company incorporated in Austria. The ultimate controlling party is T. U. Michael Sieg by virtue of his 100% holding of the voting shares in ThomasLloyd Group Limited.

21. CONTINGENCIES

The Company is party to financial support agreements with its subsidiaries ThomasLloyd Private Wealth Management GmbH, ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG and ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC. In addition ThomasLloyd Group Limited has guaranteed the debt securities issued by Cleantech Infrastruktur GmbH.

22. RELATED PARTY DISCLOSURES

At the balance sheet date, the following amounts were owed to the Group by directors:

T. U. Michael Sieg € 3,604,732 (2011: € 3,340,191). Interest of 4.7% is charged on this loan per annum.

The following companies were considered to be related parties due to common management control and ownership.

- ThomasLloyd Holdings Ltd.
- ThomasLloyd Private Wealth GmbH
- Cleantech Management GmbH
- Cleantech Treuvermögen GmbH
- Cleantech Projektgesellschaft mbH
- ThomasLloyd Investments AG
- DKM Global Opportunities Fonds 01 GmbH
- Hugh Johnson Advisors LLC
- all subsidiaries of ThomasLloyd Group Limited

At the balance sheet date, the Group liabilities to/(from) these companies amounted to:

- ThomasLloyd Holdings Ltd.	€ (78,206)
- ThomasLloyd Private Wealth GmbH	€ (704,698)
- Cleantech Management GmbH	€ (80,612)
- Cleantech Projektgesellschaft mbH	€ 7,540,035
- ThomasLloyd Investments AG	€ (7,018,884)

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS 31 DECEMBER 2012

22. RELATED PARTY DISCLOSURES (continued)

Intercompany balances between ThomasLloyd Group Limited and its subsidiaries are included in Notes 14 and 16.

During the year, the Group received/(paid) the following amounts from/(to) related parties:

Share subscription of DKM Global Opportunities Fonds 01 GmbH in the Company	€ 1,651,393
Placement/-Trail Commission payments from ThomasLloyd Investments AG	€ 2,887,480
Trail Commission payments from DKM Global Opportunities Fonds 01 GmbH	€ 258,935
Placement/-Trail Commission payment from ThomasLloyd Private Wealth GmbH	€ 545,547
Administration Service Fee ThomasLloyd Private Wealth GmbH	€ 494,320
Placement Commission payments from Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co KG 1, 2, 3 and 4	€ 9,823,075

In addition, during the year, ThomasLloyd Group Limited purchased 100 shares of a fund managed by the Group for €90,717 from Nermin Sieg, the wife of T.U. Michael Sieg, a Director.

An Apartment is also made available to the Directors. The annual rental cost to the Group for this is €44,340.

12.21. Übersetzung des geprüften Jahresabschlusses der ThomasLloyd Group Ltd zum 31.12.2012¹

Die ThomasLloyd Group plc unterliegt als ausländische Gesellschaft nicht der Verpflichtung, einen Jahresabschluss und einen Lagebericht gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs aufzustellen und nicht der Verpflichtung, den Jahresabschluss und den Lagebericht gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs prüfen zu lassen. Als Gewährleisterin gem. § 14 VermVerkProspV macht sie von der Möglichkeit des § 8 h VerkProspG Gebrauch, stattdessen auf die fehlende Aufstellung und Prüfung des Jahresabschlusses und des Lageberichts gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs hinzuweisen.

Die ThomasLloyd Group plc ist nach den für sie maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS verpflichtet, einen Jahresabschluss aufzustellen und diesen prüfen zu lassen.

Die ThomasLloyd Group plc ist nach den für sie maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS nicht verpflichtet, zusätzlich zum Jahresabschluss einen Lagebericht aufzustellen und diesen prüfen zu lassen.

Im Folgenden wird der nach den für die ThomasLloyd Group plc maßgeblichen Rechtsvorschriften des anwendbaren ausländischen Rechtes – Companies Act 2006 – sowie nach den Regelungen der IFRS aufgestellte und geprüfte Jahresabschluss zum 31. Dezember 2012 abgebildet.

Gesellschaftsnummer: 5034664

THOMASLLOYD GROUP LIMITED

BERICHT DES VERWALTUNGSRATS UND JAHRESABSCHLUSS

FÜR DAS AM 31. DEZEMBER 2012 ENDENDE GESCHÄFTSJAHR

¹ Aufgenommen durch den Nachtrag Nr. 3 vom 23. Oktober 2013.

Bestätigungsvermerk des Abschlussprüfers

Wir haben den Jahresabschluss der ThomasLloyd Group Ltd für das am 31. Dezember 2012 endende Geschäftsjahr geprüft, der die Gewinn- und Verlustrechnung des Konzerns, die Gesamtergebnisrechnung des Konzerns, die Bilanz des Konzerns und die Bilanz der Muttergesellschaft, die Eigenkapitalveränderungsrechnung des Konzerns und die Eigenkapitalveränderungsrechnung der Muttergesellschaft, die Kapitalflussrechnung des Konzerns und die Kapitalflussrechnung der Muttergesellschaft und die zugehörigen Erläuterungen enthält. Die Rechnungslegungsgrundsätze, die bei seiner Aufstellung angewendet wurden, sind das geltende Recht und die International Financial Reporting Standards (IFRS), wie sie in der Europäischen Union anzuwenden sind, und, was den Jahresabschluss der Muttergesellschaft betrifft, die Bestimmungen des Companies Act 2006.

Dieser Bericht richtet sich in Übereinstimmung mit Teil 16 Kapitel 3 des Companies Act 2006 allein an die Gesellschafter als Organ der Gesellschaft. Unsere Prüfungstätigkeiten wurden unternommen, damit wir den Gesellschaftern eine Erklärung zu den Angelegenheiten abgeben können, zu deren Abgabe wir in einem Bericht über die Prüfung des Jahresabschlusses verpflichtet sind, und zu keinem anderen Zweck. In dem vollsten gesetzlich zulässigen Umfang schließen wir gegenüber anderen als der Gesellschaft oder den Gesellschaftern als Organ die Akzeptanz oder Übernahme einer Haftung für diesen Bericht oder für die Beurteilungen, die wir vorgenommen haben, aus.

Jeweilige Verantwortlichkeiten des Verwaltungsrats und der Abschlussprüfer

Wie in der Erklärung zu den Verantwortlichkeiten der Mitglieder des Verwaltungsrats ausführlicher erklärt ist, ist der Verwaltungsrat für die Aufstellung des Jahresabschlusses verantwortlich und dafür, dass dieser nach seiner Überzeugung ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild vermittelt. Unsere Verantwortlichkeit besteht in der Überprüfung des Jahresabschlusses und der Abgabe einer Beurteilung zum Jahresabschluss im Einklang mit dem anwendbaren Recht und den International Standards on Auditing (UK and Ireland). Diese Standards fordern, dass wir die vom Fachbeirat für Rechnungsprüfung aufgestellten ethischen Grundsätze für Wirtschaftsprüfer (Auditing Practices Board's Ethical Standards for Auditors) befolgen.

Umfang der Prüfung des Jahresabschlusses

Die Abschlussprüfung umfasst die Aufgabe, einen Nachweis über die Beträge und Angaben im Jahresabschluss zu erhalten, der ausreichend ist, die angemessene Sicherheit zu vermitteln, dass der Jahresabschluss frei von wesentlichen Fehlaussagen ist, gleichgültig, ob diese durch betrügerisches Verhalten oder durch Irrtum verursacht sind. Sie beinhaltet eine Beurteilung, ob die Buchführungs- und Bilanzierungsrichtlinien für die Verhältnisse des Konzerns und der Muttergesellschaft angemessen sind und ob sie durchgehend angewandt und angemessen offengelegt wurden, sowie eine Beurteilung der Nachvollziehbarkeit der wesentlichen rechnungslegungsbezogenen Schätzungen, die vom Verwaltungsrat vorgenommen wurden, und der Gesamtdarstellung des Jahresabschlusses. Zusätzlich lesen wir alle finanzbezogenen und nicht finanzbezogenen Angaben im Geschäftsbericht, um wesentliche Unstimmigkeiten mit dem geprüften Jahresabschluss festzustellen. Wenn wir offensichtliche inhaltliche Fehlaussagen oder Unstimmigkeiten feststellen, berücksichtigen wir ihre Auswirkungen für unseren Bericht.

Bestätigungsvermerk zum Jahresabschluss

Nach unserer Auffassung:

- vermittelt der Jahresabschluss ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild der Lage des Konzerns und der Muttergesellschaft zum 31. Dezember 2012 und des Konzerngewinns für das zu diesem Datum endende Geschäftsjahr;
- der Jahresabschluss des Konzerns wurde ordnungsgemäß in Übereinstimmung mit den IFRS, wie sie in der Europäischen Union anzuwenden sind, aufgestellt; und
- der Jahresabschluss der Muttergesellschaft wurde ordnungsgemäß in Übereinstimmung mit den IFRS, wie sie in der Europäischen Union anzuwenden sind und im Einklang mit den Bestimmungen des Companies Act 2006 angewandt werden, aufgestellt; und
- der Jahresabschluss wurde in Übereinstimmung mit den Anforderungen des Companies Act 2006 aufgestellt.

Beurteilung zu sonstigen, vom Companies Act 2006 vorgeschriebenen Angelegenheiten

Nach unserer Auffassung stehen die im Bericht des Verwaltungsrats enthaltenen Angaben für das Geschäftsjahr, für das der Jahresabschluss aufgestellt wurde, im Einklang mit dem Jahresabschluss.

Angelegenheiten, über die zu berichten wir in Ausnahmefällen verpflichtet sind

Wir haben nichts zu berichten in Bezug auf die folgenden Angelegenheiten, über die uns der Companies Act 2006 zur Berichterstattung an Sie verpflichtet, falls nach unserer Auffassung:

- von der Muttergesellschaft keine angemessenen Buchführungsaufzeichnungen geführt wurden oder wir von den von uns besuchten Niederlassungen keine für unsere Prüfungstätigkeit angemessenen Auskünfte erhalten haben; oder
- der Jahresabschluss der Muttergesellschaft nicht mit den Aufzeichnungen und Auskünften der Buchführung übereinstimmt; oder
- bestimmte, gesetzlich näher bezeichnete Angaben zur Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats nicht gemacht wurden; oder
- wir nicht alle Informationen oder Erklärungen erhalten haben, die wir für unsere Abschlussprüfung benötigen.



David Frame

Senior Statutory Auditor

Namens und in Vertretung der PKF Littlejohn LLP
Statutory Auditor (Wirtschaftsprüfer)

1 Westferry Circus
Canary Wharf
London E14 4HD

Datum: 22 August 2013

Bilanz der Muttergesellschaft

AKTIVA	Anhang	2012 EUR	2011 EUR
Sachanlagen	11	37.915	45.575
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	14	5.154.615	6.192.969
Latente Ertragssteuern	15	2.042.836	0,00
Finanzielle Vermögenswerte	13	34.003.025	34.494.957
Summe langfristige Vermögenswerte		41.238.391	40.733.501
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	16	32.463.391	24.278.953
Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente		1.749	617
Summe kurzfristige Vermögenswerte		32.465.140	24.279.570
Summe Aktiva		73.703.531	65.013.071

PASSIVA	Anhang	2012 EUR	2011 EUR
Stammaktien	19	58.191.953	56.540.560
Vorzugsaktien	19	32.000.000	32.000.000
Neubewertungsrücklage	19	2.683.093	2.617.136
		92.875.046	91.157.696
Währungsumrechnungsrücklage		(5.850.243)	(7.009.606)
Gewinnrücklage		(39.782.985)	(35.526.882)
Summe Eigenkapital		47.241.818	48.621.208
Kredite	14	8.152.647	8.584.043
Summe langfristige Schulden		8.152.647	8.584.043
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	17	12.659.066	7.144.497
Nachrangige Schuldverschreibungen	17	5.650.000	663.323
Summe kurzfristige Schulden		18.309.066	7.807.820
Summe Passiva		73.703.531	65.013.071

Gewinn- und Verlustrechnung des Konzerns

	Anhang	2012 EUR	2011 EUR	Veränderung in %
Fortzuführende Geschäftsbereiche				
Umsatzerlöse		15.464.116	11.418.269	35,43%
Umsatzaufwendungen		(9.589.603)	(7.753.086)	23,69%
Bruttogewinn		5.874.513	3.665.183	60,28%
Personalkosten		(3.764.064)	(2.959.144)	27,20%
Marketingkosten		(1.733.465)	(459.897)	276,92
Währungsverluste		(2.570.680)	(2.324.976)	10,57
Sonstiges		(5.587.505)	(5.379.588)	3,86
Verwaltungsaufwendungen		(13.655.714)	(11.123.605)	22,76%
Betriebsverlust	7	(7.781.201)	(7.458.422)	4,33%
Finanzertrag		184.656	163.150	13,18%
Zinsaufwendungen	8	(619.842)	(842.879)	-26,46%
Gewinne/(Verluste) aus der Veräußerung von finanziellen Vermögenswerten		0	(27.934)	
Ergebnis vor Steuern		(8.216.387)	(8.166.085)	0,62%
Einkommensteuergutschrift	9	11.732.604	0	
Gesamtgewinn/(-verlust) für das Geschäftsjahr		3.516.217	(8.166.085)	
Minderheitenanteil		0	0	
Gesamtgewinn/(-verlust) für das Geschäftsjahr, der den Anteilseignern der Muttergesellschaft zuzurechnen ist		3.516.217	(8.166.085)	

Gesamtergebnis- rechnung des Konzerns

	2012 EUR	2011 EUR
Geschäftsergebnis für das Geschäftsjahr		
Zurechenbar an:		
Anteilseigner der Muttergesellschaft	3.516.217	(8.166.085)
Minderheitenanteil	0	0
	3.516.217	(8.166.085)
Sonstiges Ergebnis		
Währungsumrechnungsdifferenzen	1.561.532	1.076.228
	5.077.749	(7.089.857)
Gesamtergebnis für das Geschäftsjahr		
Zurechenbar an:		
Anteilseigner der Muttergesellschaft	5.077.749	(7.089.857)
Minderheitenanteil	0	0
	5.077.749	(7.089.857)

Anhang zum Konzernabschluss 2012

1. ALLGEMEINE ANGABEN

Die ThomasLloyd Group Ltd ist eine in England und Wales eingetragene Gesellschaft mit Geschäftsniederlassungen in Deutschland, der Schweiz, Singapur und den USA.

2. BILANZIERUNGS- UND BEWERTUNGSMETHODEN

Die wichtigsten Bilanzierungs- und Bewertungsmethoden sind unten zusammengefasst.

Grundlage der Aufstellung

Der Konzernabschluss ist auf der Basis der Unternehmensfortführung aufgestellt und im Einklang mit den International Financial Reporting Standards, wie sie in der Europäischen Union anzuwenden sind, und den IFRIC-Interpretationen (IFRS, wie von der EU übernommen) sowie den Teilen des Companies Act 2006, der für Gesellschaften anwendbar ist, die nach den IFRS berichten. Der Konzernabschluss wurde auf der Basis der historischen Anschaffungs- und Herstellungskosten erstellt, modifiziert durch die Neubewertung von zur Veräußerung verfügbaren Finanzanlagen und die finanziellen Vermögenswerte und finanziellen Verbindlichkeiten, die erfolgswirksam zu ihrem beizulegenden Zeitwert bewertet werden.

Dieser Konzernabschluss wird in Euro vorgelegt, der funktionalen Währung des Konzerns.

Standards, Änderungen und Interpretationen, die im Jahr 2012 gelten.

(i) Neue und geänderte Standards, die vom Konzern übernommen wurden

Es gibt keine IFRS oder IFRIC-Interpretationen, die erstmals für das am 1. Januar 2012 beginnende Geschäftsjahr wirksam werden, von denen zu erwarten wäre, dass sie wesentliche Auswirkungen auf den Konzern haben könnten.

(ii) Neue Standards und Interpretationen, die noch nicht übernommen wurden

Für Geschäftsjahre, die nach dem 1. Januar 2012 beginnen, sind eine Reihe von Standards und Interpretationen wirksam geworden, die bei der Aufstellung dieses Konzernabschlusses nicht angewendet wurden. Es wird nicht erwartet, dass eine dieser Änderungen wesentliche Auswirkungen auf den Konzernabschluss hat, mit Ausnahme der nachfolgend dargestellten:

Änderung von IAS 1, „Darstellung des Jahresabschlusses“ in Bezug auf das sonstige Ergebnis. Der wichtigste Unterschied, der sich aus diesen Änderungen ergibt, ist das Erfordernis für die Unternehmen, Positionen, die unter dem „sonstigen Ergebnis“ dargestellt wurden, danach zu gliedern, ob sie später potenziell in Gewinn oder Verlust reklassifizierbar sind (Reklassifizierungsanpassungen). Die Änderungen sprechen nicht an, welche Positionen im sonstigen Ergebnis dargestellt werden.

Die IFRS 10, „Konzernabschlüsse“, bauen auf bestehenden Grundsätzen auf, indem sie das Konzept der Kontrolle als den bestimmenden Faktor dafür bestimmen, ob eine Gesellschaft in den Konzernabschluss der Muttergesellschaft einzubeziehen ist. Der Standard liefert zusätzliche Leitlinien zur Hilfe bei der Bestimmung der Kontrolle in Fällen, in denen diese schwierig zu beurteilen ist. Der Konzern hat noch die vollen Auswirkungen der IFRS 10 zu beurteilen und beabsichtigt, die IFRS 10 spätestens in der am oder nach dem 1. Januar 2013 beginnenden Rechnungsperiode anzuwenden.

Die IFRS 12, „Angaben zu Anteilen an anderen Unternehmen“, enthalten Offenlegungserfordernisse für alle Formen von Anteilen an anderen Unternehmen, einschließlich Vereinbarungen über die Verleihung eines gemeinschaftlichen Kontrollverhältnisses, Anteilen an einem assoziierten Unternehmen, Zweckgesellschaften und anderer außerbilanzieller Vehikel. Der Konzern hat noch die vollen Auswirkungen der IFRS 12 zu beurteilen und beabsichtigt, die IFRS 12 spätestens in der am oder nach dem 1. Januar 2013 beginnenden Rechnungsperiode anzuwenden.

Es gibt keine anderen IFRS oder IFRIC-Interpretationen, die derzeit noch nicht in Kraft getreten sind, von denen erwartet würde, dass sie wesentliche Auswirkungen auf den Konzern haben.

Grundlage der Konsolidierung

Der Konzernabschluss umfasst die Jahresabschlüsse der Gesellschaft und der Unternehmen, die von der Gesellschaft kontrolliert werden (ihrer Tochterunternehmen). Die Kontrolle liegt vor, wenn die Gesellschaft die Berechtigung hat, die Finanz- und Geschäftspolitik eines Unternehmens zu bestimmen, um die Vorteile aus seinen Aktivitäten zu erlangen.

Die Ergebnisse der während des Jahres erworbenen oder veräußerten Tochterunternehmen sind in der Gesamtergebnisrechnung des Konzerns vom Inkrafttreten des Erwerbs oder bis zum Inkrafttreten der Veräußerung, je nach Sachlage, enthalten.

Wo dies notwendig ist, wurden Anpassungen bei den Jahresabschlüssen der Tochterunternehmen vorgenommen, um ihre Bilanzierungs- und Bewertungsmethoden in Einklang mit denjenigen zu bringen, die von den übrigen Mitgliedern des Konzerns angewendet werden.

Alle konzerninternen Transaktionen, Salden, Einkünfte und Aufwendungen wurden bei der Konsolidierung vollständig eliminiert.

Fremde Minderheitenanteile an den Nettovermögenswerten von konsolidierten Tochterunternehmen sind gesondert von der Eigenkapitalbeteiligung des Konzerns an ihnen ausgewiesen. Fremde Minderheitenanteile bestehen aus dem Betrag solcher Anteile zum Datum des ursprünglichen Unternehmenszusammenschlusses und dem Minderheitenanteil an der Veränderung des Eigenkapitals seit dem Datum des Unternehmenszusammenschlusses. Auf Minderheitenbeteiligungen anfallende Verluste, die den Minderheitsanteil am Eigenkapital des Tochterunternehmens übersteigen, werden dem Minderheitsanteil als ein Schuldposten belastet, ungeachtet dessen, ob eine Verpflichtung auf Seiten des Inhabers der Minderheitenanteile besteht, für Verluste aufzukommen.

Unternehmenszusammenschlüsse

Der Erwerb von Tochtergesellschaften und Unternehmen wird nach der Erwerbsmethode gebucht. Die Kosten des Unternehmenszusammenschlusses werden als die Summe der beizulegenden Zeitwerte (zum Datum des Erwerbs) der erworbenen Vermögenswerte, der eingegangenen oder übernommenen Schulden und der vom Konzern im Austausch für die Kontrolle über das erworbene Unternehmen ausgegebenen Eigenkapitalinstrumente bewertet. Alle Kosten, die dem Unternehmenszusammenschluss direkt zurechenbar sind, werden der Gewinn- und Verlustrechnung belastet. Die identifizierbaren Vermögenswerte, Schulden und Eventualschulden des erworbenen Unternehmens, die die Voraussetzungen für ihre Erfassung nach den überarbeiteten IFRS 3, „Unternehmenszusammenschlüsse“, erfüllen, werden mit ihren beizulegenden Zeitwerten zum Erwerbsdatum angesetzt.

Die Beteiligung eines Minderheitsgesellschafters am erworbenen Unternehmen wird anfänglich als Anteil des Minderheitsgesellschafters an dem beizulegenden Nettowert der angesetzten Vermögenswerte, Schulden und Eventualschulden bewertet.

Erfassung von Umsätzen

Der Umsatz umfasst den beizulegenden Zeitwert für Dienstleistungen, ohne Mehrwertsteuer, nach Eliminierung von konzerninternen Umsätzen. Der Umsatz wird wie folgt erfasst:

a) Einnahmen aus dem Investment Management

Umsatz, der aus dem Investment Management und anderen damit zusammenhängenden vom Konzern angebotenen Dienstleistungen erzielt wird, wird in der Rechnungsperiode erfasst, in der die Dienstleistungen erbracht werden.

Der Umsatz besteht hauptsächlich aus Provisionserträgen aus Dienstleistungen, die im Zusammenhang mit der Platzierung und der Verwaltung von Anlageprodukten erbracht werden.

Zu Vertragsbeginn erhält der Konzern sofort fällige Abschlussprovisionen, die dem Kunden direkt belastet werden. Weitere laufende Gebühren werden dem Kunden in regelmäßigen Abständen durch Abzug von den angelegten Mitteln belastet.

b) Einnahmen aus dem Investment Banking

Der Umsatz aus dem Investment Banking wird mit Abschluss der zugehörigen Transaktion erfasst.

Sachanlagen

Sachanlagen sind zu Anschaffungs- und Herstellungskosten erfasst. Die Anschaffungs- und Herstellungskosten schließen diejenigen Aufwendungen ein, die anfallen, um den Vermögenswert in einen betriebsbereiten Zustand für seinen beabsichtigten Gebrauch zu bringen. Gewinne und Verluste aus der Veräußerung von Sachanlagen werden durch Bezugnahme auf ihren Buchwert bestimmt und bei der Ermittlung des Betriebsergebnisses berücksichtigt. Der Konzern überprüft den Buchwert von Sachanlagen, wenn die Umstände nahelegen, dass ihr Buchwert möglicherweise nicht erzielbar ist. Die Erzielbarkeit wird anhand des Barwerts des erwarteten künftigen Cashflows beurteilt, unter Einbeziehung der Einkünfte, Betriebskosten und Instandsetzungskosten. Wo dies notwendig ist, ist eine Wertminderung gebucht. Alle Wertminderungen werden in den Verwaltungskosten gebucht.

Abschreibung

Die Abschreibung auf Sachanlagen wird auf linearer Basis unter Verwendung von Abschreibungssätzen berechnet, die dazu gestaltet sind, die Vermögenswerte über ihre vor-

aussichtliche Nutzungsdauer wie folgt abzuschreiben:

Betriebs- und Geschäftsausstattung – 3 bis 10 Jahre lineare Abschreibung.

Immaterielle Vermögenswerte

Erworbene immaterielle Vermögenswerte mit einer bestimmten Nutzungsdauer werden zu Anschaffungs- und Herstellungskosten in Ansatz gebracht und über ihre jeweilige Nutzungsdauer linear abgeschrieben. Die Abschreibungsdauer für immaterielle Vermögenswerte beträgt zwischen 3 und 7 Jahren. Darüber hinausgehende Wertverluste werden durch Buchung einer Wertminderung erfasst. Verluste aufgrund von Wertminderungen werden im folgenden Geschäftsjahr umgekehrt, wenn die Gründe für sie nicht länger bestehen, unter der Voraussetzung, dass dies nicht dazu führt, dass die Buchwerte der Vermögenswerte die fortgeführten Anschaffungskosten, zu denen sie angesetzt worden wären, wenn die Wertminderung nicht erfasst worden wäre, oder ihren aktuellen erzielbaren Wert überschreiten. Der geringere dieser beiden Beträge wird in Ansatz gebracht. Immaterielle Vermögensgegenstände mit unbestimmter Nutzungsdauer werden nicht abgeschrieben. Sie werden jährlich auf Wertminderungen überprüft oder häufiger, wenn eingetretene Ereignisse oder Veränderungen der Umstände auf eine mögliche Wertminderung hindeuten. Alle Wertminderungen werden in den Verwaltungskosten gebucht.

Die Beteiligungen der Gesellschaft an Tochterunternehmen

In ihrem Einzelabschluss erfasst die Gesellschaft ihre Beteiligungen an Tochterunternehmen zu ihrem vom Verwaltungsrat geschätzten Marktwert. Überschüsse aus der Neubewertung der Beteiligungen der Gesellschaft an ihren Tochtergesellschaften werden in eine gesonderte, nicht ausschüttungsfähige Neubewertungsrücklage im Eigenkapital eingestellt.

Besteuerung

Die tatsächlichen Steuern, einschließlich der britischen Körperschaftsteuer und der ausländischen Steuern, sind mit den Beträgen angegeben, deren Zahlung (oder Erstattung) erwartet wird, unter Anwendung der Steuersätze und Steuergesetze, die zum Bilanzstichtag gelten oder in Kürze gelten werden.

Latente Steuern werden in Bezug auf alle temporären Differenzen erfasst, die zum Bilanzstichtag entstanden sind und nicht umgekehrt wurden, wenn die Transaktionen oder die Ereignisse, die zur Verpflichtung zur Zahlung höherer Steuern in der Zukunft oder zum Recht auf Zahlung geringerer Steuern in der Zukunft zum Bilanzstichtag eingetreten sind. Temporäre Differenzen sind Differenzen zwischen den zu versteuernden Gewinnen des Konzerns und seinen Ergebnissen, wie sie im Jahresabschluss angegeben sind, die davon herrühren, dass bei den steuerlichen Veranlagungen Gewinne und Verluste in anderen Rechnungsperioden ein-

bezogen werden als in denjenigen, in denen sie im Jahresabschluss erfasst sind.

Latente Steuerguthaben werden nur dann als erzielbar angesehen und dementsprechend in Ansatz gebracht, wenn es auf der Grundlage aller verfügbarer Nachweise als wahrscheinlich betrachtet werden kann, dass geeignete steuerliche Gewinne vorhanden sein werden, aus denen die zukünftige Umkehrung der zugrunde liegenden temporären Differenzen abgeleitet werden kann.

Der Buchwert latenter Steuerguthaben wird zu jedem Berichtsdatum überprüft und in dem Maße reduziert, in dem es nicht länger wahrscheinlich ist, dass ein ausreichender steuerpflichtiger Gewinn verfügbar sein wird, die vollständige oder teilweise Verwendung des latenten Steuerguthabens zu erlauben. Nicht in Ansatz gebrachte latente Steuerguthaben werden zu jedem Berichtsdatum neu bewertet und in dem Maße erfasst, in dem es wahrscheinlich geworden ist, dass zukünftige steuerpflichtige Gewinne die Inanspruchnahme des latenten Steuerguthabens erlauben werden.

Latente Steuern werden auf der Basis der Steuersätze und Steuergesetze, die zum Bilanzstichtag gelten oder in Kürze gelten werden, zu den durchschnittlichen Steuersätzen bewertet, die in den Rechnungsperioden, in denen die Umkehrung der temporären Differenzen erwartet wird, voraussichtlich Anwendung finden. Latente Steuern werden auf einer nicht abgezinsten Basis bewertet.

Fremdwährungen

Die funktionalen Währungen des Konzerns und der Gesellschaft sind jeweils der Euro und das britische Pfund. Die Darstellungswährung des Konzerns und der Gesellschaft ist der Euro.

Geschäfte, die von Konzernunternehmen in einer anderen Währung abgeschlossen werden als in der Währung des primären wirtschaftlichen Umfelds, in dem das Unternehmen tätig ist, (die „funktionale Währung“) werden zu den Kursen in Ansatz gebracht, die zum Zeitpunkt der Transaktion gelten. Monetäre Vermögenswerte und Schulden in Fremdwährung werden zu den am Berichtsdatum geltenden Kursen umgerechnet.

Nicht monetäre Vermögenswerte und Schulden, die nach ihren historischen Anschaffungs- und Herstellungskosten in einer Fremdwährung bewertet werden, sind zu dem zum Datum der Transaktion geltenden Wechselkurs umgerechnet. In Fremdwährungen bezeichnete nicht monetäre Vermögenswerte und Schulden, die zu ihrem beizulegenden Zeitwert angegeben werden, sind zu den Wechselkursen, die zum jeweiligen Datum der Bestimmung des beizulegenden Zeitwerts galten, umgerechnet.

Im Rahmen der Konsolidierung wurden die Ergebnisse aus den betrieblichen Geschäften zu den Durchschnittskursen in die Darstellungswährung umgerechnet, die zu dem Zeit-

punkt galten, als die Transaktion ausgeführt wurde. Alle Vermögenswerte und Verbindlichkeiten ausländischer Geschäftsbetriebe sind zu dem Kurs umgerechnet, der zum Bilanzstichtag galt. Währungsumrechnungsdifferenzen, die sich aus der Umrechnung des Nettovermögens zu Beginn des Geschäftsjahres zu dem dann geltenden Wechselkurs und dem Geschäftsergebnis zum tatsächlichen Wechselkurs ergeben, werden direkt im Eigenkapital erfasst (die „Währungsumrechnungsrücklage“).

Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente

Zu den Zahlungsmitteln gehören der Kassenbestand, die Guthaben auf Kontokorrentkonten und die kurzfristigen Einlagen mit einer ursprünglichen Laufzeit von 3 Monaten oder weniger zu variablen Zinssätzen.

Finanzielle Vermögenswerte

a) Klassifizierung

Der Konzern teilt seine finanziellen Vermögenswerte in folgende Kategorien ein: erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertete finanzielle Vermögenswerte, Kredite und Forderungen und zur Veräußerung verfügbare finanzielle Vermögenswerte. Die Klassifizierung hängt von dem Zweck ab, zu dem der finanzielle Vermögenswert erworben wurde. Die Geschäftsführung legt die Klassifizierung ihrer finanziellen Vermögenswerte bei ihrer erstmaligen Erfassung fest.

(i) Erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertete finanzielle Vermögenswerte

Erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertete finanzielle Vermögenswerte sind zu Handelszwecken gehaltene finanzielle Vermögenswerte. Ein finanzieller Vermögenswert wird dieser Kategorie zugeordnet, wenn er hauptsächlich zum Zweck seiner kurzfristigen Veräußerung erworben wurde. Derivate werden ebenfalls als zu Handelszwecken gehalten klassifiziert, sofern sie nicht für Sicherungsgeschäfte bestimmt sind. Vermögenswerte in dieser Kategorie werden als kurzfristige Vermögenswerte klassifiziert, wenn sie voraussichtlich innerhalb von 12 Monaten realisiert werden; anderenfalls werden sie als langfristige Vermögenswerte klassifiziert.

(ii) Kredite und Forderungen

Kredite und Forderungen sind nicht derivative finanzielle Vermögenswerte mit festen oder bestimmbaren Zahlungen, die nicht an einem aktiven Markt notiert sind. Sie sind bei den kurzfristigen Vermögenswerten einbezogen, sofern ihre Endfälligkeiten nicht mehr als 12 Monate nach dem Ende des Berichtszeitraums liegen. In dem letztgenannten Fall werden sie als langfristige Vermögenswerte qualifiziert. Die Kredite und Forderungen des Konzerns umfassen in der Konzernbilanz die Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstigen Forderungen und die Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente.

(iii) Zur Veräußerung verfügbare finanzielle Vermögenswerte

Zur Veräußerung verfügbare finanzielle Vermögenswerte sind nicht derivative Vermögenswerte, die entweder in diese Kategorie oder in keine der anderen Kategorien eingeordnet wurden. Sie werden bei den langfristigen Vermögenswerten erfasst, es sei denn, dass die Anlage innerhalb von 12 Monaten ab dem Ende des Berichtszeitraums fällig wird oder die Geschäftsleitung ihre Veräußerung innerhalb dieses Zeitraums beabsichtigt.

b) Erfassung und Bewertung

Alle marktüblichen Käufe oder Verkäufe von finanziellen Vermögenswerten werden zum Handelstag erfasst, dem Datum, an dem sich die Gruppe verpflichtet, den Vermögenswert zu kaufen oder zu verkaufen. Die erstmalige Bewertung von Finanzanlagen erfolgt zum beizulegenden Zeitwert inklusive Transaktionskosten mit Ausnahme der erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Vermögenswerte. Erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertete finanzielle Vermögenswerte werden erstmals zum beizulegenden Zeitwert erfasst und die Transaktionskosten werden als Aufwand in der Gewinn- und Verlustrechnung gebucht. Finanzielle Vermögenswerte werden ausgebucht, wenn die Rechte auf Geldflüsse aus dem Vermögenswert erloschen sind oder der Konzern im Wesentlichen alle mit dem Eigentum verbundenen Risiken und Erträge übertragen hat. Zur Veräußerung verfügbare finanzielle Vermögenswerte und erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertete finanzielle Vermögenswerte werden anschließend zum beizulegenden Zeitwert ausgewiesen. Kredite und Forderungen werden anschließend zu ihren fortgeführten Anschaffungskosten unter Anwendung der Effektivzinsmethode ausgewiesen.

Gewinne oder Verluste, die sich aus Änderungen des beizulegenden Zeitwerts von erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Vermögenswerten ergeben, werden in der Gewinn- und Verlustrechnung des Berichtszeitraums dargestellt, in dem sie eintreten. Dividendeneinkünfte aus erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Vermögenswerten werden in der Gewinn- und Verlustrechnung erfasst, sobald der Rechtsanspruch des Konzerns auf den Bezug der Zahlungen entsteht.

Änderungen des beizulegenden Zeitwerts von monetären und nicht monetären Wertpapieren, die als zur Veräußerung verfügbar klassifiziert sind, werden unter dem sonstigen Ergebnis erfasst.

Wenn als zur Veräußerung verfügbar klassifizierte Wertpapiere verkauft oder wertgemindert sind, werden die kumulierten im Eigenkapital erfassten Anpassungen des beizulegenden Zeitwerts in der Gewinn- und Verlustrechnung als „Gewinne und Verluste aus Wertpapieranlagen“ erfasst.

Die Zinsen aus zur Veräußerung verfügbaren Wertpapieren werden nach der Effektivzinsmethode berechnet und in der Gewinn- und Verlustrechnung als Teil des sonstigen Ergebnisses erfasst. Die Dividenden aus zur Veräußerung verfügbaren Eigenkapitalinstrumenten werden in der Gewinn- und Verlustrechnung erfasst, sobald der Rechtsanspruch des Konzerns auf den Bezug der Zahlungen entsteht.

c) Saldierung von Finanzinstrumenten

Finanzielle Vermögenswerte und Verbindlichkeiten werden saldiert und der Nettobetrag wird in der Konzernbilanz ausgewiesen, wenn ein gesetzlich durchsetzbares Recht zur Verrechnung der erfassten Beträge besteht und deren Saldierung auf Nettobasis beabsichtigt ist oder wenn mit der Realisierung des Vermögenswerts zugleich die Tilgung der Verbindlichkeit beabsichtigt ist.

d) Wertminderungen

Der Konzern überprüft jährlich die Buchwerte seiner langfristigen Vermögenswerte mit begrenzter Nutzungsdauer, um zu bestimmen, ob Anzeichen für eingetretene Wertminderungen an diesen Vermögenswerten vorliegen. Wenn solche Anzeichen bestehen, wird der erzielbare Betrag des Vermögenswerts geschätzt, um das Ausmaß der Wertminderung (sofern vorhanden) zu bestimmen. Erzielt der Vermögenswert keine Zahlungsmittelflüsse, die von anderen Vermögenswerten unabhängig sind, schätzt der Konzern den erzielbaren Betrag der zahlungsmittelgenerierenden Einheit, zu der der Vermögenswert zugehört. Ein immaterieller Vermögenswert mit einer unbestimmten Nutzungsdauer wird jährlich auf Wertminderungen überprüft und wenn Anzeichen dafür vorliegen, dass eine Wertminderung des Vermögenswerts eingetreten sein könnte.

Der erzielbare Betrag ist der höhere Betrag aus dem beizulegenden Zeitwert abzüglich Verkaufskosten und dem Nutzungswert. Bei der Beurteilung des Nutzungswerts werden die geschätzten zukünftigen Cashflows unter Verwendung eines Vorsteuer-Diskontsatzes auf ihre Barwerte abgezinst.

Dieser Abzinsungsfaktor richtet sich nach der aktuellen Markteinschätzung des Zeitwerts des Geldes und den speziellen Risiken des Vermögenswerts, für die die geschätzten künftigen Cashflows nicht angepasst wurden.

Wenn der geschätzte erzielbare Betrag eines Vermögenswertes den Buchwert unterschreitet, wird der Buchwert des Vermögenswertes auf den erzielbaren Betrag vermindert. Ein Wertminderungsaufwand wird umgehend als Aufwand erfasst, es sei denn, der betreffende Vermögenswert wird zu einem neu bewerteten Betrag fortgeführt; in diesem Fall wird der Wertminderungsaufwand als Neubewertungsrückgang behandelt. Wird eine Wertminderung anschließend umgekehrt, wird der Buchwert des Vermögenswerts auf den neu geschätzten erzielbaren Betrag erhöht. Die Erhöhung des Buchwertes ist dabei auf den Wert beschränkt, der bestimmt worden wäre, wenn für den Vermögenswert

in Vorjahren kein Wertminderungsaufwand erfasst worden wäre. Eine Umkehrung von Wertminderungen wird umgehend als Ertrag erfasst, es sei denn, der betreffende Vermögenswert wird zu einem neu bewerteten Betrag fortgeführt; in diesem Fall wird die Umkehrung der Wertminderung als Neubewertungsanstieg behandelt. Wertberichtigungen auf den Geschäfts- oder Firmenwert dürfen jedoch nicht rückgängig gemacht werden.

Finanzielle Verbindlichkeiten

Kreditaufnahmen

Kreditaufnahmen werden erstmals zu ihrem beizulegenden Zeitwert erfasst. Die Kreditaufnahmen werden anschließend zu fortgeführten Anschaffungskosten angesetzt. Etwaige Differenzbeträge zwischen dem Mittelzufluss (nach Abzug der Transaktionskosten) und dem Rückzahlungsbetrag werden über die Laufzeit des Darlehens mit der Effektivzinsmethode in der Gewinn- und Verlustrechnung erfasst.

Vorzugsaktien

Vorzugsaktien der Klassen A, B und C werden als Eigenkapital klassifiziert.

Operating-Leasingverhältnisse

Laufende Mietzahlungen aus operativem Leasing werden über die Laufzeit des Leasingverhältnisses linear in der Gewinn- und Verlustrechnung erfasst.

Unternehmensfortführung

Der Konzernabschluss wurde auf der Basis der Unternehmensfortführung aufgestellt. Der Verwaltungsrat betrachtet diese Basis aus den nachfolgend dargestellten Gründen als sachgerecht.

Der Verwaltungsrat hat die Gewinnprognosen und den Barmittelbedarf für einen Zeitraum von zwölf Monaten ab dem Datum der Genehmigung dieses Jahresabschlusses berücksichtigt. Diese belegen die Fähigkeit des Konzerns, seine Verbindlichkeiten bei Fälligkeit zu begleichen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats haben ebenfalls die vom Financial Reporting Council im Oktober 2009 veröffentlichten Leitlinien „Going Concern and Liquidity Risk: Guidance for Directors of UK Companies 2009“ („Unternehmensfortführung und Liquiditätsrisiko: Leitlinien für die Verwaltungsräte von britischen Gesellschaften 2009“) gelesen und berücksichtigt.

3. WESENTLICHE SCHÄTZUNGEN UND ANNAHMEN BEI DER RECHNUNGSLEGUNG

Der Konzern macht Schätzungen und Annahmen in Bezug auf künftige Entwicklungen. Schätzungen und Annahmen, bei denen ein beträchtliches Risiko besteht, dass sie zu einer wesentlichen Anpassung der Buchwerte von Vermögenswerten und Schulden im nächsten Geschäftsjahr führen, werden unten behandelt.

a) Beizulegender Zeitwert von Wertpapieren

Der beizulegende Zeitwert von Wertpapieren, die nicht in einem aktiven Markt gehandelt werden, wird durch den dem Wertpapier zugrunde liegenden Nettovermögenswert bestimmt. Der Konzern nutzt sein Urteilsvermögen und den Rat externer Fondsverwalter, um den sachgerechten Nettovermögenswert zu bestimmen.

b) Wertminderung von Anlagen in Tochterunternehmen und Forderungen gegen Tochterunternehmen

Die Gesellschaft überprüft jährlich, ob in Bezug auf die Anlagen in Tochterunternehmen und die Forderungen gegen Tochterunternehmen Wertminderungen vorzunehmen sind. Bei dieser Beurteilung sind in beträchtlichem Maß Annahmen zugrunde zu legen. Wenn die Geschäftsleitung diese Beurteilung trifft, bewertet sie unter anderen Faktoren die finanzielle Situation und die kurzfristigen Geschäftsaussichten der Tochtergesellschaft unter Einbeziehung der Branchen- und Sektorleistung und der Veränderungen des operativen bzw. des Finanzierungs-Cashflows.

c) Realisierbarkeit von latenten Steuerguthaben

Zum 31. Dezember 2012 erfasste der Konzern in seiner Bilanz latente Steuerguthaben von 11,7 Mio. € (2011: 0 €) (Anmerkung 15). In Anmerkung 15 sind die latenten Steuerguthaben des Konzerns nach den jeweiligen Typen dargestellt.

Die latenten Steuerguthaben beziehen sich auf steuerliche Verlustvorträge. Die Realisierbarkeit der latenten Steuerguthaben des Konzerns in Bezug auf die vorgetragenen Verluste basiert auf einer Bewertung der voraussichtlich entstehenden steuerpflichtigen Gewinne, die mit diesen Verlusten verrechnet werden können. Die Erwartungen des Konzerns zur Höhe der künftigen zu versteuernden Gewinne berücksichtigen die langfristigen finanziellen und strategischen Pläne des Konzerns und die erwarteten künftigen steuerlichen Anpassungsposten.

Bei dieser Beurteilung wurden die Geschäftspläne, die detaillierten Drei-Jahres-Finanzprognosen und die folgenden künftigen Risikofaktoren berücksichtigt:

- die angenommenen künftigen wirtschaftlichen Erfolgsaussichten, wie sie im Bericht des Verwaltungsrats dargestellt sind; und

- die Verfügbarkeit dieser steuerlichen Verluste in jeder Rechtsordnung zur Verrechnung gegen zukünftige Betriebsgewinne.

Die Summe der latenten Steuerguthaben des Konzerns schließt 11,7 Mio. € (2011: 0 €) ein, die sich auf steuerliche Verlustvorträge beziehen. Die steuerlichen Verluste sind in einzelnen juristischen Personen aufgetreten und werden verwendet, sobald künftige steuerpflichtige Gewinne in diesen juristischen Personen anfallen. Allerdings fallen im Wesentlichen alle ungenutzten steuerlichen Verluste, für die ein latentes Steuerguthaben in Ansatz gebracht wurde, bei der ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG, der ThomasLloyd Private Wealth Management GmbH und der ThomasLloyd Group Ltd an. Das latente Steuerguthaben wird voraussichtlich in den unterschiedlichen juristischen Personen, in denen die Verluste auftreten, über verschiedene Zeiträume genutzt.

Nach dem derzeit in Großbritannien, in Deutschland und in der Schweiz gültigen Steuerrecht gibt es keine Verfallsfrist für ungenutzte steuerliche Verluste. Es wird jedoch erwartet, dass die Verluste bis zum 31. Dezember 2017 vollständig genutzt werden.

4. FINANZIELLES RISIKOMANAGEMENT

Finanzielle Risikofaktoren

Die Aktivitäten des Konzerns setzen ihn einer Reihe von finanziellen Risiken in Bezug auf seine finanziellen Vermögenswerte und seine finanziellen Verbindlichkeiten aus: Marktrisiko (einschließlich Fremdwährungsrisiko), Kreditrisiko und Liquiditätsrisiko. Das Gesamtrisikomanagement des Konzerns konzentriert sich auf die Unvorhersehbarkeit der Finanzmärkte und ist bestrebt, potenziell nachteilige Auswirkungen auf die finanzielle Leistungsfähigkeit des Konzerns zu minimieren.

a) Marktrisiko

Das Marktrisiko ist das Risiko, dass der beizulegende Zeitwert oder die Cashflows eines Finanzinstruments aufgrund von Änderungen bei den Marktpreisen, den Marktzinssätzen oder den Devisenkursen schwanken werden.

Die finanziellen Vermögenswerte des Konzerns werden durch externe Investment Manager verwaltet. Der Konzern überprüft regelmäßig das Ergebnis seiner finanziellen Vermögenswerte.

Der Konzern hat nachrangige Schuldverschreibungen ausgeben, die nicht an einem aktiven Markt gehandelt werden. Diese sind daher nicht den Veränderungen von Marktpreisen ausgesetzt.

Der Konzern ist international geschäftlich tätig und Fremdwährungsrisiken ausgesetzt, die aus dem Engagement in

verschiedenen Währungen entstehen, vorwiegend in Bezug auf den US-Dollar, das britische Pfund und den Schweizer Franken. Ein Wechselkursrisiko entsteht aus zukünftigen Geschäftstransaktionen, aus in Fremdwährung erfassten Vermögenswerten und Verbindlichkeiten und Investitionen in Geschäftstätigkeiten im Ausland. Hierbei werden externe Währungsrisiken außerhalb des Konzerns abgesichert.

b) Kreditrisiko

Der Konzern ist dem Kreditrisiko ausgesetzt, dem Risiko, dass eine Gegenpartei nicht in der Lage sein wird, die von ihr geschuldeten Beträge bei Fälligkeit in vollem Umfang zu zahlen. Das Kreditrisiko entsteht aus Zahlungsmitteln und Zahlungsmitteläquivalenten, Guthaben bei Banken und Finanzinstituten, Darlehen an Gesellschafter sowie offenen Forderungen. Der Konzern beurteilt die Kreditwürdigkeit

der Gegenpartei unter Berücksichtigung ihrer Vermögens- und Finanzlage, früherer Erfahrungen und anderer Faktoren.

Während des Berichtszeitraums wurden keine Kreditlimits überzogen, und die Geschäftsführung rechnet nicht mit Verlusten aus der Nichtleistung dieser Gegenparteien.

c) Liquiditätsrisiko

Das Liquiditätsrisiko ist das Risiko, dass der Konzern nicht in der Lage ist, seine Verbindlichkeiten bei Fälligkeit zu erfüllen. Die nachstehende Tabelle analysiert die nicht derivativen finanziellen Verbindlichkeiten des Konzerns in den entsprechenden Fälligkeitskategorien auf der Grundlage ihrer Restlaufzeit zum Bilanzstichtag bis zu ihrer vertraglichen Endfälligkeit.

VERBINDLICHKEITEN	EUR				
	Weniger als 1 Jahr	Zwischen 1 und 2 Jahren	Zwischen 2 und 5 Jahren	Mehr als 5 Jahre	Summe
Zum 31. Dezember 2012					
Kredite	816.260	4.308.990	3.843.657	0	8.968.907
Nachrangige Schuldverschreibungen	1.159.500	469.500	2.436.000	1.585.000	5.650.000
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	10.729.739	0	0	0	10.729.739
Steuerverbindlichkeiten	130	0	0	0	130
Summe	12.705.629	4.778.490	6.279.657	1.585.000	25.348.776
Zum 31. Dezember 2011					
Kredite	635.408	2.604.934	5.343.701	0	8.584.043
Nachrangige Schuldverschreibungen	0	0	431.592	231.731	663.323
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	4.220.660	0	0	0	4.220.660
Steuerverbindlichkeiten	167.053	0	0	0	167.053
Summe	5.023.121	2.604.934	5.775.293	231.731	13.635.079

Schätzung des beizulegenden Zeitwerts

Die nachstehende Tabelle analysiert die zum beizulegenden Zeitwert erfassten Finanzinstrumente entsprechend der Bewertungsmethode. Die verschiedenen Kategorien sind wie folgt festgelegt:

- notierte Preise (unbereinigt) in aktiven Märkten für identische Vermögenswerte oder Schulden (Level 1);
- andere Vorgaben als notierte Preise, die von der Kategorie Level 1 umfasst sind, die für den Vermögenswert

oder die Schuld entweder direkt (das heißt als Preise) oder indirekt (das heißt aus Preisen abgeleitet) zu beobachten sind (Level 2);

- Vorgaben für den Vermögenswert oder die Schuld, die nicht auf beobachtbaren Marktdaten aufbauen (das heißt nicht beobachtbare Angaben) (Level 3).

Die folgende Tabelle stellt die Vermögenswerte des Konzerns dar, die zum beizulegenden Zeitwert bewertet werden.

VERMÖGENSWERTE	EUR			
	Level 1	Level 2	Level 3	Summe
Wertpapiere	0	0	3.486.675	3.486.675
Summe Vermögenswerte	0	0	3.486.675	3.486.675

Der beizulegende Zeitwert von Finanzinstrumenten, die in einem aktiven Markt gehandelt werden, stützt sich auf die notierten Marktpreise zum Ende des Berichtszeitraums. Ein Markt wird als aktiv betrachtet, wenn notierte Preise an einer Börse, von einem Händler, einem Broker, einer Branchengruppe, einem Preisberechnungsservice oder einer Aufsichtsbehörde leicht und regelmäßig erhältlich sind und diese Preise aktuelle und regelmäßig auftretende Markttransaktionen wie unter unabhängigen Dritten darstellen.

Der beizulegende Zeitwert von Finanzinstrumenten, die nicht an einem aktiven Markt gehandelt werden, wird mithilfe von Bewertungstechniken bestimmt. Diese Bewertungstechniken maximieren den Einsatz von beobachtbaren Marktdaten, wo diese verfügbar sind, und greifen so wenig wie möglich auf unternehmensspezifische Schätzungen zurück. Können alle wesentlichen Vorgaben, die zur Bestimmung des beizulegenden Zeitwerts eines Finanzinstruments erforderlich sind, beobachtet werden, wird das Instrument in die Kategorie Level 2 eingestuft.

Wenn eine oder mehrere der wesentlichen Vorgaben nicht auf beobachtbaren Marktdaten beruhen, wird das Finanzinstrument in die Kategorie Level 3 eingestuft.

Kapitalmanagement

Die Ziele des Konzerns beim Kapitalmanagement bestehen in der Sicherung seiner Fähigkeit, die Unternehmensfortführung aufrechtzuerhalten.

Um die Kapitalstruktur aufrechtzuerhalten oder anzupassen, kann der Konzern Anpassungen an den Rückflüssen an die Gesellschafter vornehmen, neue Aktien ausgeben oder zur Reduzierung der Schulden Vermögenswerte verkaufen.

5. SEGMENTINFORMATIONEN

Die Geschäftsführung betrachtet die Konzerntätigkeit des Investmentgeschäfts, bestehend aus Investment Management und Investment Banking, für die Zwecke der Zuweisung von Ressourcen und der Beurteilung der betrieblichen Leistung als ein operatives Segment. Dementsprechend erfolgt keine Segmentberichterstattung.

6. ANGABEN ZUM PERSONAL

Vergütung des Personals

KONZERN	EUR	
	2012	2011
Löhne und Gehälter	3.496.185	2.744.111
Sozialabgaben	267.879	215.033
	3.764.064	2.959.144

Aufschlüsselung des Personals

Die durchschnittliche monatliche Zahl der Arbeitnehmer gestaltete sich während des Berichtszeitraums wie folgt:

KONZERN (ANGESTELLTE)	ZAHL	
	2012	2011
Investmentgeschäft	22	16
Verwaltung	13	22
Mitglieder des Verwaltungsrats	3	3
	38	41

PERSONAL AUF BERATERBASIS IN VOLLZEITÄQUIVALENTEN	ZAHL	
	2012	2011
Investmentgeschäft	65	48
Verwaltung	0	0
Mitglieder des Verwaltungsrats	0	0
	65	48

Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats

Die an die Mitglieder des Verwaltungsrats gezahlten fixen und variablen Gesamtbezüge betrugen 1.936.059 EUR (2011 – 965.993 EUR). Die Bezüge des am höchsten bezahlten Verwaltungsratsmitglieds betrugen 900.000 EUR (2011 – 565.344 EUR).

7. BETRIEBSVERLUST

Der Betriebsverlust ist nach Abzug folgender Positionen angegeben:

BETRIEBSVERLUST	EUR	
	2012	2011
Abschreibungen - eigene Vermögenswerte	76.961	77.127
Abschreibung	158.280	74.874
Vergütung der Abschlussprüfer - Muttergesellschaft und Konzernabschluss	59.569	35.000
Vergütung der Abschlussprüfer - andere Abschlussprüfer	93.129	123.437

8. ZINSAUFWENDUNGEN UND ÄHNLICHE AUFWENDUNGEN

ZINSAUFWENDUNGEN UND ÄHNLICHE AUFWENDUNGEN	EUR	
	2012	2011
Zinsen auf Darlehen	492.489	727.733
Sonstige Zinsen	127.353	115.146
	619.842	842.879

9. BESTEUERUNG

BESTEUERUNG	EUR	
	2012	2011
Latente Steuern – Entstehung und Umkehrung von temporären Differenzen	(11.732.604)	0
Tatsächliche Steuern vom Ertrag für das Geschäftsjahr	0	0
Ertragssteueranrechnung	(11.732.604)	0
Überleitung		
Ergebnis vor Steuern	(8.216.388)	(8.166.085)
Steueraufwand bei 26,8 % (31.12.11: 26,5 %)	(2.201.992)	(2.164.013)
Faktoren, die den Steueraufwand beeinflussen:		
Verlustvorträge	2.201.992	2.164.013
Latentes Steuerguthaben aus zuvor nicht erfassten steuerlichen Verlustvorträgen	(11.732.604)	0
Auslandsbesteuerung	0	0
	(11.732.604)	0

Die latenten Steuerguthaben zum 31. Dezember 2012 beziehen sich nur auf steuerliche Verlustvorträge. Bei der Bestimmung des Betrags der latenten Steuerguthaben

hat der Konzern Prognosen verwendet, die auf den Geschäftsplänen, den verfügbaren Möglichkeiten zur Steuerplanung und anderen relevanten Überlegungen aufbauen. Die latenten Steuerguthaben bestehen in Bezug auf steuerliche Verlustvorträge im Großbritannien, die rund 8,9 Mio. € betragen, steuerliche Verlustvorträge in der Schweiz von rund 11,4 Mio. € und steuerliche Verlustvorträge in Deutschland von rund 23,6 Mio. €. Die verwendeten Steuersätze betragen 23 % (Großbritannien), 25 % (Schweiz) und 29 % (Deutschland).

10. VERLUST DER MUTTERGESELLSCHAFT

Nach Abschnitt 408 des Companies Act 2006 wird die Gewinn- und Verlustrechnung der Muttergesellschaft nicht als Bestandteil dieses Jahresabschlusses dargestellt. Der Verlust der Muttergesellschaft betrug für das Geschäftsjahr 4.256.103 € (2011: 7.596.488 €). Der Verlust der Muttergesellschaft für das Geschäftsjahr berücksichtigt die Belastung mit 1.496.591 € nicht realisierten Fremdwährungsverlusten (2011: 1.096.652 €).

11. SACHANLAGEN

Die Sachanlagen schließen die Betriebs- und Geschäftsausstattung ein.

SACHANLAGEN	EUR	
	Konzern	Gesellschaft
Zum 31. Dezember 2011		
Anschaffungs- oder Herstellungskosten		
Zum 1. Januar 2011	423.524	76.604
Zugänge	85.337	0
Abgänge	0	0
Zum 31. Dezember 2011	508.861	76.604
Abschreibung		
Zum 1. Januar 2011	199.199	23.369
Aufwand für Geschäftsjahr	77.127	7.660
Zum 31. Dezember 2011	276.326	31.029
Zum 31. Dezember 2012		
Anschaffungs- oder Herstellungskosten		
Zum 1. Januar 2012	508.861	76.604
Zugänge	38.376	0
Abgänge	0	0
Zum 31. Dezember 2012	547.237	76.604
Abschreibung		
Zum 1. Januar 2012	276.326	31.029
Aufwand für Geschäftsjahr	76.961	7.660
Zum 31. Dezember 2012	353.287	38.689
Nettobuchwert		
Zum 1. Januar 2011	53.235	53.235
Zum 31. Dezember 2011	232.535	45.575
Zum 31. Dezember 2012	193.950	37.915

12. IMMATERIELLE VERMÖGENSWERTE

Zu den immateriellen Vermögenswerten zählen Franchiselizenzen, Marken, Patente und ähnliche Rechte (EDV-Software).

IMMATERIELLE VERMÖGENSWERTE	EUR	
	Konzern	Gesellschaft
Zum 31. Dezember 2011		
Anschaffungs- oder Herstellungskosten		
Zum 1. Januar 2011	94.987	0
Zugänge	176.976	0
Abgänge	0	0
Zum 31. Dezember 2011	271.963	0
Abschreibung		
Zum 1. Januar 2011	1.595	0
Aufwand für Geschäftsjahr	74.873	0
Zum 31. Dezember 2011	76.468	0
Zum 31. Dezember 2012		
Anschaffungs- oder Herstellungskosten		
Zum 1. Januar 2012	271.963	0
Zugänge	4.362	0
Abgänge	0	0
Zum 31. Dezember 2012	276.325	0
Abschreibung		
Zum 1. Januar 2012	76.468	0
Aufwand für Geschäftsjahr	158.280	0
Zum 31. Dezember 2012	234.748	0
Nettobuchwert		
Zum 1. Januar 2011	93.392	0
Zum 31. Dezember 2011	195.495	0
Zum 31. Dezember 2012	41.577	0

13. FINANZIELLE VERMÖGENSWERTE

FINANZINSTRUMENTE DES KONZERNS NACH KATEGORIEN

EUR

	Kredite und Forderungen	Vermögenswerte erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertet	Zur Veräußerung verfügbar	Summe
31. Dezember 2012				
Vermögenswerte entsprechend dem Bilanzausweis				
Finanzielle Vermögenswerte	0	3.295.737	192.938	3.488.675
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen				
- Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	9.995.414	0	0	9.995.414
- Kredite	3.604.732	0	0	3.604.732
Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente	1.163.672	0	0	1.163.672
Summe	14.763.818	3.295.737	192.938	18.252.493
31. Dezember 2011				
Vermögenswerte entsprechend dem Bilanzausweis				
Finanzielle Vermögenswerte	0	3.787.665	166.516	3.954.181
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen				
- Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	2.265.454	0	0	2.265.454
- Kredite	3.340.191	0	0	3.340.191
Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente	93.013	0	0	93.013
Summe	5.698.658	3.787.665	166.516	9.652.839

Anzahlungen sind von den Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstigen Forderungen ausgenommen, da diese Analyse nur für die Finanzinstrumente erforderlich ist.

FINANZINSTRUMENTE DER MUTTERGESELLSCHAFT NACH KATEGORIEN

EUR

	Kredite und Forderungen	Vermögenswerte erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertet	Zur Veräußerung verfügbar	Summe
31. Dezember 2012				
Vermögenswerte entsprechend dem Bilanzausweis				
Finanzielle Vermögenswerte				
- Anlagen in Tochterunternehmen	0	0	30.707.291	30.707.291
- Wertpapiere	0	3.295.734	0	3.295.734
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen				
- Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	27.341.762	0	0	27.341.762
- Kredite	3.604.732	0	0	3.604.732
Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente	1.749	0	0	1.749
Summe	30.948.243	3.295.734	30.707.291	64.951.268
31. Dezember 2011				
Vermögenswerte entsprechend dem Bilanzausweis				
Finanzielle Vermögenswerte				
- Anlagen in Tochterunternehmen	0	0	30.707.291	30.707.291
- Wertpapiere	0	3.787.666	0	3.787.666
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen				
- Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Forderungen	18.763.301	0	0	18.763.301
- Kredite	3.340.191	0	0	3.340.191
Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente	617	0	0	617
Summe	22.104.109	3.787.666	30.707.291	56.599.066

Anzahlungen sind von den Forderungen aus Lieferungen und Leistungen und sonstigen Forderungen ausgenommen, da diese Analyse nur für die Finanzinstrumente erforderlich ist.

ANLAGEN DER MUTTERGESELLSCHAFT
IN TOCHTERUNTERNEHMEN

EUR

	2012	2011
Anteile an Konzernunternehmen		
Zum 1. Januar	30.707.291	16.669.254
Zugänge im Geschäftsjahr	0	14.038.037
Zum 31. Dezember	30.707.291	30.707.291

Die zum Bilanzdatum einbezogenen Tochtergesellschaften der Gesellschaft sind:

TOCHTERGESELLSCHAFTEN

Firma	Land der Gründung	Klasse	Anteil	Art der Geschäftstätigkeit
ThomasLloyd Private Wealth Management GmbH	Deutschland	Anteilseigner	100 %	Investment Management
ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG	Schweiz	Aktionär	100 %	Investment Management
ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC	USA	Gesellschafter	100 %	Investment Management
ThomasLloyd Capital LLC*	USA	Gesellschafter	100 %	Investment Banking
Cleantech Infrastruktur GmbH	Deutschland	Anteilseigner	100 %	Corporate Center

* Eine Tochtergesellschaft der ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC.

14. FINANZIELLE VERBINDLICHKEITEN

FINANZIELLE VERBINDLICHKEITEN KONZERN

	EUR
Verbindlichkeiten entsprechend dem Bilanzausweis	Verbindlichkeiten zu fortgeführten Anschaffungskosten
31. Dezember 2012	
Langfristig	
Kredite	8.152.647
Nachrangige Schuldverschreibungen	4.490.500
	12.643.147
Kurzfristig	
Kredite	816.260
Nachrangige Schuldverschreibungen	1.159.500
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	10.729.739
Steuerverbindlichkeiten	130
	12.705.629
Summe	25.348.776
31. Dezember 2011	
Langfristig	
Kredite	8.204.654
Nachrangige Schuldverschreibungen	663.323
	8.867.977
Kurzfristig	
Kredite	379.389
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	4.220.660
Steuerverbindlichkeiten	167.053
	4.767.102
Summe	13.635.079

FINANZIELLE VERBINDLICHKEITEN GESELLSCHAFT

	EUR
Verbindlichkeiten entsprechend dem Bilanzausweis	Verbindlichkeiten zu fortgeführten Anschaffungskosten
31. Dezember 2012	
Langfristig	
Kredite	8.152.647
	8.152.647
Kurzfristig	
Kredite	816.260
Nachrangige Schuldverschreibungen	5.650.000
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	11.842.806
	18.309.066
Summe	26.461.713
31. Dezember 2011	
Langfristig	
Kredite	8.584.043
	8.584.043
Kurzfristig	
Kredite	0
Nachrangige Schuldverschreibungen	663.323
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	7.144.497
	7.807.820
Summe	16.391.863

Sämtliche Kredite und nachrangige Schuldverschreibungen sind unbesicherte Verpflichtungen des Konzerns. Auf die Kredite werden Jahreszinsen zwischen 6,5 % und 12 % gezahlt. Die nachrangigen Schuldverschreibungen haben kein festes Fälligkeitsdatum. Sie werden mit einem Coupons von 3,75 % bis 5 % p.a. verzinst.

15. LATENTE ERTRAGSTEUERN

Latente Ertragssteuern

Die Analyse der latenten Ertragssteuern gestaltet sich wie folgt:

LATENTE STEUERGUTHABEN – BEZÜGLICH VERFÜGBARER STEUERLICHER VERLUSTE (ANM. 9)			EUR
KONZERN	2012	2011	
Latente Steuerguthaben, die nach mehr als 12 Monaten genutzt werden sollen	9.447.604	0	
Latente Steuerguthaben, die innerhalb von 12 Monaten genutzt werden sollen	2.285.000	0	
Latente Steuerguthaben gesamt	11.732.604	0	

Die latenten Steuerguthaben werden für steuerliche Verlustvorträge in Ansatz gebracht, soweit die Realisierung des damit verbundenen Steuerguthabens durch zukünftige steuerpflichtige Gewinne wahrscheinlich ist. Der Konzern hat latente Steuerguthaben von € 3,4 Mio. (2011: € 15 Mio.) in Bezug auf Verluste in Höhe von € 14,8 Mio. (2011: € 57,0 Mio.) nicht in Ansatz gebracht.

Der Verwaltungsrat hat Prognosen aufgestellt, die darauf hindeuten, dass das latente Steuerguthaben bis zum 31. Dezember 2017 umgekehrt wird.

LATENTE STEUERGUTHABEN – BEZÜGLICH VERFÜGBARER STEUERLICHER VERLUSTE			EUR
GESELLSCHAFT	2012	2011	
Latente Steuerguthaben, die nach mehr als 12 Monaten genutzt werden sollen	1.007.836	0	
Latente Steuerguthaben, die innerhalb von 12 Monaten genutzt werden sollen	1.035.000	0	
Latente Steuerguthaben gesamt	2.042.836	0	

16. FORDERUNGEN AUS LIEFERUNGEN UND LEISTUNGEN UND SONSTIGE FORDERUNGEN

FORDERUNGEN		EUR	
	2012	2011	
	Konzern	Gesellschaft	Konzern Gesellschaft
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen	1.421.898	0	898.227 0
Forderungen an Konzernunternehmen	0	19.515.296	0 17.676.124
Kreditforderungen	3.604.732	3.604.732	3.340.191 3.340.191
Anzahlungen	6.671.512	6.671.512	8.368.430 8.368.430
Sonstige Forderungen	8.573.517	7.826.466	1.367.227 1.087.177
	20.271.659	37.618.006	13.974.075 30.471.922
Abzüglich des nicht kurzfristigen Anteils von Anzahlungen	(5.154.615)	(5.154.615)	(6.192.969) (6.192.969)
	15.117.044	32.463.391	7.781.106 24.278.953

17. VERBINDLICHKEITEN AUS LIEFERUNGEN UND LEISTUNGEN UND SONSTIGE VERBINDLICHKEITEN

VERBINDLICHKEITEN		EUR	
	2012	2011	
	Konzern	Gesellschaft	Konzern Gesellschaft
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen	737.069	9.826	954.376 91.597
Kreditverbindlichkeiten	0	816.260	0 0
Verbindlichkeiten gegenüber Konzernunternehmen	0	11.832.980	0 4.673.535
Nachrangige Schuldverschreibungen	0	5.650.000	0 663.323
Sozialabgaben und sonstige Steuern	130	0	167.053 0
Sonstige Verbindlichkeiten	9.573.708	0	2.992.853 2.337.498
Passive Rechnungsabgrenzungsposten	418.962	0	273.431 41.867
	10.729.869	18.309.066	4.387.713 7.807.820

18. VERPFLICHTUNGEN AUS OPERATING-LEASINGVERHÄLTNISSEN

Zum 31. Dezember 2012 hatte der Konzern insgesamt folgende Mindestleasingverpflichtungen aus unkündbaren Operating-Leasingverhältnissen:

GEBÄUDE UND ANLAGEN DES KONZERNS	EUR	
	2012	2011
Restlaufzeit		
Bis zu einem Jahr	44.408	28.991
Zwischen zwei und fünf Jahren	1.181.097	1.487.478
	1.225.505	1.516.469

19. GEZEICHNETES KAPITAL

GENEHMIGT, AUSGEGEBEN UND IN VOLLER HÖHE EINGEZAHLT	EUR	
	2012	2011
124.284.600 Stammaktien der Klasse A zu je GBP 0,01	1.802.922	1.802.922
224.431.000 Stammaktien der Klasse B zu je GBP 0,01	3.041.893	3.041.893
53.347.138 Stammaktien der Klasse C zu je EUR 1,00	53.347.138	51.695.745
1.500.000 Vorzugsaktien der Klasse A zu je EUR 1,00	1.500.000	1.500.000
5.500.000 Vorzugsaktien der Klasse B zu je EUR 1,00	5.500.000	5.500.000
25.000.000 Vorzugsaktien der Klasse C zu je EUR 1,00	25.000.000	25.000.000
	90.191.953	88.540.560

In diesem Jahr wurden weitere 1.651.393 Stammaktien der Klasse C zu je 1,00 € zum Nennwert gegen Bareinzahlung ausgegeben, um zusätzliches Betriebskapital zur Verfügung zu stellen.

20. OBERSTE MUTTERGESELLSCHAFT UND OBERSTE BEHERRSCHENDE PARTEI

Die oberste Muttergesellschaft ist die ThomasLloyd Investments AG, eine in Österreich gegründete Gesellschaft. Die oberste beherrschende Partei ist T. U. Michael Sieg aufgrund seines Anteils von 100 % der stimmberechtigten Anteile an der ThomasLloyd Group Ltd.

21. EVENTUALVERBINDLICHKEITEN

Die Gesellschaft hat Vereinbarungen zur finanziellen Unterstützung mit ihren Tochterunternehmen ThomasLloyd Private Wealth Management GmbH, ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG und ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC geschlossen. Zusätzlich hat die ThomasLloyd Group Ltd für die von der Cleantech Infrastruktur GmbH ausgegebenen nachrangigen Schuldverschreibungen eine Patronatserklärung abgegeben.

22. ANGABEN ÜBER BEZIEHUNGEN ZU NAHESTEHENDEN UNTERNEHMEN UND PERSONEN

Zum Bilanzstichtag wurden dem Konzern folgende Beträge von den Mitgliedern des Verwaltungsrats geschuldet:

T. U. Michael Sieg: 3.604.732 € (2011: 3.340.191 €). Auf dieses Darlehen werden Zinsen in Höhe von 4,7 % p.a. berechnet.

Die folgenden Unternehmen werden aufgrund gemeinsamer Geschäftsführung, Kontrolle oder Eigentümerstellung als nahestehende Unternehmen betrachtet:

- ThomasLloyd Holdings Ltd.
- ThomasLloyd Private Wealth GmbH
- Cleantech Management GmbH
- Cleantech Treuermögen GmbH
- Cleantech Projektgesellschaft mbH
- ThomasLloyd Investments AG
- DKM Global Opportunities Fonds 01 GmbH
- Hugh Johnson Advisors LLC
- Alle Tochtergesellschaften der ThomasLloyd Group Ltd

Zum Bilanzstichtag betrugen die Verbindlichkeiten des Konzerns an/(von) diesen Gesellschaften:

GESELLSCHAFTEN	EUR
ThomasLloyd Holdings Ltd.	(78.206)
ThomasLloyd Private Wealth GmbH	(704.698)
Cleantech Management GmbH	(80.612)
Cleantech Projektgesellschaft mbH	7.540.035
ThomasLloyd Investments AG	(7.018.884)

Die konzerninternen Salden zwischen der ThomasLloyd Group Ltd und ihren Tochtergesellschaften sind in den Anmerkungen 14 und 16 enthalten.

Während des Geschäftsjahres erhielt/(zahlte) der Konzern folgende Beträge von/(an) nahestehende Unternehmen und Personen:

UNTERNEHMEN UND PERSONEN	EUR
Zeichnung von Anteilen der DKM Global Opportunities Fonds 01 GmbH an der Muttergesellschaft	1.651.393
Platzierungs- und Folgeprovisionszahlungen von der ThomasLloyd Investments AG	2.887.480
Folgeprovisionszahlungen von der DKM Global Opportunities Fonds 01 GmbH	258.935
Platzierungs- und Folgeprovisionszahlungen von der ThomasLloyd Private Wealth GmbH	545.547
Verwaltungsgebühren ThomasLloyd Private Wealth GmbH	494.320
Platzierungsprovisionszahlungen von der Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co KG 1, 2, 3 und 4	9.823.075

Ferner kaufte im Geschäftsjahr die ThomasLloyd Group Ltd 100 Anteile eines vom Konzern verwalteten Investmentfonds für 90.717 € von Nermin Sieg, der Ehefrau von T.U. Michael Sieg, einem Mitglied des Verwaltungsrats.

Den Mitgliedern des Verwaltungsrats wird zusätzlich eine Dienstwohnung zur Verfügung gestellt. Die dem Konzern hierfür anfallenden jährlichen Mietkosten betragen 44.340 €.

18.31. Anleihebedingungen der Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/2 Namensschuldverschreibung
Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

§ 5 Laufzeit, Kündigung, Rückzahlung, Fälligkeit, Rückerwerb, Übertragung, Verlust von Urkunden

(...)

2. Rückzahlungsbetrag. Der Rückzahlungsbetrag wird von der Berechnungsstelle wie folgt berechnet: Nominaler Gesamtnennbetrag der begebenen Teilschuldverschreibungen multipliziert mit der gem. folgender lit. a) berechneten Index-Verhältniszahl. Sollte der so ermittelte Rückzahlungsbetrag niedriger sein als 103,75% des nominalen Gesamtnennbetrags, dann entspricht der Rückzahlungsbetrag 103,75% des nominalen Gesamtnennbetrages.

a) Berechnungstag der Index-Verhältniszahl. Die anzuwendende „Index-Verhältniszahl“ wird an dem Bankarbeitstag, der vor dem letzten Fälligkeitstag liegt, von der Berechnungsstelle ermittelt. Die „Index-Verhältniszahl“ wird in Bezug auf den Berechnungstag wie folgt berechnet:

Wert des Referenzindex zum Berechnungstag/114,90 (bzw. Wert zum Begebungszeitpunkt)

wobei der „Wert des Referenzindex am Berechnungstag“ der in Bezug auf den des zweiten Monats vor dem Berechnungstag liegenden Monat berechnete unrevidierte Harmonisierte Verbraucherpreisindex (HVPI), Gesamtindex ohne Tabak-Index (EU 27 Länder) in der Europäischen Union ist. Der Wert des Referenzindex zum Berechnungstag und die Index-Verhältniszahl werden erforderlichenfalls bis auf die dritte Dezimalstelle gekürzt und auf die nächstliegend zweite Dezimalstelle gerundet. Soweit der Wert des Referenzindex an dem Berechnungstag kleiner als 114,90 (bzw. Wert zum Begebungszeitpunkt) ist, wird bei der Berechnung des Indexverhältnisses als Wert 114,90 (bzw. Wert zum Begebungszeitpunkt) zugrunde gelegt.

b) Vorläufiger Referenzindex. Soweit an dem Berechnungstag der Wert des Referenzindex nur auf vorläufiger Basis veröffentlicht ist, so wird der vorläufige Wert des Referenzindex der Berechnung der Index-Verhältniszahl zugrunde gelegt. Eine Anpassung des Rückzahlungsbetrags nach der Veröffentlichung des endgültigen Werts des Referenzindex findet nicht statt. Gleiches gilt sinngemäß im Falle einer Überarbeitung und/oder Änderung des Referenzindex nach seiner Erstveröffentlichung, es sei denn, es handelt sich um eine Neufestsetzung des Index-Referenzzeitraums. Eine Neufestsetzung liegt vor, wenn der Referenzindex durch eine sog. Basisjahrrevision auf 100 gesetzt wird. Im Falle einer solchen Basisjahrrevision wird der basisjahrrevidierte Referenzindex der Ermittlung der Index-Verhältniszahl zugrunde gelegt. Die Berechnungsstelle ist in diesem Fall berechtigt und verpflichtet, die Anpassungen vorzunehmen, die erforderlich und ihrer Auffassung nach geeignet sind, um sicherzustellen, dass die Index-Verhältniszahl nach der Basisjahrrevision derjenigen vor der Basisjahrrevision entspricht.

c) Korrektur Referenzindex. Im Falle einer Korrektur des Referenzindex nach seiner Veröffentlichung aufgrund eines offensichtlichen Irrtums wird die Berechnungsstelle den korrigierten Referenzindex der Ermittlung des Rückzahlungsbetrages zugrunde legen.

d) Ersatzreferenzindex. Kann an dem Berechnungstag kein vorläufiger oder endgültiger Wert des Referenzindex festgestellt werden und ist kein Ersatzindex gemäß folgendem lit. e) bestimmt worden, so tritt an die Stelle des „Wertes des Referenzindex am Berechnungstag“ der letzte von der EUROSTAT veröffentlichte Wert des Referenzindex als Ersatzreferenzindex.

e) Ersatzindex. Wenn der Referenzindex nicht länger durch die EUROSTAT berechnet oder veröffentlicht wird und die Berechnung und Veröffentlichung durch eine andere Stelle erfolgt und/oder der Referenzindex durch einen Nachfolgeindex ersetzt worden ist, dessen Berechnung mit der gleichen oder im Wesentlichen gleichen Formel und/oder Berechnungsmethode erfolgt, dann gilt der so berechnete und veröffentlichte Index als Referenzindex.

f) Nachfolgeindex. Wenn an dem Berechnungstag der Referenzindex nicht länger berechnet und veröffentlicht wird und vorstehende lit. e) keine Anwendung findet, bestimmt die Berechnungsstelle einen alternativen Verbraucherpreisindex, der ihrer Auffassung nach dem Referenzindex wirtschaftlich am nächsten kommt. Der so bestimmte Index gilt dann als Referenzindex.

g) Festsetzungen. Alle Festsetzungen von zahlbaren Zinsen sowie sämtliche Feststellungen, Einschätzungen, Ansichten und/oder Entscheidungen der Berechnungsstelle im Rahmen dieses § 5 der Anleihebedingungen sind für die Gesellschaft und die Anleihegläubiger verbindlich. Der Rückzahlungsbetrag wird erforderlichenfalls auf die dritte Dezimalstelle gekürzt und auf die nächste zweite Dezimalstelle gerundet.

(...)

18.32. Anleihebedingungen der Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/4 Namensschuldverschreibung
Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

§ 5 Laufzeit, Kündigung, Rückzahlung, Fälligkeit, Rückerwerb, Übertragung, Verlust von Urkunden

(...)

2. Rückzahlungsbetrag. Der Rückzahlungsbetrag wird von der Berechnungsstelle wie folgt berechnet: Nominaler Gesamtnennbetrag der begebenen Teilschuldverschreibungen multipliziert mit der gem. folgender lit. a) berechneten Index-Verhältniszahl. Sollte der so ermittelte Rückzahlungsbetrag niedriger sein als 106,5% des nominalen Gesamtnennbetrags, dann entspricht der Rückzahlungsbetrag 106,5% des nominalen Gesamtnennbetrages.

a) Berechnungstag der Index-Verhältniszahl. Die anzuwendende „Index-Verhältniszahl“ wird an dem Bankarbeitstag, der vor

dem letzten Fälligkeitstag liegt, von der Berechnungsstelle ermittelt. Die „Index-Verhältniszahl“ wird in Bezug auf den Berechnungstag wie folgt berechnet:

Wert des Referenzindex zum Berechnungstag/114,90 (bzw. Wert zum Begebungszeitpunkt)

wobei der „Wert des Referenzindex am Berechnungstag“ der in Bezug auf den des zweiten Monats vor dem Berechnungstag liegenden Monat berechnete unrevidierte Harmonisierte Verbraucherpreisindex (HVPI), Gesamtindex ohne Tabak-Index (EU 27 Länder) in der Europäischen Union ist. Der Wert des Referenzindex zum Berechnungstag und die Index-Verhältniszahl werden erforderlichenfalls bis auf die dritte Dezimalstelle gekürzt und auf die nächstliegend zweite Dezimalstelle gerundet. Soweit der Wert des Referenzindex an dem Berechnungstag kleiner als 114,90 (bzw. Wert zum Begebungszeitpunkt) ist, wird bei der Berechnung des Indexverhältnisses als Wert 114,90 (bzw. Wert zum Begebungszeitpunkt) zugrunde gelegt.

b) Vorläufiger Referenzindex. Soweit an dem Berechnungstag der Wert des Referenzindex nur auf vorläufiger Basis veröffentlicht ist, so wird der vorläufige Wert des Referenzindex der Berechnung der Index-Verhältniszahl zugrunde gelegt. Eine Anpassung des Rückzahlungsbetrags nach der Veröffentlichung des endgültigen Werts des Referenzindex findet nicht statt. Gleiches gilt sinngemäß im Falle einer Überarbeitung und/oder Änderung des Referenzindex nach seiner Erstveröffentlichung, es sei denn, es handelt sich um eine Neufestsetzung des Index-Referenzzeitraums. Eine Neufestsetzung liegt vor, wenn der Referenzindex durch eine sog. Basisjahrrevision auf 100 gesetzt wird. Im Falle einer solchen Basisjahrrevision wird der basisjahrrevidierte Referenzindex der Ermittlung der Index-Verhältniszahl zugrunde gelegt. Die Berechnungsstelle ist in diesem Fall berechtigt und verpflichtet, die Anpassungen vorzunehmen, die erforderlich und ihrer Auffassung nach geeignet sind, um sicherzustellen, dass die Index-Verhältniszahl nach der Basisjahrrevision derjenigen vor der Basisjahrrevision entspricht.

c) Korrektur Referenzindex. Im Falle einer Korrektur des Referenzindex nach seiner Veröffentlichung aufgrund eines offensichtlichen Irrtums wird die Berechnungsstelle den korrigierten Referenzindex der Ermittlung des Rückzahlungsbetrages zugrunde legen.

d) Ersatzreferenzindex. Kann an dem Berechnungstag kein vorläufiger oder endgültiger Wert des Referenzindex festgestellt werden und ist kein Ersatzindex gemäß folgendem lit. e) bestimmt worden, so tritt an die Stelle des „Wertes des Referenzindex am Berechnungstag“ der letzte von der EUROSTAT veröffentlichte Wert des Referenzindex als Ersatzreferenzindex.

e) Ersatzindex. Wenn der Referenzindex nicht länger durch die EUROSTAT berechnet oder veröffentlicht wird und die Berechnung und Veröffentlichung durch eine andere Stelle erfolgt und/oder der Referenzindex durch einen Nachfolgeindex ersetzt worden ist, dessen Berechnung mit der gleichen oder im Wesentlichen gleichen Formel und/oder Berechnungsmethode erfolgt, dann gilt der so berechnete und veröffentlichte Index als Referenzindex.

f) Nachfolgeindex. Wenn an dem Berechnungstag der Referenzindex nicht länger berechnet und veröffentlicht wird und vorstehende lit. e) keine Anwendung findet, bestimmt die Berechnungsstelle einen alternativen Verbraucherpreisindex, der ihrer Auffassung nach dem Referenzindex wirtschaftlich am nächsten kommt. Der so bestimmte Index gilt dann als Referenzindex.

g) Festsetzungen. Alle Festsetzungen von zahlbaren Zinsen sowie sämtliche Feststellungen, Einschätzungen, Ansichten und/oder Entscheidungen der Berechnungsstelle im Rahmen dieses § 5 der Anleihebedingungen sind für die Gesellschaft und die Anleihegläubiger verbindlich. Der Rückzahlungsbetrag wird erforderlichenfalls auf die dritte Dezimalstelle gekürzt und auf die nächste zweite Dezimalstelle gerundet.

(...)

18.33. Anleihebedingungen der Cleantech Infrastrukturanleihe 2011/8 Namensschuldverschreibung

Fassung zum Datum des Nachtrags Nr. 1 (22. Dezember 2011)

§ 5 Laufzeit, Kündigung, Rückzahlung, Fälligkeit, Rückerwerb, Übertragung, Verlust von Urkunden

(...)

2. Rückzahlungsbetrag. Der Rückzahlungsbetrag wird von der Berechnungsstelle wie folgt berechnet: Nominaler Gesamtnennbetrag der begebenen Teilschuldverschreibungen multipliziert mit der gem. folgender lit. a) berechneten Index-Verhältniszahl. Sollte der so ermittelte Rückzahlungsbetrag niedriger sein als 107,5% des nominalen Gesamtnennbetrags, dann entspricht der Rückzahlungsbetrag 107,5% des nominalen Gesamtnennbetrages.

a) Berechnungstag der Index-Verhältniszahl. Die anzuwendende „Index-Verhältniszahl“ wird an dem Bankarbeitstag, der vor dem letzten Fälligkeitstag liegt, von der Berechnungsstelle ermittelt. Die „Index-Verhältniszahl“ wird in Bezug auf den Berechnungstag wie folgt berechnet:

Wert des Referenzindex zum Berechnungstag/114,90 (bzw. Wert zum Begebungszeitpunkt)

wobei der „Wert des Referenzindex am Berechnungstag“ der in Bezug auf den des zweiten Monats vor dem Berechnungstag liegenden Monat berechnete unrevidierte Harmonisierte Verbraucherpreisindex (HVPI), Gesamtindex ohne Tabak-Index (EU 27 Länder) in der Europäischen Union ist. Der Wert des Referenzindex zum Berechnungstag und die Index-Verhältniszahl werden erforderlichenfalls bis auf die dritte Dezimalstelle gekürzt und auf die nächstliegend zweite Dezimalstelle gerundet. Soweit der Wert des Referenzindex an dem Berechnungstag kleiner als 114,90 (bzw. Wert zum Begebungszeitpunkt) ist, wird bei der Berechnung des Indexverhältnisses als Wert 114,90 (bzw. Wert zum Begebungszeitpunkt) zugrunde gelegt.

b) Vorläufiger Referenzindex. Soweit an dem Berechnungstag der Wert des Referenzindex nur auf vorläufiger Basis veröffentlicht ist, so wird der vorläufige Wert des Referenzindex der Berechnung der Index-Verhältniszahl zugrunde gelegt. Eine Anpassung des Rückzahlungsbetrags nach der Veröffentlichung des endgültigen Werts des Referenzindex findet nicht statt. Gleiches gilt sinngemäß im Falle einer Überarbeitung und/oder Änderung des Referenzindex nach seiner Erstveröffentlichung, es sei denn, es handelt sich um eine Neufestsetzung des Index-Referenzzeitraums. Eine Neufestsetzung liegt vor, wenn der Referenzindex durch eine sog. Basisjahrrevision auf 100 gesetzt wird. Im Falle einer solchen Basisjahrrevision wird der basisjahrrevidierte Referenzindex der Ermittlung der Index-Verhältniszahl zugrunde gelegt. Die Berechnungsstelle ist in diesem Fall berechtigt und verpflichtet, die Anpassungen vorzunehmen, die erforderlich und ihrer Auffassung nach geeignet sind, um sicherzustellen, dass die Index-Verhältniszahl nach der Basisjahrrevision derjenigen vor der Basisjahrrevision entspricht.

c) Korrektur Referenzindex. Im Falle einer Korrektur des Referenzindex nach seiner Veröffentlichung aufgrund eines offensichtlichen Irrtums wird die Berechnungsstelle den korrigierten Referenzindex der Ermittlung des Rückzahlungsbetrags zugrunde legen.

d) Ersatzreferenzindex. Kann an dem Berechnungstag kein vorläufiger oder endgültiger Wert des Referenzindex festgestellt werden und ist kein Ersatzindex gemäß folgendem lit. e) bestimmt worden, so tritt an die Stelle des „Wertes des Referenzindex am Berechnungstag“ der letzte von der EUROSTAT veröffentlichte Wert des Referenzindex als Ersatzreferenzindex.

e) Ersatzindex. Wenn der Referenzindex nicht länger durch die EUROSTAT berechnet oder veröffentlicht wird und die Berechnung und Veröffentlichung durch eine andere Stelle erfolgt und/oder der Referenzindex durch einen Nachfolgeindex ersetzt worden ist, dessen Berechnung mit der gleichen oder im Wesentlichen gleichen Formel und/oder Berechnungsmethode erfolgt, dann gilt der so berechnete und veröffentlichte Index als Referenzindex.

f) Nachfolgeindex. Wenn an dem Berechnungstag der Referenzindex nicht länger berechnet und veröffentlicht wird und vorstehende lit. e) keine Anwendung findet, bestimmt die Berechnungsstelle einen alternativen Verbraucherpreisindex, der ihrer Auffassung nach dem Referenzindex wirtschaftlich am nächsten kommt. Der so bestimmte Index gilt dann als Referenzindex.

g) Festsetzungen. Alle Festsetzungen von zahlbaren Zinsen sowie sämtliche Feststellungen, Einschätzungen, Ansichten und/oder Entscheidungen der Berechnungsstelle im Rahmen dieses § 5 der Anleihebedingungen sind für die Gesellschaft und die Anleihegläubiger verbindlich. Der Rückzahlungsbetrag wird erforderlichenfalls auf die dritte Dezimalstelle gekürzt und auf die nächste zweite Dezimalstelle gerundet.

(...)

Diese Seite wurde absichtlich freigelassen.¹

^{1,2} Eingefügt durch Nachtrag Nr. 4 vom 29. Februar 2016

Annexe 2
Certificat d'approbation de la BaFin

La publication éditée aux pages suivantes équivaut à une publication au sein de la Gazette Fédérale Allemande.

Données de Publication:

Moyens de Publication:	Internet
Adresse Web:	www.bundesanzeiger.de
Date de Publication:	17 mars 2016
Categorie:	Produits d'Investissement
Methode de Publication:	Prospectus / Notifications
Personne tenue de publier:	Cleantech Infrastruktur GmbH, Frankfurt am Main
Nom du Fonds:	[vierge]
ISIN:	[vierge]
Order number:	160312030172
Adresse de l'Editeur:	Bundesanzeiger Verlag GmbH, Amsterdamer Straße 192, 50735 Cologne

Le reçu de publication dans la Gazette Fédérale Allemande est un document établi aux fins de preuve. Par conséquent, il vous est recommandé de conserver ce reçu. Tout reçu additionnel requis de l'éditeur sera sujet à supplément.

[extrait de la Gazette Fédérale Allemande du 17 mars 2016]

Cleantech Infrastruktur GmbH

Frankfurt am Main

Publication en application de sec. 9 para. 2 de la Loi sur les Prospectus

Mise à disposition du supplément n° 4 de Cleantech Infrastruktur GmbH (anciennement: ThomasLloyd Capital Markets GmbH) en application de sec. 11 de la Loi sur les Prospectus en date du 29 février 2016 au prospectus déjà intégralement publié en date du 10 juin 2011 dans sa version intégrant le supplément n° 1 en date du 22 décembre 2011, le supplément n° 2 en date du 14 septembre 2012 et le supplément n° 3 en date du 23 octobre 2013 concernant l'offre au public d'obligations de Cleantech Infrastruktur GmbH.

Le supplément n° 4, préparé en application de sec. 11 de la Loi sur les Prospectus, sera disponible gratuitement avec le prospectus dans son intégralité et le supplément n° 1 et le supplément n° 2 ainsi que le supplément n° 3 auprès de Cleantech Infrastruktur GmbH, Hanauer Landstraße 291b, D-60314 Frankfurt am Main.

Frankfurt am Main, 11 mars 2016

Cleantech Infrastruktur GmbH



Bundesanzeiger

Herausgegeben vom
Bundesministerium der Justiz
und für Verbraucherschutz

Die auf den folgenden Seiten gedruckte Bekanntmachung entspricht der Veröffentlichung im Bundesanzeiger.

Daten zur Veröffentlichung:

Veröffentlichungsmedium: Internet
Internet-Adresse: www.bundesanzeiger.de
Veröffentlichungsdatum: 17. März 2016
Rubrik: Vermögensanlagen
Art der Bekanntmachung: Prospekte/Hinweise
Veröffentlichungspflichtiger: Cleantech Infrastruktur GmbH, Frankfurt am Main
Fondsname:
ISIN:
Auftragsnummer: 160312030172
Verlagsadresse: Bundesanzeiger Verlag GmbH, Amsterdamer Straße 192,
50735 Köln

Dieser Beleg über eine Veröffentlichung im Bundesanzeiger hat Dokumentencharakter für Nachweiszwecke. Wir empfehlen daher, diesen Beleg aufzubewahren. Zusätzliche beim Verlag angeforderte Belege sind **kostenpflichtig**.



Cleantech Infrastruktur GmbH

Frankfurt am Main

Bekanntmachung gemäß § 9 Abs. 2 Verkaufsprospektgesetz

Bereithaltung des Nachtrags Nr. 4 der Cleantech Infrastruktur GmbH (vormals: ThomasLloyd Capital Markets GmbH) nach § 11 Verkaufsprospektgesetz vom 29. Februar 2016 zum bereits veröffentlichten vollständigen Verkaufsprospekt vom 10. Juni 2011 in der Fassung des Nachtrags Nr. 1 vom 22. Dezember 2011, des Nachtrags Nr. 2 vom 14. September 2012 und des Nachtrags Nr. 3 vom 23. Oktober 2013 betreffend das öffentliche Angebot von nachrangigen Namensschuldverschreibungen an der Cleantech Infrastruktur GmbH.

Der gemäß § 11 Verkaufsprospektgesetz erstellte Nachtrag Nr. 4 wird zusammen mit dem vollständigen Verkaufsprospekt und dem Nachtrag Nr. 1, Nachtrag Nr. 2 sowie Nachtrag Nr. 3 bei der Cleantech Infrastruktur GmbH, Hanauer Landstraße 291b, 60314 Frankfurt am Main, zur kostenlosen Ausgabe bereitgehalten.

Frankfurt am Main, 11. März 2016

Cleantech Infrastruktur GmbH

BaFin | PO box 50 01 54 | 60391 Frankfurt

ThomasLloyd Capital Markets GmbH

Hanauer Landstraße 291b

60314 Frankfurt am Main

Allemagne

Facsimile:

29.06.2011

Référence: **PRO 3-Wp 7106-40014748-2011/0001** (Veuillez systématiquement l'indiquer)
2011/0363914

Loi Allemande sur les Prospectus¹;

Autorisation de publication en application de secs. 8i para. 2 de la Loi Allemande sur les Prospectus

Votre lettre du 10.06.2011

Chère Madame, cher Monsieur,

Je me réfère à votre lettre dont la référence est donnée ci-dessus au moyen de laquelle vous m'avez soumis le prospectus concernant:

1. ThomasLloyd Capital Markets GmbH – ThomasLloyd DuoZins-Bond 2011/2
2. ThomasLloyd Capital Markets GmbH – ThomasLloyd DuoZins-Bond 2011/4
3. ThomasLloyd Capital Markets GmbH – ThomasLloyd DuoZins-Bond 2011/8

¹ Dans sa version publiée du 09.09.1995 (Gazette de Droit Fédéral Allemand, I S. 2701), telle que modifiée par Art. 8 de la Loi de Transposition de MiFD du 16 juillet 2007 (Gazette de Droit Fédéral Allemand, I S. 1330)

Je vous autorise par la présente à publier la dernière version du prospectus mentionné ci-avant telle qu'elle m'a été soumise au cours de la procédure administrative prévue en application de sec. 8i para. 2 de la Loi Allemande sur les Prospectus.

Veillez noter que je n'ai revu le prospectus qu'à l'égard de son caractère exhaustif.

Ma revue s'est limitée à la question de savoir si le prospectus incluait les informations requises par sec. 8g para. 2 de la Loi Allemande sur les Prospectus conjointement avec le Décret sur les Prospectus.² L'exactitude du contenu n'a pas été l'objet de la revue du prospectus.

Du fait de la courte période de temps accordée pour ma revue en application de sec. 8i para. 2 de la Loi Allemande sur les Prospectus, le temps accordé ne m'a pas permis de comparer votre projet avec d'autres dispositions légales qui relèvent de ma compétence. Cela concerne en effet la question de savoir si vos activités commerciales requièrent une autorisation en application de sec. 32 para. 1 de la Loi Bancaire Allemande. Dans cette mesure, je me réserve le droit d'une revue complémentaire et vous reviendrai séparément si nécessaire.

Information quant aux recours

Cet avis peut être contesté par écrit au siège de :

Autorité Fédérale Allemande de Supervision Financière

Lurgiallee 12 , 60439 Frankfurt am Main

ou

Graurheindorferstr. 106, 53117 Bonn

dans un délai d'un mois après la date de cet avis.

Cordialement,

Par ordre

² Dans sa version publiée du 16.12.2004 (Gazette de Droit Fédéral Allemand, I S. 3464), telle que modifiée par Art. 1 du Premier Avenant à la Réglementation du 15.05.2013 (Gazette Allemande de Droit Fédéral, I S. 1376)

(Dr. Bußalb)

Notes:

- 1) En application de sec. 9 para. 1 de la Loi Allemande sur les Prospectus, le prospectus doit être publié au moins un jour ouvré avant l'offre au public en application de sec. 9 para. 2 de la Loi Allemande sur les Prospectus. Par exemple, dans le cas où la publication interviendrait un mercredi, l'offre au public du produit d'investissement ne pourrait avoir lieu que le jeudi suivant.
- 2) La publication du prospectus doit toujours être faite (en application de sec. 9 para. 2 de la Loi Allemande sur les Prospectus) par voie de journal national boursier autorisé et obligatoire (ex : Börsenzeitung, Die Welt, Financial Times Deutschland, Frankfurter Allgemeine Zeitung, Frankfurter Rundschau, Handelsblatt ou Süddeutsche Zeitung). La seule publication du prospectus par exemple dans la Gazette Fédérale Allemande ou sur internet est insuffisante. Dans le cas d'une offre de produits d'investissements par voie d'information électronique (ex : internet), le prospectus devra aussi être publié comme indiqué et les références du système d'information électronique devront être indiquées dans l'offre.

L'émetteur du prospectus doit notifier à la BaFin sans délai la date et le lieu de publication en application de sec. 9 para. 2 de la Loi Allemande sur les Prospectus. Par conséquent, je vous demande de me communiquer la page correspondante à la notification indicative dans le journal national boursier autorisé et obligatoire. Dans le cas où le prospectus serait également publié par voie d'un système d'information électronique, je demande à ce que me soient communiquées les références (ex : URL) et la date à laquelle le prospectus y a été mis à disposition.

Le non-respect de sec. 9 paras. 1 et 2 de la Loi Allemande sur les Prospectus constitue une infraction administrative qui peut être sanctionnée par l'Autorité Fédérale Allemande de Supervision Financière par des amendes administratives.

- 3) Dans le cas où la publication du prospectus serait faite par annonce dans un journal national boursier autorisé et obligatoire, un modèle d'annonce est disponible sur le site internet de la BaFin (www.bafin.de → Entreprise → Obligations Générales → Prospectus d'Investissement → Procédure → Publication). La rédaction de l'annonce doit seulement informer quant aux produits d'investissement mais ne doit pas créer l'impression de les offrir à la vente (« [...] l'émetteur a l'intention d'offrir des produits d'investissement » et non « [...] offre des produits d'investissement »).
- 4) La notification en application de sec. 9 para. 2 sent. 3 de la Loi Allemande sur les Prospectus concernant la publication du prospectus et les notifications correspondantes concernant la publication de suppléments (secs. 10, 11 de la Loi Allemande sur les Prospectus) comporte des notifications relatives aux publications de marchés de capitaux auprès de l'Autorité Fédérale Allemande de Supervision Financière au sens de sec. 8b para. 1 no. 10 du Code de Commerce Allemand. Veuillez noter l'obligation de communication des données au registre du commerce en application de sec. 8b para. 3 du Code de Commerce Allemand.

OnFin | Postfach 60 01 54 | 60391 Frankfurt

ThomasLloyd Capital Markets GmbH
Hanauer Landstraße 291 b
60314 Frankfurt am Main
Deutschland

Telefax:

29.06.2011

GZ: PRO 3-Wp 7106-40014748-2011/0001 (Bitte stets angeben)
2011/0363914

**Verkaufsprospektgesetz¹; Gestattung der Veröffentlichung gemäß § 8i Abs. 2
Verkaufsprospektgesetz**

Ihr Schreiben vom 10.06.2011

Sehr geehrte Damen und Herren,

unter Bezugnahme auf Ihr oben genanntes Schreiben, mit dem Sie mir die
Verkaufsprospekte für:

1. ThomasLloyd Capital Markets GmbH - ThomasLloyd DuoZins-
Anleihe 2011/2
2. ThomasLloyd Capital Markets GmbH - ThomasLloyd DuoZins-
Anleihe 2011/4
3. ThomasLloyd Capital Markets GmbH - ThomasLloyd DuoZins-
Anleihe 2011/8

Übersandt haben, gestatte ich Ihnen hiermit gemäß § 8i Abs. 2
Verkaufsprospektgesetz die Veröffentlichung der vorgenannten
Verkaufsprospekte in der letzten, mir im Rahmen des Verwaltungsverfahrens
vorgelegten Fassung.

Ich weise darauf hin, dass die von Ihnen hinterlegten Verkaufsprospekte von mir
nur auf Vollständigkeit geprüft wurden.

Meine Prüfung beschränkte sich darauf, ob der Verkaufsprospekt die nach
§ 8g Abs. 2 Verkaufsprospektgesetz in Verbindung mit der Vermögensanlagen-

Bereich
Wertpapieraufsicht

Hausanschrift:
Bundesanstalt für
Finanzdienstleistungsaufsicht
Lurgallie 12
60439 Frankfurt | Germany

Kontakt:
Bußalb, Dr. Jean-Pierre
Referat PRO 3
Fon +49 (0)2 28 41 06-3318
Fax +49 (0)2 28 41 06-2869
Poststelle-fm@bafin.de
www.bafin.de

Zentrale:
Fon +49 (0)2 28 41 08-0
Fax +49 (0)2 28 41 08-123

Dienststelle:
53117 Bonn
Graurheindorfer Str. 100
Georg-von-Boose-Platz 26

60439 Frankfurt
Lurgallie 12

¹ In der Fassung der Bekanntmachung vom 09.09.1998 (BGBl. I S. 2701), zuletzt geändert durch Artikel 8 des
Finanzmarktrichtlinie-Umsetzungsgesetzes vom 10. Juli 2007 (BGBl. I S. 1330)
² In der Fassung der Bekanntmachung vom 10.12.2004 (BGBl. I S. 3404)

Seite 2 | 3

Verkaufsprospektverordnung² vorgeschriebenen Angaben enthält. Die inhaltliche Richtigkeit war nicht Gegenstand der Prüfung der Verkaufsprospekte.

Wegen der Kürze der Prüfungsfrist, die § 81 Abs. 2 Verkaufsprospektgesetz mir einräumt, blieb mir zeitlich kein Raum, Ihr Vorhaben mit anderen rechtlichen Bestimmungen abzugleichen, die in die Zuständigkeit meiner Behörde fallen. Das betrifft namentlich auch die Frage, ob für Ihr Geschäftsvorhaben eine Erlaubnis nach § 32 Abs. 1 des Gesetzes über das Kreditwesen (KWG) erforderlich ist. Insoweit behalte ich mir eine weitere Prüfung vor und werde ggf. gesondert an Sie herantreten.

Rechtsbehelfsbelehrung

Gegen diesen Bescheid kann innerhalb eines Monats nach seiner Bekanntgabe schriftlich oder zur Niederschrift beim Sitz der

Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht

Lurgallee 12, 60439 Frankfurt am Main

oder

Graurheindorferstr. 108, 53117 Bonn

Widerspruch erhoben werden.

Mit freundlichen Grüßen

Im Auftrag

(Dr. Bußfeld)

Hinweise:

1) Gemäß § 9 Abs. 1 Verkaufsprospektgesetz muss der Verkaufsprospekt mindestens einen Werktag vor dem öffentlichen Angebot gemäß § 9 Abs. 2 Verkaufsprospektgesetz veröffentlicht werden. Bei einer Veröffentlichung an einem Mittwoch kann daher beispielsweise frühestens am darauf folgenden Donnerstag ein öffentliches Angebot der Vermögensanlagen erfolgen.

2) Die Veröffentlichung des Verkaufsprospekts hat gemäß § 9 Abs. 2 Verkaufsprospektgesetz immer in einem überregionalen Börsenpflichtblatt (z.B. Börsenzeitung, Die Welt, Financial Times Deutschland, Frankfurter Allgemeine Zeitung, Frankfurter Rundschau, Handelsblatt oder Süddeutsche Zeitung)

zu erfolgen. Die ausschließliche Veröffentlichung des Verkaufsprospekts im Bundesanzeiger oder im Internet ist beispielsweise nicht ausreichend. Bei einem Angebot von Vermögensanlagen über ein elektronisches Informationssystem (z.B. Internet) ist der Verkaufsprospekt auch in diesem zu veröffentlichen und in dem Angebot auf die Fundstelle in dem elektronischen Informationssystem hinzuweisen.

Der Anbieter hat gemäß § 9 Abs. 2 Satz 3 Verkaufsprospektgesetz der Bundesanstalt Datum und Ort der Veröffentlichung unverzüglich schriftlich mitzuteilen. Ich bitte daher, mir die entsprechende Seite der Hinweisbekanntmachung aus dem überregionalen Börsenpflichtblatt zuzusenden. Wird der Verkaufsprospekt zusätzlich in einem elektronischen Informationssystem veröffentlicht, ist mir auch die Fundstelle (z.B. URL) mitzuteilen und ab wann der Verkaufsprospekt dort abgerufen werden kann.

Die Nichtinhaltung des § 9 Abs. 1 und 2 Verkaufsprospektgesetz stellt eine Ordnungswidrigkeit dar, die von der Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht bußgeldrechtlich geahndet werden kann.

3) Soll über die Veröffentlichung des Verkaufsprospekts durch eine Hinweisbekanntmachung in einem überregionalen Börsenpflichtblatt informiert werden, kann ein Muster einer solchen Hinweisbekanntmachung der Homepage der Bundesanstalt (www.bafin.de → Unternehmen → Allgemeine Pflichten → Prospekte für Vermögensanlagen → Verfahren → Veröffentlichung) entnommen werden. Bei der Formulierung der Hinweisbekanntmachung ist darauf zu achten, dass lediglich auf die Vermögensanlage hingewiesen wird und nicht der Eindruck eines Verkaufsangebotes entsteht („... Firma beabsichtigt Vermögensanlagen anzubieten“ und nicht „... bietet Vermögensanlagen an“).

4) Bei der Mitteilung nach § 9 Abs. 2 Satz 3 Verkaufsprospektgesetz über die Veröffentlichung des Verkaufsprospektes sowie bei den entsprechenden Mitteilungen über die Veröffentlichung eines Nachtrages (§§ 10, 11 Verkaufsprospektgesetz) handelt es sich um Mitteilungen über kapitalmarktrechtliche Veröffentlichungen an die Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht im Sinn des § 8b Abs. 2 Nr. 10 Handelsgesetzbuch (HGB). Auf die Verpflichtung zur Datenübermittlung an das Unternehmensregister gemäß § 8b Abs. 3 HGB wird hingewiesen.

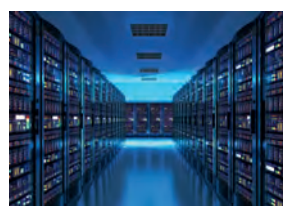
Annexe 3
Documents d'information sur les instruments de dette subordonnée



Marché en expansion

INFRASTRUCTURES EN ASIE

Cleantech Infrastruktur GmbH (CTI 1 D SP, CTI 1 D, CTI 2 D)



Le développement et la modernisation des infrastructures constituent dans le monde entier le plus important défi social du 21^{ème} siècle. La société de conseil McKinsey estime que jusqu'à 60 000 milliards de dollars US seront nécessaires d'ici 2030 pour moderniser l'infrastructure mondiale.¹ C'est particulièrement le cas en Asie, qui s'est hissée depuis longtemps au rang de moteur de l'économie mondiale. En raison de la croissance démographique et économique effrénée, la région se heurte entre-temps aux limites de ses possibilités en termes d'infrastructure et se doit de prévoir d'urgence un aménagement qualitatif et quantitatif plus poussé des infrastructures essentielles.

ThomasLloyd Group – Votre accès au marché en pleine expansion des infrastructures en Asie

ThomasLloyd Group est une entreprise d'investissement et de conseil mondiale, spécialisée dans les projets d'infrastructures en Asie et comptant actuellement parmi les principaux investisseurs directs dans ce secteur de marché. Les emprunts publics CTI investissent indirectement, en s'appuyant sur un modèle commercial mis en œuvre avec succès depuis des années, par l'intermédiaire de ThomasLloyd Group, dans le marché en pleine expansion des infrastructures en Asie.

Les possibilités de participation

Pour atteindre ses objectifs d'investissement, l'investisseur a le choix entre différentes solutions de placement à taux fixe, avec des durées, des délais de résiliation, ainsi que des taux d'intérêt différents.

	CTI 1 D SP	CTI 1 D	CTI 2 D
Durée minimale	6 mois	12 mois	24 mois
Montant minimal du placement	1 000 000 EUR	10 000 EUR	5 000 EUR
Taux d'intérêts	jusqu'à 3,75 % p. a.	jusqu'à 4,15 % p. a.	jusqu'à 4,85 % p. a.
Intérêt payable	mensuel	mensuel	mensuel
Préavis de remboursement	30 jours	60 jours	90 jours

APERÇU DES AVANTAGES

- Investissement indirect dans l'un des plus grands marchés en pleine expansion de notre temps, qui se distingue par son attractivité économique et sa grande indépendance par rapport à la conjoncture, aux taux d'inflation et aux taux d'intérêt.
- Rendements planifiables et attractifs des intérêts pour un risque quantifiable, conformément aux prévisions.
- Fiscalité optimisée : revenus du capital.
- Grande flexibilité due à un droit de résiliation ordinaire, à l'expiration de la durée minimale.
- La société émettrice est une entreprise du groupe ThomasLloyd Group, un gestionnaire d'actifs distingué par de nombreux prix internationaux, affichant un historique positif, de longue date, des résultats et une expertise avérée dans le secteur.
- Respect des normes de durabilité d'une grande sévérité.
- Historique de longue date des émissions du groupe d'entreprises dans le secteur des emprunts publics : plus de 10 ans.
- Volume d'emprunts publics placé du groupe d'entreprises : plus de 100 Mio EUR.
- Jusqu'à présent, tous les paiements d'intérêts / remboursements ont été effectués conformément au prospectus et dans leur intégralité pour l'ensemble des emprunts publics.

Principaux risques : les obligations nominatives subordonnées ne sont négociables que de manière limitée et ne sont pas soumises à la garantie légale des apports. Par ailleurs, il existe une réserve de paiement, c.à.d. que les paiements à l'investisseur ne doivent susciter auprès de la société émettrice aucun motif d'ouverture de la procédure de faillite. La société émettrice ne participe ni directement, ni indirectement en tant qu'associée, dans des projets d'infrastructures, de sorte qu'elle ne prend pas part aux évolutions de valeurs de ces projets.

CALCUL À TITRE D'EXEMPLE DE PAIEMENTS D'INTÉRÊTS MENSUELS

Montant du placement (EUR)	10 000	20 000	30 000	40 000	50 000	75 000	100 000	1 000 000
CTI 1 D SP	-	-	-	-	-	-	-	3 125,00
CTI 1 D	34,58	69,17	103,75	138,33	172,92	259,38	345,83	3 458,33
CTI 2 D	40,42	80,83	121,25	161,67	202,08	303,13	404,17	4 041,67

Les simulations ou prévisions ne sont pas un indicateur fiable de l'évolution future des valeurs.

CARACTÉRISTIQUES SPÉCIFIQUES DU PRODUIT DES EMPRUNTS PUBLICS CTI

- Structure de coûts avantageuse (pas de commission de souscription, pas de frais de transaction, pas de frais courants de dépôt bancaire)
- Grande flexibilité, la durée ayant été convenue fixe
- Durées minimales courtes
- Droit de résiliation ordinaire (à l'expiration de la durée minimale)
- Pas de risque de cours
- Pas de risque de placement minimum

THOMASLLOYD GROUP

« Realising Sustainable Values »

ThomasLloyd est considéré comme « Promoteur agréé de projets de la Banque mondiale » depuis de nombreuses années, pour sa grande expertise en matière d'investissements dans des infrastructures durables en Asie et son historique de rendement de longue date, supérieur à la moyenne.

- 14 années d'existence de l'entreprise
- Plus de 200 collaborateurs provenant de 29 nations
- 14 sites dans 9 pays sur 3 continents
- 3,2 Mrd USD d'actifs gérés²
- Expérience en matière de gestion de plus de 100 transactions dans 22 pays
- Nombreuses distinctions internationales pour l'entreprise, les solutions d'investissement et les projets
- Plus de 45 000 investisseurs

Impact social

ThomasLloyd investit depuis de nombreuses années exclusivement dans des projets d'infrastructures durables qui améliorent de manière durable les conditions de vie des gens sur place. Bilan intermédiaire :

- **1 300 000 personnes** sont approvisionnées en électricité propre à partir des centrales de notre portefeuille.
- **14 000 contrats de travail à durée indéterminée** sont nouvellement créés dans les centrales du portefeuille et dans l'agriculture en amont.
- **610 000 tonnes** de déchets de récoltes sont rachetés chaque année aux paysans sur place et utilisés comme combustible dans les centrales à d'actifs gérés biomasse de ThomasLloyd.
- **185 000 tonnes de CO₂ d'émissions** sont épargnées chaque année grâce à la production régénérative d'électricité dans nos centrales.

Affiliations



Avertissement : Le présent document en langue française est une traduction libre du document original en langue allemande et est fourni à titre d'information seulement. Bien que les meilleurs efforts aient été faits pour s'assurer que cette traduction soit fidèle à tous égards, au cas où il existerait une quelconque différence entre le document original en langue allemande et la traduction en langue française, le document original en langue allemande est le document de référence et prévaut. Les investisseurs potentiels résidents sur le territoire de la République française et tout intermédiaire financier participant à l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française sont avertis et reconnaissent que (i) l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française est adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs conformément aux articles L. 411-2 II 2° et D. 411-4 du code monétaire et financiers, (ii) l'offre des titres financiers décrits dans le présent document sur le territoire de la République française ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF, (iii) les personnes ou entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier ne peuvent participer à cette offre sur le territoire de la République française que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier et (iii) la diffusion, directe ou indirecte, dans le public sur le territoire de la République française des instruments financiers ainsi acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du code monétaire et financier.

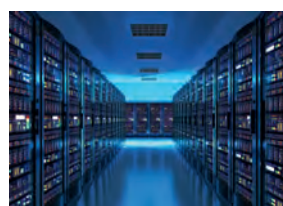
Remarques importantes relatives aux emprunts CTI : Le présent document élaboré à titre d'information ne contient pas toutes les données nécessaires à une prise de décision d'investissement. L'acquisition des obligations nominatives subordonnées doit se baser exclusivement sur le prospectus d'offre publique afférent, ainsi que sur les éventuels avenants indiquant les opportunités et risques qui y sont décrits, incluant le risque de perte totale, ainsi que le rang des priorités des droits, qui est disponible gratuitement auprès de la Cleantech Infrastruktur GmbH, Hanauer Landstraße 291 b, 60314 Frankfurt am Main. Éditeur des informations Produit : Cleantech Management GmbH, Hanauer Landstraße 291b, D-60314 Francfort.

¹ McKinsey : Productivité des infrastructures : Comment économiser 1 billion \$ par an. ² Ce montant englobe à la fois tous les actifs gérés de manière discrétionnaire et tous les actifs gérés de manière non discrétionnaire, dans le cadre de stratégies d'investissement traditionnelles ou alternatives, qui sont gérés ou qui bénéficient d'un conseil de filiales et de sociétés affiliées ainsi que de sociétés liées à ThomasLloyd Group Ltd, sur le territoire national et à l'Étranger (état : 31/12/2015).



Wachstumsmarkt INFRASTRUKTUR ASIEN

Cleantech Infrastruktur GmbH (CTI 1 D SP, CTI 1 D, CTI 2 D)



Der Ausbau und die Modernisierung der Infrastruktur gehören weltweit zu den größten gesellschaftlichen Herausforderungen des 21. Jahrhunderts. Nicht zuletzt finanziell. Das Beratungsunternehmen McKinsey schätzt, dass bis 2030 bis zu 60 Billionen USD erforderlich sein werden, um die globale Infrastruktur auf ein zeitgemäßes Niveau zu bringen.¹ Dies gilt in besonderem Maße in Asien, das sich längst zum globalen Kraftzentrum entwickelt hat. Aufgrund des ungebremsen Bevölkerungs- und Wirtschaftswachstums stößt die Region inzwischen an die Grenzen ihrer infrastrukturellen Belastbarkeit und ist dringend auf einen intensivierten qualitativen und quantitativen Ausbau der notwendigen Infrastruktur angewiesen.

Die ThomasLloyd Group – Ihr Zugang zum Wachstumsmarkt Infrastruktur Asien

Die ThomasLloyd Group ist ein globales Investment- und Beratungsunternehmen, das sich auf Infrastrukturprojekte in Asien spezialisiert hat und heute zu den führenden Direktinvestoren in diesem Marktsektor zählt. Die CTI-Anleihen investieren mit einem seit Jahren erfolgreich umgesetzten Geschäftsmodell mittelbar über die ThomasLloyd Group in den Wachstumsmarkt Infrastruktur Asien.

Die Beteiligungsmöglichkeiten

Für die Realisierung seiner Anlageziele stehen dem Anleger verschiedene festverzinsliche Anleihevarianten mit unterschiedlichen Laufzeiten, Kündigungsfristen sowie Zinssätzen zur Wahl.

	CTI 1 D SP	CTI 1 D	CTI 2 D
Mindestlaufzeit	6 Monate	12 Monate	24 Monate
Mindestanlagebetrag	EUR 1.000.000	EUR 10.000	EUR 5.000
Zinssatz	bis zu 3,75% p.a.	bis zu 4,15% p.a.	bis zu 4,85% p.a.
Zinsgutschrift	monatlich	monatlich	monatlich
Kündigungsfrist	30 Tage	60 Tage	90 Tage

DIE VORTEILE IM ÜBERBLICK

- Mittelbare Investition in einen der größten Wachstumsmärkte unserer Zeit, der sich durch seine wirtschaftliche Attraktivität und seine weitgehende Unabhängigkeit von Konjunktur, Inflationsraten und Zinsniveau auszeichnet.
- Prognosegemäß planbare und attraktive Zinserträge bei kalkulierbarem Risiko.
- Steueroptimiert: Einnahmen aus Kapitalvermögen.
- Hohe Flexibilität durch regelmäßiges Kündigungsrecht nach Ablauf der Mindestlaufzeit.
- Emittentin ist ein Konzernunternehmen der ThomasLloyd Group, eines vielfach international ausgezeichneten Asset Managers mit langjähriger, positiver Ergebnishistorie und ausgewiesener Sektorexpertise.
- Erfüllung überdurchschnittlich hoher Nachhaltigkeitsstandards.
- Langjährige Emissionshistorie der Unternehmensgruppe im Bereich Anleihen: über 10 Jahre.
- Platziertes Anleihevolumen der Unternehmensgruppe: über EUR 100 Mio.
- Für alle Anleihen wurden bisher sämtliche Zins-/Rückzahlungen prospektkonform und vollständig geleistet.

Wesentliche Risiken: Die nachrangigen Namensschuldverschreibungen sind nur eingeschränkt handelbar und unterliegen nicht der gesetzlichen Einlagensicherung. Im Übrigen besteht ein Zahlungsvorbehalt, d.h., Zahlungen an den Anleger dürfen bei der Emittentin keinen Insolvenzeröffnungsgrund herbeiführen. Die Emittentin beteiligt sich weder direkt noch indirekt als Gesellschafter an Infrastrukturprojekten, so dass sie an den Wertentwicklungen dieser Projekte nicht partizipiert.



BEISPIELRECHNUNG FÜR MÖGLICHE MONATLICHE ZINSAZHLUNGEN

Anlagebetrag (EUR)	10.000	20.000	30.000	40.000	50.000	75.000	100.000	1.000.000
CTI 1 D SP	-	-	-	-	-	-	-	3.125,00
CTI 1 D	34,58	69,17	103,75	138,33	172,92	259,38	345,83	3.458,33
CTI 2 D	40,42	80,83	121,25	161,67	202,08	303,13	404,17	4.041,67

Simulationen oder Prognosen sind kein verlässlicher Indikator für die künftige Wertentwicklung.

SPEZIFISCHE PRODUKTMERKMALE DER CTI-ANLEIHEN

- Attraktive Kostenstruktur (kein Agio, keine Transaktionskosten, keine laufenden Depotgebühren)
- Hohe Flexibilität, da keine fix vereinbarte Laufzeit
- Kurze Mindestlaufzeiten
- Regelmäßiges Kündigungsrecht (nach Ablauf der Mindestlaufzeit)
- Kein Kursrisiko
- Kein Mindestplatzierungsrisiko

DIE THOMASLLOYD GROUP

Realising Sustainable Values

ThomasLloyd steht als „Accredited World Bank Project Sponsor“ seit vielen Jahren für eine hohe Expertise für nachhaltige Infrastrukturinvestments in Asien mit einer langjährigen, überdurchschnittlichen Renditehistorie.

- 14-jährige Unternehmenshistorie
- über 200 Mitarbeiter aus 29 Nationen
- 14 Standorte in 9 Ländern auf 3 Kontinenten
- USD 3,2 Mrd. verwaltetes Vermögen²
- Managementenerfahrung von über 100 Transaktionen in 22 Ländern
- Zahlreiche internationale Auszeichnungen für Unternehmen, Anlagelösungen und Projekte
- Über 45.000 Investoren

Social Impact

ThomasLloyd investiert seit vielen Jahren ausschließlich in nachhaltige Infrastrukturprojekte, welche die Lebenssituation der Menschen vor Ort nachhaltig verbessern. Eine Zwischenbilanz:

- **1.300.000 Menschen** werden mit sauberem Strom aus den Kraftwerken in unserem Portfolio versorgt.
- **14.000 unbefristete Arbeitsverhältnisse** werden in den Kraftwerken des Portfolios und in der vorgelagerten Landwirtschaft neu geschaffen.
- **610.000 Tonnen** an Ernteabfällen werden den lokal ansässigen Bauern jährlich abgekauft und in den Biomassekraftwerken von ThomasLloyd als Brennstoff verwertet.
- **185.000 Tonnen CO₂-Emissionen** werden jährlich dank der regenerativen Stromerzeugung in unseren Kraftwerken vermieden.

Mitgliedschaften



Wichtige Hinweise zu den CTI Anleihen: Diese Werbeinformation enthält nicht alle Angaben, die für eine Anlageentscheidung notwendig sind. Grundlage für den Erwerb der nachrangigen Namensschuldverschreibungen ist ausschließlich der Verkaufsprospekt einschließlich etwaiger Nachträge mit den dort beschriebenen Chancen und Risiken einschließlich des Totalverlustrisikos, der Zahlungsvorbehalte sowie der Nachrangigkeit der Ansprüche, der bei der Cleantech Infrastruktur GmbH, Hanauer Landstraße 291b, 60314 Frankfurt am Main, zur kostenlosen Ausgabe bereitgehalten wird. Die steuerliche Behandlung hängt von den persönlichen Verhältnissen des jeweiligen Kunden ab und kann künftig Änderungen unterworfen sein. Herausgeber der Produktinformation: Cleantech Infrastruktur GmbH, Hanauer Landstraße 291b, 60314 Frankfurt.

¹ McKinsey: Infrastructure productivity: How to save \$1 trillion a year, ² Dieser Betrag enthält alle diskretionär wie auch alle nicht diskretionär verwalteten Vermögenswerte in traditionellen oder alternativen Investitionsstrategien, die von in- und ausländischen Tochter- und Schwestergesellschaften sowie nahestehenden Unternehmen der ThomasLloyd Group Ltd verwaltet oder beraten werden (Stand: 31.12.2015).

Annexe 4
Formulaire de souscription

INFORMATION DES CONSOMMATEURS

CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D

Informations à l'attention du consommateur, conformément à l'article 246b, § 2, paragraphe 1, combiné à l'article 246b, § 1, paragraphe 1, de la loi d'introduction au Code civil allemand (EGBGB), sur le placement de capitaux dans la Cleantech Infrastruktur GmbH, sous forme d'obligations fractionnées nominatives, désignées par « CTI 1 D SP », « CTI 1 D » et « CTI 2 D ».

Informations sur	Indication		
Identité de l'entreprise, registre, numéro d'immatriculation	Cleantech Infrastruktur GmbH, sise Hanauer Landstraße 291b, D-60314 Francfort-sur-le-Main, inscrite au registre du commerce du Tribunal cantonal de Francfort-sur-le-Main sous le n° RC B 91059.		
Activité principale, surveillance	L'activité principale de l'entreprise est, d'après l'Acte constitutif de société, la gestion de son propre patrimoine, exclusivement par des sûretés réelles de la part de la société débitrice, lesquelles sont au même rang entre elles et avec d'autres obligations de rang inférieur et non garanties par des sûretés réelles, dans la mesure où celles-ci ne sont pas prioritaires en vertu de la loi. Les créances issues des obligations fractionnées se placent ainsi à un rang inférieur par rapport à tous les autres droits des créanciers à l'égard de la société débitrice. L'échéance du paiement des intérêts et de l'amortissement du principal est stipulé sous réserve que, pour la société débitrice, aucun motif d'ouverture d'une procédure de faillite ne soit provoqué par le paiement des intérêts et de l'amortissement du principal. Les autres caractéristiques du placement sont contenues dans le prospectus d'offre publique de la Cleantech Infrastruktur GmbH (version du prospectus : 29 février 2016), dans la version actuellement applicable, en particulier dans le chapitre « 6. La participation ». La conclusion du contrat est effective au moment de l'acceptation de la demande de souscription par la direction de l'entreprise.		
Représentant	Gérant : Monsieur Matthias Klein		
Domicile	Cleantech Infrastruktur GmbH, sise Hanauer Landstraße 291b, D-60314 Francfort-sur-le-Main, représentée par le Gérant, Monsieur Matthias Klein.		
Principales caractéristiques du placement, conclusion du contrat	Placement de capitaux sous la forme d'obligations fractionnées nominatives subordonnées à taux fixe. Les obligations fractionnées, y compris les paiements des intérêts créent des dettes conditionnelles, directes, de rang inférieur et non garanties par des sûretés réelles de la part de la société débitrice, lesquelles sont au même rang entre elles et avec d'autres obligations de rang inférieur et non garanties par des sûretés réelles, dans la mesure où celles-ci ne sont pas prioritaires en vertu de la loi. Les créances issues des obligations fractionnées se placent ainsi à un rang inférieur par rapport à tous les autres droits des créanciers à l'égard de la société débitrice. L'échéance du paiement des intérêts et de l'amortissement du principal est stipulé sous réserve que, pour la société débitrice, aucun motif d'ouverture d'une procédure de faillite ne soit provoqué par le paiement des intérêts et de l'amortissement du principal. Les autres caractéristiques du placement sont contenues dans le prospectus d'offre publique de la Cleantech Infrastruktur GmbH (version du prospectus : 29 février 2016), dans la version actuellement applicable, en particulier dans le chapitre « 6. La participation ». La conclusion du contrat est effective au moment de l'acceptation de la demande de souscription par la direction de l'entreprise.		
Durée minimale	La durée minimale dépend du type choisi d'obligations fractionnées nominatives.		
	CTI 1 D SP 6 mois	CTI 1 D 12 mois	CTI 2 D 24 mois
Conditions de résiliation du contrat, pénalités contractuelles	Les conditions de résiliation varient avec le type choisi.		
	CTI 1 D SP Un droit de résiliation ordinaire de l'investisseur est possible pour la première fois au terme du sixième cycle de calcul des intérêts et, ensuite, quotidiennement, tout en respectant un préavis de 30 jours. Le cycle de calcul des intérêts des obligations fractionnées commence le 1er de chaque mois (inclus) et prend fin le dernier jour du même mois (inclus).	CTI 1 D Un droit de résiliation ordinaire de l'investisseur est possible pour la première fois au terme du douzième cycle de calcul des intérêts et, ensuite, quotidiennement, tout en respectant un préavis de 60 jours. Le cycle de calcul des intérêts des obligations fractionnées commence le 1er de chaque mois (inclus) et prend fin le dernier jour du même mois (inclus).	CTI 2 D Un droit de résiliation ordinaire de l'investisseur est possible pour la première fois au terme du vingt-quatrième cycle de calcul des intérêts et, ensuite, quotidiennement, tout en respectant un préavis de 90 jours. Le cycle de calcul des intérêts des obligations fractionnées commence le 1er de chaque mois (inclus) et prend fin le dernier jour du même mois (inclus).
	L'entreprise est habilitée à résilier annuellement, de façon anticipée, toutes les obligations fractionnées non remboursées dans leur intégralité, en respectant un préavis d'au moins 90 jours.		
Prix total, éléments du prix, impôts payés	Le prix d'acquisition est fonction du type choisi.		
	CTI 1 D SP Le prix d'acquisition se monte au moins à 1 000 000,- EUR (ceci correspond à 2 000 titres). Il n'est pas perçu de commission de souscription. Il n'y a aucun autre élément de prix. La souscription de la participation est exonérée de la taxe sur le chiffre d'affaires. L'entreprise assure le paiement des impôts (impôt sur le revenu du capital, l'impôt de solidarité et, le cas échéant, l'impôt du culte) pour l'investisseur, dans la mesure où il existe pour cela une obligation, d'après la loi relative à l'impôt sur le revenu.	CTI 1 D Le prix d'acquisition se monte au moins à 10 000,- EUR (ceci correspond à 20 titres). Il n'est pas perçu de commission de souscription.	CTI 2 D Le prix d'acquisition se monte au moins à 5 000,- EUR (ceci correspond à 10 titres). Il n'est pas perçu de commission de souscription.
Coûts et impôts supplémentaires qui ne sont pas payés par l'intermédiaire de l'entreprise	Il n'y a pas de frais supplémentaires. L'entreprise ne verse pas d'impôt relatif à d'éventuels bénéfices des ventes.		
Coûts supplémentaires que le consommateur doit supporter pour l'utilisation de moyens de communication à distance et qui sont facturés par l'entreprise	Néant		

Avertissement : Le présent document en langue française est une traduction libre du document original en langue allemande (ci-joint) et est fourni à titre d'information seulement. Bien que les meilleurs efforts aient été faits pour s'assurer que cette traduction soit fidèle à tous égards, au cas où il existerait une quelconque différence entre le document original en langue allemande et la traduction en langue française, le document original en langue allemande est le document de référence et prévaut. Les investisseurs potentiels résidents sur le territoire de la République française et tout intermédiaire financier participant à l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française sont avertis et reconnaissent que (i) l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française est adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs conformément aux articles L. 411-2 II 2° et D. 411-4 du code monétaire et financier, (ii) l'offre des titres financiers décrits dans le présent document sur le territoire de la République française ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF, (iii) les personnes ou entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier ne peuvent participer à cette offre sur le territoire de la République française que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier et (iii) la diffusion, directe ou indirecte, dans le public sur le territoire de la République française des instruments financiers ainsi acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du code monétaire et financier.

INFORMATION DES CONSOMMATEURS
CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D

Informations sur	Indication
Détails de paiement et de livraison / exécution	Les dates de paiement découlent du certificat de souscription. L'émission des obligations fractionnées nominatives est opérée sous forme de certificats individuels.
Indications spécifiques quant à la nature de la prestation de service financier	La prestation de service financier ne se rapporte pas à des instruments financiers, dont le prix dépend des fluctuations du marché financier sur lesquels l'entreprise n'a aucune influence. Le placement de fonds proposé est soumis à des risques particuliers. Le principal risque de la participation proposée ici réside dans le développement économique de l'entreprise. Par conséquent, un risque de perte partielle, voire totale, du capital investi et du droit aux intérêts est lié à ce placement de capitaux. La performance passée ne constitue pas un indicateur de l'évolution future. Un exposé détaillé des risques se trouve au chapitre « 3. Risques du placement de fonds » du prospectus d'offre publique.
Durée de validité des informations	La durée de validité de ces informations est illimitée. Le délai de souscription à l'offre expire au moment du placement complet de l'offre mais au plus tard le 31 décembre 2018.
État membre de l'UE dont les lois régissent l'entreprise	République fédérale d'Allemagne
Droit applicable Juridiction compétente	L'entreprise, ainsi que le contrat portant sur le placement de capitaux (conditions d'emprunt) et les droits et obligations qui découlent du placement de capitaux, sont soumis au Droit de la République fédérale d'Allemagne. La juridiction compétente pour tous les litiges découlant de la relation juridique entre un investisseur et l'entreprise est celle du siège de l'entreprise. Cette clause d'attribution de compétence ne limite pas le droit d'un investisseur d'intenter une action devant un autre tribunal compétent. Pareillement, l'engagement d'une action devant un ou plusieurs autres tribunaux compétents n'exclut pas non plus l'engagement de procédures devant un autre tribunal compétent, si et dans la mesure où cela est légalement permis. Dans la mesure où l'investisseur est un consommateur au sens du § 13 du Code civil allemand (BGB), les dispositions légales s'appliquent en ce qui concerne la juridiction compétente.
Langue du contrat	Le placement de capitaux est proposé uniquement en langue allemande et la communication entre l'entreprise et l'investisseur pendant toute la durée de la participation aura lieu en langue allemande.
Procédures extrajudiciaires de réclamation et de recours	Concernant les litiges découlant de l'application des dispositions du Code civil allemand et relatifs aux contrats à distance par l'intermédiaire de prestations de services financiers, il est possible, sans préjudice du Droit de recourir aux tribunaux, de saisir un organisme privé de conciliation des consommateurs, reconnu compétent par l'Office fédéral de la Justice pour ces litiges ou de saisir l'organisme de conciliation établi à la Deutsche Bundesbank. Le règlement de la procédure est disponible auprès de la Deutsche Bundesbank. L'adresse est : Deutsche Bundesbank ; Organisme de conciliation, Wilhelm-Epstein-Straße 14, D-60431 Francfort.
Garantie / système d'indemnisation	Il n'y a ni système de garantie des dépôts, ni fonds de garantie, ni système d'indemnisation.

Existence d'un Droit de révocation et détails	Informations relatives au droit de révocation Droit de révocation Vous pouvez révoquer votre déclaration contractuelle dans les 14 jours sans indiquer de motif au moyen d'une déclaration explicite. Le délai commence à la réception des présentes informations sur un support de données stable, toutefois pas avant la conclusion du contrat, ni avant l'exécution de nos obligations d'information, conformément à l'article 246b, § 2, paragraphe 1, combiné à l'article 246b, § 1, paragraphe 1, de la loi d'introduction au Code civil allemand (EGBGB). Afin de préserver le délai de révocation, il suffit d'envoyer la révocation en temps opportun, si la déclaration est faite sur un support de données stable (courrier, fax, courriel, p. ex.). La révocation doit être adressée à : Cleantech Infrastruktur GmbH, sise Hanauer Landstraße 291b, D-60314 Francfort-sur-le-Main, Courriel : support@thomas-lloyd.com, téléfax : 00.800.09.00.00.99 Conséquences de la révocation Dans le cas d'une révocation effective, les prestations reçues de part et d'autre doivent être restituées. Vous êtes tenu de payer un équivalent pour la prestation de service fournie jusqu'à la révocation si vous avez été informé de ladite conséquence juridique de la révocation avant la soumission de votre déclaration contractuelle et si vous avez expressément accepté que nous commencions à exécuter la contre-prestation avant la fin du délai de révocation. S'il existe une obligation de paiement d'une équivalence, cela peut toutefois vous contraindre à remplir vos obligations de paiement contractuel pour la période allant jusqu'à la révocation. Votre droit de révocation expire prématurément si le contrat est entièrement rempli par les deux parties à votre demande expresse avant que vous n'ayez exercé votre droit de révocation. Les obligations de remboursement des paiements doivent impérativement être remplies dans les 30 jours. Le délai commence pour vous à l'envoi de la déclaration de révocation, pour nous à sa réception. Fin des informations relatives au droit de révocation

Accusé de réception (veuillez cocher la case appropriée et remplir le cas échéant) : En ma qualité d'acquéreur, je confirme par la présente,

- ☐ avoir reçu, lu et compris les présentes **informations destinées au consommateur** avant la soumission de la déclaration de souscription,
- ☐ que je suis conscient que les règles sur le droit de révocation et leurs détails sont régies exclusivement par lesdites informations.

X

Lieu et date

Signature de d'investisseur

Avertissement : Le présent document en langue française est une traduction libre du document original en langue allemande (ci-joint) et est fourni à titre d'information seulement. Bien que les meilleurs efforts aient été faits pour s'assurer que cette traduction soit fidèle à tous égards, au cas où il existerait une quelconque différence entre le document original en langue allemande et la traduction en langue française, le document original en langue allemande est le document de référence et prévaut. Les investisseurs potentiels résidents sur le territoire de la République française et tout intermédiaire financier participant à l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française sont avertis et reconnaissent que (i) l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française est adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs conformément aux articles L. 411-2 II 2° et D. 411-4 du code monétaire et financier, (ii) l'offre des titres financiers décrits dans le présent document sur le territoire de la République française ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF, (iii) les personnes ou entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier ne peuvent participer à cette offre sur le territoire de la République française que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier et (iii) la diffusion, directe ou indirecte, dans le public sur le territoire de la République française des instruments financiers ainsi acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du code monétaire et financier.

INFORMATION DES CONSOMMATEURS

CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D

Informations à l'attention du consommateur, conformément à l'article 246b, § 2, paragraphe 1, combiné à l'article 246b, § 1, paragraphe 1, de la loi d'introduction au Code civil allemand (EGBGB), sur le placement de capitaux dans la Cleantech Infrastruktur GmbH, sous forme d'obligations fractionnées nominatives, désignées par « CTI 1 D SP », « CTI 1 D » et « CTI 2 D ».

Informations sur	Indication		
Identité de l'entreprise, registre, numéro d'immatriculation	Cleantech Infrastruktur GmbH, sise Hanauer Landstraße 291b, D-60314 Francfort-sur-le-Main, inscrite au registre du commerce du Tribunal cantonal de Francfort-sur-le-Main sous le n° RC B 91059.		
Activité principale, surveillance	L'activité principale de l'entreprise est, d'après l'Acte constitutif de société, la gestion de son propre patrimoine, exclusivement par le biais de l'acquisition, la détention et la cession de placements financiers dans des entreprises liées, en particulier dans la ThomasLloyd Group Ltd, dont le siège est à Londres, R.-U. Il n'y a aucune surveillance particulière de la part de l'État.		
Représentant	Gérant : Monsieur Matthias Klein		
Domicile	Cleantech Infrastruktur GmbH, sise Hanauer Landstraße 291b, D-60314 Francfort-sur-le-Main, représentée par le Gérant, Monsieur Matthias Klein.		
Principales caractéristiques du placement, conclusion du contrat	Placement de capitaux sous la forme d'obligations fractionnées nominatives subordonnées à taux fixe. Les obligations fractionnées, y compris les paiements des intérêts créent des dettes conditionnelles, directes, de rang inférieur et non garanties par des sûretés réelles de la part de la société débitrice, lesquelles sont au même rang entre elles et avec d'autres obligations de rang inférieur et non garanties par des sûretés réelles, dans la mesure où celles-ci ne sont pas prioritaires en vertu de la loi. Les créances issues des obligations fractionnées se placent ainsi à un rang inférieur par rapport à tous les autres droits des créanciers à l'égard de la société débitrice. L'échéance du paiement des intérêts et de l'amortissement du principal est stipulé sous réserve que, pour la société débitrice, aucun motif d'ouverture d'une procédure de faillite ne soit provoqué par le paiement des intérêts et de l'amortissement du principal. Les autres caractéristiques du placement sont contenues dans le prospectus d'offre publique de la Cleantech Infrastruktur GmbH (version du prospectus : 29 février 2016), dans la version actuellement applicable, en particulier dans le chapitre « 6. La participation ». La conclusion du contrat est effective au moment de l'acceptation de la demande de souscription par la direction de l'entreprise.		
Durée minimale	La durée minimale dépend du type choisi d'obligations fractionnées nominatives.		
	CTI 1 D SP 6 mois	CTI 1 D 12 mois	CTI 2 D 24 mois
Conditions de résiliation du contrat, pénalités contractuelles	Les conditions de résiliation varient avec le type choisi.		
	CTI 1 D SP Un droit de résiliation ordinaire de l'investisseur est possible pour la première fois au terme du sixième cycle de calcul des intérêts et, ensuite, quotidiennement, tout en respectant un préavis de 30 jours. Le cycle de calcul des intérêts des obligations fractionnées commence le 1er de chaque mois (inclus) et prend fin le dernier jour du même mois (inclus). L'entreprise est habilitée à résilier annuellement, de façon anticipée, toutes les obligations fractionnées non remboursées dans leur intégralité, en respectant un préavis d'au moins 90 jours.	CTI 1 D Un droit de résiliation ordinaire de l'investisseur est possible pour la première fois au terme du douzième cycle de calcul des intérêts et, ensuite, quotidiennement, tout en respectant un préavis de 60 jours. Le cycle de calcul des intérêts des obligations fractionnées commence le 1er de chaque mois (inclus) et prend fin le dernier jour du même mois (inclus).	CTI 2 D Un droit de résiliation ordinaire de l'investisseur est possible pour la première fois au terme du vingt-quatrième cycle de calcul des intérêts et, ensuite, quotidiennement, tout en respectant un préavis de 90 jours. Le cycle de calcul des intérêts des obligations fractionnées commence le 1er de chaque mois (inclus) et prend fin le dernier jour du même mois (inclus).
Prix total, éléments du prix, impôts payés	Le prix d'acquisition est fonction du type choisi.		
	CTI 1 D SP Le prix d'acquisition se monte au moins à 1 000 000,- EUR (ceci correspond à 2 000 titres). Il n'est pas perçu de commission de souscription. Il n'y a aucun autre élément de prix. La souscription de la participation est exonérée de la taxe sur le chiffre d'affaires. L'entreprise assure le paiement des impôts (impôt sur le revenu du capital, l'impôt de solidarité et, le cas échéant, l'impôt du culte) pour l'investisseur, dans la mesure où il existe pour cela une obligation, d'après la loi relative à l'impôt sur le revenu.	CTI 1 D Le prix d'acquisition se monte au moins à 10 000,- EUR (ceci correspond à 20 titres). Il n'est pas perçu de commission de souscription.	CTI 2 D Le prix d'acquisition se monte au moins à 5 000,- EUR (ceci correspond à 10 titres). Il n'est pas perçu de commission de souscription.
Coûts et impôts supplémentaires qui ne sont pas payés par l'intermédiaire de l'entreprise	Il n'y a pas de frais supplémentaires. L'entreprise ne verse pas d'impôt relatif à d'éventuels bénéfices des ventes.		
Coûts supplémentaires que le consommateur doit supporter pour l'utilisation de moyens de communication à distance et qui sont facturés par l'entreprise	Néant		

Avertissement : Le présent document en langue française est une traduction libre du document original en langue allemande (ci-joint) et est fourni à titre d'information seulement. Bien que les meilleurs efforts aient été faits pour s'assurer que cette traduction soit fidèle à tous égards, au cas où il existerait une quelconque différence entre le document original en langue allemande et la traduction en langue française, le document original en langue allemande est le document de référence et prévaut. Les investisseurs potentiels résidents sur le territoire de la République française et tout intermédiaire financier participant à l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française sont avertis et reconnaissent que (i) l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française est adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs conformément aux articles L. 411-2 II 2° et D. 411-4 du code monétaire et financier, (ii) l'offre des titres financiers décrits dans le présent document sur le territoire de la République française ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF, (iii) les personnes ou entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier ne peuvent participer à cette offre sur le territoire de la République française que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier et (iii) la diffusion, directe ou indirecte, dans le public sur le territoire de la République française des instruments financiers ainsi acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du code monétaire et financier.

INFORMATION DES CONSOMMATEURS

CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D

Informations sur	Indication
Détails de paiement et de livraison / exécution	Les dates de paiement découlent du certificat de souscription. L'émission des obligations fractionnées nominatives est opérée sous forme de certificats individuels.
Indications spécifiques quant à la nature de la prestation de service financier	La prestation de service financier ne se rapporte pas à des instruments financiers, dont le prix dépend des fluctuations du marché financier sur lesquels l'entreprise n'a aucune influence. Le placement de fonds proposé est soumis à des risques particuliers. Le principal risque de la participation proposée ici réside dans le développement économique de l'entreprise. Par conséquent, un risque de perte partielle, voire totale, du capital investi et du droit aux intérêts est lié à ce placement de capitaux. La performance passée ne constitue pas un indicateur de l'évolution future. Un exposé détaillé des risques se trouve au chapitre « 3. Risques du placement de fonds » du prospectus d'offre publique.
Durée de validité des informations	La durée de validité de ces informations est illimitée. Le délai de souscription à l'offre expire au moment du placement complet de l'offre mais au plus tard le 31 décembre 2018.
État membre de l'UE dont les lois régissent l'entreprise	République fédérale d'Allemagne
Droit applicable Juridiction compétente	L'entreprise, ainsi que le contrat portant sur le placement de capitaux (conditions d'emprunt) et les droits et obligations qui découlent du placement de capitaux, sont soumis au Droit de la République fédérale d'Allemagne. La juridiction compétente pour tous les litiges découlant de la relation juridique entre un investisseur et l'entreprise est celle du siège de l'entreprise. Cette clause d'attribution de compétence ne limite pas le droit d'un investisseur d'intenter une action devant un autre tribunal compétent. Pareillement, l'engagement d'une action devant un ou plusieurs autres tribunaux compétents n'exclut pas non plus l'engagement de procédures devant un autre tribunal compétent, si et dans la mesure où cela est légalement permis. Dans la mesure où l'investisseur est un consommateur au sens du § 13 du Code civil allemand (BGB), les dispositions légales s'appliquent en ce qui concerne la juridiction compétente.
Langue du contrat	Le placement de capitaux est proposé uniquement en langue allemande et la communication entre l'entreprise et l'investisseur pendant toute la durée de la participation aura lieu en langue allemande.
Procédures extrajudiciaires de réclamation et de recours	Concernant les litiges découlant de l'application des dispositions du Code civil allemand et relatifs aux contrats à distance par l'intermédiaire de prestations de services financiers, il est possible, sans préjudice du Droit de recourir aux tribunaux, de saisir un organisme privé de conciliation des consommateurs, reconnu compétent par l'Office fédéral de la Justice pour ces litiges ou de saisir l'organisme de conciliation établi à la Deutsche Bundesbank. Le règlement de la procédure est disponible auprès de la Deutsche Bundesbank. L'adresse est : Deutsche Bundesbank ; Organisme de conciliation, Wilhelm-Epstein-Straße 14, D-60431 Francfort.
Garantie / système d'indemnisation	Il n'y a ni système de garantie des dépôts, ni fonds de garantie, ni système d'indemnisation.

Existence d'un Droit de révocation et détails	Informations relatives au droit de révocation Droit de révocation Vous pouvez révoquer votre déclaration contractuelle dans les 14 jours sans indiquer de motif au moyen d'une déclaration explicite. Le délai commence à la réception des présentes informations sur un support de données stable, toutefois pas avant la conclusion du contrat, ni avant l'exécution de nos obligations d'information, conformément à l'article 246b, § 2, paragraphe 1, combiné à l'article 246b, § 1, paragraphe 1, de la loi d'introduction au Code civil allemand (EGBGB). Afin de préserver le délai de révocation, il suffit d'envoyer la révocation en temps opportun, si la déclaration est faite sur un support de données stable (courrier, fax, courriel, p. ex.). La révocation doit être adressée à : Cleantech Infrastruktur GmbH, sise Hanauer Landstraße 291b, D-60314 Francfort-sur-le-Main, Courriel : support@thomas-lloyd.com, téléfax : 00.800.09.00.00.99 Conséquences de la révocation Dans le cas d'une révocation effective, les prestations reçues de part et d'autre doivent être restituées. Vous êtes tenu de payer un équivalent pour la prestation de service fournie jusqu'à la révocation si vous avez été informé de ladite conséquence juridique de la révocation avant la soumission de votre déclaration contractuelle et si vous avez expressément accepté que nous commencions à exécuter la contre-prestation avant la fin du délai de révocation. S'il existe une obligation de paiement d'une équivalence, cela peut toutefois vous contraindre à remplir vos obligations de paiement contractuel pour la période allant jusqu'à la révocation. Votre droit de révocation expire prématurément si le contrat est entièrement rempli par les deux parties à votre demande expresse avant que vous n'ayez exercé votre droit de révocation. Les obligations de remboursement des paiements doivent impérativement être remplies dans les 30 jours. Le délai commence pour vous à l'envoi de la déclaration de révocation, pour nous à sa réception. Fin des informations relatives au droit de révocation

Accusé de réception (veuillez cocher la case appropriée et remplir le cas échéant) : En ma qualité d'acquéreur, je confirme par la présente,

- ☐ avoir reçu, lu et compris les présentes **informations destinées au consommateur** avant la soumission de la déclaration de souscription,
- ☐ que je suis conscient que les règles sur le droit de révocation et leurs détails sont régies exclusivement par lesdites informations.

X

Lieu et date

Signature de d'investisseur

Avertissement : Le présent document en langue française est une traduction libre du document original en langue allemande (ci-joint) et est fourni à titre d'information seulement. Bien que les meilleurs efforts aient été faits pour s'assurer que cette traduction soit fidèle à tous égards, au cas où il existerait une quelconque différence entre le document original en langue allemande et la traduction en langue française, le document original en langue allemande est le document de référence et prévaut. Les investisseurs potentiels résidents sur le territoire de la République française et tout intermédiaire financier participant à l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française sont avertis et reconnaissent que (i) l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française est adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs conformément aux articles L. 411-2 II 2° et D. 411-4 du code monétaire et financier, (ii) l'offre des titres financiers décrits dans le présent document sur le territoire de la République française ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF, (iii) les personnes ou entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier ne peuvent participer à cette offre sur le territoire de la République française que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier et (iii) la diffusion, directe ou indirecte, dans le public sur le territoire de la République française des instruments financiers ainsi acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du code monétaire et financier.

CERTIFICAT DE SOUSCRIPTION

CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D

Données personnelles

☐ Monsieur
 ☐ Madame
 ☐ Société

Nom/raison sociale _____ Prénom _____

Date de naissance/création _____ Lieu de naissance _____ Nationalité _____

Bureau d'immatriculation _____ Numéro d'immatriculation _____

Numéro, rue _____

Code postal _____ Lieu _____ Pays _____

N° de téléphone privé _____ Joignable dans la journée au _____ Fax _____

E-mail _____

Profession _____ État civil _____ Enfants
 de moins de 18 ans _____

Code postal (SFLR) _____ Nom services fiscaux du lieu de résidence (SFLR) _____

Numéro d'identification fiscale _____

– ci-après 'investisseur –

Identification (une copie de la pièce d'identité doit être jointe à la déclaration de participation et au contrat de procuration)

☐ Le signataire agit pour son propre compte
☐ Passeport ☐ Carte d'identité

Numéro de passeport/carte d'identité _____ Date de délivrance _____ Date d'expiration _____ Autorité _____

Coordonnées bancaires pour les paiements des intérêts

Titulaire du compte _____ Institution bancaire _____

IBAN _____ BIC (code SWIFT) _____

Déclaration de souscription : En ma qualité d'investisseur, je souscris et je me porte acquéreur par la présente du nombre, nommé ci-après, d'obligations fractionnées subordonnées pour un montant nominal de respectivement 500,- EUR par obligation fractionnée de la Cleantech Infrastruktur GmbH, Hanauer Landstraße 291b, D-60314 Francfort-sur-le-Main, contre paiement de la somme souscrite, nommée ci-après. L'émission des obligations fractionnées subordonnées, portant la référence d'émission CTI 1 D SP, CTI 1 D et CTI 2 D, repose sur le prospectus d'offre publique (version : 29 février 2016). Il résulte le décompte suivant :

Catégories	Durée minimale	montant de souscription	Mode de paiement
CTI 1 D SP Montant minimum de souscription : 1 000 000,- EUR (les montants supérieurs doivent impérativement être divisibles par 500)	6 mois	EUR _____	Le virement sera effectué le jour / mois / année _____
CTI 1 D Montant minimum de souscription : 10 000,- EUR (les montants supérieurs doivent impérativement être divisibles par 500)	12 mois	EUR _____	Le virement sera effectué le jour / mois / année _____
CTI 2 D Montant minimum de souscription : 5 000,- EUR (les montants supérieurs doivent impérativement être divisibles par 500)	24 mois	EUR _____	Le virement sera effectué le jour / mois / année _____

Avertissement : Le présent document en langue française est une traduction libre du document original en langue allemande (ci-joint) et est fourni à titre d'information seulement. Bien que les meilleurs efforts aient été faits pour s'assurer que cette traduction soit fidèle à tous égards, au cas où il existerait une quelconque différence entre le document original en langue allemande et la traduction en langue française, le document original en langue allemande est le document de référence et prévaut. Les investisseurs potentiels résidents sur le territoire de la République française et tout intermédiaire financier participant à l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française sont avertis et reconnaissent que (i) l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française est adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs conformément aux articles L. 411-2 II 2° et D. 411-4 du code monétaire et financier, (ii) l'offre des titres financiers décrits dans le présent document sur le territoire de la République française ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF, (iii) les personnes ou entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier ne peuvent participer à cette offre sur le territoire de la République française que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier et (iii) la diffusion, directe ou indirecte, dans le public sur le territoire de la République française des instruments financiers ainsi acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du code monétaire et financier.

CERTIFICAT DE SOUSCRIPTION

CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D

Coordonnées bancaires pour les virements

Cleantech Infrastruktur GmbH, Volksbank Lingen eG, code IBAN : DE92 2666 0060 1107 3152 00, code BIC : GENODEF1LIG.

Aucune autre personne n'est habilitée à recevoir des paiements.

Informations sur les risques

Dans le cas des obligations fractionnées subordonnées, proposées à la souscription, il ne s'agit **pas de ce qu'il est convenu d'appeler un placement sûr de capitaux** mais d'un placement de fonds, auxquels sont associés les risques, **décrits dans le prospectus** d'offre publique. Il est en particulier impossible d'exclure une perte du montant de souscription à verser. Par conséquent, l'investisseur devrait toujours être en mesure **de supporter économiquement** une perte partielle, voire totale, du montant de souscription à payer, y compris les intérêts obligatoires éventuels, qui doivent être versés en raison d'un financement externe du montant de souscription. Par ailleurs, les **droits au paiement des intérêts et à l'amortissement sont subordonnés**. Une description détaillée des risques, liées à la souscription des obligations fractionnées subordonnées, se trouve à la section « Risques du placement de fonds » du prospectus d'offre publique.

Accusé de réception (veuillez cocher la case appropriée et compléter le cas échéant) : En ma qualité d'investisseur, je confirme par la présente

- ☐ avoir reçu, lu et compris, le _____ un exemplaire / une copie / une version électronique du **prospectus d'offre publique** (version : 29 février 2016),
☐ avoir eu suffisamment de temps, avant la signature du certificat de souscription, pour lire le prospectus d'offre publique et en particulier la section « **Risques du placement de fonds** » dans le prospectus et l'avoir compris.

En ma qualité d'acquéreur, j'ai reçu les documents suivants à la date de ma signature :

- ☐ un double / une copie de la présente déclaration de souscription

X

Lieu et date

Signature de l'investisseur

Protection des données et clause de traitement des données

L'investisseur accepte, aux fins de gestion des obligations fractionnées, la sauvegarde, le traitement, la communication de renseignements, ainsi que la demande, par son prestataire de services financiers, de même que par l'organisme émetteur, de ses données personnelles indiquées dans le présent certificat de souscription. L'investisseur accepte l'envoi de matériel d'information sur et par l'organisme émetteur par voie électronique et / ou postale. Les données ne seront pas transférées à des tiers à des fins publicitaires. Le traitement des données est effectué conformément aux lois pertinentes sur la protection des données. Les données personnelles seront supprimées dès qu'une sauvegarde ne s'avérera plus nécessaire. L'investisseur recevra, sur demande, tout renseignement relatif aux données sauvegardées et à leur communication. Dans la mesure où la communication avec l'investisseur est assurée par courriel, ladite communication ne doit pas être cryptée. Le présent consentement peut être révoqué par écrit à tout moment.

X

Lieu et date

Signature de l'investisseur

Déclaration d'acceptation de la Cleantech Infrastruktur GmbH

X

Lieu et date

Cleantech Infrastruktur GmbH

Avertissement : Le présent document en langue française est une traduction libre du document original en langue allemande (ci-joint) et est fourni à titre d'information seulement. Bien que les meilleurs efforts aient été faits pour s'assurer que cette traduction soit fidèle à tous égards, au cas où il existerait une quelconque différence entre le document original en langue allemande et la traduction en langue française, le document original en langue allemande est le document de référence et prévaut. Les investisseurs potentiels résidents sur le territoire de la République française et tout intermédiaire financier participant à l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française est adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs conformément aux articles L. 411-2 II 2° et D. 411-4 du code monétaire et financiers, (ii) l'offre des titres financiers décrits dans le présent document sur le territoire de la République française ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF, (iii) les personnes ou entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier ne peuvent participer à cette offre sur le territoire de la République française que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier et (iii) la diffusion, directe ou indirecte, dans le public sur le territoire de la République française des instruments financiers ainsi acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du code monétaire et financier.

CERTIFICAT DE SOUSCRIPTION

CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D

Données personnelles

☐ Monsieur
 ☐ Madame
 ☐ Société

Nom/raison sociale _____ Prénom _____

Date de naissance/création _____ Lieu de naissance _____ Nationalité _____

Bureau d'immatriculation _____ Numéro d'immatriculation _____

Numéro, rue _____

Code postal _____ Lieu _____ Pays _____

N° de téléphone privé _____ Joignable dans la journée au _____ Fax _____

E-mail _____

Profession _____ État civil _____ Enfants
 de moins de 18 ans _____

Code postal (SFLR) _____ Nom services fiscaux du lieu de résidence (SFLR) _____

Numéro d'identification fiscale _____

– ci-après 'investisseur –

Identification (une copie de la pièce d'identité doit être jointe à la déclaration de participation et au contrat de procuration)

☐ Le signataire agit pour son propre compte
☐ Passeport ☐ Carte d'identité

Numéro de passeport/carte d'identité _____ Date de délivrance _____ Date d'expiration _____ Autorité _____

Coordonnées bancaires pour les paiements des intérêts

Titulaire du compte _____ Institution bancaire _____

IBAN _____ BIC (code SWIFT) _____

Déclaration de souscription : En ma qualité d'investisseur, je souscris et je me porte acquéreur par la présente du nombre, nommé ci-après, d'obligations fractionnées subordonnées pour un montant nominal de respectivement 500,- EUR par obligation fractionnée de la Cleantech Infrastruktur GmbH, Hanauer Landstraße 291b, D-60314 Francfort-sur-le-Main, contre paiement de la somme souscrite, nommée ci-après. L'émission des obligations fractionnées subordonnées, portant la référence d'émission CTI 1 D SP, CTI 1 D et CTI 2 D, repose sur le prospectus d'offre publique (version : 29 février 2016). Il résulte le décompte suivant :

Catégories	Durée minimale	montant de souscription	Mode de paiement
CTI 1 D SP Montant minimum de souscription : 1 000 000,- EUR (les montants supérieurs doivent impérativement être divisibles par 500)	6 mois	EUR _____	Le virement sera effectué le jour / mois / année _____
CTI 1 D Montant minimum de souscription : 10 000,- EUR (les montants supérieurs doivent impérativement être divisibles par 500)	12 mois	EUR _____	Le virement sera effectué le jour / mois / année _____
CTI 2 D Montant minimum de souscription : 5 000,- EUR (les montants supérieurs doivent impérativement être divisibles par 500)	24 mois	EUR _____	Le virement sera effectué le jour / mois / année _____

Avertissement : Le présent document en langue française est une traduction libre du document original en langue allemande (ci-joint) et est fourni à titre d'information seulement. Bien que les meilleurs efforts aient été faits pour s'assurer que cette traduction soit fidèle à tous égards, au cas où il existerait une quelconque différence entre le document original en langue allemande et la traduction en langue française, le document original en langue allemande est le document de référence et prévaut. Les investisseurs potentiels résidents sur le territoire de la République française et tout intermédiaire financier participant à l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française sont avertis et reconnaissent que (i) l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française est adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs conformément aux articles L. 411-2 II 2° et D. 411-4 du code monétaire et financier, (ii) l'offre des titres financiers décrits dans le présent document sur le territoire de la République française ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF, (iii) les personnes ou entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier ne peuvent participer à cette offre sur le territoire de la République française que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier et (iii) la diffusion, directe ou indirecte, dans le public sur le territoire de la République française des instruments financiers ainsi acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du code monétaire et financier.

CERTIFICAT DE SOUSCRIPTION

CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D

Coordonnées bancaires pour les virements

Cleantech Infrastruktur GmbH, Volksbank Lingen eG, code IBAN : DE92 2666 0060 1107 3152 00, code BIC : GENODEF1LIG.

Aucune autre personne n'est habilitée à recevoir des paiements.

Informations sur les risques

Dans le cas des obligations fractionnées subordonnées, proposées à la souscription, il ne s'agit **pas de ce qu'il est convenu d'appeler un placement sûr de capitaux** mais d'un placement de fonds, auxquels sont associés les risques, **décrits dans le prospectus** d'offre publique. Il est en particulier impossible d'exclure une perte du montant de souscription à verser. Par conséquent, l'investisseur devrait toujours être en mesure **de supporter économiquement** une perte partielle, voire totale, du montant de souscription à payer, y compris les intérêts obligatoires éventuels, qui doivent être versés en raison d'un financement externe du montant de souscription. Par ailleurs, les **droits au paiement des intérêts et à l'amortissement sont subordonnés**. Une description détaillée des risques, liées à la souscription des obligations fractionnées subordonnées, se trouve à la section « Risques du placement de fonds » du prospectus d'offre publique.

Accusé de réception (veuillez cocher la case appropriée et compléter le cas échéant) : En ma qualité d'investisseur, je confirme par la présente

- ☐ avoir reçu, lu et compris, le _____ un exemplaire / une copie / une version électronique du **prospectus d'offre publique** (version : 29 février 2016),
☐ avoir eu suffisamment de temps, avant la signature du certificat de souscription, pour lire le prospectus d'offre publique et en particulier la section « **Risques du placement de fonds** » dans le prospectus et l'avoir compris.

En ma qualité d'acquéreur, j'ai reçu les documents suivants à la date de ma signature :

- ☐ un double / une copie de la présente déclaration de souscription

X

Lieu et date

Signature de l'investisseur

Protection des données et clause de traitement des données

L'investisseur accepte, aux fins de gestion des obligations fractionnées, la sauvegarde, le traitement, la communication de renseignements, ainsi que la demande, par son prestataire de services financiers, de même que par l'organisme émetteur, de ses données personnelles indiquées dans le présent certificat de souscription. L'investisseur accepte l'envoi de matériel d'information sur et par l'organisme émetteur par voie électronique et / ou postale. Les données ne seront pas transférées à des tiers à des fins publicitaires. Le traitement des données est effectué conformément aux lois pertinentes sur la protection des données. Les données personnelles seront supprimées dès qu'une sauvegarde ne s'avérera plus nécessaire. L'investisseur recevra, sur demande, tout renseignement relatif aux données sauvegardées et à leur communication. Dans la mesure où la communication avec l'investisseur est assurée par courriel, ladite communication ne doit pas être cryptée. Le présent consentement peut être révoqué par écrit à tout moment.

X

Lieu et date

Signature de l'investisseur

Déclaration d'acceptation de la Cleantech Infrastruktur GmbH

X

Lieu et date

Cleantech Infrastruktur GmbH

Avertissement : Le présent document en langue française est une traduction libre du document original en langue allemande (ci-joint) et est fourni à titre d'information seulement. Bien que les meilleurs efforts aient été faits pour s'assurer que cette traduction soit fidèle à tous égards, au cas où il existerait une quelconque différence entre le document original en langue allemande et la traduction en langue française, le document original en langue allemande est le document de référence et prévaut. Les investisseurs potentiels résidents sur le territoire de la République française et tout intermédiaire financier participant à l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française est adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs conformément aux articles L. 411-2 II 2° et D. 411-4 du code monétaire et financiers, (ii) l'offre des titres financiers décrits dans le présent document sur le territoire de la République française ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF, (iii) les personnes ou entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier ne peuvent participer à cette offre sur le territoire de la République française que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier et (iii) la diffusion, directe ou indirecte, dans le public sur le territoire de la République française des instruments financiers ainsi acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du code monétaire et financier.

Données personnelles
☐ Monsieur ☐ Madame ☐ Société

Nom/raison sociale		Prénom	
Date de naissance/création	Lieu de naissance	Nationalité	
Bureau d'immatriculation		Numéro d'immatriculation	
Numéro, rue			
Code postal	Lieu	Pays	
N° de téléphone privé	Joignable dans la journée au	Fax	
E-mail			
Profession actuelle		État civil	Enfants de moins de 18 ans
Profession apprise		Nbr de personnes dans le ménage	
Profession(s) antérieure(s)			
Activité(s) en rapport avec les actifs financiers			

Entretiens personnels et/ou téléphoniques entre l'intermédiaire et l'acquéreur au sujet de l'investissement

Date	Durée de l'entretien de/à	Lieu ou numéro appelé
Autres personnes présentes à l'entretien		
Date	Durée de l'entretien de/à	Lieu ou numéro appelé
Autres personnes présentes à l'entretien		
Date	Durée de l'entretien de/à	Lieu ou numéro appelé
Autres personnes présentes à l'entretien		

Expérience en matière d'investissement

Expérience en d'investissement dans les types de transactions suivantes :

Types de transactions	Connaissances/expériences	Volumes d'opérations par transaction				Transactions en devises étrangères	
		Par an	jusqu'à 5 m €	jusqu'à 25 m €	jusqu'à 50 m €	plus de 50 m €	%
Obligations	depuis _____	☐	☐	☐	☐		_____
Actions	depuis _____	☐	☐	☐	☐		_____
Fonds d'investissement ouverts	depuis _____	☐	☐	☐	☐		_____
Fonds d'investissement fermés	depuis _____	☐	☐	☐	☐		_____
Fonds spéculatifs	depuis _____	☐	☐	☐	☐		_____
Certificats	depuis _____	☐	☐	☐	☐		_____
Bons de souscription	depuis _____	☐	☐	☐	☐		_____
Opérations à terme	depuis _____	☐	☐	☐	☐		_____

Avertissement : Le présent document en langue française est une traduction libre du document original en langue allemande (ci-joint) et est fourni à titre d'information seulement. Bien que les meilleurs efforts aient été faits pour s'assurer que cette traduction soit fidèle à tous égards, au cas où il existerait une quelconque différence entre le document original en langue allemande et la traduction en langue française, le document original en langue allemande est le document de référence et prévaut. Les investisseurs potentiels résidents sur le territoire de la République française et tout intermédiaire financier participant à l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française sont avertis et reconnaissent que (i) l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française est adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs conformément aux articles L. 411-2 II 2° et D. 411-4 du code monétaire et financier, (ii) l'offre des titres financiers décrits dans le présent document sur le territoire de la République française ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF, (iii) les personnes ou entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier ne peuvent participer à cette offre sur le territoire de la République française que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier et (iii) la diffusion, directe ou indirecte, dans le public sur le territoire de la République française des instruments financiers ainsi acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du code monétaire et financier.

Formes de placements non liés à des titres (participations dans des entreprises, droits de jouissance, Private Equity) **selon la nature, la société, le volume, année d'acquisition.**

Des opérations de placement ont-elles été financées avec un crédit ?

☐ Non ☐ Oui Si oui : Marge de crédit : € _____

Avec ma signature, je confirme la justesse et l'intégralité des données indiquées dans le document de médiation.

X

Lieu et date Signature de l'investisseur

Remarque relative à l'inadéquation du placement financier ou aux informations manquantes de l'acquéreur

L'adéquation est jugée selon que l'investisseur dispose des connaissances et de l'expérience indispensables pour pouvoir apprécier les risques en rapport avec la nature des placements financiers.

- ☐ J'ai été informé(e) que les obligations fractionnées nominatives subordonnées de la Cleantech Infrastruktur GmbH **ne me** conviennent pas.
- ☐ Je décide cependant d'acquérir les obligations fractionnées nominatives subordonnées de la Cleantech Infrastruktur GmbH.
- ☐ Dans la mesure où l'investisseur décide de ne pas donner d'information ou de donner des informations incomplètes sur son expérience et ses connaissances en matière de placements financiers, il n'est pas possible d'évaluer si le placement est approprié. Nous insistons donc sur le fait qu'aucun contrôle d'adéquation n'est possible en cas d'informations manquantes ou incomplètes. J'ai pris connaissance de cette remarque.

X

Lieu et date Signature de l'investisseur

Confirmation de l'investisseur (veuillez cocher la case appropriée et compléter le cas échéant) : En ma qualité d'investisseur, je confirme par la présente

- ☐ avoir reçu, lu et compris le [] [] [] [] [] [] [] [] un exemplaire / une copie / une version électronique du **prospectus d'offre publique** (version : 29 février 2016),
- ☐ avoir eu suffisamment de temps, avant la signature du certificat de souscription, pour lire le prospectus d'offre publique et en particulier la section « **Risques du placement de fonds** » dans le prospectus et l'avoir compris,
- ☐ avoir reçu un double / une copie / une version électronique du présent document de médiation à la date de ma signature.

X

Lieu et date Signature de l'investisseur

Avertissement : Le présent document en langue française est une traduction libre du document original en langue allemande (ci-joint) et est fourni à titre d'information seulement. Bien que les meilleurs efforts aient été faits pour s'assurer que cette traduction soit fidèle à tous égards, au cas où il existerait une quelconque différence entre le document original en langue allemande et la traduction en langue française, le document original en langue allemande est le document de référence et prévaut. Les investisseurs potentiels résidents sur le territoire de la République française et tout intermédiaire financier participant à l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française sont avertis et reconnaissent que (i) l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française est adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs conformément aux articles L. 411-2 II 2° et D. 411-4 du code monétaire et financiers, (ii) l'offre des titres financiers décrits dans le présent document sur le territoire de la République française ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF, (iii) les personnes ou entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier ne peuvent participer à cette offre sur le territoire de la République française que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier et (iii) la diffusion, directe ou indirecte, dans le public sur le territoire de la République française des instruments financiers ainsi acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du code monétaire et financier.

Données personnelles
☐ Monsieur ☐ Madame ☐ Société

Nom/raison sociale		Prénom	
Date de naissance/création	Lieu de naissance	Nationalité	
Bureau d'immatriculation		Numéro d'immatriculation	
Numéro, rue			
Code postal	Lieu	Pays	
N° de téléphone privé	Joignable dans la journée au	Fax	
E-mail			
Profession actuelle		État civil	Enfants de moins de 18 ans
Profession apprise		Nbr de personnes dans le ménage	
Profession(s) antérieure(s)			
Activité(s) en rapport avec les actifs financiers			

Entretiens personnels et/ou téléphoniques entre l'intermédiaire et l'acquéreur au sujet de l'investissement

Date	Durée de l'entretien de/à	Lieu ou numéro appelé
Autres personnes présentes à l'entretien		
Date	Durée de l'entretien de/à	Lieu ou numéro appelé
Autres personnes présentes à l'entretien		
Date	Durée de l'entretien de/à	Lieu ou numéro appelé
Autres personnes présentes à l'entretien		

Expérience en matière d'investissement

Expérience en d'investissement dans les types de transactions suivantes :

Types de transactions	Connaissances/expériences	Volumes d'opérations par transaction				Transactions en devises étrangères	
		Par an	jusqu'à 5 m €	jusqu'à 25 m €	jusqu'à 50 m €	plus de 50 m €	%
Obligations	depuis _____	☐	☐	☐	☐		_____
Actions	depuis _____	☐	☐	☐	☐		_____
Fonds d'investissement ouverts	depuis _____	☐	☐	☐	☐		_____
Fonds d'investissement fermés	depuis _____	☐	☐	☐	☐		_____
Fonds spéculatifs	depuis _____	☐	☐	☐	☐		_____
Certificats	depuis _____	☐	☐	☐	☐		_____
Bons de souscription	depuis _____	☐	☐	☐	☐		_____
Opérations à terme	depuis _____	☐	☐	☐	☐		_____

Avertissement : Le présent document en langue française est une traduction libre du document original en langue allemande (ci-joint) et est fourni à titre d'information seulement. Bien que les meilleurs efforts aient été faits pour s'assurer que cette traduction soit fidèle à tous égards, au cas où il existerait une quelconque différence entre le document original en langue allemande et la traduction en langue française, le document original en langue allemande est le document de référence et prévaut. Les investisseurs potentiels résidents sur le territoire de la République française et tout intermédiaire financier participant à l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française sont avertis et reconnaissent que (i) l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française est adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs conformément aux articles L. 411-2 II 2° et D. 411-4 du code monétaire et financier, (ii) l'offre des titres financiers décrits dans le présent document sur le territoire de la République française ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF, (iii) les personnes ou entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier ne peuvent participer à cette offre sur le territoire de la République française que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier et (iii) la diffusion, directe ou indirecte, dans le public sur le territoire de la République française des instruments financiers ainsi acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du code monétaire et financier.

Formes de placements non liés à des titres (participations dans des entreprises, droits de jouissance, Private Equity) **selon la nature, la société, le volume, année d'acquisition.**

Des opérations de placement ont-elles été financées avec un crédit ?

☐ Non ☐ Oui Si oui : Marge de crédit : € _____

Avec ma signature, je confirme la justesse et l'intégralité des données indiquées dans le document de médiation.

X

Lieu et date Signature de l'investisseur

Remarque relative à l'inadéquation du placement financier ou aux informations manquantes de l'acquéreur

L'adéquation est jugée selon que l'investisseur dispose des connaissances et de l'expérience indispensables pour pouvoir apprécier les risques en rapport avec la nature des placements financiers.

- ☐ J'ai été informé(e) que les obligations fractionnées nominatives subordonnées de la Cleantech Infrastruktur GmbH **ne me** conviennent pas.
- ☐ Je décide cependant d'acquérir les obligations fractionnées nominatives subordonnées de la Cleantech Infrastruktur GmbH.
- ☐ Dans la mesure où l'investisseur décide de ne pas donner d'information ou de donner des informations incomplètes sur son expérience et ses connaissances en matière de placements financiers, il n'est pas possible d'évaluer si le placement est approprié. Nous insistons donc sur le fait qu'aucun contrôle d'adéquation n'est possible en cas d'informations manquantes ou incomplètes. J'ai pris connaissance de cette remarque.

X

Lieu et date Signature de l'investisseur

Confirmation de l'investisseur (veuillez cocher la case appropriée et compléter le cas échéant) : En ma qualité d'investisseur, je confirme par la présente

- ☐ avoir reçu, lu et compris le [] [] [] [] [] [] [] [] un exemplaire / une copie / une version électronique du **prospectus d'offre publique** (version : 29 février 2016),
- ☐ avoir eu suffisamment de temps, avant la signature du certificat de souscription, pour lire le prospectus d'offre publique et en particulier la section « **Risques du placement de fonds** » dans le prospectus et l'avoir compris,
- ☐ avoir reçu un double / une copie / une version électronique du présent document de médiation à la date de ma signature.

X

Lieu et date Signature de l'investisseur

Avertissement : Le présent document en langue française est une traduction libre du document original en langue allemande (ci-joint) et est fourni à titre d'information seulement. Bien que les meilleurs efforts aient été faits pour s'assurer que cette traduction soit fidèle à tous égards, au cas où il existerait une quelconque différence entre le document original en langue allemande et la traduction en langue française, le document original en langue allemande est le document de référence et prévaut. Les investisseurs potentiels résidents sur le territoire de la République française et tout intermédiaire financier participant à l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française sont avertis et reconnaissent que (i) l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française est adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs conformément aux articles L. 411-2 II 2° et D. 411-4 du code monétaire et financiers, (ii) l'offre des titres financiers décrits dans le présent document sur le territoire de la République française ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF, (iii) les personnes ou entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier ne peuvent participer à cette offre sur le territoire de la République française que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier et (iii) la diffusion, directe ou indirecte, dans le public sur le territoire de la République française des instruments financiers ainsi acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du code monétaire et financier.

VERBRAUCHERINFORMATION
CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D

Informationen für den Verbraucher gemäß Artikel 246b § 2 Absatz 1 in Verbindung mit Artikel 246b § 1 Absatz 1 EGBGB über die Kapitalanlage an der Cleantech Infrastruktur GmbH in Form von Namens-Teilschuldverschreibungen mit der Bezeichnung „CTI 1 D SP“, „CTI 1 D“ und „CTI 2 D“.

Information über	Angabe		
Identität des Unternehmens, Register, Registernummer	Cleantech Infrastruktur GmbH, geschäftsansässig Hanauer Landstraße 291b, 60314 Frankfurt am Main, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt am Main unter der Nr. HRB 91059.		
Hauptgeschäftstätigkeit, Aufsicht	Die Hauptgeschäftstätigkeit des Unternehmens ist laut Gesellschaftsvertrag die Verwaltung eigenen Vermögens ausschließlich durch den Erwerb, das Halten und die Veräußerung von Finanzanlagen an verbundenen Unternehmen, insbesondere der ThomasLloyd Group Ltd mit Sitz in London, UK. Eine gesonderte staatliche Aufsicht besteht nicht.		
Vertreter	Geschäftsführer: Herr Matthias Klein		
Ladungsfähige Anschrift	Cleantech Infrastruktur GmbH, Hanauer Landstraße 291b, 60314 Frankfurt am Main, vertreten durch den Geschäftsführer Herrn Matthias Klein.		
Wesentliche Merkmale der Beteiligung, Zustandekommen des Vertrages	Kapitalanlage in Form von nachrangigen Namens-Teilschuldverschreibungen mit fester Verzinsung. Die Teilschuldverschreibungen samt Zinszahlungen begründen bedingte, unmittelbare, nachrangige und nicht dinglich besicherte Verbindlichkeiten der Anleiheschuldnerin, die untereinander und mit allen anderen nachrangigen und nicht dinglich besicherten Verpflichtungen in gleichem Rang stehen, sofern diese nicht kraft Gesetzes Vorrang haben. Die Forderungen aus den Teilschuldverschreibungen treten deshalb gegenüber allen anderen Ansprüchen von Gläubigern gegen die Anleiheschuldnerin im Rang zurück. Die Fälligkeit der Zahlung von Zins und Tilgung steht unter dem Vorbehalt, dass bei der Anleiheschuldnerin durch die Zahlung von Zins und Tilgung ein Insolvenzeröffnungsgrund nicht herbeigeführt wird. Die weiteren Merkmale der Beteiligung sind in dem Verkaufsprospekt der Cleantech Infrastruktur GmbH (Prospektfassung: 29 Februar 2016) in der jeweils maßgeblichen Fassung, insbesondere im Kapitel „6. Die Beteiligung“, enthalten. Der Vertragsschluss kommt mit Annahme des Zeichnungsantrags durch die Geschäftsführung des Unternehmens zustande.		
Mindestlaufzeit	Die Mindestlaufzeit ist vom gewählten Typ der Namens-Teilschuldverschreibungen abhängig.		
	CTI 1 D SP 6 Monate	CTI 1 D 12 Monate	CTI 2 D 24 Monate
Vertragliche Kündigungsbedingungen, Vertragsstrafen	Die Bedingungen der Kündigung variieren mit dem gewählten Typ.		
	CTI 1 D SP Ein ordentliches Kündigungsrecht des Anlegers besteht erstmals zum Ablauf des sechsten Zinslaufs und danach jeweils täglich jeweils unter Beachtung einer Kündigungsfrist von 30 Tagen. Der Zinslauf der Teilschuldverschreibungen beginnt (einschließlich) am 1. eines jeden Monats und endet (einschließlich) am Monatsultimo desselben Monats.	CTI 1 D Ein ordentliches Kündigungsrecht des Anlegers besteht erstmals zum Ablauf des 12. Zinslaufs und danach jeweils täglich unter Beachtung einer Kündigungsfrist von 60 Tagen. Der Zinslauf der Teilschuldverschreibungen beginnt (einschließlich) am 1. eines jeden Monats und endet (einschließlich) am Monatsultimo desselben Monats.	CTI 2 D Ein ordentliches Kündigungsrecht des Anlegers besteht erstmals zum Ablauf des 24. Zinslaufs und danach jeweils täglich jeweils unter Beachtung einer Kündigungsfrist von 90 Tagen. Der Zinslauf der Teilschuldverschreibungen beginnt (einschließlich) am 1. eines jeden Monats und endet (einschließlich) am Monatsultimo desselben Monats.
	Das Unternehmen ist berechtigt, alle ausstehenden Teilschuldverschreibungen insgesamt unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von wenigstens 90 Tagen jährlich vorzeitig zu kündigen.		
Gesamtpreis, Preisbestandteile, abgeführte Steuern	Der Erwerbspreis ist von dem gewählten Typ abhängig.		
	CTI 1 D SP Der Erwerbspreis beträgt mindestens Euro 1.000.000,- (dies entspricht 2.000 Stück). Ein Agio wird nicht erhoben.	CTI 1 D Der Erwerbspreis beträgt mindestens 10.000,- (dies entspricht 20 Stück). Ein Agio wird nicht erhoben.	CTI 2 D Der Erwerbspreis beträgt mindestens Euro 5.000,- (dies entspricht 10 Stück). Ein Agio wird nicht erhoben.
	Weitere Preisbestandteile existieren nicht. Die Zeichnung der Beteiligung ist von der Umsatzsteuer befreit. Das Unternehmen übernimmt die Zahlung von Steuern (Kapitalertragsteuer, Solidaritätszuschlag und ggf. Kirchensteuer) für den Anleger, soweit hierfür eine Pflicht nach dem Einkommensteuergesetz besteht.		
Zusätzlich anfallende Kosten, Steuern, die nicht über das Unternehmen abgeführt werden	Es fallen keine zusätzlichen Kosten an. Steuern für etwaige Veräußerungsgewinne werden nicht durch das Unternehmen abgeführt.		
Zusätzliche Kosten, die der Verbraucher für die Benutzung des Fernkommunikationsmittels zu tragen hat und vom Unternehmen in Rechnung gestellt werden	Keine		

VERBRAUCHERINFORMATION
CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D

Information über	Angabe
Einzelheiten der Zahlung und Lieferung/ Erfüllung	Die Zahlungstermine ergeben sich aus dem Zeichnungsschein. Die Ausgabe der Namensschuldverschreibungen erfolgt in effektiven Stücken.
Spezielle Hinweise wegen der Art der Finanzdienstleistung	Die Finanzdienstleistung bezieht sich nicht auf Finanzinstrumente, deren Preis von Schwankungen auf dem Finanzmarkt abhängig ist, auf die das Unternehmen keinen Einfluss hat. Die angebotene Kapitalanlage ist mit speziellen Risiken behaftet. Das Hauptrisiko der hier angebotenen Beteiligung liegt in der wirtschaftlichen Entwicklung des Unternehmens. Deshalb verbindet sich mit dieser Kapitalanlage das Risiko des Teil- oder sogar des Totalverlustes des eingesetzten Kapitals und von Zinsansprüchen. In der Vergangenheit erwirtschaftete Erträge sind kein Indikator für künftige Erträge. Eine ausführliche Risikodarstellung befindet sich in dem Kapitel „3. Risiken der Vermögensanlage“ des Verkaufsprospektes.
Befristung der Informationen	Die Gültigkeit dieser Informationen ist unbefristet. Die Zeichnungsfrist für das Angebot endet mit Vollplatzierung des Angebotes, jedoch spätestens am 31. Dezember 2018.
Mitgliedstaat der EU, dessen Recht das Unternehmen unterliegt	Bundesrepublik Deutschland
Anwendbares Recht, Gerichtsstand	Das Unternehmen sowie der Vertrag über die Kapitalanlage (Anleihebedingungen) und die Rechte und Pflichten aus der Kapitalanlage unterliegen dem Recht der Bundesrepublik Deutschland. Gerichtsstand für alle sich aus dem Rechtsverhältnis zwischen einem Anleger und dem Unternehmen ergebenden Rechtsstreitigkeiten ist der Sitz des Unternehmens. Diese Gerichtsstandsvereinbarung beschränkt nicht das Recht eines Anlegers, Verfahren vor einem anderen zuständigen Gericht anzustrengen. Ebenso wenig schließt die Einleitung von Verfahren vor einem oder mehreren anderen Gerichtsständen die Einleitung von Verfahren an einem anderen Gerichtsstand aus, falls und soweit dies rechtlich zulässig ist. Sofern der Anleger Verbraucher im Sinne des § 13 BGB ist, gelten hinsichtlich des Gerichtsstandes die gesetzlichen Vorgaben.
Vertragssprache	Die Kapitalanlage wird nur in deutscher Sprache angeboten, und die Kommunikation zwischen dem Unternehmen und dem Anleger wird während der Laufzeit der Beteiligung in deutscher Sprache erfolgen.
Außergerichtliche Beschwerde- und Rechtsbehelfsverfahren	Bei Streitigkeiten aus der Anwendung der Vorschriften des Bürgerlichen Gesetzbuches betreffend Fernabsatzverträge über Finanzdienstleistungen besteht unbeschadet des Rechts, die Gerichte anzurufen, die Möglichkeit, eine vom Bundesamt für Justiz für diese Streitigkeiten anerkannte private Verbraucherschlichtungsstelle oder die bei der Deutschen Bundesbank eingerichtete Schlichtungsstelle anzurufen. Die Verfahrensordnung ist bei der Deutschen Bundesbank erhältlich. Die Adresse lautet: Deutsche Bundesbank; Schlichtungsstelle, Wilhelm-Epstein-Str. 14, 60431 Frankfurt.
Garantie/Entschädigungsregelung	Es besteht keine Einlagensicherung, kein Garantiefonds und es bestehen keine Entschädigungsregelungen.
Bestehen eines Widerrufsrechts und Einzelheiten	Widerrufsbelehrung Widerrufsrecht Sie können Ihre Vertragserklärung innerhalb von 14 Tagen ohne Angabe von Gründen mittels einer eindeutigen Erklärung widerrufen. Die Frist beginnt nach Erhalt dieser Belehrung auf einem dauerhaften Datenträger, jedoch nicht vor Vertragsschluss und auch nicht vor Erfüllung unserer Informationspflichten gemäß Artikel 246b § 2 Absatz 1 in Verbindung mit Artikel 246b § 1 Absatz 1 EGBGB. Zur Wahrung der Widerrufsfrist genügt die rechtzeitige Absendung des Widerrufs, wenn die Erklärung auf einem dauerhaften Datenträger (z.B. Brief, Telefax, E-Mail) erfolgt. Der Widerruf ist zu richten an: Cleantech Infrastruktur GmbH, Hanauer Landstraße 291b, 60314 Frankfurt am Main, E-Mail: support@thomas-lloyd.com, Telefax: 00800-090 000 99 Widerrufsfolgen Im Falle eines wirksamen Widerrufs sind die beiderseits empfangenen Leistungen zurückzugewähren. Sie sind zur Zahlung von Wertersatz für die bis zum Widerruf erbrachte Dienstleistung verpflichtet, wenn Sie vor Abgabe Ihrer Vertragserklärung auf diese Rechtsfolge hingewiesen wurden und ausdrücklich zugestimmt haben, dass wir vor dem Ende der Widerrufsfrist mit der Ausführung der Gegenleistung beginnen. Besteht eine Verpflichtung zur Zahlung von Wertersatz, kann dies dazu führen, dass Sie die vertraglichen Zahlungsverpflichtungen für den Zeitraum bis zum Widerruf dennoch erfüllen müssen. Ihr Widerrufsrecht erlischt vorzeitig, wenn der Vertrag von beiden Seiten auf Ihren ausdrücklichen Wunsch vollständig erfüllt ist, bevor Sie Ihr Widerrufsrecht ausgeübt haben. Verpflichtungen zur Erstattung von Zahlungen müssen innerhalb von 30 Tagen erfüllt werden. Die Frist beginnt für Sie mit der Absendung Ihrer Widerrufserklärung, für uns mit deren Empfang. Ende der Widerrufsbelehrung

Empfangsbestätigung (Zutreffendes bitte ankreuzen und ggf. ausfüllen): Ich, der Erwerber, bestätige hiermit, dass ich

- ☐ vor Abgabe der Zeichnungserklärung die vorliegende **Information für den Verbraucher** erhalten, gelesen und verstanden habe.
- ☐ zur Kenntnis nehme, dass sich die Regelungen zum Widerrufsrecht und dessen Einzelheiten ausschließlich nach diesen vorliegenden Informationen richten.

X

Ort, Datum

Unterschrift Erwerber

VERBRAUCHERINFORMATION
CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D

Informationen für den Verbraucher gemäß Artikel 246b § 2 Absatz 1 in Verbindung mit Artikel 246b § 1 Absatz 1 EGBGB über die Kapitalanlage an der Cleantech Infrastruktur GmbH in Form von Namens-Teilschuldverschreibungen mit der Bezeichnung „CTI 1 D SP“, „CTI 1 D“ und „CTI 2 D“.

Information über	Angabe		
Identität des Unternehmens, Register, Registernummer	Cleantech Infrastruktur GmbH, geschäftsansässig Hanauer Landstraße 291b, 60314 Frankfurt am Main, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt am Main unter der Nr. HRB 91059.		
Hauptgeschäftstätigkeit, Aufsicht	Die Hauptgeschäftstätigkeit des Unternehmens ist laut Gesellschaftsvertrag die Verwaltung eigenen Vermögens ausschließlich durch den Erwerb, das Halten und die Veräußerung von Finanzanlagen an verbundenen Unternehmen, insbesondere der ThomasLloyd Group Ltd mit Sitz in London, UK. Eine gesonderte staatliche Aufsicht besteht nicht.		
Vertreter	Geschäftsführer: Herr Matthias Klein		
Ladungsfähige Anschrift	Cleantech Infrastruktur GmbH, Hanauer Landstraße 291b, 60314 Frankfurt am Main, vertreten durch den Geschäftsführer Herrn Matthias Klein.		
Wesentliche Merkmale der Beteiligung, Zustandekommen des Vertrages	Kapitalanlage in Form von nachrangigen Namens-Teilschuldverschreibungen mit fester Verzinsung. Die Teilschuldverschreibungen samt Zinszahlungen begründen bedingte, unmittelbare, nachrangige und nicht dinglich besicherte Verbindlichkeiten der Anleiheschuldnerin, die untereinander und mit allen anderen nachrangigen und nicht dinglich besicherten Verpflichtungen in gleichem Rang stehen, sofern diese nicht kraft Gesetzes Vorrang haben. Die Forderungen aus den Teilschuldverschreibungen treten deshalb gegenüber allen anderen Ansprüchen von Gläubigern gegen die Anleiheschuldnerin im Rang zurück. Die Fälligkeit der Zahlung von Zins und Tilgung steht unter dem Vorbehalt, dass bei der Anleiheschuldnerin durch die Zahlung von Zins und Tilgung ein Insolvenzeröffnungsgrund nicht herbeigeführt wird. Die weiteren Merkmale der Beteiligung sind in dem Verkaufsprospekt der Cleantech Infrastruktur GmbH (Prospektfassung: 29 Februar 2016) in der jeweils maßgeblichen Fassung, insbesondere im Kapitel „6. Die Beteiligung“, enthalten. Der Vertragsschluss kommt mit Annahme des Zeichnungsantrags durch die Geschäftsführung des Unternehmens zustande.		
Mindestlaufzeit	Die Mindestlaufzeit ist vom gewählten Typ der Namens-Teilschuldverschreibungen abhängig.		
	CTI 1 D SP 6 Monate	CTI 1 D 12 Monate	CTI 2 D 24 Monate
Vertragliche Kündigungsbedingungen, Vertragsstrafen	Die Bedingungen der Kündigung variieren mit dem gewählten Typ.		
	CTI 1 D SP Ein ordentliches Kündigungsrecht des Anlegers besteht erstmals zum Ablauf des sechsten Zinslaufs und danach jeweils täglich jeweils unter Beachtung einer Kündigungsfrist von 30 Tagen. Der Zinslauf der Teilschuldverschreibungen beginnt (einschließlich) am 1. eines jeden Monats und endet (einschließlich) am Monatsultimo desselben Monats.	CTI 1 D Ein ordentliches Kündigungsrecht des Anlegers besteht erstmals zum Ablauf des 12. Zinslaufs und danach jeweils täglich unter Beachtung einer Kündigungsfrist von 60 Tagen. Der Zinslauf der Teilschuldverschreibungen beginnt (einschließlich) am 1. eines jeden Monats und endet (einschließlich) am Monatsultimo desselben Monats.	CTI 2 D Ein ordentliches Kündigungsrecht des Anlegers besteht erstmals zum Ablauf des 24. Zinslaufs und danach jeweils täglich jeweils unter Beachtung einer Kündigungsfrist von 90 Tagen. Der Zinslauf der Teilschuldverschreibungen beginnt (einschließlich) am 1. eines jeden Monats und endet (einschließlich) am Monatsultimo desselben Monats.
	Das Unternehmen ist berechtigt, alle ausstehenden Teilschuldverschreibungen insgesamt unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von wenigstens 90 Tagen jährlich vorzeitig zu kündigen.		
Gesamtpreis, Preisbestandteile, abgeführte Steuern	Der Erwerbspreis ist von dem gewählten Typ abhängig.		
	CTI 1 D SP Der Erwerbspreis beträgt mindestens Euro 1.000.000,- (dies entspricht 2.000 Stück). Ein Agio wird nicht erhoben.	CTI 1 D Der Erwerbspreis beträgt mindestens 10.000,- (dies entspricht 20 Stück). Ein Agio wird nicht erhoben.	CTI 2 D Der Erwerbspreis beträgt mindestens Euro 5.000,- (dies entspricht 10 Stück). Ein Agio wird nicht erhoben.
	Weitere Preisbestandteile existieren nicht. Die Zeichnung der Beteiligung ist von der Umsatzsteuer befreit. Das Unternehmen übernimmt die Zahlung von Steuern (Kapitalertragsteuer, Solidaritätszuschlag und ggf. Kirchensteuer) für den Anleger, soweit hierfür eine Pflicht nach dem Einkommensteuergesetz besteht.		
Zusätzlich anfallende Kosten, Steuern, die nicht über das Unternehmen abgeführt werden	Es fallen keine zusätzlichen Kosten an. Steuern für etwaige Veräußerungsgewinne werden nicht durch das Unternehmen abgeführt.		
Zusätzliche Kosten, die der Verbraucher für die Benutzung des Fernkommunikationsmittels zu tragen hat und vom Unternehmen in Rechnung gestellt werden	Keine		

VERBRAUCHERINFORMATION
CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D

Information über	Angabe
Einzelheiten der Zahlung und Lieferung/ Erfüllung	Die Zahlungstermine ergeben sich aus dem Zeichnungsschein. Die Ausgabe der Namensschuldverschreibungen erfolgt in effektiven Stücken.
Spezielle Hinweise wegen der Art der Finanzdienstleistung	Die Finanzdienstleistung bezieht sich nicht auf Finanzinstrumente, deren Preis von Schwankungen auf dem Finanzmarkt abhängig ist, auf die das Unternehmen keinen Einfluss hat. Die angebotene Kapitalanlage ist mit speziellen Risiken behaftet. Das Hauptrisiko der hier angebotenen Beteiligung liegt in der wirtschaftlichen Entwicklung des Unternehmens. Deshalb verbindet sich mit dieser Kapitalanlage das Risiko des Teil- oder sogar des Totalverlustes des eingesetzten Kapitals und von Zinsansprüchen. In der Vergangenheit erwirtschaftete Erträge sind kein Indikator für künftige Erträge. Eine ausführliche Risikodarstellung befindet sich in dem Kapitel „3. Risiken der Vermögensanlage“ des Verkaufsprospektes.
Befristung der Informationen	Die Gültigkeit dieser Informationen ist unbefristet. Die Zeichnungsfrist für das Angebot endet mit Vollplatzierung des Angebotes, jedoch spätestens am 31. Dezember 2018.
Mitgliedstaat der EU, dessen Recht das Unternehmen unterliegt	Bundesrepublik Deutschland
Anwendbares Recht, Gerichtsstand	Das Unternehmen sowie der Vertrag über die Kapitalanlage (Anleihebedingungen) und die Rechte und Pflichten aus der Kapitalanlage unterliegen dem Recht der Bundesrepublik Deutschland. Gerichtsstand für alle sich aus dem Rechtsverhältnis zwischen einem Anleger und dem Unternehmen ergebenden Rechtsstreitigkeiten ist der Sitz des Unternehmens. Diese Gerichtsstandsvereinbarung beschränkt nicht das Recht eines Anlegers, Verfahren vor einem anderen zuständigen Gericht anzustrengen. Ebenso wenig schließt die Einleitung von Verfahren vor einem oder mehreren anderen Gerichtsständen die Einleitung von Verfahren an einem anderen Gerichtsstand aus, falls und soweit dies rechtlich zulässig ist. Sofern der Anleger Verbraucher im Sinne des § 13 BGB ist, gelten hinsichtlich des Gerichtsstandes die gesetzlichen Vorgaben.
Vertragssprache	Die Kapitalanlage wird nur in deutscher Sprache angeboten, und die Kommunikation zwischen dem Unternehmen und dem Anleger wird während der Laufzeit der Beteiligung in deutscher Sprache erfolgen.
Außergerichtliche Beschwerde- und Rechtsbehelfsverfahren	Bei Streitigkeiten aus der Anwendung der Vorschriften des Bürgerlichen Gesetzbuches betreffend Fernabsatzverträge über Finanzdienstleistungen besteht unbeschadet des Rechts, die Gerichte anzurufen, die Möglichkeit, eine vom Bundesamt für Justiz für diese Streitigkeiten anerkannte private Verbraucherschlichtungsstelle oder die bei der Deutschen Bundesbank eingerichtete Schlichtungsstelle anzurufen. Die Verfahrensordnung ist bei der Deutschen Bundesbank erhältlich. Die Adresse lautet: Deutsche Bundesbank; Schlichtungsstelle, Wilhelm-Epstein-Str. 14, 60431 Frankfurt.
Garantie/Entschädigungsregelung	Es besteht keine Einlagensicherung, kein Garantiefonds und es bestehen keine Entschädigungsregelungen.
Bestehen eines Widerrufsrechts und Einzelheiten	Widerrufsbelehrung Widerrufsrecht Sie können Ihre Vertragserklärung innerhalb von 14 Tagen ohne Angabe von Gründen mittels einer eindeutigen Erklärung widerrufen. Die Frist beginnt nach Erhalt dieser Belehrung auf einem dauerhaften Datenträger, jedoch nicht vor Vertragsschluss und auch nicht vor Erfüllung unserer Informationspflichten gemäß Artikel 246b § 2 Absatz 1 in Verbindung mit Artikel 246b § 1 Absatz 1 EGBGB. Zur Wahrung der Widerrufsfrist genügt die rechtzeitige Absendung des Widerrufs, wenn die Erklärung auf einem dauerhaften Datenträger (z.B. Brief, Telefax, E-Mail) erfolgt. Der Widerruf ist zu richten an: Cleantech Infrastruktur GmbH, Hanauer Landstraße 291b, 60314 Frankfurt am Main, E-Mail: support@thomas-lloyd.com, Telefax: 00800-090 000 99 Widerrufsfolgen Im Falle eines wirksamen Widerrufs sind die beiderseits empfangenen Leistungen zurückzugewähren. Sie sind zur Zahlung von Wertersatz für die bis zum Widerruf erbrachte Dienstleistung verpflichtet, wenn Sie vor Abgabe Ihrer Vertragserklärung auf diese Rechtsfolge hingewiesen wurden und ausdrücklich zugestimmt haben, dass wir vor dem Ende der Widerrufsfrist mit der Ausführung der Gegenleistung beginnen. Besteht eine Verpflichtung zur Zahlung von Wertersatz, kann dies dazu führen, dass Sie die vertraglichen Zahlungsverpflichtungen für den Zeitraum bis zum Widerruf dennoch erfüllen müssen. Ihr Widerrufsrecht erlischt vorzeitig, wenn der Vertrag von beiden Seiten auf Ihren ausdrücklichen Wunsch vollständig erfüllt ist, bevor Sie Ihr Widerrufsrecht ausgeübt haben. Verpflichtungen zur Erstattung von Zahlungen müssen innerhalb von 30 Tagen erfüllt werden. Die Frist beginnt für Sie mit der Absendung Ihrer Widerrufserklärung, für uns mit deren Empfang. Ende der Widerrufsbelehrung

Empfangsbestätigung (Zutreffendes bitte ankreuzen und ggf. ausfüllen): Ich, der Erwerber, bestätige hiermit, dass ich

- ☐ vor Abgabe der Zeichnungserklärung die vorliegende **Information für den Verbraucher** erhalten, gelesen und verstanden habe.
- ☐ zur Kenntnis nehme, dass sich die Regelungen zum Widerrufsrecht und dessen Einzelheiten ausschließlich nach diesen vorliegenden Informationen richten.

X

Ort, Datum

Unterschrift Erwerber

ZEICHNUNGSSCHEIN
CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D
Personenbezogene Daten
☐ Herr ☐ Frau ☐ Firma

Name/Firmierung _____ Vorname _____

Geburts-/Gründungsdatum _____ Geburtsort _____ Staatsangehörigkeit _____

Registergericht _____ Registernummer _____

Straße, Nummer _____

PLZ _____ Ort _____ Land _____

Telefon privat _____ Telefon tagsüber _____ Fax _____

E-Mail _____

Beruf _____ Familienstand _____ Kinder u. 18 J. _____

PLZ (WF) _____ Name Wohnsitzfinanzamt (WF) _____

Steueridentifikationsnummer _____

– im Folgenden Anleger –
Identifizierung (eine Ausweiskopie ist dem Zeichnungsschein beizufügen)

☐ Der Unterzeichnende handelt auf eigene Rechnung
☐ Reisepass ☐ Personalausweis

Reisepass-/Personalausweisnummer _____ Ausstellungsdatum _____ Gültig bis _____ Ausstellende Behörde _____

Bankverbindung für Zinszahlungen

Kontoinhaber _____ Kreditinstitut _____

IBAN _____ BIC (SWIFT-Code) _____

Zeichnungserklärung: Ich, der Anleger, zeichne und übernehme hiermit die nachfolgend genannte Anzahl an nachrangigen Teilschuldverschreibungen zum Nennbetrag von jeweils EUR 500,- je Teilschuldverschreibung der Cleantech Infrastruktur GmbH, Hanauer Landstraße 291b, 60314 Frankfurt a.M., gegen Zahlung der nachfolgend genannten Zeichnungssumme. Die Ausgabe der nachrangigen Teilschuldverschreibungen mit der Emissionsbezeichnung CTI 1 D SP, CTI 1 D und CTI 2 D beruht auf dem Verkaufsprospekt (Stand: 29. Februar 2016). Es ergibt sich folgende Abrechnung:

Gattungen	Mindestlaufzeit	Zeichnungssumme	Zahlungsweise
CTI 1 D SP Mindestzeichnungssumme: EUR 1.000.000,- (höhere Beträge müssen durch 500 teilbar sein)	6 Monate	EUR _____	Überweisung erfolgt am Tag/Monat/Jahr _____
CTI 1 D Mindestzeichnungssumme EUR 10.000,- (höhere Beträge müssen durch 500 teilbar sein)	12 Monate	EUR _____	Überweisung erfolgt am Tag/Monat/Jahr _____
CTI 2 D Mindestzeichnungssumme EUR 5.000,- (höhere Beträge müssen durch 500 teilbar sein)	24 Monate	EUR _____	Überweisung erfolgt am Tag/Monat/Jahr _____

Bankverbindung für Überweisungen

Cleantech Infrastruktur GmbH, Volksbank Lingen eG, IBAN-Nr.: DE92 2666 0060 1107 3152 00, BIC-Code: GENODEF1LIG.

Keine andere Person ist berechtigt, Zahlungsmittel entgegenzunehmen

ZEICHNUNGSSCHEIN
CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D
Risikobelehrung

Bei den zur Zeichnung angebotenen nachrangigen Teilschuldverschreibungen handelt es sich **nicht um eine sogenannte mündelsichere Kapitalanlage**, sondern um eine Vermögensanlage, mit der die im Verkaufsprospekt **beschriebenen Risiken** verbunden sind. Insbesondere kann ein Verlust der zu zahlenden Zeichnungssumme nicht ausgeschlossen werden. Der Anleger sollte daher stets einen **Teil- oder gar Totalverlust** der zu zahlenden Zeichnungssumme einschließlich etwaiger Zinsverpflichtungen, die aufgrund einer Fremdfinanzierung der Zeichnungssumme zu leisten sind, wirtschaftlich verkraften können. Im Übrigen sind die **Zins- und Tilgungsansprüche nachrangig**. Eine ausführliche Darstellung der mit der Zeichnung der nachrangigen Teilschuldverschreibungen verbundenen Risiken befindet sich in dem Abschnitt „Risiken der Vermögensanlage“ im Verkaufsprospekt.

Empfangsbestätigung (Zutreffendes bitte ankreuzen und ggf. ausfüllen): Ich, der Anleger, bestätige hiermit,

- ☐ am ein Exemplar/einen Ausdruck/eine elektronische Fassung des **Verkaufsprospekts** (Stand: 29. Februar 2016) erhalten, gelesen und verstanden zu haben.
- ☐ vor Unterzeichnung des Zeichnungsscheins ausreichend Zeit zur Lektüre des Verkaufsprospektes gehabt und insbesondere den Abschnitt „**Risiken der Vermögensanlage**“ im Prospekt gelesen und verstanden zu haben.

Folgende Unterlagen habe ich, der Anleger, mit Datum meiner Unterschrift erhalten:

- ☐ eine(n) Durchschrift/Ausdruck dieses Zeichnungsscheins

X

Ort, Datum

Unterschrift Anleger

Datenschutz und Datenverarbeitungsklausel

Der Anleger willigt zum Zwecke der Verwaltung der Teilschuldverschreibungen in die Speicherung, Verarbeitung, Auskunftserteilung sowie Nachfrage seiner in diesem Zeichnungsschein angegebenen personenbezogenen Daten durch seinen Finanzdienstleister sowie die Emittentin ein. Der Anleger ist mit der Zusendung von Informationsmaterialien über und durch die Emittentin per E-Mail und/oder Post einverstanden. Es erfolgt keine Weitergabe der Daten an Dritte zu Werbezwecken. Die Datenverarbeitung geschieht unter Beachtung der einschlägigen Datenschutzgesetze. Die personenbezogenen Daten werden gelöscht, sobald eine weitere Speicherung nicht mehr notwendig ist. Dem Anleger wird über die gespeicherten Daten und deren Weitergabe auf Anfrage Auskunft erteilt. Sofern die Kommunikation mit dem Anleger per E-Mail stattfindet, soll die Kommunikation unverschlüsselt erfolgen. Diese Zustimmung kann jederzeit schriftlich widerrufen werden.

X

Ort, Datum

Unterschrift Anleger

Annahmeerklärung der Cleantech Infrastruktur GmbH

X

Ort, Datum

Cleantech Infrastruktur GmbH

ZEICHNUNGSSCHEIN

CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D

Personenbezogene Daten

☐ Herr ☐ Frau ☐ Firma

Name/Firmierung _____ Vorname _____

Geburts-/Gründungsdatum _____ Geburtsort _____ Staatsangehörigkeit _____

Registergericht _____ Registernummer _____

Straße, Nummer _____

PLZ _____ Ort _____ Land _____

Telefon privat _____ Telefon tagsüber _____ Fax _____

E-Mail _____

Beruf _____ Familienstand _____ Kinder u. 18 J. _____

PLZ (WF) _____ Name Wohnsitzfinanzamt (WF) _____

Steueridentifikationsnummer _____

– im Folgenden Anleger –

Identifizierung (eine Ausweiskopie ist dem Zeichnungsschein beizufügen)

☐ Der Unterzeichnende handelt auf eigene Rechnung
☐ Reisepass ☐ Personalausweis

Reisepass-/Personalausweisnummer _____ Ausstellungsdatum _____ Gültig bis _____ Ausstellende Behörde _____

Bankverbindung für Zinszahlungen

Kontoinhaber _____ Kreditinstitut _____

IBAN _____ BIC (SWIFT-Code) _____

Zeichnungserklärung: Ich, der Anleger, zeichne und übernehme hiermit die nachfolgend genannte Anzahl an nachrangigen Teilschuldverschreibungen zum Nennbetrag von jeweils EUR 500,- je Teilschuldverschreibung der Cleantech Infrastruktur GmbH, Hanauer Landstraße 291b, 60314 Frankfurt a.M., gegen Zahlung der nachfolgend genannten Zeichnungssumme. Die Ausgabe der nachrangigen Teilschuldverschreibungen mit der Emissionsbezeichnung CTI 1 D SP, CTI 1 D und CTI 2 D beruht auf dem Verkaufsprospekt (Stand: 29. Februar 2016). Es ergibt sich folgende Abrechnung:

Gattungen	Mindestlaufzeit	Zeichnungssumme	Zahlungsweise
CTI 1 D SP Mindestzeichnungssumme: EUR 1.000.000,- (höhere Beträge müssen durch 500 teilbar sein)	6 Monate	EUR _____	Überweisung erfolgt am Tag/Monat/Jahr _____
CTI 1 D Mindestzeichnungssumme EUR 10.000,- (höhere Beträge müssen durch 500 teilbar sein)	12 Monate	EUR _____	Überweisung erfolgt am Tag/Monat/Jahr _____
CTI 2 D Mindestzeichnungssumme EUR 5.000,- (höhere Beträge müssen durch 500 teilbar sein)	24 Monate	EUR _____	Überweisung erfolgt am Tag/Monat/Jahr _____

Bankverbindung für Überweisungen

Cleantech Infrastruktur GmbH, Volksbank Lingen eG, IBAN-Nr.: DE92 2666 0060 1107 3152 00, BIC-Code: GENODEF1LIG.

Keine andere Person ist berechtigt, Zahlungsmittel entgegenzunehmen

ZEICHNUNGSSCHEIN
CTI 1 D SP | CTI 1 D | CTI 2 D
Risikobelehrung

Bei den zur Zeichnung angebotenen nachrangigen Teilschuldverschreibungen handelt es sich **nicht um eine sogenannte mündelsichere Kapitalanlage**, sondern um eine Vermögensanlage, mit der die im Verkaufsprospekt **beschriebenen Risiken** verbunden sind. Insbesondere kann ein Verlust der zu zahlenden Zeichnungssumme nicht ausgeschlossen werden. Der Anleger sollte daher stets einen **Teil- oder gar Totalverlust** der zu zahlenden Zeichnungssumme einschließlich etwaiger Zinsverpflichtungen, die aufgrund einer Fremdfinanzierung der Zeichnungssumme zu leisten sind, wirtschaftlich verkraften können. Im Übrigen sind die **Zins- und Tilgungsansprüche nachrangig**. Eine ausführliche Darstellung der mit der Zeichnung der nachrangigen Teilschuldverschreibungen verbundenen Risiken befindet sich in dem Abschnitt „Risiken der Vermögensanlage“ im Verkaufsprospekt.

Empfangsbestätigung (Zutreffendes bitte ankreuzen und ggf. ausfüllen): Ich, der Anleger, bestätige hiermit,

- ☐ am ein Exemplar/einen Ausdruck/eine elektronische Fassung des **Verkaufsprospekts** (Stand: 29. Februar 2016) erhalten, gelesen und verstanden zu haben.
- ☐ vor Unterzeichnung des Zeichnungsscheins ausreichend Zeit zur Lektüre des Verkaufsprospektes gehabt und insbesondere den Abschnitt „**Risiken der Vermögensanlage**“ im Prospekt gelesen und verstanden zu haben.

Folgende Unterlagen habe ich, der Anleger, mit Datum meiner Unterschrift erhalten:

- ☐ eine(n) Durchschrift/Ausdruck dieses Zeichnungsscheins

X

Ort, Datum

Unterschrift Anleger

Datenschutz und Datenverarbeitungsklausel

Der Anleger willigt zum Zwecke der Verwaltung der Teilschuldverschreibungen in die Speicherung, Verarbeitung, Auskunftserteilung sowie Nachfrage seiner in diesem Zeichnungsschein angegebenen personenbezogenen Daten durch seinen Finanzdienstleister sowie die Emittentin ein. Der Anleger ist mit der Zusendung von Informationsmaterialien über und durch die Emittentin per E-Mail und/oder Post einverstanden. Es erfolgt keine Weitergabe der Daten an Dritte zu Werbezwecken. Die Datenverarbeitung geschieht unter Beachtung der einschlägigen Datenschutzgesetze. Die personenbezogenen Daten werden gelöscht, sobald eine weitere Speicherung nicht mehr notwendig ist. Dem Anleger wird über die gespeicherten Daten und deren Weitergabe auf Anfrage Auskunft erteilt. Sofern die Kommunikation mit dem Anleger per E-Mail stattfindet, soll die Kommunikation unverschlüsselt erfolgen. Diese Zustimmung kann jederzeit schriftlich widerrufen werden.

X

Ort, Datum

Unterschrift Anleger

Annahmeerklärung der Cleantech Infrastruktur GmbH

X

Ort, Datum

Cleantech Infrastruktur GmbH

Personenbezogene Daten

☐ Herr ☐ Frau ☐ Firma

Name/Firmierung _____ Vorname _____

Geburts-/Gründungsdatum _____ Geburtsort _____ Staatsangehörigkeit _____

Registergericht _____ Registernummer _____

Straße, Nummer _____

PLZ _____ Ort _____ Land _____

Telefon privat _____ Telefon tagsüber _____ Fax _____

E-Mail _____

Aktuelle Erwerbstätigkeit _____ Familienstand _____ Kinder u. 18 J. _____

Erlerner Beruf _____ Anz. Personen im HH _____

Frühere Erwerbstätigkeit(en) _____

Tätigkeit(en) in Verbindung mit Finanzanlagen _____

Persönliche und/oder telefonische Gesprächstermine zwischen Vermittler und Anleger zur Vermögensanlage

Datum _____ Gesprächsdauer von/bis _____ Ort oder angerufene Nummer _____

Weitere anwesende Personen beim Gesprächstermin _____

Datum _____ Gesprächsdauer von/bis _____ Ort oder angerufene Nummer _____

Weitere anwesende Personen beim Gesprächstermin _____

Datum _____ Gesprächsdauer von/bis _____ Ort oder angerufene Nummer _____

Weitere anwesende Personen beim Gesprächstermin _____

Anlageerfahrung

Es liegen Anlageerfahrungen in folgenden Geschäftsarten vor:

Geschäftsarten	Kenntnisse/Erfahrungen	Umfang der Geschäfte pro Transaktionen				Geschäfte in Fremdwährung	
		Jahresangabe	bis 5 T €	bis 25 T €	bis 50 T €	über 50 T €	%
Anleihen	seit _____	☐	☐	☐	☐		_____
Aktien	seit _____	☐	☐	☐	☐		_____
Offene Investmentfonds	seit _____	☐	☐	☐	☐	☐	_____
Geschlossene Investmentfonds	seit _____	☐	☐	☐	☐		_____
Hedgefonds	seit _____	☐	☐	☐	☐		_____
Zertifikate	seit _____	☐	☐	☐	☐		_____
Optionsscheine	seit _____	☐	☐	☐	☐		_____
Termingeschäfte	seit _____	☐	☐	☐	☐		_____

Nicht wertpapierbezogene Anlagenformen (z.B. Unternehmensbeteiligungen, Genussrechte, Private Equity) **nach Art, Gesellschaft, Umfang, Abschlussjahr.**

Wurden Finanzanlagengeschäfte auf Kreditbasis getätigt?

☐ nein ☐ ja wenn ja: Kreditrahmen: € _____

Mit meiner Unterschrift bestätige ich die Richtigkeit und Vollständigkeit meiner Angaben in der Vermittlungsdokumentation.

X

Ort, Datum Unterschrift Anleger

Hinweis auf die Unangemessenheit der Finanzanlage oder fehlende Kundenangaben

Die Angemessenheit beurteilt sich danach, ob der Anleger über die erforderlichen Kenntnisse und Erfahrungen verfügt, um die Risiken im Zusammenhang mit der Art der Finanzanlagen einschätzen zu können.

- ☐ Ich wurde darüber informiert, dass die nachrangigen Namens-Teilschuldverschreibungen der Cleantech Infrastruktur GmbH für mich **nicht** angemessen sind.
- ☐ Ich entscheide mich dennoch für den Erwerb der nachrangigen Namens-Teilschuldverschreibungen der Cleantech Infrastruktur GmbH.
- ☐ Sofern der Anleger sich entscheidet, keine oder unvollständige Angaben zu seinen bisherigen Erfahrungen und Kenntnissen im Zusammenhang mit Finanzanlagen zu erteilen, kann nicht beurteilt werden, ob die Anlage angemessen ist. Wir weisen Sie daher eindringlich darauf hin, dass eine Angemessenheitsprüfung bei fehlenden/unvollständigen Angaben nicht möglich ist. Diesen Hinweis habe ich zur Kenntnis genommen.

X

Ort, Datum Unterschrift Anleger

Bestätigung des Anlegers (Zutreffendes bitte ankreuzen und ggf. ausfüllen): Ich, der Anleger, bestätige hiermit,

- ☐ am ein Exemplar/einen Ausdruck/eine elektronische Fassung des **Verkaufsprospekts** (Stand: 29. Februar 2016) erhalten, gelesen und verstanden zu haben.
- ☐ vor Unterzeichnung des Zeichnungsscheins ausreichend Zeit zur Lektüre des Verkaufsprospekts gehabt und insbesondere den Abschnitt **„Risiken der Vermögensanlage“** im Prospekt gelesen und verstanden zu haben.
- ☐ eine(n) Durchschrift/Ausdruck/eine elektronische Fassung dieser Vermittlungsdokumentation mit Datum meiner Unterschrift erhalten zu haben.

X

Ort, Datum Unterschrift Anleger

Personenbezogene Daten

☐ Herr ☐ Frau ☐ Firma

Name/Firmierung _____ Vorname _____

Geburts-/Gründungsdatum _____ Geburtsort _____ Staatsangehörigkeit _____

Registergericht _____ Registernummer _____

Straße, Nummer _____

PLZ _____ Ort _____ Land _____

Telefon privat _____ Telefon tagsüber _____ Fax _____

E-Mail _____

Aktuelle Erwerbstätigkeit _____ Familienstand _____ Kinder
u. 18 J. _____Erlerner Beruf _____ Anz. Perso-
nen im HH _____

Frühere Erwerbstätigkeit(en) _____

Tätigkeit(en) in Verbindung mit Finanzanlagen _____

Persönliche und/oder telefonische Gesprächstermine zwischen Vermittler und Anleger zur Vermögensanlage

Datum _____ Gesprächsdauer von/bis _____ Ort oder angerufene Nummer _____

Weitere anwesende Personen beim Gesprächstermin _____

Datum _____ Gesprächsdauer von/bis _____ Ort oder angerufene Nummer _____

Weitere anwesende Personen beim Gesprächstermin _____

Datum _____ Gesprächsdauer von/bis _____ Ort oder angerufene Nummer _____

Weitere anwesende Personen beim Gesprächstermin _____

Anlageerfahrung

Es liegen Anlageerfahrungen in folgenden Geschäftsarten vor:

Geschäftsarten	Kenntnisse/Erfahrungen	Umfang der Geschäfte pro Transaktionen				Geschäfte in Fremdwährung	
		Jahresangabe	bis 5 T €	bis 25 T €	bis 50 T €	über 50 T €	%
Anleihen	seit _____	☐	☐	☐	☐	☐	_____
Aktien	seit _____	☐	☐	☐	☐	☐	_____
Offene Investmentfonds	seit _____	☐	☐	☐	☐	☐	_____
Geschlossene Investmentfonds	seit _____	☐	☐	☐	☐	☐	_____
Hedgefonds	seit _____	☐	☐	☐	☐	☐	_____
Zertifikate	seit _____	☐	☐	☐	☐	☐	_____
Optionsscheine	seit _____	☐	☐	☐	☐	☐	_____
Termingeschäfte	seit _____	☐	☐	☐	☐	☐	_____

Nicht wertpapierbezogene Anlagenformen (z.B. Unternehmensbeteiligungen, Genussrechte, Private Equity) nach Art, Gesellschaft, Umfang, Abschlussjahr.

Wurden Finanzanlagengeschäfte auf Kreditbasis getätigt?

☐ nein ☐ ja wenn ja: Kreditrahmen: € _____

Mit meiner Unterschrift bestätige ich die Richtigkeit und Vollständigkeit meiner Angaben in der Vermittlungsdokumentation.

Ort, Datum
Unterschrift Anleger

Hinweis auf die Unangemessenheit der Finanzanlage oder fehlende Kundenangaben

Die Angemessenheit beurteilt sich danach, ob der Anleger über die erforderlichen Kenntnisse und Erfahrungen verfügt, um die Risiken im Zusammenhang mit der Art der Finanzanlagen einschätzen zu können.

- ☐ Ich wurde darüber informiert, dass die nachrangigen Namens-Teilschuldverschreibungen der Cleantech Infrastruktur GmbH für mich **nicht** angemessen sind.
- ☐ Ich entscheide mich dennoch für den Erwerb der nachrangigen Namens-Teilschuldverschreibungen der Cleantech Infrastruktur GmbH.
- ☐ Sofern der Anleger sich entscheidet, keine oder unvollständige Angaben zu seinen bisherigen Erfahrungen und Kenntnissen im Zusammenhang mit Finanzanlagen zu erteilen, kann nicht beurteilt werden, ob die Anlage angemessen ist. Wir weisen Sie daher eindringlich darauf hin, dass eine Angemessenheitsprüfung bei fehlenden/unvollständigen Angaben nicht möglich ist. Diesen Hinweis habe ich zur Kenntnis genommen.

Ort, Datum
Unterschrift Anleger

Bestätigung des Anlegers (Zutreffendes bitte ankreuzen und ggf. ausfüllen): Ich, der Anleger, bestätige hiermit,

- ☐ am ein Exemplar/einen Ausdruck/eine elektronische Fassung des **Verkaufsprospekts** (Stand: 29. Februar 2016) erhalten, gelesen und verstanden zu haben.
- ☐ vor Unterzeichnung des Zeichnungsscheins ausreichend Zeit zur Lektüre des Verkaufsprospekts gehabt und insbesondere den Abschnitt **„Risiken der Vermögensanlage“** im Prospekt gelesen und verstanden zu haben.
- ☐ eine(n) Durchschrift/Ausdruck/eine elektronische Fassung dieser Vermittlungsdokumentation mit Datum meiner Unterschrift erhalten zu haben.

Ort, Datum
Unterschrift Anleger

Annexe 5
Impression d'une simulation de calcul en ligne du rendement des instruments de dette
subordonnée

PARTENAIRE

Max Mustermann

Musterstraße 1

12345 Musterstadt, Musterland

Téléphone: 01234/56789

E-mail: max.mustermann@mustermail.com

CLIENT

Musterfrau**Maria**

Musterweg 1

54321 Musterhausen, Musterland

N° de téléphone: 09876/54321

E-mail: maria.musterfrau@mustermail.com

ÉMISSION

Nom de l'emprunt obligataire:

CTI 2 D

Société émettrice:

Cleantech Infrastruktur GmbH

Forme de l'emprunt obligataire:

Participation en commandite

MODÈLE DE BASE DE CALCUL - CTI 2 D

Début de la période de validité:	21.06.2017
Durée minimale (en mois):	24
Durée choisie (en mois):	24
Echéance:	21.06.2019
Taux d'intérêt par an	4,85%

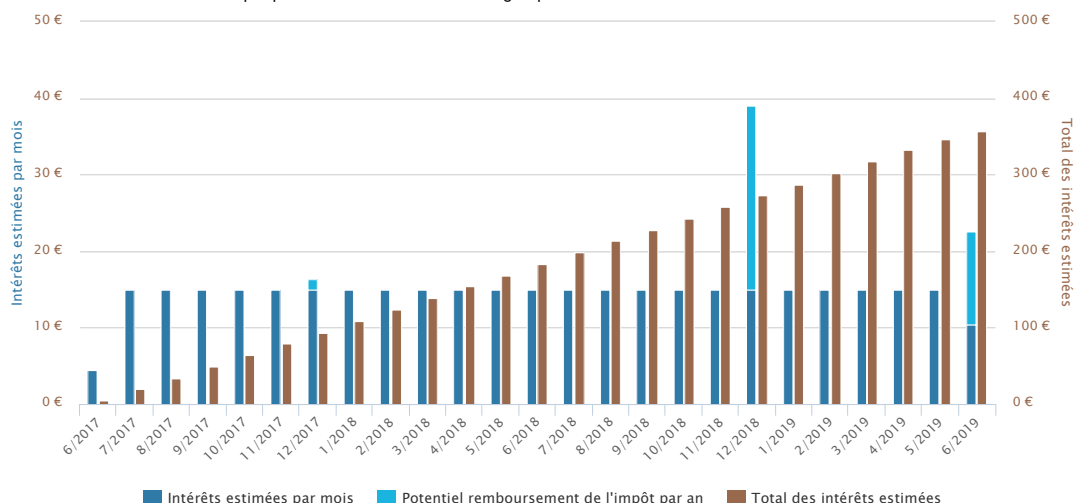
Considération d'ordre fiscal:	niveau Investisseur
Pays d'assujettissement illimité à l'impôt:	France
Statut fiscal:	Investisseur soumis à l'impôt sur le revenu
Taux moyen d'imposition en France sur les intérêts (Prélèvement forfaitaire + 15,75% sur les intérêts nets)	15,75%
Situation maritale:	Célibataire
Nombre de parts fiscales du foyer:	1,0
Salaires nets:	50.000 €

RÉSULTAT DU MODÈLE DE CALCUL - CTI 2 D

Montant de souscription:	5.000,00 €	Rendement avant impôts:	4,85% p.a.
Montant d'intérêts (bruts) versés pendant la durée de l'emprunt:	485,00 €	Rendement après impôts:	4,08% p.a.
Montant de remboursement brut total incluant les intérêts versés pendant la durée de l'emprunt:	5.485,00 €	Intérêts moyens (bruts) par mois versés pendant la durée de l'emprunt:	20,21 €
Charge fiscale moyenne en France sur les intérêts (Prélèvement forfaitaire + Impôt sur le revenu + Prélèvements sociaux):	76,53 €	Intérêts moyens (nets) par mois versés pendant la durée de l'emprunt:	17,02 €
Montant de remboursement brut total incluant les intérêts versés pendant la durée de l'emprunt:	5.408,47 €		

SIMULATION DES DISTRIBUTIONS - CTI 2 D

Intérêts (brut) par an:	242,50
Intérêts (nets d'impôt prélevé à la source en Allemagne) par an:	178,54
Potentiel remboursement de l'impôt prélevé à la source en Allemagne par an:	25,69



Avertissement de risques:

Le présent calcul est fourni à titre indicatif et les perspectives de profits représentent uniquement une évolution théorique du placement ci-dessus sur la base des hypothèses retenues dans le modèle de calcul. Il ne s'agit en aucun cas d'un indicateur fiable et nous ne pouvons garantir la réalisation effective desdits profits. Les résultats obtenus dans le passé ne représentent en aucun cas une garantie de l'évolution future. Le modèle de calcul repose sur le fait que l'investisseur verse le capital conformément aux conditions de l'offre et conformément aux termes du contrat conclu et que la politique d'investissement et de levée de capitaux de la société émettrice peut être menée conformément aux prévisions. Le remboursement du principal et le paiement des intérêts sont donc soumis à de nombreux facteurs d'incertitudes. Ainsi, il est possible que les intérêts et/ou le principal ne soient pas payés en partie ou en totalité. Les présentes informations fournies aux clients ne contiennent pas l'ensemble des indications nécessaires pour prendre une décision d'investissement. Il est en particulier précisé que les simulations de charge fiscale et sociale ont été établies en tenant compte uniquement des prélèvements fiscaux et sociaux auxquels peut être assujéti le placement au titre des dispositions fiscales et sociales de la République fédérale d'Allemagne et de la République française en vigueur au, à l'exclusion de toute prise en compte de circonstances personnelles à l'investisseur. Les résultats des simulations de charges fiscales et sociales sont liées aux hypothèses spécifiques choisies à titre d'exemple par la société émettrice. Toute modification des paramètres de ces hypothèses entraînerait une modification du résultat de la simulation. Par conséquent, ces données ne constituent pas un avis ni une recommandation d'ordre fiscal et social concernant le placement et il est recommandé que tout investisseur potentiel fasse appel à un professionnel indépendant pour le conseiller sur ces aspects. La participation doit se fonder exclusivement sur le prospectus, plus la fiche informative sur les placements du patrimoine, y compris les éventuels suppléments ou les opportunités et risques ainsi que les paiements non garantis et le risque de perte totale sont décrits. Le prospectus est disponible gratuitement auprès de la Cleantech Infrastruktur GmbH, site Hansauer Landstraße 291b, D-60314 Frankfurt-sur-le-Main. Les investisseurs potentiels résidents sur le territoire de la République française et tout intermédiaire financier participant à l'offre des titres financiers faisant l'objet du présent document sur le territoire de la République française est adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs conformément aux articles L. 411-2 II 2° et D. 411-4 du code monétaire et financier, (ii) l'offre des titres financiers décrits dans le présent document sur le territoire de la République française ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'AMF, (iii) les personnes ou entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier ne peuvent participer à cette offre sur le territoire de la République française que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier et (iii) la diffusion, directe ou indirecte, dans le public sur le territoire de la République française des instruments financiers ainsi acquis ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du code monétaire et financier.